



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-11

Séances publiques
n^{os} 12 et 13 p. 11-66

Questions au
Gouvernement p. 67-99

2023-2028

n°6



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-11

Séances publiques p. 11-66

12^e séance du mardi 27 février 2024 p. 11-39

13^e séance du mercredi 28 février 2024 p. 39-66

Questions au Gouvernement p. 67-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

22/03/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Journée internationale des droits des femmes 2024



La Journée internationale des droits des femmes est l'occasion de se pencher sur la représentation des femmes au sein du Parlement luxembourgeois : 20 députées sur 60 élus sont des femmes (soit un député sur trois), 2 sont cheffes de fil d'un groupe ou d'une sensibilité politique, 8 assurent la présidence d'une commission parlementaire et 2 sont présidentes d'une délégation auprès d'une assemblée parlementaire internationale.

Réunion interparlementaire au sujet des femmes dans le sport

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de la commission, ont participé à une réunion interparlementaire organisée le 7 mars 2024 par le Parlement européen au sujet des femmes dans le sport.

Les échanges avec des membres des différents parlements nationaux et du Parlement européen furent enrichis par les interventions de plusieurs expertes, notamment des ex-athlètes partageant leur vécu, ainsi qu'une chercheuse spécialisée dans le domaine de l'égalité des genres.

Au fil des discours, les intervenantes et intervenants ont fait état de l'avancée considérable que l'on a pu observer ces dernières décennies en matière d'égalité des genres dans le sport. Les différentes interventions ont également montré que l'on est encore loin de l'égalité des genres dans les différents domaines du sport, que ce soit sur le terrain ou ailleurs.

Ont par exemple été cités la représentation des athlètes féminines dans les médias, la lutte contre les stéréotypes, l'absence de données objectives, l'implication des femmes dans la gouvernance, la question de la participation des personnes transgenres et intersexes et les budgets alloués.

Le sujet qui a suscité les réactions les plus vives était celui des violences et abus que vivent les filles, femmes, garçons et hommes dans le sport. Mme Charline Van Snick, lauréate de la médaille de bronze en judo aux Jeux olympiques de 2012, a souligné l'importance de mettre en place des organismes indépendants des fédérations auxquels pourront avoir recours les victimes de violences.

L'accent fut mis sur la relation de force entre le personnel encadrant et l'athlète souvent mineur, le pouvoir que détiennent les fédérations sportives et

l'intérêt qu'ont ces dernières à ce qu'une telle affaire n'attire pas l'attention des médias.

La Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité se penche actuellement sur le projet de loi n° 8139 ayant pour objectif de créer un observatoire de l'égalité entre les genres et un conseil supérieur à l'égalité entre les genres qui vise à donner une assise légale à l'observatoire de l'égalité entre les genres.

Cet observatoire aura, entres autres, pour mission de fournir un ensemble de données objectives aidant les acteurs œuvrant dans le domaine de l'égalité à opérer les choix adéquats en matière de politiques d'égalité entre les genres.



Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de la commission

Vers un Parlement luxembourgeois plus sensible au genre

Accroître la sensibilité à l'égalité entre les genres – c'est dans ce but que la Chambre des Députés se dotera prochainement d'un plan d'action.

En amont de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2024, le Bureau de la Chambre des Députés, organe décisionnel du Parlement luxembourgeois, a décidé de créer un groupe de travail au sein de l'Administration parlementaire et de lui conférer trois missions :

- élaborer un concept stratégique pour la réalisation d'un audit en matière de sensibilité au genre ;
- dresser un état des lieux au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes, tout en ayant une vision large de la notion de genre ;
- élaborer des recommandations sur les marges de progression en matière de sensibilité au genre tant pour le niveau politique que le niveau administratif de la Chambre des Députés.

Le Parlement luxembourgeois compte s'inspirer de la « démarche systématique » que le Parlement fédéral belge a instaurée en matière d'égalité des genres. Une thématique qui était au cœur des échanges de vues lors de la visite officielle du Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, auprès de son homologue belge le 11 janvier 2024. « La Chambre veut pleinement prendre ses responsabilités pour promouvoir l'égalité des genres et montrer l'exemple dans ce domaine », a souligné M. Wiseler dans ce contexte.

Session conjointe de février de l'AP-OTAN

Les parlementaires réaffirment leur soutien indéfectible à l'Ukraine



De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Georges Engel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation, M. Sven Clement, membre de la délégation, et M. Yves Carl de l'Administration parlementaire

Les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) se sont retrouvés du 19 au 21 février 2024 à Bruxelles pour la traditionnelle session conjointe de février. Il s'agit d'un moment fort du calendrier de l'OTAN qui permet aux chefs de délégation d'avoir un échange avec les ambassadeurs auprès de l'OTAN ainsi qu'avec le Secrétaire général, M. Jens Stoltenberg.

Les parlementaires ont par ailleurs pu s'entretenir avec la Commissaire européenne à l'Énergie, Mme Kadri Simson, au sujet de la sécurité de l'énergie, avec l'Amiral Rob Bauer sur les priorités militaires de

l'OTAN, ainsi qu'avec Mme Marie-Doha Besancenot, Secrétaire générale adjointe pour la diplomatie publique, au sujet de la valeur immuable de l'Alliance et ses principes démocratiques.

Les discussions se sont concentrées sur les engagements pris au Pays de Galles et renforcés en Lituanie visant à investir 2 % du PIB dans la défense. Il a été souligné que 18 pays membres consacreront cette année au moins 2 % de leur PIB aux dépenses de défense et que les autres pays avaient présenté auparavant des plans pour se conformer aux engagements. Il est à noter que lorsque les engagements ont été conclus, seuls trois États membres de l'OTAN consacraient au moins 2 % de leur PIB à la défense.

Alors que l'Alliance célébrera son 75^e anniversaire au mois d'avril et qu'elle organisera un sommet essentiel à Washington au mois de juillet, le Président de l'Assemblée, M. Michał Szczurba, a déclaré lors de son intervention que « l'Assemblée plaidera instamment pour une adaptation plus poussée et concrète, fondée sur les valeurs démocratiques que nous partageons ». « Nous restons pleinement mobilisés. Nous devons fournir toute l'assistance militaire, politique et humanitaire essentielle à l'Ukraine pour vaincre l'agresseur aujourd'hui », a continué le Président, « autrement, le prix payé par l'OTAN sera beaucoup plus élevé demain. La Russie doit être vaincue. Nous devons nous tenir aux côtés de l'Ukraine jusqu'à la victoire. »

Les participants ont également porté un vif intérêt à l'éventuelle adhésion de la Suède et de l'Ukraine à l'OTAN. Au-delà des demandes d'adhésion, les parlementaires ont souligné l'importance des liens avec les pays partenaires et candidats des Balkans, d'Europe de l'Est, de la région indopacifique et du voisinage méridional.

L'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique est désormais chose acquise

Les parlementaires hongrois ont donné leur feu vert à l'adhésion du pays scandinave à l'Alliance atlantique le 26 février 2024. La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se réjouit de cette avancée historique pour la Suède et l'Alliance. La Hongrie était le dernier pays membre de l'OTAN à devoir ratifier l'adhésion de la Suède. Cette décision met un terme à deux années de négociations difficiles et pave la voie à l'intégration du 32^e membre au sein de l'Alliance.

C'est une étape historique pour la Suède, marquant la fin de deux siècles de neutralité et de non-alignement du pays. Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a souligné que cette adhésion rendra l'OTAN « plus forte ». « La Suède dispose de forces très compétentes, d'une industrie de défense de premier ordre et elle consacre 2 % de son PIB à la défense. Cela démontre également que la porte de l'OTAN est ouverte, que le Président russe Vladimir Poutine n'a pas réussi dans sa tentative de sonner le glas de l'OTAN. »

Le Parlement luxembourgeois a été parmi les premiers à approuver l'adhésion de la Suède à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

8^e Sommet des Présidents et 17^e Session de l'Assemblée parlementaire de l'AP-UpM

L'esprit de Rabat : l'espoir d'un consensus



De gauche à droite : M. Marc Angel, Vice-Président du Parlement européen, Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, et M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés

Plus de deux ans après la dernière assemblée plénière, les représentants de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) ont été conviés par la Chambre des Représentants marocaine à Rabat les 15 et 16 février 2024. Ces deux jours ont eu comme trame la coopération euro-méditerranéenne au 21^e siècle. Le conflit israélo-palestinien s'est retrouvé en plein cœur des discussions. M. Rawhi Fattouh, Président du Conseil national palestinien, a assisté aux échanges, tandis que la délégation israélienne a manqué au rendez-vous.

M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, et Mme Simone Beissel, Présidente de la délégation luxembourgeoise, ont représenté la Chambre à cet événement. M. Marc Angel a coprésidé la réunion en sa qualité de Vice-Président du Parlement européen.

La situation au Proche-Orient

L'ordre du jour de la commission des affaires politiques contenait une recommandation rédigée en 2022. Compte tenu de l'obsolescence du texte, la présidence a proposé de voter ce texte en l'état et de tenir

un débat général sur les derniers développements géopolitiques dans la région. La délégation luxembourgeoise s'est abstenue lors du vote de la recommandation qui portait sur la coopération dans le domaine de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la paix et de la stabilité.

M. Di Bartolomeo, qui s'était récemment entretenu avec des familles de victimes israéliennes et palestiniennes en visite à la Chambre, a fait noter l'aspiration des deux peuples à vivre ensemble en paix. Il a condamné les attentats terroristes commis par le Hamas contre Israël en date du 7 octobre 2023 avec la plus grande fermeté, tout comme la réaction militaire israélienne qu'il a jugée disproportionnée.

Le député luxembourgeois a réclamé un cessez-le-feu immédiat et a demandé la libération inconditionnelle de l'ensemble des otages. Il a en outre déploré le blocage d'un port par les autorités israéliennes, un couloir destiné à l'aide humanitaire. Lors de son intervention, il a encore salué les efforts de médiation de certains pays voisins et a en même temps qualifié l'ingérence d'autres pays voisins de « complicité dans

le carnage ». Dans ses propos finaux, il a insisté sur la nécessité d'écarter toute langue de bois pour parvenir à la seule résolution viable et durable du conflit : celle d'une solution à deux États.

Les échanges autour d'une déclaration commune au Sommet des Présidents de l'AP-UpM ont été de longue haleine. En tant que dernier orateur, M. Di Bartolomeo s'est essayé à un travail de compromis en brandissant à plusieurs reprises un carton rouge symbolique pour condamner les attaques des deux parties du conflit israélo-palestinien.

Le Président de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc, M. Rachid Talbi El Alami, s'est félicité de ce qu'il a baptisé « l'esprit de Rabat », c'est-à-dire le déroulement à l'amiable des échanges.

L'élu luxembourgeois a été honoré pour son intervention et appelé à présenter la déclaration finale le lendemain lors de la plénière de l'Assemblée.

Défis méditerranéens communs

Depuis le processus de Barcelone, engagé en 1995, l'Union pour la Méditerranée a pour mission de favoriser le dialogue politique et culturel entre les deux

rives. La région méditerranéenne a, ces dernières années, particulièrement souffert de différents chocs. Ces crises ont révélé la fragilité de cet espace où il existe des enjeux communs. Le taux de chômage disproportionné des jeunes et la gestion des flux migratoires constituent des problèmes majeurs nécessitant une approche commune. Ce même esprit de coopération doit prévaloir dans la lutte contre les changements climatiques, puisque la Méditerranée en est le point névralgique.

D'autres efforts doivent encore être entrepris pour l'inclusion et la transition vers une société sans violence à l'égard du genre, de l'orientation sexuelle et de la race.

Une note conceptuelle a été présentée par la commission des droits des femmes visant plus spécifiquement l'accès des filles et des femmes aux disciplines et aux professions dites STIM (science, technologie, ingénierie, mathématiques).

Les échanges se sont clôturés par une note d'espoir du Vice-Président du Parlement européen en citant Albert Camus : « La paix est le seul combat qui vaille d'être mené. »

Après cette session plénière, la présidence est revenue au Parlement espagnol, qui assumera celle-ci jusqu'au 31 décembre 2024. La Chambre des Représentants égyptienne exercera la présidence ensuite pour l'année 2025. Celle-ci clôturera le quatuor de présidences tournantes formé par les membres du Bureau : le Parlement européen, le Maroc, l'Espagne et l'Égypte.

Le Parlement européen siège au sein de cette organisation en tant que membre permanent du Bureau. Un mandat est réservé à un État membre de l'Union européenne, tandis que deux autres reviennent à des pays de la rive Sud de la Méditerranée.

14^e réunion du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) Europol comme pilier stratégique de sûreté

Pour la dernière fois pendant la législature européenne en cours, les représentants du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont réunis les 18 et 19 février 2024 à Gand en Belgique.

Cette réunion est l'occasion pour les parlementaires d'évaluer les activités d'Europol dans la lutte contre les crimes de nature transnationale relevant de sa compétence.

Le contrôle politique des travaux prend la forme de questions adressées à la direction exécutive de l'agence européenne sur le semestre écoulé, c'est-à-dire depuis la tenue de la dernière réunion. Un autre moyen de suivi parlementaire est le rapport du Contrôleur européen de la protection des données, qui note que le traitement d'informations à caractère personnel devient davantage chronophage.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg y a été représentée par M. Guy Arendt, Président de la délégation luxembourgeoise, ainsi que MM. Dan Biancalana et Ben Polidori, membres de la délégation.

Trafic illégal d'armes

La Ministre de l'Intérieur belge, Mme Annelies Verlinden, a tenu des propos liminaires à la première session de contrôle dédiée au trafic illégal d'armes au sein de l'Union européenne.

Elle a expliqué aux parlementaires que la disponibilité et la gamme d'armes à feu illicites et d'équipement pyrotechnique se sont élargies au cours des dernières années. Évoquant les attentats d'octobre 2023 à Bruxelles contre des supporters de football suédois, la ministre a affirmé que l'enquête avait permis aux autorités d'établir un lien entre les activités terroristes et le trafic d'armes et d'explosifs. Selon elle, les criminels tirent également parti du progrès technologique.

En effet, le trafic d'armes à feu demeure une menace croissante pour la société, d'autant plus si ces armes



De gauche à droite : MM. Ben Polidori, Guy Arendt et Dan Biancalana

peuvent être manufacturées à l'aide d'imprimantes 3D. Ces armes dites fantômes – ni homologuées, ni retraçables – échappent à Europol qui ne peut pas les répertorier dans ses bases de données.

Cette problématique représente une véritable lacune stratégique de l'agence qui, pour rester opérationnelle, devrait adapter son mode de fonctionnement et veiller à maintenir une longueur d'avance sur les nouvelles technologies.

Lutte contre la traite des êtres humains

Le panel de la seconde session de contrôle était composé de Mme Diane Schmitt, Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, de nationalité luxembourgeoise, et de M. Jean-Philippe Lecouffe, Directeur général adjoint d'Europol.

Les deux orateurs ont déploré les tendances inquiétantes concernant la traite des êtres humains, tout en notant qu'Europol devient de plus en plus une agence d'appui opérationnelle qui permet une identification précoce du modus operandi.

D'après Mme Schmitt, l'UE assiste à une augmentation considérable du nombre de victimes identifiées en raison de l'intensification des enquêtes, mais aussi grâce à une meilleure sensibilisation à ce sujet.

Au sein de l'UE, les personnes qui sont victimes de l'exploitation par le travail dépasse celle de l'exploitation sexuelle. La citoyenneté des victimes se range principalement du côté de pays tiers, ceci à hauteur de 63 %. En 2022, l'Ukraine détenait la première place de ces pays tiers, dont 83 % des victimes étaient exploitées pour des tâches laborieuses et 17 % à des fins sexuelles.

Un forum consultatif sur les droits fondamentaux

La dernière modification du règlement d'Europol vient renforcer les moyens d'action d'Europol par l'instauration d'un officier des droits fondamentaux.

À côté du délégué à la protection des données, cet officier inscrira ses missions dans le juste équilibre entre la sécurité et les droits de l'homme. Par conséquent, la dimension du contrôle parlementaire est à son tour accentuée. À cet effet, un groupe de travail a été mis en place pour élaborer dans ce contexte un addendum au règlement intérieur du GCPC.

Le seul paragraphe qui a donné lieu à des discussions était celui relatif aux ressources qui dispose que « les membres du forum consultatif agissent à titre gracieux ». Il s'agit là d'un compromis défendu par la présidence, et le texte a été adopté par consensus.

La prochaine étape consiste à lancer un appel à manifestation d'intérêt pour composer le forum nouvellement créé. La composition devrait être portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du GCPC, qui aura lieu au mois de novembre 2024 au sein du Parlement européen.

Un plaidoyer pour venir en aide aux habitants de Gaza



Des membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg ont été reçus à la Chambre par les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.

Les députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont rencontré le 26 février 2024 des membres de la communauté palestinienne résidant au Luxembourg et dont des proches vivent dans la bande de Gaza. Ils ont sollicité l'aide des parlementaires pour faciliter l'évacuation de leurs familles. S. E. M. Abdalrahim Alfarra, Ambassadeur de l'État de Palestine auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne, a participé à l'entrevue.

D'emblée, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a présenté la position officielle de

la Chambre des Députés exprimée dans une motion et dans une résolution adoptées suite à un débat en séance publique le 16 janvier 2024. M. Wiseler a précisé que les parlementaires condamnent fermement l'attaque brutale perpétrée par le Hamas en date du 7 octobre 2023. La Chambre condamne par ailleurs la réaction militaire du Gouvernement israélien, la qualifiant de démesurée dans le temps et disproportionnée en termes d'envergure sur le territoire de Gaza.

Tout en témoignant de leurs situations personnelles, les membres de la communauté palestinienne résidant

au Luxembourg ont appelé les députés à intervenir. Ils souhaitaient que les 200 membres de leurs familles qui se retrouvaient bloqués dans la ville de Rafah et privés, selon eux, de nourriture et de médicaments puissent être évacués. Les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont exprimé leur compassion pour les familles et ont avoué être démunis face à la douleur éprouvée par la communauté palestinienne. Ils ont également réitéré à plusieurs reprises la position du Gouvernement luxembourgeois et de la Chambre des Députés réclamant un cessez-le-feu immédiat afin de permettre un accès humanitaire sans entrave et en sécurité à la bande de Gaza.

Un membre de l'opposition a fait part de sa déception face au silence de la communauté internationale et à l'absence d'une position commune de l'Union européenne dans ce conflit. Selon lui, la solution à deux États – position officielle du Gouvernement luxembourgeois – ne peut être réalisée que par la reconnaissance de l'État de Palestine. Il est convaincu que cette question demeurera un sujet d'actualité dans les mois à venir. Une députée de l'opposition s'est également renseignée sur les raisons du rejet de la demande de regroupement familial soumise par une famille palestinienne résidant au Grand-Duché.

Pendant la discussion, plusieurs députés ont exhorté l'Ambassadeur à plaider en faveur de la libération des otages israéliens. Les députés se sont encore renseignés auprès de lui au sujet des relations avec l'Égypte, et en particulier sur les questions liées à la frontière commune.

En novembre dernier, les députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents avaient rencontré des membres de familles de personnes retenues en otage par le Hamas.

Présentation du projet de budget 2024

Un budget « pour un nouvel élan »



De gauche à droite : Mme Diane Adehm, rapportrice du projet de budget et Présidente de la Commission des Finances, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et M. Gilles Roth, Ministre des Finances

« Sortir de la crise » et « préparer l'avenir » : voilà les objectifs sous lesquels le Ministre des Finances, M. Gilles Roth, a placé la présentation du premier budget de l'État du Gouvernement CSV-DP le 6 mars 2024 à la Chambre des Députés. Ce dépôt officiel lance la procédure budgétaire à la Chambre des Députés.

Le budget 2024, le premier du Gouvernement en fonction depuis 110 jours, est un « budget atypique » et « transitoire », selon le Ministre des Finances. Il ne

couvre en effet pas toute une année, mais la période entre le 1^{er} mai 2024 et la fin de l'année. La période jusqu'au 30 avril est couverte par un budget provisoire, que l'on appelle communément les « douzièmes provisoires ».

Un déficit de 1,9 milliard d'euros

Le premier budget de l'administration centrale du nouveau Gouvernement prévoit un déficit de 1,9 milliard d'euros selon la comptabilité européenne (SEC). Il table sur :

- des recettes à hauteur de 27,5 milliards d'euros, soit un plus de 1,8 milliard d'euros (+7,1 %) ;
- des dépenses à hauteur de 29,4 milliards, soit un plus de 2 milliards d'euros (+7,6 %).

Le Ministre des Finances a annoncé vouloir briser la dynamique des dépenses, notamment en faisant des efforts sur les dépenses courantes.

Pour ce qui est des autres composantes de l'administration publique, un solde positif de 62 millions d'euros est prévu pour le secteur communal et de 861 millions d'euros pour la sécurité sociale. L'excédent « habituel » de la sécurité sociale – qui se situait encore à 1,05 milliard d'euros en 2023 – connaît une tendance à la baisse et est estimé à 261 millions

d'euros en 2027, a annoncé M. Roth. Les transferts sociaux constituent environ la moitié du budget, à savoir 47 %.

La dette publique devrait se chiffrer à 22,2 milliards d'euros, soit 26,5 % du PIB. Le Ministre des Finances s'est dit « confiant » de pouvoir respecter le seuil des 30 % sur toute la législature. Les projections tablent sur 27,3 % en 2027. Un dernier emprunt de 1,25 milliard d'euros a été contracté fin février 2024.

Début des travaux parlementaires

Lors de la cérémonie traditionnelle de dépôt du budget, le Ministre des Finances a remis symboliquement le projet de budget 2024 entre les mains du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et de la Présidente de la Commission des Finances, Mme Diane Adehm. En tant que rapportrice, elle chapeautera les travaux parlementaires sur le budget qui auront lieu dans les différentes commissions parlementaires et qui devraient se conclure à la fin du mois d'avril avec un débat et un vote à la Chambre.

Le budget se compose des projets de loi n° 8383 concernant le budget 2024 et n° 8384 concernant la programmation financière pluriannuelle pour la période de 2023 à 2027.

4^e Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains

127 victimes de traite sur la période 2021-2022



Le Président de la Commission consultative des droits de l'homme, M. Gilbert Pregno (au milieu), a remis un exemplaire du 4^e Rapport de la CCDH sur la traite des êtres humains au Président de la Chambre.

Tous les deux ans, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) présente son rapport sur la traite des êtres humains à la Chambre des Députés. Le nombre total de victimes recensées dans le rapport 2021-2022, 127 victimes ou victimes potentielles, est en nette augmentation par rapport à la période 2019-2020, au cours de laquelle la CCDH a recensé 23 victimes.

Le Président de la CCDH, M. Gilbert Pregno, a expliqué le 29 février 2024 aux députés que ce changement important était explicable en partie par les difficultés liées à la recherche des victimes pendant la pandémie et par le démantèlement pendant la période observée d'un réseau de prostitution en appartement. De manière générale, M. Pregno regrette que « les coupables de la traite s'en sortent trop bien », notamment en se voyant infliger des sanctions qui ne correspondent pas, selon lui, à la gravité de leurs actes. Concernant les auteurs des faits, le rapport établit leur nombre à respectivement 21 femmes et 7 hommes. La nationalité la plus représentée chez les auteurs est la nationalité chinoise.

La plupart des cas concernent l'exploitation sexuelle (55 cas) et l'exploitation dans le monde du travail (55 cas, principalement dans les secteurs de l'Horeca et de la construction), répartis sur les années 2021 et 2022. La mendicité forcée représente quant à elle 12 cas en 2021 et aucun cas en 2022. Les nationalités les plus représentées parmi les victimes sont les nationalités roumaine, ukrainienne, russe et chinoise. La CCDH n'a pas relevé de cas de trafic d'enfants ou d'organes.

La CCDH note que la plupart des cas sont détectés par la police, mais souligne que l'Inspection du travail et des mines a mené des réformes positives et devient plus proactive dans la détection. Au sujet du travail de la police, la CCDH affirme que les moyens informatiques dont celle-ci dispose pour le traitement des données ne sont techniquement pas à la hauteur et

appelle à une inclusion du Stavec pour mettre en place de nouveaux outils.

« Il faut un coordinateur national de la lutte contre la traite »

Dans le cadre de la présentation du chapitre du rapport consacré au cadre juridique, les représentants de la CCDH ont affirmé que la politique en matière de lutte contre la traite au Luxembourg manque de cohérence, ajoutant que « les acteurs travaillent dans leur coin » et sont confrontés à une surcharge de travail. Pour cette raison, la CCDH recommande de mettre en place un coordinateur national de la lutte contre la traite des êtres humains, proposition qui a été saluée par plusieurs députés.

Les représentants de la CCDH regrettent également que le Luxembourg soit un des rares pays qui ne disposent toujours pas de programme de protection des témoins, ce qui rend la prise de parole des victimes plus difficile.

Le rapport consacre un chapitre entier aux liens entre traite et immigration et s'intéresse entre autres aux risques auxquels sont exposés les mineurs non accompagnés. Les auteurs recommandent dans ce domaine de supprimer le lien qui peut exister entre la dénonciation de faits de traite par une victime et l'exposition potentielle de celle-ci à une procédure d'expulsion. Ils notent également une approche « trop passive » des administrations concernées en ce qui concerne la détection de cas de traite lors des procédures de protection internationale.

« Revoir le cadre légal »

Les auteurs du rapport sont revenus sur les conséquences judiciaires pour les auteurs de la traite entre 2013 et 2022. Ils relèvent ainsi sur la période observée 48 peines de prison entre 6 et 48 mois et aucune condamnation criminelle. 43 amendes entre 500 et 20.000 euros auraient été prononcées.

Pour 135 victimes confirmées, seules 8 demandes d'indemnisation auraient été formulées, pour des montants allant de 3.500 à 120.000 euros. Les sommes allouées à ces victimes sont bien plus faibles, allant de 1.038 à 5.000 euros.

La CCDH parle globalement dans ses conclusions de « sanctions plutôt clémentes » et recommande par conséquent de « revoir le cadre légal et de prévoir des formations obligatoires, de haute qualité et continues pour les magistrats ».

Tout en insistant sur le fait qu'il n'incombe pas à la Chambre des Députés de se prononcer sur ce qui tombe sous la responsabilité des tribunaux, un député de la majorité a voulu savoir si les représentants de la CCDH avaient des contacts avec les autorités judiciaires pour exposer leur point de vue. Les représentants de la CCDH ont affirmé qu'il y existe un « comité traite » au sein duquel le Parquet est également représenté et où le rapport allait être présenté. M. Pregno a ajouté qu'il « souhaite que la magistrature lise notre rapport ».

Les députés ont également interrogé les membres de la CCDH au sujet de l'assouplissement du droit d'enquête sous pseudonyme, qui est une de leurs revendications. Ces derniers ont reconnu qu'il était difficile de trouver une solution équilibrée, mais que cette approche était nécessaire car les enquêteurs ne parviennent pas toujours à trouver les indices nécessaires, notamment sur les réseaux sociaux.

Mendicité : il ne faut pas « punir les victimes »

Les auteurs du rapport se sont montrés critiques envers l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville, notamment sous prétexte de lutte contre la traite, affirmant qu'il fallait, en cas de suspicion de traite, « protéger et soutenir ces personnes et punir les auteurs et non les victimes ».

Visite de la Ministre de l'Intérieur de la République hellénique



La participation aux élections européennes de la communauté grecque vivant au Luxembourg ainsi que des dossiers concernant la coopération entre la Grèce et le Luxembourg ont fait l'objet d'une entrevue entre la Ministre de l'Intérieur de la République hellénique, Mme Niki Kerameus, et le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, le 23 février 2024.

Échange interinstitutionnel à Bruxelles

Comment renforcer la coopération avec les institutions européennes ?

Une délégation composée de députés luxembourgeois s'est déplacée le 5 mars 2024 à Bruxelles pour un échange interinstitutionnel. La coopération entre la Commission européenne et les parlements nationaux était un des sujets centraux lors d'une réunion à la Commission européenne. La question de savoir dans quelle mesure les parlements nationaux peuvent contribuer au développement de propositions législatives par le biais de prises de position a été discutée.

Au vu des élections européennes qui s'approchent, que deviendront certaines propositions législatives européennes pour lesquelles les travaux sont encore en cours ? Lors d'un échange avec le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, les députés se sont par exemple intéressés à la proposition de directive sur les droits des travailleurs de plateformes numériques ou la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Un autre sujet abordé avec le Commissaire était celui de la rémunération de stages.

En outre, les députés se sont penchés sur la procédure législative européenne et les spécificités du travail au sein du Parlement européen. Les procédures régissant le travail et la prise de décisions au Conseil de l'Union européenne étaient au centre de la visite au Conseil.



Les députés ont eu l'occasion de s'entretenir avec leurs homologues européens, MM. Charles Goerens (8^e à gauche) et Marc Angel (9^e à gauche).

Audienz am Palais



Am Kader vu senger Staatsvisitt zu Lëtzebuerg huet den tschechesche President Petr Pavel de Chamberspresident Claude Wiseler den 29. Februar 2024 am Palais an Audienz empfaangen.

Reunioun vum Comité vun der Associatioun vun de fréieren Deputéierten

De 4. Mäerz 2024 hu sech d'Membere vum Comité vun der Association des anciens députés (AAD) an der Chamber getraff. De Chamberspresident Claude Wiseler war invitéiert, fir derbäi ze sinn a sech hir Doleancen unzehéieren.



Réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains

« Nous avons tous un devoir de mémoire et nous sommes tous architectes de l'avenir », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains qui s'est déroulée le 1^{er} mars 2024 à Esch-sur-Alzette.

L'exposition permanente au Musée national de la résistance et des droits humains est consacrée à des événements marquants ayant eu lieu autour de la période de la Seconde Guerre mondiale. Une nouvelle section de l'exposition est dédiée aux droits humains et à des sujets d'actualité.

Lors de son discours, le Président de la Chambre a affirmé que l'espace qui a été créé, faisant passer la surface du musée du simple au triple, permet non seulement de réfléchir aux événements du passé, mais également d'engager des réflexions sur le présent et l'avenir. « Le travail de mémoire est essentiel », a-t-il constaté.

Selon M. Wiseler, le musée est un hommage à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pendant la Seconde Guerre mondiale pour la liberté du Grand-Duché. Les contenus montreraient à quel point il est important de résister aujourd'hui aussi aux injustices, à l'intolérance et à toute sorte d'extrémisme, d'autant plus que « la majorité des personnes qui visiteront le musée n'ont pas vécu la guerre ».



« Nous avons tous un devoir de mémoire et nous sommes tous architectes de l'avenir », a déclaré le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, lors de la réouverture du Musée national de la résistance et des droits humains.

Conférence sur le Roi Grand-Duc Guillaume II et l'année révolutionnaire 1848



L'historien Jeroen Koch a dressé un portrait du Roi Grand-Duc Guillaume II dans le cadre de l'exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg ».

Quels étaient les défis qui se présentaient au Roi Grand-Duc Guillaume II (1792-1849) et à la maison d'Orange-Nassau pendant les révolutions du 19^e siècle ? Lors d'une conférence coorganisée par la Chambre des Députés et les Archives nationales avec l'Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg le 22 février 2024, l'historien Jeroen Koch a apporté des réponses à cette question. L'événement a clôturé l'exposition « 1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg ».

Après une carrière militaire qui fait qu'il est considéré encore aujourd'hui comme un héros militaire aux Pays-Bas, Guillaume II est confronté à une grave crise financière après son avènement au trône. Son attitude politique initialement libérale évolue vers le

conservatisme avec pour conséquence qu'il refuse l'hypothèse d'une évolution libérale de la Constitution néerlandaise.

En 1848, la position du Roi Grand-Duc est fragilisée par sa vie privée agitée : victime de tentatives de chantage à cause de sa bisexualité, Guillaume II finit par ne plus être en mesure de s'opposer à la mise en place de nouvelles constitutions libérales aux Pays-Bas et au Luxembourg. Ces dernières limitent les pouvoirs du Roi Grand-Duc et renforcent le rôle du Parlement.

M. Jeroen Koch est professeur à l'Université d'Utrecht et auteur d'une biographie du Roi Grand-Duc Guillaume I^{er} ainsi que d'un ouvrage consacré à la maison d'Orange-Nassau au 19^e siècle.

Visitt vun der Finanzkommissioun beim Kadaster

Am Kader vun hirer Visitt beim Kadaster den 20. Februar 2024 kruten d'Membere vun der Finanzkommissioun ënnert anerem Informatiounen iwwert de Gebrauch vum Geoportail, d'Wichtigkeet vun de Geodonnéen, d'Erausfuhrerunge fir den zukünftigen Nationalregëster vum Logement souwéi d'Opstellung vum vertikale Kadaster.



Interopérabilité des dispositifs électroniques

8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radio-électriques

L'objet du présent projet de loi est de transposer la directive (UE) 2022/2380 du Parlement européen relative à l'harmonisation des dispositifs de charge sur le marché d'équipements radioélectriques européen en droit luxembourgeois.

La directive (UE) 2022/2380 introduit l'obligation de recourir au connecteur de type USB-C pour certains appareils radioélectriques et la possibilité pour les consommateurs d'acheter les appareils sans être obligés d'acquérir un chargeur.

L'interopérabilité entre différents dispositifs électroniques sera ainsi assurée. L'objectif est d'améliorer la commodité pour tous les usagers finaux et, outre une réduction des frais, de réduire les déchets électroniques.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 01/06/2023

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

18/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
parlementaires

22/02/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Loi du 18 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 122, page 1

Qualifications relatives à l'enseignement supérieur

8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Le projet de loi 8231 a pour objet de porter approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur. Elle est entrée en vigueur le 5 mars 2023, c'est-à-dire trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

La Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa 40^e session qui se tenait à Paris du 12 au 27 novembre 2019. Il s'agit du premier traité des Nations Unies sur l'enseignement supérieur de portée mondiale.

Elle vise à compléter les conventions régionales existantes en matière de qualifications relatives à l'enseignement supérieur, dont la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, adoptée à Lisbonne en 1997, et ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg le 4 octobre 2000.

Par l'établissement de principes généraux, elle vise notamment à faciliter la mobilité internationale des étudiants et établit le droit des individus à faire évaluer les qualifications obtenues à l'étranger de manière équitable, transparente et non discriminatoire.

L'approbation de la Convention mondiale n'aura aucun impact sur les procédures de reconnaissances des qualifications de l'enseignement supérieur alors que ces dernières respectent déjà les principes de ladite convention. Seule une légère modification au niveau des procédures au niveau de l'éducation nationale sera nécessaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02/06/2023

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

(Président : M. Gérard Schockmel) :

06/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État, de la Chambre des Salariés et de la Chambre de Commerce

20/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Convention de non double imposition avec le Cabo Verde

8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022

L'objet du présent projet de loi est d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et le Protocole y relatif.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/07/2023

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

19/01/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Prolongation des aides aux entreprises

8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le présent dispositif modifie la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Il s'agit de prolonger de six mois certaines subventions d'énergie prévues et d'augmenter le plafond des aides de 2 millions à 2,25 millions d'euros par groupe d'entreprises.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 11/01/2024

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

01/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Loi du 18 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 121, page 1

Qualité des services pour personnes âgées

8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les modalités selon lesquelles la présence minimale d'agents faisant partie du personnel d'encadrement est déterminée dans la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées afin qu'il soit dorénavant tenu compte du niveau de besoin hebdomadaire en aides et de soins des résidents d'une structure d'hébergement pour personnes âgées précise.

Au-delà, quelques redressements d'ordre matériel sont effectués au niveau des articles 101 et 106 de la loi précitée du 23 août 2023.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 22/01/2024
Rapporteuse : Mme Mandy Minella

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

(Présidente : Mme Mandy Minella) :

08/02/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État, de la Commission nationale pour la protection des données, de la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins et de la Chambre de Commerce

20/02/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/02/2024

Loi du 12 mars 2024

Mémorial A : 2024, n° 102, page 1

12^e séance

Sommaire

- | | | |
|--|--------------|--------------|
| 1. Ouverture de la séance publique | p. 12 | |
| M. Claude Wiseler, Président | | |
| 2. Communications | p. 12 | |
| M. Claude Wiseler, Président | | |
| 3. Ordre du jour | p. 14 | |
| M. Claude Wiseler, Président | | |
| 4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen | p. 14 | |
| Exposé : M. Marc Goergen | | |
| 5. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas | p. 14 | |
| Exposé : M. Gusty Graas | | |
| 6. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas | p. 14 | |
| Exposé : M. Gusty Graas | | |
| 7. Heure de questions au Gouvernement | p. 15 | |
| Question n° 33 du 27 février 2024 de M. Christophe Hansen relative à la situation en Ukraine deux ans après le début de l'agression et de l'invasion russe, adressée à M. le Premier ministre | | |
| Question n° 34 du 27 février 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, adressée à M. le Premier ministre | p. 15 | |
| M. Christophe Hansen M. Fernand Kartheiser M. Luc Frieden, Premier ministre | | |
| Question n° 35 du 26 février 2024 de M. Dan Biancalana relative au non-recours aux aides sociales, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | p. 16 | |
| M. Dan Biancalana M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | | |
| Question n° 36 du 27 février 2024 de M. André Bauler relative à la domiciliation et l'enregistrement de personnes physiques en zone verte, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 17 | |
| M. André Bauler M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | |
| Question n° 37 du 27 février 2024 de Mme Joëlle Welfring relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | p. 17 | |
| Mme Joëlle Welfring Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | | |
| Question n° 38 du 27 février 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réunion nationale du logement du 22 février 2024, adressée à M. le Premier ministre | | |
| Question n° 39 du 26 février 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'accélération des procédures dans le cadre de l'aménagement communal et du développement urbain, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | | p. 18 |
| M. Alex Donnersbach Mme Taina Bofferding M. Luc Frieden, Premier ministre M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | |
| Question n° 40 du 27 février 2024 de M. Ben Polidori relative au financement du matériel informatique des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | | p. 19 |
| M. Ben Polidori M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | |
| Question n° 41 du 27 février 2024 de M. Guy Arendt relative au droit d'initiative d'un conseiller communal de porter un point à l'ordre du jour d'une séance du conseil communal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | | p. 19 |
| M. Guy Arendt M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | |
| Question n° 42 du 27 février 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix de l'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | | p. 20 |
| M. Mars Di Bartolomeo M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | | |
| Question n° 43 du 27 février 2024 de Mme Corinne Cahen relative à la reconnaissance de la musicothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | | p. 20 |
| Mme Corinne Cahen Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | | |
| Question n° 44 du 27 février 2024 de Mme Lydie Polfer relative au bilan intermédiaire depuis l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs aux différentes formes d'infractions, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | | p. 21 |
| Mme Lydie Polfer M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | |
| 8. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation en Ukraine | p. 21 | |
| Exposé : M. Gusty Graas | | |
| Discussion générale : M. Christophe Hansen M. François Bausch M. David Wagner M. Sven Clement M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. François Bausch) M. Yves Cruchten M. Christophe Hansen (interventions de M. François Bausch) | | |
| Vote sur la résolution (adoptée) | | |

<p>9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'une commission d'enquête sur les circonstances exactes de la mort d'Alexeï Navalny</p> <p>Exposé: M. Gusty Graas</p> <p>Discussion générale: M. Fernand Kartheiser (interventions de M. François Bausch, M. Yves Cruchten et M. Sven Clement) M. David Wagner M. Sven Clement M. François Bausch M. Yves Cruchten M. Christophe Hansen M. Yves Cruchten</p> <p>Vote sur la résolution (adoptée)</p> <p>10. 8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques</p> <p>Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme: Mme Carole Hartmann</p> <p>Discussion générale: Mme Octavie Modert M. Georges Engel M. Tom Weidig M. François Bausch M. Sven Clement M. Marc Baum</p> <p>Prise de position du Gouvernement: M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8229 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>11. 8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine</p> <p>Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme: Mme Carole Hartmann</p> <p>Discussion générale: Mme Octavie Modert M. Georges Engel M. Tom Weidig M. François Bausch M. Sven Clement M. Marc Baum</p> <p>Prise de position du Gouvernement: M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8348 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>12. 8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées</p> <p>Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil: Mme Mandy Minella</p> <p>Discussion générale: Mme Nathalie Morgenthaler Mme Claire Delcourt (dépôt de la motion 1) M. Tom Weidig Mme Joëlle Welfring M. Marc Goergen (interventions de Mme Corinne Cahen) M. Marc Baum</p>	<p>p. 24</p> <p>p. 27</p> <p>p. 29</p> <p>p. 31</p>	<p>Prise de position du Gouvernement: M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8349 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Sven Clement)</p> <p>Motion 1: Mme Claire Delcourt M. Marc Goergen (interventions de M. Claude Haagen et M. Gilles Baum) M. Tom Weidig Mme Mandy Minella Mme Nathalie Morgenthaler (intervention de M. Sven Clement) M. Marc Baum Mme Joëlle Welfring</p> <p>Vote sur la motion 1 (rejetée)</p> <p>13. 8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022</p> <p>Rapport de la Commission des Finances: M. Laurent Mosar</p> <p>Discussion générale: M. Guy Arendt M. Franz Fayot M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner</p> <p>Prise de position du Gouvernement: M. Gilles Roth, Ministre des Finances</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8282 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>14. 8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019</p> <p>Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région: M. André Bauler</p> <p>Discussion générale: Mme Octavie Modert M. André Bauler Mme Liz Braz M. Tom Weidig Mme Joëlle Welfring M. Sven Clement M. David Wagner</p> <p>Prise de position du Gouvernement: Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8231 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>Présidence: M. Claude Wiseler, Président</p> <p>Au banc du Gouvernement: M. Luc Frieden, Premier ministre; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden et Mme Stéphanie Obertin, Ministres</p>	<p>p. 35</p> <p>p. 37</p>
--	---	--	---------------------------

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Communications

M. Claude Wiseler, Président | Da maachen ech e puer Kommunikatiounen.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 27 février 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8353 – Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et portant modification

1^o de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3^o de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement ;

4^o de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

Dépôt: M. Gilles Roth, Ministre des Finances, M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 07/02/2024

8354 – Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal

Dépôt: M. Marc Goergen, Député, le 01/02/2024

8355 – Projet de loi portant modification 1^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et 2^o de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Dépôt: M. Luc Frieden, Premier ministre, le 23/02/2024

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

7062 – Projet de loi sur les établissements d'hébergement, modifiant

1. le Code civil ;

2. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;

3. la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement ; et

4. la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et abrogeant

1. la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;

2. la loi modifiée du 17 juillet 1960 portant institution d'un statut de l'hôtellerie

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 14/09/2016

Retrait du rôle des affaires : 30/01/2024

7708 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre des Sports, le 18/11/2020

Retrait du rôle des affaires : 08/02/2024

6804 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20/04/2015

Retrait du rôle des affaires : 23/02/2024

7662 – Projet de loi du *** portant modification de : 1^o la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2^o la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 07/09/2020

Retrait du rôle des affaires : 23/02/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3039 – Demande de pétition publique : Une seule convention collective pour le secteur d'aides et de soins, le secteur social et le secteur hospitalier au Luxembourg / Ein einziger Kollektivvertrag für Hilfs- und Pflege- sowie Sozialsektor und Krankenhausesektor in Luxemburg

Dépôt : M. Thierry Schoer, le 30/01/2024

3040 – Demande de pétition publique : Bourse de mobilité pour les étudiants

Dépôt : Mme Laurence Vassart, le 30/01/2024

3041 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif associant les prestations sociales à l'accomplissement de tâches d'intérêt commun

Dépôt : M. Filip Oller, le 22/01/2024

3042 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif assouplissant certains critères linguistiques pour les agents de la Police grand-ducale

Dépôt : M. Filip Oller, le 23/01/2024

3043 – Demande de pétition publique : Just Differenz beim Dokter bezuelen

Dépôt : M. Jim Bertrang, le 31/01/2024

3044 – Demande de pétition publique : Schüler, déi an de Stage ginn, sollen hire Stage zu 100 % bezuelt kréien!

Dépôt : Mme Svenja Hemmer, le 31/01/2024

3045 – Demande de pétition publique : I sign this petition (demande de pétition publique irrecevable car rédigée en anglais)

Dépôt : M. Charles David Stephenson John, le 01/02/2024

3046 – Demande de pétition publique : Conservation d'une place en maison relais pour un enfant pendant le congé maternité de sa maman

Dépôt : Mme Dunja Riedmüller, le 02/02/2024

3047 – Demande de pétition publique : Pétition pour aider le quartier d'Esch-sur-Alzette à obtenir aide et protection contre les voleurs et les braqueurs

Dépôt : M. Emir Bektešević, le 02/02/2024

3048 – Demande de pétition publique : Égalité lors d'un divorce de la répartition des impôts et allocations familiales lors d'une garde partagée des enfants

Dépôt : M. Mirco Di Lenardo, le 02/02/2024

3049 – Demande de pétition publique : Fir eng besser Representativitéit vum Guttlend an der Chambre des Députés ze hunn

Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 02/02/2024

3050 – Demande de pétition publique : Getéinte Viséier fir Motorradhelmer

Dépôt : M. Steve Muller, le 03/02/2024

3051 – Demande de pétition publique : Fro, fir de Klappenauspuff op engem Auto an enger bewunnter Zone ze verbidden. Den onnëtzte Kaméidi nervt d'Leit just an d'Police kann näischt man, soulaang et kengt Gesetz gött. / Däitschland huet et, firwat nik och Lëtzebuerg?

Dépôt : M. Alain Majerus, le 05/02/2024

3052 – Demande de pétition publique : Changer la couleur du passeport / Change passport color / Passfaarf änneren

Dépôt : M. Bowen Liu, le 05/02/2024

3053 – Demande de pétition publique : Keng Reduktioun vum „Congé parental“ a vum „Congé pour raisons familiales“ fir alengerzéiend Elteren, wann een Elterendeel stierft

Dépôt : Mme Sandra Merenne, le 06/02/2024

3054 – Demande de pétition publique : Changer la loi sur le harcèlement moral en se basant sur le modèle français

Dépôt : M. Vincenzo Sportelli, le 07/02/2024

3055 – Demande de pétition publique : Ouvriers qualifiés

Dépôt : M. Damien Dorso, le 07/02/2024

3056 – Demande de pétition publique : Plus de jours de congé familial pour des parents avec des enfants nés prématurés

Dépôt : M. Isidro Vareiro, le 08/02/2024

3057 – Demande de pétition publique : Baisser le prix des loyers

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 08/02/2024

3058 – Demande de pétition publique : Präisdeckelung fir Stroum a Gas oprechterhalen

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 08/02/2024

3059 – Demande de pétition publique : Établir, sauf menace à l'ordre public, le droit absolu de recevoir de la visite pour chaque résident quel que soit son établissement d'hospitalisation, de soins ou de santé

Dépôt : M. Jean-Pierre Yves Antoine Lazerges, le 09/02/2024

3060 – Demande de pétition publique : Créer un registre national des comptes et contrats financiers permettant à chacun de connaître les comptes à son nom (y compris en tant que bénéficiaire, mandataire, ...)

Dépôt : M. Pierre Trovato, le 09/02/2024

3061 – Demande de pétition publique : Soziale Präis fir Waasser

Dépôt : M. Marc Hemmer, le 10/02/2024

3062 – Demande de pétition publique : Autofueren testen ab engem bestëmmten Alter! Net nëmme bei den Dokter goen

Dépôt : Mme Dorothea Roos, le 10/02/2024

3063 – Demande de pétition publique : Eine Leerstandsteuer für leer stehende Geschäfte in Esch-sur-Alzette erhöhen

Dépôt : M. Akash Thapa, le 12/02/2024

3064 – Demande de pétition publique : Améliorer un paragraphe du statut de fonctionnaire d'État donnant plus de chance aux personnes atteintes de maladie

Dépôt : Mme Daniela Filipa Simões Domingues, le 07/02/2024

3065 – Demande de pétition publique : Anerkennung palästinensisches Land!

Dépôt : Mme Almina Krasniqi, le 13/02/2024

3066 – Demande de pétition publique : Introduction d'un congé dédié à la santé mentale

Dépôt : M. Stéphane Secco, le 13/02/2024

3067 – Demande de pétition publique : Téléphone portable

Dépôt : M. Pierre Wachs, le 14/02/2024

3068 – Demande de pétition publique : Augmenter le tonnage permis 3850 kg pour campingcar

Dépôt : M. Patrick Bredimus, le 14/02/2024

3069 – Demande de pétition publique : Anerkennung palästinensisches Land

Dépôt : M. Samir Krasniqi, le 14/02/2024

3070 – Demande de pétition publique : Unerkennung vum palästinensische Staat!

Dépôt : Mme Selma Babačić, le 15/02/2024

3071 – Demande de pétition publique : Logement abordable pour tous

Dépôt : M. João Paulo Ferreira, le 15/02/2024

3072 – Demande de pétition ordinaire : Couverture de l'orthodontie

Dépôt : M. Gilles Jouniaux, le 15/02/2024

3073 – Demande de pétition publique : Risikoprämie für Pflegepersonal / Prime de risque pour le personnel soignant

Dépôt : Mme Mandy Hoffmann, le 15/02/2024

3074 – Demande de pétition publique : Interdire l'abus à l'incitation de jeux d'argent dans les cafés

Dépôt : M. Luis Marques Dos Santos, le 16/02/2024

3075 – Demande de pétition ordinaire : Etude: De Pensiounssystem ofsécheren, mat enger Indexbranche, déi net ausbezuelt gött

Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/02/2024

3076 – Demande de pétition publique : Enlever la limitation des 20 trajets pris en charge par la CNS pour les transports en taxi

Dépôt : M. Tony Gillenberg, le 19/02/2024

3077 – Demande de pétition publique : Petitioun, fir och den Token als Bezuelssystem ze lossen

Dépôt : M. Pietro Ficerai, le 20/02/2024

3078 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière : abolir la priorité absolue pour les piétons pour traverser les routes même sur les passages piétons. Installer sur des points de haute densité de trafic des feux de passage pour piétons

Dépôt : M. Alain Berg, le 20/02/2024

3079 – Demande de pétition publique : All Mensch muss Tesla fueren

Dépôt : M. David Loschetter, le 20/02/2024

3080 – Demande de pétition publique : Petition zur Rationierung von Medikamenten

Dépôt : M. Yannick Huss, le 20/02/2024

3081 – Demande de pétition publique : Permettre aux motos de circuler sans OPF et dB-Killer pour plus de sécurité sur nos routes

Dépôt : M. Daniel Carvalho Pereira, le 20/02/2024

3082 – Demande de pétition publique : Glasfaser am ganze Land

Dépôt : M. Antoine Blom-Peters, le 21/02/2024

3083 – Demande de pétition publique : Changement du nom « Rue de la Station » à Beggen en « Rue de Alexei Navalny »

Dépôt : M. Michiel Cammeraat, le 22/02/2024

3084 – Demande de pétition publique : Les propriétaires doivent accepter les animaux. Les animaux sont nos amis

Dépôt : Mme Ana Claudia Correia de Jesus, le 24/02/2024

3085 – Demande de pétition publique : Lutter contre le manque d'expérience professionnelle des jeunes diplômés au Luxembourg. La mise en place d'un système de réparation des jeunes spécialistes

Dépôt : M. Zakhar Albits, le 25/02/2024

3086 – Demande de pétition publique : Chaque pays, peuple doit avoir la paix, la liberté, car la liberté commence là où s'arrête celle des autres

Dépôt : M. Boubacar Diallo, le 25/02/2024

3087 – Demande de pétition ordinaire : Monitoring an Iwwerwachung vum Drogekonsum

Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/02/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Ech gesinn eng Wuertmeldung. Här Goergen, ...

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Fir eng Proposition de loi.

M. Claude Wiseler, Président | ... fir eng Proposition de loi. Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Haut hunn ech eng Proposition de loi matbruecht, déi en e bësse méi trauregt Thema behandelt, an zwar d'Thema vum Doud. Ech hat a Question-parlementairen 2023 schonn d'Fro gestallt, ob een zu Lëtzebuerg kéint eng Urn, wann ee verbrannt gëtt, mat heem huelen, dat heescht, dass d'Famill herno, wann ee gestuerwen ass, déi Urn wéi an anere Länner kéint doheem opbewahren.

Ech krut leider eng negativ Äntwert, soudass ech mer geduecht hunn: „Dat doten ass awer e Punkt, deen immens vill Leit betrëfft.“ An och a Gesprécher mat Leit hunn ech gemierkt, dass et awer eng

Häerzensaach ass, dass een herno kann entscheeden, ob ee weiderhi wéilt um Kierfecht an där Urn sinn oder ob een herno bei der Famill oder Frënn kéint ennerkommen.

An deementspreechend ass hei eng Proposition de loi, déi mir Piraten presentéieren, fir dës Méiglechkeet ze schafen, fir dass ee fräi nom Doud och nach kann entscheeden, wou een opbewaart gëtt.

Merci.

8356 – Proposition de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

5. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Da gesinn ech nach eng Wuertmeldung. Ech ginn dovunner aus, dass dat fir den Depot vun enger Resolutioun ass. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Gusty Graas)

Vun zwou Resolutiounen, ok.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, et geet em den Depot vun zwou verschiddene Resolutiounen. Fir d'éischt em déi iwwert den Doud vum Alexej Nawalny. Ech mengen, deen huet net nëmmen hei zu Lëtzebuerg e gewëssene Schock ausgeléist, mee queesch duerch d'ganz Welt. Doweéinst wollt ech an deem Sënn och eng Resolutioun deposéieren, déi mer herno da vläicht kënne méi am Detail diskutéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– profondément préoccupée par la mort d'Alexei Navalny le 16 février 2024 dans une prison russe située à l'intérieur du cercle polaire arctique ;

– considérant qu'Alexei Navalny fut, pendant des années, le principal opposant au régime de Vladimir Poutine, et s'engagea pour la liberté et la démocratie en Russie ;

– considérant que la Fédération de Russie réprime toute forme d'opposition, par des mesures coercitives, en particulier l'emprisonnement, envers les opposants au régime ;

– considérant que l'emprisonnement d'Alexei Navalny a dû précipiter sa mort soit en raison des conditions inhumaines et extrêmes, soit à cause d'un acte criminel direct ;

– rappelant qu'en août 2020, Alexei Navalny a été empoisonné au moyen de l'agent neurotoxique Novichok par les services secrets russes,

– demande la mise en place d'une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances exactes de la mort d'Alexei Navalny ;

– condamne les conditions d'emprisonnement inhumaines ayant précipité la mort d'Alexei Navalny ;

– condamne sans réserve la répression brutale du régime russe contre l'opposition politique ;

– condamne toute atteinte aux principes démocratiques en Russie ;

– exprime sa solidarité avec tous les prisonniers politiques actuellement détenus en Russie et exige leur libération.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.

(La motion a été signée ultérieurement par Mme Joëlle Welfring.)

6. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Exposé

Dann eng zweet Resolutioun: Leider hu mer e gewëssenen Anniversaire elo hannerun eis. Dat ass de Krich an der Ukrain, deen zwee Joer elo schonn undauert, eng Situatioun, déi inakzeptabel ass. Och dozou hunn ech eng Resolutioun hei preparéiert am Numm vun der Majoritéit, déi selbstverständlech och nach opsteet, fir ennerschriwwen ze ginn. Ech muss soen, datt ech elo kuerzfristeg mat de Kollegee vun deene Lénken nach net d'Méiglechkeet hat. Ech hat dat zwar gëschter schonn an der Kommissioun vun den Affaires extérieures ugekënnegt.

An d'Kollegee vun der ADR hunn elo gesot, datt se déi vum Nawalny géifen ennerstëtzen, awer net géife mat ennerschreiwen, a mat där anerer hätte se e bësse méi Problemer. Ech mengen, och dat soll ee respektéieren. Mee selbstverständlech hunn all déi aner Sensibilités politiques an och Fraktiounen dat ennerschriwwen. Wéi gesot, d'Offer gëllt awer nach un eis gréng Kollegeen, fir déi mat ze ennerschreiw.

Merci, Här President.

(Interruption)

An déi gréng selbstverständlech och. Ok, merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

– rappelant que la Russie lança une invasion violente, injustifiée et illégale contre l'Ukraine en date du 24 février 2022 ;

– considérant que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a fait 30.457 victimes civiles depuis le 24 février 2022, dont 10.582 morts et 19.875 blessés, le nombre réel étant probablement beaucoup plus élevé, selon la mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine ;

– considérant que 19.546 enfants furent déportés voire déplacés de force par la Russie, selon les autorités ukrainiennes ;

– considérant que le déplacement et la déportation forcés d'enfants ukrainiens, ainsi que leur adoption forcée par des familles russes, sont contraires au droit international, en particulier à l'article 2 de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide ;

– saluant l'aide humanitaire et militaire accordée par le Grand-Duché de Luxembourg à l'Ukraine et l'accueil de réfugiés en provenance de l'Ukraine par le Luxembourg ;

– évoquant la motion au sujet du soutien à l'Ukraine adoptée le 2 juin 2022 en séance plénière,

– condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ;

– exprime sa solidarité ininterrompue avec le peuple ukrainien ;

– souligne que cette invasion constitue une violation grave du droit international, en particulier de la convention de Genève et de ses protocoles additionnels et de la Charte des Nations Unies ;

– exige que la Russie cesse immédiatement toutes ses activités militaires en Ukraine et qu'elle retire sans condition l'intégralité de ses troupes du territoire ukrainien ;

– condamne sans équivoque les déportations et déplacements de force d'enfants ukrainiens par la Russie ;

– demande aux autorités de la Fédération de Russie d'accorder aux organisations internationales telles que le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund – UNICEF) un accès immédiat à tous les enfants ukrainiens déportés de force dans les territoires occupés par la Russie et en Russie ;

– soutient tous les processus internationaux et nationaux légitimes d'enquête sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en Ukraine ;

– exige que le régime russe et l'ensemble des auteurs de cette agression répondent des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, notamment du transfert forcé des enfants, du crime d'agression et de tous les autres crimes commis en Ukraine ;

– analysera la possibilité d'utiliser les intérêts générés par les avoirs russes gelés à des fins de reconstruction en Ukraine ;

– soutient l'invitation de l'Ukraine au prochain sommet de l'OTAN prévu du 9 au 11 juillet 2024 à Washington ;

– s'engage à poursuivre l'aide humanitaire et militaire du Luxembourg envers l'Ukraine ainsi que l'accueil de réfugiés ukrainiens.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Yves Cruchten, Christophe Hansen.

(La motion a été signée ultérieurement par Mme Joëlle Welfring.)

M. Claude Wiseler, Président | Dir gitt nach d'Ënnerschäfte sichen, éier Der mer se gitt. Da kréien ech se mat den ...

(Interruption par M. Gusty Graas)

Selbstverständlich geet dat. Dat ass prozedural ganz richteg. Maacht Dir dat, Här Graas.

7. Heure de questions au Gouvernement

Da géife mir alt an Zwëschenzäit zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. An zwar ass dat eng Froestonn, déi op eisem Ordre du jour steet. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 33 vum Här Christophe Hansen a mir hänken do d'Fro Nummer 34 vum Här Fernand Kartheiser direkt hannendrun, well d'Sujeten änlech sinn, un den Här Premierminister, also éischts iwwert d'Situatioun an der Ukrain zwee Joer nom Ufank vun der russescher Aggressioun an Invasioun an zweetens och iwwert d'Schécke vu westlechen Truppen an d'Ukrain. Ech ginn da fir d'éischt dem Här Hansen d'Wuert. Här Hansen.

– **Question n° 33 du 27 février 2024 de M. Christophe Hansen relative à la situation en Ukraine deux ans après le début de l'agression et de l'invasion russe, adressée à M. le Premier ministre**

– **Question n° 34 du 27 février 2024 de M. Fernand Kartheiser relative à l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, adressée à M. le Premier ministre**

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, mir hunn dese Weekend un zwee Joer vum volle Krich an der Ukrain geduecht. Dat ass en

trauregen Datum gewiescht. An ech duerft och als Vizepresident vun der aussepolitischer Kommissioun vun dësem Haus mat enger Delegatioun vu 26 Presidenten a Vizepresidenten aus NATO-Länner op Kiev reesen. A mir hunn eng ganz Rëtsch Reunione gehat um politeschen Niveau, hu ganz vill Ministère begéint a mir hunn natierlech och d'Société civile dohanne begéint.

Ech muss Iech soen: D'Situatioun ass dramatesch! Et ass wierklech ... Si kruten deelweis genuch geliwwert, fir ze verhënnere, dass Russland direkt mat der Dampwalz ganz iwwert d'Land fiert. Trotzdeem si se am Moment an enger Situatioun, wou dee ganzen Armement net duergeet. Wann Der bei der Artillerie kuckt, hu si eng Artillerie geschoss, während d'Russen der aacht hunn. Dat ass just eng Dimensioun, déi net méi tenabel ass. An et stierwe Leit, well se einfach net genuch hunn, ob et elo Loftofwier ass, wat natierlech dat Wichtigst ass, fir dat ofzefänken. Si hunn näischt méi a mir mussen elo ganz, ganz dréngend noleeën, well et ass wierklech elo, wou mer dee Krich do entweeder verléieren oder gewannen. Et ass eng decisiv Phas.

Här Premierminister, Dir waart gëschter zu Paräis op enger Konferenz vun den Donateuren op Initiativ vum Emmanuel Macron, wou och justement gekuckt gouf: Wat kënnen mer lo kuerzfristeg deblockéieren? Well et gi ganz vill schéi Sätz a schéi Versprieche dobausse gemaach, mee et ass elo, wou et zielt!

A meng Fro un Iech do: Wat ass Konkreetes zu Paräis do erauskomm? Wéi kënnen mer déi verschidde Stocken, déi et an der Europäescher Unioun am Moment gëtt, direkt deblockéieren? Well all Dag, wou d'Saachen net dohinner ginn, hu mer och Leit mat um Gewëssen, well dohanne sinn Zaldoten, déi ginn an de Krich, déi sinn net méi geséichert duerch eng Artillerie. An déi aner Säit hu se einfach eppes ganz aneres. Si hunn do och zum Beispill ganz vill Munitioun, déi d'Russe kréien, déi iwwert den Iran a Russland kënnen, déi iwwer Nordkorea a Russland kënnen, an do gëtt massiv erageholt.

An do mussen mer och notament kucken, datt déi russesch Produktioun och iwwert d'Liwwerketten ënnerbrach gëtt. D'Sanctiounspaquete si wichteg. An dofir och meng zweet Fro: Wat kënnen mer nach noleeën, fir ze verhënnere, datt och do weider d'Produktioun vun esou Waffen op russescher Säit méiglech ass? Et ass am Moment en onfaire Krich. Mir mussen dat änneren. An et gouf gesot: Dee Krich däreif net verluer ginn, well wann dee verluer gëtt, da gëtt et Noamer, an dat mussen mer verhënnere!

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. D'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. D'Fro geet un den Här Staatsminister. De franséische President, den Här Macron, huet gëschter envisagéiert, fir westlech Buedemtruppen um Territoire vun der Ukrain anzesetzen. Et gouf natierlech herno vill diskutéiert, wat kéint direkt gemeengt sinn domadder. Et wär éischer sou e Genre „assistance militaire“, „maintenance“ huet een héieren, awer keng „troupes au combat“.

Mee dat ass eppes, wat bis elo ausgeschloss gouf. Ech erënnere just un déi Diskussiounen, déi mer hatten um Ufank vun där Krichssituatioun. Do ass direkt gesot ginn, et géife keng „no-fly zones“ vun der NATO iwwert der Ukrain ageriicht ginn, well de Risk vun der Konfrontatioun tëschent westlechen Truppen a russeschen Truppe vill ze vill grouss wär. Mir sinn awer elo hei bei Buedemtruppen an déi Logik vun der Escalade an deem Krich, déi geet ëmmer virun.

Dir hutt gëschter gesot – op jidde Fall sidd Der an de Meedien zitëiert ginn –, dat wär fir Lëtzebuerg, an ech zitëiere lo hei e „Wort“-Artikel, „zurzeit keine Option“. Bon, dat ass emol gutt, „zurzeit“. Mee trotzdem kommen dorauer eng ganz Rei Froen.

Dat Éischt ass: Här Staatsminister, kënt Dir eis wann-echgelift soen, wéi et dann ass mat enger Presenz vun der Lëtzebuenger Arméi an der Ukrain, wann „zurzeit“ net méi „zurzeit“ ass, mee vläicht no enger gewëssener Zäit? Kënt Dir hei kloer soen, datt mir kee Lëtzebuenger Militär an der Ukrain asetzen, wéinstens net, soulaang eng Krichssituatioun do besteet?

Déi zweet Fro, dat ass: Wann dann elo Frankräich oder iergenden anere westleche Staat oder alliéierte Staat vun eis Truppen an der Ukrain hätt an déi géifen a Krichshandlung mat russeschen Truppe verwickelt ginn, wär dat fir Iech e Fall, wou den Artikel 5 vun der NATO géif a Fro kommen oder net?

Déi drëtt Fro: Ass do net eng Vermëschung zwëschen enger Krichs- a Friddenssituatioun ëmmer méi evident, gradesou wéi bei der Liwwerung vu Laangstreckerkakéiten oder bei der Confisquatioun vu russesche Bienen?

(Interruption par la présidence)

Gesitt Der do, datt dat eventuell eng Vermëschung ass?

An ech schléissen of mat enger véierter Fro: Ass et dann net hei ganz kloer, datt mer d'Eestëmmekeet an der Europäescher Unioun an der Baussen- a Sécherheetspolitik net däreifen opginn? Well soss sinn et op eemol den Här Macron oder den Här Scholz, déi decidéieren, ...

(Interruption par la présidence et exclamations)

... wéini Lëtzebuenger Truppen agesat ginn!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet elo d'Wuert: de Premierminister. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, déi Konferenz, déi de franséische President kuerzfristeg, dat heescht e Freideg den Owend, aberuff huet, fir op Paräis ze goen, ass eng Initiativ, déi ech begrëssen, well et war eng Konferenz, déi huet geheescht „Conférence de soutien à l'Ukraine“, fir an engem méi breede Kader, wat weeder den EU-Kader war nach den NATO-Kader, tëschent Staats- a Regierungschefen ze diskutéieren, wéi et an deem Konflikt do ka viru goen, mee virun allem, an dat ass e ganz wichtige Punkt, fir der Ukrain ze weisen, datt mer zu ganz ville géeeent hannert der Ukrain stinn.

Et ass d'Meenung vun deenen 21 Staats- a Regierungschefen, déi do waren, datt Russland dee Krich net kann an net dierf gewannen. Wa Russland dee Krich gewënn, dann ass dat eng Gefor fir eis kollektiv Sécherheet, an dat wëlle mer absolut evitéieren. Et ass net d'Intentioun – vu kengem! –, datt mir, déi Netukrainer, déi d'Ukrain ënnerstëtzen, an e Krich mat Russland antrieden. Mee mir mussen op eis Wieder och Dote follege loossen, an duerfir ass gesot ginn: „Mir mussen, well d'Ukrain um Terrain muss gewannen, d'Ukrain weider a méi wéi bis elo a méi determinéiert wéi bis elo ënnerstëtzen.“

Russland huet dee Krich bis elo net gewonnen. Russland ass net an der ganzer Ukrain duerchkomm, wéi et wollt. Russland huet, en fait, de Contraire och nach provoziert, nämlech datt d'NATO erweidert ginn ass. A mir begrëssen, datt mer elo zu 32 Länner sinn, datt also och Schweden a Finnland NATO-Membere gi

sinn, wat eis kollektiv stäerkt vis-à-vis vu potenzielle Géigner. Dat ass d'NATO als Verteidigungsbündnis vun Demokratie a Sécherheetsbündnis. Dozou sti mer.

D'Konferenz selwer war also e klore Message u Russland: „Mir stinn zesummen! Mir stinn op der Säit vun der Ukrain!“ D'Konferenz hat net zum Zil – well se och an engem Kader stattfonnt huet, dee jo kee juristische Kader vun enger internationaler Organisatioun war –, eppes ze decidéieren, och net all déi Saachen, déi elo grad vum Här Kartheiser hei an d'Diskussioun geworf gi sinn.

De franséische President – an ech sinn net säi Spracher! – huet, mengen ech, och an der Sitzung gesot: „Mir mussen och elo kucken, wat geschitt da vläicht eng Kéier an engem Joer, an zwee Joer?“ Mee elo kuerzfristeg, an do ware mer eis alleguerten eens, musse mer méi maachen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen. A méi maachen heescht, der Ukrain virun allem méi Munitioun zur Verfügung ze stellen, well dat ass net genuch fir de Moment. Déi Saachen, déi versprach gi sinn, sinn nach net ganz geliwert ginn. All Land muss do méi maachen.

Mir mussen der Ukrain och aner Typpe vu Waffe ginn. An duerfir soen ech och ... Am Ufank ass gesot ginn: „Mir ginn Zelter an Helmer.“ Op eemol hu mer gesot: „Mir mussen aner Saache ginn, mir musse verschiddenen Typpe vu Waffe ginn.“ An duerfir ass da gëschter gesot ginn notament, datt mer musse bei der Loftofwier méi zolidd Material zur Verfügung stellen. Mir musse méi Munitioun zur Verfügung stellen. A verschidde Länner mussen och Mëttel- a Laangstreckemissillen zur Verfügung stellen.

Déi, déi dat net hunn, wéi mir, déi mussen natierlech méi finanziell contribuéieren. An, ech mengen, dat ass eng Pflicht, eng moralesch Pflicht, vun eis, well bei deem Krich do, do geet et ëm d'Sécherheet, do geet et ëm d'Stabilitéit an Europa. An duerfir wäerte mer och a verschiddenen Initiativen an deenen nächste Wochen an enker Kooperatioun mat den zoustännegene Ministeren, och dem Ausseminister, der Verteidigungsministerin a mir selwer, kucken, wat mer do nach méi kënnen maachen.

Eng vun de Pisten ass eng Plattform, déi d'Tschechsch Republik opgebaut huet, fir kënnen Munitioun bei Drëtstaaten ze kafen an dat do ze zentraliséieren. Dat ass eng Pist, déi mer amgaange sinn ze studéieren an déi ech a priori wëll ënnerstëtzen.

D'Lëtzebuurger Regierung huet net d'Intentioun zu deemem Zäitpunkt, Zaldoten an d'Ukrain ze schécken. An ech preziséieren dat och: Esou e Beschloss kéint souwiso nëmme vun enger internationaler Organisatioun op Basis vun engem juristesche Mandat geholl ginn. Dat wär am Kader vun der NATO, dat wär vläicht am Kader vun de Vereenten Natiounen oder der Europäescher Unioun.

Sou eng Decisioun läit fir de Moment iwwerhaupt net um Dësch. Mee kee kann haut soen, wat an e puer Méint de Fall ass. Wichteg ass awer, datt och dee Fall net antrëtt, wou mer missten untrieden, mir net eleng, mee all d'Länner; dat wär an enger Situatioun, déi kee sech wënscht. An duerfir géllt et lo, méi finanziell Hëllef ze ginn, méi Material ze liwweren, fir datt d'Ukrainer an engem rasonablen Delai hir Onofhängegkeet an hir Fräiheet kënnen zrëckkréien. Dat ass dat, un dat mir eis halen.

Lëtzebuerg huet bis elo seng Solidaritéit gewisen, souwuel an der Ukrain wéi och heiheim vis-à-vis vun den ukraineschen Flüchtlingen. Mir hunn an deene leschten zwee Joer ronn 190 Milliounen u militäreschen Hëllef ginn. Dat si 16 % vum Budget vun der Defense. Mir wäerten am Budget, deen an deenen nächsten Deeg deposéiert gétt, nach eng Kéier eng

substanzuell finanziell Hëllef un d'Ukrain maachen. A mir wäerten, wéi gesot, an deem Kader och zousätzlech Material, direkt an indirekt, liwweren. Dat ass noutwendeg.

An déi Hëllef vu Lëtzebuerg ass ganz kloer: Mir stinn op der Säit vun der Ukrain, well mir stinn op der Säit vun engem fräien an demokrateschen Europa, wou net Waffen d'Grenzen änneren, mee wou an der Diskussioun an am Respekt vu verschiddene Meenunge Problemer geléist ginn. Dat ass dee Modell, dee mer nom Zweete Weltrich opgebaut hunn, un deem mir festhalen, an dorëms geet et och am Ukrain-Krich.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci. Ech explizéiere just, well d'Luucht scho laang rout ass: De Premierminister hat net eng Fro ze beäntwerten, mee zwou Froen ze beäntwerten, soudatt en aacht Minutten Zäit hat an domat lagement a senger Zäit bliwwen ass, fir dat och kloerzestellen.

Da komme mer zur nächster Fro, d'Nummer 35 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir d'Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen ...

Ech gesinn, datt den Här Premierminister nach wëllt eppes soen. Ech huelen net un, datt dat zu der Fro fir den Här Hahn ass.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President, ech hunn ee ganz wichtege Punkt vergiess, ...

M. Claude Wiseler, Président | Da si mer frou, dat ze héieren.

M. Luc Frieden, Premier ministre | ... deen d'Parlament betrëfft. Dee Sujet vun der Ukrain an der Hëllef vu Lëtzebuerg un d'Ukrain ass vun enger äusserster, strateegescher Wichtigkeet fir Europa. Duerfir bieden ech drëm, invitéiert ze ginn an d'aussepolitisch Kommissioun, fir datt mer am Detail déi Saachen do och kënnen mat deenen eenzelnen an der Chamber vertrauene Parteien diskutéieren, well ech mengen, datt dat och eng ganz Rei Sujete sinn, déi een net an der öffentlecher Sitzung kann diskutéieren. An duerfir ass dat mäi Wonsch un d'Kommissioun, fir an deenen nächsten Deeg eng Kéier kënnen vläicht och zesumme mat der Verteidigungsministerin an der aussepolitischen Kommissioun laanschtzkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Premier. An ech si sécher, datt d'aussepolitisch Kommissioun déi Offer wäert unhuelen. Ech gesinn, den Här Graas approuvéiert dat. Domat ass d'Äntwert scho kloer.

Da ginn ech d'Wuert un den Här Dan Biancalana.

– Question n° 35 du 26 février 2024 de M. Dan Biancalana relative au non-recours aux aides sociales, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Schimmt, Onkenntnis, Angscht virun der Stigmatisatioun, mee dacks och déi komplizéiert Demarchen a bürokratesch Hürden, dat sinn d'Grënn, firwat d'Leit Sozialhëllef net ufroen, obschonns se Recht drop hätten a se och bräichten.

Eng Etüd vum LISER an dem Statec am Optrag vun der Chambre des Salariés huet erginn, dass nëmme 60 % vun de Leit, déi Recht op eng Allocation de vie chère hunn, déi och effektiv ufroen. Bei de Subventions de loyer sinn et grad emol 20 %, déi se an Usproch huelen – also 80 % net. Dëst si Mënschen a Famillen, déi oft ënnert der Aarmutsgrenz liewen an

all Dag struwelen, fir sech iergendwéi am Liewen duerchzeschloen, unni d'Ënnerstëtzung vum Staat, déi hinnen eigentlech och zoustee.

An dobäi muss een och bedenken, dass un där staatlecher Allocation de vie chère dann oft déi häntk vun eenzelne Gemengen. Dat heescht, wann ech déi eng net ufroen, kann ech och déi aner net ufroen.

D'Etüd analyséiert och am Detail, wourunner et läit, an och natierlech eng Partie Verbesserungen, déi proposéiert ginn, zum Beispill eng méi breet zougänglech a verständlech Informatioun an enger méi einfacher Sprooch; eng Vereinfachung vun de Prozeduren – Stéchwuert Guichet unique –; awer och d'Iddi, verschidden Hëlfelefen ze regruppéieren, fir et méi iwwersichtlech ze maache fir den Demandeur; dann awer och Studenten Zougang zu den Hëlfelefen ze ginn an och Hëlfelefen méi degressiv ze staffelen. Verschidde vun dese Moosname brauche vläicht eng méi laang Virbereedung, anerer kéinte relativ séier en place gesat ginn.

Dofir meng Fro hei un de Familljeminister, wéi eng Mesuren a wéi engem Zäitkader geplangt sinn, fir dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, déi jo effektiv kréien an déi um nationale Plang a complementaire um kommunale Plang ufroen a kréie kënnen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet elo den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President, an och villmools merci dem honorabelen Deputéierten Dan Biancalana fir déi ganz pertinent Fro. Ech sinn dem LISER an dem Statec dankbar, dass si am Optrag vun der Chambre des Salariés eng weider Etüd gemach hunn, déi eis op ville Plaze confirméiert an deene Politicken, déi mir als Regierung wëllen ënnerrhuelen.

Mir wëssen, dass och dee beschte Sozialsystem näischt déngt, wann en net genotzt gétt. An do ass den Non-recours – net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mer wëssen, dass dat e Phenomeen ass wäit iwwert d'Grenzen eraus – e Riseproblem. An dofir musse mer kucken, derfir ze surgen, dass d'Leit esou einfach wéi méiglech kënnen op déi Hëlfelefen zrëckgräifen. Dat geet domat un, dass se emol wëssen, dass et se gétt, an op där anerer Säit, dass se dann och probéieren, drop zrëckzegräifen.

Do ass natierlech den digitalen Office social – oder eng digital Plattform, wéi een et och ëmmer wëll nennen – natierlech emol en éischten Outil, wou och dat Argument, wat Der ganz um Ufank genannt hutt, Här Biancalana, wou Der gesot hutt: „D'Schimmt ass och eppes ...“, dat ass zum Beispill, dass een op enger digitaler Plattform eng Kéier kann aginn: „Wat ass meng Composition de ménage, wat ass mäi Revenu, wat ass nach e supplémentairé Revenu, deen ech hunn?“, an dann duerno ka kréien: „Ma, Dir kéint eventuell vun deenen an dese Mesure Gebrauch maachen“, souguer mat engem Montant derbäi an dann och mat den Adressen, wouhin ee sech da ka wenden, an dat Ganzt – an Dir hutt och do Recht gehat – an enger einfacher Sprooch, fir dass een dat och versteet.

A wann ech soen: „an enger einfacher Sprooch“, dann hunn ech ënnerrhuelen – mir mussen dat a ganz ville Sprooche maachen! Sou hu mer zum Beispill, kuerz nodeems ech d'Etüd iwwert de REVIS presentéiert hunn, eleng fir deen Dossier, also fir eng vun eise wichesten Hëlfelefen, nämlech dat minimaalt Akommes, wat een hei zu Lëtzebuerg soll hunn,

nämlech de REVIS, elo Deplianten ausgeschafft an acht verschiddene Sproochen, Videoe gemaach, wou een erkläert, wéi genau de Prozess ass, fir et ze maachen, dat och an acht Sproochen. Just fir Iech ze weisen – an do hutt Der och Recht, et gëtt Mesüeren, déi gi méi séier, et sinn der, déi sinn e bësse méi schwierig –, wéi een do kann derfir suergen, dass d'Leit net duerch de Raster falen, dass se vun de soziale Mesüre profitéieren.

Dat anert ass natierlech och d'Vereinfachung vun den Demarchen. Dat ass och e wichtegen Dossier, deen op den éischte Bléck ganz logesch kléngt, wou verschidde Saachen awer heiansdo an der Praxis méi schwierig sinn. Trotzdeem probéiere mer, och hei weiderzuekommen. An do geet et notament dréms, dass ee fir déi verschidden Aiden net ëmmer erëm déi selwecht Pièce muss nei liwweren. Wann de Staat se eng Kéier huet – oder se souwisou huet –, da muss mer iwwer en Dossier partagé kucken, dass de Staat sech dann automatesch Zougrëff dodrop hëlt.

Do ass natierlech d'Protection des données – ech mengen, dat kenne mer alleguer, wéi mer heibanne setzen – ëmmer erëm e grouse Problem. Do si mer awer amgaangen, Léisungen ze sichen. Énner anere war ech och do mat der Digitaliséierungsministesch zesummen, fir eventuell kënnen ze kucken, iwwert de Guichet.lu zum Beispill, do iwwert den Dossier, dass een dee fräischalt, dass een, wann et fir Sozialleeschungen ass, do kéint Zougrëff hunn. Dat sinn awer Pisten, déi nach net ausgeräit sinn, fir Iech vill Detailler ze ginn. Mee op alle Fall ass dat eppes, wat mer och envisagéieren.

Ech hunn et ugangs gesot: dass ech der Chambre des Salariés fir déi Etüd da felicitéieren. Ech wäert se och froen, fir mir op dem Ministère, mat menge Leit, och déi Etüd hei kënnen virstellen ze kommen. Ech hunn elo emol en gros ganz vill Saache gesinn, wou mer Iwwereneestëmmungen hunn. Mee, wéi gesot, dat hei ass eppes, wou mer alleguerte gefuerdert sinn, parteiwwergräifend a mat den Acteuren vum Terrain. An dofir sinn ech eigentlech ganz dankbar, dass déi Etüd do och ausgeschafft ginn ass, an ech wäert mer déi och dann am Ministère, wa si dat da wëllen, wouvun ech ausginn – ech stellen dat elo emol an de Raum –, nach eng Kéier virstelle loosse.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 36 vum Här André Bauler un den Här Inneminister iwwert de Wunnsätz an d'Umeldung vu Privatpersounen an der Gréngzon. Här Bauler.

– **Question n° 36 du 27 février 2024 de M. André Bauler relative à la domiciliation et l'enregistrement de personnes physiques en zone verte, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Et ass gewosst, dass d'Gemengen hei am Land d'Leit net méi an der Gréngzon umelden dierfen, soudatt dës Bierger keen Domicile do kënnen hunn. Leit, déi an alen Haiser wunnen, zum Beispill an isoléierte Bauerenhäff, déi scho Joerzénge, jo souguer Joerhonerten do stinn, oder fréieren Doléinerwunnengen, déi haut awer an enger Gréngzon klasséiert sinn, déi Leit treëft et da ganz speziell.

Melle si sech zum Beispill of, fir an en Altersheim liewen ze goen, da kéinte si net méi an hirer aler Wunneng ugemellt sinn, am Fall wou si nees d'Altersheim wëilten oder misste verloossen. Och hir Kanner an Enkelen, déi an esou engem alen Haus wëilten domiciliéiert ginn, kënnen sech net méi do umelden,

wa si d'Wunneng vun enger eelerer Persoun wëilten iwwerhuelen. D'Leit, déi an engem Haus an der Gréngzon wunne wëllen, mussen sech also dann zum Beispill bei enger Tatta oder engem anere Familienemember domiciliéieren, obwuel si guer net do residéieren – wunnen.

Et gëtt déi eng Gemengen, déi dat esou duerchzéien, also opgrond vun der aktueller Legislatioun keng physesch Persoun méi an der Gréngzon umelden. An da gëtt et awer och Gemengen, déi dat net esou strikt praktizéieren. Dat féiert natierlech zu Diskriminatiounen, besonnesch op steierlech Plang. Betraff si besonnesch fräileiend Bauerenhäff, awer och eeler Haiser, déi zum Beispill op sougenannte Lieu-dite leien. Dat dierften hei am Land dann awer Honnerte vun Immobilie sinn, Immobilien, déi och wuel net méi interessant wäerte sinn, fir doranner vill ze investéieren, well eeben net méi kann do domiciliéiert ginn.

Aus deem Grund wollt ech den Här Inneminister Follgendes froen: Wéi kann een dës speziell Situatioun esou regulariséieren, dass et net weider zu Ongerechtegkeete kënn? Ass den Här Minister der Meenung eventuell, dass d'Legislatioun an deem Beräich misst ugepasst oder anescht interpretéiert ginn? An dann: Gëtt et oder gouf et scho Kontakter téschent dem Inneministère an dem Ëmweltministère, fir dës Problematik unzegoen an ze berengegen?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci dem Deputéierte Bauler fir dës Fro. Am Prinzipp kënnen Persounen nëmmen um Registre principal vun der Gemeng ageschriwwen ginn; esou gesäit et d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert de Regëster am Artikel 27 vir. Wann dat net méiglech ass, da kënnen d'Leit op de Registre d'attente ageschriwwen ginn, fir hir Situatioun ze regulariséieren.

Dir hutt richtig drop higewisen, Här Bauler: Et gëtt eng Rei Dispositiounen, wéi am Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, wéi am Naturschutzgesetz oder wéi a verschiddene PAGen, wou dat da kloer gereegelt ass, dass dat keng Zone d'habitation ass, dass een dann och do konsequent net kann ugemellt ginn. An enger Zone verte ass am Prinzipp keng Habitatioun méiglech, ausser opgrond vum Naturschutzgesetz si Konstruktiounen erlaabt, wou een och da kann dra wunnen. Soss muss een op dem Registre d'attente ageschriwwen ginn.

Dës Prinzipp ass och an engem rezenten Urteel vum 20. Mäerz 2023 vum Tribunal administratif confirméiert ginn. Déi aktuell Legislatioun ass esou, wéi se ass, an ech hunn Iech gutt nogelauschert an ech verstinn och déi Problematik, besonnesch bei isoléierte Bauerenhäff, déi kënnen an enger Zone verte leien, déi och ganz oft al Gebaier sinn, déi eng flott Bausubstanz hunn, déi och zu der Architektur vun där Gemeng, vun där Uertschaft, vun deem Duerf gehéieren.

Jo, dat si Grenzfall an ech wäert och do mat dem zoustännege Minister, mam Kolleg Serge Wilmes, kucken, dass mer do eng Léisung fannen. Do muss awer dann dat eent oder dat anert Gesetz adaptéiert ginn. Dat brauch e bësse seng Zäit, mee mir wäerten duerno kucken.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 37 vun der Madamm Joëlle Welfring un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau iwwert de Landwirtschaftsdësch. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 37 du 27 février 2024 de Mme Joëlle Welfring relative au « Landwirtschaftsdësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen a Méint koum et ëmmer nees zu Protester vu Baueren duerch ganz Europa, zulescht un der polnescher Grenz, zu Paräis, awer och gëschter zu Bréssel, mat méi oder manner Vehemenz. Ech wëll elo net weider dorop agoen. Wichteg ass, dass mer déi ganz Rei Fuerderungen, déi Erausforderungen, déi sech hei stellen, zesummen an eeschtaft uginn.

Wéi bidde mer de Bauere fair Präisser, eng geséichert Existenz, Zukunftsperspektiven, Planungssécherheet an Innovationsméiglechkeeten, fir der e puer ze nennen? An awer och: Wéi erhale mer déi natierlech Ressourcen, déi d'Grundlag vun aldeegleche Schaffe vun de Baueren duerstellen?

Virun dësem Hannergrond ass d'Zesummenaarbecht vum Secteur méi wichtig wéi jee, awer och d'Abzëiung vun Interessevertriider, déi de Schutz vun eisen natierleche Ressourcen als Zil hunn. Ech begréissen dofir ausdrécklech d'Organisatioun vum Landwirtschaftsdësch.

An der Landwirtschaftskommissioun hat ech Iech, Madamm Ministesch, d'Fro gestallt, ob Dir gedenkt, nieft de Vertriider vum Landwirtschaftssektor am enke Sënn, mat deenen Der jo quasi dagdeeglech am Austausch sidd, och déi ze invitéieren, déi de Schutz an déi nohalteg Notzung vun eisen natierleche Ressourcen als Zil hunn, respektiv Acteuren, zum Beispill aus der Biolandwirtschaft, aus der Recherche, der Innovatioun, déi jo och zu ganzheetleche Léisunge kënnen bäidroen. Dir hat mer deemools geäntwert, dass d'Landwirtschaftskammer Ären Haaptinterlocuteur wier, mee dass jee no Sujet och aner Participantë kéinten invitéiert ginn.

Als Sujete goufe fir d'nächst Woch nieft Aktualitéitstheemen d'Bauen an der Gréngzon souwéi d'Ammoniaksemisssiounen ugekënnegt, also kloer Ëmwelttheemen. Et gouf dowéinst och den Ëmweltminister invitéiert, mat deem Der jo laut eegenen Aussoen och reegelméisseg am Austausch sidd.

Dofir follgend Froen: Wéi eng aner Vertriider, nieft deenen, déi der souwisou reegelméisseg treëft, sinn de 4. Mäerz fir e gemeinsamen Austausch zu ganzheetleche Léisungen invitéiert? Wéi eng Aktualitéitstheeme wäerten diskutéiert ginn? An drëtten: Wéi eng Léisungssätz oder Piste gesäit d'Regierung vir a punkto Bauen an der Gréngzon an Ammoniaksemisssiounen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. An och merci der Madamm Welfring fir d'Fro. Fir d'éischt wëll ech soen, dass et fir eis extreem wichtig war, vun Ufank un den Dialog ze institutionaliséieren, an dat hu mer och gemaach. Mir gesinn, dass dat a verschiddenen anere Länner net gemaach ginn ass an dofir hu mer festgehalten, dass mer zweemol am Joer de Landwirtschaftsdësch maachen. Dee Moment hu mer eis natierlech och gefrot: Wien

invitéiere mer och u sech op dee Landwirtschafts-dësch? Well mir brauchen e kloun an transparente Kader.

Do hu mer festgeluecht, datt mer déi offiziell Vertriedung vun der Landwirtschaft, nämlech d'Landwirtschaftskammer, invitéieren. An do hu mer dann déi invitéiert, déi am Prinzip d'Landwirtschaftskammer bilden, plus all Organisatioun, déi an der Landwirtschaftskammer vertraued ass, ka mat zwee Representantë kommen. Dat ass dann eeben de Comité de direction vun der Landwirtschaftskammer, et ass d'Centrale paysanne, déi zwee Vertrieder ka matbréngen. Et ass d'Bauerennallianz, déi kann zwee Vertrieder matbréngen. Et ass de Fräie Lëtzebuurger Bauerverband, dee kann zwee Vertrieder matbréngen.

Da sinn et d'Wënzer, déi kënnen zwee Vertrieder matbréngen, an d'Gärtner an d'Uebstbaueren, déi zesummen dann och kënnen zu zwee kommen. Dann ass et an der Landwirtschaftskammer esou, datt d'Bauerennallianz u sech de jonke Baueren – de Jongbaueren, de Jongwënzer – ee Sëtz ginn huet, datt heescht, och si sinn hei vertraued. An d'Bauerenzentral huet hirer Jugendorganisatioun och ee Sëtz ginn, datt heescht, och de Service Jeunesse ass mat zwee Leit vertraued.

A mir halen eis och strikt un dese Kader, well wa mer dee Kader bis opmaachen, da kréie mer, mengen ech, net méi konstruktiv an zilorientéiert diskutéiert. Ech soen Iech: Ech krut Ufroe vun de Jongwënzer vun der Biovereenegung. Gëschter krut ech en E-Mail – deen hu se de Moie beäntwert kritt – vu Greenpeace, Luxembourg Dairy Board, vun de Schwéngsbaueren, vu CONVIS an esou weider. Dat heescht, wa mer alles opmaachen, dann hu mer zwar e Risendësch, mee mir kréien, mengen ech, net méi zilorientéiert diskutéiert. An d'Landwirtschaftskammer vertritt alleguer d'Baueren. Hei geet et ëm d'Landwirtschaft an do sinn och Biobaueren derbäi. Ech hoffen, datt och Schwéngsbaueren derbäi sinn. Dat heescht, wien déi eenzel Gewerkschafte mathuelen, dat bestëmmen net ech.

D'Sujeten – déi, déi wichteg sinn – sinn d'Bauen an der Gréngzon, de Waasserschutz, et ass den Ammoniak an et ass awer och de Plan stratégique, wat do eventuell fir kuerzfristeg Upassung kommen an do wäerte mir als Regierung elo net deem Dësch virgräifen. Mir hu jo den Dësch, fir u sech mam Secteur ze diskutéieren, a mir wäerten dann och no deem Dësch eng Pressekonferenz maachen, wou mer d'Konklusioun festhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zu zwou Froen, déi och e parallele Sujet hunn, an zwar d'Fro Nummer 38 vun der Här Alex Donnersbach an d'Fro Nummer 39 vun der Madamm Taina Bofferding, déi éischt un den Här Premierminister iwwert déi national Reunion iwwert de Logement an déi zweet iwwert d'Beschleunegung vun de Prozeduren am Kader vum Gemengebebauungsplang. Et ass esou, datt se un zwee verschidde Ministere gerichtet sinn, mee déi zwee Ministere gi sécherlech mateneen eens an deenen aacht Minuten, déi se hunn, fir Iech eng komplett Äntwert op déi zwou Froen ze ginn. A fir d'éischt huet also elo d'Wuert: den Här Donnersbach. Här Donnersbach.

– **Question n° 38 du 27 février 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réunion nationale du logement du 22 février 2024, adressée à M. le Premier ministre**

– **Question n° 39 du 26 février 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'accélération des**

procédures dans le cadre de l'aménagement communal et du développement urbain, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Déi héich Wunnengspräisser an den Accès zu engem bezuelbare Wunnraum si säit Joren dat Thema, wat de Leit hei zu Lëtzebuerg am meeschte Suerge mécht. An dat zu Recht, well déi héich Wunnengspräisser maachen d'Liewen hei zu Lëtzebuerg extreem deier, verschlëmmeren den Aarmutsrisiko a schueden der Kompetitivitéit vum Land, besonnesch fir déi jonk Leit, fir jonk Familien a fir elengergéier Elteren.

Et sinn an de leschte Joren einfach net genuch Wunnenge gebaut ginn, fir mam Bevëlkerungswachstum an och mat der Entwécklung vun de Menagen hei am Land Schrëtt ze halen. Derbäi kënn, datt elo wéinst den Zënshausen am leschte Joer d'Unzuel u VEFAen, also vun Neibauten, dramatesch agebrach ass, ëm méi wéi d'Hallschent. Eng Kris am Bausecteur risquéiert also, d'Kris bei der Offer ze verschlëmmeren.

Dowéinst begrëssen ech et ausdrécklech, datt déi nei Regierung innerhalb vun den éischten 100 Deeg de Logement zur Prioritéit erkläert huet, an ech begrëssen och, datt éischt wichteg Mesure geholl goufen, sief et am Beräich vun der Kuerzzeitarbecht, mee awer och um Plang vun der Fiskaliteit, fir neie Schwong an de Bausecteur eranzebréngen, awer och fir den Accès zu Wunnenge méi einfach ze maachen. D'lescht Woch war ënnert der Leedung vum Premierminister d'Reunion nationale vum Logement, wou d'Regierung mat den Acteuren aus dem Bausecteur souwéi mat de Banke gekuckt huet, wéi d'Offer nach méi séier kéint an d'Luucht gesat ginn a wéi d'Prozedure kéinte vereinfacht ginn.

An deem Kontext wëll ech de Premierminister froen, wéi eng Konklusiounen hien aus dëser Reunion gezogen huet. Wéi gesäit et am Moment mat der Timeline aus, an där déi eenzel Fachministeren déi éischt Projet-de-loie fir d'Simplificatioun vun de Prozeduren hei an der Chamber deposéiere kënnen?

Da wollt ech de Premierminister och nach froen, ob während der Reunion mat de Banken iwwert d'Zënse geschwat gouf a wéi eng Méiglechkeeten et gëtt, fir datt d'Banke sech implizéieren, fir de Wunnengsbau unzekuerbelen. An ofschléissend wollt ech nofroen, ob während der Reunion och driwwer geschwat gouf, wéi een zesumme mam Privatsecteur méi séier abordable Wunnraum schafe kann.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Da geet d'Wuert un d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nun, Här President, mäi Virriedner huet elo schon eng ganz Rëtsch interessant Froen gestallt. Da fokusséieren ech mech op d'Veereinfachung vun de Prozeduren – och dat war jo en Thema um Logementsdësch. Sécherlech ass dat elo net déi grouss Äntwert op de Logementsproblem, awer ganz sécher ass et eent vun de Puzzlestécker, déi mer hei brauchen.

Et gouf jo do och schon eng gewësse Viraarbecht vun der vieregter Regierung. Do gouf et ganz konkret schon Initiativen am Kader vum PAG. Mir hate jo viru ganz laanger Zäit mam Omnibusgesetz eng Procédure alléigee agefouert, déi och ganz positiv vun de Gemengen opgeholl ginn ass, an hei war eeben d'Iwwerleeung, dat selwecht och bei de PAGE kënnen ze maachen, dat mat liichte Modifikatiounen, punktuellen Ännerungen, wéi zum Beispill bei der Baudicht. D'Baudicht war jo och en Thema um Logementsdësch.

An eeben an engem konstruktiven Esprit riichten ech meng Fro un den Inneminister, ob Der déi ganz Viraarbecht wëllt weidermaachen, well déi Mesur vun der Procédure alléigee bei de PAGen ass am Kader vum Projet de loi vun Baulandvertrag an de Staatsrot huet hei keng Opposition formelle dozou gemaach. Dat heescht, dat do kéint relativ séier ëmgesat ginn, wat wierklech e wichteg Instrument wier, well hei kéint d'Prozedur praktesch ëm en halleft Joer gekierzt ginn. Dat ass jo net grad nääsch.

D'selwecht jo och fir de Remembrement ministériel: Och dat ass en Instrument, wou d'Gemenge scho ganz laang drop waarden, wat eeben hëllef, dass d'Blocagé bei de Proprietäre kéinte geléist ginn. Dat alles och eeben ënnert dem Motto, dass méi séier soll gebaut ginn, an dofir eeben hei meng Fro, ob Der déi Aarbechte wëllt weiderbréngen, well ech der fester Iwwerzeugung sinn, dass dat Instrumenter sinn, déi mer brauchen. Beim Remembrement ministériel waren zwar Opposition-formellen drop, mee elo net vu substanzierter Natur. Wéi gesot, des sinn eigentlech sprochräif an ech mengen, et wär gutt, wann Der déi géift ëmsetzen, fir dass eebe méi séier gebaut kéint ginn, esou wéi Der et fuerdert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech ginn dovunner aus, datt de Premierminister wëll ufänken. Dann huet hien d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Zil vun der Regierung ass, datt mer méi a méi séier bauen. Dat war och den Objet vun der nationaler Logementsreunion, well et einfach zu Lëtzebuerg ze laang dauert, bis mer ukomme mat bauen, an duerfir hu mer och op déi Logementsreunion déi invitéiert, déi gebraucht ginn, fir dat ëmzesetzen, wat mer am Kapp hunn. Dat ass engersäits de Staat, dat sinn anerersäits d'Gemengen an dat sinn déi, déi déi Reegelen am Alldag uwenden: dat sinn de Bau- an den Handwierssecteur an d'Architekten. An duerfir, dat war den Objet vun där Reunion an ech fannen, datt mer do op där Zilsetzung e gutt Stéck virukomm sinn.

Mir hunn awer do viru schon, wéi gesot, eng Rei Steiermoosnamen decidéiert, fir direkt erëm souwuel an der Logementskris wéi an der Baukris méi Aktivitéit ze kréien. Déi Moosname si jo an engem Projet de loi, deen d'Regierung schon deposéiert huet a wou mer hoffen, datt en an dësem Parlament ka gestëmmt ginn, gradesou wéi Hëllef, wou mer d'Krittäre fir Hëllef fir Leit, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen, erweideren, fir datt der do méi drënnerfalen. Och dat steet an deem Projet de loi.

Wat d'Prozeduren ubelaangt, esou gëtt et eng Rei Saachen, déi d'Regierung kann eesäiteg maachen. Den Inneminister wäert op verschidderer vun deenen agoen, wéi zum Beispill bei de Baugeneemungen. Dat wäerte mer och viru Ouschtere kënnen deposéieren.

Bei anere prozeduralen Aspekter hu mer en Aarbechtsgrupp agesat, an deem déi eenzel Ministere – dat ass Logement, dat ass Interieur, dat ass Ëmwelt, dat ass zum Deel Bauten – do zesummekommen. An do hu mer eis och e kloun Delai ginn: Bis spéitstens Enn Mee mussen do Propositionen um Dësch leien, wou dann d'Regierung decidéiert, wat se mat deene Propositione mécht. Déi sinn also prozeduraler Natur.

Wat d'Banken ubelaangt, sou sinn dat Diskussiounen, déi ech de Finanzminister gebieden hunn, mat de Regulateuren an de Banken ze féieren. Do geet et viru allem ëm zwee Aspekter:

Dat eent ass d'Eqeekapital, wat ee muss hunn, fir kënnen eng Wunneng ze kafen, déi verlount gëtt: A

wéi enger Natur mussen déi 20 % bestoen? Ass dat Cash oder och eppes aneschteres?

An dat anert ass dee Krittär, deen haut besteet, éier eng Bank kann eng Residence, déi gebaut gëtt, finanzéieren. Do mussen hautzudaags 80 % verkaaft ginn. Mir wëlle kucken, ob een deen Taux am Gespréich tëscht dem Staat an dem Bankesektor eventuell mat Garantien oder Promesse-d'achate ka reduzéieren, fir datt och do méi gebaut gëtt, éier vläicht 80 % verkat sinn.

An dann de leschte Punkt, dat betrëfft d'Kooperatioun mam Privatsektor beim Bau vu Logement-abordablen. Et ass eng staark Intentioun vun der Regierung, dat ze maachen. Et ass an der Vergaangenheet ausschliisslech an ëffentlecher Hand gewiescht. Mir mengen, datt dat net duergeet. An duerfir hu mer de Logementsminister gebieden, och déi Gesprécher mam Sektor ze feieren. A mir wäerte bis Enn Mee och do eng Propositioun um Dësch leien hunn.

Schliisslech wëll ech soen, datt ech vill an aner gutt Iddie vun aneren Acteuren zum Logement kritt hunn an och gären héieren. Duerfir ass d'Regierung ëmmer op. Ech sinn do fir nozelauschteren, zesumme mat de Kollegen aus der Regierung. D'Gewerkschaften sinn zum Beispill där, déi sech an deem Kontext gemellt hunn. A selbsterständlech empfanke ech d'Gewerkschaften zu deem Thema mee och zu villen aneren. Well hei geet et ëm d'gesamtekonomesch Lag. Ugangs Mäerz wier et esou e Gespréich. Mee d'Réunion nationale du logement huet zum Zil, d'Offer ze vergréisseren, an d'Offer huet zu engem groussen Deel eppes mat de Prozeduren ze doen.

An ech mengen, dat wier dee richtege Moment fir de Minister vun den Affaires intérieures, d'Transitioun ze maachen. Här President, wann Der erlaabt?

M. Claude Wiseler, Président | Selbsterständlech erlaaben ech. Här Inneminister, et ass un Iech.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci och fir déi Froen. Mir hunn eng Rei konkret Mesüree virgesinn:

Déi éischt ass, datt ech bis de 15. Mäerz wëll eng Circulaire un d'Gemenge schécken, fir datt déi Gemengen, déi eng Bautekommissioun hunn, déi reegelméisseg aberuffen an/oder kucken, ob se all kleng Projéit – wann eng Fenster gewiesselt gëtt – mussen an d'Bautekommissioun huelen, fir datt mer schnell virukommen; net datt d'Bautekommissiounen d'Prozedur verlängeren.

Den zweete konkreete Projéit ass, datt mer d'Baugeneemegung an Zukunft direkt op zwee Joer wëllen eropsetzen. Dat dréit zu der administrativer Vereinfachung bäi. Mir wäerten dat och d'nächst Woch mam Syvicol beschwätzen. An ech wëll do bis Enn Mäerz e Projéit de loi virleeën.

Dann ass och de Prinzipp vum „Silence vaut accord“. Dat heescht, wann do innerhalb vu véier Méint eng Gemeng keng Baugeneemegung ginn hätt, datt dann am Prinzipp „Silence vaut accord“ spilt. Och dee Projéit wëll ech an den nächste Woche mam Syvicol beschwätzen. An ech sinn zouversichtlech, datt mer do e Projéit de loi bis Enn Juni dëst Joer kënnen virleeën.

Dann de Remembrement ministériel: Do si mer amgaangen, un den Amendementer ze schaffen. Déi wäerte mer och deponéiere virum Summer 2024, wéi och d'Amendementer par rapport zur Mopo (ndlr: Modification ponctuelle) vun engem PAG. Do si meng Leit och amgaangen, drun ze schaffen.

Da wëll ech och drop hiweisen: Niewent de Prozeduren ass et mer och wichteg, datt mer als Inneministère eis Roll als Beroder fir d'Gemenge wouerhuelen.

A besonnesch hei an dësem Fall kënnen mer wierklech e Partenaire si vun de Gemengen a vun deene Leit, déi e Projéit wëlle bauen. An duerfir hu mer eis och schonn éischt Gedanke gemaach, fir déi Plattform vun der Concertatioun auszubauen.

Natierlech brauche mer méi Manpower, mee mir wëllen, besonnesch direkt am éischte Stadium, ganz am Ufank, mat de betraffene Leit, mat de Gemengen, mam Bauhär, mat de Promoteuren zesummenkommen, fir datt een am Ufank direkt d'Full Picture kritt: Wat sinn d'Hindernisser eventuell? Wat kann ee maachen? Well wann een eng Kéier alles kloer definiert huet, da geet et herno zum Schluss méi séier. An och un där Acceleratioun si mer amgaangen ze schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 40 vum Här Ben Polidori un den Här Inneminister iwwert d'Finanzéierung vum informatesche Material fir d'Grondschoulen. Här Polidori.

– Question n° 40 du 27 février 2024 de M. Ben Polidori relative au financement du matériel informatique des écoles fondamentales, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'lescht Joer gouf et eng Proposition de loi mat der Nummer 7883, wou d'CSV sech derfir agesat huet, dass all Kand de selwechten Accès op informatescht Material soll hunn, egal ob et an enger finanziell gutt situierter Gemeng leeft oder an enger finanziell manner gutt situierter Gemeng. Duerch déi grouss Ennerscheeder bei der finanzieller Moyene vun de Gemenge gëtt et grouss Inegalitéiten, déi grad de Kanner aus de Menagé mat engem méi niddregen Akommes laangfristeg zum Nodeel ginn. Dëst gouf jo och duerch d'Covidpandemie daitlech sichtbar.

Dës Proposition de loi gouf mat de Stëmme vun der deemoleger Majoritéit ofgeleent. Am Koalitiounsaccord gëtt dese Punkt ënnert dem Abschnitt ..., nieft anere Punkten, ugeschwat, nämlech dass d'Regierung wëll Diskussiounen mat de Gemengeresponsablen ophuelen, fir iwwert d'Ausstattung mat dem informatesche Material an de Schoulen ze schwätzen. Grad kleng Gemengen hu mat steigender demografescher Entwécklung an de Käschtchen vun enger moderner informatescher Infrastruktur ze kämpfen. Onglächheete sinn hei virprogramméiert.

An dësem Zesummenhang wëllt ech dem Inneminister folgend Froen stellen:

Wéi gedenkt de Minister, d'Gemengen ze ënnerstëtzen, déi sech dëst Material net kënnen leeschten? Wat fir e Budget kéinten d'Gemengen iwwert déi nächst Joren dofir zur Verfügung gestallt kréien? Huet de Minister scho Gesprécher mat de Gemengen opgeholl, fir esou séier wéi méiglech iwwert dëst Virhaben ze tranchéieren an d'Schoulen esou séier wéi méiglech ze ekipéieren? Wa jo, wou sinn dës Gesprécher momentan drun?

An zweet Fro: Wa jo, kann de Minister schonn en ongeféieren Zäitpunkt nennen, bis wéini alleguerten d'Schoulen am Fundamental kéinten zu de selwechte Konditiounen ekipéiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Wuert erëm fir den Inneminister. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Et ass natierlech och eng Fro, déi den Educationminister betrëfft, den Här Meisch. Eeben opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der leschter Legislaturperiode hei am héijen Haus gefouert hunn, hu mer dee Passus an de Koalitiounsaccord gesat, deen ech Iech och nach eng Kéier wëllt virlesen, am Kapitel iwwert d'Compétences des communes et de l'État.

Ech zitieren: „Suite au transfert du personnel enseignant des écoles fondamentales des communes vers l'État en 2009, il existe des incohérences entre les attributions des communes et de l'État dans le domaine de l'éducation. Voilà pourquoi une adaptation des compétences s'impose. Des discussions avec les représentants des communes seront menées sur les points suivants : mise à disposition des bâtiments, définition des objectifs de développement des écoles dans le cadre d'un nouveau plan de développement scolaire, mise à disposition du budget, gestion des ressources humaines, autonomie pédagogique et fourniture en matériel informatique.“

De Kolleg, de Minister Claude Meisch, hat schonn den 29. Januar en éischten Echange mam Syvicol am Kader vun der „Bildung am Dialog“. An esou wéi et am Regierungsprogramm beschriwwen ass, wäerte mer déi Fro do gemeinsam diskutieren. Ech kann Iech awer haut elo nach kee prezise Kalenner soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An Dir kéint bal heiuwe bleiwen, well elo komme mer zur Fro Nummer 41 vum Här Guy Arendt un den Här Inneminister iwwert d'Initiativrecht vu Gemengeconseillere, fir e Punkt op d'Dagesuerdung vum Gemengerot ze setzen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 41 du 27 février 2024 de M. Guy Arendt relative au droit d'initiative d'un conseiller communal de porter un point à l'ordre du jour d'une séance du conseil communal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech hunn am Fong eng Fro un, effektiv, den Inneminister. Ech hunn nämlech an enger Wochenzäitschrëft kënnen rezent en Artikel liesen, dee sech mat engem Reglement aus enger Majorzgemeng befasst huet.

Dat Reglement gesäit vir, datt de Gemengerot iwwer Virschléi vu senge Memberen zur Erweiderung vun der Dagesuerdung vun enger Conseilssëtzung ofstëmme muss. D'Conseillere kënnen zwar Proposen erarechen a virdroen, allerdéngs soll de Gemengerot uschléissend doriwuer entscheiden, ob de Punkt op der Dagesuerdung bleift oder ob doriwuer diskutiert an ofgestëmmt gëtt respektiv ob de Sujet an eng net ëffentlech Gemengekommissioun verwise gëtt.

D'Gemengegesetz vun 1988 gesäit a sengem Artikel 13 vir, datt de Schäfferot Sujeten, déi Conseillere proposéieren, op d'Dagesuerdung setze muss, wa si – an ech betounen! –, vu kommunalem Interesse sinn a bannent enger bestëmmter Frist schrëftlech eragereecht ginn. Wéi domadder spéiderhi verfuert gëtt, dat ass net prezis geregelt. Dat kann dozou féieren, datt déi politesch Majoritéit grondsätzlech onbequeem Sujeten ofwiert, fir sech dozou net positionéieren ze mussen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister folgend Froen stellen:

Éischtens: Respektéiert Ärer Meenung no dëst Reglement d'Hiérarchie des normes, déi ganz kloer e gesetzlech verankert Recht iwwer e Gemengereglement setzt?

Zweetens: Sidd Dir der Meenung, datt hei, am Interesse vun de Rechter vun de Conseilleren, nach gesetzlech nogebessert respektiv prezisiéiert muss ginn?

Ech soe Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Arendt, fir dës Fro. Esou wéi et am Gemengesetz am Artikel 13 steet, muss all Gemengeconseiller kënnen e Punkt op den Ordre du jour setze loosser. E mécht do eng schrëftlech Demande, déi motivéiert ass. Déi muss mindestens dräi Deeg virun der Reunion vum Gemengerot drop sinn.

Mir hunn elo Fäll, an déi si mir och ugedroe ginn, vun deem Reglement, vun deem Der schwätzt. Ech weess, ee vun Äre Parteikollege sëtzt do am Gemengerot, mengen ech. Dat ass dee Passus, wann eng Diskussioun ass oder eng Fro, ob et an d'Gemengekompetenz gehéiert, da kann am Gemengerot iwwert de Punkt ofgestëmmt ginn, ob dee Punkt, deen op den Ordre du jour soll gesat ginn, an d'Kompetenz vum Gemengerot gehéiert oder net.

Dat ass d'ratio legis vun deem Passage an deem Gemengereglement, deen Der, mengen ech, envisagéiert. Duerfir, ganz kloer, muss à ce stade net weider legiferéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 42 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Evolution vum den Energiepräisser. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 42 du 27 février 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix de l'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. D'Gaspräisser um europäesche Maart sinn an deene leschte Wochen op deen niddregste Stand zënter Ufank vun der Attack vu Russland géint d'Ukrain gefall a souguer doriwwer ewech op deen niddregste Stand zënter dräi Joer.

D'Ursaache si bekannt: mëlle Wanter, niddrege Verbrauch, Spuermoossnamen, gutt gefüllte Späicheren, déi op déi viereg Ursaachen zréckzeféiere sinn, relativ héicht Ugebuet u Gas an éischt Resultater vum Ausbau vun den erneierbaren Energien.

Eng änlech Evolution gëtt et bei de Stroumpräisser, allerdéngs net grad esou accentuéiert.

An dofir meng Froen un de Wirtschafts- an Energie-minister: Wéi a wéini wäerte sech déi Evolutionen op eis Haushalter, op eis Ekonomie auswierken, eng Evolution, déi dach spektakulär ass an esou net erwaart ginn ass? Wéi wäert sech déi Evolution op d'Regierungspolitick auswierken, ënner anerem op déi Moossnamen, fir d'Energiepräisser ofzefiedere? A wéi entwéckelt sech de Bilan? Et kann een net elo den Detail scho kennen, mee wéi entwéckelt sech de Bilan vun de Lëtzebuerger Gasliwweranten?

Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och, Här Di Bartolomeo, fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass mer gesinn, dass d'Präisser souwuel fir Gas wéi fir Elektresch um Grousshandels-marché an der leschter Zäit erëm erofgaange sinn.

Et gesäit een awer trotzdeem, dass am Verglach zu virun der Kris eng vill méi grous Volatilitéit an den Energiepräisser ass, souwuel beim Elektreschen, wéi dat och am Gassecteur ass. Grad dofir hunn allegueren déi, déi Energie verkafen, Strategien, fir dës am Virfeld anzekafen, fir eng Stabilitéit vum Präis kënnen ze garantéieren.

Wann ee gesäit ..., an do ass de groussen Énnerscheid tëschent de Menagen op där enger Säit an den Entreprises op där anerer Säit: Bei de Menagen ass et esou, dass do d'Fournisseuren déi am Virfeld iwwert hir eegen definéiert Strategie akafen. Dat geet bis zu e puer Joer virdrun. Dofir, mir hunn och gesinn, dass am Ufank vun der Kris, wéi d'Energiepräisser séier an d'Luucht geschnellt sinn, déi awer net direkt beim Ennclent ukomm sinn, well eebe grad do scho Verschiddenes, sief et Gas oder Elektresch, laang am Virfeld akaaft ginn ass, soudass et dann eng gewësse Stabilitéit nach ass an deem Moment, wou d'Präisser ganz staark an d'Luucht ginn, fir dat eeben dann ze equilibréieren, souwuel beim Gas wéi och beim Elektreschen.

Bei der Wirtschaft, fir op déi Fro ze kommen, déi Der gestallt hutt, do ass et sou, dass et ganz grousse Betriber gëtt, déi Kontrakter maachen iwwer eng gewëssen Durée. Do gëtt de Präis also fixéiert op engem gewëssenen Niveau, wou dann iwwer eng Durée de Präis fir Gas oder fir Elektresch dann iwwert déi ganz Durée och deen nammlechten ass.

Natierlech huet een do gesinn, dass während der Kris dee Präis dann och stabill war an och ganz gutt war fir déi Betriber, déi kuerz virun der Energiekris hir Präisser fixéiert hunn. Problemer haten zu deem Moment awer Entreprises, déi sech, wéi de Präis an d'Luucht geschnellt ass, dunn hu missen zu engem neie Contrat d'approvisionnement bekennen, esou een ënnerschreiwien, an deen dann op engem ganz héijen Niveau fixéiert hu fir weiderzegoen.

Zu deem Moment huet sech awer d'Fro gestallt: Ass iwwerhaupt nach genuch Gas an Elektresch do an Zukunft? Kënnen mer et garantéieren, dass d'Präisser net weider an d'Luucht ginn? An dat si Betriber, déi elo zu dësen Zäiten, wou d'Präisser erëm ganz staark erofgaange sinn, natierlech nach vill méi en héijen Energiepräis ze bezuelen hunn. A mir wäerten an deem nächste Projet de loi um Ordre du jour och dorobber nach eng Kéier ze schwätze kommen. Aner Entreprisë sinn op de Wee gaangen, fir um Spotmarché ze kafen, wou se awer voll der Volatilitéit vum Marché ausgesat sinn an den Energiepräisser.

Et gesäit een also, dass do d'Elektresch e bësse méi lues erofgeet an de Gas awer vill méi séier erofgeet, well do den Approvisionnement vum de Fournisseuren vill méi kuerzfristeg ass, wéi dat beim Elektreschen ass. Zu de Bilane vun de Fournisseuren kann ech Iech zu dësem Moment nach näischt soen. Déi wäerten awer publizéiert ginn, soubal wéi déi d'Joer 2023 ofgeschloss hunn.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 43 vun der Madamm Corinne Cahen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Unerkennung vun der Musektherapie. Madamm Cahen.

– Question n° 43 du 27 février 2024 de Mme Corinne Cahen relative à la reconnaissance de la musicothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Leschte Weekend war de Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté an do hunn ech och de Stand gesi vun der Gesellschaft fir Musektherapie zu Lëtzebuerg. Do sinn ech mat hinnen an d'Gespréich komm, an effektiv ass et esou, dass ee weess, dass Musek immens hëlleft an der Behandlung, dass een, notamment bei demenzerkrankte Leit, do wierklech ka grousse Fortschréttler maachen.

Virun dräi Joer hat den Info-Zenter Demenz eng Konferenz zu deem Thema, wou gewise ginn ass an engem Film, dass Leit, déi guer net méi schwätzen, déi iwwerhaupt net méi participéieren un iergend-eppes, wann déi da Musek héieren, déi se un dat erënnert, wat se vläicht an der Kandheet kann hunn oder sou, dass se da souguer ufänken ..., bis zum Matsangen, Summen oder Matsangen.

Dat heescht, Musek ass schonn eppes, wat en „Door Opener“ ass, soen ech emol, fir u Leit erunzecommen, deenen et net esou gutt geet. An et ass esou, dass d'Musektherapie unerkannt ass a verschiddeenen europäesche Länner an och doriwwer eraus, notamment zum Beispill an Éisträich, Litauen, Lettland, mee, ech mengen, och an Italien, a Serbien, an der Schwäiz, a Groussbritannien.

Elo ass et esou, dass et do natierlech e bëssen e Wildwuchs ass. Wat ass e Musektherapeut? Wat muss ee studéiert hunn, fir sech iwwerhaupt kënnen Musektherapeut ze nennen? Zu Lëtzebuerg ass dat, wéi gesot, net definéiert. An dofir wollt ech d'Gesondheitsministesch froen, ob si sech do scho Gedanke gemaach huet, ob si eventuell schonn déi Gesellschaft fir Musektherapie zu Lëtzebuerg gesinn huet, respektiv ob et do Iwwerleeunge gëtt, fir d'Musektherapie respektiv d'Konschttherapie unzeerkennen, fir dann eeben dee Moment och de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, kënnen dovunner ze profitéieren.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet d'Wuert: d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci, Madamm Cahen, fir déi séier néideg Fro. Ech wéilt elo emol fir d'éischt op den Accord de coalition verweisen. Säit 102 steet: „Le Gouvernement va analyser la possibilité de reconnaissance des thérapies non conventionnelles.“ Ech denken, datt d'Musektherapie dee Moment zu deem Spektrum gehéiert, mee och d'Konschttherapie an all aner Therapien, déi elo net sou konventionell ënnerwee sinn.

Mir wäerten déi Analys fondéiert maachen. Mir wäerten all déi Leit empfänken, déi an deem Beräich aktiv sinn. Mee ech kann Iech elo scho mat op de Wee ginn, datt an deenen Haiser, déi ech déi lescht Woche besicht hunn, ënner anerem schonn an der Konschttherapie ganz valabel Aktivitéite sinn. A mir wäerten dat ausweiten op d'Musektherapie a gegebenefalls e legale Kader setzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zur leschter Fro vun haut de Mëtt, d'Fro Nummer 44 vun der Madamm Lydie Polfer un den Här Inneminister iwwert den Tëschebilan vun den neien Dispositiffen iwwert déi verschidde Formen vun Infraktiounen. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 44 du 27 février 2024 de Mme Lydie Polfer relative au bilan intermédiaire depuis l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs aux différentes formes d'infractions, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Här Minister, Dir hat ons sou Mëtt Januar ugekënnegt, datt et géif zu engem Renforcement vun der Polizeipresenz am öffentliche Raum an der Uewerstad an och op der Gare kommen – an ech hunn dat natierlech ganz begréisst –, an dat zwar, fir verschidde Situatiounen ze iwwerpréieren a verschidde Domänen, déi awer alleguete souwuel d'Sécherheet wéi d'Salubritéit wéi den Accès zu öffentliche a private Gebaier ubelaangen, gradewéi den Drogekonsum an d'Dealen an och d'Immigratioun.

Elo, e gudd Mount méi spéit, wier ech frou, wann Der ons kéint soen, wat déi Aktiounen vun der Polizei bruecht hunn, wat virgaangen ass. Ech kann Iech op alle Fall versécheren, datt mir op alle Fall festgestallt hunn, datt et eng net Verbesserung an der Stad ginn ass.

Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. An d'Wuert huet elo den Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci, Madamm Polfer, fir déi Fro. Wéi Der richteg drop higewisen hutt, ass deen Dispositif en place gesat ginn, fir der Drogebekämpfung, ënner anerem och dem Proxenetismus, der Insalubritéit, der illegaler Immigratioun an der Mendicité organisée nozoegeen.

Den Dispositif huet ugefaangen de 15. Januar. An ech ginn Iech elo de Bilan vun den Zuele vun deene Virfäll, déi ech rapportéiert kritt hunn, bis den 22. Februar. Ech erënneren och drun: D'Police huet lues mam Dispositif ugefaangen am Ufank an ass du graduell eropgaangen.

Am Ganze sinn am Kader vun deem Dispositif 438 Persoune kontrolléiert ginn. Dovunner konnte fënnf Leit sech net direkt ausweisen, soudatt déi hu misse matgeholl ginn. Zweek Fäll vun Heescherei hu mer festgestallt: Een ass mat engem Becher de Leit am Garer Quartier nogelaf an deen aneren ass jo de bekannte Fall vum Här Kmiotek.

(Brouhaha, hilarité et interruptions)

Eefel Drogendelikt si festgestallt ginn – do ass et zu zwou Verhaftunge komm. Da si 14 Signalementer gemaach ginn, dat heescht, déi Leit, déi kontrolléiert gi sinn, dovunner si 14 Stéck an de Fichiere souzesoe lokalisiert ginn. Doniewent huet 61-mol d'Police d'Garantie d'accès, de Platzverweis, sou wéi en haut am Gesetz gereegelt ass, duerchgezunn. Ech betounen: Dat ouni Usage de force! D'Police huet mat deene Leit geschwat an do sinn déi fräiwëlleg gaangen.

Fënnf Friemennotize sinn ausgestallt ginn. Et sinn och 75 Infractiounen géint de Code de la route festgestallt ginn. Dobäi kënt dann déi Aktioun vum 7. Februar, wou d'Police, ënner anerem d'Police an d'ITM, am Garer Quartier ënnerwee waren, fir och eng Rei Infractiounen festzustellen.

Den Dispositif leeft virun. Ech si frou, aus Ärem Mond ze héieren, datt et eppes bréngt, a mir wäerte weiderhin d'Situatioun evaluéieren, zesumme mat der Police a mat der Stad Lëtzebuerg.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister. Domat wäere mer dann um Schluss vun eiser Froestonn.

8. Résolution de M. Gusty Graas relative à la situation en Ukraine

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 14 de ce compte rendu)

Ech géif Iech elo proposéieren, datt mer déi zwou Resolutiounen, déi um Ufank vun haut de Mëtteg vum Här Graas deposéiert gi sinn, och elo traitéieren. Här Graas, Dir wëllt nach eng Kéier d'Wuert huelen. Mir huelen eng no där anerer, fir d'éischt déi iwwert d'Ukrain. D'Situatioun ass esou, datt den Auteur fënnf Minutten huet, all Fraktioun huet fënnf Minutten, all Sensibilitéit huet zwou Minutten an d'Regierung – wa se da wëll schwätzen, wat awer net noutwendeg ass, well dat hei ass eng Resolutioun – hätt fënnf Minutten, wa se wëllt schwätzen. Här Graas.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, de 24. Februar 2022 war e ganz schlëmme Dag, net nëmme fir d'Ukrain, net nëmme fir Europa, mee fir d'ganz Welt. Wa mer den aktuelle Bilan bis elo kucken, an ech beruffe mech hei op d'Zuele vun der Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine, dann hu mer bis elo 30.457 Victimmen, dorënner 10.582 Doudeger.

Wat eis awer nach méi muss interpelléieren, dat ass déi Deportatioun vu Kanner: Bis elo goufen 19.546 Kanner forcéiert, d'Ukrain ze verloossen, a se sinn a sougenannt „Émergéierungslager“ transferéiert ginn. Dat ass ouni Zweifel contraire zum internationale Recht, besonnesch wat den Artikel 2 vun der Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide ubelaangt, an ech mengen, dat ass eng Situatioun, déi kann een ënner kengen Émstänn akzeptéieren!

Als Chamber solle mer eis haut och dozou prononcéieren, net nëmme vun deem Volet do, mee insgesamt zu der Situatioun an der Ukrain. Mir sollen och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt et immens wichteg ass, datt mer dat och ënnersträichen, datt et an deem Sënn vun der Lëtzebuurger Regierung meritoire ass, datt mer bis elo all Hëllef gelescht hunn, déi méiglech ass, sief dat um humanitäre Plang, sief dat awer virun ënner allem och um militäresche Plang. Ech erënneren hei och un eng Motioun, déi mer als Chamber hei arrétiert hunn den 2. Juni 2022.

Mir sollen haut hei och de Solidaritéitsgedanke vis-à-vis vun dem ukrainesche Vollek nach eng Kéier erneieren. Dat hu mer schonn e puermol gemaach. A fir déi, déi hei derbäi waren, wéi de President Selenskyj sech live hei un d'Chamber deemoos adresséiert huet – ech mengen, dat war am Juni 2022 –, war dat wierklech en emouvante Moment! An dat solle mer nach eng Kéier haut an Erënnerung ruffen.

A mir sollen drop hiweisen, datt d'Lëtzebuurger Parlament nu wierklech awer steet fir déi Valeuren, déi sollen an engem Rechtsstaat vertruede ginn, sief dat Oppenheet, sief dat Schutz vu Minoritéiten, sief dat virun allem Libertéit d'expression, an datt déi hei solle ganz kloer nach eng Kéier ënnerstrach ginn.

Mir géifen och d'Fédération de la Russie hei wierklech invitéieren, direkt – direkt! – mat de militäreschen Aktivitéiten an der Ukrain opzehalen. Mir sinn och der Meenung, datt se soll zouloossen, datt international Organisatiounen, wéi zum Beispill den Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme an och d'Unicef, sollen d'Méiglechkeet kréien, d'Situatioun ze analyséieren – an nach eng Kéier, wéi gesot, virun allem och, wat dee Volet vun den deportéierte Kanner ubelaangt.

Mir wäerten eis och derfir asetzen, datt och an Zukunft déi néideg Énnerstëtzung garantéiert gëtt, wat, wéi gesot, de Processus international ubelaangt, fir datt eeben d'Situatioun an der Ukrain esou séier wéi méiglech wäert änneren a virun allem natierlech fir datt et zu engem Waffestëllstand do wäert kommen.

Mir sinn awer och der Meenung, datt de russesche Regimm ganz kloer fir déi Doten, déi e bis elo gemaach huet, do muss zur Rechenschaft gezu ginn!

Wat mir als Lëtzebuurger Land och kënnen maachen, dat ass zum Beispill, datt déi Avoiren, déi natierlech och hei zu Lëtzebuerg gegebenefalls stockéiert sinn, déi Interëten, déi generéiert goufen, datt déi u sech och solle geléiert ginn.

Mir fannen et och gutt, datt u sech duerch déi Invitatioun, déi d'Ukrain elo krut, fir um nächsten NATO-Sommet deelzehuelen, deen zwëscht dem 9. an 11. Juli zu Washington ass, d'Ukrain soll present sinn.

An, wéi gesot, nach eng Kéier: Dat wier dann och mäi Wonsch, datt duerch déi Resolutioun hei géif vun der Lëtzebuurger Chamber ënnerstrach ginn, datt mer nach eng Kéier wëllen eise Soutien erneiere vis-à-vis vum ukrainesche Vollek an datt mer och an Zukunft eis wäerte mat alle Méiglechkeeten derfir asetzen, datt dee Konflikt, dee bis elo extrem vill Misär, net nëmme fir d'ukrainescht Vollek, mee virun allem fir d'ukrainescht Vollek, mee awer och doriwwer eraus fir d'ganz westlech Welt, mat sech bruecht huet, datt deen esou séier wéi méiglech wäert agestallt ginn.

Ech sinn, wéi gesot, frou, datt bis zu dësem Zäitpunkt eng ganz Rei Kolleegen och déi Resolutioun hei mat ënnerstëtz hunn. Ech weess, datt vun de Kolleegen vun der ADR gewësse Reserve kommt. Ech ginn dervun aus, datt hire Verrieder sech dozou och nach wäert erklären. D'Kolleege vun déi Lénk wäerten natierlech och hir Positioun dozou huelen.

All deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéit-politiquen e grouse Merci fir déi Énnerstëtzung an ech hoffen awer, datt d'Lëtzebuurger Parlament haut e ganz wichtegt Signal setzt, e ganz wichtegt Signal a Richtung vun Énnerstëtzung vum ukrainesche Vollek a virun allem awer och a Richtung vun Énnerstëtzung vun engem Rechtsstaat, an och, datt et net ka sinn, datt einfach esou e Vollek vun engem auswäertegen Invasor esou iwwerfall gëtt, wou guer keng Ursach bestanen huet. An dowéinst wäerte mer eis och an Zukunft derfir asetzen, datt dee Konflikt esou séier wéi méiglech wäert geléist ginn.

Ech soen Iech Merci am Virus fir Är Énnerstëtzung!

M. Fernand Etgen (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Sinn zu dëser Resolutioun Wuertmeldungen? Da sollen d'Leit sech elo melden. Ech hunn den Här Hansen, den Här Bausch, den Här Wagner, den Här Clement, den Här Kartheiser, den Här Cruchten. Ok. Fänke mer u mam Här Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech mengen, dat heiten ass e Pabeier, dee mer mussen mat zwou Hänn ënnerschreiwen. D'Situatioun – ech konnt et selwer feststellen dohannen – ass dramatesch! Et feelt un allem an et gëtt vun allem gebraucht. Wat se am Moment hunn, geet just duer, fir net direkt plattgemaach ze ginn. Et geet awer net duer, fir dese Krich ze gewannen. An ech mengen, mir mussen hei och drun denken, wat dat doten u Symbolcharakter huet, well wann do d'Russen de Krich wannen, da sinn anerer, déi wäerten dat doten nommaachen. Et sinn anerer, déi wäerten och op aneren Territoiren dat dote probéieren.

Ech mengen, et sinn e puer Saachen dran, den Här Graas huet et gesot, notamment och d'Utilisatioun vun den Avoiren, déi geléiert sinn, datt een do iwwerleet, ob ee mat deenen Interéiten eventuell un der Rekonstruktioun an der Ukrain ka schaffen. Do si méi Memberstaaten an der Europäescher Unioun, déi am Moment schonn doriwwer nodenken. Dat muss een natierlech juristesches ofsécheren, mee ech mengen, et ass op alle Fall wichteg, datt mer et maachen.

An en anert, ech mengen, dat hunn ech och dohanne gemierkt: D'Leit hunn einfach och emol gelaacht, well mer do waren. Dat bréngt hinne Courage. A mir sinn eis do och heiansdo guer net bewosst, wat Lëtzebuerg iwwerhaupt an der Ukrain bedeit. Wann Der mat deenen e bésse méi eelere Leit geschwat hutt, ech soen elo, RTL Lëtzebuerg, zum Beispill, ass fir déi deemools den eenzege Radio gewiescht, dee si lauschtere konnten an doduerch krute si hir Informatiounen. Dat heescht, Lëtzeburger dohannen ze gesinn, ass immens wichteg, an där Roll muss mer eis och wierklech bewosst sinn an déi och nach weider stärken!

An, ech mengen, en anert wichtegt symbolescht Zeechen – dat ass de leschte Punkt –, dat ass, datt mer och probéieren, datt d'Ukrain op den nächsten NATO-Sommet op Washington am Juli invitéiert gëtt. Dat ass eng immens staark Symbolik. Do muss mer derhanert stoen. An dat weist och deenen aneren, datt mer wierklech zu 32 elo mëttlerweil hannert der Ukrain stinn an datt dee Support duerch näischt ze erschütteren ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Mir ënnerstëtze selbstverständlech och dës Resolutioun.

An ech géif just dem Här Hansen wëlle soen, datt ee soll oppassen am Sproochgebrauch, wa mer driwwer schwätzen, wat mer bezwecke mat eiser Ënnerstëtzung. Mir bezwecken net, datt d'Ukrain de Krich gewénnt. D'Ukrain huet kee Krich ugefaangen. Mir bezwecken heimat, datt d'Ukrain hiren Territoire ka verteidegen – dat ass eng grouss Differenz! De Krich huet Russland gefouert. Russland huet mat där Aktioun e friemen Territoire ugegraff a versicht, sech mat Waffengewalt en Territoire unzëeegnen, mat alle brutale Mëttelen, déi mer jo entre-temps kennen.

Et ass eng weesentlech Differenz, och no baussen. Mir sollen dat ëmmer erëm ënnersträichen. Et ass e Recht vun engem Vollek, sech a säin Territoire ze verteidegen. Dat ass Völkerrecht. An et ass och duerfir e Recht vun engem Vollek, wann et bedrot ass a wann et säin Territoire wëll verteidegen, en Appell ze maachen un déi international Vëlkergemeinschaft fir Ënnerstëtzung. An dat ass dat, wat d'Ukrainer gemaach hunn, a mir hunn och déi Ënnerstëtzung do ginn. Ech mengen, dat ass eng grouss Differenz.

An et ass och esou, datt d'ukrainescht Vollek de Moment do e Kampf féiert, dee fir eis matgefouert gëtt, well et geet ëm d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun. Et geet awer och drëms, ze weisen, datt am 21. Joerhonnert esou eppes net méi dierf sinn an net méi däerf geschéien. A genau dat muss verhënnert ginn. Hei muss verhënnert ginn, datt Russland sech eeben am 21. Joerhonnert mat Waffengewalt duerchsetzt, an duerfir plädéiere mir derfir, datt een, esou laang wéi et nëmme méiglech ass, d'Ukrainer ënnerstëtzt, souwuel militäresch wéi och humanitär.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. D'international Situatioun ass immens grav. An notamment elo och an Europa par rapport zur russescher Invasioun vun der Ukrain, déi leider schonn iwwer zwee Joer undauert. An do stellt een natierlech fest, datt bis elo nach keen Enn a Siicht ass. Keen Enn vum mënschleche Leed vun der ukrainescher Bevëlkerung, vun der ukrainescher Zivillbevëlkerung, déi weiderhin ënner Beschoss bleift vun enger imperialer Muecht. An dat ass nämlech Russland.

Duerch dee Krich, deen elo zanter iwwer zwee Joer dauert, gesi mer och eng fortgeend Faschisierung vum Regimm vum Här Wladimir Putin, déi och scho virun ugefaangen huet an déi weiderhi gréisser Forme wäert unhuelen. Eent vun de Charakteristika vun där Faschisierung vum Regimm vum Här Putin – an dat huet och virun den Här Graas ugeschwat, dat stëmmt och –, dat ass déi Deportatioun vu Mannerjärege an hir Russifizierung, déi do soll bedriwwen ginn, wat schonn eng relativ schlëmm Saach ass a wou een net geduecht hätt, datt dat nach an Europa – well mir schwätze vun Europa! – méiglech wier.

Wat och richteg ass a wichteg ass a wat mir och an dëser Resolutioun ënnerstëtzen, dat ass, datt d'Ukrain och all déi Hëllef soll kréien, déi se brauch, fir sech ze verdeedegen – well dat ass hiert Recht! Duerno ass et natierlech och eng Fro, fir ze wëssen, wéi wäit d'ukrainesch Bevëlkerung – well dat ass jo och wichteg – bereet ass ze kämpfen. Si huet bewisen, datt se kapabel ass a bereet ass ze kämpfen, mee wéi wäit se och bereet ass, nach weiderhin ze kämpfen, mat oder ouni Hëllef, deemno wéi si se kritt vun anere Staaten ...

Fir eis ass et och selbstverständlech, datt ee mam Kreml net verhandele kann ouni Kräfteverhältnes. An dofir mussen och Kräfteverhältnesser geschafte ginn.

(Interruption par la présidence)

An elo si mer virun der Fro: Kréie mer eng Ausdehnung vun engem Krich mat allen erdenkleche Konsequenze fir Europa oder fir d'Welt, eng Kapitulation vun der Ukrain mat allen erdenkleche Konsequenze fir d'Ukrain, fir Europa a fir d'Welt vläicht och, oder och Verhandlungen, déi d'Souveränitéit an och d'Sécherheet vun der Ukrain kéinte garantéieren?

An dat ass vläicht och dat, wat eis an dëser Resolutioun feelt. Dat ass och, datt de Volet trotzdem vun de Verhandlung miss dra sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst ...

M. David Wagner (déi Lénk) | A! Ech hunn en anere Compteur. Entschëllegt! Mee dofir wäerte mer eis enthalen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et muss een ... Et gouf virdu gesot: „De Krich ass säit zwee Joer amgaangen.“ Wann een an d'Regioun geet, déi am stärkste betraff si vun dësem Krich, do ass de Krich zënter zéng Joer amgaangen, zënter Februar 2014, wéi u sech déi éischt Occupatioun vun de Russen op ukraineschem Territoire gestart huet. An et war virun zwee Joer, am Februar, wou déi grouss Invasioun stattfonnt huet, déi dat onsäglecht Leed, mat deem mer eis haut erëm muss befaassen, nach verstärkt huet.

An u sech gouf eppes ganz Wichteges vum Kollege François Bausch gesot, nämlech: Et geet hei ëm Rechtsprinzippen, ëm d'internationaalt Recht, ëm d'Völkerrecht, dat muss virum Recht vum méi Staarke stoen. Et geet drëm, eis international

Rechtsuerdnung ze verteidegen. Et geet drëm, unzeerkennen, datt d'Grenzen net unilateral kënnen vun engem Land einfach esou imperialistesches geréckelt ginn. A genau dorëm geet et: Et geet drëm, u sech eis Ideologie vun enger westlecher Welt, déi sech op e Rechtsstaat baséiert, ze verteidegen. An dofir ass et esou wichteg, datt mer d'Ukrain ënnerstëtzen!

A wat nach méi wichteg ass an där ganzer Saach, dat ass déi Fro vun de Kanner, vun deenen Dausende vu Kanner, déi hei wierklech am eklatante Verstouss géint UN-Recht, géint internationaalt Recht, géint nationaalt Recht deportéiert ginn, verschleeft ginn an dann zwangsadoptéiert ginn, fir da russifizéiert ze ginn, fir datt se u sech hir Originne verléieren. An dat ass e Crime géint d'Humanitéit! An dofir ass et wichteg, dat ze denoncéieren. An dofir wäerte mir déi Resolutioun hei och mat zwou Hänn matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dat heiten ass e Sujet, deen eis wierklech alleguer wéideet. Ech mengen, mir hunn elo den zweete Joresdag vum Ufank vum Krich an Osteuropa. Ech wëll dem Här Graas an all deenen, déi hien och ënnerstëtzt hunn, fir dësen Text ze etabléieren, och dofir villmools Merci soen.

Et ass wierklech eng Fro, déi mer eis musse stellen: Wat maache mer elo, fir a Richtung vum Fridden ze kommen? Et sinn eng Rei Wierder, déi eis an dësem Text feelen. Dat Wuert „Fridden“ steet net dran. Et ass awer dat, wat mer gär hätten: Mir hätte gär Fridden an Europa. Dat Wuert „Verhandlung“ steet net dran. Et ass awer dee Wee, dee mir proposéieren, nämlich Verhandlung mat Russland, tëschent der Ukrain a Russland, fir zu deem Fridden ze kommen. Dësen Text weist also keng Perspektiv. En huet kee Plang. Et ass elo just eng Prolongatioun vun deem, wat mer elo hunn, e Versprieche, fir weider ze ënnerstëtzen, ouni eng Perspektiv, fir aus där Situatioun erauszekommen.

Mir als ADR hate vun Ufank ugesot, datt mer gär e Waffestëtzstand an eng Verhandlungsléisung hätten. Aus dräi Grënn:

Fir Mënscheliewen ze schounen: Am Abléck sinn Honnertausende vu jonke Liewen zerstéiert ginn an der Ukrain, Militären, déi gefall sinn oder schwéier verwonnt gi sinn, Zivilisten, déi ënnert dem Krich gelidden hunn, a vill hunn och de Wee an d'Ausland misse goen, an de Westen, awer och a Russland, fir sech virun de Kampfhandlungen ze schützen.

Mir haten als zweet Argument gesot, datt mer den Territoire vun der Ukrain wëllen esou wäit wéi méiglech preservéieren. A jee méi laang dee Krich virugeet – et brauch ee sech jo näischt virzemaachen –, desto méi verléiert d'Ukrain u Kontroll iwwer hiren Territoire u Russland. Dat ass einfach e Fakt, mir gesinn et all Dag. An ech mengen, wa mer verhandelt hätten, wéi mir et direkt gefrot haten, wäre Mënscheliewe geschoungt ginn an den Territoire vun der Ukrain hätten kënnen méi preservéiert ginn.

Dat drëtt Argument, wat mer virbruecht haten, dat war dat, fir eng Escalade ze verhënnere. A wéi richteg dat Argument war, dat huet haut den Här Frieden a senger Interventioun gesot, wéi mer e gefrot hunn, wéi da seng Positioun zum Här Macron sengen Aussoen ass, well et gëtt geschwat iwwer westlech Buedemtruppen an der Ukrain, mat all deene Risiken, déi domadder verbonne sinn. An och eise Staatsminister huet gesot, datt hien net kann ausschléissen, datt dat och eng kéier Lëtzeburger Truppe sinn.

Dat ass net de Wee vun der ADR. Mir halen dat fir de falsche Wee. Mir bekennen eis zu der Verhandlungsléiung am Respekt selbstverständlech vum internationale Recht, wourop an deem Punkt da muss insistéiert ginn, wat duerchgesat muss ginn, souwäit wéi dat nëmme méiglech ass. Mee mir mussen deem Land eng Perspektiv ginn, de Leit eng Hoffnung, eng Perspektiv op Neesopbau, eng Perspektiv op eng nei ukrainesch Gesellschaft, déi dann och kann esou enk wéi méiglech an eise Strukture mat dra sinn, an der Europäescher Unioun notament.

Et gétt gesot – an den Här Graas huet extra a sengem Exposé drober insistéiert –, datt d'Ukrain och op NATO-Sommete soll ageluede ginn. Mir kënnen eis och do näischt virmaachen. Den Elargissement vun der NATO ass eng vun den Haaptursachen, firwat dese Krich geféiert gétt. Dat ass eng Tatsaach ...

(Brouhaha et exclamations)

M. Sven Clement (Piraten) | Es spricht für Sie: Radio Moskau!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass eng Tatsaach.

(Interruption)

Ech weess elo net, wie vu „Radio Moskau“ geschwat huet, mee ech mengen, wann ee Fridde sicht, muss ee sech einfach emol objektiv dermat ausersetzen, firwat dat dann esou ass. Et muss een och emol kucken, datt mir als Europäer ...

Ech hu leider keng Zäit hei, keng Zäit! Ech weess net, wéi vill ech do scho geschwat hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt dräi an eng hallef Minutte geschwat, Dir hutt nach eng an eng hallef Minutten. An den Här Bausch wëll Iech duerno eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ma da maache mer dat. Mee ech wollt nach ofschléissen.

... datt mer eis och musse bewosst sinn, datt dese Krich och fir de gesamte Westen eng ganz Rei vun negative Konsequenze mat sech bréngt.

Mir hunn duerch de BRICS-Mouvement haut eng Situatioun, wou de westlechen Afloss an der Welt zrëckgeet. Mir hunn eng Situatioun, wou mer duerch nei Bezuelsmechanismen an der Welt monetären Afloss an Handelsflëss verléieren. Och dat sollte mer bedenken. An et ass an eise eegenen Interessi, och als westlech Staategemeinschaft, datt mer sollte kucken, fir esou séier wéi méiglech eng friddlech Léiung fir dese Konflikt ze fannen.

Den Här Bausch, mengen ech, wollt mer eng Fro stellen. Ech ginn Iech gär d'Wuert, Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här Kartheiser, ...

M. Claude Wiseler, Président | Et ass am Fong u mir, d'Wuert ze verdeelen, Här Kartheiser.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Pardon. Ech korrigéieren dat direkt.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass kee Problem.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech froen den Här President, dem Här Bausch d'Wuert ze ginn, fir datt e mer kann déi Fro stellen, déi e mer wollt stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Da maache mer dat esou. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här Kartheiser, datt Der den Här President gefrot hutt, fir datt dee mer kann d'Wuert ginn.

Fir d'éischt emol, Här Kartheiser, ech fannen et wierklech net gutt, wann Der andauernd mat falsche Wourechtchen oder falschen Tatsaachen hei operéiert. Dir wësst ganz genau, datt just eng Kéier déi Fro an der Vergaangenheet opgeworf ginn ass, ier de Krich ugaangen ass, vun dem Ukrain-Bäitritt an d'NATO. An dat war den deemolegen amerikanesche President 2008, deen huet déi Iddi opbruecht. An der ganzer NATO war awer kaum een do derfir. A wësst Der, wien deemools mat als Observateur souz bei der NATO?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Här Putin.

M. François Bausch (déi gréng) | Russland. Den Här Putin. Also, haalt op, wannechgelift, Saachen ze zielen, wéi wann do Russland eppes opgedrängt kritt hätt, well zu deem Zeitpunkt hat Russland esouguer en Observateursstatus bei der NATO a mir waren an engem ganz anere Kontext!

Dat Zweet ass: Et ass net richtig, datt ee kéint einfach esou verhandelen. Well, Dir kënnt Iech jo drun erënnere, 2014 – de Krich ass jo elo schonn zéng Joer amgaangen, well d'Occupatioun vun der Krim war jo den Ufank – ass do den Accord vu Minsk erauskomm, vu Russland mat ënnerschriwwen, e verhandelten Accord. Wien huet sech a kenger Sekonn, zu kengem Moment un eppes gehale vum Accord vu Minsk? Wie war dat, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech äntwerten Iech gläich, wann den Här President mir et erlaabt, Iech ze äntwerten.

M. François Bausch (déi gréng) | Duerfir haalt wannechgelift op, hei ze maachen, wéi wann een nëmme bräicht mam Här Putin ze telefonéieren, da géif dee muer heihinner kommen a ganz frëndlech mat eis schwätzen a verhandelen, fir sech friddlech zrëckzezéien aus der Ukrain!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Är Fro si kloer. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Gutt, Här Bausch, da wëll ech Iech och vläicht äntwerten. Ech wëll Iech fir d'éischt un eppes erënnere, wat 2019 am Walprogramm vun deene Grénge stoung. Wësst Der, wat do drastoung fir den Europawalprogramm? Keng Waffeliwwerung a Krichsregiounen. Wien huet et gemaach? Déi gréng Partei, den Här Bausch als Verdeedungsminister!

(Interruption)

Wann also hei vu Kredibilitéit geschwat gétt, da wëll ech soen, datt déi gréng Partei hir Wieler deemools belunn huet – belunn huet! –, well Dir hutt eppes gemaach, wat an Ärem Walprogramm ausdrëcklech ausgeschloss war.

Elo zu Äre Punkten, déi Der gesot hutt. Dat éischt ass den NATO-Elargissement. 2008 war och Lëtzebuerg nach do dergéint. Den Drock vun eisen amerikanesche Frënn ass awer konstant virugaangen. Déi Politick huet sech dunn am Laf vun de Joren ...

(Interruption)

Dach, dat ass esou!

... huet sech am Laf vun de Joren entwéckelt.

Mir sinn der Meenung, well mer einfach wëssen, datt eng gesamteuropäesch Friddensarchitektur déi beschte Friddensgarantie fir eis all um europäesche Kontinent ass, datt mer eis sollen op dat besënnen, wat mer 1999 beim Sommet vun Istanbul an 2010 beim Sommet vun Astana zesummen uitgemaach hunn, fir kënnen eng gesamteuropäesch Sécherheitsarchitektur sécherzestellen, déi am beschten d'Interesse vun all Mënsch op eise Kontinent garantéiert.

Dann hutt Der geschwat ..., ech mengen, nom NATO-Elargissement. Wat war deen anere Punkt, Här Bausch? Hëlleft mer.

M. François Bausch (déi gréng) | Minsk.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst et elo just ganz kuerz maachen, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci. Minsk, jo, Minsk. Do wëll ech awer och drop äntwerten. D'Accorde vu Minsk: Et gouf der zwee. Do huet an der Tëschenzäit net den Här Putin gesot, datt e se net wëllt anhalen, mee d'Madamm Merkel, déi mat Frankräich zesumme Garantin war – dat waren den Här Hollande an d'Madamm Merkel, Däitschland a Frankräich ware Garantie vum Minsk-Accord. An allen zwee hu se an Interviewen am Laf vun deene leschte Méint gesot, datt se dat net wollten anhalen, well d'Zil war, der Ukrain Zäit ze verschafe fir opzerüsten. Dat hu souwuel d'Madamm Merkel wéi den Här Hollande an Interviewe confirméiert.

Et ass also falsch. Ech weess net, ob den Här Putin se agehalen hätt oder net. Dat weess ech net, mee déi zwou westlech Garantiemuechten, déi derfir zoustänneg waren, nämlech Däitschland a Frankräich, hu bekannt ginn, datt se se net wollten anhalen. Derbäi kënnt, an ech wëll mat där Observatioun ophalen, datt mer deen Normandie-Format haten. Déi Hären, also Frankräich, Däitschland an ... ech mengen, et war Russland an – ech weess net, wien de véierte scho méi war – vläicht d'Amerikaner waren u sech derfir zoustänneg a si haten e Mandat, och vun eis, fir am Normandie-Format ze verhandele mat Russland.

An et ass vläicht eng Konklusioun, déi ee sollt zéien: Mir sollten eis keng Directorië ginn, déi international Verflüchtungen aginn, déi se da bewosst net wëllen anhalen, wéi mer et an der Tëschenzäit gewuer gi sinn!

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Här Bausch, just fir eng kuerz Richtegstellung an net fir eng Fro an net méi fir eng Diskussioun.

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, nee, ech stelle keng Fro. Ech wëll just nach eng Kéier hei beleen, wéi den Här Kartheiser d'Onwourecht seet. An eise Walprogramm stoungen 2019 zwee Sätz zu de Waffenexporter. Deen ee war: „Zudem müssen Waffenlieferungen, die den Krieg in Syrien befeuern, gestoppt werden.“ An da stoung nach ënnendréiner: „Alle Waffenexporte nach Saudi-Arabien, das eine entscheidende Rolle in diesem Krieg spielt, müssen eingestellt werden.“ Et stoung guer näischt do vun engem generelle Verbuert vu Waffeliwwerungen a Krisengebitter, Här Kartheiser, wéi Dir dat gesot hutt. Mee mir sinn dat do vun Iech gewinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Keng perséinlech Beleidigungen, Här Bausch. Nee, nee, haalt Iech domat zrëck!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass déi Diskussioun ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dat steet awer hei am Text!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn Ären Text net virleien, mee ech géif Iech bidden, Här President, derfir ze suergen, datt den Här Bausch keng perséinlech Remarque mécht!

M. François Bausch (déi gréng) | O, Här Kartheiser, Dir ...

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass deen Dialog ofgeschloss an et ass elo den Här Cruchten, deen d'Wuert huet! Här Cruchten, et ass un Iech.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Haut ass de 734. Dag vun engem Krich, bei deem den Här Putin gemengt hat, dass en no dräi Deeg eriwwer wär. Et ass de 734. Dag, wou mer Zeie gi vu Bombardementer op d'Zivillpopulatioun, op Infrastrukturen. De 734. Dag vu Leed a Misär, vun Doud an Zerstückung. 734 Deeg, an deenen d'Ukrain en heroesche Kampf féiert. An och wann et vläicht fir deen een oder aneren elo ofgedrosche klängt, muss een et ëmmer erëm widderhuelen – et ass wichtig, et ëmmer erëm ze widderhuelen –: D'Ukrain kämpft och fir eis Wäerter mat, an och e Stéckelche fir eis Fräiheet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dem ukrainesche Vollek bleift dobäi kaum eng Nidderträchtgeeket erspuert: Ziviliste gi bombardéiert, fir se ze demoraliséieren, Kanner gi verschleeft an aus hire Famillje gerappt, Prisonéier gi gefoltert an ëmbruecht. An ech kéint déi Lëscht hei weiderféieren.

An ech hunn elo gesot: „734 Deeg“, well mer am Westen dervu schwätzen, dass mer dee Krich elo zwee Joer nokucken – mee dat stëmmt net. Dee Krich, dee leeft ewell vill méi laang. Deen huet ugefaange mat der Annexioun vun der Krim.

A wann ech mengem Virriedner elo nogelauschert hunn, da muss ech awer soen, dass dat net richtig ass, wat e gesot huet. En huet jo hei téschent den Zeile wëlle soen, dass eigentlech mir, de Westen, mat Schold un deem Krich wäeren, well mer Diskussiounen gefeuert hätten iwwer eng NATO-Osterweiderung. An dat stëmmt net, well ... A souguer, wann dat dem Här Putin säin Zil gewiescht wär, da muss ech soen: „Ma PDG: Pech, domm gaangen!“ Well dat, wat en erreicht huet, dat ass, dass zwee nei Memberen an d'NATO agetruede sinn: Schweden a Finnland.

Mir sinn net Schold un deem Krich, mee mir müssen eis awer gefale loosson, ze laang nogekuckt ze hunn. Mir hunn nogekuckt, wéi d'Krim besat gouf. Mir hunn nogekuckt, wéi den Donbass besat gouf. Mir hunn nogekuckt, wéi e Groussdeel vu Georgie besat gouf an haut nach ëmmer besat ass. Mir hunn deemools Warnungen ignoréiert. Mir waren an eiser Confortzon. Eis Passivitéit huet eigentlech den Här Putin a säi Regimm ermontert, fir dee Krich hei esou richtig lasszetréipelen!

D'EU huet awer elo reagiert: 13 Sanktiounspäck sinn decidéiert ginn, a mir gi militäresch an humanitär Hëllef. An dat ass wichtig! Well den Ament d'USA geläamt sinn duerch Innepolitik, ass et wichtig, dass Europa zu sengen Engagementen steet an e staarkt Zeeche setzt als Alliéierte vun der Ukrain.

A mir müssen eng Léier dorauer zéien! Mir müssen dorauer léieren, dass net méi onbedéngt dee bedéngungslose Verlooss ass op eis traditionell Alliéiert vu gëschter. Mee mir müssen draus léieren, dass Europa fir seng eege Sécherheet muss suergen a sech seng eege Moyene muss ginn, fir d'Sécherheet ze assuréieren.

Den Här Premierminister ass net méi hei. En hat vir drun op zwou Froe geäntwert. Ech hätt him gäre gesot, dass mer dës Legislaturperiod nach déi eng oder aner kéier wäerte matenee streiden – am gudde Sënn vum Wuert! Mir wäerten eis warscheinlech bei ville Saachen net eens sinn, an deen een wäert déi eng Propos an deen aneren déi aner Argumenter bréngen am Austausch iwwert d'Problemer vu Lëtzebuerg a vun den Awunner aus eisem Land. Mee bei eppes wäerte mer net streiden: Dat ass bei eiser Ënnerstëtzung an eiser Hëllef fir d'Ukrain! An dofir begrëisse mer déi Zousoen, déi gemaach goufen, dass zousätzlech humanitär a Militärhëllef fir d'Ukrain wäert kommen, och vu Lëtzebuerg Säit.

A kommt, mir loosson eis och elo net an d'Ier féiere vun deene falsche Friddensapostelen, déi elo Verhandlung fuerderen! Well, an deem Moment Verhandlungen ze fuerderen, dat heescht näischt aneschtens, wéi vun der Ukrain ze verlaangen, dass se soll kapituléieren – an dat däerfe mer net maachen!

Dat kënn hier vun de Fake News a vun der russescher Propaganda. Dat ass de Radio Moskau, deen hei leeft. An deem solle mer net nolauschten! Well d'Sanktiounen, och wann eis de Contraire wëll bewise ginn, déi wierken: Russesch Gelder goufen agefruer, Yachten an Haiser goufen confiscéiert oder saiséiert, den Handel mat Europa ass zesummegebrach. Mamme vun doudegen Zaldote protestéieren a Russland géint de Regimm an den Onmutt an der russescher Populatioun ass méi grouss, wéi mir heiansdo mengen.

Et géllt dofir, elo d'Ukrain weider ze ënnerstëtze mat allem, wat mer hunn. A mir müssen eis alleguerte bewosst sinn, dass dës Ënnerstëtzung nach wäert laang gebraucht ginn – haut, muer a virun allem och no deem Krich, vun deem mer alleguerten hoffen, dass e ganz geschwënn eriwwer ass.

Zum Schluss wéilt ech eisen ukrainesche Frënn soen: Mir wäerten Iech net am Stach loosson, net mir an och net eng grouss Majoritéit heibannen am Parlament! A mir wäerten déi Resolutioun selbstverständlech matdroen.

M. Georges Engel (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Domat wär ... Ech hunn nach eng Wuertmeldung. Här Hansen, Dir hutt nach eng Minutt an eng hallef, maximum.

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass pour fait personnel. Den Här Bausch huet gesot, ech soll net den Term „Krich“ gebrauchen. Här Bausch, Dir sidd net deen, dee mir seet, wéi eng Wierder ech ka gebrauchen a wéi eng ech net ka gebrauchen!

D'ailleurs stellen ech fest, dass den Här Cruchten grad vum „Krich“ geschwat huet, den Här Clement vun „zéng Joer Krich“ geschwat huet. An dat ass och genau richtig! Et soll een e Krich och e „Krich“ kënnen nennen. Mir kënnen et eng „illegal Aggressioun“ nennen, ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dat hunn ech net gesot!

M. Christophe Hansen (CSV) | ... eng illegal ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dir hätt sollen nolauschten, dann hätt ...

M. Christophe Hansen (CSV) | Jo, Här Bausch, dann hätt Der dat net solle soen!

M. François Bausch (déi gréng) | Dir hätt sollen nolauschten, amplaz dass Der Iech echaufféiert hei ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hansen ...

M. Christophe Hansen (CSV) | Dir hutt dat dote gesot, wuertwiertlech! A mer kënnen dat herno am Compte rendu nokucken.

M. Claude Wiseler, Président | Här Hansen, Dir hutt nach 45 Sekonnen, maximum.

M. Christophe Hansen (CSV) | Voilà! Ech ginn Iech awer Recht, Här Bausch, wann Der sot, dass dat, wat den Här Kartheiser seet, complètement iergendwou aus der Loft gegruff ass. Verhandlung sinn zu deemem Zäitpunkt net méiglech mat engem Russland, wéi et do ass. Dat ass ganz kloer esou.

Dohanne sinn Honnerttausende Leit ofgemetzelt ginn, Kanner verschleeft ginn, Frae vergewaltegt ginn. Wie géif da soen, wann dat doten halleft Land

scho gefriess ginn ass, et kéint nach iergendeppes Verhandlung sinn?! Verhandlungen, deen eenzege, deen dat am Grapp huet, dat ass den Här Putin selwer. An d'Konditioun dofir ass, dass e seng Truppen integral aus dem ganzen Territoire zrëckzitt, Här Kartheiser!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass ofgeschloss.

Da géife mer elo zum Vott vun der Resolutioun kommen. Ech ginn dovunner aus, dass kee Vote par main levée hei méiglech ass. Also komme mer zum Vote électronique. An ech ginn dovunner aus, dass d'Regierung d'Wuert net freet. Ech ginn och elo dervunner aus, dass Der Iech alleguer agelogg hutt, well soss kënn Der net matstëmmen.

Vote sur la résolution

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreicht. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 52 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. D'Resolutioun ass also mat 52 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen an 2 Enthaltungen ugeholl ginn.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 53 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Résolution de M. Gusty Graas relative à la mise en place d'une commission d'enquête sur les circonstances exactes de la mort d'Alexei Navalny

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 14 de ce compte rendu)

Da komme mer zur nächster Resolutioun iwwert den Doud vun Här Alexej Nawalny. An och do huet de Gusty Graas d'Wuert, fir seng Motioun virzestellen.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Wann et mer erlaabt ass, vläicht awer ee Saz nach ze soen iwwer d'Interventioun vum Här Kartheiser, vu dass mäin Numm jo och do gefall ass. Ech muss soen, Här Kartheiser, Är Interventioun huet mech schockéiert!

Dir hutt de Mëtten hei Partei ergraff. Dat ass Äert gutt Recht, mee Partei fir dee Falschen hutt Der ergraff. Dir hutt am Fong geholl zougelooss, dass hei d'Souveränitéit vun engem Vollek u sech net méi brauch respektéiert ze ginn. Dir hutt u sech hei dem Här Putin d'Offer gemaach, fir Friddensverhandlungen ze féieren. Dir stellt Iech ëmmer als Friddenspartei duer, wéi wa mir alleguer, déi aner, keng Friddensstëfter wieren. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. An dowéinst muss ech mech wierklech a mengem perséinlechen Numm, an – ech ginn dervun aus – am Numm vu ganz villen heibannen, distanzéiere vun deem, wat Dir de Mëtten hei gesot hutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), auteur | Dat geet net! Dat geet einfach net. Ech mengen, et ass Är Meenung. Dir kënt déi hei natierlech ëffentlech manifestéieren, mee dat ass just de Wee, dee mer net solle goen! Wa mer gär hätten, dass de Fridden an Zukunft an Europa, an doriwwer eraus, soll net garantéiert sinn, da solle mer dee Wee goen, deen Dir elo hei proposéiert hutt. Souvill zu Ärer Interventioun.

Ech kommen dann awer zrëck zu der Resoloutioun, zu där anerer hei. Do geet et ëm den Doud vun dem Här Alexej Nawalny de 16. Februar 2024. Ech mengen, och dass ass e grave Moment gewiescht fir déi rechtsstaatlech denkend a fräiheetlech denkend Gesellschaft. An den Här Nawalny, dee während Joren u sech d'Symbol vun der Oppositioun a Russland war, huet säi Liewen elo leider misse loossen, mee en huet awer ganz villes hannerlooss. An dat solle mer och hant heieren.

Mir sinn et gewinnt, dass ass net nei, dass an der Federatioun vu Russland mat ville Mëttele versicht gëtt, d'Oppositioun ëmmer klengzehalen, dass do d'Méiglechkeet, sech fräi ze äusseren, natierlech net besteet an och an Zukunft mat Sécherheet net wäert bestoen. Et ass dowéinst, wéi gesot, e Moment, deen eis awer soll zum Nodenken ureegen: Wat ass d'Rechtsstaatlechkeet wäert? Wat sinn d'Valeuren, déi mir grad an dësem Parlament an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun, an der westlecher Welt verrieden? Wat sinn déi wäert? An dowéinst war et am Fong geholl och d'Initiativ vun der Majoritéit, fir dës Resoloutioun ze ënnerbreeden, fir nach eng Kéier un dat Wierken, un dat Handelen, un d'Aktivitéit vun Här Nawalny ze erënnern, deen de Courage hat, sech während Jore géint e Regimm ze opposéieren, mam Resultat, wat mer all kennen.

Dowéinst si mer der Meenung, dass een net kann dat einfach esou akzeptéieren, dass do musse Konsequenze gezu ginn. Mir denken an éischter Linn drun, fir eng Commission d'enquête anzusetzen, natierlech um internationalen Niveau. Wéi dat konkret soll ausginn, mengen ech, dass muss een herno an enger zweeter Phas duerchdiskutéieren. Dat kann iwwert den internationale Geriichtshaff geschéien.

Mir condemnéieren natierlech och ganz kloer déi Konditiounen, ënnert deene Prisonéier a Russland gehale ginn, besonnesch och, wéi den Här Nawalny gehale ginn ass. Dann awer och déi Manéier, wéi de russesche Regimm géint d'Oppositioun virgeet, an iwwerhaupt, wéi all Atteinte, déi a Russland awer och besteet – a glécklecherweis –, fir u sech awer e Minimum u Fräiheitsgedanken an deem System anzubringen, vu vireiran natierlech ëmmer vun Regimm, wéi gesot, ofgewise gëtt an och bekämpft gëtt.

An da wéilt ech awer och ofschléissend hei soen, dass et fir eis ganz wichteg ass, an dat geet souguer vläicht iwwert d'Grenze vu Russland eraus, dass mer all déi Prisonéier – politesch Prisonéier, all déi Journalisten,

déi sech fir Rechtsstaatlechkeet asetzen, déi sech fir Meenungsfräiheet asetzen, wat nu wierklech déi Valeure sinn, déi mir an eise Parlament verrieden, déi mir iwwert d'Europäesch Unioun verrieden –, dass déi awer och an anere Länner solle garantéiert sinn (veuillez lire: dass d'Valeure vun all deene Prisonéier – politesche Prisonéier, all deene Journalisten, déi sech fir Rechtsstaatlechkeet asetzen, déi sech fir Meenungsfräiheet asetzen, wat nu wierklech déi Valeure sinn, déi mir an eise Parlament verrieden, déi mir iwwert d'Europäesch Unioun verrieden –, awer och an anere Länner solle garantéiert sinn).

Dowéinst: An deem Sënn leeën ech och dës Resoloutioun vir, dass d'Lëtzebuurger Chamber sech ganz kloer fir déi Wäerter asetzt! Ech soen och deene Leit Merci, déi déi hei ënnerschriwwen hunn. Déi Leit, déi net hir Ënnerschrëft drënner gesat hunn, ... Dat respektéieren ech, jiddwerengem seng Meenung. Si kënnen sech och duerno dozou äusseren. Mee ech hoffen trotzdeem, dass och dës Resoloutioun mat enger maximal grousser Ënnerstëtzung wäert zrëckbehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Hu mer zu dëser Resoloutioun Wuermeldungen? Den Här Kartheiser, den Här Wagner, den Här Clement, den Här Bausch an den Här Cruchten. Här Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools Merci, well ech wollt nach vläicht e Wuert soen, ier ech heirobber aginn, iwwert de grénge Walprogramm.

(Hilarité)

Ech wollt just eise grénge Kolleegen, déi hire Walprogramm anscheinend net esou genee kennen, d'Säit 27 vun hirem ...

M. François Bausch (déi gréng) | Lauschtert lo mol no!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech kennen en! Ech liesen en.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech weess, wat Der lo wéilt virlesen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Majo, ech soen Iech et och. Déi Leit, déi eis nolauschten, wëssen dat dann och. Dat war de Walprogramm 2019: „Rüstungsexporte in Kriegs- und Krisengebiete müssen gestoppt werden.“ Säit 27, zweeteschte Paragraf ënnen.

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! An dat also zu deem, wat Der virdu gesot hutt.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech wéll och dem Här Graas äntwerten. Ech appreciéieren dem Här Graas säin Engagement a säin Idealismus. An ech weess, dass en dat ganz eescht mengt, wann en hei Reprochë formuléiert.

Ech wéll em soen, dass mer déi Suerg ëm déi ukrainesch Souveränitéit deelen! Et ass eebe just esou, dass mir realistesch sinn a gesinn, dass déi all Dag e Stéck verschwennt. An ech gesinn net, wéi och an deem Text steet, deen Dir eis virdu proposéiert hutt, dass Russland géif elo akzeptéieren, sech ganz zrëckzezéien. Dat ass illusoresch, a mir si Realisten.

Wa mer wëllen d'Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren, da musse mer verhandelen. Well wa mer et net maachen, da verweisen ech Iech op

verschidden Tweeten an anerer, déi vun héije russeschen Autoritéite sou publizéiert ginn. Do kënt Der da liesen, zu wat dat ka féieren, wa mer dat net maachen. Dat ass net eise Wee. Och mir wëllen, dass dat internationalt Recht respektéiert gëtt an dass mer d'Souveränitéit vun der Ukrain kënnen sou wäit wéi méiglech preservéieren, mee mir maachen dat op eng realistesch Manéier. An ech mengen, dass alles anescht einfach zu näischt féiert.

Dir hutt eis deen Text vun Här Nawalny hei virgeluecht. Mir maache keng Politik mat dem Undenke vun Här Nawalny. Dofir wäerte mer dat hei och matstëmmen. Den Här Nawalny war eng wichteg Perséinlechkeet a Russland an op der Welt. En ass unerkannt gi fir seng Lutte géint d'Korruptioun. Ech hunn déi Filmer och gekuckt. Ech muss soen: Ech war ëmmer beandrockt drun deem, wat e gemaach huet. E war a senger Politick och dacks ëmstridden – Dir wësst dat. Ech mengen, mir brauchen elo net dorunner ze erënnern.

Den Här Nawalny ass leider an engem fréien Alter gestuerwen. En ass allerdéngs gestuerwen, sécher geschwächt duerch déi dacks onmenschlech Zoustänn, déi an deene Prisonge sinn, mee awer warscheinlech iwwer en natierlechen Doud. Dat ass wéinstens dat, wat de Chef vun militäresche Geheimdénkscht vun der Ukrain seet. Deen ass jo net verdächtigt, e Putin-Unhänger ze sinn. An de Generol Budanov, seet, „I may disappoint you, but as far as we know, he indeed died as a result of a blood clot. This wasn't sourced from the internet, but, unfortunately,“ seet den Här Budanov, „natural causes.“ Dat ass also dat, wat den Äerzfeind vu Russland seet. An domadder, mengen ech, dass dat awer e bëssen ënnermauert.

(Interruption par M. François Bausch)

Et ass wéi gesot, ... Jo, en ass doudsécher och geschwächt gewiescht duerch déi Haftbedéngungen. Do si mer eis eens, jo. Mee en ass awer net absichtlech ëmbruecht ginn.

(Interruptions et brouhaha)

Nee.

M. Yves Cruchten (LSAP) | En ass vergëft ginn!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, mee dat ass jo ...

Une voix | E gouf vergëft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech weess net, ... Wësst Dir, wat den Ënnerscheid ass zwëschent engem Assassinat, engem Meurtre oder enger Mort naturelle? En ass geschwächt ginn. A mir kritiséieren déi Haftbedéngungen, déi a Russland sinn! An dat ass och deen nächste Punkt, deen ech wollt opwerfen.

(Interruption par M. François Bausch)

Här Bausch, frot Iech d'Wuert, wann Der eng Fro hutt.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass mindestens Homicide volontaire.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass nämlech esou, dass mer och géife mengen, dass mer sollten déi Fro vun Strofvollzuch a Russland, well deen ass an eisen Aen net ..., deen entsprécht absolut net deene Standarden, déi ee kann erwaarden an eiser moderner Welt. An dat si Saachen, déi een och sollt u paneuropäesch Institutiounen erundroen, wéi zum Beispill den ODIHR am Kader vun der OSZE.

Et ass an deem Sënn bedauerlech, dass Russland sech aus dem Europarat zrëckgezunn huet, well do kéint een et och am Kader vun Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter uschwätzen, wat eeben elo net méi méiglech ass, wat sécher bedauerlech ass.

Mee, ech mengen, mir sollten och kucken, fir esou Froe géintiwwer dem ODIHR oder aneren Instanzen, déi sech kënnen mat juristeschen ... oder dem Strof-vollzuch an der Justiz vun engem Land, vun engem Memberstaat vun der OSZE befaassen, datt mer dat och do kënnen virbréngen. Well ech mengen, datt mer domadder villen anere Leit, déi an enger änlecher Situatioun sinn, awer kéinten e Gefale maachen, fir hir Situatioun vläicht ze verbesseren.

Dat gesot, wäerte mir dat als ADR matstëmmen, och am Udenke vum Här Nawalny, wou mer alleguer der Meenung sinn, datt en eis leider op eng ganz schlëmm Manéier vill ze fréi verlooss huet. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert un den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir hunn dës Resolutioun zwar net matënnerschriwwen, mee mir wäerte se matstëmmen. Et geet éischer em eng Fro vu Formulatioun. Wann een eppes matënnerschreift, ass een u sech e bësse mat Auteur.

Wann d'Resolutioun dovunner schwätzt, datt den Här Nawalny och de gréissten Opponent war vum Regimm vum Här Putin: Dat ass vläicht wouer, och vu westlecher Siicht. Mee de Problem ass: A Russland gétt et vill, vill, vill Opponenten, deenen et ganz schlecht geet. Zemoos als Lénken dierf een dat och ni vergiessen.

Et ass net evident, e Lénken ze sinn a Russland. Dat ka Prisong bedeuten, Strofkolonie oder och den Doud, genausou wéi beim Här Nawalny. Während Jore souz den Här Sergej Udaltsov, President vun der Lénksfront, mat där ech a villen Hisiichte guer net averstane sinn, och ganz laang am Prisong. Et ass manner Pub fir dee gemaach ginn. En ass glécklecherweis erauskomm, an och lieweg. Ech war och net ganz mat deem ëmmer averstan – mam Här Nawalny och net!

Et soll een net schlecht iwwer Doudeger schwätzen. En hat en erratesche Parcours, dee vläicht typesch russesch ass: vum Wirtschaftsliberalismus zum Nationalismus, voire zum Rassismus och natierlech. An duerno ass hien erëm méi an d'Mëtt geréckelt an esou weider. Dat alles justifizéiert net, wat him geschitt ass.

Et gesäit ee jo reegelméisseg, wat engem Opponent a Russland geschitt. Dat kann ee kengem wënschen. An dofir wäerte mer och dës Resolutioun matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet den Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, Léif Kolléeginnen a Kolléegen, et mécht mech e bësse bedenklech, wat ech elo an där éischer Interventioun op déi Resolutioun heibannen héieren hunn. Dat gétt mer e bëssen d'Gefill, wéi wann déi nämmleche Partei och der Meenung wär, datt all déi Leit, déi a Russland aus de Fënsteren falen, och un enger Mort natuerlecher gestuerwe wäeren, ...

(Interruption)

... wat vläicht net falsch ass, wann een et kuckt, mee se si sécherlech och net ganz fräiwëlleg aus där Fënster gefall.

Also, dat gesot, hunn ech seelen heibannen esou eng Propaganda aus dem Kremli héiere wéi haut de Mëtten. Ech mengen, datt sech hei eng Partei, an eng eenzeg Partei heibannen, nach zum Satellitt vun RT a Sputnik wëll maachen, an ech weess net, wat

se domadder bezwecke wëllen. Mee ech fannen op alle Fall, datt et wierklech en Aarmut heibannen ass! An Dir kënnt do sou vill réffelen, wéi Der wëllt, et ass wierklech ..., et ass un Iech adresséiert. Dir wësst schonn, dass Der gemengt sidd. Ech wäert do lo net nach weider drop agoen.

Den Här Nawalny war net ëmmer e Gudden. Den Här Nawalny huet sécherlech och Saache gesot, gemaach, déi net menger Meenung entspriechen, net menger politescher Blutgrupp entspriechen, an et ass och sécherlech net ëmmer alles, wat en Oppositionellen, dee verfollegt gétt, an engem anere Land mécht esou, datt mer dat ëmmer gutt fannen!

Et ass awer als Demokraten eis Pflicht, eis derfir anzesetzen, datt et Opposition a Länner nach ka ginn! A genau dowéinst ass et esou bedenklech, datt hei eng Persoun, där hiren eenzege Crime an hirem Land u sech war, géint e Möchtegern-Emperor ze sinn, dofir an de Prisong koom a mat 47 Joer dann anscheinend un enger Mort natuerlecher soll gestuerwe sinn, déi natierlech, an dat muss een heibanne ganz kloer soen, doru liéiert war, datt se um Polarkrees agespaart war, an engem Lager, wou d'Konditiounen méi schlëmm si wéi alles, wat mir eis hei kënnen virstellen, well au contraire zu deem, wat virdrun hei ugeklongen ass, war dat net e Prisong, wou einfach keng Tële war: Dat war en Aarbechtslager um Polarkrees, ënnert deene prekärsten a penibelste Bedéngungen. Esou mat Oppositionellen ëmzegoe weist, datt Russland d'Demokratie net héichhält!

Dat heescht, wann Der Russland esou gutt fannt, kënnt Der jo dohinner goen, well ech mengen, datt Der do keng Oppositionspolitik kéint maachen, well et géif Iech ergoe wéi dem Nawalny. A genau dowéinst ass et wichteg, datt mir eis hei zu Lëtzebuerg weiderhi fir den Erhalt vun der Demokratie asetzen an domadder och dem Gedenke vum Alexej Nawalny. Mir stëmmen dat heite mat.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll da soen – leider muss ech dat nach eng Kéier, well den Här Kartheiser jo Spezialist ass, wann en eppes zitéiert, dat dann ëmmer erëm falsch ze zitieren: En huet nämlech nëmmen e Saz zitéiert aus dem Programm vun 2019. Et steet awer och nach ee Saz virdrun, do steet nämlech, datt „Missionen auch parlamentarisch“ – also militäresch Missionen – „durch das Europäische Parlament kontrolliert und regelmäßig evaluiert werden“. An dat, wat ënnendrer steet, dat sinn natierlech Rüstungsexporter, déi eeben net parlamentaresch kontrolléiert sinn a wou et keng Missiounen gétt. Selbstverständlech si mer do dergéint an do si mer och nach haut dergéint. Eis Meenung huet do guer net geännert.

Här President, zu där Resolutioun hei: Et geet guer net eleng em den Numm Nawalny, et geet och net em eng eenzel Persoun. Et geet einfach drëms, datt den Här Nawalny symbolesch eigentlech steet fir dat, wat an deem Land passéiert. Wann Der e Beweis gebraucht hutt, fir ze weisen, wat et heescht ..., wann een diskutéiert doriwwer, datt ee mam Här Putin, mat deem Regimm do muss verhandelen, da gesäit een am beschten um Beispill dovun, wat dem Här Nawalny passéiert ass, zu wat dat féiert. Da gétt ee fir d'éischt emol vergëft, woufir säi kriteschen Zustand oder säi schlechte gesondheetlechen Zoustand. Dee koom jo net vun ongeféier: E war vergëft ginn. En ass just gerett ginn am Westen zu Hamburg (veuillez lire: Berlin) deemools, vun Dokterinnen, soss wär en

do schonn em d'Liewe komm. Do wär et kloer e Mord vun deem Regimm.

En huet duerno de Courage gehat, awer zrëckzegoen a säi Land, fir ze versichen, op eng demokratesch Aart a Weis Opposition ze maachen. An dann ass en direkt, wéi en deen éische Fouss op de Buedem gesat huet vu sengem Land, an de Prisong gestach ginn. An da muss ee sech jo och emol d'Fro stellen: Firwat ass en dann iwwerhaupt an de Prisong gesat ginn? En huet jo do soi-disant, entre guillemets, Condamnatiounen kritt. Wann ee sech dat uliest, firwat e condamnéiert ginn ass, da stinn engem d'Hoer just zu Bierg, an eigentlech ass et fir mech net nozevollzéien, datt een an iergendengem Sënn hei ka versichen, Entschëllegungen ze siche par rapport zu deem Regimm fir dat, wat do passéiert ass.

Well, wann Der kuckt, wat an deene leschte Jore passéiert ass, wéi vill Leit aus der Fënster gefall sinn, vergëft gi sinn, erschoss gi sinn – elo och rezent nach deen desertéierten Zaldot, dee matzen a Spuenien op der éffentlecher Plaz brutal erschoss gouf, manifestement vun russesche Geheimdëngscht –, do brauche mer guer keen Zweifel drun ze hunn, datt déi dat waren. Da gétt et fir mech net vill ze diskutieren. Da muss een einfach just eppes maachen: dat ass, dee Regimm, mat all deem, wat en duerstelt a wéi e funktionéiert, condamnieren an all déi ënnerstëtzen, déi derfir wëlle suergen, datt dee Regimm do endlech zu Fall kënnt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Loosst och mech fir d'éischt emol eppes korrigieren, wat den Här Kartheiser gesot huet! En huet gesot, dass Russland, d'Russesch Federatioun, de Conseil de l'Europe, den Europarat, verlooss hätt. Dat ass awer net richtig! Richtig ass, dass de 15. März 2022 d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, déi mer jo gutt kennen, well mer zesammen do Member sinn, eestëmmeg – eestëmmeg! – en Avis ugehol huet, fir den Ausschloss vun der Russescher Federatioun ze verlaangen, an dass de 16. März de Comité des ministres vum Conseil de l'Europe déi Decisioun ëmgesat huet an d'Exklusiv vum der Russescher Federatioun aus dem Conseil de l'Europe no 26 Joer Memberschaft beschloss huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee ech hat virdu gesot, dass et ..., mir schwätzen hei vum 734. Dag Krich fir d'Ukrain, mee et ass och de 734. Dag Krich fir Russland. A mir mierken ëmmer méi: De Regimm huet Angscht. Déi eng falen aus der Fënster, déi aner hunn en Accident bei der Juegd. Am Ëmfeld vum President Putin ass kee Mënsch méi sécher. Mee net nëmmen a sengem Ëmfeld! Virun allem och Journalisten, déi politesch Opposition sinn onsécher. De Boris Nemzov gouf ëmbruecht – haut ass den néngte Joresdag vu sengem Doud –, gradewéi d'Madamm Politkowskaja an de Wladimir Kara-Mursa. Och si sinn ëmbruecht ginn (ndlr: M. Yves Cruchten rectificiera ultérieurement cette déclaration). An eeben elo och den Alexej Nawalny, iwwert dee mer hei an där Resolutioun schwätzen.

Dofir ass et fir mech wichteg, dass, wa mer haut den Doud vum Alexej Nawalny bekloen a verurteen, mer domadder och un all déi aner denken, déi fir hir Iwwerzeegungen a Russland antrieden a fir hir Iwwerzeegungen hiert Liewen hu misse loosse. Nieft all deenen, déi op tragesch Aart a Weis ëmkommen, sinn aner, déi agespaart ginn, zu Honnerten, zu Dausenden. Déi eng just, well se vläicht Blummen néiergeluecht hunn, fir un den Här Nawalny ze

erënnere, anerer, wéi op den Dag haut den Oleg Orlov, Matbegrenner vun der ONG Memorial, mat där eng Partie vun eis an der Vergaangenheet vill zesummeschafft huet, ginn enner fadenscheinigen Argumenter an de Prisong agespaart, an dat fir Joren.

Eng Meuterei am Militär ass nach eng Kéier esou just gutt ausgangen. Mee wie seet eis dann, dass dat déi nächst Kéier net kéint aneschtens ausgoen? Dofir, jo, de Regimm vun Wladimir Putin huet Angscht an e beweist eigentlech mat all deene schrecklechen Doten do der ganzer Welt, awer och sengen eegene Leit, dass en en Onrechtsstaat ass an dass em net ze trauen ass. An dofir wäerte mir dës Resolutioun selbsterständlech matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann geet d'Wuert un den Här Hansen.

Une voix | Très bien!

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Evenementer ëm den Doud vun Malwaly sinn dramatesch. Et ass net déi éischt Attack, déi et op säi Liewe gouf. Et gouf och schonn Attacke mam Nowitschok. Dat ass, mengen ech, Iech alleguerten en Term. An notamment ass dovunner och eng vun de Konsequenze vun de Symptomer d'Koa-gulatioun an d'Verstoppe vun de Longen.

Här Kartheiser, wann Dir besser Bescheed wësst wéi déi aner, dat ass natierlech schéi fir Iech, mee ech mengen, mir sollten eis net erlaben ze jugéieren, u wat den Här Nawalny gestuerwen ass.

Den Här Nawalny war eng Persoun, déi de Sacharow-Präis vun Europäesche Parlament krut, well et eng Figur war, déi Symbolik hat fir eng Resistenz, eng Resistenz, déi schikanéiert gouf, eng Resistenz, déi an de Prisong gesat gouf, eng Resistenz, déi brutal futti gemaach gëtt. An den Här Nawalny ass, trotz all deenen Aggressiounen, déi en a sengem Liewe kann huet – an ech mengen, dat ass dat Wichtigst, dat mer mussen haut hei bedenken –, eng Symbolfigur. Et ass un eis, déi Symbolfigur och dignement ze honoréieren. An dofir kann d'CSV déi heite Resolutioun och ganz kloer ënnerstëtzen.

Et hätt een nach viles méi kënne soen. Et hätt een e ganz Buch kënne schreiwen iwwert den Här Nawalny a seng Resistenz a säi Courage virun allem, an dee Courage ass eppes, wat dramatesch dohannen ënnermauert gëtt. An ech mengen, mir missten och heiansdo e bësse méi Courage hunn. Dofir si mer als CSV honnertprozenteg en ligne mat dëser Resolutioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet den Här Cruchten mech nach gefrot, fir eng kuerz Rektifikatioun ze maachen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci. Ech hu mer virun erlaabt, den Här Kartheiser ze korrigéieren. Ech muss mech awer elo selwer och korrigéieren. Ech hunn nämlech fälschlecherweis den Här Kartheiser och scho fir dout erkläert. Deen Här ass awer am Prisong. Ech hunn e bei deene Falschen opgezielt, mee selbsterständlech sinn do ganz vill Leit, déi a Russland enner ganz schlechte Konditiounen als politesch Prisonéier gëllen. An un déi solle mer haut och denken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir déi Rektifikatioun. Ech ginn net dovunner aus, dass d'Regierung wëllt heizou Stellung huelen. Da géif ech proposéieren, ...

(Brouhaha)

Da géif ech proposéieren, dass mer iwwert dës Resolutioun ofstëmme. Wann ech richtig verstane hunn, kënne mer se à main levée ofstëmme. Ass dat esou?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien ass also fir dës Resolutioun? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Merci.

Dann d'Géigeprouf: Ass een dergéint?

Ass een, dee sech enthält?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

10. 8229 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass de Projet de loi 8348 iwwert d'Hëllef fir Betriber. Nee, pardon. Dat ass de Projet 8229 iwwert d'Bereetstellung vu radioelektrische Geräter um Maart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, alleguer d'Fraktiounen hu fënnf Minutten an alleguer d'Sensibilitäten och, an duerno huet d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif alleguer, d'Dränglechkeet, ze handeln a géint de Klimawandel virzegoen, bleift eng vun de grouse gesellschaftleche Responsabilitäten vun eiser Zäit. Méi wéi jeemools virun ass et wichtig, déi digital an déi gréng Transitioun virun unzedriewen an ons Welt, an domat och ons Zukunft, nohalte ze schützen.

Fir dëst ze férdere, huet d'Europäesch Unioun mam European Green Deal en éischte Pak u Moosname presentéiert, fir dëst Zil ze errechen. Eng vun de Mesürene ass an deem Kader beispillsweis, d'Kreeslafwirtschaft auszebauen an d'Nohaltegkeet ze férdere. An deem Sënn gouf 2022 eng Direktiv deposéiert, déi eng Eenheetlechkeet beim Dispositif de charge, also den Opluedkabelen, vun enge sëllegen elektronischen Apparater um europäesche Marché virschreift.

De Projet de loi, deen ech elo virstellen, betrëfft d'Transpositioun vun dëser Direktiv um nationalen Niveau. Bis haut haten d'Produzente vu mobillen Apparater de Choix, ze bestëmme, mat wat fir engem System hir Produite solle kënne opgeluede ginn. Dëst huet derzou gefouert, dass et haut eng grouss Unzuel vu verschiddenen Uschlëss um Marché gëtt. Zousätzlech dozou ass de Marché och fragmentéiert, well verschidde Produzente fir hir Produiten hauseege Systemer fir opzeluede kreéiert hunn, fir eebe just d'Konkurrenz ze limitéieren.

Dës Hellewull u verschiddene Kabelen, Adapteren an Apparater huet oft och vill Nodeeler fir de Verbraucher: Mat all neiem Apparat, dee kaf gëtt, féllt sech doheem och de Kabeltirang. Wann ee sech

ënnerteneen hëllef wëll, ass oft net dee richtige Kabel derbäi, an déi Outillen, déi net méi gebraucht ginn, suergen natierlech fir elektronischen Offall, dee sech mat de Joren accumuliert.

Alles dat soll sech duerch d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv änneren, déi den universelle Chargeur vum Typ USB-C fir eng grouss Unzuel vun den elektronischen Apparater virschreift, wéi zum Beispill Tastaturen, Kopfhörer, Handyen, Tabletten oder och Laptops. Dës Mesüre wäerten deemno de Marché vun de Chargeuren harmoniséieren, wouduerch den elektronischen Offall ka limitéiert an d'Ëmwelt nohalte geschützt ginn.

D'Interoperabilitéit tëschent de Geräter bréngt also eng Rëtsch Virdeeler mat sech: méi Confort fir de Verbraucher, mander Ausgabe beim Akaf a manner elektronischen Offall, sougenannt „Elektroschrott“, dee souwuel schiedlech fir d'Ëmwelt, awer och déi mënschlech Gesondheet ass.

Dëse Gesetzesprojet erlaabt et dem Verbraucher awer och, déi verschidden elektronisch Apparater ouni de Chargeur ze kafen. Duerch d'Transpositioun vun der Direktiv muss souwuel säitens de Produzente beim Import wéi och bei den Distributeuren kloer Indicatiounen op der Verpackung vun de Produkte sinn, déi uginn, ob e Chargeur matgelievert gëtt oder net.

De Gros vun de Dispositiounen vum Gesetzesprojet trieden den 28. Dezember dëst Joer a Kraaft, fir d'Lap-toppe géllt déi nei Reegelung ab dem 28. Abrëll 2026.

Här President, léif alleguer, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet dräi Avisen eran. De Staatsrot huet säin Avis de 5. Dezember 2023 eraginn. Vun hinne gouf et keng Oppositioun, mee just eng kleng technesch Reformulatioun. Dës ass an den Amendementer vum Text mat agefloss an am Avis complémentaire vum Staatsrot och guttgeheescht ginn.

D'Chambre de Commerce huet virun allem d'Interoperabilitéit vun de Chargeuren begréisst an ënnersträicht, dass dëse Gesetzesprojet net nëmme e positiven Impakt op d'Natur an d'Verbraucher wäert hunn, mee och d'Innovatioun an d'Konkurrenz um Marché wäert férdere.

D'Chambre de Commerce hat allerdéngs Bedenken, wat d'Vepflichtung vun de Produzenten, den Importateuren an d'Distributeuren ugeet, fir unzeginn, ob e Produit beim Verkaf de respektive Kabel beinhalt. Dëst géif nämlech hinnen no eng zousätzlech Charge fir den Distributeur duerstellen.

Och hätt sech d'Chambre de Commerce gewünscht, dass prezisiéiert géif, dass d'Distributeuren trotzdeem d'Recht hätten, hir Produiten, wou e Chargeur mat derbäi ass, weider ze verkafen am Fall, wou déi ouni Chargeuren temporairement net disponibel wäeren.

D'Chambre des Métiers hat weider keng Observatiounen zum Gesetzesprojet. Si ënnerstëtzen den Text a betounen, dass dësen d'Empreinte environnementale vum Numérique wäert reduzéieren an d'Liewe vun de Verbraucher an den Handwierker wäert vereinfachen.

Fir weider Detailler zum Fong an och den Avisen verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech géif heimadder och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Hartmann villmoos Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndlechen Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwen Riednerin, dat ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci der Rapporterin. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e Gesetzesprojekt am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an e Beispill, wou méi Europa gutt an néideg ass, well mir sinn alleguer frou, e bësse manner Kabelsalat doheem mussen ze hunn, mee a bei engem neie mobile Smartapparat nach deen ale Stécker benotzen ze kënnen, amplaz datt den Hiersteller eng aner Zort vun net méi kompatibelem Ladestecker imposéiert.

D'Direktiv huet hei zwar kleng, awer sënnvoll ugefaangen an näischt verhënnert jo, an Zukunft méi wäit ze goe bei gemeinsame Standarde vu Gekabeln a Kompanie. Mat dësem Text fir d'Obligatioun vun engem universalen USB-Ladestecker duerch d'EU gi mir och e Stéck a Richtung manner Gaspillage a Verschwendung, manner Elektroschrott, manner Wegwerfgesellschaft, well och wa Lëtzebuerg a seng Nopeschlänner wäit iwwert de weltwäite 17,5 % vu Recyclage respektiv Asammele vun elektronischen an elektreschen Ekipementer leien, sou leie mer dach awer bei knapps 50 % elei an eise Géigenden, wou also och nach ka méi verhënnert ginn.

Dofir begréisst d'CSV dësen Text an ech ginn och der CSV-Fraktioun hiren Accord derzou. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Dann ass d'Wuert fir den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir dee gudden Rapport. Mir hunn effektiv, wa mer haut reesen, vill Adapteren, vill Kabele mat an eisem Gepäck, fir déi eenzel Apparater opzelueden. Dat ass en zimmlech grouss Kabelsalat, wéi d'Madamm Modert elo och richteg gesot huet. An da lande se iergendwousch an enger Këscht, a wann ee se da brauch, da fënnt ee se net méi erëm. An dofir ass dat heiten eng gutt Saach, fir sech hei op vill manner Elektroschrott ze eenegen, vill manner Verschwendung vu Ressourcen an dann natierlech och vill manner Kabelkuddelmuddel. An dofir si mir natierlech fir dës Direktiv a mir wäerten dës Gesetzesprojekt och stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir wäerten och dee Projet de loi do matstëmmen. Mir kennen all dee Kabelchaos an et ass wierklech vill Verschwendung vu Ressourcen. Dofir mengen ech, jo, datt et ganz gutt ass, datt mer do ee Standard imposéieren.

Mir wëllen awer eng kleng Warnung aussprieche géint d'Micromanagement vun der Economie. Mir sollten dat wierklech nëmmen an exceptionnelle Fäll maachen. Mir hu leider oft EU-Direktiven, déi onnéideg sinn an déi extreem zentralistesche sinn an déi och der Economie schueden an och der Innovatioun. Mir denken do un de Verbrennerverbuert zum Beispill.

Do ass et wierklech wichteg: Wann den E-Auto esou extreem gutt ass, da wäert e sech och ganz aleng duerchsetzen. Wa mer mussen e Verbuert maachen, wa mer mussen Subventiounen maachen, dann ass dat dee beschte Beweis, datt en nach net massentauglech ass.

Duerfir, mir begrëssen deen heite Projet de loi. An exceptionnelle Fäll ass et wierklech sënnvoll, mee mir mussen oppassen, awer net ze vill Zentralismus ..., an datt dat net ze vill iwwerhand hält.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An dann ass d'Wuert elo fir den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire gudden schrëftlechen a mündlechen Rapport a matdeelen, dass mer selbstverständlech fir dësse Projet stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang Joren huet dat heite gedauert, fir sech op EU-Niveau endlech eens ze ginn, datt déi Kabelsalat da Geschicht ass. Mee de staarke Lobbying huet dann awer derfir gesuergt, datt dës Mesür eréischt elo kënn.

(Interruption)

An elo ass et vläicht e bësse spéit, well vill Produzente setze mëttlerweil éischter op de Wireless Charging, setzen also dorobber, datt d'Luedkabelen ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... ëmmer manner benotzt ginn. An och dann, wann dat heiten elo kënn, huet zum Beispill e grouss Laptop-, Handy- an Tabletsfournisseur, deen no engem Uebst benannt ass, ugekënnegt, si géifen d'Luede vun den Apparater iwwer net vun hinne certifiéiert Kabelen einfach emol drosselen. Dat heescht, wann een da mat deem neie Standard wëllt lueden, da geet et méi lues, wéi wann een de Kabel keeft, wou dann dat Uebst drop ass. Och do muss ee sech dann d'Fro stellen, ob dat dann nach wierklech am Interêt vun deem heiten Text ass. Dëst natierlech just, fir datt d'Leit weider hir Kabele kafen!

Dat ass ze bedauern, well déi 11.000 Tonnen Elektroschrott hätt een éischter kënnen aspueren a virun allem hätt een och kënnen derfir suergen, datt se wierklech agespuert géife ginn. A sollt de Produzent probéieren, dës Reegelen ze ëmgoen, dann hätte mer an eisen Aen och vill méi streng Strofe misse virgesinn, net e kleng Klapp op d'Fanger. Mir hu bei aneren europäeschen Texter gewisen, datt ee ka mat sensibelen Strofen derfir suergen, datt d'Fournisseure sech un d'Gesetz halen.

Mir dierfen net riskéieren, datt et hei nach e weidere Schratt a Richtung Ressourcverschwendung amplaz Ressourcshounung geet!

An, Här President, ech komme ganz kuerz nach op dee Lobbying zrëck, deen ech ugeschwat hunn. Mir sinn der Meinung, datt d'EU-Institutiounen sech hei dréngend e méi strenge Kader hätte misse ginn. Net eréischt säit der Katar-Gate-Affär ass kloer, datt de Lobbyismus vis-à-vis vun EU-Beamten a Mandatairen immens zougeholl huet.

Fir den demokratesche Prozess ze schützen an d'Entscheidung méi transparent ze maachen, bräicht een u sech – a grad bei deem heiten Dossier gesäit een et exzellent! –, datt déi Aktivitéite méi transparent an oppe sinn. Zum Beispill e „legislative footprint“, wou all Dokument, wat iergendwéi am Kader vun deenen Diskussiounen publizéiert gouf, transmettéiert gouf, och verëffentlecht gëtt, fir datt sech eben d'Zivilgesellschaft kann e Bild dervu maachen, wien dann hei probéiert huet, déi Standarden ze verwässere respektiv Zäit ze gewannen.

All Bierger muss d'Recht hunn ze verstoen, wéi esou komplexen Texter zustane kommen, well dat heiten ass jo elo dee leschten Akt vun engem ganzen, u sech muss ee bal scho soen Drama. Et huet ugefaange mat ganz gudden Intentiounen an et hält op mat engem Transpositioun, déi a mengen Aen ze wënschen

iwwer léisst, well se eebe grad keng Zänn huet, fir sech géint Abusen ze verteidigen.

Dat gesot, ass dat heiten e wichtige Schratt. E kënn an eisen Aen awer ze spéit an en ass net konsequent genuch. Nichtsdestotz, och kleng Schrëtt soll ee belounen, an duerfir gi mir eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo d'Wuert: den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz faassen: Endlech manner Elektroschrott, endlech méi Interoperabilitéit vun elektreschen Geräter an endlech eng realistesch Chance, datt och ee mir vläicht eng kéier e Stecker léine kann. Mir stëmmen dat hei mat.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmoools. A grad dofir ass et gutt – fir dass den Här Baum da keen eidel Handy méi hei huet –, dass mer dann a ganz Europa kënnen een eenzegen Handykabel hunn. Dofir ass et wichteg, dass déi Direktiv hei ëmgesat gëtt.

Ech mengen, et ass schonn ugeschwat ginn: Mat där Direktiv kann een an engem Joer ronn 11.000 Tonne Knascht verhënnern! Ech wëll op dëser Plaz, ech hat et bal vergiess, dem Här Weidig awer nach felicitéiere fir den Tour, deen e vum Auto op de Chargeur gemaach krut. Also, dat ass ganz gutt, mee hei gesäit een, ...

(Interruption)

... wéi wichteg Europa ass, datt mer et fäerdegrëngen, 11.000 Tonnen Elektroschrott ze verhënnern. An d'nämmlecht awer och, datt mer ronn 250 Millioune annuell aspuere fir d'Leit, déi sech déi Kabele kafen, wou onnëtz Sue verbëtzt gi si fir näischt.

Et gesäit een also, dass mer hei op där enger Säit Stroum kréie fir den Här Baum, op där anerer Säit fir d'Ëmwelt eppes maachen an en plus och nach eppes fir de Portmonni maachen. Do gesäit een, dass Europa awer wichteg ass an dass et wichteg ass, dass déi Direktiv hei esou kann ëmgesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Minister villmoools Merci. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8229. Den Text steet am Document parlementaire 8229^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8229 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An da Fin du vote.

D'Resultat ass: Jo-Stëmmen: 60. Domat ass de Projet de loi da mat 60 Stëmme géint keng Enthaltung a keng Géigestëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel

Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Fernand Etgen), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas (par Mme Carole Hartmann), Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Poljer (par M. Gilles Baum) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Paulette Lenert), Francine Cloener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8348 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Mir kommen elo zum Projet de loi 8348 iwwert d'Hëllef fir Betriber, déi besonnesch vun der Energie-deierecht betraff sinn, déi duerch d'Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain verursaacht ass. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, alleguer d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hu fénnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo huet d'Wuert d'Madamm Rapportrice Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et virdrun ugeschwat: Déi russesch Invasioun an der Ukrain ass viru ronn zwee Joer ugaangen. Eng vun de grössere Konsequenze vun dësem tragesche Krich ass d'Energiekris an Europa, déi d'Stéit, awer och eis Betriber ganz staark getraff huet.

D'Europäesch Kommissioun huet 2022 den Encadrement temporaire de crise et de transition lancéiert. D'Zil heivunner ass, d'Ekonomie an déi gréng Transitioun ze ënnerstëtzen.

An deem Kader hu mir op nationalem Niveau 2022 Energiemesüeren an place gesat, fir d'Entreprises hei am Land ze ënnerstëtzen. Haut bleift d'Entwécklung vun de Präisser um Energiemarché, déi vum geopolitische Kontext ofhänkt, onsécher an och onprevisibel.

Dëse Gesetzesprojet huet also als Zil, de finanziellen Impakt op d'Betriber, ausgeléist duerch d'Schwankunge vun den Energiepräisser, ze limitéieren. Fir ze verhënnern, dass d'Entreprisé mat enger iwwerraschender Hausse vun hire variabele Käschten an doduerch and hiren operationelle Käschte konfrontéiert ginn, wat zu enger Perte vun der Kompetitivitéit féiert, mussen mir se och weiderhin ënnerstëtzen.

Eng grouss Unzuel vu Lëtzebuurger Entreprises huet am Joer 2022 Energiekontrakter op e puer Joer ënnerschriwwen, fir potenziell an zukünfteg Fluktuatiounen vun den Energiepräisser ze verhënnern. Mee zu deem Zäitpunkt waren d'Energiepräisser nach immens héich, wat heescht, dass dës Betriber haut net vun der Chute vun den Energiepräisser profitéieren kënnen, éier dann d'Kontrakter am Laf vun dësem Joer auslafen.

Am November 2023 huet d'Europäesch Kommissioun Amendementer zum Encadrement temporaire de crise et de transition ugeholl, fir d'Betriber weiderhin ze ënnerstëtzen. Dëst erlaabt et de Memberstaaten, d'Energiemesüre fir d'Entreprises ze verlängeren.

An dësem Sënn ass d'Zil vun dësem Gesetzesprojet, deen ech Iech elo presentéieren, d'Durée vu bestëmmten Energiemesüeren ëm weider sechs Méint, dat heescht, bis zum 30. Juni dëst Joer, ze verlängeren. Soss wieren dës Mesüeren d'lescht Joer Enn des Joers ofgelaf. Dëst géllt fir d'Hëllef, déi d'Käschten, déi duerch d'Benotze vum Gas, der Elektrizitéit, awer och duerch d'Benotze vun Elektrizitéitsreseauen ufallen, decken.

Et ass och virgesinn, d'Aidë fir d'Fraise vum Gas, der Elektrizitéit an den Heiz- a Killkäschte vun den energieintensiven Entreprises ze decken. D'Produzente vun Hëtzt a Biogas oder d'Exploitante vu Fernwärmereseau kënnen och vun der Extensioun vun den Energiemesüre vu sechs Méint profitéieren.

Ausserdeem gouf den Delai, fir eng Demande d'aide ze maachen, bis den 20. Mee verlängert. Fir energieintensiv Entreprisé kann d'Demande souguer bis den 30. September dëst Joer agereecht ginn. Vu datt et manner Demandë gouf fir d'finanziell Hëllef, déi d'Käschte vum Masutt decke sollen, gouf dës Mesür par contre net verlängert.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem och nach vir, de Plaffong fir eng Rei Energiemesüeren ze erhéijen. Dëst géllt fir all d'Mesüeren, déi verlängert gi sinn, ausser fir déi, déi energieintensiv Entreprisé betreffen. Méi konkret heescht dat, dass de Plaffong vun 2 Milliounen op 2,25 Milliounen Euro pro Groupe d'entreprises eropgesat gétt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet véier Avisen eran. De Staatsrot huet a sengem Avis weeder formell Oppositionen nach Observatiounen zu den Ännerungen aus dem Projet gehat. Virun allem huet en awer eng Rei legistesche Remarque gehat.

Den Avis vun der Chambre de Commerce, dee begréisst d'Verlängerung vun den Hëllef fir d'Betriber, déi speziell vun den Energiehaussé betraff sinn.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis och keng Observatiounen eragin an ënnerstëtzt dëse Projet de loi voll a ganz.

D'Chambre des Salariés par contre huet zwar hiren Accord ginn zum Gesetzesprojet, bedenkt awer, d'Aiden hätte missen u sozial Krittere gebonne ginn an dass den Afloss op d'Staatsfinanzen hei net onbedéngt déi maximal Enveloppe, déi virgesi war, beusprocht hätt.

Fir weider Detailler verweisen ech op mä schrëftleche Rapport an ech géif dann och zu dësem Projet de loi d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwene Riednerin, d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo grad virdrun hu mer heibannen dru geduecht, dass virun zwee Joer déi russesch Attack op d'Ukrain ugaangen ass. An domadder sinn Energieversuergung an Energiepräisser och e Problem ginn. Och dat hei Gesetz fousst op engem coordonéierte Virgoen an a vun der Unioun. Et ass déi sechste Verlängerung vum Gesetz vum Juli 2022, zu där d'CSV-Fraktioun och nees hiren Accord gétt.

Mir wëlle jo nach Produktioun an Industrie zu Lëtzebuerg behalen an déi sinn natierlech méi energieintensiv wéi bei Déngschtleeschungsfirmen. Se sinn och dacks méi aarbechtskräftenintensiv. A sou wéi de Marc Spautz scho bei de Virleefegesetz gesot huet: Et ass eis wichteg, heimadder och do dee Moment den Emploi ze stäerken. D'Moosnam hëlleft och, d'Inflatioun fir déi Zäit méi déif ze halen. D'Gesetz zielt fir sechs Méint a bréngt e Level-Playingfield an der Unioun. An op deem Niveau muss och gekuckt ginn, wéi een Erfolleg dës Initiativ duerno kréie wäert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Et ass wichteg a Krisenzäiten, eis Entreprises ze ënnerstëtzen an hinnen déi Hëllef zoukommen ze loosse, déi se brauchen, fir och kompetitiv ze sinn. Hei ass jo eng Verlängerung vu Mesüeren, déi schonn an der viregter Regierung beschloss goufen.

Et weist awer och, dass mer e ganz komplexe Marché hei hunn, dee schwéier an heiansdo ze verstoen ass. Wa mer nämlech virdrun d'Fro vum Mars Di Bartolomeo gelauschtert hunn, dass d'Energiepräisser am Ganzen immens déif si par rapport zu de Jore virdrun, da kéint ee sech elo d'Fro stellen, firwat mer haut hei nach Hëllef fir d'Entreprises hei stëmmen. Mee de Marché ass sou komplex, dass een dat schonn akaaft huet bei Präisser, déi déi Zäit ganz héich waren. A fir elo kënnen kompetitiv ze bleiwen, brauche mer déi Hëllef hei.

Effektiv kann ee sech och d'Fro stellen, firwat déi Aiden hei vun den Entreprises nëmme bedéngt benotzt ginn. Dat huet d'CSL an hirem Avis och gesot. Vlächicht kann de Minister eis och do erklären, firwat dat esou ass, wéi eng Grënn et dofir gétt.

Trotz allem wäerte mir als LSAP deen heite Projet mat Sécherheet stëmmen. An an Zäite vun Onsécherheet ass dat e wichtegt Zeeche fir eis Entreprises. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Elo ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen. Et ass ganz wichteg, dass mer eisen Entreprises eng Stäip ginn. Wat ech awer wëll soen, ass: Ech mengen, dass et faktesch falsch ass, fir einfach ze soen, dass déi Präishausse do aleng vun

der russescher Aggressioun hierkënt. Dat ass definitiv och een Deel dervun, an zemools och d'Onsécherheet, déi dat matbruecht huet. An dat gëtt natierlech an den Energiepräisser reflektéiert.

Do gëtt et awer nach dräi aner wichteg Facteuren. Dat eent sinn d'Sanktioun géint Russland. Ech wëll lo hei net soen, ob d'Sanktioun richteg oder falsch sinn, mee mir mussen eis bewosst sinn, wa mer Sanktioun maachen, datt déi natierlech och d'Präisser affektéieren. An duerfir ass et och wichteg ze wëssen, datt dat ee Facteur ass.

An een zweete ganz, ganz grouse Facteur fir Energiehassen, dat ass déi däitsch Energietransioun, déi am Fong geholl vu villen Experten ugesi gëtt als éischter katastrofal, wéi datt se lo iergendeppes wierklech bewierkt. D'Energiepräisser an Däitschland, déi sinn extreemst geklommen, an dat huet natierlech och en Impact op eise Marché, op Produkter, déi mer kréien, mee och d'Energie, déi mer akafen. Duerfir, dat ass och ee ganz, ganz grouse Facteur, dee bei der Energiehause matdréit.

An dann hu mer och nach den drëtten Facteur, an dat ass halt d'Perturbatioun an de Liwwerketten. Mir hatten elo joerzëngtelaang wierklech ganz sécher Liwwerketten duerch international Shipping Lanes, déi vun den Amerikaner kontrolléiert gi sinn, fir datt d'Sécherheet garantéiert gëtt. An do ass halt de Problem, datt éischtens duerch d'Pandemie déi Liwwerketten deelweis zesummegebrach sinn, an dat huet och extreem op d'Präisser gedréckt. A mir wëssen och, datt den Iran konstant probéiert, och déi Liwwerketten ze ënnerbriechen. An och dat ass e groussen Impact op d'Energiepräisser.

Duerfir ass et menger Meenung no ze kuerz gegruff, fir einfach ze soen, datt dat wéinst der russescher Aggressioun ass. Et ass multifaktoriell. Mir mussen wierklech un all deenen einzelnen Theeme schaffen. A mir kënnen och Subsiden an Hëllef, déi mer ginn, net éiweg verlängeren. Mir mussen och u strukturelle Problemer schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet d'Wuert den Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech sinn elo just eppes Neies geléiert ginn, nämlech datt effektiv d'Energietransitioun an Däitschland d'Gaspräisser an d'Luucht gedriwwen huet. Dat hunn ech nach net sou richteg verstan, mee dat muss ee mer erklären, well ech weess net, wou Däitschland säi Gas hierhëlt. Ech mengen, op der nammlecher Plaz, wou mir et hierhuelen, mee bon, soit. Här President, mir hunn ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Bausch huet d'Wuert!

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ben, wësst Der, ...

(Hilarité)

... den Här Kartheiser, dee ka mech net méi beonrouegen no deem, wat en haut gesot huet.

Mir wäerte selbstverständlech dee Projet hei stëmmen, well et ass jo effektiv eng Verlängerung vun engem Gesetz, dat an der vieregter Regierung schon op den Instanzewee bruecht gouf. Mir fannen et nach ëmmer richteg, datt mer déi Ënnerstützung hei weider maache fir ons Entreprises, duerfir stëmme mir och bei deem Projet derfir.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Elo ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, och ech verstinn déi maartwirtschaftlech Analys do net ganz, wéi wann d'Energietransitioun derfir suergt, datt manner Gas ofgehall gëtt, dann op eemol de Präis soll méi deier ginn, well jo u sech d'Offer d'nämmlech bleibt, d'Demande awer ofhëlt. Also, ech hunn a mengem Ekoscours geléiert, datt doduerch normalerweis d'Präisser erofginn, wann d'Offer méi grouss wéi d'Demande ass. Mee bon, et léiert een ëmmer nei alternativ Fakten hei bäi. Dat ass ... Bref.

(Interruption)

Komme mer zu deem heiten Text awer ganz konkreet. Ech verstinn, datt en nach eng Kéier op den Instanzewee bruecht gouf. Ech verstinn och, datt et wichteg ass, en ze stëmmen. Mir wäerten en och matstëmmen. Ech ginn awer ze bedenken, wat ech och schon an der Kommissioun eng Kéier gesot hunn an och an der Finanzkommissioun, wéi mer iwwert d'Budgetszuele vum drëtten Trimester geschwat hatten, datt ganz wéineg vun deene Suen, déi mer hei u sech provisionéiert hunn, och ofgeruff goufen. Et si 4 Millioune vu 45 Millioune Stand Enn Oktober gewiescht, déi hei iwwerhaupt ofgeruff goufen, wat weist, datt déi meescht Betriber u sech et net brauchen, mee et weist awer och, datt et eeben e puer Betriber gëtt, déi drop ugewise sinn. A genau dofir ass et wichteg, wa mer eng Industrie u Lëtzebuerg wëllen halen, datt mer dat och maachen.

An dofir wäerte mir och den Accord zu deemem Projet ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir si lo geschwënn am véierte Joer, wou eis Ekonomie am Krisemodus funktionéiert. Fir d'éischt war et d'Covidkris, wou déi öffentlech Hand huet missen agräifen, fir Entreprises ze hëllef. Duerno ass den Ukrainkrich, d'Ukrainkris komm duerch d'Invasioun vu Russland an d'Ukrain an déi domat verbonne Problemer. Erëm ware mer an enger Situatioun, datt Entreprises hu misse gehollef kréien.

Mir waren ni géint déi Hëllef. Mir waren ëmmer der Meenung, datt et och dem Staat seng Responsabilitéit ass, Entreprises ze ënnerstëtzen, mee – an an där Linn bleiwe mer awer och des Kéier – mir waren och an deene leschte véier Joer ëmmer der Meenung, datt dat u Konditiounen misst gebonne sinn. Wann de Staat schon Entreprisé Sue gëtt, da misst awer och eppes fir d'Salariéen dobäi erauskommen, verschidde Garantien, zum Beispill d'Garantie, datt e Betrib, dee sou Hëllef kritt, net entloosse kann. Dat ass och dat, wat d'Salariatskummer an hiren Avisen ëmmer gesot huet. Dat ass dat, wat eis Positioun souwuel bei de Covidhëllef fir d'Betriber wéi awer och bei deesen Aiden ass. An där Linn bleiwe mer eis trei, soudatt mer net géint d'Aidë sinn, eis awer aus deene genannte Grënn enthalen mussen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, ech si ganz frou, dass mer zu esou vill

dëst Gesetz hei stëmmen, well et ganz wichteg ass, dass mer déi Aidë verlängeren. Et ass richteg, esou wéi et scho vu Virriedner ugeschwat ginn ass, dass et schon eng Zäit laang ëmmer erëm Verlängerungen gouf. Vun der leschter Regierung gouf et ëmmer erëm Upassungen un déi Aidëregimenter, déi mer hunn.

An d'Madamm Modert hat nach eng Kéier ervirgestrach, dass et ganz wichteg ass, dass mer och bei deemem Projet de loi e Level-Playingfield an der EU hunn, well mer nämlech soss an eng Distorsion de marché kommen, wann iergende Land aus der EU op d'Iddi kënt, vill méi héich Hëllef kënnen auszebeule wéi aner Länner. Genausou wa mer dat hei net géife stëmmen an aner Länner géifen et stëmmen, dann hätte mer och do eng Concurrence déloyale, well eis Betriber manner géife kréie wéi aner Betriber, déi et kënnen hunn.

Et ass ugeschwat ginn: Vun deenen initialen 375 Millioune, déi virgise waren, fir alleguerten déi verschidden Aidëregimenter kënnen ze zerwéieren, sinn op den Dag vum 21. Februar just eng ronn 99 Millioune och wierklech ofgeruff ginn.

Dat weist – an ech mengen, den Här Engel war et, deen drop agaangen ass, Suite vum Här Di Bartolomeo senger Fro virdrun an der Froestonn – d'Volatilitéit vun den Energiepräisser. Natierlech sinn hei Betriber, a wa mer vun all deene verschiddene Regimenter hei schwätzen, sinn et eng ronn 293 Entreprises, déi Aidë kréien. Dat si ronn 2.400 Demandé fir déi Aiden, well e Betrib iwwer e puer Méint natierlech kann déi Aiden hei ufroen. Da gesäit een eebe grad déi Volatilitéit.

Et gëtt Betriber, déi sinn ënnert dem Präis haut um Spotmarché vun deem, wat se virdrun hatten, wa se haut akafen. Dat heescht, déi brauchen déi Aiden hei net. Si kënnen se och net ufroen, well nämlech de Calcul, fir déi Aide hei ze kréien, sech baséiert op en normale Präis vum Gas oder vum Elektresch vu virun der Kris.

Parallèll zu deem Gesetz hei, wat an der Chamber diskutéiert ginn ass, gesi mer och, dass d'Dieselaiddien net verlängert gi sinn, well och dat war een Deel vun den Aidëregimenter, déi en place gesat gi sinn zu engem gewëssene Moment. Mee déi sinn net méi genotzt ginn, well de Präis einfach méi déif ass, soudass déi Aiden op den 31. Dezember ausgelaf sinn an och hei an deemem Projet de loi net méi proposéiert gëtt, fir et ze verlängeren, well do de Präis e ganz aneren ass a well mer do déi komplizéiert Mechanisme vum Akafe vun deene verschiddenen Energiesourcen net mat dran hunn.

Wourëm geet et hei? Et geet am Fong hei bei deemem Projet de loi drëm, nach fir sechs Méint de Betriber eng gewësse Previsibilitéit ze ginn. Well wa mer de Betriber déi Previsibilitéit net ginn, dann ass et ganz schwéier, dass se iwwerhaupt nach kënnen produzieren an an engem europawäiten oder weltwäiten Marché och kënnen matconcurrencéieren, fir hir Produktiounen hei kënnen eriwuerzeginn.

Wann ech virdu gesot hunn, 293 Betriber, déi déi Aiden hei ugefrot hunn, da sinn dat 293 Betriber, déi aus der Industrie kommen, grouss Industriebetriber, déi eebe grad an deemem dote Marché matschaffen an dann och mussen eng Previsibilitéit hunn, besonnesch eeben am Kader vun den Energiepräisser. Trotzdeem ass et awer nach wichteg, d'Verlängerung ze maachen, och wa mer haut op engem déiwe Niveau sinn. Wa muer iergendeppes géif geschéien an d'Präisser géifen erëm duerch de Plaffong goen, da misste mer erëm eng Kéier vill méi vun deesen Aide hei Gebrauch maachen. Just nach zu der Fiche

financière vun dësem Projet de loi: Ronn 27,7 Milliounen, déi nach eng Kéier virgesi sinn, le cas échéant, wa se géife gebraucht ginn. Mee et gesäit een och an dësen Zäiten, dass se am Moment nach net esou staark wäerte sollicitéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8348. Den Text steet am Document parlementaire 8348⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8348 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen an 2 Absten-tiounen. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthaltungen uegheoll ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 8349 – Projet de loi portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées

An da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8349 iwwert d'Qualitéit vun den Dénsgchter fir eeler Leit. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit fënnef Minutten an d'Regierung duerno zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Mandy Minella. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi 8349 ass et, d'Gesetz vum 23. August 2023 iwwert d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit punktuell ofzeänneren, éier dëst den 1. Mäerz a Kraaft tritt.

An deem Kader ass et dowéinst wichteg, dass och dëse Gesetzesprojet dës Woch nach gestëmmt gëtt an dann zäitgläich op den 1. Mäerz a Kraaft triede kann. Nëmme esou kann e reibungsloost Ëmsetze vum Text um Terrain garantéiert ginn, ouni dass de Betrieb am Alldag an de Strukture perturbéiert gëtt.

Als Erënnerung: Mam Gesetz vum 23. August ass fir d'Wunnstrukture fir eeler Leit en neie Personalschlüssel agefuert ginn, fir eng optimal Betreierung ronderëm d'Auer ze garantéieren.

Domadder gëtt d'Unzuel u Fleegepersonal an de Strukture kloer an d'Luucht gesat par rapport zur Situatioun, wéi se aktuell ass, an dat och ronderëm d'Auer.

Et ass net just eng minimal Presenz vun engem Infirmier oder enger Infirmière an enger Persoun vum Betreierungspersonal während 24 Stonne 7 Deeg an der Woch virgesinn, mee et gëtt och verstärkt der Fleegebedierftegkeet vun de Residentë Rechnung gedroen.

De Minister hat et an der Kommissioun gesot, mam Personalschlüssel, wéi en initial am Gesetz virgesi war, wär e liicht iwwert d'Zil erausgeschoss, soudass d'Resultat dozou gefouert hätt, dass dee Schlüssel d'Acteuren um Terrain viru Schwieregkeete gestallt hätt, wat d'Ëmsetzbarkeit betrëft.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt deem Rechnung gedroen an de Personalschlüssel ugepasst. Och wann d'Ufuerderungen also liicht zrëckgeschrauft ginn, wäert awer an Zukunft méi Personal an de Strukture present sinn, wéi dat momentan de Fall ass, fir eng beschtméiglech Betreierung ze assuréieren.

An Zukunft wäerten d'Bestëmmunge follgendermoossen ausgesinn:

Zum enge muss, wéi gesot, zu all Moment eng Mindestpresenz assuréiert sinn, déi sech aus engem Infirmier respektiv enger Infirmière an enger Persoun vum Fleegepersonal zesummesetzt.

Zum anere muss fir all Tranche vu 60 Residenten, där hir Fleegebedierftegkeet tëschent 1 a 5 läit oder déi palliativ Soine kréien, eng zousätzlech Persoun vum Fleegepersonal present sinn.

Bei Residenten, deenen hir Fleegebedierftegkeet op d'mannst 6 ass oder driwwer läit, ass et eng zousätzlech Persoun vum Fleegepersonal pro Tranche vun 30 Residenten.

Fir de Gestionnairen eng gewësse Flexibilitéit ze ginn an der Fluctuatioun vu Residentë mat ënnerschiddleche Besoine Rechnung ze droen, ass donieft och virgesinn, dass déi verschidden Tranchë während maximal 90 Deeg ëm 10 % iwwerschritt kënnen ginn, ouni dass zousätzlech Fleegepersonal néideg ass.

Dës Reegelung gëtt dem Gestionnaire d'Méiglechkeet, sech mat senge Schichtpläng besser kënnen ze organiséieren, a léisst him genuch Zäit, fir zousätzlech Personal ze recrutéieren, wann dat néideg sollt sinn.

Här President, zum Schluss wëll ech nach kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Gesetzesprojet gouf den 22. Januar dëst Joer vum Famillje-minister deposéiert.

De 6. Februar huet de Staatsrot säin Avis erausginn, an deem e gréng Luucht fir de Gesetzesprojet ginn huet. Donieft hunn nach d'CNPD, d'Chambre de Commerce an d'COPAS en Avis verëffentlecht.

D'COPAS huet an hirem Avis dann och ausdrécklech begréisst, dass dës Adaptatioun gemaach gëtt; an huet op d'Noutwendegkeet dovun higewisen.

De Projet de loi gouf den 8. Februar an der Kommissioun virgestallt. D'Kommissioun huet mech och an der selwechter Sëtzung als Rapportrice genannt.

D'Familljekommissioun huet mäi schrëftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 20. Februar uegheoll.

Dat gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella, fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Hei gëtt an engem Text nogebessert, deen eréischt am Juli d'lescht Joer mat 58 Jo-Stëmmen an zwou Enthaltungen uegheoll ginn ass. Dat heescht, souwuel de Minister wéi dëst Haus si gewëllt, zäitno nozebesseren, fir dass dës Ännerungen zäitgläich mam Gesetz vum 23. August 2023 den 1. Mäerz dëst Joer a Kraaft kënnen trieden.

Nieft klengen textuelle Verbesserung gi virun allem ofgeännert Encadrementszuele festgehalen, Zuelen, déi vu muncher Säit scho bei der éischter Ofstëmmung als problematesch respektiv souguer deelweis als onrealistesch ëmpfonnt gi sinn. Wéinst Personal-mangel hätten eventuell Leit vun der Dageschicht op d'Nuetschicht missen ofgezu ginn.

Ee konkreet Beispill aus der Praxis: An enger Struktur, wou den Nuetschlüssel bei fënnef Leit Personal geleeën hätt, ass d'Unzuel lo mat dësem Gesetz nëmmen nach bei véier. Dat kléngt lo no enger klenger Ännerung, mee iwwert d'Joer gekuckt mécht dat awer ëmmerhin 2,3 ETP, also Équivalents temps plein, aus.

Mir sollten d'Ëmsetzung an d'Machbarkeit vun dësem ofgeännerten Text onbedéngt an Zukunft am A behalen: Fannen déi betrafte Strukturen dat néidegt Personal? Wéi kënnen mer d'Beruffsausbildung vum Fleegepersonal an d'Attraktivitéit vun deene Beruffer verbessern? Wéi sinn d'Auswierkungen op d'Pensionspräisser? Hëlt d'Qualitéit dann elo wierklech zou? Dat sinn nëmmen e puer Froen, déi sech an dësem Kontext stellen.

Dofir bleift d'Motioun, déi bei der éischter Ofstëmmung eestëmmege uegheoll ginn ass, och weiderhin aktuell an et gëtt méi wéi jee wichteg, no dräi Joer e Bilan ze zéien.

Zum Ofschluss bleift mer nëmmen nach ze soen, dass d'CSV dëse Gesetzesentwurf natierlech begréisst a matdréit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An dann ass et elo un der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Minella hat elo schonn eng gutt Aféierung gemaach, also brauch ech net nach eng Kéier ze erklären, wat elo hei ëmgesat gëtt. Fir d'LSAP ass et fir d'éischt emol

ganz wichtig hei ze soen, dass mer mat der Zilsetzung vun dësem Projet natierlech ganz averstane sinn. A mir ënnerstëtzen dat och an dës Reegelung mécht och vum Prinzip absolutt Sënn. Mir hunn awer Problemer mam Detail vun de Bestëmmungen, an dëst sinn dräi Punkten, déi ech wëll e bëssen ervirhiewen, wat mer do géife proposéieren.

Den éischte Punkt ass, dass dës Projet de loi net onbedéngt bewierke wäert, dass méi Personal do ass, wou méi Fleg gebraucht gëtt. An der Praxis ass et sou, dass en Haus vu 60 méi liicht flegebedürfte Residenten, also Flegegrad 1 bis 5, een zousätzleche Soignant muss op der Plaz hunn. Sou wäit, sou gutt. Mee en Haus, dat 59 liicht flegebedürfteg Residenten am Haus huet an 29 schwéier flegebedürfteg Residenten, mat engem Flegegrad also vu 6, dat heescht am Ganzen 88 Residenten, muss awer keen zousätzleche Soignant am Asaz hunn. Dat ass net onbedéngt logesch an net am Sënn vun den eelere Leit an ech ka mer net virstellen, dass dat esou gewollt war. An den Text dréit leider der Komplexitéit vun der Situatioun um Terrain net Rechnung.

Den Text misst an eisen Aen nach emol iwwerschafft ginn, fir dass d'Presenz vum Personal effektiv proportional zu de Besoine vun de Residenten ass. Dat geet zum Beispill duerch Koeffizienter jee no Flegegrad oder och, andeems een de Personalschlüssel par rapport zu der Flegezäit vun de Residente festleecht, dee jo iwwert d'Assurance dépendance festgeluecht gëtt. Et ass schued, dass beim Gesetz déi haiteg Iwwerleeungen net berücksichtegt gi sinn.

An et ass och schued, dass elo d'Gesetz siwe Méint nom Vott am Schnellverfere muss ofgeännert ginn. Ech ginn dovun aus, dass trotz dësem Virgoen d'DP zu hirem Zil steet vun enger „héichwärtiger an transparenter Offer un Alters- a Flegeservicer“. Dat ass en Zitat vum Här Claude Lamberty a sengem mëndleche Rapport den 20. Juli d'lescht Joer hei an der Chamber. An ech ginn eigentlech och dovun aus, dass mer alleguerte fir dat Zil astinn.

Mir sinn eis eens: Zousätzlech Personal ass wichtig. Méi Personal garantéiert net nëmme, dass d'Leit allgemeng besser versuergt an encadréiert ginn, méi Personal an der Nuecht erlaabt et och zum Beispill, dass d'Leit bei klenger Problemer sur place an hirem gewinnten Ëmfeld kënnen en charge geholl a behandelt ginn. Et verhënnert eigentlech och, dass se jee nodeem musse mat der Ambulanz an d'Spidol bruecht ginn. A mir wëssen och, dass dat eeler Leit ka ganz schnell aus der Fassong bréngen, an et bréngt natierlech och aner Risikoe mat sech, wa se an e Spidol ageliwwert ginn. An och dës preventiven Aspekt sollt an d'Iwwerleeung mat afléissen, och wann et ëm déi néideg finanziell Mëttele geet.

An dat féiert mech och e bëssen zu deem zweete Punkt. D'Personal kascht an de Problem vun den zousätzleche Käschte gëtt weeder am Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Strukture fir eeler Leit nach an dësem Projet de loi ugeschwat. Wann ee verhënnere wëll, dass et un Enn um Portmonni vum Resident hänkebleift, wier et wichtig, dass déi nei Obligatiounen och iergendwéi kënnen finanziert ginn, zum Beispill bei der Assurance dépendance iwwer en Tarif fir Nuetswaach oder och e Forfait, deen d'Haiser jee no Zuel an Ofhängegekeetsgrad vun de Residente kéinte verrechnen.

En drëtten a leschte Punkt ass natierlech d'Haaptkonditioun, dass mir effikass géint d'Penurie vum Flegepersonal virginn, dass mir et packen, méi Leit an déi Beruffer ze orientéieren, dass mir méi Leit ausbilden an hinne gutt Aarbechtskonditiounen garantéieren, fir dass si och bei der Staang bleiwen an hir Aarbecht mat Freed a Satisfaktioun kënnen maachen.

Dofir hunn ech d'Hoffnung, dass d'Majoritéit mat eis averstanen ass, dass op dësem Punkt muss nogebessert ginn, an dass si dofir eis Motiouen matdréit, fir d'Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen an gläichzäitig sécherstellen, dass déi néideg finanziell Ressourcë fir d'Personal zur Verfügung stinn.

Schlussendlech ginn ech also heimat och den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'No-lauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*

– *considérant le projet de loi 8349 portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées qui vise à « adapter les minima en termes de présences d'agents faisant partie du personnel d'encadrement requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées afin de tenir compte du degré de besoins en aides et de soins des résidents de chaque structure individuellement » ;*

– *considérant le libellé de l'article 1^{er} du projet de loi 8349 portant modification des articles 6, 101 et 106 de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées qui ne permet pas d'atteindre l'objectif poursuivi par le projet de loi,*

invite le Gouvernement à

– *procéder à une évaluation des adaptations introduites par le nouveau projet de loi modifiant la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées dans un délai de deux ans (notamment les effets sur l'évolution de la qualité des services, les coûts et la gestion du personnel) et adapter le cas échéant les minima en termes de présences d'agents faisant partie du personnel d'encadrement requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées pour qu'ils soient proportionnels aux besoins en aides et soins des résidents ;*

– *prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement du personnel d'encadrement supplémentaire requis dans les structures d'hébergement pour personnes âgées suite à la mise en vigueur de la loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées ;*

– *élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à agir contre la pénurie de personnel soignant.*

(s.) Claire Delcourt, Marc Baum, Joëlle Welfring.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wëll mech kuerz halen. Mir begrëssen déi Ännerung vum Gesetz, déi halt d'Situatioun um Terrain méi consideréiert. Ee Problem ass natierlech de Manktem u Personal, an dat ass natierlech ganz schwéier ze léisen, och wéinst dem demografesche Wandel. Mir hunn net méi genuch Kanner a mir hunn ëmmer méi eeler Leit. An do ass et natierlech wichtig, dass mer do kucken, dass mer do vläicht och nach aner Initiative kréien. Duerfir begrësse mer och zum Beispill d'Iddi vun engem Volontariat. An an eistem Walprogramm hu mer och zum Beispill e soziaalt Joer, dat mer proposéieren, wou d'Leit, och all déi Jonk zum Beispill, sech ee Joer laang fir sozial Zwecker asetze kënnen, fir datt doduerch dann och eventuell dat professionellt Personal entlaascht gëtt an datt mer doduerch vläicht een Deel vum Manktem u Personal kompenséiere kënnen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Elo ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll et och kuerz maachen. Mir begrëssen dës Gesetzesvorschlag fir de Betreuings-schlüssel, eeben och geméiss deem, wat de Secteur zum Deel eis matdeelt. D'COPAS huet dat jo och verlaangt. D'COPAS representéiert d'Prestatairen a wollt och, dass de Betreuings-schlüssel eeben net méi just op Basis vun der Unzuel vun de Better, mee och iwwert den Degré de dépendance géif an Zukunft gerechent ginn, wat jo och elo gemaach ginn ass. Dat ass, mengen ech, eng positiv Entwécklung. Och déi proposéiert Flexibilisatioun an déi Iwwergangssphasen, déi virgesi sinn, fannen ech ganz begrëssenswäert. An dann hu mer awer och haut en Avis kritt vum Conseil supérieur des personnes handicapées.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, Madamm Welfring, Dir misst e wéineg méi haart schwätzen. Ech hunn Zeechen, datt d'Leit Iech net richtig héieren.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Et deet mer leed, mee ...

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Nee, et ass net schlëmm. Ech hat gemengt, de Mikro wär méi staark. Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Nee.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Et ass zousätzlech eeben och zum Avis vum Conseil supérieur des personnes handicapées, deen eréischt haut erakomm ass, wou och nach drasteet, dass déi Leit sech och Suerge maachen iwwert d'Qualitéit, den Impakt op d'Qualitéit vun deenen Aarbechte ronderëm déi flegebedürfteg Leit, och d'Sécherheet dovun, an dann op där anerer Säit awer och sech Suerge maachen iwwert déi méiglech Iwwerlaaschtung vum Personal. An dat ass och eng Ursach, wisou mer der Meinung sinn, dass et ganz wichtig ass, dass mer d'Effekter vun dësem Gesetz innerhalb vun zwee Joer scho géifen eng Kéier bewäerten, fir ze kucken, ob muss nogebessert ginn.

Voilà, an dofir kann ech heimadder meng Ënnerstëtzung dem Gesetz ginn, awer och der schonn adresséierter Motiouen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, hei steet ee vun deenen zwéin, déi sech enthalten hate lescht Joer. Ech ka mech nach gutt erënneren un déi Diskussiounen, déi mer haten, an deemools war also zimmlech déi ganz Säit hei zimmlech rosen, dass dat Ganzt esou am Hauruckverfaren nach kuerz virun der Summerpaus duerchgebaatscht ginn ass, dëst Gesetz, awer och aner Gesetze. An ech mengen, d'Resultat gesitt Der elo.

E puer Méint duerno kommt Der schonn erëm heihin an Dir hätt et gäre verbessert, zwar net verbessert zum Gudden, mee verschlechtert fir d'Clienten. Dir gitt erof, dass Der lo einfach emol sot ... Dir hutt deemools – virun de Walen huet dat bestëmmt gutt geklongen – gesot: „Mir maachen et op 30 Better.“ Elo halbéiert Der einfach emol, gitt Der emol hin a sot dann: „A kommt, mir maache lo mol nach 60 Better mam selwechte Personal, wa se an der Staf 1 bis 5 sinn.“ Dat nennt een dann eng Verschlechterung no der Summerpaus, no engem Gesetz, dat Der einfach emol sou schnell iwwert de Knéi gebrach hutt.

Well elo hutt Der jo eng Datz kritt als Regierung – oder déi viereg Regierung. Ech kann där neier de Kapp net wäschen, well déi hat deemools genau déi selwecht Meinung eigentlech wéi mir elo, dass et ze schnell gaangen ass, a se hunn och déi Positionen hei am Haus vertrueden, mee déi al Regierung huet eigentlech eng Datz kritt, well d’COPAS huet hinne gesot: „Dat geet guer net!“ Et feelen eis 310 Leit, fir dat iwwerhaupt ëmzesetzen, wat Dir deemools an deen Text do geschriwwen hutt. Et kléngt zwar gutt, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Et geet awer nach ëmmer ëm d’Leit!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et huet gutt geklongen ... Et geet ëm d’Leit, dofir reegen ech mech jo op, Madamm Cahen! Ech weess, Dir waart laang am Dossier mat dran an ech mengen, mir hunn och vill Diskussiounen doriwwer gehat. An et ass jo dat, wat mech opreegt. Dir hutt deemools net mam Terrain geschwat! An dat ass jo och dat, wat mer reprochéiert hunn, wéi Dir d’Gesetz hei deposéiert hutt.

Den Terrain ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass absolutt falsch! Mir hu permanent ... Mir hunn dat Gesetz mam Terrain zesumme gemaach. Dir sot hei Saachen, déi onwouer sinn!

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, wann Dir d’Gesetz mam Terrain zesumme gemaach hutt, da froen ech mech, firwat den Terrain elo bei Iech komm ass a gesot huet, et wär net méiglech, dat ëmzesetzen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Well se net dat néidegt Personal fannen a gefrot hunn, dass do eng Adaptatioun gemaach gëtt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, mir sinn net ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Da liest d’Gesetz, da gesitt Der genau, wat haut geschitt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, Madamm Cahen, hutt Dir selwer gesot, dass dat, wat Dir geschriwwen hutt – ech mengen, Dir hutt et jo nach deposéiert an den Här Hahn huet et herno ëmgesat –, dat, wat Dir deposéiert hutt, net méiglech war. Dir gitt et jo selwer zou!

Mme Corinne Cahen (DP) | Nee, et geet ëm d’Leit, dorëms, fir d’Leit ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Ma en huet mir eng Fro gestallt, Här President. Et geet drëms, dass mer d’Leit anstänneg versuergen. Dorëms geet et!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee da gitt dach elo net erof!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, et ass elo keng Diskussioun hei. Wann den Här Goergen eppes ze soen huet, da seet en et. Wann d’Madamm Cahen wëllt äntwerten: D’DP huet nach Riedezäit duerno, si ka sech nach roueg aschreiwen, fir déi noutwendeg Äntwerten ze ginn. Här Goergen, maacht Är Developpement fäerdeg, wannhegelfit!

M. Marc Goergen (Piraten) | D’Madamm Cahen stéiert mech net. Ech verstinn awer, dass eng gewëssen Nervosität kënn, wann een esou eng Datz kritt.

(Interruption)

Ech fannen et jo eebe bedenklech an der Qualitéit, well Der elo vun deenen 30 op 60 Better gitt. Dat heescht, dat Personal, wat Der virdru wollt setzen, muss elo 60 Better betreiwen. An dat ass dat, wat mer Suerge mécht an der Qualitéit.

Dir hutt deemools eppes wëllen ëmsetzen, ouni mat deene Leit um Terrain ze schwätzen. An dat ass eent vun ... Mir hunn nach e puer aner esou Gesetzer gehat virun der Summerpau, an dat heiten ass elo de Rateschwanz, deen hei nokënn. Ech weess net, wat mer nach vu Gesetzer wäerte kréien, déi Der deemools schnell duerchgepeitscht hutt a wou Der Feeler gemaach hutt. Hei ass eent dovunner.

An ech maache mer hei wierklech Suergen, dass herno an den Haiser dat doten um Personal wäert hänkebleiwen. Well wann déi elo nëmmen nach d’Hallschent hu vum Personal, also duebel esou vill Leit muss betreiwen, sinn et herno déi Leit, déi d’Nuetschichte maachen, déi duerno wäerten d’Leidtragend sinn.

An natierlech hutt Der Recht! Dir sot, Dir fannt kee Personal. Mee ech war net zéng Joer an enger Regierung fir ze kucken, dass de Beruff esou attraktiv ass, dass genuch Leit do sinn. Mee Dir awer!

Dofir wäerte mer eis haut och enthalen.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir haten eis net enthalen, mir hu fir dëst Gesetz gestëmmt gehat virun e puer Méint. Dat wäerte mer och dës Kéier maachen.

Mee et muss een awer zouginn, dass den Här Goergen effektiv e Punkt huet an deem, wat e seet, souwuel wat d’Vites ugeet, wéi et dee Moment virun der Sommervakanz votéiert ginn ass, wéi awer och elo d’Vites, wéi een dat Gesetz, wat effektiv eréischt viru siwen, aacht Méint votéiert ginn ass, nach eng Kéier séier muss änneren opgrond – an dat ass effektiv richtig – vun enger Penurie u Personal, déi awer och net einfach esou vum Himmel gefall ass, mee déi een eigentlech och hätt kënnen virausgesinn!

An déi Léisung, déi elo hei proposéiert gëtt, ass eng, déi am Bewosstsi vun der Penurie vu Personal eiser Meinung no och sénnvoll ass, nämlech de Personalschlüssel opzedeelen no de Bedürfnegkeete vun deene Leit, déi déi Fleg och brauchen.

Mee mir wäerten net aus där Fro erauskommen, wa mer deen zentralen Elefant, deen an der Dier steet, nämlech d’Penurie vum Personal, net seriö uginn. An duerfir brauche mer, mengen ech, och déi Analys vun deem Gesetz, d’Analys dovunner, wéi dat Gesetz wäert ëmgesat ginn an der Praxis. Duerfir ass awer och d’Fro, wéi sech domat elo d’Käschte wäerte weiderentwéckelen, d’Käschte vun deenen eenzelne Strukturen.

A virun allem mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer un där eigentlecher Zilsetzung, nämlech d’Fleg vun deene Leit ze verbesseren an déi Verbesserung ze assuréieren, festhalen, wuel wëssend, dass et warscheinlech och an deenen nächste Méint a Joren net méi einfach wäert goen.

Mat deenen oder och mat anere kritesche Remarke si mir awer bereet, dës Ännerung matzedroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d’Wuert elo: d’Regierung, den Här Familienminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l’Accueil | Merci, Här President. Fir d’éischt e ganz grouse Merci un d’Rapportrice fir hiren éischte Rapport, dee se hei gemaach huet, d’Mandy Minella. Si war esou komplett, dass ech – an ech mengen, Här President, dat ass

esou gewënscht vun Iech – net méi brauch op den Detail anzegoen. An awer sinn e puer Saache gesot ginn, besonnesch elo um Schluss, déi net ganz richtig sinn, soudass ech awer nach eng Kéier verschidde Saache muss widderhuelen.

Et muss ee wëssen, wa mer haut e CIPA huelen a mer kucken, wéi d’Reglement haut a Kraaft ass, da seet dat, dass ee bis 100 Leit een Infirmier brauch, an doriwwer eraus nach eng Kéier eng Persoun derbäi, ob do 200, 300 oder 400 Leit am Haus sinn.

An deem neien Text soe mer direkt ab dem éischte Bewunner, dass direkt emol zwee Leit mussen do agesat ginn, een Infirmier an een Ecadrant. An da soe mer nach, an dat ass jo dat Neit an dat Flott an deem heiten Text, an duerfir wollte mer dat heiten och änneren, do fällt mir iwwerhaupt guer keen Zack aus der Kroun, fir dat ze maachen: Mir wollten net nëmmen eng Bettenunzuel kucken, mir wollte justement eng Fleegebedürftegkeet consideréieren!

Et ass dat, wat d’Madamm Delcourt zu Recht opgeworf huet. An dat maache mer jo mat deem heiten Text, andeems mer Tranchen definéieren. Fir déi Leit, déi dat am meeschte brauchen, dat heescht, déi eng Fleegebedierftegkeet hu vu 16 bis 15, soe mer, do maache mer d’Tranche méi kleng, do gi mer op 30er-Tranchen, a mer ginn op méi grouss Tranchë fir Leit, déi manner Fleegebedierftegkeet hunn, dat heescht Tranchë vun 1 bis 5.

Domat wäerte mer eng Augmentatioun hu par rapport zu de minimalen Ufuerderungen, wéi mer se haut kennen. An dat ass och gutt esou, well dat Ganz heescht Qualitéitsgesetz an et geet eis ëm d’Servicer fir déi eeler Leit, an do gehéieren och d’Wunnstrukturen derzou, an do gehéiert och d’Personal – an och d’Personal an der Nuecht – derzou.

Et ass e Gesetz, dat am Ganzen 108 Artikelen huet. Mir schwätzen elo iwwer ee vun deenen 108 Artikelen. Dat Gesetz gëtt elo duerch déi hei Adaptatioun, déi mer jo da wäerte maache – ech spieren eng ganz breet Zoustëmmung – sécher nach eng Kéier besser. Ech hunn et an der Kommissioun gesot. Do ass leider net jidderee present gewiescht, deen haut derzou geschwat huet. Dat ass awer, mengen ech, e wichtegt Argument, fir vläicht nach deen een oder aneren ze iwwerzeegen, fir et da matzestëmmen, well ech mengen, dat wier och e wichtegt Signal fir de Secteur.

Mir hu besonnesch an den Altersheemer iwwert d’Zil erausgeschoss mat deem Text, wéi mer e gestëmmt hunn, well et muss ee wëssen, dass mer haut bei Alters- a Fleegeheemer ëmmer manner Differenzen um Terrain feststellen. Firwat? Well d’Leit – an dat ass gutt esou an dat ënnerstézte mir, déi viereg d’Regierung, och déi haiteg Regierung, an ech menge souguer kënnen ze soen, alleguerten, déi mer heibanne sëtzen, ënnerstézte mer dat –, wa se dat wëllen, esou laang wéi méiglech och doheim kënnen gutt versuergt ginn.

Et ass esou, dass d’Leit nach tëscht dräi an engem hallwe bis véier Joer an der Moyenne an Alters- respektiv Fleegeheemer sinn, dat heescht, se bleiwen esou laang wéi méiglech doheim. Dat heescht, d’Leit kommen domat forcement méi spéit dohin a sinn da meeschtens och méi bedürfteg, méi fleegebedürfteg an deem heite Fall, wat derzou féiert, dass mer eigentlech tëscht de Populatiounen net méi dee Risenënnerscheid hunn, wéi mer et soss tëscht Alters- a Fleegeheemer haten.

An notament bei der Personalbeleeung vun den Altersheemer oder a Strukturen, wou d’Leit manner fleegebedürfteg sinn, an där hu mer hei am Land, hate mer däitlech iwwert d’Zil erausgeschoss. An da

muss een dat och akzeptieren. An duerfir hu mer dat och bewusst an de Koalitionsaccord gesat, dat hei unzepassen.

An heibanne si jo och Kollegeen, déi dat wëssen, déi och vum Terrain gesot kruten, dass dat dote si och viru grouss Erausforderunge géif stellen. Net, well méi Personal kënnt, well et kënnt méi Personal an den Nuechten, dat hunn ech Iech ugangs gesot, mee et war notamment fir déi Haiser, wou manner fleegebedürfteg Leit dra sinn, iwwert d'Zil erausgeschoss ginn. An dat ännerer mer elo ëm, andeems mer net nëmmen eng Bettenunzuel kucken – well dat war dat, wat mer gemaach hu mat deem Text, dee mer am Juli gestëmmt hunn –, mee dass mer och der Fleegebedürftegkeet Rechnung droen, soudass ech denken, dass dat eng ganz gutt Saach ass.

Ech mengen, wa mer e bëssen d'Avise kucken, déi erakomm sinn, da schwätzen déi jo awer och derfir, wat jo och d'Parlament hei deelt, dass dat heiten e Schrëtt zur Verbesserung ass. A wa mer bei Verbesserung sinn, ech hunn et hei am Juli gesot, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, an ech soen et hei nach eng Kéier: Dat heiten ass esou e wichtegt Gesetz, wou mer iwwer esou e wichtige Beräich schwätzen, dass et fir mech eng Selbstverständlechkeet ass, fir déi Evaluatioun no dräi Joer ze maachen! Déi Motioun gouf d'ailleurs gestëmmt, ech menge souguer vun deene 60 Deputéierten deemools, fir ze soen: „Mir maachen dat no dräi Joer.“ Jo, dräi Joer ass e kuerzen Delai! An awer sollte mer eis dee ginn, well mer wëssen, dass dat deen een oder aneren Afloss kann hunn.

Wann ech vläicht e Wuert direkt zur Motioun dierf soen, déi d'Madamm Delcourt eragereecht huet. Nach eng Kéier merci dofir. Zweek Joer ass ze vill e kuerzen Delai, wann ee wëllt esou eng Evaluatioun maachen, dofir géif ech et dobäi wëlle beloossen. An ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Gelifit ?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir hate se awer dës Kéier op dräi Méint!

(Hilarité)

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | A jo!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Macht Äre Saz fäerdeg, Här Hahn!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Wéi gesot, ech denken, deen Delai vun dräi Joer nom Akraaftriede vum Gesetz, wat jo elo den 1. März wäert de Fall sinn, ... Ech géif der Chamber proposieren, dobäi ze bleiwen, och wat d'Repercussionen da sinn.

Dir wësst, dee ganze Finanzierungsmodell, wéi en elo ass, deen ass jo heimat net a Fro gestallt. Dat eent ass d'Assurance dépendance, dat anert ass iwwert de Pensionspräis. Dat wäert natierlech och mat an der Evaluatioun beuecht ginn.

An dann ass nach deen drëtten Punkt an Ärer Motioun. Ech hu se elo net matbruecht, mee do frot Der eeben eng Strategie. Do géif ech mengen, et wär scho bal, ech weess, et ass e Wuert, dat net ganz beléift ass meeschtens an den Oppositionsreien, dat ass dat Wuert „superfetatoire“, well am Koalitionsaccord steet genau dat, dass mer eebe grad sollen eis eng Strategie ginn, fir déi Beruffer, sief et am Santébsberäich oder och am Fleegeberäich, méi attraktiv ze maachen. An do ass natierlech och all Iddi wëllkomm. An dat ass eppes, wat mer natierlech wëlle ganz, ganz

seier ugoen, zesumme mat der Gesondheitsministesch, well mer wëssen, dass dat do e ganz wichtige Beräich ass, wou mer och déi nächst Joren nach weider wäerte Personal mussen astellen.

Dat ass eppes, wou déi viiregt d'Regierung – ech kucken hei op déi fréier Gesondheitsministesch – vill Efforte gemaach huet. An awer wësse mer, dass dat eppes ass, wat net ophält. Dat ass e stännege Prozess, dass mer musse kucken, dass mer déi néideg Leit an deenen hei zwee ganz wichtige Secteure fannen.

Dëst gesot, soen ech Iech nach eng Kéier villmools Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Minister villmools Merci.

Domat wär dann eis Diskussioun ofgeschloss a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8349 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8349⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8349 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Et si verschidden Ecranen, déi net fonctionieren. Ech schlëssen de Vott elo of an dann hu mer zwee Stéck, déi mer bäizieleen. Fin du vote.

Här Clement, wéi hutt Dir gewielt?

M. Sven Clement (Piraten) | Abstention.

M. Claude Wiseler, Président | Abstention.

Dann hu mer eng Ofstëmmung mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Abstentionen. Domat ass dës Gesetzestext mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Marc Goergen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Elo hu mer nach eng Motioun, déi d'Madamm Claire Delcourt erabruecht huet, hei um Dësch leien. Ech mache just drop opmierksam, datt a priori bei de Modèle-de-basé keng Zäit virgesinn ass fir d'Motiounen, well normalerweis beim Modèle de base net Motiounen erabruecht gi sinn, obwuel dat och net esou an eiem Reglement steet. Mee et ass zumindest keng Zäit virgesinn dofir. Well mer awer déi Motioun hunn a well se hei zum Text gehéiert, géif ech Iech bidden, ganz kuerz Stellung ze huelen, déi Leit, déi wëlle Stellung huelen. Madamm Delcourt, wollt Dir nach eppes kuerz driwwer soen? Dir hutt et schonn erkläert virdrun.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo. Här President, ech wollt eigentlech ganz kuerz eppes dann derzou soen. Ech hale mech dann och knapp. Jo, einfach just nach eng Kéier fir ze rappelieren: Also hei sinn dräi Punkten, déi eigentlech e bëssen d'Regierung incitéieren, fir einfach nach eng Kéier driwwer nozedenken. De Minister Hahn huet zwar elo schonn am Fong Stellung dozou geholl, wat ech ganz appreciieren.

Bon, ech wollt och nach e bëssen an d'Detailer goen, mee ech hoffen, dass jiddere se esou versteet, wéi se do steet. An ech beloossen et dann och dobäi. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Wie wëllt d'Wuert heizou huelen? Den Här Goergen, den Här Weidig, d'Madamm Minella. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir hate just nach e klengen technesche Problem mam Mikro.

Se ass natierlech sympathesch. Et stinn awer och e puer Saachen dran, déi mech awer elo e bësse verwonnert hunn.

Ech mengen, d'LSAP war elo gefillt 70, 80 Joer an enger Regierung.

(Hilarité)

M. Claude Haagen (LSAP) | 120!

M. Marc Goergen (Piraten) | 120. Merci, Här Haagen, dass Der ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Et kommen der nach dobäi.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo kee Fait personnel, dat do. Dofir géif ech Iech bidden, ...

(Interruption)

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass nämlech gutt, Dir macht mäi Punkt nämlech nach méi staark.

(Brouhaha)

Déi éischt Motioun, déi Der da bréngt, ass, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... dass Der gär eng Strategie hätt géint d'Penurie vum Personal. Jo, kann ee maachen. Kann ee maachen. Ob et awer dat ass, wat politesch éierlech ass, wann ee grad aus der Regierung kënnt a virdrun esou laang d'Verantwortung hat an eigentlech hätt missen déizäit derfir suergen, dass mer haut net op deem Punkt wäeren, ... Well en plus ass et jo nach Äert Gesetz, wou mer driwwer geschwat hunn.

Duerfir kënne mer haut eis Zoustëmmung net ginn a wäerten eis enthalen. Merci.

M. Gilles Baum (DP) | Wëllkomm an der Majoritéit.

M. Claude Wiseler, Président | D'Wuert ass elo fir den Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also mir hunn dat duerchgelies an et ass ok fir eis. Ech mengen, do steet en Delai vun zwee Joer fir ze analyséieren. Ech mengen, no sechs Méint scho gesäit ee jo, ob dat mam Personalschlüssel fonctionéiert oder net. Ech mengen, do brauche mer keng dräi Joer derfir. An et ass ok. Bon, ech si vläicht e bëssen naiv, mee ech mengen, datt de Ministerium automatesch warscheinlech e Follow-up mécht an ech hoffen, datt se déi dräi Saache souwisou scho maachen. Mee ech mengen, et kann net schueden, dat explizitt nach eng Kéier auszeformuléieren. An duerfir wäerte mir derfir stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), rapportrice | Villmools merci. De Minister huet zu de Punkte vun der Motioun scho seng Erklärunge ginn. Dofir soen ech am Numm vun der DP-Fraktioun, dass mir des Motioun net matstëmmen.

Une voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci. Ech hat virdu schonn a mengen Ausféierunge gesot, dass mer hannert där Motioun, déi beim éischte Vott scho war, géife stoen. An dofir géife mer bei desער och dergéint stëmmen.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir kënnt Iech och mat eis enthalen. Dat ass kee Problem.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Marc Baum huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass eng Motioun, wéi mer der ganz dacks hei hunn an déi effektiv Sënn mécht, déi engersäits eng Evaluatioun freet, ... Ob dat elo zwee oder dräi Joer sinn, dat ass awer elo, mengen ech, wierklech e bësse Méckepéilerei, virun allem, well effektiv, wéi de Mars Di Bartolomeo virdu zu Recht gesot huet, no dräi Méint konnt dat hei esou evaluéiert ginn, datt een huet missen Ännerunge maachen, soudatt ech mengen, datt déi zwee Joer awer rasonabel sinn.

Et geet awer virun allem och drëm, fir Mesüren ze huelen, wat de Finanzement ugeet, an déi grouss Fro vun der Strategie, do ass et müsseg, mengen ech, ze soen, wien an der Majoritéit a wien an der Opposition ass, well et ass nämlech och eng Fro, déi net nëmmen de Familljeministère betrëfft. Et ass och eng Fro, déi de Santéministère betrëfft. Evidenterweis, esou Strategien ... Wat d'Penurië vu Personal ugeet, ass et iwwerhaupt bei sozioedukativem Personal, wou mer am Moment zu Lëtzebuerg grouse Mangel hunn. A wat de Mangel méi grouss gëtt, wat de Besoin vun enger Strategie och méi grouss gëtt, soudatt ech mengen, datt déi dräi Punkten, déi d'Madamm Delcourt hei opgeschriwwen huet, absolutt Sënn maachen. An duerfir wäerte mir dat hei och ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet nach d'Madamm Welfring d'Wuert gefrot.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Ech probéieren, dës Kéier méi haart ze schwätzen. Mir kënnen des Motioun natierlech matënnerstëtzen. Ech denken, dass et ganz wichteg ass, wéi ech virdu gesot hunn, dass mer hei en An drop behalen, wéi dat Gesetz sech ëmsetze léisst, dass mer och op

de Secteur lauschteren, souwuel déi Leit, déi an de professionelle Strukture schaffen, wéi och déi Leit, déi do betreit ginn, well soubal do eppes net richtig leeft, muss och reagiert ginn. An ech denken, dass et dofir net kann dräi Joer daueren an dass een an der Kommissioun och muss reegelméisseg do de Bilan maachen innerhalb vun deenen dräi Joer, well ech mengen, soss lafe mer do awer a Problemer eran, wann do muss korrigéiert ginn.

Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géife mer zum Ofstëmme vun desער Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

(Brouhaha)

Ech hunn hei stoen: Jo-Stëmmen: 22, Nee-Stëmmen: 34 – dann zielen ech der Madamm Kemp hir derbäi –, 35, an Abstentiounen: 3. Des Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 23 voix pour, 34 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt épouse Kemp;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Shovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mme Diane Aehm, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Gales, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).

13. 8282 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Cabo Verde pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 janvier 2022

Nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 8282 iwwert d'Konventioun tëscht Lëtzebuerg an dem Cap Vert iwwert d'Ofschafe vun der duebeler Besteuerung an d'Preventioun vu Steuerhannerzüung. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht

an deemno folgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit an 10 Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An elo huet de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar, d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, an dessem Projet de loi geet et drëms, dat Duebelbesteuerungsofkommes mam Cap Vert ze approvouieren. Dëst Ofkommes ass a sech schonn den 13. Januar 2022 ënnerschriwwen ginn.

Et ass en extrem wichtegt Ofkommes, och am Kontext vun de bilaterale Relatiounen – déi, wéi Der alleguerte wësst, exzellent sinn – zwëschent dem Cap Vert a Lëtzebuerg. Et sief och nach bemierkt, datt de Cap Vert e Pays cible vun eiser Kooperatioun ass. An an deem Sënn ass och sécherlech desén Accord en nützlich Instrument.

Ausserdeem hu mer eng grouss kapverdianesch Communautéit och an eisem Land. An an deem Sënn ass och desén Duebelbesteuerungsaccord vu grousser Wichtigkeet.

A sech ginn an desém Accord d'Virgawe vun der OECD ëmgesat. Dat sinn ëmmer déi traditionell Virgaben, déi mer och an deenen aneren Duebelbesteuerungsofkommissen erëmfannen. Allerdéngs ass dat heiten en Accord vun der neier Generatioun an deem Sënn, datt och d'Fonge mat dra sinn, wat jo och fir d'Finanzplaz net onwichtig ass.

Zu den Avisen. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis dëst Duebelbesteuerungsofkommes begreiss. De Staatsrot huet a sengem Avis keng weider Umierkungen zum Inhalt gehat.

Wat elo d'Prozedur betrëfft, ass deséi Projet de loi den 20. Juli 2023 vum Ausseminister deposéiert ginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce koum den 10. Oktober 2023 (veuillez lire: de 25. September 2023). An der Finanzkommissioun vum 19. Januar 2024 gouf de Projet presentéiert. Ech gouf zum Rapporteur ernannt a mir hunn och do den Avis vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce examinéiert. An de Rapport gouf an der Kommissiounssitzung vum 2. Februar 2024 ugeholl. Souwäit dat, wat mäi Rapport betrëfft.

Dann dinn ech, Här President, och kuerz meng Kap als mandatéierte Spriecher vun der CSV un, fir nach eng Kéier ze bemierken, datt mir natierlech als Fraktioun dëst Ofkommes ausdrécklech begreissen. Et ass wichteg, datt mer domadder och d'Netzwerk vun den Duebelbesteuerungsofkommissen, déi eist Land mat senger Partnerlänner mécht, méi grouss maachen.

Ech mengen, mir sinn eis och alleguerten eens, datt d'Duebelbesteuerungsofkommes e wichtegt Instrument vun der Attraktivitéit a vun der Kompetitivitéit vun eiser lëtzebuergescher Wirtschaft ass. A mir begreissen, datt an Zukunft och nach weider esou Ofkommes mat anere Partnerlänner wäerten ofgeschloss ginn.

Dëst gesot, ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar, fir Är schrëftlechen an Är mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, Här Minister, Léif Kolleegen, de Cap Vert ass ee vun eisen Haaptpartner an der Lëtzebuenger Entwécklungszesummenaarbecht a mir hunn och eng gréisser kapverdianesch Communautéit hei zu Lëtzebuerg, mat där mer wierklech frëndschaflech verbonne sinn.

De President vum Cap Vert huet d'lescht Joer zu Lëtzebuerg eng Staatsvisitt gemaach, wat natierlech derzou bäigedroen huet, dass déi bilateral Relatiounen tëschent deenen zwee Länner gestärkt gi sinn.

Mat dëser Konventioun gött et elo e Stéck méi einfach, fir zesummen Handel ze bedriewen à pied d'égalité. An deem Sënn kënne mir als DP-Fraktioun nëmmen eisen Accord ginn zu dësem Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann huet d'Wuert elo: den Här Franz Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, all Duebelbesteierungsofkommes ass eng gutt Saach fir eist Land, well mer effektiv doduerch eisen Aussenhandel weiderbréngen. Mee hei ass et effektiv mat engem spezielle Land, wou mer en Duebelbesteierungsofkommes maachen, wéi dat elo scho gesot ginn ass vum Rapporteur an och vum Guy Arendt. Hei ass en Accord mam Cap Vert, e laangjäregt Partnerland vun der Lëtzebuenger Kooperatioun, säit 1993, wat eng remarkabel Evolutioun matgemaach huet säit der Independance 1975, wou mer och als Lëtzebuerg, mengen ech, vill Meritt hunn an där Zesummenaarbecht, déi mer mat hinne gemaach hunn.

Mir hu gehollef, déi Insel ze electrifiéieren, mir hunn am Beräich vum Waasser, vum Assainissement, ganz viles gemaach. Mir hunn och am Beräich vun der Educatioun a vun der professioneller Formatioun mat hinnen zesummen dat Land wäit weiderbruecht, sou dass se haut wierklech eng remarkabel Evolutioun do gemaach hunn. Haut si mer och aktiv mam Cap Vert am Beräich vun den erneierbaren Energien. An et ass effektiv eent vun deene Länner, wou een och kann eng wirtschaftlech Kooperatioun an d'Ae faassen.

Dat ass net mat all eise Kooperatiounslänner méiglech, mee mam Cap Vert ass et eng Méiglechkeet. An ech war ëmmer der Meenung, als Kooperatiounsminister, dass an deene Länner, wou dat méiglech ass, mer dat och solle maachen. An dass mer dat solle maachen op Aenhéicht, dat heescht, dass mer net sollen eng Aide liée maachen, mee dass do, wou et eng Méiglechkeet gött, mer effektiv déi Geleeeënheet sollen huelen.

Mat dësem Duebelbesteierungsofkommes maache mer effektiv déi Dieren op, fir souwuel an der Digitalisatioun, an den erneierbaren Energien, an de Start-uppen – well am Cap Vert sinn och Start-uppen – mat hinnen zesummenzeschaffen, awer och am Beräich vun de Fongen. Well mir musse kucken, dass eis Fongenindustrie sech méi fir eis Entwécklungslänner, eis Entwécklungszesummenaarbecht, interesséiert. An do ass natierlech esou eng Duebelbesteierungskonventioun wichteg, fir dass dat och wäert de Fall sinn.

Ech sot: „op Aenhéicht“, well et ass wichteg, dass dat op Aenhéicht geschitt an net aus enger Relation de supériorité. Lëtzebuerg huet 15-mol sou e staarke PIB wéi de Cap Vert. Mir sinn ongeféier an der Taille e vergléichbaart Land, wat eis Demografie ugeet, eis Bevelkerung. An ech mengen, dass een ëmmer muss en Accent drop leeën, dass een dat wierklech à titre d'égalité mécht.

Ech si frou, dass d'Regierung dat, mengen ech, och nach weider esou gesäit. An Ärem Regierungsaccord

gëtt vum enorme Potenzial geschwat vum afrikanesche Kontinent, och mat enger Referenz op d'Matières premières. Abee, ech mengen trotzdem an ech hoffen, dass mer eis ëmmer nach eens sinn, dass mer an där Iddi vun der Aide non liée hei weiderfuere.

An deem Kontext ginn ech dann och ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann huet elo d'Wuert: den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Geet de Mikro? Hallo.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, e geet.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir begréissen natierlech als Fraktioun dëst Ofkommes hei ausdrécklech, an dat ëmsou méi, well mer jo haut scho kënne dervu schwätzen, dass mer scho bal historesch gutt Relatiounen hu mat dem Cap Vert an och ganz gutt frëndschaflech Relatioune mam Cap Vert. A grad dowéinst, mengen ech, huet dat hei och eng ganz besonnesch Bedeitung, déi mer just kënne ënnerstëtzen. An duerfir stëmme mir als ADR-Fraktioun mat Jo.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann huet elo d'Wuert: d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech just menge Virriedner uschléissen. Och mir ënnerstëtzen natierlech deen heiten Accord, dee ganz vill positiv Säiten huet. Ech widerhuelen net alles, wat elo hei scho gesot gouf. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et dann nach méi kuerz maachen an einfach Jo soen. Villmools merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Wuert: den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech maachen et e bësse manner kuerz. Natierlech si mir frou hei zu Lëtzebuerg, wa mer gutt Bezéiungen och op wirtschaftlech Niveau hu mam Cap Vert, engem Land, enger eemoleger portugisesch Kolonie, dat mat der Waff an der Hand seng Independance krut vum Salazar- respektiv Caetano-Regimm, mat deem Lëtzebuerg deemools awer relativ gutt Bezéiungen hat. Dofir solle mer oppassen, dass mer eis awer net ze vill als grous Helden duerstellen.

Mir wäerten awer géint dëse Projet de loi stëmmen, wéi mer och prinzipiell géint all déi „Duebelnetbesteierungsaccorde“ sinn, wéi ee se richtegerweis misst nennen a wéi den Här Asselborn se och ëmmer genannt huet. Well mir hunn awer weiderhin e Problem domadder, dass een, dee méi wéi 10 % an engem Fong oder an enger Holding investéiert, u sech seng Dividende komplett steierbefreit huet, amplaz déi 15 % Quellesteier ze bezuelen. Dat funktionéiert an zwou Richtungen. Mee mir mengen net, dass déi Proliferatioun, déi mer hu vun „Duebelnetbesteierungsaccorden“, eng gutt Saach ass, a mir mengen, dass dat éischer derzou féiert, dass mer zu enger kompletter Steierbefreiung vun de Kapitalflëss wäerte kommen, déi justement e grouse Problem duerstellt fir Entwécklungslänner.

An et gouf schon eng Etüd viru Joren zu Lëtzebuerg, déi bewisen huet, dass eis Finanzplaz u sech den Entwécklungslänner méi Suen ewechhëlt wéi dat, wat eis Kooperatioun ginn huet. Si ass jo e bëssen zenséiert ginn, well se derangéiert, mee dat ass awer de Fall.

Dat heescht, mir musse ganz gutt oppassen. Mir wënschen eis och Kooperatioun op ekonomeschem Niveau mam Cap Vert, mee mir mengen net, dass dat strictelement op Steierbefreiung soll berouen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

A dann huet d'Wuert elo: d'Regierung, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. 58 vu 60 Deputéiert, dat ass eng breet Zoustëmmung.

Zweetens wëll ech soen, dass den Här Fayot an dësem Sënn eigentlech dat richteg Wuert gesot huet, nämlech: eng Kooperatioun op Aenhéicht. Mir maachen hei net en Duebelbesteierungsofkommes mat engem einfachen Entwécklungsland. Mir maachen en Duebelbesteierungsofkommes mat engem Partnerland, wat historesch u Lëtzebuerg gewuess ass. An et ass och vun där larger Communautéit vum Cap Vert hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn. Et ass effektiv déi largeste Communautéit vum ganzen afrikanesche Kontinent an et sinn net manner wéi 2.600 Leit mat kapverdianescher Nationalitéit, déi zu Lëtzebuerg wunnen.

Den zweete Punkt ass deen: Jo, et entsprécht all de Krittäre vun de sougenannten OECD-Modeller. Et entsprécht och de Krittäre vun den UNO-Konventiounen an deem Beräich. An ech ginn dem Här Wagner do net Recht. Et ass wichteg fir Lëtzebuerg, dass och d'Fongen dodrënner falen. Firwat? Mee well mer iwwert déi Investmentfongen ... Mir sinn deen zweetgréissten Hub vun Investmentfonge weltwäit. Do si 5.000 Milliarden – et ass méttlerweil souguer méi héich – Suen, déi zu Lëtzebuerg ënnert de Fonge gemanaget ginn.

Abee, grad déi Suen, déi kënne zilfürend och an den afrikanesche Länner, besonnesch an dem Cap Vert, investéiert ginn. An dat bréngt souwuel zu Lëtzebuerg natierlech eppes der Industrie, jo, dat soll een zouginn, mee et hëlleft awer och dem Cap Vert, fir seng Economie weider opzebauen. An ech denken do besonnesch u de Beräich vun den erneierbaren Energien. Kuckt emol, mir schwätzen hei allegueren – oder de Gros vun de Leit haten dat an hirem Walprogramm stoen – vun der sougenannter „nohaltiger Finanzwelt“. Abee, genau dora kënne mer iwwert dee Wee do, Solarenergie, aner Energiequellen, investéieren, wat eng Win-win-Situatioun fir déi zwee Staaten ass. An duerfir ass et och richtig, dass hei d'Fongenindustrie drënner fällt.

En drëtten a leschte Punkt ass deen, jo, mir bekenne eis derzou ..., an do ginn ech dem David Wagner net Recht. Ech respektéiere seng Meenung, mee mir hunn als Regierung eng aner Meenung. Mir sinn der Meenung, dass mer als klengt, mee modernt Land, e Land, vun deem mer wëssen, dass dat och vun eiser Finanzindustrie, mee net nëmme vun där, lieft, de Réseau vun den Duebelbesteierungsofkommes weltwäit net reduzéieren, mee méi grous maache wëllen. An dat zielt!

Mir haten d'leschte Kéier rieds iwwer en Duebelbesteierungsofkommes mat Kolumbien, bei deem ech

d'Chance hat, fir et ze ënnerschreiw. Abee, mir musse present ginn a Südamerika a mer mussen och weider eise Reseau developpéieren op dem afrikanesche Kontinent. Mir hunn de Moment eelef Konventiounen vun Duebelbesteuerungsofkommessen ënnerschriww mat afrikanesche Länner an dovun sinn der aacht schonns a Kraaft. Déi dräi aner, dat ass notamment de Cap Vert ... Ab haut wäert deen dann och, wann dat Gesetz gestëmmt a publizéiert ass, a Kraaft sinn. Da feelen nach Ghana a Ruanda, dee bei eis schonns ofgeschloss ass, mee bei den Autoritéit vum Ruanda nach net. Do ass d'Randifikationsprozedur nach amgaang.

Duerfir ofschléissend nach eng Kéier Merci fir dee breede Support. Dem Här Mosar däerf ech net méi Merci soen. Elo ass dat awer indirekt geschitt. An ech hoffen dann, dass déi breet Zoustëmmung sech och am Vott erëmfënt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. An domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8282. Den Text steet am Document parlementaire 8282³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8282 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Ok. De Vott ass elo ofgeschloss.

Den Här Goergen huet och mat Jo gestëmmt. Da sinn et 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme. Dësen Text ass also uegheoll mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. 8231 – Projet de loi portant approbation de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur, faite à Paris, le 25 novembre 2019

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vum haut. Dat ass de Projet de loi 8231, eng Konventioun iwwert d'Unerkennung vum Héichschulqualifikatiounen. D'Riedezäit ass nees eng Kéier nom Basismodell festgeluecht a folgendermoossen opgedeelt: zéng Minutte fir de Rapporteur, fënnf Minutte fir jiddwer Fraktioun oder Sensibilitéit, zéng Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Liz Braz, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler, huet d'Wuert. Här Bauler.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mat dësem Gesetzesprojet, dem 8231, huele mer haut als Parlament déi global Konventioun iwwert d'Unerkennung vum de Qualifikatiounen am Héichschulberäich un. Et handelt sech heibäi ëm en éischten Traité vum de Vereenten Natiounen iwwert d'Héichschulqualifikatiounen, deen eng global, eng weltwäit Relevanz huet. D'Konventioun selwer ass zënter dem 5. März 2023 a Kraaft.

Et sief gesot, dass och elo scho regional Konventiounen an dëser Matière existéieren, esou zum Beispill d'Konventioun iwwert d'Unerkennung vum Héichschulqualifikatiounen an Europa, déi 1997 zu Lissabon adoptéiert ginn ass. Dës nei global Konventioun versicht dann och net, fir déi regional Konventiounen ze ersetzen, mee fir de besteende Kader an deem Kontext ze kompletéieren, ze ergänzen. De Sënn heivunner ass et, fir iwwert d'Afféierung vum generelle Prinzippien eng gréisser international Mobilitéit vum de Studenten, Fuerscher an de Salaréien ze favoriséieren an d'Recht op eng fair, equitabel an transparent Unerkennungsprozedur vum auslännesche Qualifikatiounen ze promovéieren.

Den Zweck, dee soll erfüllt ginn, besteet doranner, fir e feste Kader fir d'Unerkennung vum Héichschulqualifikatiounen op der Échelle mondiale, also weltwäit, ze schafen an domat d'Vepflichtungen, déi sech elo schonn aus de regionale Konventiounen erginn, op e globalen Niveau auszewäiten, soudass eeben dës Prinzippien och bei deene Länner kënnen promovéiert ginn, déi nach keng regional Konventioun, wéi zum Beispill d'Konventioun vum Lissabon fir den europäesche Raum, ënnerzeechent haten.

Et schwätzt näischt dergéint, dass Lëtzebuerg och déi global Konventioun ratifiéiere kann a soll. Um Niveau vum Héichschulwesen erfëlle mer elo schonn déi verschidden Unerkennungsprinzippien, déi an der Convention mondiale festgehalen sinn, soudass hei keng Upassunge musse virgeholl ginn. Dat géllt och fir nei Elementer an dëser globaler Konventioun, déi den neien Approchen a Weeër a Saachen Héichschulqualifikatiounen wëlle Rechnung droen. Ech géif se kuerz ernimmen.

Dat betrëfft d'Evaluatioun no de selwechte Krittäre fir Qualifikatiounen, déi eng Persoun iwwer sougenannt traditionell oder eeben net traditionell Léierweeër erreecht huet. Eis Prozedur fir déi akadeemesch Unerkennung mécht hei keen Ënnerscheid an deem Sënn,

dass mir all Diplom unerkennen, deen am Land, an deem dësen Diplom eeben ausgestellt gouf, als Deel vum Héichschulsystem unerkannt ass.

Dann en zweete Punkt: Dat géllt och fir d'Unerkennung vum Diplomer am Kader vum gemeinsamen internationale Programmer an zum Schluss géllt et och fir d'Unerkennung vum Acquisen, déi ee schonn am Virfeld gesammelt huet, dëst via de System vum der sougenannter Validation des acquis de l'expérience, wou ee sech besonnesch seng professionell Erfarunge kann ënner bestëmmten, gewëssene Bedéngungen urrechne loosse.

Deen eenzege klengen Ënnerscheid zu de Konventiounen, wéi se bis ewell bestanen hunn, ass deen, datt bis dato just eng Beschreiwung vum de Qualifikatiounen huet mussen existéieren. Elo gétt dat erweidert op eng komplett Beschreiwung vum de Résultats d'apprentissage vum deene verschiddene Studieprogrammen.

Wat elo d'Unerkennung vum Diplomer aus dem Enseignement secondaire ubelaangt, also Niveau Première, Bac, ass et aktuell esou, dass den Educatiounsministère bis dato den Ënnerscheid gemaach huet tëschent deene Länner, déi d'Konventioun vum Lissabon oder och déi vum Paräis ënnerzeechent haten, an deene, déi dat net gemaach hunn. Mee och Diplomer aus Drëttstaate ginn elo schonn evaluéiert. Dat bedeit also, dass d'Konditiounen vum der globaler Konventioun och zu dësem Ablack schonn erfüllt sinn. An Zukunft wäerten also Diplomer aus Länner, déi zwar net déi europäesch Konventioun ratifizéiert hunn, mee déi nei global Konventioun, no den nämmechte Krittäre wéi déi europäesch Diplomer behandelt ginn.

Léif alleguer, e weideren interessante Punkt, deen an der Kommissioun ervirgehewe gouf an deen och wichteg ass, ass virun allem deen, dass dës akadeemesch Unerkennung vum Titelen net ze verwieselen ass mat der professioneller Unerkennung vum Qualifikatiounen am Kader vum de reglementéierte Berufler, wou et also ëm den Zougang, ëm den Accès vum deene Berufler geet.

Här President, zum Schluss nach e kuerzt Wuert zum Avis vum der Handelskummer, der Chambre de Commerce. Si huet an hirem Avis prezisiéiert, dass et wichteg ass, souwuel déi legal wéi och déi administrativ Exigenzen am Kader vum der Unerkennung vum den Diplomer ze vereinfachen. Dëst géif besonnesch den Accès op den Aarbechtsmaart fir vill Leit vereinfachen an och déi geografesch Mobilitéit vum ville Leit, och vum de Schüler a Studenten, begünstegen.

Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Den Accord vum menger Fraktioun soll ech jo separat ginn, Här President, dofir géif ech gären dann nom CSV-Riedner schwätzen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Mobilitéit vum Studenten ass haut ëmmer méi gross an natierlech ass dat hei zu Lëtzebuerg nach vill, vill méi de Fall, zanter éiweg, mat ganz ville Studenten aus Lëtzebuerg, déi jo am Ausland studéieren.

Dofir ass dat Gesetz hei och grad wichtig fir eis, well mir natierlech méi Studenten am Ausland hu mat auslänneschen Diplomer wéi eeben aner respektiv gross Länner.

Elo kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt nach néideg wär, eng explizit a prozedural Unerkennung vun Héichschouldiplomer ze maachen. Elo ass da grad haut am Memorial e Gesetz oder d'Publikatioun vun dem Akraafttriede vum Traité iwwert déi automatesch Unerkennung vun der Qualifikatioun vun dem Enseignement supérieur, deen zu Bréssel 2021 gemaach ginn ass. Den Här Rapporteur hat dovunner geschwat. Dat ass en Text, deen d'Benelux-Länner an déi baltesch Länner u sech an där Hisiicht liiert. Deen Text ass haut am Memorial, deen ass de 5. Februar a Kraaft getrueden, wou et dann heescht: „Bei deene Länner brauch keng Unerkennung méi explizit vun den Diplomer gemaach ze ginn.“

Et wär natierlech flott, wann dat nach op méi Länner géif ausgeweit kënne ginn. Iergendwéini muss ee sech froen, awéiwäit déi Systemer haut nach gutt sinn, déi et vläicht virun enger Häerd vu Jore wuel waren, déi awer vläicht elo net méi esou néideg wäeren.

Trotz allem ass dat hei an déi nei Konventioun, em déi et haut an dësem Gesetz hei an der Chamber geet, eng gutt Norricht an eng gutt Saach. An dozou gétt och d'CSV-Fraktioun hiert Averstännis. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An den Här Bauler huet sech nach eng Kéier ageschriwwen als Riedner vun der DP.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President, dat Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt nach eng Kéier op dëser Plaz den Accord, d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn, soudass dat schéi vum Rapport getrennt ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ok, Här Bauler. Dat ass ganz léif vun Iech. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, mat deem heite Projet stärke mir nach eng Kéier déi international Zesummenaarbecht fir eng verbessert an eng méi modern Approche bei der Unerkennung vun den Héichschouldiplomer.

Nom Rapport bleift mir dann hei nëmmen nach ze ënnersträichen, dass mir als LSAP esou Efforten ëmmer begrëssen an och op déi international Zesummenaarbecht halen, besonnesch bei der Unerkennung vun Diplomer, wann ee bedenkt, wéi frappant dann awer de Personalmanangel a wichtigen, spréich essentielle Secteuren ass a wéi staark eisen Aarbechtsmarché ofhängeg ass vun auslännescher Fachkraaft, an och grad fir ons klenge Lëtzebuerg, wou et eis net méiglech ass, all Typ vu Spezialiste selwer auszubilden, sinn esou Conventiounen e kloer Léisungsusaz, fir eis Lacunen ze behiewen.

Mir ënnerstëtzen dofir dësse Projet, fir d'international Zesummenaarbecht weider ze förderen, wou et Sënn mécht. An dat ass hei kloer de Fall. Dofir sinn ech frou, den Accord vu menger Fraktioun kënnen ze ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. An dann huet den Här Tom Weidig d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Merci, Här Chambers-president. Mir wäerten dee Projet de loi och als Fraktioun matstëmme. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Welfring huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Mir kënnen och deen heite Projet de loi ënnerstëtzen, well d'Mobilitéit an d'Unerkennung vun diploméierte Leit duerch d'ganz Welt eng ganz wichtig Saach ass a ganz ville Secteuren, och hei zu Lëtzebuerg. Dofir kënnen mer dat hei nëmme matënnerstëtzen, d'autant plus, well villes scho besteet an dat hei eigentlech eng Modernisatioun vum Bestand duerstellt an eng Vergréisserung vun der geografischer Portée. Voilà. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet elo d'Wuert: den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi virleidend Konventioun iwwert d'Unerkennung vun den Héichschouldiplomatiounen ass e wichtige Schratt fir d'Verbesserung vun der internationaler Zesummenaarbecht um Niveau vun der Fuerschung a vun der Ausbildung. An dofir fënnt se och eis vollsten Ënnerstëtzung.

An ech fannen et och ganz gutt, wat och virdu scho gesot gouf: U sech mussen mir hei zu Lëtzebuerg net vill drun änneren, fir konform zu där Konventioun ze sinn, well mir de Gros dovunner schonn erfëllen, fir net ze soen alles, mee et sinn e puer technesch Detailler.

Et ass awer esou, dass mer eis trotzdem verbessere kënnen. A virun allem, an dofir ass et esou schéin, ass dat heite jo elo eng Unesco-Konventioun, wou dann nach eng Kéier méi Länner derbäi sinn, wéi wa mer dat op europäeschem Niveau maachen, wa mer dat op iergendwellechen anere Fore maachen. An et ass awer och nach ëmmer esou, dass mer grad bei der Unerkennung vun Diplomer aus den Net-EU-Länner heefeg mat Problemer ze kämpfen hunn, soudatt gutt qualifizéiert Leit hir Studien net oder net vollstänneg unerkannt kréien an domadder dann an eng Situatioun geroden, wou se entweder mussen Studien nomaachen, obwuel se se schonn an hirem Heemechtsland gemaach hunn, oder eeben tatsächlech ganz vu vir mussen mat eppes anerem ufänken.

Ech ginn elo net op spezifesche Fäll an, mee mir wëssen, dass grad a Metieren, wou mer gesinn, dass et eng Prekaritéit u Main-d'oeuvre gétt, mer ëmmer erëm mat deene Froe konfrontéiert sinn, wou Leit, héichqualifizéiert Leit, op Lëtzebuerg wëlle kommen a spéitstens wa se dann hei sinn op eemol gesot kréien: „Jo ok, et ass schéin, dass de hei bass, mee du hues net den Diplom, fir an deem Metier ze schaffen.“ Dat ass an de reglementéierte Beruffer de Fall, dat kann awer och an de Beruffer de Fall sinn, wou eng Autorisation d'établissement gefuerdert gétt a wou se da Problemer hunn, fir eeben nozeweisen, dass se déi kënnen kréien.

Dat heescht, déi international Kooperatioun ass wichtig, fir d'Mobilitéit ze erhéien. An deementsprechend wär et gutt, wa mer do nach weider Efforte géife maachen. Mir brauchen dat global. An all Schrëtt, deen de friddlechen Austausch an d'Zesummenaarbecht tëscht de Länner férdert, ass do déi richteg Richtung. An dofir kann ech och den Accord vun de Piraten fir dësse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo d'Wuert: den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten selbstverständlech dee Projet de loi och matdroen.

Et ass virdu kuerz ugeschwat gi vum Här Rapporteur an den Här Clement huet dat elo och ugeschwat. Et betrëfft natierlech elo net deen heite Projet de loi, mee ech mengen, et ass wichtig, dass een dat awer kuerz uschwätzt: Dat ass eeben déi Problematik vun der Unerkennung vun de reglementéierte Beruffer, wou et zu Lëtzebuerg, zemoos am Gesondheessektor, och an anere Secteuren, mee zemoos am Gesondheessektor wierklech problematesch ass, wou mer Leit hunn hei zu Lëtzebuerg, déi diploméiert sinn, aus Pays-tiersen, déi heiansdo excellent Qualifikatiounen hunn, Bac+4 fir Infirmier an esou weider – dat muss ee sech virstellen! – an awer trotzdem Hürden hunn, fir hei ze praktizéieren a Beräicher, wou mir en plus justement an der Penurie sinn.

Dat heescht, et wier wierklech interessant, eng Kéier déi Diskussioun do ze féieren an do vläicht och déi eng oder déi aner Ännerung duerchzeféieren. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Da wär et elo un der Regierung. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Ech soe Merci fir de breede Konsens fir dësse Projet de loi, mat deem d'Convention mondiale a Saachen Unerkennung vun auslännesche Qualifikatiounen approvüert gétt.

Mat dëser Konventioun ginn, wéi vun de Virriedner scho gesot, elo eng Rei Prinzippien a Saachen akademescher Unerkennung vu Qualifikatiounen op engem weltwäiten Niveau festgehalten an domat regional Konventiounen wéi d'Konventioun vu Lissabon ergänt. Esou gétt déi international Mobilitéit vu Studenten, Fuerscher a Salarié favoriséiert an de Prinzippien vu fairen an transparente Prozeduren a Saachen Unerkennung vun Diplomer promovüert.

Ech soen Iech Merci fir Är Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8231. Den Text steet am Document parlementaire 8231⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8231 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Huet elo jiddwerengem säin Apparat fonctionéiert? Da Fin du vote.

Also, dësen Text huet 60 Jo-Stëmme kritt an ass domadder mat 60 Jo-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt,

MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch (par Mme Sam Tanson), Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun dëser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn muer um 14.00 Auer nees zesammen.

D'Sëtzung ass heimat opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.10 heures.)

13^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

Exposé : Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Christophe Hansen (dépôt de la motion 2) | M. André Bauler | M. Franz Fayot (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. François Bausch, M. David Wagner et M. Meris Sehovic) | M. Sven Clement (interventions de M. Christophe Hansen et M. Marc Baum) | M. Christophe Hansen (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen (intervention de M. Sven Clement) | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 3) | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden

Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Sam Tanson | M. le Premier ministre Luc Frieden (intervention de Mme Sam Tanson) | M. Sven Clement | M. Christophe Hansen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : M. Christophe Hansen | Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Marc Baum | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : M. Franz Fayot | M. Sven Clement (intervention de M. Franz Fayot) | M. Franz Fayot | M. Laurent Mosar

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté)

Vote sur la motion 3 (rejetée)

3. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats

M. Luc Frieden, Premier ministre

p. 39

p. 39

p. 50

4. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Marc Baum | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

5. Question élargie n° 3 de M. Fred Keup au sujet de la digitalisation à l'école

M. Fred Keup | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Fred Keup | M. le Ministre Claude Meisch

6. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler, Président

7. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats (suite)

M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Marc Baum | M. le Ministre Georges Mischo

8. Interpellation de M. Meris Sehovic au sujet de l'amélioration de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans le cadre du système éducatif luxembourgeois

Exposé : M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Barbara Agostino | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Ben Polidori | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Meris Sehovic) | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch

Motion 1 : M. Meris Sehovic

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch et M. Georges Mischo, Ministres

p. 50

p. 50

p. 52

p. 52

p. 53

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, Här President.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

M. Claude Wiseler, Président | D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi

sougenannte „Liwverkettendirektiv“, déi déi politesch Sensibilitéit déi gréng uegfrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils fënnf Minutten, an duerno huet d'Regierung fofzéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Christophe Hansen, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson als Vertrieederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Voilà, sielen ass eng Aktualitéitsstonn esou aktuell wéi elo. De Moien hunn nach

d'Ambassadeuren am COREPER iwwert deen extreem wichtege Text, iwwert dee mer elo de Mëtten debatéieren, diskutéiert.

Wéi ëmmer bei deene Reunionen, probéiert een, aus der Press erauszefannen, wat dann elo d'Position vun deem engen an deem aneren ass. Ech hoffen, dass mer dann de Mëtten endlech méi gewuer ginn iwwert d'Position vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem Text, dee bis elo ëmmer d'Ënnerstützung vu Lëtzebuerg hat. Et sinn an deene leschte Woche vill Positionen nach derbäikomm oder ëmgekippt ginn, a mir hoffen awer, dass et elo – déi belsch Présidence huet jo annoncéiert, dass ee sech géif gi bis de 7. Mäerz – an deem Kontext an an deem Kader awer nach hei zu engem Accord kënn an dass Lëtzebuerg och säin Deel dozou bäidrëit. Mee de Mëtten ass fir eis emol prioritär ze wëssen, wou

genau d'Lëtzebuurger Regierung steet. An dat ass am Moment net ganz einfach erauszefannen.

Wann een dann d'Press liest, da liest een esou Sätz wéi: „Mir sinn attachéiert un de Mënscherechter, mee och un der Aktivitéit vun den Entrepreneuren“, hutt Dir, Här Premierminister, laut der Zeitung „L'essentiel“ den 21. Februar op engem Pressebriefing an deem Kontext gesot. Ech hu mech gefrot, wat dat heescht, well eeben och de Rescht vun den Aussoe vun Iech an Ärer Ekipp zu deser extreem wichtiger Direktiv net ganz opschlösserlech waren.

Mee heescht dat, datt d'Mënscherechter Iech wichtig sinn, soulaang se an Ären Ae keng Belaaschtung fir d'Entrepreneuren duerstellen? Et heescht jo wuel kaum, datt d'Mënscherechter just wichtig sinn, wann et ëm d'Mënscherechter vun de Leit hei zu Lëtzebuerg geet? Oder heescht et dat, wat e „mee“ dacks heescht: „D'Mënscherechter si wichtig, mee vläicht dann net grad esou wichtig wéi d'Aktivitéit vun den Entrepreneuren“? Hanner e Saz wéi: „Mir sinn attachéiert un de Mënscherechter“, gehéiert kee „mee“, ...

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... scho guer net an engem Land wéi Lëtzebuerg.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir wäert mer elo soen, et géif Iech just ëm administrativ Hürde goen, déi een esou niddreg wéi méiglech hale soll. Dat verst mer. Mir huelen dat och seriö, deelen awer net d'Aschätzung, datt een dat op d'Wo ka leeë mam Respekt vun de Mënscherechter.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Well wann ee Kontrolle verflüchtend aféiert – a si sinn noutwenneg, dat soen extreem vill international Organisationsen –, da geet dat net ouni Aarbecht, déi domat verbonne gëtt an déi hei – dat muss een dobäi soen – virun allem de Groussen ofverlaangt gëtt, deenen, déi d'Moyenen och hunn an déi zum Deel des Initiativ och mat ënnerstëtzen. Ee Beispill vu villen ass Ferrero, déi jo hei am Land present sinn.

Mir hunn d'Chance, an engem Land ze liewen, an deem d'fundamental Rechter vun de Mënsche geschützt sinn, an deem et Reegele gëtt, ënner wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Kompensatiounen d'Ëmwelt ka belaauscht gi fir wirtschaftlech Aktivitéiten.

Konkreet heescht dat zum Beispill, datt mer e Gesetz hu vun 2001, wat grondsätzlech verbitt, datt Mannerjäregere schaffen. Et gëtt natierlech heizou Ausnamen, mee dat si ganz streng Reegelen, déi encadréiert sinn a kontrolléiert ginn. Och déi Chance, déi huet net all Kand op der Welt. Laut Unicef sinn eng 160 Millioune Kanner, déi enger Aarbecht mussen nogoen, dorënner d'Hallschent, déi enger schwiereger, enger geféierlecher Aarbecht noginn. Si maachen dat, am plaz an d'Schoul ze goen, liesen a schreiwen ze léieren. Se maachen dat, am plaz mat hire Kolleegen ze spillen, am plaz Zäit ze verbréngen mat hire Frënn, am plaz einfach Kand ze sinn.

Och d'Natur bezitt weltwäit en héije Präis fir rücksichtslos Wirtschaftspraktiken. 2022 si laut WWF eng 6 Millioune Hektar Bësch ofgeholt ginn, 90 % dovunner an tropesche Géigenden. Bëscher, déi mer weltwäit brauchen, fir d'Temperatur esou niddreg wéi méiglech ze halen, Bëscher, déi vill Aarte beherbergen, Bëscher, déi hëllegen, ons Loftqualitéit ze verbesseren.

Déi Direktiv, iwwert déi mer haut schwätzen, huet als Zil, EU-Entrepreneuren an d'Flicht ze huelen, wann et ëm

Mënscherechtsverletzungen an Ëmweltzerstéierungen an hirer Produktiounschaïne, der Liwwerketten, geet. Et ass e Kompromësstext, deen, wa mer ganz éierlech sinn, och net ganz wäit geet, dee sech nëmmen u ganz grouss Entrepreneuren adresséiert an Entrepreneuren aus Risikosektoren. Si musse virun allem den negativen Impakt vun hiren Aktivitéiten an deene vun hire Partner op Mënsch a Planéit identifizéieren, evaluéieren an esou niddreg wéi méiglech halen. Mee et ass nawell e wichtigen Text, well et wär deen éischte wirklech harmoniséierten Text, deen all d'europäesch Länner géif an déi selwecht Flicht huelen, wat hir Liwwerkettkontroll ubelaangt.

Natierlech kann ee soen: „Et ass mer egal, wat um aneren Enn vun der Welt passéiert.“ Natierlech kann ee soen: „Et ass mer egal, wat mat dese Mënschen a mat hirer Natur passéiert.“ Mee dat ass dach eng extreem zynesch Positioun. Mir consommeieren hei Produiten, déi an Drëtstaaten entstinn. Mir sinn engagéiert am UNO-Mënscherechtsrot. Mir hunn eng grouss Verantwortung als räicht Land par rapport zu deene Mënschen, déi fir ons produzéieren an déi an deene Länner liewen. Wa mir bëlleeg Konsumgiddere kafen, déi d'Resultat si vu Kanner- a Sklavenaarbecht, wa Bëscher um aneren Enn vun der Welt muttwëlleg zerstéiert ginn, fir datt mir hei eng flott Existenz kënnen féieren, dann däerf eis dat net egal sinn. Dann hu politesch Vertrieeder/innen d'Responsabilitéit, eppes dogéint ze ënnerhuelen.

Mir hunn ons an der leschter Legislaturperiod vill mat esou enger Gesetzgebung beschäftegt. Et war fir ons ëmmer eng Evidenz, datt mer en Text brauchen, am beschten en ambitiösen europäeschen, well d'Ekonomie eng international ass a mer am meeschten erreche kënnen, wa mer Reegelen hunn, déi an esou vill wéi méiglech Länner spillen.

Vun do un, wou et kloer war, datt en europäeschen Text géif kommen, hu mer an déi Richtung geschafft. Mir hunn ons et och net einfach gemaach als Regierung deemoos, eng Positioun zu deem Text auszeschaffen – ech denken, dat war zu deem Zäitpunkt genuch thematiséiert ginn –, mee mir hate finalement eng. Se war nuancéiert an ass awer zum Deel méi wäit gaange wéi d'Propos, déi elo um Dësch läit, ënner anerem wat d'Fro ugeet vun der Beweislaascht.

An elo? Mir wësse leider net, wéi eng Positioun Lëtzebuerg déi lescht Zäit vertrueden huet. Wou stitt Der genee? Wéi eng Positioun huet Lëtzebuerg virun zwou Wochen an haut am COREPER vertrueden? Wat sinn d'Knackpunkte fir Iech an der Verhandlung, och en vue da vun där Echeance déi nächst Woch? Laut den Informatiounen aus der Press ass Lëtzebuerg am Camp vun de Länner, déi virun zwou Wochen duerch eng Abstentioun den Text blockéiert hunn. Eng Enthaltung hei gläicht awer engem Nee. Wéi d'Zivilgesellschaft dobaussen et richtig seet: „Enthaltung ass keng Haltung“, dat ëmsou méi an der Fro vun de Grandrechter.

Dowéinst meng Fro un Iech, Här Premierminister: Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg zu deemem Text? Falls Der bei Ärer Abstentioun géift bleiwen – falls Der dann eng hat –, wier dat eng Kehrtwende, déi nëmme schwéier novollzéierbar wier. Well souguer aus Ärer CEOs-Perspektiv misste mer dach als Lëtzebuerg all Interêt hunn, desen Text matzedroen.

Fir d'éischt emol aus Imagegrënn. Datt Lëtzebuerg sech elo wéinst der Inklusioun vun den net operationelle SOPARFIe géif distanzéieren – eppes, wat een alt erëm an der Press gelies huet –, hätt dach en zimleche Goût aus den 1990er-Joren. Aner Finanzzentre schéngen kee Problem mat der Direktiv ze hunn. Wëlle mer wirklech nees an dee manner

properen Eck gedréckt ginn? Quitte datt ech net iwwerzeegt sinn, datt dat eleng d'Ursach vun der Hesitatioun ass, déi een hei spiert, wann een zum Beispill verschidden Tweets vu Majoritéitsdeputéierte liest oder och verschidden Positiounen vu Majoritéits-EU-Deputéierten.

Iwwert d'Kommunikatioun eraus misst et ons jo och all wichtig sinn, datt mer reell eng propper Plaz hunn. Een Element dovun ass, datt gréisser Entrepreneuren zur Verantwortung gezu ginn, wat hir Liwwerketten ubelaangt. Wisou sollten zum Beispill SOPARFIen – ëm déi gongt et jo scheinbar an der Lescht; a mir schwätzen hei och nëmme vun deene Gréissten ënner hinnen; d'ailleurs eng Fro: Wéi vill sinn der reell zu Lëtzebuerg betrafft? An der Press liest een hei déi Zuel vun 218 – vun der Iwwerpräiwung vun hirer Responsabilitéit a punkto Mënscherechter an Ëmweltzerstéierung ausgeholt ginn? Et ass jo net esou, wéi wa se déi ganz Aarbecht eleng misste maachen, wa mer um Verwaltungsofwand schwätzen.

An och wann ech verstinn, datt ee seet, et dierft een net mat ze villen administrative Prozesser d'Entreprise belaauchten, sou schéngt et mer eng Evidenz, wann een ofweit „Respekt vun de Mënscherechter“ versus „administrativen Opwand“, a wéi eng Richtung do d'Decisioun misst goen.

An dann, net ze vergiessen – fir an deem Jargon ze bleiwen –: de faméise „Level-Playingfield“. Et gëtt eng Rëtsch EU-Länner, déi en eegenen Text hunn. Wa mer kee seriösen europäeschen Text géifen zustane kréien, deen dann uniform Reegele fir jiddweree géif proposéieren, da misste mer zu Lëtzebuerg nawell ons Responsabilitéit iwwerhuelen an en eegenen Text maachen. Mir hunn eng reell Demande bei de Biergerinnen a Bierger hei am Land. Laut enger ILReS-Ëmfro vun der Initiativ „Devoir de vigilance“ fuerderen néng vun zéng Befroeten, datt d'Regierung sech setzt, datt international Engagements a Standarden a punkto Mënscherechter, Klima, Ëmwelt respektéiert ginn – dat also, wourëms et hei geet. Dir misst also souwisou legiferéieren, wann Iech d'Mënscherechter wichtig sinn oder, wéi Dir sot, Der „attachéiert“ u se sidd. Besser also, dat elo mol op EU-Niveau ze maachen.

Ech deposéieren dofir och eng Motioun an deem Sënn, déi d'Ënnerstëtzung vun der LSAP, deene Lënnen an de Piraten huet.

Motion 1

« *relative au devoir de vigilance des entreprises* »

La Chambre des Députés,

considérant

– *l'importance de prévenir aussi au-delà des frontières européennes les violations de droits humains, le non-respect de standards sociaux et la destruction de l'environnement et du climat dans les chaînes de valeurs des entreprises actives dans l'UE ;*

– *l'absence de règles uniformes au niveau de l'Union européenne et l'existence de cadres légaux dans certains pays européens en ce qui concerne le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

– *l'adoption historique en décembre 2023 par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen d'un compromis concernant le projet de directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;*

– *le report du vote au Conseil de l'UE dudit projet de directive prévu initialement pour le 14 février 2024 suite au risque d'abstention de plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne ;*

– l'absence de positionnement public clair du Gouvernement quant au projet de directive en question, invite le Gouvernement

– à voter au niveau européen en faveur du projet de directive concernant le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– à légiférer au niveau national en matière de devoir de vigilance des entreprises au cas où le projet de directive européenne prémentionné n'est pas adopté.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Liz Braz, Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Christophe Hansen. Här Hansen.

Débat

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum europäesche Liwwerkettegesetz ass nach ofstëmmungsräif. Dat soen net ech, dat seet eng ëmmer méi grouss Grupp vu Memberstaaten am Conseil, well dee Grupp vun deene Memberstaaten, déi hir Bedenken hunn, ass méi grouss ginn. Frankräich ass och elo an deem Camp vun deene Länner, déi nach Froen hunn, déi musse gekläert ginn, bevirdatt et eng Majoritéit gëtt. Et ass och esou, dass Frankräich notament gefrot huet, fir dee Champ d'application vun der Direktiv méi grouss ze maachen. Dat bréngt natierlech mat sech, dass déi belsch Presidence vum Conseil elo un deem Text muss schaffen, fir en ofstëmmungsräifen Text an de COREPER ze bréngen, dass heescht do, wou d'Ambassadeure beieneesëtzen.

An et ass elo schonn an der Press bericht ginn, dass d'Liwwerkettegesetz bei de Memberstaaten duerchgefall wier. Nee, dass ass net de Fall. Et koom tout simplement net zum Vott an et sinn och mol net alle guerten d'Memberstaaten zu Wuert komm. Also, et läit elo wierklech un der belscher Presidence, deenen neien Elementer Rechnung ze droen an ze decidéieren, wéi et mat deem Text weidergeet.

D'CSV steet ganz kloer zum Respekt vun de Mënscherechter an vum Ëmweltschutz, och an Handelsfroen. Dass ass ganz wichteg. An dofir hat ech och a menger fréierer Funktioun als Europadeputéierte ganz kloer fir d'Verhandlungsmandat gestëmmt, fir mam Conseil a Verhandlungen, sougenannt „Trilog-verhandlungen“, ze trieden.

Mir stinn awer och als CSV zu engem europäesche Bannemaart, dee funktionéiert, an ouni Diskriminatioun vu Betriber, deemno wou se an der Europäescher Unioun schaffen an ugesidelt sinn. An an deem Kontext si mir awer besuergt, dass et sech bei deem europäesche Liwwerkettegesetz ëm Direktiv handelt an net ëm e Reglement. Dass féiert potenziell derzou, dass dat Gesetz ënnerschiddlech an deene verschiddene Memberstaate wäert ëmgesat ginn an domadder och eng Zersplitterung vum europäesche Bannemaart eng méiglech Konsequenz ass, déi ee ganz kloer muss consideréieren. A besonnesch, wann een aus engem klengen Memberstaat kënnt, dee vill exportéiert, vill importéiert, ass dat ganz komplizéiert.

Ech sinn d'bausse virun der Dier lo grad gefrot ginn, fir konkret Beispiller ze nennen. An ech hu mech ganz vill mat Handelsfroen am Europaparlament beschäftegt. Huele mer elo un, Dir hutt en Elektrikerbetriber, deen hei zu Lëtzebuerg Solaranlagen op säin Daach leeë geet. Dee muss déi Solaranlage jo

iergendwou kafen, well leider produzéiere mer zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun nach net genuch dervun. Da soe mer lo, hien hätt an der Tschechescher Republik e Fournisseur, an dee Fournisseur importéiert déi Solarpanelen aus China. Wamer dat op 27 verschidden Aart a Weisen ëmsetzen, ass et ganz gutt méiglech, dass dat Produkt, wat zwar da fir den tschechesche Marché all d'Informatiounen huet, net déi néideg Informatiounen huet fir de Lëtzeburger Marché, wat derzou féiere wäert, dass eisen Elektriker seng Wuere net méi kritt an domadder iergendwou aneschtlers muss siche goen, quitte dass dat vläicht nach méiglech ass, mee de Präis kann domadder och ganz kloer beanträchtegt ginn.

Da vläicht an anert Beispill, wou d'Saache besser gelaf sinn. Mir hunn e Reglement, wat d'Chemikalie betrëfft. Dass ass en europäesch Reglement, de sougenannte REACH. D'Experten ënner Iech kennen dat. Et geet do, wéi gesot, ëm d'Chemikalien. Do hu mer Standarder fir déi ganz Europäesch Unioun festgueluecht a mir hunn et fäerdegbruecht, do iwwert dass Reglement och eis Valeuren, en fin de compte eis Ëmweltvaleuren, ze exportéieren. Dass heescht, dass ass de Wee.

D'Madamm Tanson huet och konkret d'Bëscher ugeschwat. An ech muss do soen: Mir hunn e Reglement anti-déforestation gemaach. Ech war d'ailleurs de Rapportier fir dat Reglement, wou mer eng ganz Rëtsch Gidder an de Champ d'application rageholl hunn: Holz, Soja, Kaffi, Schockela, Randsfleesch, Palmueleg, Gummi hu mer als Europaparlament och nach derbäigesat a mir hunn also och eng Ouverture ginn, fir deen dote Champ d'application an der Zukunft ze verbreederen. Awer do muss mer dann och eng ganz kloer Étude d'impact vun der Kommissioun hunn. Dass ass ganz wichteg, fir dass mer wëssen, ob dee ganzen Opwand, dee mer maachen, och de richtigen Impakt um Terrain hätt. An dat muss mer och heiansdo bedenken. Dass heescht, wéi gesot, fir d'Bëscher hu mir als Europäesch Unioun schonn e grouse Match gemaach, well déi dote Produkter effektiv ganz schiedlech si fir eis Weltbëscher. An do, mengen ech, gi mer och eng Virreiderroll an. Dass ass richtig esou an dat muss mer och weidermaachen.

An dann nach eng Kéier vläicht e Beispill, e konkret Beispill, mat den Autoen. Mir importéieren och Autoen. Mir maachen hei an der Europäescher Unioun Standarden. Do muss jiddereen an der Welt sech drun halen. Dass ass wichteg an domadder kréie mer all déi selwecte Sécherheetsstandarden eran. Nach eng Kéier e Beispill, fir Iech just ze soen: Et wier wichteg, dass et e Reglement wier, quitte dass et elo nach net ass.

Dofir muss mer awer dann elo sécherstellen – an dass ass am Moment nach net séchergestallt –, dass mer eng harmoniséiert Ëmsetzung vun där Direktiv hunn. Dass géllt et ze errechen. Mir müssen och derzou bäidroen, dass den administrativen Opwand sou wäit wéi méiglech reduzéiert gëtt.

Dir kënnt Iech vläicht och un d'Ried zur Lag vun der Unioun vum Ursula von der Leyen erënneren, seng lescht, déi et hat, wou et ugekënnegt huet, den administrativen Opwand misst ëm 25 % ofgesat ginn. Ech gesinn am Moment nach net, wéi dat de Fall ass. An dat sinn och Informatiounen, déi elo müssen domat ageschafft ginn. Mir hunn och an deem Sënn zesumme mat der DP eng Motioun opgesat, Här President, déi op déi do Punkten ageet an déi ech Iech heimadder iwwerreeche wäert.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant que la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ne trouve, à ce stade et sous sa forme actuelle, pas de majorité au sein du Conseil de l'Union européenne ;

– réitérant son engagement en faveur du respect des droits de l'homme, qui sont universels ;

– réaffirmant l'importance de la transition vers des modes de production respectueux de l'environnement et des droits de l'homme ;

– réitérant son soutien à l'établissement, au niveau européen, d'une réglementation du devoir de vigilance pour les entreprises en matière de durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement ;

– déplorant que l'instrument législatif choisi par la Commission européenne est une directive et non un règlement, ce qui aurait permis une application homogène et non discriminatoire au sein du marché intérieur ;

– rappelant l'importance de respecter le principe de proportionnalité dans la législation ;

– rappelant son engagement à réduire les charges administratives et réglementaires pour les entreprises, en particulier les PME, tel qu'annoncé par la Présidente de la Commission européenne lors de son discours sur l'état de l'Union,

invite le Gouvernement à

– s'engager fermement, au niveau du Conseil de l'Union européenne, en faveur d'une proposition respectueuse des considérations précitées.

(s.) Christophe Hansen, André Bauler, Gilles Baum, Marc Spautz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, fir eis als Demokratesch Partei ass kloer: De Respekt vun de Mënscherechter an d'Fërdere vun enger nohalteger Produktioun duerch konkret Moosname muss weltwäit ëmgesat ginn. A Fäll, wou Mënscherechter, besonnesch Kannerrechter – d'Madamm Tanson war drop agaange mat Statistiken –, mat Féiss getrëppelt ginn, do heescht et ze handelen. Ausbeutung därerf zu kengem Ablack toleréiert ginn. Dass ass kloer ze veruerteelen.

Fir eis als Demokratesch Partei gehéiert et zu eiser ieweschter Prioritéit, derfir ze suergen, dass d'Rechter vu jidderengem, vu jidder Mënsch, respektéiert ginn. Mir muss besonnesch déi strukturschwaach Länner an deem Prozess ënnerstëtzen. Als DP wëlle mer dofir nohalteger a fair Produktiounen féieren. Och de Respekt vun den Nohaltegekeetsstandarden, déi et eis erlaben, d'Ëmwelt ze schützen, muss kontrolléiert a kënne garantéiert ginn, fir dass mer besonnesch der Klimakris kënne entgéintwierken.

Et ass positiv hei zu Lëtzebuerg, dass eng ganz Rëtsch vu Betriber mëttlerwäit fräiwëlleg op de Wee gaange sinn, fir an hire Liwwerketten ze iwwerpräieren, ob et eventuell Mënscherechtsverletzunge gëtt oder net.

Eis ass bewosst, dass Lëtzebuerg als klengen, oppen Ekonomie staark vun der internationaler wirtschaftlecher Situatioun an eebe vun de Liwwerketten um europäesche Bannemaart ofhänkt. D'Produkter, déi mir heiheem verbrauchen, hänke vu méi grouse Mäert wéi just vun eisem nationale klengen Marché of.

Wann all Land eegen national Reegelen zu de Standarden opsetzt, gëtt et nach vill méi schwéier, fir d'Liwwerketten ze kontrolléieren. Den Här Hansen ass elo just dorobber agaangen an huet och pertinent

Beispiller geliwwert. Dowéinst brauche mer um europäesche Maart gemeinsam Spillreegelen, déi fir all Partner gëllen. Soss schaaft een onnéidegerweis Verzerrungen an der Konkurrenz, an dat géif an eiser Economie sécherlech och eng Rei Aarbechtsplaze kaschten.

Dofir huet sech d'Demokratesch Partei vun Ufank u ganz kloer fir eng Legiferéierung um europäeschen Niveau, déi de Respekt vun den Nohaltegkeetsstandarden an de soziale Standarden an de Liwwerkette virschreift, ausgeschwat.

Eng Léisung um europäesche Plang géif et erméiglechen, am Bannemaart e méi kohärente Kader ze schafen, an am Kader vun deem ze handeln, och domadder eng Rei administrativ Demarchen ze vereinfachen.

Sécherlech fält e groussen Deel vun de Käschten, déi duerch d'Mise en place vun dëser Direktiv iwwert d'Liwwerketten ufalen, op d'Betribler zréck. Dofir wëllt d'DP d'Betribler dobäi ënnerstëtzen, fir méi Transparenz ze erreechen, ouni si duerch en exzessiven administrativen Opwand ze belaauchten. Wou et méiglech ass, sollen dës Demarchen och digitaliséiert ginn.

Fir vill Verbraucher – an, ech mengen, d'Verbraucher ginn ëmmer méi responsabel – ass et wichteg ze wëssen, wou e Produkt hierkënt an ënner wéi enge Konditiounen dëse Produit hiergestallt ginn ass. Et sinn eng Rei Memberstaaten, déi bezüglech der leschter Versioun vun der EU-Direktiv zum Devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, wou nach eng Rei Ännerunge virgeholl goufen, eng gewësse Retizienz gewisen hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et ass séier wichteg, de potenziellen Impakt vun dëser EU-Direktiv op d'Lëtzebuurger Economie ze analyséieren, eis Kompetitivitéit an der Europäescher Unioun ze sécheren an och an Zukunft de Wuelstand vum Land an d'Liewensqualität vu senge Bierger ze garantéieren. D'DP hofft staark, ganz staark, datt een do e sënnavolle Kompromëss fënn, dee Lëtzebuerg, bien entendu, mat ënnerstëtze kann, dat am Respekt vun de Mënscherechter a vun enger méi nohalteger Wirtschaftsentwécklung.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci Iech och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, ech géif gärën direkt am Ufank soen, dass mir Sozialiste bedauern, dass de Kompromësstext vun Dezember vun der CS3D haut de Moien am COREPER verworf gouf. Dat ass kee gutt Signal. An dat ass och besuergnisserreegend, well et am Fong weist, dass, wat mer méi no bei d'Europawale kommen, wat deen Text och ëmmer méi politiséiert gëtt a riskéiert, effektiv ganz vum Dësch ze verschwannen.

Dat wär an eisen Aen en Disaster, well mer effektiv scho laang ënnerwee si mat där Initiativ hei zu Lëtzebuerg, awer och um europäeschen Niveau, a well et am Fong e schlëmme Réckschlag wär fir all déi, déi sech setze fir eng méi mënscherechlech an ëmweltschonend Wirtschaft bei eis an iwwerall an der Welt, wou eis Entrepreneuren aktiv sinn.

Mir hätten och gärën éischter mat Iech, Här Premier, iwwert dësen Text geschwat. Mir hunn eng Question urgente gestallt, fir ze wëssen, wat d'Position vun der Regierung wier heizou. Mir hunn och

eng Invitatioun gemaach, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eis doriwwee ze ënnerhalen. Dir hutt déi gutt Gewunnecht geholl, fir och emol an d'aussepolitiches Kommissioun ze komme virun engem Conseil européen, fir Iech ze echangéiere mat den Deputéierten.

Abee, dat hei ass een Text, wou mer och gärën am Virfeld mat Iech echangéiert hätten, fir Iech déi Sensibilität matzeginn, déi an eisen Aen deen Text hei huet an och verdéngt. An ech mengen, och dee staarken Engagement vun der Zivilgesellschaft hei zu Lëtzebuerg weist, wéi wichteg dësen Text ass fir eng aner Aart a Weis, fir Wirtschaft ze maachen; wéi gesot, eng méi mënscherechlech an eng méi ëmweltfrëndlech Aart a Weis fir ze wirtschaften.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir sinn attachéiert un dësem Text aus zwee Grënn. An en ass net perfekt; dat ass gesot ginn. Mee et ass e Kompromëss, mat deem mer kënne liewen.

Éischtens si mer der Meenung, datt e gutt ass fir d'Kompetitivitéit vun eise Betribler, contrairement zu deem, wat een oft héiert, och vu verschiddene Patronatssäiten, well mer iwwerzeegt sinn, dass Betribler, déi keng eethesch Liwwerketten hunn, muer wäerten am Desavantage si par rapport zu deenen aneren. Dat wëssen och déi Betribler, déi elo schonn eng ESG-Politic hunn, an déi dat fräiwëlleg maachen, an déi sech am Fong net dierften dësem Text hei opposéieren.

Et ass och interessant ze gesinn, dass ganz vill Betribler, souguer däitsch Betribler an däitsch Betribsverbänn, u sech déi CS3D hei ënnerstëtzen. Vu klenge Betribler bis zu ganz grouse Betribler gëtt et hei e relativ breede Konsens un däitschen Niveau, awer och um europäeschen Niveau, bei der Economie selwer.

Zweetens geet et awer och hei ëm eng Fro vu Glawierdegkeet. Mir sinn eng wäertebaséiert Unioun. Mir kënnen eis och um geopolitiches Plang ëmmer manner eng Duebelmoral leeschten. Mir kënnen eis net doheem an an eise Kooperatiounslänner fir Mënscherechter, de Rechtsstaat, d'Gläichheet tëscht Mann a Fra, eng gerecht Pai, de Respekt vun der Ëmwelt asetzen, an dann nokucken, wéi dës Wäerter vu munche Betribler net respektéiert ginn. Déi Corporate Sustainability Due Diligence Directive huet schonn eng laang Virgeschicht – an ech hunn elo net d'Zäit, fir dorobber anzegoen –, souwuel bei eis hei, wéi och um europäeschen Niveau.

Et gëtt vill iwwert de Sträit an der däitscher Regierung geschwat am Kontext vun dësem Text, wou apparentement d'FDP haaptsächlech hei op der Brems steet. Et huet een e bëssen d'Gefill, dass och elo bei dëser neier Regierung hei zu Lëtzebuerg am Fong änlech Consideratiounen matspillen, fir dësen Text net ze wëllen.

An der viregter Regierung hate mer laang net ëmmer einfach Diskussiounen iwwert dësen Text, mee mir waren eis um Enn awer eens, dass mer allegeruerten en ambitiësen europäeschen Text wëilten. En europäeschen Text effektiv, well et net gutt ass, haaptsächlech an enger klenger Economie, eng Fragmentatioun ze kréien doduerch, dass ee 27 verschidde Legislatiounen huet; awer och en ambitiësen Text. An du war et jo esou, dass u sech d'Finanzplaz an der leschter Mouture eraus war mat enger Clause de rendez-vous, fir dat eng Kéier nozekucken; enger Clause de réexamen, fir dann ze kucken, ob déi sollt mat dra sinn. Och dat war an der Rei.

D'Fongen. Et sinn eng ganz Partie Fongen, déi wëssen net, wat se an hirem Portefeuille dran hunn, soudass

ass et am Fong ok ass, fir déi erauszehuelen. Do kënne mer nach wie vor domadder liewen. Dat war de Kompromëss, op deem mer eis eens waren.

An dofir ass meng Fro un Iech, Här Premierminister, änlech wéi déi, déi d'Sam Tanson gestallt huet: Wat ass da lo d'Position vun der Regierung zu dëser Direktiv? Hu mer eis enthalte bei deem Vott? Wäerte mer eis weider enthalen? Si mer hei dergéint? Si mer eent vun deene Länner, déi hei bremsen?

A wann dat esou ass, da géif ech gär soen, dass mer dat als LSAP net gutt fannen, well et ass effektiv sou, dass et sou ausgesäit, wéi wa Lëtzebuerg eent vun deene Länner wier, déi hei d'Zünglein an der Waage sinn. Dat wär kee gutt Signal no bannen an och net no baussen.

Här President, ech hunn elo nach eng Motioun, déi ech gäre géif deposéieren am Numm vun der LSAP, awer och ënnerstëtzt vun deene Gréngen a vun deene Lénken. Dat ass eng Motioun, déi ze dinn huet mat den Holdingen.

Mir hunn hei am Land ganz vill Holdingen, SOPARFien, deenen hiren eenzegen Objet u sech ass, eng Participatioun oder méi Participatiounen an anere Gesellschaften ze halen. An et ass esou, dass reegelméisseg esou Lëtzebuurger Holdingen an de Schlagzeile stinn, well se Aktivitéiten hunn, déi illegal sinn oder carrement contraire sinn zu penale Gesetzer.

Viru Kuerzem, d'lescht Woch nach, war en Artikel am „Canard enchaîné“, dee seet, dass dem franséische Milliardär Vincent Bolloré, dee jo och Sympathien an déi rietsextrem Zeen huet, seng Lëtzebuurger-belsch Holding Socfin am Kamerun iwwer hir Filial Socapalm dora verwéckelt ass, fir lokal Bauere vun hiren Terrainen ze verdreiwen an och do ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Fayot?

M. Franz Fayot (LSAP) | ... d'Flëss ze verpeschten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Fayot, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen: Mir sinn am Beräich vun enger Heure d'actualité. Dir kënnt selbstverständlech herno méi am Detail zu der Motioun Stellung bezéien, mee et ass net ubruucht, fir d'Motiounszeit hannerun Är Riednerzeit ze hänken.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ok.

(Hilarité)

Dat ass kee Problem. Ech ka mech lo gäre sëtze goen an da bréngen ech duerno déi Motioun hei an ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Franz Fayot (LSAP) | ... an ech erkläre se. Mee ech hu verstan, datt ech do fënnf Minutten hätt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, wann d'Chamber anescht decidéiert ...

M. Franz Fayot (LSAP) | An ech sinn e bëssen duerjernee mat deene Kapegeschichten, heiansdo gi Saache mat zwou Kape gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Solle mer dem Här Fayot ...? Ok, Här Fayot. Da kommt an Ärem Rasonement zum Schluss. An Dir hutt herno nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir kuerz Stellung ze bezéien.

M. Franz Fayot (LSAP) | Mee, Här President, ech war am Fong elo hei amgang, meng Motioun ze explizéieren. Wéi gesot, ech ka mech och lo gäre sëtze goen, an da maachen ech dat duerno.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Neel Mee, Här Fayot, ech hunn d'Chamber gefrot, ob Dir kënnt weiderfuere, an d'Chamber huet gesot: „Jo“.

Plusieurs voix | Jo.

D'autres voix | Nee.

(Hilarité et brouhaha)

M. Franz Fayot (LSAP) | Bon, et misst een dat just wëssen, Här President. Do schéngt et keng uniform Jurisprudenz elo hei ze ginn, bei deene verschiddene Presidencen hei vun der Chamber.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech gi mech elo gäre setzen, an da kommen ech duerno nach eng Kéier zréck. Voilà, ok. Merci villmools.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ok, da maacht dat! Merci villmools. Sou, dann huet duerno den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass eng ganz interessant Debatt. Et ass virun allem och eng Geleeënheet, fir eppes ganz Positives ze constatieren, an dat ass, dass mir eis alleguer heibannen zu de Mënscherechter an zu anere wichtige Saache wéi dem Ëmweltschutz bekennen.

Dat gesot, wëll ech awer och de Grénge soen, deenen ech éischtens Merci soe fir déi Initiativ, dass et ganz schlëmm ass, a mengen Aen, dass eng Partei heihikënt a seet, se géif sech dofir engagieren, déi zum Beispill d'Elektromobilitéit esou subventionéiert huet. Well mir wëssen, dass domadder Kanneraarbecht verbonnen ass.

(Interruptions)

An et kann een de Grénge soen: Awéiwäit ass dat dann? Ass d'Ëmwelt ... Sinn d'Mënscherechter grad esou wichtig, e bësse manner wichtig wéi d'Subventionéierung vun der Elektromobilitéit? Allkéiers, wa mer hei mat de Grénge doriwuer geschwat hunn, stoung den Här Turmes hei an huet gesot: „Mir entwéckelen nei Batterien, an iergendwéini an deenen nächste Jore komme se.“ En attendant hunn déi Gréng wëssentlech a Kaf geholl, dass domadder Kanneraarbecht am Kongo verbonne war. Dat sinn déi, déi haut heihikommen ...

(Interruption)

... an anere wëlle Virlesungen halen iwwer Mënscherechter an esou weider. Kanneraarbecht! Et sinn déi béi falsch!

Dat gesot, wëll ech awer och hei ...

(Interruption par M. François Bausch)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Bausch, ech war just amgaang, mer et ze iwwerleeën. En huet sech net un déi Gréng gerichtet, mee en huet vun deene Grénge geschwat.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An ofgesinn dovun, riicht e sech selbstverständlech ...

M. François Bausch (déi gréng) | Fait personnel herno, well mer beschëllegt ginn, mir géife Kanneraarbecht ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mä da frot en herno. Dir hutt jo gesot, Dir géift en herno froen, da braucht Der et elo net ze maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass kee Fait personnel!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou! Schwätzt Dir, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass kee Fait personnel, et ass e Fait triste. Sou!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Esou kann een et och gesinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Ech gesinn et esou. Et ass en ...

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, den Niveau, dee klëmmt ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci. Ech hunn awer Riedzäit. Merci, Här Bausch.

Sou, ech wéilt awer elo hei vläicht, nodeem dat kloer gestallt wär, soen, dass mer selbstverständlech vun den Entrepen erwaarden, dass se mussen d'Gesetzter vun deene Staaten anhalen, an deene se aktiv sinn. An d'Iwwerwaachung vun der Anhalung vu Gesetzter, dass ass primär d'Aufgab vun den Entrepen. D'Entrepen hunn eng Rechtsflicht, dass ze maachen, mee d'Iwwerwaachung ass natierlech d'Aufgab vun de Staaten.

Dat stellt eeben dee Konfliktberäich hier, vun deem schonn anerer virdru kuerz geschwat haten, dass ass eventuell extraterritorial Wierkung vun europäesche Gesetzter. Et muss een oppassen domadder. Dat kann en Effet positif hunn, wéi mer et och schonn héieren hunn, am Beräich vun der Chimie oder Standarden am Autobau, mee et muss een awer oppassen, dass een och déi aner Länner respektéiert.

Dat Zweet ass: Mir wëllen op kee Fall als ADR konkurrenzuell Nodeeler fir déi Lëtzebuurger Economie. Dat soll ganz kloer sinn. A mir si géint en nationaal Gesetz. Mir hätte gär, dass dat um Niveau EU oder OECD gereegelt gétt – do gehéiert et hin –, well mir wëlle keng konkurrenzuell Nodeeler. Et ass ganz interessant, dass déi véier Lénkparteien heibannen – alle véier! – eng Motioun hei tabléiert hunn, déi de Risiko vun Nodeeler fir eis Economie wëssentlech a Kaf huelen doduerch, dass se gären en nationaal Gesetz fuerderen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mir si géint Honger-aarbecht, aneschtens wéi d'ADR.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi aktuell Diskussioun ronderëm d'Finanzplaz: géllt fir eis d'selwecht. Mir ënnerstëtzen d'Regierung, jo, mir fuerderen d'Regierung op, och d'Interesse vun der Finanzplaz an dëser Diskussioun ze schützen. A wann dat net garantéiert ass am Kader vun deenen Texter, déi um europäeschen Niveau proposéiert ginn, ma da stëmme mer se eeben net. Da muss dat anescht gemaach ginn.

D'Mënscherechter mussen ganz kloer sinn, well d'Entreprisé brauche Rechtssécherheet! Dofir ass et och wichtig, dass mer genau wëssen, iwwer wat hei geschwat gétt: wéi eng Rechter, wéi eng Ëmweltstandarden? Et kann net sinn, wann esou e Gesetz eng Kéier ageféiert ass, dass dann d'ONGe kommen, oder aner Acteuren, an ëmmer erëm Nobesserungen an esou verlaangen, an och eng Kontroll iwwer d'Entreprisé wëllen ausüben, wat u sech net hir Verantwortung ass.

Si hunn net déi ekonomesch Verantwortung, fir dat ze maachen! Jiddereen huet d'Recht ze kritisieren, jiddereen huet d'Recht ze fuerderen, awer mir brauche Rechtssécherheet fir eis Entrepen. Et däerf keng Retroaktivitéit gi bei esou Gesetzter. Och dat gehéiert zu enger Rechtssécherheet.

Eis Entrepen hunn am Abléck ganz vill Suergen, wierklech vill. An dofir wëlle mir och nach eng Kéier

betounen: Eist Zil ass kloer manner Bürokratie, an net méi Bürokratie! Manner Reporting fir d'Entrepen. An et geet net duer ze soen: „25 %“. Wéi soll dat gemoooss ginn? Dat muss e permanente politesche Wëlle sinn, fir d'Chargé vun eisen Entreprisé méi kleng ze maachen.

Si kënnen och net onméiglech Aufgaben zougetraut kréien. Wéi kënnen se all hir Zouliwwerwer kontrolléieren? Dat ass jo absolut net méiglech. Dat ... À l'impossible null n'est tenu. A mir mussen kucken, dass net op eemol Schuedenersatzfuerderungen oder Haftpflichtfuerderunge kommen, déi einfach déi finanziell Méiglechkeete vun hinne géifen iwwersteigen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Et ass ganz kloer, dass si eng Verantwortung hunn als Entrepen. An et ass och richtig, dass d'Consommateure mat Recht vun hinne kënnen erwaarden, dass si hiren Deel dozou bäidroen, fir Mënscherechter an Ëmweltschutz matzegarantéieren. Awer mir kënnen net méi vun hinnen erwaarde wéi dat, wat se wierklech kënnen leeschten. De Rescht ass eng staatlech Aufgab. An et ass eng staatlech Aufgab, fir géint-iwwer anere Staaten dofir anzetrieden, dass do Gesetzter existéieren, déi déi Standarder respektéieren an duerchsetzen, déi mir all gär hätten. Mee mir kënnen net déi staatlech Verantwortung verleeën op d'Schëltere vun den Entrepen.

Natierlech kënnen mer och e Code de déontologie aféieren. Anerer hu scho gesot: Et gétt déi ESG-Standarden, déi ee ka fräiwëlleg respektéieren, et kann een och doriwuer ewechgoen, mee dat ass e Wee, dee vernünftig ass an deen och vun eis géif privilegiéiert ginn.

Dat, wat mer zesumme wëllen – eis fir Mënscherechter asetzen –, muss op eng realistesch Manéier geschéien, soss maache mir mat dëser Aktioun näischt, wat dauerhaft kann halen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Erlaabt den Här Kartheiser, dass den Här Sehovic eng Fro stellt? Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Sehovic Iech eng Fro stellt, oder net?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir musst net onbedéngt zréckkommen, mee Dir kënnt awer. Här Sehovic, ganz kuerz.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech stellen als éischt emol fest, Här Kartheiser, dass Dir Iech d'Welt e bessen zurechtmoolt, esou wéi et Iech grad passt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass keng Fro. Kommt zu Ärer Fro.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee. Wann Der iwwer d'Elektromobilitéit schwätzt, da kommt Der mat de Mënscherechter.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Hunn ech dat richtig verstanen, dass Der géint eng national Liwwerkettegesetzgebung sidd? Hunn ech dat richtig verstanen, dass et Der géint eng europäesch Liwwerkettegesetzgebung sidd? Wou bleift dann do den Asaz fir d'Mënscherechter, deen Iech dann do op anere Plazen anscheinend esou wichtig ass? Dat ass alles just Gespills, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Sehovic, ech wëll Iech fir d'éischt felicitieren: Dir hutt richtig verstanen, dass mir géint en nationaal Liwwerkettegesetz

sinn. An zum Zweeten hunn ech d'Hoffnung nach net opginn, datt Der mer an Zukunft besser nolauschert, well mir sinn net géint eng Reegulung op EU- oder OECD-Niveau. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, u sech sollt d'Liwwerkettendirektiv scho laang gestëmmt sinn, mee d'Zréckzéie vum Vott huet de Projet esou kuerz virun den EU-Walen dann awer nach eng Kéier torpedéiert. D'Zäit leeft eis fort, fir des Direktiv nach duerchzékriegen, iert d'EU-Walen ustinn an zu Bréssel dat geschitt, wat och d'lescht Joer dann zu Lëtzebuerg lass war: datt einfach emol Saache laang am Tirang liebleiwen.

Well nom Accord vum Parlament a Conseil brauch et am Schnëtt nach eng Kéier aacht Wochen, fir esou Texter an all d'EU-Amtssproochen ze iwwersetzen a juristesch op sécher Féiss ze stellen. Aacht Wochen, déi iergendwann net méi do sinn. An dofir stoung dann haut vun der belscher Présidence erëm de Versuch um Ordre du jour vum COREPER fir eng nei Versioun, fir en neie Kompromëss. An och haut huet sech keng Majoritéit fonnt.

No de leschten Informatiounen, déi mer virleien, hätte sech 14 Länner fir dee Kompromëssvorschlag ausgeschwat. A Lëtzebuerg hätt kënnen déi 15. Stëmm sinn, déi sech dofir ausgeschwat hätt – huet sech awer enthalen. Och wann et keen offizielle Vott war, mee en informelle Vott, wär dat also esou, datt Lëtzebuerg do schonn d'ar Direktiv am Wee gestanen hätt; dësem Kompromëss, zumindest zu engem guden Deel, am Wee gestanen hätt an hätt kënnen dee 15. sinn, deen domadder d'ar Direktiv zumindest iwwert den éischte Seuil vun de Länner gehuewen hätt.

Mee u sech wësse mer dat net. Dat ass dat, wat mer héieren. Dat ass dat, wat rapportéiert gëtt, well och no dësem zweete Versuch huet sech d'ar Lëtzebuurger Regierung jo nach ëmmer net wierklech positionéiert. Also, déi nei Regierung sécher net. Well wann ech dat héieren, wat den Här Hansen hei gezielt huet, an och dat, wat den Här Hansen als Motioun ofginn huet am Numm vun der Majoritéit, da maachen ech mer awer Suergen, ob dann iwwerhaapt e Versteesdemech fir déi Direktiv am Moment do ass bei der Majoritéit.

(Interruption)

Well, ganz éierlech, ech wësst net, wéi en Installateur vu Solarpanneauen hei zu Lëtzebuerg dann ënert d'Krittäre vun der Direktiv géif falen, datt e misst seng Fournisseuren esou kontrolléieren, wéi den Här Hansen dat hei duergestallt huet. Dat sinn also scho bal Fakenews heibannen, déi verbreet gi vun der gréisster Partei hei am Parlament.

M. Christophe Hansen (CSV) | Fait personnel!

(Brouhaha général)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Zukünftege Kommissär!

M. Sven Clement (Piraten) | A vläicht zukünftege Kommissär, wéi den Här Baum dat seet.

(Brouhaha)

Bon, dat hänt nach vun de Walen of, ne?

(Brouhaha)

Also, ech muss ganz éierlech soen, deen Installateur, deen déi Krittären hei zu Lëtzebuerg erfëllt, dee wëllt ech gäre gesinn!

Fir eis Piraten weist awer déi ganz Prozedur hei nach eemol, datt op enger Säit net genuch Transparenz herrscht, virun allem net, wann et drëm geet, wat eis Ministeren an eis Ambassadeuren op EU-Niveau maachen. Well déi Fro, wéi Lëtzebuerg sech zu d'ar Direktiv positionéiert, ass jo net vu gëschter. Déi Fro stellt sech och net nëmme haut.

Déi Fro, wéi sech Lëtzebuerg an de COREPERen an an de Conseile positionéiert, stellt sech all Dag op en Neits. A vill ze heefeg gëtt dës Chamber hei iwwerrascht vun de Positionéierung vum der Majoritéit, also vun der Regierung, well et ass jo net emol d'ar Majoritéit, déi gëtt och heiansdo mat iwwerrascht, wéi dann eis Memberen an deene verschiddene Gremien op europäeschem Plang ofgestëmmt hunn. An da muss mer dat ëmsetzen.

U sech misst d'ar Regierung eis also virun all Conseilssëtzung, sief dat op Ministerniveau, op Niveau vun de Staats- a Regierungschefen, respektiv och op den Ambassadeurniveauen, soen, wéi Lëtzebuerg sech positionéiert. A grad zum Beispill bei Texter, wou et enk ass a wou natierlech Interête vu Lëtzebuerg tangéiert sinn, ass et wichteg, datt mer e breeden Debat hunn an datt dat net hanner zouenen Diere geet, wou herno keen esou ganz genau weess: War et en offizielle Vott? War et en informelle Vott? Hu mer eis enthalen? Stoung mer domadder am Wee? Stoung mer net am Wee? Ech mengen, grad bei deene komplizéierte Berechnunge vun der qualifizéierter Majoritéit op Conseilsniveau ass dat natierlech ëmmer erëm eng spannend Fro.

Dat ass eppes, wat eis hei am Land feelt, wou aner Länner vill méi wäit sinn, wou d'Parlamenter vill méi agebonne sinn. Wat eis awer och hei zu Lëtzebuerg feelt, ass de Courage, fir hei Neel mat Käpp ze maachen, fir ze soen: Mir brauchen eng Direktiv, a wann déi Direktiv elo scheitert sollt virun de Walen, da brauche mer en nationaalt Gesetz.

Mir ware souguer der Meenung, datt sech déi lescht Regierung ... An ech si frou, datt zwou Parteien aus d'ar leschter Regierung sech elo nei positionéieren an och der Meenung sinn, datt mer en nationaalt Gesetz brauchen, soubal d'ar Direktiv da lo – viraussichtlech – wäert scheitern, well Lëtzebuerg am Wee steet. Da brauche mer en nationaalt Gesetz.

An dofir sinn ech frou, datt u sech d'ar Viraarbecht schonn an der leschter Legislatur ugefaangen huet, zesumme mat der Zivilgesellschaft eng Proposition de loi hei ze deposéieren, déi u sech prett ass, fir dat Gesetz ze ginn an domadder dat méiglech ze maachen, wat Lëtzebuerg – haut de Moien zumindest – awer am Wee stoung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn, datt den Här Hansen d'Wuert freet. Ech huelen un, datt dat wéinst Fait personnel ass.

M. Christophe Hansen (CSV) | Wéinst Fait personnel. Merci, Här President, jo.

M. Claude Wiseler, Président | E puer kuerz Rektifikatiounen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Eng ganz kuerz Rektifikatioun an eng Fro un den Här Clement: A wéi engem Artikel steet dran, datt déi Direktiv an deene 27 Memberstaate mat deene selwechte Krittären ëmgesat gëtt? Heescht: Sinn d'ar Reporting requirements an deene 27 Staaten d'ar selwecht? Wann Der mer deen Artikel nennt, dann hutt Der eng Bonne note verdéngt!

M. Claude Wiseler, Président | Dir krut eng Fro gestallt. Och do eng kuerz Äntwert, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, also, ganz éierlech, dat doten ass eng Fro ... Wa mer wëllen iwwert déi eenzel Artikeler schwätzen, Här Hansen, kënnen mer dat gären am Detail maachen.

(Brouhaha général)

Ech froen Iech ... Ech ginn Iech d'ar Zréck, well déi hunn ech Iech virdu gestallt. Ech hunn Iech déi Fro virdu gestallt: Wéi een Elektriker, deen hei zu Lëtzebuerg Solarpanneauen installéiert, huet méi wéi 500 Mataarbechter an 150 Milliounen Ëmsatz? Wann Der mer dee weise kënn, ma da sinn ech houfreg op eis Lëtzebuergesch Economie!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo kritt Der fënn Sekonnen d'Wuert, Här Hansen. Dann hale mer op mam Dialog hei.

M. Christophe Hansen (CSV) | Deen Elektriker muss säi Solarpanel iergendwou akafe goen. A wou geet en deen hiersichen? Deen huet e bestëmmt net bei engem 500-Mann-Betrieb hei zu Lëtzebuerg bestallt. Dat ass de Problem.

Et ass d'ailleurs ... Et ass net dat doten, wat wäert den Ausschlag ginn. D'Zuel ass irrelevant, och wa Frankräich déi op den Dësch bréngt, Här Clement; et ass do, wou Der et hierkritt. Wa mir am Marché intérieur net méi ... Well et wäert kee produziere just fir de Lëtzebuurger Marché – pardon, dofir si mer ze kleng. Wann Dir mengt, mir wieren esou grouss, dann hutt Der eppes vun der Weltwirtschaft net verstan!

(Interruptions et brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, do sidd Dir awer mat am Boot!

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo ass deen Dialog hei eriwuer! Här Baum, wann Der nach ee Moment wëllt waarden. Ech kréie gesot, den Här Fayot wëllt nach eng Motioun hei einfach ofginn.

(Hilarité)

Hie gëtt mer déi, ouni se ze erklären elo. Hien erkläert se zum Schluss, wa mer zu de Motiounen kommen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Motion sans parole.

(Hilarité)

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– la présence dans notre pays de très nombreuses sociétés holding dont l'activité n'est pas clairement réglementée et dont le seul objet consiste à détenir des participations dans d'autres sociétés ;

– que ces sociétés holding ou SOPARFI ne tomberont vraisemblablement pas dans le champ d'application de la future directive « CSDDD », mais qu'elles pourront néanmoins détenir des participations, directement ou indirectement, dans d'autres sociétés dont l'activité peut être de nature à entrer en conflit avec les principes directeurs sur les droits humains visés par la CSDDD ;

– que le Point de contact national (NCP) luxembourgeois pour l'OCDE au Ministère de l'Économie, qui peut être saisi de violations alléguées des principes directeurs sur les droits humains de l'ONU du fait d'une société résidente, n'a guère d'emprise sur les SOPARFI n'ayant pas d'activité opérationnelle au Luxembourg ;

– qu'il importe que notre pays, qui dispose d'une importante place financière avec notamment de nombreuses SOPARFI, se dote d'un mécanisme juridique efficace permettant de procéder à la liquidation judiciaire de SOPARFI détenant, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans une société ou entreprise

opérationnelle ayant une activité illégale, voire contraire aux lois pénales au Luxembourg et dans le ou les pays où se situe cette activité,

invite le Gouvernement

– à introduire dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales une disposition permettant aux autorités judiciaires la liquidation d'une société commerciale de participation financière (SOPARFI) lorsque son implication dans une activité illégale est avérée dans une décision ayant force de chose jugée prononcée par un tribunal ou une cour compétente territorialement.

(s.) Franz Fayot, Marc Baum, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Dir dærfst se duerno selbstverständlech erklären, wa mer un d'Motionne kommen. Mee mir musse se fotokopéieren an Iech se verdeelen, fir datt mer eng uerdentlech Diskussioun duerno kënnen féieren. Dat war de Sënn vun där Interruption. Elo ass et um Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Ech wëilt dann och ufänken an de Kolleege vun de Grénge Merci soen, datt se dës Heure d'actualité zur Liwwerkettendirektiv gefrot hunn, well et ass effektiv eng Debatt zu engem Moment, wou d'Verhandlungen zu Bréissel grad op Héichtourelafen, virun allem well d'Position vun der Lëtzebuurger Regierung an deem Dossier onkloer ass a se sech och bis elo net d'Méi gemaach huet, d'Parlament dozou ze consultéieren oder och emol nëmmen ze informéieren. Verschidde Parteien, dorënner och mir als Lénk, hate jo déi zoustänneg Ministeren an d'Kommissioun geruff, fir ze wëssen, wat dann elo Saach ass, mee déi haten anscheinend nach keng Zäit fir d'Deputéiert. Ëmsou méi gespaant si mer dann elo op d'Aussoe vun der Regierung.

Datt Lëtzebuerg iwwerhaapt elo zu Bréissel als Wackelkandidat gehandelt gëtt, ass aus eiser Siicht ganz bedauerlech. Skandaléis fanne mer, wann déi Noriichten, déi mer haut konnte liesen, géife stëmmen, datt Lëtzebuerg zum Camp vun deenen iwwergewiesselt ass, déi sech enthalen, well d'Enthalung an deem Fall en Nee ass an den Doud vun der Direktiv.

Et passt awer ganz gutt an d'Bild, dat Schwaarz-Blou an deenen 100 éischten Deeg ofginn huet. Well zanter Lëtzebuerg elo selwer zu enger Entreprise ginn ass, hu mir eng Regierung mat ganz vill Versteesdemech fir d'Interessie vum Kapital. Ee CEO trëppelt deem aneren net gären op d'Féiss.

Déi ganz Debatt ronderëm d'Thematik vun de Liwwerketten, déi jo mëttlerweile iwwer 20 Joer al ass, mécht alt nees androcksvoll däitlech, datt am Kapitalismus d'Mënscherechter verhandelbar sinn, zumindest emol d'Rechter vum globale Proletariat, also deene Fraen a Männer ronderëm d'Welt, déi Kleeder bitzen, Handyen zesummeschrauwen a Kaffisboune plécken. Deene Mënschen hir Aarbechtskonditiounen, hir Sécherheet, hir Liewensbedéngunge ginn hei reegelméisseg op d'Balance geluecht mat, op där anerer Säit, de finanziellen Interessie vum Grousskapital am Genre: Mënscherechter si wichteg, mee awer.

Dëst Ofweien ass an eisen Aen ëmsou méi absurd, wéi déi Direktiv hei jo eeben net dee klengen Handwerksbetrieb um Eck betrëfft. Se gräift eréischt fir Konzernar ab 500 Mataarbechter an engem Joresëmsatz ab 150 Milliounen Euro. An dat misst jo awer och als administrativen Opwand verkraftbar si fir déi Entrepreneuren.

Och d'Argument, wat mer virun hei vun der Rietser héieren hunn, datt et un de jeeeweilige Staaten am

globale Süde wär, op hirem Territoire selwer fir d'Anhale vun de Mënscherechter an den Ëmweltstandarden ze suergen, hält der Realitéit net stand: Dovun ofgesinn, datt a ville Länner déi néideg staatlech Strukture feelen, fir hirer Legislatioun Geltung ze verschafen, sëtzen déi ëffentlech Autoritéiten an der Reegel um klengen Hiewel par rapport zu de Multinationallen.

Et ass keen Zoufall, datt d'Gewerkschafte sech fir en ambitionéiert Liwwerkettegesetz asetzen. Well si wësse ganz genee, datt d'Fronten hei net tëschent de Kontinenter verlafen, net tëschent Europäer, Asiaten oder Afrikaner, mee tëschent deene Mënschen, déi d'Gewënner mat hirer Aarbecht erwirtschaften, an deenen, déi dës Gewënner schlussendlech an d'Täsch stiechen. Déi europäesch Aarbechterinnen an Aarbechter hunn näischt drun ze gewannen, wann d'Konzerner hir Produktioun a Länner verlagere, just well se do d'Aarbechtskraaft besser kënnen exploitéieren a sech net brauchen un Ëmweltstandarden ze halen.

De Geschäftsmodell vun de Multinationallen – well et ass jo ëm déi, wou et hei geet – ass op Exploitatioun vu Mënsch an Natur ausgeriicht. Dat verspricht kuerzfristeg Renditten, féiert awer laangfristeg an eng Mauer. Och dowéinst ass et wichteg, datt endlech eng staark a contraignant Legislatioun an deem Beräich opgebaut gëtt.

Här President, et muss een och soen, dës EU-Direktiv huet trotz ganz gudden Usätz nach vill Lacunnen, virun allem, wann et drëms geet, Decideure vun de Multinationalle fir eventuell Violatioune responsabel ze maachen an zur Rechenschaft ze zéien.

Dofir ass et eiser Meenung no och esou wichteg, d'Finanzacteurs mat an d'Flicht ze huelen, well et si jo schliisslech déi sougenannte Bénéficiaires économiques, déi un der Spëtzt vun der Pyramid sëtzen. Op alle Fall sollt een net de Feeler maachen ze mengen, datt dës Direktiv, egal wéi den Text schlussendlech ausgesäit, de Problem aus der Welt schafft. Et wier awer en éischten a wichtige Schrëtt!

An deem Sënn fuerdere mir dann och d'Regierung op, sech deene Länner unzeschléissen, déi eng méiglechst ambitiéis a contraignant Direktiv wëllen unhuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Demokratie leeft vun der Debatt. An ech sinn dankbar, datt mer op esou engem wichtige Sujet wéi dësem dës parlamentaresch Diskussioun hunn, initiéiert vun deene Grénge. Mir soe jiddwerengem Merci fir dës Debatt an och der Zivilgesellschaft, déi sech op eng respektvoll an engagéiert Aart a Weis agesat huet fir e Sujet, deen eis eigentlech, mengen ech, heibanne misst verbannen.

D'Madamm Tanson huet an hirer Ried zwee Prinzipien am Ufank genannt, déi se mer och als Fro gestallt huet, op déi ech wëll eng ganz kloer Äntwert ginn. Si huet gesot – an dat als Fro och u mech adresséiert an als Vertrieeder vun der Regierung –: „Mir sti fir de Respekt vun de Mënscherechter, an do dierf et kee ‚mee‘ dohannert ginn.“ Ech confirméieren: Dës Regierung steet fir de Respekt vun de Mënscherechter ouni „mee“.

Dat Zweet, wat se gefrot huet: ob et der Regierung egal wär, wat geschitt mat Kannerarbecht,

wat geschitt mat de Bëscher um Enn vun der Welt. Neen, dat ass der Regierung net egal. An d'Regierung wäert alles maachen, do, wou et fonctionéiert, fir datt et keng Mënscherechtsverletzungen an de Produktiounschäin gëtt an datt och d'Natur op anere Plazen op der Welt, wou mer Saachen hier akafe, déi mer hei consomméieren, respektéiert gëtt.

Op deenen zwee fundamentale Prinzipien, mengen ech, si mer eis heibannen alleguerten eens, op d'mannst kann een dat esou aus der Debatt erausliesen. Ech soen och, datt et duerfir fir mech net verwonnerlech ass, datt an engem Sondage erauskënnt, datt néng vun zéng Leit hei am Land hannert deene Prinzipie stinn. An ech froe mech souguer, wou deen zéngten ass, deen do feelt.

Plusieurs voix | Dat sidd Dir!

(Brouhaha)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mee gradesou – an dat hunn och déi lescht Méint gutt bewisen – sinn néng vun zéng Leit der Meenung, a vläicht souguer zéng vun zéng, datt an Europa vill komplizéiert reglementéiert an oft iwwerreglementéiert gëtt. Frot d'Bauern, déi déi Lescht an der Rei ware vun deenen, déi amgaange sinn, mat deene Reglementatiounen ze kämpfen.

Ech wëll déi Prinzipie virausschécken. Fir d'Lëtzebuurger Regierung ass et also ganz kloer, wann ech elo op d'Liwwerkettendirektiv zrëckkommen, datt mir fir d'Prinzipie vun dëser Direktiv, vun dëser Proposition, vun dësem Projet de directive stinn.

Et ass gradesou kloer fir d'Regierung, datt mir et besser fannen an absolut noutwendeg fannen, wéinst der Gréisst vun eiser Ekonomie, enger oppener Ekonomie, datt mer en europäeschen Text hunn, well eis Betriber doe sech ganz schwéier domat – vu datt se bal alles exportéieren, wat se hei produzéieren, oder importéieren, wat se gebrauchen –, datt se mussen mat 27 Gesetzgebungen eens ginn. Dat ass quasi „ein Ding der Unmöglichkeit“. Duerfir si mer fir d'Prinzipie vun dëser Direktiv a mir si fir en europäeschen Text.

Mir soen awer gradesou kloer, datt an deem Text, deen hei virläit, deen iwwer 100 Säiten huet, nach extreem vill juristeschen Unsécherheeten dra sinn an datt den administrativen Opwand grouss ass. An dat betrëfft och déi Kleng- a Mëttelbetriber, well, egal wéi de Seuil ass, deen an där Direktiv steet – an deen ass iwwer 100 Säiten nach ëmmer an der Diskussioun –, ginn déi kleng Betriber, déi en Zulieferer sinn zu engem groussen Betriber, vum groussen Betriber gefrot, vertraglech oder anescht, och ze bewisen, datt si all déi Prinzipien, déi dee Groussen muss erfüllen, och erfüllen. Dat heescht, par extension vun där Direktiv gëtt dat och eng substanzuell Méibelaaschtung fir déi Kleng- a Mëttelbetriber.

Da gëtt hei kritizéiert – ech verstinn d'Kritick nëmmen hallef –, datt d'Regierung sech do géif bedeckt halen, hir Meenung net géif soen, net géif soen, wéi se géif ofstëmmen, mee, Här President, ech wëll d'Chamber informéieren, datt et bis elo net zu engem Vott komm ass. Och de Moien huet déi belsch Presidence gesot: „Mir leeën den Text net dohinner, well mir sinn nach um Verhandelen.“ Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, dee ganz wichteg ass: Ech liesen an der Zeitung, an den Zeitungen, ech héieren heibannen, Lëtzebuerg wär dat Land, wat géif blockéieren, a vun eis géif de Vott ofhänken. Ech soen Iech, an ech hunn nach virun enger hallwer Stonn mat eisem Vertrieeder an der Ronn vun den Ambassadeuren zu Bréissel geschwat: De Moien an där Diskussioun – et war kee Vott – huet sech nëmmen eng Minoritéit vu

Staaten – eng Minoritéit vu Staaten! – fir de Kompromësstext, wéi en elo do läit, wat nach keen definitiven Text ass, ausgeschwat. Mengt Dir wierklech – dat ass eng Fro un des Chamber –, datt d'Majoritéit vun de Memberstaaten an Europa géint d'Menscherechter wär? Mengt Dir wierklech, datt eis zwee grouss Nopere, Frankräich an Däitschland, géint d'Menscherechter wäeren?

(Interruptions)

Si hunn den Text de Moien net gutt fonnt. Sidd Dir wierklech der Meenung, datt d'Skandinavien fir Kannerarbecht wäeren? Nee, si waren ëmmer fir d'Menscherechter.

An duerfir soen ech: Déi Iddi, datt hei Lëtzebuerg géif blockéieren, ass eng Falschduerstellung. Ech hu kloer am Numm vun der Regierung gesot: Dat ass e wichtege Text. Duerfir stinn och ech hei am Numm vun Wirtschaftsminister, vum Ausseminister, vun der Justizministerin a vun dem Finanzminister. Mir sinn eis eens, datt dësen Text an der Zilsetzung richtig ass, mee datt en nach muss verbessert ginn.

An da soen ech Iech eppes, wat souwuel déi gréng an hirer Motioun wéi de Verrieder vun der Sozialistischer Partei hei gesot hunn: Se schwätze vun deem groussen Kompromës vum Dezember 2023. Dat war den Accord tëscht Europaparlament, Europäescher Kommissioun a Conseil. Et muss ee wëssen, datt deen Text an Zwëschenzäit geännert ginn ass. Deen Text, op deen den Trilog – wéi dat heescht, wann déi dräi Institutiounen zesummekommen – sech géeneegt huet, ass duerno duerch eng Rei zousätzlech Demanden erëm geännert ginn. An et gëtt fir de Moment keen definitiven Text.

E Beispill ass, datt déi net operationell Participatiounsgesellschaften ouni Erklärung op eemol an deen Text drakomm sinn. Dat ass zum Beispill eng Dispositioun, déi besonnesch fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Froen opwerft, wou ee mol muss kucken: Wat heescht dat genee? Wéi soll et fonctionéieren? A bis elo konnt och déi Belsch Presidence eis eigentlech net erklären, firwat deen Aspekt wichtege wär, well et an der Praxis ganz schwierig ass, wéi dat soll fonctionéieren. Wa mir déi Erklärung kréien, wann een eis erkläert, firwat de Kompromës vum Dezember 2023 dann net méi do steet, da kënnen mer eréischt eis Positioun definitiv festleeën.

Ech soen Iech nach eng Kéier: Lëtzebuerg – an d'Lëtzebuurger Regierung – gleeft drun, datt mer en ambitiösen europäeschen Text brauchen, fir, engersäits, d'Menscherechter an der Liwwerkettechainé te protegéieren. Mir hunn all en Interêt dorun. An ech kenne keen, deen et gutt fënn, wann op Kannerarbecht zréckgegraff gëtt oder aner Menscherechter verletzt ginn, sécherlech net heibannen.

Gradesou wichtege fanne mer, datt d'Ëmwelt an der Welt och an der Produktiounschäine respektéiert gëtt. Mee mir stëmmen net zou zu engem Text, dee mer a) nach net kennen an dee b) nach ganz vill Froen opwerft. Wann den Text kënn, wann e verbessert gëtt, da gesinn ech, datt d'Lëtzebuurger Regierung aus all deene groussen Prinzippe kann esou engem Text zoustëmmen. Dat ass fir de Moment net de Fall. Mir wëllen en europäeschen Text. Mir wëllen e besseren Text. An duerfir verhandele mer weider mat der Belscher Presidence.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister, d'Madamm Tanson an den Här Goergen wollten Iech nach eng Fro stellen. Huet Der déi Froen un?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Här Premierminister, Dir hutt vun enger Rei Länner geschwat, déi dann och net domadder d'accord wäeren. Ech wëll just notéieren, dass déi Länner, déi Der opgezielt hutt, all schon en eegenen Text hunn. Déi sinn also an enger anerer Situatioun wéi mir, déi nach keen esou en Text hunn. Dat heescht, deene kann ee sécherlech keng schlecht Intentiounen per se elo mol virwerfen.

Mee ech hunn awer eng aner Fro. Dir schwätzt vun deem Kompromës, deen am Dezember da geholl gi wär am Kader vum Trilog. Wann ech Iech elo richtig verstinn, da bezéien d'Kritik vu Lëtzebuerg sech just op déi Evolutioun, déi duerno komm ass. Dat heescht, wann den Text esou virgeleeën hätt elo am COREPER, wéi e verhandelt ginn ass a wéi en aus dem Trilog erauskomm ass, da wier d'Lëtzebuurger Regierung och elo nach ëmmer domat d'accord. A wann d'Äntwert dorobber Jo ass, dann heescht dat, datt et sech haaptsächlech ëm d'Fro vun de SOPARFIen dréit. Dat ass dann déi zweet Fro.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Déi Äntwert ass en hallwe Jo. Ech preziséieren och, firwat. Et huet mech dach extrem frapféiert, datt enorm vill Länner eng Rei juristesche Onsécherheeten opgeworf hunn.

An ech muss soen, wéi ech dat héieren hunn, zesumme mat de Kolleegen an der Regierung, hu mer gesot: „Dann huet deen Text do e ganz seriöse Problem.“ Wann dat just eng Fro gewiescht wär vu Lëtzebuerg zu engem Punkt, da kann ech Iech soen – mir hunn eis d'Fro net misse sou stellen, well se net sou gestallt ginn ass –, dann, mengen ech, hätte mer kënnen deem Text zoustëmmen. Mee wann ech d'Zuel vun deene Länner liesen, déi och de Moien an där Sitzung alleguerete Problemer opgeworf hunn, dann ass dat dach awer e fundamentale Punkt, deen och beweist, datt deen Text net déi juristesche Qualitéit huet, déi e brauch, onofhängeg vun deene particuliere Lëtzebuurger Punkten. Dat huet mech dach frapféiert. An et kann een dat deene Länner – a se si souwuel am Norde wéi am Süde wéi am Weste vun Europa an och am Osten – wierklech net reprochéieren.

An ech hätt gär, datt deen Text nach verbessert gëtt. An duerfir beweege mer eis an Richtung vun engem Jo, mee mir beweegen eis a Richtung vun engem Jo, wann déi Belsch Presidence op déi Rei Froen do eng méi kloer Äntwert gëtt. An déi ass fir de Moment net do, an dat mierken d'Belsch och selwer, well et ass net esou, wéi wann d'Belsch de Lëtzebuurger gesot hätten: „Wann Dir Jo sot, dann ass d'Saach an der Rei.“ Dat hätt de Moien – éischtens war kee Vott, ech preziséieren dat nach eng Kéier – am Endeffekt absolutt näischt geännert, well ganz vill Länner mat deem Text hei net d'accord sinn.

An ech soen nach eng Kéier: Menscherechter si fir eis essentiel. An ech wëll dat wierklech net dem administrativen Opwand ënnerwerfen, mee ech hätt gär, wa mer dat heite maachen, datt et fonctionéiert, datt et gutt fonctionéiert, datt eis Betriber och dermat eens ginn an datt mer genau wëssen, wéi et da soll fonctionéieren. A wat d'Participatiounsgesellschaften, ubelaangt, muss ee mer virun allem erklären, wéi dat an der Praxis soll fonctionéieren, an op déi Äntwerte waarde mer nach, an da jugéiere mer dat.

Et ass virdru gesot ginn, Dir hätt mech schon an d'Chamber invitéiert, dat war héchstwahrscheinlech fir Fachministeren, mee ech kommen ëmmer gär an d'Chamber, fir doriwwe ze diskutéieren. Mee den Text ass an der Verhandlung, a soulaang den Text an

der Verhandlung ass, kann een och net Jo oder Nee soen, well ech kucke gär en Endtext mat de Ministerkolleegen, eier mer Jo soen. An dat ass fir de Moment net de Fall.

M. Claude Wiseler, Président | Nach eng ganz kuerz Fro vum Här Goergen, mee just eng Fro, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech si frou, dass mer eis eens si bei de Kanner- a bei de Menscherechter, just déi néng Leit, déi Der opgezielt hutt, déi wësse vläicht net ëmmer, wa se eppes kafen, wou géint Kannerarbecht oder Menscherechter verstouss ginn ass. Dat ass de wichtege Punkt. Dir hutt eng Argumentatioun benotzt vun de Baueren an Är Ried. Et ass awer och esou ... an dat ass meng Fro: Ass et dann net esou, dass d'Bauere grad déi sinn, déi am Moment och fuerderen, dass ausserhalb vun der Europäescher Unioun vill méi iwwerpréift gëtt, wat produzéiert gëtt, an dass ee vun hire groussen Problemer ass, dass eeben déi Produktiounen ausserhalb vun Europa geschéien a se dat net kontrolléiert hunn, an dass dat heiten eigentlech eent vun de beschte Beispiller ass, dass d'Baueren op d'Strooss ginn, fir esou eppes ze froe wéi eng Aart Liwwerkettegesetz, fir dass genau si hir Produiten och kontrolléiert kréien, déi an d'Europäesch Unioun erakommen?

Merci.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Selbstverständlech, dofir ass d'Regierung jo och mat der Zilsetzung vun där Direktiv d'accord. Ech kann et net genuch ënnersträichen: Ech fannen dat hei en extrem wichtege Text an ech sinn och d'accord mat deem, wat d'Baueren do fuerderen. Nach muss den Text esou sinn, datt e fonctionéiert, datt e juristesche kloer ass, an dat ass fir de Moment net de Fall. An dat ass net nëmmen d'Meenung vun der Lëtzebuurger Regierung, dat ass d'Meenung vun enger Meerheit, vun enger Majoritéit, vu Memberstaaten. A wann ech souguer nach eppes derbäi dierf soen: Déi Majoritéit gëtt jo gerechent, souwuel d'Majoritéit vun de Länner – also déi qualifizéiert Majoritéit gëtt dem Traité no gerechent – wéi d'Majoritéit vun den Awunner. A kee vun deenen zwee Krittären ass fir de Moment erfüllt, well all déi grouss Länner och e Problem mam Text hunn. Dat ass d'Majoritéit vun der Bevëlkerung an d'Majoritéit vun de Länner. Do gehéiere mir och derzou. An duerfir muss ech soen: Deen Text ass nach net räif a mir wäerten e positiv begleeden, fir d'Menscherechter an der Welt an heiheem nach besser ze schützen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci.

Motions

An da kéime mer elo zu de Motiounen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass deposéiert gi vun der Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, wëllt Dir se nach eng Kéier explizéieren?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ganz gär. Merci, Här President. Also, et ass jo ugeklong: Mir wënschen eis fir d'éischt emol, dass d'Regierung e kloer Jo zu dëser Direktiv gëtt, an der Hoffnung, dass Der dann Är Froe beäntwert kritt, déi Der gestallt hutt, an dann och mat allem Engagement an deenen nächsten Deeg Iech weider dofir setzt. A wann dat dann awer géif echouéieren, da si mer der Meenung, dass mer, gradewéi ganz vill vun deene Länner, vun deenen elo rieds war, dann och en Text hei zu Lëtzebuerg brächten.

An ech wëll an deem Kontext och un eng Motioun erënneren, déi hei 2022 quasi vun all Partei

ënnerschriwwer gouf, dorënner Dir, Här President, an den Här Gusty Graas, wou d'Regierung opgefuerdert gouf, sech ze engagéieren fir eng EU-Liwwerketten-direktiv, wou och eng Debatt war, wou souwuel Dir wéi och den Här Bauler zum Beispill wierklech ënnerstrach hutt, dass een esou eng Liwwerketten-direktiv op europäeschem Niveau géif brauchen. An ech erënneren och zum Beispill un d'Wierder vum Här Galles 2019, deen an enger Kooperatiounsdebatt gesot huet, dass mer ons, falls mer net zu enger EU-Léisung géife kommen, da sollten un Däitschland inspiréieren an dann eeben hei zu Lëtzebuerg och en Text sollte kréien, well et einfach extreem wichtig wier, an dass mer esou eng Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg dann dee Moment géife brauchen. An och den Här Graas – mat deene Wieder schléissen ech dann of –, dee gesot huet: „Mir müssen et och fäerdegbréngen, méi e responsabele Kapitalismus [...] opzebauen“, genau an deem selwechten Esprit, soudass ech jo dann dovunner ausginn, dass d'Majoritéit och kee Problem mat deem heiten dierft hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Hunn ech zu dëser Motioun Wuertmeldungen? Den Här Fayot, den Här Clement. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, mir ënnerstëtzen dës Motioun. Mir sinn effektiv, éischtens, der Meinung, dass een hei muss eng proaktiv an eng positiv Approche hunn zu deem Projet vun Direktiv, deen elo do läit. Et kann ee jo natierlech ëmmer ... Et gëtt kee perfekte Text, mee et kann een ëmmer kucken, dass een a Richtung schafft vun engem Text, deen duerno akzeptabel ass. Mir sinn nach wie vor der Meinung, dass et preferabel ass, dass en europäeschen Text hei kënn, wéi gesot, en ambitiësen Text, well et besser ass, dass Lëtzebuerg sech do an e *Marché unique* inseréiert. Effektiv, ze vill där Texter bréngen mat sech, dass mer eng Fragmentatioun kréien, déi net gutt ass.

Nichtsdestotz, wann dat net méiglech wär, wann deen Text hei – well déi Gefor besteet elo – sollt iergendwann eng Kéier vum Dësch sinn, da sollte mer kucken, dass mer an d'Richtung gi vun engem nationale Liwwerkettegesetz. Do ass och eng gewësse Viraarbecht gemaach ginn. Ech erënneren drun, dass an där leschter Legislatur zwee Plan-d'action-nationale gemaach goufen, och mat enger gréisserer Etüd vun enger Expertin zu dësem Sujet, deen och de Perimeeter ofgestach huet vun esou enger méiglecher nationaler Legislatioun. Dat heescht, et ass net, dass mer do géife vun null ufänken.

An ech menge wierklech, dass et hei extreem wichtig ass, dass mer virukommen, wéi gesot, mat der Präferenz vun engem europäeschen Text, a wann dat net dran ass, vun engem nationalen Text. Dofir ënnerstëtze mer déi Motioun hei.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn elo dräi Wuertmeldungen vum Här Clement, vum Här Hansen, vum Här Premierminister. Här Premierminister, wëllt Dir direkt eppes dozou soen? Wann Der erlaabt, géif ech dem Premierminister dann direkt d'Wuert ginn, an dann huele mer den Här Clement an den Här Hansen.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Vu datt eng Motioun sech jo un d'Regierung riiicht a vu datt ech deen Debat hei ganz wichtig fannen, och am Sënn vun der gemeinsamer Zilsetzung, déi mer heibannen hunn – et geet ëm Mënscherechter an et geet och ëm eise Souci, déi administrativ Chargen ze diminuieren –, muss ech soen, datt ech eng gewësse Sympathie fir dës Motioun hunn, mee ech wëll awer zwou Präzisiounen derzou maachen.

Dat eent ass, nach eng Kéier: Hei gesäit et duerch deen drëtten Considerant, „l'adoption historique [...] d'un compromis“, esou aus, wéi wann ... Dee Compromis als solche läit fir de Moment net méi um Dësch. Also muss een op d'mannst präziséieren, datt an Zwëschenzäit en neien Text derbäikomm ass.

Dat zweet, dat ass, datt an deem leschte Considerant – dat wäert Iech net iwwerraschen – steet: „l'absence de positionnement public clair du Gouvernement“. Ech hu mech schon e puermol zu där Thematik ausgeschwat an ech ka mech nëmmen zu eppes ausschwätzen, wann en Text do läit. Ech géif also bieden, datt een dat géif änneren.

Mee wat elo de Fong ubelaangt a wat méi wichtig ass: Ech sinn der Meinung, datt een net ka schreiwen: „voter au niveau européen en faveur du projet de directive“, well den aktuellen Text ass jo nach net definitiv. Et ass en Text, deen en cours de négociation ass. Ech sinn also d'accord, datt mer eis weider fest fir en europäeschen Text asetzen, an ech sinn och d'accord, datt, wann an deenen nächste Méint, an deem nächste Joer, keen europäeschen Text kënn – ech kann dat net an een Zäitrame setzen –, een dann déi zweetbescht Léisung muss envisagéieren, datt een dann en nationalen Text mécht, wéinst der Wichtigkeet vun de Mënscherechter, an tenant compte an deem Lëtzebuerger Text dann och, d'Charge administrative virun allem vun de Kleng- a Mëttelbetriber sou kleng wéi méiglech ze halen. Ech sinn also net géint en nationalen Text. Ech sinn och derfir, nach eng Kéier am Numm vun der Regierung, datt mer en europäeschen Text ënnerstëtzen, mee fir de Moment ass kee „projet de directive“ do.

Wann Der also do eng lichte Ännerung maacht, da kann ech Iech aus Regierungssicht bieden, dës Motioun ofgeännert unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Doropshi géif ech mengen, datt et wichtig wär, datt mer der Madamm Tanson d'Wuert elo ginn, fir datt si kann dozou Stellung huelen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, ech schwätzen elo ënner der Kontroll vun de Kosignatairen hei vun där Motioun, mee ech hätt guer kee Problem domat, wann ee géif den drëtten an de leschte Considerant eraushuelen a wann ee géif de „voter“ ersetzen duerch „soutenir fermement au niveau européen l'aboutissement du projet de directive“. Ech géif mengen, domat hätte mer deem Rechnung gedroen, wat Der elo grad gesot hutt, Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech si mat deenen Ännerungsvirschléi vun der Madamm Tanson ganz d'accord.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Stëmmt Der se mat?

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, ech huelen dat ... Jo, dat weess ech net. Den Här Premierminister ass d'accord; ob d'Fraktiounen elo d'accord sinn, dat ass awer nach eng aner Fro.

(Hilarité et interruptions)

Dofir maache mer elo schéi propper een nom aneren, esou wéi dat soll sinn. Här Clement, Dir wollt nach d'Wuert hunn, an duerno gi mer dem Här Hansen d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, lo hat ech mer hei eng Brandried preparéiert, fir nach eng Kéier op all déi Punkten hei anzegoen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | ... a lo muss ech do Waasser a mäi Wäi schëdden – mee natierlech Wäin, deen da liwwerkettekonform ass an d'Waasser och.

Dat gesot, fannen ech déi Ouverture ganz interessant. Mir kënnen dat och, wéi d'Madamm Tanson gesot huet, esou ënnerstëtzen. Ech fannen et awer ganz wichtig, datt dat heiten net – an de Premier huet eng iwwerschaubar Zäitschinn genannt – un d'Enn vun der Legislaturperiod verschiebt gëtt, well ech mengen, da si mer net méi schlau. An dofir kann ech dat an där heiter Form awer elo mol matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Hansen d'Wuert. Dann duerno den Här Kartheiser.

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz halen: Ech suivéieren d'Position vum Här Premier. Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war kloer. Här Kartheiser, et ass un Iech.

Une voix | War dat alles?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, vläicht eng Bemierkung fir unzefänken. Ech begrëssen et natierlech, datt den Här Premierminister Frieden esou matnegociéiert an engem konstruktive Geescht. Ech mengen trotzdeem, datt et d'Parlamentarier sinn, déi hir Texter sollten ënnereneen diskutéieren, an dann hëlt d'Regierung och Stellung. Mee wat elo de Contenu ugeet, si mir natierlech och frou, wann déi Consideranten do erauskommen. Mir wäerten awer deen Text och an der ofgeänneter Form net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalten, well eise grouse Problem, dat ass e prinzipiellen: Dat ass dee vun nationale Gesetz. A mir wäerte sécher keen Text iergendwéi begrëssen oder eis wënschen, vun deem mer keng Anung hunn à l'heure actuelle, wat dat kann heesche fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Mir sinn net nëmmen hei – dat si mer och –, fir d'Mënscherechter an den Ëmweltschutz ze verrieden, mir sinn och hei, fir op eng responsabel Manéier ze kucken, datt dëst Land ka fonctionéieren, datt mer eise Betriber hei am Land Ramebedingungen offréieren, an deene se kënnen weider fonctionéieren. Déi zwou Saache si wichtig. Déi zwou Saache si fir eis en Deel vun enger politescher Verantwortung. An dofir wëlle mer net elo higoen a schon eppes envisagéieren. Eist Zil ass ganz kloer: en Text op europäeschem Niveau errechen, deen all deene Kritikäre ka gerecht ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hunn ech nach d'Wuert fir den Här Baum, deen et gefrot huet. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Dat do ass jo eng ganz erfreeslech Wendung. Spannend gëtt dann och déi zweet Motioun vun der CSV, wann do d'Diskussioun kënn. Mee am erstaunlechten, muss ech awer soen, fannen ech de Volte-face vun der ADR, deen ierdrun an enger Brandried gesot huet, datt se op kee Fall wëllt en nationaalt Gesetz hunn a sech elo bei dëser Motioun dann awer just enthält, well d'CSV eeben eng aner Position do elo ageholl huet. Dat fannen ech ganz erstaunlech. Dat heescht, et kann een awer nach apparentment Bierger verréckelen. An dat anert, dat ass gradesou erstaunlech, datt grad an deem heite Kontext d'ADR géint en nationaalt Gesetz ass.

(Hilarité)

Dat ass ganz erstaunlech, well mer mengen, datt effektiv dat europäescht Gesetz besser wier, mee datt mir am Fall, wou dat deen eeben eventuell net méiglech wier, och eis national Verantwortung iwwerhuelen. Datt d'ADR dat net esou gesäit, ass erstaunlech, mee awer op seng Art a Weis och konsequent.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Esou, et ass ëmmer gutt, wa parlamentaresch Debatte spannend sinn, mee elo komme mer awer zum Punkt, fir dat hei ofzeschléissen.

Ech stellen also déi éischt Motioun zum Vott ënnert der verännerter Form. Dat ass, datt den drëtte an de fënneften Tiret vun de Consideranten eraus sinn a bei den Invitten deen éischten Tiret esou ëmgeännert ginn ass, wéi d'Madamm Tanson et virdu gesot huet. Ech stellen dës Motioun dann zum Vott, a mir brauchen dofir natierlech e Vote électronique.

Motion 1 modifiée

« relative au devoir de vigilance des entreprises »

La Chambre des Députés,
considérant

– l'importance de prévenir aussi au-delà des frontières européennes les violations de droits humains, le non-respect de standards sociaux et la destruction de l'environnement et du climat dans les chaînes de valeurs des entreprises actives dans l'UE ;

– l'absence de règles uniformes au niveau de l'Union européenne et l'existence de cadres légaux dans certains pays européens en ce qui concerne le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– le report du vote au Conseil de l'UE dudit projet de directive prévu initialement pour le 14 février 2024 suite au risque d'abstention de plusieurs pays, dont notamment l'Allemagne,

invite le Gouvernement

– à s'engager fortement au niveau européen en faveur du projet de directive concernant le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité ;

– à légiférer au niveau national en matière de devoir de vigilance des entreprises au cas où le projet de directive européenne prémentionné n'est pas adopté.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Liz Braz, Sven Clement.

Vote sur la motion 1 modifiée

An dofir maachen ech de Vott elo op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration.

Une voix | Hei ass eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Jo?

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Dir stëmmt Jo, ginn ech dovunner aus. Da maachen ech de Vott zou.

Ech hunn hei 55 Jo-Stëmme a 5 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun Nummer 1 an der ëmgeännertes Form mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt,

MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zu der Motioun 2, déi heibannen deposediert ginn ass vum Här Christophe Hansen. Här Hansen, wëllt Dir nach d'Wuert dozou huelen?

M. Christophe Hansen (CSV) | Nee, Här President, ech hat dat kuerz virdu schonn introduzéiert. Et ass u sech en essence änlech wéi déi éischt Motioun, déi mer ofgestëmmt hunn. Si geet net gradesou wäit, mee dat heescht, ech ginn dervun aus, datt all déi aner kënnen derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Hansen. Sinn heizou Wuertmeldungen? D'Madamm Tanson an den Här Fayot. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also, ech zerstéiere jo lo net gären hei déi schéin Harmonie – „Bal-Harmonie“ –, déi mer hunn, mee ech muss awer soen, ech fannen déi Motiounen e bësse kontradiktorsch zu deem, wat gesot ginn ass, notamment vum Premierminister, an och zu deem, wat mer elo hei gestëmmt hunn.

Dat hei ass kohärent mat deem, wat Dir gesot hutt an Ärer Ried, Här Hansen, well am Fong steet hei zum Beispill an engem vun de Consideranten, dass Der den „Instrument législatif“ vun der Direktiv géift regretteiere an dass Der léiwer gär e Reglement hätt. Or, mir wësse jo, wa mer gären e Reglement hätten, da géife mer elo nach eng Kéier ganz vu vir ufänken. Dann ass et net fir dës europäesch Legislaturperiod. Et ass warscheinlech dann och net fir déi nächst oder et dauert op alle Fall nach eng Kéier. An en plus si mer hei am Droit des sociétés, dat heescht, eng Matière, déi ganz ënnerschiddlech vun engem Land an dat anert ass, soudass dat relativ onrealistes ass.

An da kënnst hei erëm déi faméis „réduire les charges administratives“. Or, de Premier sot virdu, natierlech wieren d'Mënscherechter méi wichteg wéi d'Reduktioun vun de Charges administratives. An da kënnst erëm d'Fro vun der Verhältnisméissegkeet. Dat heescht, et ass alles extrem vag. Ech hunn natierlech guer kee Problem domat, dass een déi Direktiv ënnerstëtzt, sou wéi mer dat elo virdu an der Motioun gestëmmt hunn, mee hei steet u sech jo nëmmen, dass ee sech géif engagieren um Niveau vum Conseil „en faveur d'une proposition respectueuse des considérations précitées“. A mat deene Consideratiounen hunn ech och Problemer.

D'autant plus, hei steet: „réaffirmant l'importance de la transition vers des modes de production respectueux de l'environnement et des droits de l'homme“. Or, wann dat dat bedeit, wat Dir virdu gesot hutt an Ären Erklärungen, dass mer wéinst der Transition net kéinten ze vill streng sinn ... Notamment d'Solarpanelen hutt Dir elo genannt. D'ADR ass mat den Elektroautoe komm, wat ech eng ganz komplizéiert Aart a Weis fannen, fir heirun erunzegoen. Mir kucken de Mënsch, mir kucken net de Produit. Natierlech geet et drëm, dass mer eng Energietransitioun sollen hikréien, mee dat kann awer op kee Fall op d'Käschte vun de Mënscherechter goen. Duerfir,

ech weess net richtig, wéi dat soll hei gemengt sinn, d'autant plus wann ech Är Explikatiounen virdu hëieren hunn, an duerfir si mir elo hei net en faveur.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Fayot an duerno um Här Baum.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, mir gesinn et u sech ganz änlech, wéi d'Madamm Tanson dat elo duergeluecht huet. Déi éischt Motioun, wou ech et frou sinn, dass de Premier dat elo mat deenen Ëmännerungen och änlech gesäit, ass am Fong eng volontaristesche Approche, fir ze soen: Ok, mir hunn en Attachment un d'Mënscherechter, un Ëmwelt an esou weider a mir kucken, dass mer deen Text do weiderbréngen an dass mer deen dann och iergendwann eng Kéier adoptéiert kréien. Déi aner Motioun, déi mer elo hei leien hunn, ass am Fong eng éischter skeptesch, déi sech braquéiert op d'Proportionalitéit, op disproportionnell administrativ Chargen, déi am Fong eng ganz negativ Approche huet par rapport zu deem Text a wou een effektiv net richtig weess, wou een hannen erauskënnt. An dofir si mir och am Fong der Meenung, dass dat heiten eng Motioun ass, déi mer, voilà, wéi gesot, aus deene Grënn net wëlle matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Elo huet d'Wuert: den Här Baum an duerno den Här Clement.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi meng Virriednerin a Virriedner. Also, mir hu virun allem e Problem mat deem fënneften Tiret, well en, mengen ech, kontradiktorsch ass zu deem, wat mer elo grad votéiert hunn, an en ass kontradiktorsch och zu deem, wat gesot ginn ass. Entweder bleiwe mer elo op der Schinn vun der Direktiv oder mer soen: „D'Direktiv ass dout“, a mer engagieren eis fir e Reglement. Dat ass net dat, wat elo grad votéiert ginn ass, duerfir mengen ech, datt een ënnert där doter Form dee fënneften Tiret op jidde Fall sträiche misst. Et gétt een awer bei der ganzer Motioun d'Gefill net lass, datt versicht gétt, no Echappatoiren ze sichen. Echappatoiren, fir déi Direktiv net zu engem wierkungsvollen Instrument ze maachen, wat ech immens schued fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Clement, an duerno den Här Kartheiser.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also mir geet et ... Dat éischt, wat mer an de Sënn kouw, wéi ech dem Här Hansen virdu nogelasschert hunn, wéi e se elo presentéiert huet nach eng Kéier, war: Ma, wa se net esou wäit geet wéi dat, wat mer elo grad gestëmmt hunn, dann – fir e Wuert ze benotzen, wat d'Majoritéit esou gär benotzt – ass se jo superferatoire. Well mir hu jo elo grad eng gestëmmt, déi méi wäit geet. Dann ass déi heite „sans objet“.

Dat wär meng éischt Reaktioun gewiescht. Ech hat u sech geduecht, d'Majoritéitspartei géife se zréckzéien, well si jo grad eppes méi Wäitgoendes gestëmmt hunn. Bon, dat hu se net gemaach.

Dat heescht, et gétt iergendeen Interêt politique, fir dat heiten nach ze stëmmen. Also hunn ech mer iwerluecht: Majo, wat ass dat dann? An da kommen ech natierlech op deen „déplorant“ – de fënnefte Considerant, deen, mengen ech, heibannen e puer Leit Bauchwéi mécht –, datt et eebe kee Reglement ass.

An dann den Invite ass: Mir sollen eis fir eng „proposition respectueuse des considérations précitées“ asetzen. Dat liest sech awer e bëssen esou wéi: „Also,

u sech, léif Regierung, setzt Iech dach wannechgelift zu Bréissel derfir an, datt et e Reglement gétt.“ An dat ass awer en Echappatoire, deen ech net ka matdroen. An dofir wäert ech meng Kollegeen op alle Fall proposéieren, sech bei där heiter Motioun ze enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet elo den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech kann et relativ kuerz maachen, well den Text ass een, mat deem mir ganz gutt kënnen liewen.

(Interruptions et hilarité)

Mir wäerten en ënnerstëtzen, awer ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... – villmools merci, Här President – wat mer Suerge mécht, ass e bëssen d'Positioun vun deene Lénken.

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

Mir hunn hei den Här Baum héieren, deen eigentlech elo éischter a Richtung Direktiv geet, obschonn e Reglement och d'Entreprises an d'Staate géif vill méi staark bannen. Mir hunn hei en Text, wou vun engem nationale Gesetz iwwerhaupt näischt drasteet! Wann et dann un europäeschen Niveau net géif goen a mir huelen deen heiten un, dann huet den Här Baum hei net monéiert, datt da keng aner Méiglechkeet drasteet, fir en nationaalt Gesetz ze maachen.

A schlussendlech mussen mer och feststellen, datt e sech net dru gestéiert huet, am Numm vun deene Lénken, datt hei d'Entreprises och solle manner Chargen hunn an esou weider – eppes, wat mir ausdrécklech begrëssen.

Mee gutt, et kann ee Bierger versetzen. Mir wäerten dat heiten op jidde Fall matstëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, elo ass keng Wuertmeldung méi am Sall. Da géif ech zum Vott vun der Motioun Nummer 2 vum Här Christophe Hansen kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

Jo hu gestëmmt: 40 Leit, Nee: 17, Abstentoun: 3. Dës Motioun ass also uegholl mat 40 Jo-Stëmmen, géint 17 Nee-Stëmmen, bei 3 Abstentounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoas et M. Tom Weidig.

Ont voté non: M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 3

Da kéime mer zur nächster Motioun, dat ass d'Motioun vun dem Här Franz Fayot. Här Fayot, wollt Dir se nach explizéieren?

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Da fuert lass!

M. Franz Fayot (LSAP) | Voilà. Et ass eng Motioun, déi, mengen ech, misst u sech relativ consensuel sinn. Et geet drëm, dass mer hei am Land effektiv eng ganz Rei ... Dausende vun Holdingen hunn, SOPARFIen, déi eng Aktivitéit hunn, déi net reglementéiert ass. Dat heescht, déi sinn net „sujet à autorisation“. Dat heescht, mir wëssen net ëmmer esou richtig, wat vun deene gemaach gétt.

Do si reegelméisseg – an ech hat d'Beispill gi vun där Socfin vum Här Bolloré, déi schonn e puermol an de Schlagzeile war – där SOPARFIen, déi eng Aktivitéit hunn ënner sech. En anert Beispill ass MindGeek, déi virun net allze laanger Zäit an de Schlagzeile waren, déi problematesch sinn en vue vun de Mënscherechter oder en vue vun dem Ëmweltschutz.

An dofir géif ech gär proposéieren, dass mer eis am Fong en Instrument ginn, wann esou eng illegal Aktivitéit averéiert ass an deem Land, wou se gemaach gétt, duerch e Jugement en force de chose jugée, dass mer dann an eisem Gesellschaftsrecht e Mechanismus aféieren, deen et erlaabt, déi ze liquidéieren, duerch eng Liquidation judiciaire. Wéi gesot, nach eng Kéier: wann eng averéiert illegal Aktivitéit ënner enger SOPARFI, entweeder direkt oder indirekt, constatéiert gétt.

Ech mengen, dat géif eis als Land, wat eis Reputatioun ueget, gutt zu Gesiicht stoen. Et géif eis och erlaben, effektiv déi Faul Äppel, déi een necessairement huet, wann een esou vill SOPARFIen op enger Finanzplaz huet, och kënnen auszesortéieren an eeben och op déi Aart a Weis mat deene Situatiounen do ëmzegoen. Wéi gesot, dat ass, mengen ech, eng relativ einfach Dispositioun, déi ee misst am Gesellschaftsgesetz aféiere fir esou Situatiounen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Hunn ech zu dëser Motioun elo nach Wuertmeldungen? Den Här Clement, an dann den Här Mosar.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, et kléngt alles ganz sympathesch, wat den Här Fayot elo erzielt huet. Ech hunn awer elo an deene puer Minuten, déi mer haten – et war jo e bëssen e Couac mam Depot a mam Wéini an datt mer dat liese konnten –, eng Kéier kuerz an eisem Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Sociétéiten nogekuckt. A mir hu jo d'Liquidation judiciaire scho fir „toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui poursuit des activités contraires à la loi pénale ou qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales“ a sou weider.

Dat heescht, u sech hu mer jo schonn eng Liquidation judiciaire, déi ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Nationaler.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo bon, ech mengen net, datt mer eng Sociétéit am Ausland kënnen liquidéieren, Här Fayot. Ech weess net, wéi dat sollt goen.

Also, ech kann dat heiten net iwwerblécken. Wann dat heiten iwwerhaapt sollt diskutéiert ginn, dann,

mengen ech, misst dat an enger Kommissioun diskutéiert ginn. Wann et awer sollt hei ofgestëmmt ginn, mussen mir eis enthalen. Dat doten huet vill ze vill Implikatiounen, fir datt mir dat an engem Vott hei esou „à la va-vite“ kéinte matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, wëllt Dir Stellung dozou huelen oder wëllt Der dat zum Schluss maachen?

M. Franz Fayot (LSAP) | Et ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Hei ass d'Propositioun fir e Renvoi an d'Kommissioun.

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir kënnen ... Bon, et ass effektiv e bëssen technesch. Mee et ass u sech am Fong relativ einfach. Déi Situatiounen vun deenen Holdingen ass eppes, wat mer hei net erfaasst kréien.

Mir hunn e Point de contact national, dee beim Ministère de l'Économie ass, dee sech am Fong ëm d'Principes directeurs, d'Mënscherechter, bekëmmert. Mee deen huet hei keng Befugnis, well et sech hei am Fong ëm Aktivitéiten handelt, déi net zu Lëtzebuerg stattfannen – dofir ass och d'Referenz op eis national Legislatioun net relevant –, mee déi am Fong, par définition, am Ausland enzwousch sinn, dat heescht, wou mer u sech do keng Jurisdiction hei zu Lëtzebuerg hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Et war um Fong net, fir Explikatiounen ze ginn, mee et war, fir op d'Fro ze äntweren, ob Der d'accord sidd, fir se an d'Kommissioun zrëckzerechen, wou se da ganz diskutéiert gétt. Oder wëllt Der se ofgestëmmt kréien?

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir kënnen se an d'Kommissioun renvoyéieren a se dann do eng Kéier au fond diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Här Mosar nach d'Wuert, an da stelle mer dat zur Fro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Här President, den Här Clement huet schonn eppes gesot, wat ganz richtig ass. Ech hu souwiesou e bëssen e fundamentale Problem: Hei gi mer elo mat engem Sujet confrontéiert vu SOPARFIen, deen eigentlech net direkt eppes mam Thema vun de Mëtten ze dinn huet. Ech hunn awer den Här Fayot verstanen, dee virduro gesot huet – an dat ass jo och vun anere Riedner hei thematiséiert ginn –, datt elo jo en Zousazpunkt an déi Direktiv oder dee Projet de directive do drakomm ass, wou déi operationell Holdinge solle mat drakommen. Den Här Premier huet virduro gesot, datt dat net ganz einfach ze definéieren ass.

Wann ech awer elo kucken – an ofgesinn dovun, datt mer souwiesou am Moment, wéi den Här Clement richtig gesot huet, esou en Artikel am Gesetz vum 1915 hunn –, da géif jo déi Motioun sech hei op all SOPARFI bezéien, net nëmmen op déi operationell. Dat heescht: 45.000 Gesellschaften hu mir, déi dovunner betraff sinn.

An da muss ech soen: Wann et keng operationell SOPARFI ass, do gétt et SOPARFIen, déi hu Participatiounen a Gesellschaften a ganz ville Länner, wou mol net ëmmer gewosst ass, wat do geschitt, soudatt ech och guer net weess, wéi dat an der Praxis soll funktionéieren. Well da misst jo eise Parquet économique hei kucke goen, ob net iergendwéi eng Gesellschaft, an där iergendwéi eng SOPARFI iergendeng Participatioun hätt, net iergendwéi eng Aktivitéit illégale beangaangen hätt. An ech weess net, wéi dat géif goen.

Ech wëll dann och drun erënneren, hei steet „activité illégale“. Do gétt et och ganz vill Zorte vun Aktivitéit-illégallen. Dat kann och vu Klenggeekte bis zu effektiv ganz groussen Aktivitéit-illégalle goen. Hei gétt just d'Bandbreet opgemaach, datt hei all

Activité-illégale dra sinn, soudatt ech wierklech net gesinn, wat d'Pertinenz vun där heiter Motioun ka sinn. Duerfir géif ech, menger Fraktioun zumindst, proposéieren, hei mat Nee ze stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, sinn nach Wuertmeldungen dozou do?

Dann ass meng éischt Fro, ob d'Chamber d'accord ass, se an d'Kommissioun ze renvoyéieren, wat vum Här Clement proposéiert ginn ass. Ech géif do bieden, mat Handophiewen ze äntweren.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Ass d'Chamber d'accord domadder?

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, datt dat d'Majoritéit ass.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun där Motioun, déi net an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt.

Vote sur la motion 3

Dofir géif ech bieden, de Vott hei ze lancéieren. Début du vote. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen an 3 Abstentioune. Domat ass des Motioun ofgeleent mat 40 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen, bei 3 Abstentioune.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz (par M. Max Hengel), Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

An domat ass och dese Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

3. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass eng Question élargie vum Här Marc Baum. Ech ginn dann dovunner aus, datt mer déi kenne stellen an datt den Aarbechtsminister kuerzfristeg do ass. Leien ech domat richtig?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech kréie gemellt, den Aarbechtsminister wär ennerwee. Duerfir, ech kann Iech ... entweder ...

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou ech ginn ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech kann déi Fro ... Ech hunn de Mëtteg schon am Numm vu véier Ministere geschwat. Ech mengen, dat geet elo duer.

(Hilarité)

Duerfir, entweder musst Der, Här President, ...

4. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech mengen, datt mer net kënne eng Fro hei stellen, ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... wann deen, un dee se gericht ass an dee se muss beäntweren, se net héiert. Dofir géif ech mengen, mat allem deet et mer ganz leed, mee des Fro muss mer dann hannendrun, op den nächste Punkt vum Ordre du jour, vertagen, wann den Här Baum d'accord ass. Här Baum?

M. Marc Baum (déi Lénk) | No der Question élargie vläicht.

M. Claude Wiseler, Président | Gelif?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ka fir d'éischt d'Question élargie vum Här Keup kommen? Datt een déi virhëlt?

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Mir kënne och d'Question élargie vum Här Keup virhuelen, wann Der dat mengt. Wann den Här Keup ...

(Interruption par M. Fred Keup)

(Interruptions et hilarité)

Sou, mir mussen also hei den Ordre du jour e wéineg emänneren, well den Aarbechtsminister net present ass an der Chamber.

Ech gesinn awer, datt de Minister fir Schoul, de Minister vun der Éducation nationale, hei ass, un deen och déi Fro gericht ass vun der Digitalisatioun. Ech froen also de Minister, ob hie bereet ass, direkt d'Question élargie ze beäntweren iwwert d'Digitalisatioun, esou wéi dat gewünscht ass, an dann duerno den Debat iwwert de Système éducatif luxembourgeois.

Ech kann et elo net emänneren. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren, hei den Ordre du jour esou duerchzekerien, wéi dat ënnert den aktuelle Gegebenheete méiglech ass. Ech froen also den Här Éducatiounsminister, ob e mat där Emännerung d'accord ass.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, ech wär prett gewiescht fir 17.00 Auer. Ech sinn och prett fir 15.30, Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech sinn doriwuer ganz frou.

5. Question élargie n° 3 de M. Fred Keup au sujet de la digitalisation à l'école

Dann, wann den Här Keup d'accord ass, seng Fro ze stellen, déi och eng Question élargie ass, da gi mer him d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Da geet dat jo och e bëssen éischter wéi geplangt.

Maja, Dir Dammen an Dir Hären, et geet em d'Digitalisatioun an de Schoulen. An do ass et an de

leschten Zäiten eng Partie interessant Entwécklung ginn. Zum Beispill: Schwede wëll seng national Digitalisierungsstrategie an de Schoule bremsen a schafft d'Tablets an de Primärschoulen erëm of. Dës Noricht koom iwwerraschend, well eigentlech waren déi skandinavesch Länner jo Pionéier an der Digitalisatioun an de Bildungsaarrichtungen.

Ausgangspunkt vun dem Richtungswechsel war e Rapport vum renommierte Karolinska-Institut, wou drop higewise gouf, datt digital Hëllefsmittel d'Lies- a Léierkompetenze vun de Schüler staark beinträchtigen. De Rapport huet och nogewisen, datt déi proklaméiert Ziler vun der Digitalisatioun an de Schoulen – Chancgläichheet, Optimiséierung vun der Unterrichtsqualität, Inklusioun – net erreecht gi wieren.

Déi liberal schweedesch Bildungsministerin huet dropshin d'Tablets an der Primärschoul verbueden an huet drop higewisen, datt an Zukunft beim Léieren erëm primär op Bicher an op d'Fachwësse vum Léierpersonal géif zréckgegraff ginn. Schüler, déi sech hir Informatiounen iwwer digital Meedie selwer missten zesummesichen, géife vill Zäit verléieren an et wier fir si schwéier, d'Exaktheit vun den Informatiounen ze iwwerpräiwen. Den exzessiven Asaz vun digitale Meedie géif zu engem zwar schnellen, dofir awer iwwerflächleche Wëssenserwerb féieren, wouduerch d'Wëssen och méi séier erëm géif verluer goen.

Verschidden aner Etüden an Informatiounen aus ënnerschiedlechen Länner hu säitdem des Aussoen och confirméiert.

De Global Education Monitoring Report vum 2023 vun der Unesco hëlt d'Digitalisatioun an de Schoulen och ganz kritesch an de Bléck. Schon am Énnertitel vun dem Rapport gëtt d'Fro opgeworf, wien déi ëmfaassend Digitalisatioun an de Schoulen eigentlech netze géif.

De Rapport weist no, datt déi meescht Digitalisierungs-konzepter, déi an de Schoulen emgesat ginn, eigentlech net didaktesch oder pedagogesch Zwecker géife verfolge, mee reng wirtschaftlecher. Grad d'IT-Ubidders géifen deemno déi meescht Studien zu dem Sujet an Optrag ginn, laut Unesco. An d'Unesco gesäit keng laangfristeg Plus-value am Asaz vun digitale Meedie fir d'Schüler, a weist drop hin, datt déi agesaten Technologien eigentlech zu ganz aneren Zwecker entworfen gi wieren; mat Sécherheet awer net, fir de Schüler ze hëllefen.

Am Rapport gëtt och op déi enorm Käschten higewisen, déi dat Ganz mat sech bréngt, an esou weider.

An da gëtt de Rapport och Recommendatiounen: generell de Smartphone-Verbuet – do si mer op engem weidere Punkt – an de Schoulen. A Frankräich beispillsweis, gëtt et säit 2010 en Handyverbuet am Unterrecht, dat 2018 erweidert gouf op all internetfäeg Apparater, an alle schouleschen Aarrichtungen a bei alle schouleschen Aktivitéiten, och ausserhalb vum Schoulgebai.

Schliisslech, an dat ass nach een anere Punkt, recommendéiert d'Unesco, d'kënschtlech Intelligenz eréischt fir Kanner ab 13 Joer zouzelossen.

No Schweden – dat ass elo e Beispill, wat mer viru Kuerzem an de Meedie konnten noliesen – sinn och nach aner Länner derbäikomm, esou och déi italieenesch Regierung, déi amgaangen ass, nei Richtlinnen auszuschaffe fir d'Notzung vum Smartphone an Tablet an der Schoul. Si sollen am Unterrecht net méi dierfe benotzt ginn: Tabletverbuet am Unterrecht fir d'Primärschoul a fir dat, wat si dann nennen: d'„Mittelstufe“, also den Inferieur vum Lycée.

Den italieeneschen Unterrichtsminister huet dann erkläert, dass Handyen an Tablets d'Leeschtung

beanträchtigen, zu Spannungen täuscht de Schüler feieren, negativ Konsequenzen op d'Gediechtnes, op d'Konzentratioun an op d'Léiere vun de Kanner hunn.

Bon, domadder wesse mer elo am Fong esou zimmlech, em wat et geet. An d'Froe stelle sech natierlech dann och hei fir Lëtzebuerg, wou d'Digitaliséierung jo an de Schoulen och eng gewësse Roll spillt.

An duerfir géif ech follgend Froe stellen un den Här Minister:

Wéi steet den Här Minister zur iwwerraschender Decisioun vun der schweedescher Regierung, mee och vun anere Regierungen? An och zu deenen Etüde vun deenen Experten?

Ass sech de Ministère där negativer Konsequenze vun Benotze vun digitale Meedien am Unterrecht bewosst?

Ass hei am Land geplangt, den ageschloene Wee a Richtung verstärkt Digitaliséierung an de Schoulen ze iwwerdenken, op d'mannst wat d'Primärschoulen oder déi niddreg Klassen am Lycée ueget?

Wéi steet den Här Minister och zur Ausso vun der Unesco, dass am Fong d'IT-Industrie am meeschte vun der Digitaliséierung an de Schoule profitéiert, an net d'Schüler?

An dann, leschte Punkt: Et gëtt am Moment hei kee Gesetz, dat hei am Land d'Benotze vu Smartphones a Schoulen, ech mengen elo ausserhalb vum Unterrecht, verbitt oder erlaabt. Allerdéngs schwätze vill Argumenter fir e generelle Verbuet, esou wéi en och a ville Länner schonn a Kraaft ass. Konzentratiounsverloscht, deen derbäikënn, Cybermobbing an esou weider an esou fort. An do wier och d'Fro, wéi den Här Minister an Zukunft dozou steet, wéi dat a verschiddene Länner ass: e Smartphoneverbuet an de Schoulen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci. Här Keup. Dir hutt elo nach am Fong fir eng Zousazfro just 15 Sekonnen iwwreg. Wann Der also wéilt eng stellen, misst Der déi relativ kuerz faassen. A fir d'Antwort ginn ech dann elo dem Educationminister d'Wuert. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, dat doten, dat ass eng Fro, déi ee sech stellt, virun allem no der Publikatioun vun der leschter PISA-Etüd, wou vill drop opmierksam gemaach ginn ass, datt d'Kompetenzen am Liesen, am Schreiwen dach awer, net nëmme europawäit, mee weltwäit erofgaange sinn. Lëtzebuerg huet des Kéier jo net matgemaach an där doter Etüd.

An eng vun de Konklusiounen – oder eng vun de Spekulationen – ass, datt dat zeréckzeféieren ass op de méi breede Gebrauch vun digitalen Outilen. Ech wéll do awer direkt eng Kéier ennersträchen, datt entgéint deem, wat elo hei um Beispill Schwede gesot ginn ass, Lëtzebuerg net vergläichbar ass mat deem, wéi d'Situatioun a Schwede war, wann a Schwede ganz villes iwwer digital Outilen enseignéiert gouf, gemaach gouf vun de Schülerinnen an de Schüler, a mir hei awer éischer punktuell dorobber zeréckgegraff hunn an dat net d'Reegel ass.

Ech wéll och ennersträchen, Här President, datt een och e méi ponderéiert Bild eigentlech aus der PISA-Etüd muss erauszéien. D'PISA-Etüd seet selwer, datt déi Länner, déi Schoulsystemer, wou méi Tablets pro Schüler an der Schoul wären, an der Moyenne och besser Performancé géife bréngen. D'Moyenne do

iwwer sämtlech Länner, déi matgemaach hunn an der OCDE, sinn 0,4 Tablets pro Schüler. An déi Länner, déi méi Tablets haten, hunn eeben herno besser ofgeschnidden an der Moyenne, soudatt se do net direkt en Zesammenhang konnte feststellen. Dat weist, datt d'Bild e bësse méi komplex ass, wéi dat elo hei gesot ginn ass, wéi et dacks awer och an de Meedien duergestallt gëtt.

Jo, mir wëssen awer, an dat ass net nei an duerfir hu mer PISA net gebraucht, datt en exzessive Gebrauch vun – ech soe mol – Ecran- oder Bildschiermzäit eigentlech net favorabel ass fir d'Entwécklung vum Kand, net fir déi schoulesch Entwécklung, net fir déi kognitiv Entwécklung, net fir déi sozioemotional Entwécklung. Eigentlech alles, wat exzessiv ass, an alles, wat esäiteg ass, hëlleft net, a sécherlech dat doten och net.

Mir wëssen och – a mäi Ministère huet zanter Laangem och gewarnt an Eltere sensibiliséiert op déi Problematik do –, datt ee bis e gewëssenen Alter eigentlech de Kanner guer keen Ecran soll ginn, datt een et ab engem gewëssenen Alter awer soll limitéieren an der Zäit an datt een natierlech virun allem och ëmmer soll kucken, wat d'Contenue sinn, déi do gekuckt ginn.

Mir wëssen awer, datt dat net nëmme, bei Wäitem net nëmme, eng Erausforderung fir eisem Schoulsystem ass. Mir wëssen, datt e groussen Deel vun der Bildschiermzäit ausserhalb vun der Schoulzäit stattfënt. Et geet also hei virun allem och dréms, Elteren ze sensibiliséieren, op Risiken opmierksam ze maachen, ze guidéieren, well dat doten ass jo eppes, wat nei ass. Den Émgang mat deene modernen Technologien, mat neie Meedie kennen d'Eltere vun haut net aus hirer eegener Kandheet, wéi hir Eltere mat hinnen do emgaange sinn. Et ass eppes, wat mer also ganz nei muss kenne léieren. An duerfir fannen ech et och hei berechtigt, datt mer als Ministère vun der Bildung, vun de Kanner, vun der Jugend do op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser eng Rei vu Recommendationen ginn hunn, net nëmme wat d'Zäit ubelaangt, mee awer och natierlech wat d'Aktivitéit ass, déi dee Moment op deem Ecran gemaach gëtt.

Ech wéll dorop opmierksam maachen, datt mir als Schoulsystem ëmmer eng ponderéiert Haltung dozou haten an och ëmmer, wa mer och op där enger Säit gekuckt hunn, datt mer nei Outilen, digital Outilen, awer och digital Software agesat hunn, fir eisen Unterrecht ze verbesseren, op där anerer Säit awer gläichzäitig och ëmmer gewarnt hunn. BEE SECURE, denken ech, brauch ech hei net virzestellen, déi ganz vill a Schouklasse ginn, awer och bei jonker ginn, och bei Erwuessener ginn, fir op Risike vun der digitaler Welt opmierksam ze maachen.

Mir hunn op där enger Säit virun e puer Joer en neit Schoulfach, zum Beispill, am Lycée agefouert, Digital Sciences, awer net nëmme esäiteg mam Zil, digital Outilen do kennen ze léieren an d'Notzung dovunner un eng nei Generatioun ze vermëttelen – wat a mengen Aen noutwendeg ass, well mir preparéieren déi jonk Leit op d'Realitéit duerno, an déi ass och zum groussen Deel awer digital am Privaten, an der Privatsphär, awer och am Berufsliewen –, mee op där anerer Säit hu mer och ganz vill Contenuen an dat Schoulfach kënnen integréieren, fir eeben d'Risiken an der digitaler Welt kënnen ze thematiséieren an déi jonk eigentlech ze stäerken, fir datt se do net op all Fal direkt erafalen.

Mir hunn och Coding am Fundamental agefouert, mee ech denken, datt déi Leit, déi mer hei scho méi laang nolauschteren, wëssen, datt mer ganz staark insistéiert hunn, datt dat net onbedéngt mat engem

Ecran muss geschéien. Mir nennen et „Coding“, well et eigentlech en algorithmesch Denken ass, wat mer wëlle vermëttelen. Mir kéinten et och „Problemlösungskompetenz vermëttelen“ nennen, well et geet eigentlech dréms, komplex Problemer sou opzedeelen, an eenzel Schrëtt, datt ee se duerno mat enger algorithmescher Approche, sou wéi een et eigentlech beim Programméieren vun engem Computerprogramm mécht, schrëttweis léist an duerno dee grousse Problem geléist huet. An dat ass eppes, wou international Etüden och erëm eng Kéier drop opmierksam gemaach hunn, datt mer zu Lëtzebuerg nach e gewëssene Retard hunn. An duerfir war dat eis wichteg.

Mee mir hunn dat esou ausgeriicht, mir hunn och de Schoulen esou Material un d'Hand ginn, den Enseignant esou Material an Ennerlagen un d'Hand ginn, datt se dat ganz gutt och ouni Tablet, ouni PC, also ouni Ecran, an hirer Klass kënnen maachen. Mir hunn op där anerer Säit awer och – ech denken u MathemaTIC zum Beispill; MathemaTIC hanne mat „TIC“ geschriwwen – eegen Efforte gemaach, fir och eng Matière wéi d'Mathé, zum Beispill, aneschters kënnen ze enseignéieren, fir och do dat Digitaalt a virun allem d'Manéier, wéi ech eppes enseignéieren, d'Manéier, wéi ech eppes übe kann, d'Manéier, wéi den Enseignant en Iwwerbléck huet iwwer seng ganz Klass an iwwert d'Fortschrëttter vun de Schüler, d'Manéier, wéi ech innerhalb vun enger Klass kann differenzéieren, fir do dat digitaalt Element gewënnbréngend anzesetzen, fir zum Beispill eng Matière wéi d'Mathé kënnen ze vermëttelen op eng Manéier, wéi déi Jonk et haut awer kennen, well et ganz no ass un deem, wat se aus der Welt vun de Computerspiller kennen, an dat och mat engem groussen Succès herno genotzt ginn ass an haut och nach ëmmer genotzt gëtt.

Ech wéll duerfir ennersträchen, datt et fir mech keng Schwaarzwäissmolerei däerf sinn, datt mer ganz genau muss permanent ëmmer ofwiebe bei all Schrëtt, dee mer maachen, ob mer richtig ennerwee sinn, ob mer richtig leien, ob mer dat Gewënnbréngend erauszéien, fir eisen Unterrecht ze verbesseren duerch déi digital Outilen, an ob mer op där anerer Säit dann awer, jo, deem, wat jonk Leit brauchen, wat Kanner brauchen an der Schoulzäit, awer och iwwert d'Schoulzäit eraus ..., ob mer do och nach ëmmer richtig leien.

Enger Thematik muss mer eis vläicht méi staark och nach widmen: Dat ass d'Oflenkung duerch den Tablet, awer och den Handy, deen d'Schüler jo matbréngen, dee mer net an der Schoul verdeelen, mee deen all Schülerin a Schüler jo an der Täsche huet während dem Cours. An do denken ech, datt et net zilfënd ass, generell en Handyverbuet an der Schoul anzeféieren. Den Handy ass eng Réalitéit a mir sollen déi jonk léieren, mat de Réalitéiten eens ze ginn. Mir sollen déi jonk léieren, en zum richtege Moment sënnavoll kënnen ze notzen an en net an der Schoul an der Entréesdier ofzeginn an ze maachen, wéi wann et eng handyfräi Welt géif ginn. Domadder preparéiere mer déi jonk eigentlech net op d'Realitéit.

Et kann awer eng Réalitéit sinn, datt déi jonk och emol während dem Cours vum Handy ofgelenkt sinn. Et kann och eng Réalitéit sinn, datt een, wann een en Tablet huet an dee während dem Cours asetzt, awer op anere Programmer ennerwee ass dee Moment. Mee dat léisst sech awer och alles technesch reegelen, fir ze kucken, wou ee wéini Accès huet, zu wat fir enger Zäit, wou och wéini wat fir en Accès da genotzt gouf. An ech denken, datt mer do duerch technesch Outilen dach d'Bandbreit vun de Méiglechkeeten, sech oflenken ze loossen, nach däitlech kënnen aschränken.

Mir sinn also hei net um Enn vun der Entwécklung. Ech hunn et gesot: Mir sollen ee Schratt nom anere maachen an ëmmer nees kucken, ob mer awer nach richtig ënnerwee sinn. An dat doten ass eng Iwwerleeung, déi mir och aus de Resultater vun der PISA-Etüd zéien, fir ze soen: Jo, et kann och zu enger Oflenkung während dem Cours féieren, an deem kënne mer awer och eng technesch Äntwert entgéintsetzen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. D'Méiglechkeet fir den Här Keup, eng Zousazfro ze stellen, déi ass ginn, mee Dir hutt just net méi vill Zäit, also eng ganz kuerz. An de Minister huet a priori och net méi vill Zäit, fir drop ze äntweren. Dofir, eng kuerz Fro mat enger kuerzer Äntwert wär elo ideal.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech hu jo just 15 Sekonnen, wann ech mech net ieren, da maachen ech et ganz schnell. Also, ech nennen dat mol e bëssen d'„Bildschirmisierung“. Ech kann Iech soen, wat ech erlieft hunn a menger Praxis nach virun e puer Joer. Do sinn ech op Klasse komm: Eng Septième, déi souze moies do déi éischt Stonn mam Bildschirm, déi zweet Stonn mam Bildschirm, déi drëtt Stonn mam Bildschirm, déi véiert Stonn mam Bildschirm, an zwëscht de Stonne souze se och nach do mam Bildschirm, an der Paus och nach mam Bildschirm. An et ass am Fong dat, dat ass d'Realitéit, déi et am Moment a verschiddene Klassen – net alleguer, dat hânt ëmmer dervun of – zu Lëtzebuerg a verschiddene Lycéee gëtt. A meng Fro ass am Fong: Ass dat dee richtige Wee, dee mer sollte goen an de Schoulen hei zu Lëtzebuerg?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, datt ech op déi dote Fro geäntwert hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Domat wär dann déi heite Fro ofgeschloss.

6. Ordre du jour (suite)

An da kéime mer zréck op déi Fro, déi mer duerch d'Gentillesse vum Här Keup a vum Educationsminister konnte vertagen an hannendruleeën. Ech géif just bieden, datt an Zukunft och de Programm vun der Chamber kéint, esou ewéi e vun der Conférence des Présidents a vun der Plenièr festgeluecht ass, agehale ginn. Dat bedeit heiansdo e wéineg Anticipatioun an den Zäiten.

7. Question élargie n° 4 de M. Marc Baum au sujet de la mise en œuvre de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats (suite)

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Dir hutt dat wonnerbar gesot.

Déi europäesch Direktiv iwwert d'Festleeë vun de Mindestlén an d'Ziler bei de Kollektivverträge, déi viru knapp zwee Joer gestëmmt ginn ass, wäert de 15. November vun dësem Joer fir all Memberstaat obligatoresch ginn. Dës Regierung huet also Aarbecht viru sech, fir bis dohinner déi néideg Mesüeren ze huelen, fir dass Lëtzebuerg dës Virgaben anhält. Dobäi ass ze soen, dass dës Virgabe vun der Direktiv aus der Siicht vun deene Leit, déi schaffen, och fir Lëtzebuerg duerchaus fortschrëttlech sinn.

Ech erënneren op dëser Plaz och nach eemol un eng Motioun aus dem Juni 2023, also vu virun aacht

Méint, déi déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet, d'Ëmsetzung vun der Direktiv esou séier wéi méiglech virzehuelen a sech fir besser Léin anzesetzen. An dee Moment hunn och déi zwou aktuell Majoritéitsparteien dës Motioun matgedroen.

D'Direktiv selwer huet zwou wichteg Komponenten: Déi éischt betrëfft de Mindestloun fir déi Länner, déi een hunn, dorënner natierlech Lëtzebuerg. Laut der Direktiv muss de Mindestloun zu Lëtzebuerg no klore Krittäre festgeluecht, evaluéiert an adaptéiert ginn. Als Riichtwäert fir de Montant vum Mindestloun gesäit d'Direktiv vir, dass de Bruttomindestloun entweeder 50 % vum Duerchschnittsbruttoloun oder 60 % vum Medianbruttoloun soll entsprechen. Doriwwer eraus seet d'Direktiv och, datt d'Liewenshaltungskäschte beim Festleeë vum Mindestloun solle beuecht ginn.

D'EU-Kommissioun huet schon 2022 festgestallt, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg déi Riichtwäerter net erfëllt. D'Salariatskummer huet an hirem leschte Portrait vun der Populatioun mam Mindestloun nach eemol nogerechent a festgestallt, datt de Mindestloun weeder déi 60 % vum Medianloun nach déi 50 % vum Duerchschnittsloun erreicht. D'CSL huet donieft och gewisen, dass den Nettomindestloun ënnert där vum Statec berechneter Aarmutsgrenz läit.

Wann ee sech de Budget de référence vum Statec ukuckt, dee berechent, wéi vill eng Persoun brauch, fir dezent liewen ze kënnen, da misst de Mindestloun zolidd erropgesat ginn. A weeder d'Indexéierung vum Mindestloun nach déi biannuel Upassung un d'Lounentwécklung wäerten duergoen, fir deem Usproch vun der Direktiv gerecht ze ginn.

Duerfir stellen ech dem Här Aarbechtsminister gär folgend Froen:

Éischtens: Ass den Aarbechtsminister der Meenung, dass eng voll Täche mam Mindestloun en dezent Liewen, fräi vun Aarmut, muss erméiglechen? A wa jo, wéi wëll hien dës Iwwerzeegung bei der Ëmsetzung vun der Direktiv afléisse loosser?

Zweetens: Wéi eng Indicateure wëll de Minister benotzen, fir de Montant vum Mindestloun mat dësen Uspréchen an Eeklang ze bréngen?

Drëttens, wéi eng Erhéijung vum Bruttomindestloun schwieft der Regierung konkreet vir?

Déi zweet Komponent an der Direktiv betrëfft d'Kollektivverträge. Lëtzebuerg soll hei en Zilwäert vun 80 % errechen, wat heescht, datt véier vu fënnf Salarieë sollen e Kollektivvertrag hunn; Lëtzebuerg läit do am Moment bei 53 % am Privatsecteur. Fir dësen Taux de couverture eropzekeréien, muss d'Regierung bis de 15. November en Aktiounsplang mat Zäitplang a konkreete Mesüeren op den Dësch leeën. Dozou, zu deem zweete Volet, och folgend Froen un den Aarbechtsminister:

Éischtens: Hunn d'Aarbechten um Aktiounsplang schon ugefaangen? Wann net: Wéini gedenkt de Minister, d'Sozialpartner op Gespräicher anzulueden, esou wéi et och an der Direktiv virgesinn ass? A wa jo: Wéi wäit sinn d'Diskussiounen scho komm a wéi setzt sech d'Verhandlungsronn mat de Sozialpartner zesammen?

Zweetens: Wéi en Timing gëtt sech den Aarbechtsminister, fir dësen Aktiounsplang auszeschaffen?

An drëttens: Wéi eng Piste gesäit den Aarbechtsminister, fir d'Kollektivvertragswiesen am Interess vun de Salarieën ze stäerken? Wuel wëssend, datt de Koalitiounsaccord esou eng Reform vun de Kollektivvertragsverhandlungen an de Personaldelegatiounen virgesäit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Fir eng Zousazfro hätt Dir nach 30 Sekonnen Zäit duerno. Also e wéineg méi laang wéi den Här Keup, mee och ganz kuerz. D'Wuert ass elo um Aarbechtsminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem Här Baum, awer och dem Parlament fir d'Flexibilitéit. Ech war nach an Aarbechten um Aarbechtsministère, dofir hat ech d'Zäit e bësse vergiess. Et mir leed. Voilà!

Dann zu der éischter Fro, zum éischten Deel vum Här Baum senge Froen, wat den Avancement vun der Ëmsetzung vun der Direktiv ugeet: D'Aarbechte fir den Avant-projet de loi iwwert d'Transposition vum der EU-Direktiv – ech mengen, d'Ziel brauch ech Iech hei elo net ze soen – vum EU-Parlament a vum Conseil vum 19. Oktober 2022 iwwer adequat Mindestlén an der EU sinn amgaangen, finaliséiert ze ginn. An de Projet wäert viraussichtlech elo am März dem Regierungsrot fir d'Approbatioun virleien.

Dir hutt och iwwert de Montant geschwat, dee mer elo nach net fixéiert hunn. Dat heescht, do hu mer elo nach keng weider Zuelen. Voilà!

Dann zum zweeten Deel vun der Fro, wat d'Richtung ugeet, déi ech wëll wielen, fir am Echange mat de Sozialpartner, dee mer ganz wichteg ass – dat hunn ech schon ëmmer erëm betount –, en Aktiounsplang betreffend d'Kollektivvertragsverhandlungen ze realiséieren. Den Artikel 4 Paragraf 2 vun dëser Direktiv gesäit vir, dass all Memberstaat, an deem manner wéi 80 % vun de Leit duerch Kollektivverträge ofgedeckt sinn, e Kader virgesäit, dee virdeelhaft Konditiounen schafft, fir Kollektivverhandlungen ze féieren, entweeder ënnert der Form vun engem Gesetz no Gespräicher mat de Sozialpartner oder ënnert der Form vun engem Accord mat eeben dëse Partner. De Memberstaat stellt doriwwer eraus en Aktiounsplang op, fir Kollektivverhandlungen ze promovéieren. Hie stellt dësen Aktiounsplang no Consultatiounen oder am Accord mat de Sozialpartner op oder no enger gemeinsamer Demande vun de Sozialpartner, wa se sech ënnerteneen eens sinn, e sougenannte „commun accord“. Dat ass déi nächste Méiglechkeet.

D'Direktiv leet also eng Obligation de moyens fest, soudass all Memberstaat supposéiert ass, alles ze maachen, fir den Obligatiounen, déi a besotem Artikel stinn, nozokommen. Zu Lëtzebuerg, dat wësst Dir vläicht, sinn dat am Moment eppes méi wéi 50 %. Déi lescht offiziell Zuel ass aus dem Joer 2014: Ronn 55 % vun de Salarieë waren duerch e Kollektivvertrag couvréiert. De Grand-Duché muss deemno en Aktiounsplang opstellen, esou wéi d'Direktiv dat virgesäit. An deem Kontext muss ee preziséieren, dass de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung virgesäit – an ech zitieren –: „Déi legal Dispositiounen betreffend d'Kollektivvertrag ginn iwwerschaaft, ënner anerem, fir eng Reorganisatioun vun der Aarbecht an eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen ze erlaben, dat virun allem am Kontext vun engem besseren Equilibre tëschent dem Privat- a Berufsliewen.“

Et geet also drëm, Accorden tëschent den Employeuren an de Salarieën ze vereinfachen an dobäi ze garantéieren, dass d'Gespräicher op engem gläichen Niveau kënne stattfannen.

An dëser Optik ginn och d'Instrumenter vum Sozialdialog natierlech reforméiert an och verbessert. A fir dësem Engagement Rechnung ze droen, hunn d'Aarbechten a Form vun enger éischter Reunion vum CPE, also vum Comité permanent du travail et de l'emploi, elo den 8. Februar dëst Joer ugefaangen. Hei gouf iwwert de besteende Dispositif vun de Kollektivverträge geschwat, natierlech mat de Sozialpartner,

mat all de Membere vun eeben deem CPE, an d'Zil vun der Reunioun war, fir déi verschidde Positiounen vun de Sozialpartner an hir Verbesserungsvorschläge ze héieren. Op Basis vun deem Echange mat de Sozialpartner wäert ech also elo nieft dem Avant-projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv 2022/2041 en zweeten Avant-projet de loi iwwert d'Reform vum Dispositif iwwert d'Kollektivvertrag ausschaffen, deen am CPE presentéiert an diskutéiert wäert ginn, ier en da vum Regierungsrat approvéiert gëtt. Dat soll alles nach virum Summer iwwert d'Bün goen.

Et ass am Kader vun deem Projet de loi, wou ech wëll den Dispositif iwwert d'Kollektivvertrag adaptéieren, den Zougang zu de Kollektivverhandlungen vereinfachen an eng Rei vun anere Mesure fir d'Promotioun vu Kollektivvertragsverhandlungen virgesinn. Dësen Ensembl, wou d'Detailer natierlech nach gekläert musse ginn, stellt den Aktiounsplang vun eise Land duer, dat an der Optik, fir progressiv den Taux de couverture duerch Kollektivvertragsverhandlungen zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze setzen an esou d'Obligatiounen, déi d'Europäesch Direktiv virgesäit, natierlech domadder och ze erfëllen an den Taux sou wäit wéi méiglech eropzekerien; 80 % ass vläicht an enger éischer Phase bessen illusoresch, mee natierlech iwwert déi 55 %, déi mer am Moment als leschte Wäert hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Aarbechtsminister Merci. Den Här Baum huet eng kuerz Zousazfro. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci dem Här Minister fir d'Äntwerten. Dat heescht, meng Fro ass, ob ech et richteg verstanen hunn, datt Der relativ kuerzfristeg – am März, hat Der, mengen ech, gesot – en Avant-projet de loi fir deen éische Volet wäert virleeën a virum Summer en zweete fir deen zweete Volet. A meng Fro wier: Ass an deem éischten am Moment, ouni datt Der e Montant nennt, awer virgesinn, datt d'Héicht vum Mindestloun e Sujet ass vun deem Avant-projet de loi? Also ännert déi Héicht?

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, also Diskussionsstoff ass et sécher, an e wäert jo wuel kaum erofgoen, awer wéi de Montant elo wäert fixéiert ginn, wéi gesot, do hu mer nach net driwwer diskutéiert. Mee et ass awer Gesprächsstoff an et ass schon d'Theema.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat war dës Question élargie beäntwert.

8. Interpellation de M. Meris Sehic au sujet de l'amélioration de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques dans le cadre du système éducatif luxembourgeois

An da géife mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour kommen, an dat ass d'Interpellatioun vum Här Meris Sehic iwwert d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Bildungsbedierfnesser am lëtzebuergesche Schoulsystem. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeloucht an deemno folgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV huet der 31, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung duerno 30 Minutte fir ze äntwerten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madam Nathalie Morgenthaler, d'Madam Barbara Agostino, d'Madam Francine Cloesener, den Här Fred Keup, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. Här Sehic, Dir hutt elo d'Wuert.

Exposé

M. Meris Sehic (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dës Interpellatioun am Numm vu menger Partei ugefont, fir dass mer hei an der Chamber d'Geleeënheet hunn, fir eis mat engem Sujet ze beschäftegen, deen net just – an dat wëll ech explizitt soen – eist Schoulwiese betrëfft, mee och d'Grondwäerter vun eiser Gesellschaft: d'Inklusioun.

D'Erausforderung, an eise Schoulen en Ëmfeld ze schafen, an deem all Schülerin an all Schüler onofhängeg vu sengen individuellen Ënnerscheeder akzeptéiert a gefërdert gëtt, erfuerdert gemeinsam Ustrengungen op allen Niveaue. An de leschte Joren hu mir eng sëllegen Effort gemaach, fir eisen Educatiounssystem méi inklusiv ze gestalten. Als Gréng hu mir déi Gesetzer an deem Beräich och gäre matgedroen, well se vill Verbesserung mat sech bruecht hu par rapport zu deem ale System vun der Éducation différenciée.

Mir hunn och mat grousser Interessi déi zwou Evaluatiounen um Inklusiounsdispositif zur Kenntnis geholl, déi am Laf vum leschte Joer presentéiert goufen. Déi Evaluatiounen hunn eng Rei Ënnerscheeder. Zum Beispill ass déi eng méi direkt vum Ministère organiséiert an op d'Strukturen an d'Personal ausgeriicht gewiescht an et gëtt hei mat der Uni Lëtzebuerg zesummeschafft, fir d'Verbetterungsusatz dann ëmzesetzen. Déi zweet Evaluatioun, déi gouf vum onofhängegen Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire gemaach. Déi huet méi staark d'Kanner an d'Elteren an de Bléck geholl an hei gouf och mat der Universitéit vu Louvain zesummeschafft.

D'Evaluatiounen hunn nieft deenen Ënnerscheeder awer och eng ganz Rei Gemeinsamkeiten, besonnesch um Niveau vun de Konklusiounen. Lues a komplizéiert Prozeduren, Verbesserungspotenzial bei der Vernetzung, Informatiounsdefiziter op allen Niveaue, dat sinn, entre autres, awer déi grondleeënd Problemer, mengen ech, déi sech an deenen zwou Etüden erëmfinden.

Positiv ass – dat wëll ech direkt soen –, dass mer déi Etüden iwwerhaupt hunn an dass et och schon eng Rei konkret Piste gëtt, fir d'Konklusiounen ëmzesetzen, voire dass och verschidde Saache schon ëmgesat goufen.

Eis geet et an dëser Interpellatioun also explizitt net drëms, d'Vebesserungen an d'Reforme vun de leschte Joren a Fro ze stellen. Mir wëlle villméi déi nach ëmmer bestoend Problemer an de Mëttelpunkt stelle vun deem Debat haut. Well déi Problemer sinn net einfach kleng Feeler am System: Si gefäerden op Dauer d'Akzeptanz an och d'Vetrauen an den Dispositif beim Léierpersonal an och bei den Elteren. Duerfir ass et immens wichteg, dass d'Baustellen aus den Evaluatiounen systematesch opgeschafft ginn an en effikasse Suivi stattfënt.

Duerfir muss d'Inklusioun an d'Vebesserung dovunner um Terrain eng vun de bildungspolitesche Prioritéite vun deenen nächste fënnf Joer bliewen, woubäi mir Gréng grondsätzlech dervun iwwerzeegt sinn, dass déi entsprechend Moyenen, wou ëmmer méiglech, méi no beim Léierpersonal, méi no bei de Schülerinnen a Schüler, also um lokalen Niveau, sollten ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen hunn ech zesumme mat menge Kolleeginnen a Kolleegen eng sëllegen Entrevuen organiséiert mat Mënschen, déi op déi eng oder op déi aner Aart a Weis vun deem Sujet betrëfft sinn. Ech krut vum Terrain, also vun deem lokalen Niveau, deen ech

grad ugeschwat hunn, vill Doleancen. Net vu Leit, déi d'Zil vun der Inklusioun a Fro stellen oder se net wichteg fannen, au contraire, mee ech hu Leit kenne geléiert, Kanner an Elteren, déi munchmol jorelaang a laangwierigen an oneffikassen Orientéierungsprozeduren festhänken. Ech hu mat Professionelle geschwat, déi d'Inklusioun an der Schoul all Dag mussen an och wëllen ëmsetzen, mee déi sech méi Ënnerstützung dobäi wënschen.

Eis ass opgefall, dass hir Konklusiounen am Gespréich mat eis eigentlech a groussen Deeler déi selwecht si wéi och an deenen zwou Evaluatiounen, déi gemaach gi sinn, nämlech dass déi enorm Moyenen, déi et gëtt, ze komplizéiert sinn, ze lues, ze schlecht vernetzt an ze wäit ewech vun hinnen. Ech hunn an de sëllege Gespréicher vill gudd Wëlle bei alle Concernéierten erëmfont, awer och vill Frustratioun, vill Virwërf, dass déi enorm Ressourcen, déi mobiliséiert ginn, net effikass agesat ginn.

De Schong dréckt haut also net méi bei der grondsätzlecher Fro, ob Inklusioun hinne wichteg ass, mee bei de praktesche Froen, wéi gutt sech eise ganze Bildungssystem dobäi stellt, fir déi Moyenen, déi mer eis ginn, optimal unzewennen. Dat war eigentlech och den Haaptgrond, firwat mir dës Interpellatioun ugefont hunn: fir e Fokus kënnen ze leeën op d'Praxis. An dofir geet et eis haut och primär ëm d'Effikassitéit, ëm d'Veereinfachung, wat jo och Motiver sinn, déi sech duerch de Regierungsprogramm zéien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Wochen hunn ech mat Eltere geschwat, déi mat hire Kanner mat spezifesch Besoinen oft e Parcours du combattant hu missen zrëckleeën, ier konkret Ënnerstützung fir hir Kanner um Terrain konnt ukommen. Eng Mamm huet mir erzielt, wéi d'Assistance en classe fir hire Jong op eemol wéinst engem Krankeschäin fort war a fir de Rescht vum Schouljoer och net méi ersat ginn ass. Ech hu vun aneren Elteren héieren, déi erlieft hunn, wéi d'Assistance en classe schrëttweis zrëckgeschrafft ginn ass, net well de Besoin méi kleng ginn ass, mee ganz einfach well d'Ressourcen net do waren.

Esou Situatiounen hu massiv Implikatiounen fir jidder-een: fir d'Titulaires de classe, déi sech eleng gelooss spieren an dowéinst heiansdo iwwerfuerdert si mat der Situatioun, fir d'Klassekameroden, déi ënnert den Ëmstänn leiden, an natierlech och a besonnesch fir d'Kanner mat spezifesch Besoinen, déi net déi Betreuung kréien, déi se eigentlech brauchen.

D'Elteren hu mir erzielt, dass et fir si oft ganz schwéier war, nozevollzéien, wat an der Schoul ganz konkret mat hire Kanner geschitt. Dat deit fir mech drop hin, dass d'Informatiounsfloss tëschent allen Intervenanten nach net gutt genuch funktionéieren an onbedéngt verbessert an och systematiséiert musse ginn.

Ech hu souguer matkritt, wéi Elteren an de Krankeschäin gerutscht sinn, well d'Situatioun se belascht huet an d'Orientéierungsprozeduren se ofgenotzt hunn. Ee Saz vun enger beträffender Mamm ass mer besonnesch hänke bliwwen: „Zum Gléck hat mäi Kand e kloren Diagnostic, dat huet wille méi einfach gemaach!“

Wat geschitt, wann den Diagnostic manner kloer oder méi komplizéiert ass, dat weisen eigentlech och déi zwou Evaluatiounen. Bei der Etüd vun de Kompetenzzentren ass besonnesch d'Längt vun de Prozeduren ervirgehewe ginn. D'Zuele vun der nationaler Inklusiounskommissioun hu gewisen, dass an der Moyenne 203 Deeg vergi vun der Demande bis zu der Entscheedung. Leider goufen hei just d'Moyenné publizéiert, wat e bessen d'Diversitéit vun de Situatiounen verdeckt. Verschidden Elteren hu mir erzielt,

dass hire Parcours weesentlech méi laang gedauert huet, sech zum Deel souguer iwwer Jore gestreckt huet.

Fir den Diagnostic gouf erausfonnt, dass deen an der Reegel an der Moyenne 115 vun deenen 203 Deeg dauert. An engem Gesetz, wat säitdeem gestëmmt gouf, gouf e fixen Delai virgeschriwwen, mee dat muss natierlech um Terrain ëmgesat ginn. An hei sollt – dat war ugekënnegt – mat der Uni no Verbesserung gekuckt ginn. An dowéinst eng éischt Fro un den Här Minister: Wou ass déi Evaluatioun drun? A wéi gitt Der vir, fir déi Delaien elo konform zum Gesetz ze maachen?

Ee Problem, deen an den Evaluatiounen ervirgehuewe gouf, ass dee vum „Pingpong“ tëschent de Kompetenzzentren, virun allem bei Troublen, fir déi verschidden Zentere kënnen zoustänneg sinn. D'Evaluatioun am Optrag vum Ministère seet selwer, dat wier e fundamentale Problem vum System a kéint just mat enger méi transversaler Approche geléist ginn. D'Gesetz zu de Centres de compétences schwätzt eigentlech jo och vun Ufank u vun engem „fonctionnement en tant que réseau national“, wourop d'Evaluatioun och verweist.

D'Léisung, déi d'Evaluatioun proposéiert: méi Echange tëschent den Zentren, eng Coordinatrice-secrétaire du collège des directeurs, gemeinsam Aarbechtsguppen. Dann direkt eng weider Fro: Kann een do scho konkret Verbesserung feststellen? Gëtt dat suiviert? Wat si konkret Schrëtt, déi erauskommen, ausser de Rekrutement vun enger Persoun?

D'Evaluatioun verweist zum Beispill awer och op Diskrepanze bei den Internetsäite vun de verschiddene Centres de compétences. Déi eng hu quasi guer keng Informatiounen um Site, déi aner hu ganz komplex Informatiounen, ganz extensiv Erklärungen. Ech hu virum Debat haut nach eng Kéier nogekuckt. Dat ass leider zum Deel ëmmer nach esou. An dann dofir déi nächst Fro: Geschitt eppes bei där Vernetzung an och bei enger Verbesserung vun den öffentlechen Optrëter vun de Kompetenzzentren?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro vun der administrativer Vereinfachung a vun der Digitaliséierung misst der Regierung an dem zoustänneg Minister jo mindestens esou um Härer leie wéi eis Gréngen. Ech zitieren nach eng Kéier aus der Evaluatioun vum Ministère: „Un autre constat fait [...] est celui d'une ‚forte culture du papier‘ dans tous les Centres de compétences“. An dann e bësse weider: „Il faut cependant noter que ceci ne s'applique pas qu'aux Centres – cette culture du papier est présente à tous les niveaux du dispositif et freine significativement les procédures.“

An der Etüd gëtt gesot, en digitale System fir den Traitement vun den Dossiere wier „en phase d'implémentation“. Wou ass deen digitale System elo drun? Ass deen entre-temps voll implementéiert? Da gëtt och gesot, verschiddene Centres de compétences hätte sech entre-temps selwer missen hëllefen an eege Systemer en place setzen, fir iwwerhaupt kënnen ze schaffen. Wat geschitt mat deenen eege Systemer? A wéi gedenkt Der do, d'Harmonisatioun vun deenen Datebanken an esou weider ze maachen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Retoure vum Terrain soen eis, wéi schonns gesot, dass d'Leit do d'Gefill hunn, dass d'Ressourcen am Beräich vun der Inklusioun ineffikass agesat ginn. Dës Regierung huet sech jo d'Vereinfachung op de Fändel geschriwwen bei den administrative Prozeduren, sief et beim Bauen, bei der Ëmwelt oder an allen anere Beräicher. Schlagwierder, déi do falen, sinn „Digitaliséierung“, „Once-only“ et cetera. Wann een

d'Evaluatiounen zur Inklusioun an eisem Schoulsystem liest, gesäit een, dass dat genee déi Saache sinn, déi hei bemängelt ginn, dass se net klappen.

An dofir, Här Minister, léif Regierung, gëtt et elo Zäit, dass Dir dës Prinzipien och an der Bildungs- an der Inklusiounspolitik duerchsetzt. Mir brauchen effikass digital Prozeduren an der Orientatioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen amplat vum Pingpong a vum Pabeierkrich, wéi en haut nach ze dacks leider stattfënt.

D'Eltere leiden enorm wéinst dësem Pingpong. De Rapport vum Observatoire seet zwar, dass si an der Moyenne éischer zefridde si mam Suivi an dass si motivéiert sinn a sech impliziere wëllen. Dat ass ganz sécher ee vun de positive Punkten aus der Evaluatioun.

E seet awer och: „Malgré un nombre important d'acteurs scolaires impliqués dans le dispositif inclusif scolaire, la relation avec les enseignants reste privilégiée et les parents soulignent un assez bon sentiment de compétence pour collaborer avec les acteurs au niveau local. Nous pouvons donc nous questionner sur la pertinence et les rôles spécifiques des multiples acteurs impliqués aux trois niveaux du dispositif inclusif scolaire.“

Et ass dës Zort vu Constat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi eis als Gréng eigentlech zur Konklusioun komme léisst, dass d'Ressourcen an der Inklusioun méi no solle bei d'Kanner an an d'Schoule kommen, wierklech do, wou et ëmmer nëmme méiglech ass. Dat géif och de Kompetenzzentren et erméiglechen, sech op déi Fäll ze konzentréieren, déi dës spezialiséiert Hëllef am dréngendste brauchen. Mir stellen d'Kompetenzzentren also net a Fro, mee mir wëlle se entlaaschten a besser vernetzen. An dofir och nach eng Kéier meng Fro: Ass dat eng Approche, déi de Minister grondsätzlech deelt, fir d'Ressourcë méi no an d'Schoulen ze kréien? Wa jo, wéi gedenkt hien, dat ëmzesetzen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu de Kompetenzzentren huet d'Etüd vum Observatoire ganz interessant Donnéeën. Tëscht dem 1. September 2021 an dem 1. Mäerz 2022 gëllen zum Beispill dës Zuelen: D'Zuel vun de spezialiséierte Beschoulunge variéiert fir déi 5 concernéiert Zentren tëscht 0 an 330. D'Zuel vun den Interventions spécialisées fir déi 8 Zentere variéiert tëscht 1 an 173, fir d'Rééducation et thérapie tëscht 0 a 538, fir d'Ateliers d'apprentissage spécifiques tëscht 0 an 1.340. An zu gudder Lescht, d'Zuel vun de Conseils et guidances vu Léierpersonal schwankt tëscht 17 an 2.653, déi fir d'Elteren tëscht 18 an 3.021.

Dës Zuele weisen, dass d'Situatioun an den Zentren immens ënnerschiddlech ass. Oder, wéi den Observatoire et op de Punkt bréngt: „Cette variation des données a par moment un caractère plutôt interpellant.“

Pauschal Léisungen, wéi d'Gesetzesännerung vun 2023 also, kënnen der Situatioun also per Definitioun nëmme bedéngt Rechnung droen. Hei kann een aus den Evaluatiounen och net erausfannen, wou an deenen eenzelnen Zentren eigentlech de Schong dréckt.

Dofir hunn ech mech gefrot, Här Minister: Gëtt hei och Kompetenzzentren fir Kompetenzzentren gekuckt, wat muss geännert ginn, wéi den Observatoire et och mat Nodrock a senger Evaluatioun proposéiert? Wéi soll dat gemaach ginn? Vu wem soll dat gemaach ginn a wéini? Gëtt et hei weider e systematesche Suivi, wéi de Ministère et versprach huet an der offizieller Evaluatioun?

A genaousou wichteg: Engagéiert de Minister sech derzou, fir, wéi vum Observatoire gefuerdert, eng

eenheetlech Datebank anzerichte vun de Ressourcen a Besoinen, déi et op de verschiddenen Niveaue gëtt?

An zu gudder Lescht an deem Zesammenhang, nach méi konkret: Wéi ass et mat enger anerer Fuerderung vum Observatoire, ech zitieren: „l'introduction d'un contingent pour les I-EBS, A-EBS et ESEB reste d'une actualité criante?“ Wou ass dat drun, Här Minister?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menge Gesprécher mat concernéierten Enseignanten ass erauskomm, dass vill vun hinnen zwar wuel de System vun der Inklusioun kennen, mee awer Hëllef net ufroen, well se kee Vertrauen an de System méi hunn, well et oft ze laang dauert a verschidde Prozeduren esou lues sinn, dass d'Diagnosticke vereelt oder d'Kanner schonn an enger anerer Klass sinn, wa bis e Retour oder eng konkret Hëllef do ass.

Ee vun deene Problemer, déi oft un eis erugedroe goufen: Vill Leit hunn d'Gefill, dass do, wou et offensichtlech Problemer gëtt, d'Enseignanten e bëssen d'Schold an d'Schong gedréckt kréien. Esou liest een an der Evaluatioun vum Ministère Aussoen ewéi: „Si le principe d'inclusion paraît être bien accepté, il semble pourtant rester une notion relativement opaque, avec des enjeux qui ne paraissent pas toujours être bien compris par toutes et tous. Ceci peut être en partie dû à une formation des enseignants quelque peu lacunaire en ce qui concerne la thématique de l'éducation inclusive.“

Dat soen och effektiv d'Enseignanten, mat deenen ech geschwat hunn. Déi Erklärung ass jo awer eigentlech eng weider Problembeschreibung. D'Evaluatioun verspricht do a relativ vage Wieder Verbesserung bei der Ausbildung a bei der Formation continue. Wou ass dat drun, Här Minister? Gëtt et do scho konkret Schrëtt?

En anert Beispill, wat d'Enseignanten oft als Scholdzouweisung erfueren, ass d'Decisioun vun engem Coaching oder enger anerer punktueller Intervention, ouni awer doriwwer eraus konkret méi Moyenen ze gi fir den Encadrement. Dofir meng Fro: Wéi huet sech d'Zuel vun deene Coachinge säit der Evaluationsperiod entwéckelt? Gëtt et e Suivi, wat déi bréngen? Gëtt dat vum Ministère eescht geholl, wa vill Enseignantë soen, dass hinnen an och de Kanner déi Coachingen ze oft ze wéineg bréngen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Inklusioun fonctionéiert am beschten, wa mer Chancégerechtkeet am Bildungssystem schafen. Vill Enseignantë soen eis, et géif ëmmer méi opfälleg Kanner ginn, virun allem och ëmmer méi Fäll, déi eng normal Beschoulung schwierig maachen. Dat sinn also net „Dysen“ – entre guillemets –, mee méi gravéierend Verhalensopfällegkeeten. Et sinn dës Fäll, déi et fir d'Enseignanten oft schwierig maachen, fir e gereegelten Unterrecht oprechtzuerhalen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dësem Kader begrësse mir ausdrécklech d'Aféierung vun enger zweeter Persoun am Cycle 1, esou wéi se am Regierungsprogramm steet. Ech froe mech awer, ob déi finanziell a personell Ressourcë wäerte kënnen zur Verfügung gestallt ginn, a wollt de Minister duerfir och no senger Aschätzung froen: Wäert den zweeten Intervenent a fënnf Joer kënnen fir de Cycle 1 iwwerall am Land generaliséiert ginn? Oder gedenkt Der, anescht ze verfueren?

Mir kënnen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Politick net erstaunt doriwwer sinn, wa mer gesinn, dass d'Schoul d'Problemer vun eiser Gesellschaft reproduzéiert. Wéi e Bildungsfuerscher e Freideg am „Land“ zitéiert gouf: „Schule ist inhärent reproduktiv.“

D'Schoul ass also e Spigel vun der Gesellschaft. Stress, Individualiséierung, Prekariséierung a sozial Ongläichheeten, dat sinn alles Problemer, déi net einfach sinn, an d'Léisunge sinn et genau sou weéng. Educationspolitik eleng gräift do ze kuerz. Sozialpolitik, Logementpolitik an esou weider sinn och wichteg.

Mir wäerten an deenen nächste Joren an der Educationspolitik vill iwwer Chancégerechtigkeit schwätzen, sief et mat Bléck op sproochlech Aspekter, wéi Alphabetiséierungsprozesser, sief et awer och wat déi sozioekonomesch Dimensioun ugeet. Dofir wëlle mir Gréng op eppes hiweisen, wat eis kruzial erschéngt mat Bléck op d'Chancégerechtigkeit: Et mécht kee Sënn, fir vun der Schoul ze erwaarden, dass si eise sozialen Zesummenhalt an d'Chancégerechtigkeit stäerkt, wann een an anere Beräicher eng Politick fiert, déi d'Ongläichheete vergréissert a riskéiert, ëmmer méi grouss Deeler vun eiser Gesellschaft an d'Prekaritéit ze drécken.

Ob Elteren Zäit mat hire Kanner kënnen verbréngen, fir eng gutt Bindung opzebauen, läit natierlech an en ekonomesche Facteuren. Ob Kanner doheem gutt kënnen léieren, hänkt och dovunner of, ob si genuch z'iessen hunn, ob d'Wunneng gehézt ass a grouss genuch, dass si sech kënnen zréckzéien a konzentréieren.

Et geet net duer, fir an der Bildungspolitik iwwer pedagogesch Konzepter ze schwätzen, iwwer Alphabetiséierung op Franséisch an iPads an de Klassen. Logement, Renten, Steierpolitik hunn allegueren eng direkt Inzidenz op d'Situatioun an eise Schoulen, well si betreffe ganz weesentlech d'Liewensëmstänn vun de Kanner an hire Familljen.

Eppes, wat eis an de bestoenden Evaluatioune gefeelt huet, ass eng Analys vun de soziale Konditioune vun de Kanner à besoins spécifiques. Mech hunn zum Beispill d'Zuele vum Centre pour le développement moteur, vum CDM, interpelléiert, wou evident gétt, dass Kanner aus sozial defavoriséierte Milieue ganz iwwerproportional vu Stéierungen a Réckstänn am Beräich vun der Motorik zum Beispill betraff sinn.

Dat kann een natierlech net verwonnere mat Bléck op déi generell Benodeelegung vun deene Kanner, wéi se zum Beispill an de PISA-Etüden oder och an den Épreuves standardisées hei am Land jo ëmmer nees festgestallt gétt. Dofir meng Fro: Gëtt et esou Analyse spezifesch fir de Beräich vun der Inklusioun, also wou déi Kanner hierkommen a wéi eng statistesch Lienen et eventuell gétt tëscht der Hierkonft an de Schwierigkeiten?

Dat ass wuelverstanen net, fir d'Elteren ënner e Pauschalverdacht ze stellen oder hinnen d'Schuld zuzeweisen. Fakt ass einfach, dass Kanner ënnert der Situatioun vun hiren Eltere kënnen leiden an d'Schoul bei ville Problemer nëmme bedéngt oder ze spéit kann intervenéieren. Emsou méi wichteg wier et, fir hei e méi vollstänneg Bild vun deene Kanner ze kréien.

E Beispill gétt et mengen Informatiounen no a Kanada, wou Eltere vu Kanner mat spezifesch Besoinen och mat identifizéiert ginn a wou ee kuckt, wéi déi familiär Situatioun ass, wéi eng Problemer et eventuell och am familiären Ëmfeld gétt, a wou een dann och de Familljen an den Elteren – net nëmme de Kanner, mee och de Familljen an den Elteren – spezifesch Hëllef an Ënnerstëtzung zoukomme léisst. Esou eng méi ganzheetlech Approche, déi och dat ausserschoulescht Ëmfeld a Betreuecht hält, schéngt eis ganz sënnavoll.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech kommen zum Schluss. Bei der Virbereedung vun dëser Interpellatioun ass et fir mech méi wéi kloer ginn, datt d'Fro vun der Inklusioun an de Schoulen eng politesch Prioritéit muss bleiwe fir déi nächst fënnf Joer. Wa mir net dréngend un de bestoende Problemer schaffen, da setze mer domadder d'Akzeptanz fir de System op d'Spill an, vill méi wichteg, d'Akzeptanz fir de Prinzip vum der Inklusioun.

Als Politikerinnen an als Politiker hu mir eng grouss Responsabilitéit par rapport zu alle Concernéierten: par rapport zu de Kanner an hiren Elteren, par rapport zu den Enseignanten, par rapport zu de Professionellen, déi am Beräich vun der Inklusioun all Dag schaffen.

Den ageschloene Wee ass dee richtegen, dovunner si mir fest iwwerzeegt. Mee mir müssen dëse Wee séier an zilorientéiert weidergoen. Dat bedeit konkret, dass mir an Zukunft derfir surge müssen, dass d'Ressourcen, déi mir investéieren, méi effikass, dat heescht, méi no um lokalen Niveau ukommen, dass mer d'Vernetzung vun allen Acteuren a besonnesch vun de Centres de compétences müssen dréngend verbesseren an dass mer am Beräich vun der Informatioun, vun der Sensibilisatioun a vun der Formatioun nach eng Schëpp müssen dropleeën.

An deem Sënn, Här President, deposéieren ech och eng Motioun am Numm vu menger Partei, mat der Ënnerstëtzung vun der LSAP, déi Lénk an de Piraten – wann ech se erëmfannen. Hei ass se. Wannechgelift.

Motion 1

« relative à l'amélioration du dispositif d'inclusion des enfants à besoins spécifiques »

La Chambre des Députés,

considérant

– les nombreuses réformes législatives ayant trait à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques effectuées depuis 2018 ;

– l'augmentation des ressources humaines et financières qui est allée de pair avec lesdites réformes ;

– l'importance du bon fonctionnement du dispositif d'inclusion pour son efficacité et son acceptation par tou.te.s les membres de la communauté scolaire ;

– les conclusions des deux évaluations du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, à savoir celle coordonnée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et celle réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) ;

– le « caractère interpellant » des disparités entre le nombre de scolarités spécialisées, interventions spécialisées et autres mesures d'inclusion fournies par les différents Centres de compétences, telles que relevées par l'OEJQS (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– l'absence d'une base de données centralisée et complète permettant « une répartition transparente des ressources en accord avec les besoins du terrain » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– que la mise en place d'une telle base de données « ne vise pas à stigmatiser [les enfants à besoins spécifiques], mais bien au contraire à aiguiller et à renforcer les mesures et les stratégies qui leur sont destinées » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– la complexité du dispositif d'inclusion ainsi que le manque d'information sur son fonctionnement auprès d'une partie de la communauté scolaire, tels que relevés dans lesdites évaluations,

invite le Gouvernement

– à mettre en place une base de données centralisée telle que revendiquée par l'OEJQS pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion ;

– à effectuer une analyse individuelle pour chaque Centre de compétences en vue d'identifier leurs forces et faiblesses respectives ainsi que les améliorations possibles ;

– à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences ;

– à effectuer une étude auprès des enseignant.e.s sur l'efficacité et le suivi des conseils et guidances effectués par les Centres de compétences ;

– à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques.

(s.) Meris Sehovic, Francine Closener, Ben Polidori, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Voilà, ech soen Tech Merci fir d'Noluschteren an ech freeë mech op den Debat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Sehovic.

An éischt agedroe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Här Sehovic, dass hien dat wichtegt Thema vun der Schoulinklusioun vu Kanner mat Bedierfnesser duerch dës Interpellatioun op d'Dagesuerdnung setze gelooss huet.

Et gétt verschidden Texter, dat heescht Konventionen, deene Lëtzebuerg bäigetrueden ass a sech domat verpflichtet huet, d'Inklusioun vu Kanner mat Bedierfnesser am Enseignement ëmzesetzen. Den Artikel 24 vun der UN-Behënnerterechtskonventioun, den Artikel 13 vum UN-Sozialpakt, d'Artikelen 28 an 29 vun der UN-Kannerrechtskonventioun souwéi den Artikel 26 vun der Allgemenger Mënscherechtsklärung bekräftegen d'Recht vun alle Mënschen op Bildung.

Ausgeënd vum Prinzip vum der Gläichberechtigung an der Netdiskriminéierung an och am Respekt vum Prinzip vum Intérêt supérieur de l'enfant huet all Mënsch e Recht op en inklusive Bildungssystem op allen Niveaue: vu kleng u bis an d'Héichschoul, an der Berufsausbildung an an der Erweessenebildung. A jiddereen huet och e Recht op eng liewenslaang Weiterbildung, ouni wéinst senger Behënnerung oder senge Bedierfnesser ausgeschloss ze ginn.

Implizit ass domadder gemengt, dass mer verpflichtet sinn, all déi passend Moosnamen ëmzesetzen, fir dass dës Mënsche sech theoreeteschem, prakteschem a sozial Kompetenzen uneegne kënnen. D'Zil vun enger inklusiver Bildung soll et sinn, dass jiddereen voll a gläichberechtigt un der Bildung soll kënnen deelhuefen, fir herno och eng gläichberechtigt Persoun an der Mëtt vun eiser Gesellschaft ze ginn.

Dëst erreche mer fir déi Mënschen unhand vun all-méiglechen Hëllefstellungen, an do sinn der Fantasie

praktesch – oder besser gesot theoreetesch – keng Grenze gesat. D'UN-Behënnerterechtskonventioun schwätzt beispillsweis dovun, dass déi Länner, déi d'Konventioun ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, sollen d'Liéiere vun der Brailleschrëft oder alternativ Schrëften erliichter. Dat selwecht gëllt och fir d'Gebäerdesprooch. Niewent dese Beispiller sinn natierlech och ganz vill anerer denkbar an zum Deel jo och schon amgaangen, an de Schoulen applizéiert ze ginn.

De Gesetzesentwurf 8169, deen hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an d'Gesetz vum 30. Juni 2023 ginn ass, huet eng Partie Ännerungen, wat d'Schoulinklusion vu Kanner mat Bedierfnesser ugeet, mat sech bruecht. Zum Zäitpunkt vum Vott gouf et scho vereenzelt Bedenken iwwer verschidde Moossnamen, déi an deem Gesetz stinn, an am Dezember vum leschte Joer huet den SNE, de Syndicat national des enseignants, vun der CGFP sech zu Wuert gemellt, fir seng Sicht, aus der Praxis um Terrain, matzedeelen.

Virun allem gëtt vusäite vum SNE/CGFP a praktesch allen implizéierte Leit un éischer Stell monéiert, dass et um Terrain ganz einfach u Ressourcë feelt. Loosst eis d'Kand beim Numm nennen: Et feelt u spezialiséiertem Personal, wat direkt mam Kand schafft.

Vill Actricen an Acteure bemängelen, dass d'ESEBen, d'Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques, ënnerbesat sinn. Et gëtt Personal gebraucht, wat déi ganz Woch an de Schoule mat de betroffene Kanner kéint schaffen. Bei verschiddene Kanner wär och eng Betreuung respektiv eng Assistance en classe während der ganzer Schoulwoch néideg, also quasi eng Ent-zu-eent-Betreiung.

De Manktum u Ressourcë gëtt zum Beispill bemierkt, wann d'Personal vun den ESEBen, dat an de Klassen intervenéiert, duerch iergendee Grond, souguer wann déi Dauer méi laang ass, net ersat gëtt. D'Gesetz gesäit leider net vir, dass d'Personal mat deem Statut ersat gëtt. An deem Fall géif eng kleng Gesetzesännerung de Problem direkt kënnen behiewen. Aktuell riskéiert e Kand, eng gewëssen Hëllefstellung, déi et zegutt huet, während enger Zäitchen net ze kréien, an d'Liéierpersonal muss eleng an der Klass eens ginn.

D'Gesetz vum 30. Juni 2023 huet niewent dem Fondamental dann och d'ESEBen am Secondaire agefouert. Hei plangt d'Regierung, hir Ëmsetzung weiderzedriewen. Domat sollt och eng besser Kohärenz tëscht der Prise en charge an de Grondschoulen an duerno an de Lycéeë garantéiert ginn. Leider héiert een awer da vum Terrain, dass den Iwwergang vum Cycle 4 an de Secondaire net fléissend genuch wär. Vu dass den Dossier dem Kand gehéiert a wann d'Elteren aus deenen ënnerschiddlechste Grënn dann net wëllen, dass den Dossier automatesch transferéiert gëtt, jo da muss d'Kand deemno wéi erëm eng ganz nei Prozedur an Evaluatioun duerchlafen.

Leider héiert een och heiansdo, dass verschidde Kompetenzzentren anscheinend net genuch op den Terrain ginn an hir Instruktiounen op Distanz ginn. Dofir gëtt dann och begréisst, dass de Réseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentren soll ausgebaut ginn. Dëst kënn da gläichzäiteg de Kanner entgéint, déi dann, onofhängeg vun hirem Wunnsätz, op déi selwecht Offer kënnen zrëckgräifen. Wann e puer Kompetenzzentren an engem eenzege Dossier implizéiert sinn, da wär et och wichtig fir d'Kand, dass d'Koordinatioun tëscht den Zentren optimiséiert gëtt. Et muss een och erwänen, dass déi lokal Ekippe vun de Kompetenzzentren an de Schoulgebaier solle verstärkt ginn.

Gläichzäiteg gëtt gefuerdert, dass de Fonctionnement vun de Kompetenzzentren kritesch analyséiert sollt

ginn, fir dass an Zukunft d'Ressourcen aus de Kompetenzzentren esou agesat ginn, dass si och beim Kand ukommen an net an engem administrative Waasserkapp ënnerginn. Dës Kritik ass dann och vun anere Parteien, ënner anerem menger eegener, gedeelt ginn. D'Martine Hansen hat beim Vott vum Gesetzesprojekt 8169 wuertwärtlech gesot: „Als CSV wëlle mer gäre séier Hëllef um Terrain, pragmatesch Léisungen an net nei Servicer.“ Domat war virun allem de Service national de l'éducation inclusive gemengt, awer natierlech net nëmmen.

Am Kontext vun der Regionaliséierung sollt een op alle Fall begrëissen, dass och den ONE, den Office national de l'enfance, weider lokal Antenne kritt. Sou kënnen d'Kanner ganz am Sënn vum Kannerschutzgesetz vum ONE encadréiert ginn an et gi manner Signalementer beim Parquet gemellt. De Kompetenzaustausch tëscht dem Personal kann duerch déi verklergt Distanzen natierlech och verbessert ginn.

Vun alle Säite kënn d'Fuerderung, dass d'Kand am Mëttelpunkt muss stoen an net d'Prozedur. D'Hëllef muss kënnen mat engem Minimum u Formalismus, also mat minimalem administrativen Opwand, ugefrot ginn. D'Prozedur sollen och gestrafft ginn, dat heescht vereinfacht a beschleunegt. Natierlech ass d'Grenz dobäi tëscht enger gewëssener administrativer Vereinfachung an op där anerer Säit dem Wonsch, dem Kand seng Situatioun méiglechst genee ze dokumentéieren an ze evaluéieren, och net evident ze zéien.

Am Gesetz si véier Schoulwoche virgesinn, fir e Bilan vum Kand ze zéien. Dese Passus gëtt natierlech um Terrain ganz ënnerschiddlech ausgeluecht. Et schéngt illusoresch ze sinn, ze mengen, dass een an esou kuerzer Zäit e kompletten Checkup vun enger Persoun kéint maachen. Dat kann der Komplexitéit vun der Situatioun vum Kand geschélt sinn, well säi kierperlechen a mentalen Zoustand a seng ganz Virgeschicht och a Betruecht muss geholl ginn. Et kann awer och zousätzlech doru leien, alt erëm, dass et e Mangel u qualifiziertem Personal gëtt, wat fir den Diagnostic zoustänneg ass. Op alle Fall sollt d'Prozedur innerhalb vun där Zäitspann vu véier Schoulwochen op d'mannst ugefaange ginn, soudass jidder implizéiert Persoun weess, dass un eppes geschafft gëtt a sech eppes an déi Richtung deet.

Eng aner Fuerderung, déi vu ville Säite kënn, ass, dass all Schoul mindestens een I-EBS, en Institututeur spécialisé dans l'encadrement et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques, sollt kréien, wat jo och vusäite vun der Regierung geplangt ass. Dës Fra oder dese Mann soll da während de Schoulstonden an de Schoulgebaier uwiesend sinn.

D'Gesetz vum 30. Juni 2023 féiert dann och den neie Poste vum A-EBS, dem Assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques, an de Grondschoulen an. Dese Assistent, deen natierlech och eng Assistentin ka sinn, soll d'I-EBS bei einfachen Alldagsaufgaben ënnerstëtzen. Dese neie Poste vum A-EBS ass dann awer net an de Kompetenzzentren agefouert ginn. Ass et esou, dass déi do net gebraucht ginn, well de Personalschlüssel an deenen Institutioone méi héich ass?

Bei de Classes de cohabitation am Secondaire ginn d'Meenungen zum Deel e bëssen auserneen. Verschidde Leit fannen, dass dese System gutt klappt, a begrëissen, dass déi och regional verdeelt sinn, wat de Kanner natierlech dacks e laangen Trajet erspuert – op deem leschte Punkt si mer eis jo all eens –, mee anerer empfangen des Léisung trotzdem e bësse wéi e Mikrokosmos respektiv eng Parallellwelt innerhalb vum reguläre Schoulsystem.

D'Realität léisst vläicht heiansdo keng aner Léisung zou, mee et sollt een onbedéngt oppassen, dass do net Profiller matenee kollidéieren, déi fir deen een oder anere kontraproduktiv kéinte sinn.

Wat d'Schoulinfrastrukturen ugeet, esou kann ee sech berechtigterweis d'Fro stellen, wéi vill Grondschoulen iwwerhaupt schon zougänglich sinn. Vu dass déi Gebaier ënner der Responsabilitéit vun de Gemenge stinn, huet de Ministère do manner eng Handhab drop wéi bei de Lycéeë beispillsweis. Vläch wär do eng gréisser finanziell Ënnerstëtzung vusäite vum Staat denkbar, zemoos la vun de Gemengen erwünscht gëtt, nei Raim oder nei Methoden unzewenden, wéi zum Beispill e Snoozleraum, e Psychomotorikraum oder en AirTramp.

Et ass natierlech ze begrëissen, dass de Regierungsprogramm virgesäit, dass all Kand och en Zougang zur nonformaler Bildung soll kréien. Hei kënnen pro Fall Stonnen ugefrot ginn, déi an der Reegel jo och accordéiert ginn. Et besteet och d'Méiglechkeet, Personal, wat keng Vollzäitache an engem SEA huet, als A-EBS an enger Schoul anzesetzen. Wat all Gemengepolitiker a -politikerin dirft freeën, dat ass, dass des Regierung déi finanziell Ënnerstëtzung am nonformale Beräich wëll upassen. Dat ass och batter néideg, well d'Gemengen hei un hir finanziell Grenze stousen, souwuel infrastrukturell wéi personaltechnesch.

Wou de Problem e bësse méi oniwwersichtlech gëtt, dat ass bei private Crèche. Och wa si déi selwecht Autorisatioun brauche wéi Gemengecrèche, sou ass d'Disparitéit vun de Servicer do awer zimmlech grouss. Et huet een op alle Fall keng Garantie, dass engem säi Kand senge Bedierfnesser entsprechend kann encadréiert ginn.

All Kompetenzzentren huet säin eegene Centre de documentation, deen immens wäertvoll ass, fir Bonnespraktiken ze sammelen an en internen, awer och en externe Wëssenstransfer aus dem jeeweilige Beräich ze maachen. Hei sëtzen Expertinnen an Experten, déi och Formatiounen a Coaching kënnen ubidden, besonnesch um IFEN, awer natierlech och op d'Mooss. Eng intensiv Betreuung vun engem Kand brauch eng gutt Informatioun a Formatioun. Et ass wichtig, dass jiddereen iwwert d'inklusive Bildung opgekläert gëtt.

Et gëtt d'Feststellung gemaach, dass zumindest am Cycle 1 an 2 probéiert gëtt, e Kand ze inkludéieren. Eng gewëssen Unzuel vu Fäll gëtt eréischt ab dem Cycle 3 an e Kompetenzzentren reorientéiert. Vläch gëtt bis dohinner och nach eng Scolarité mixte ausprobéiert. Firwat ass dat esou?

Heiansdo ass bei engem Klengkand e gewëssenen Diagnostic nach net méiglech respektiv et ass nach ze fréi, fir mëttel- bis laangfristeg Schlussfolgerunge kënnen ze zéien. Heiansdo sinn d'Elteren awer och an engem Deni, dat heescht, si kënnen net gleewen, dass d'Reegelschoul fir hiert Kand vläch net dat Bescht kéint sinn.

Bei der Orientéierung vum Kand muss dofir onbedéngt d'Elterenaarbecht intensivéiert ginn, respektiv wann ee Verschiddener héiert, geet et éischer drëms, dass eng neutral Persoun verschidde Saachen erklärt. Och wann d'ESEBen an d'Usprechpartner a -partnerinne vun de Schouldirektiounen e reageméissegen a strukturéierten Dialog mat den Elteren hunn, sou gi si awer munchmol vun den Elteren als befaangen empfonnen, esou wéi wa si nëmmen d'Intensiv vum Ministère géife vertrieben an net d'Wuel vum Kand.

D'Berodung vun den Eltere muss dohier heiansdo verstärkt ginn. D'Eltere muss berouegt ginn an iwwert d'Vir- an Nodeeler vun där enger oder där

aner Propos opgekläert ginn. Fir verschidden E-ltere sinn d'Prozeduren awer net bekannt genuch. Si bemängelen e Manktum un Informatiounen. Virun allem fir Leit, déi de System net esou kennen, wär eng Vulgarisatioun vun all méigleche Pisten eng wäertvoll Hëllef. Dat selwecht gëllt fir Leit, déi aus dem Ausland bei se eraplënnen. Aner Sproochen a Kulturen zéien heiansdo onnéideg Frustratiounen mat sech.

Jee no Regionaldirektioun schéngt d'Hëllefstellung och ënnerschiddlech auszefalen, wat jo net onbedéngt gerecht ass. Sou kéint dann eng gewëssen Autonomie a Selbstinitiativ vun den Elteren an behëlleflech sinn.

Een interessante Punkt ass dee vum Werdegang virun der Scolarisatioun. Déi Elteren, déi schonn déi néideg Informatiounen am Virfeld hunn, kënnen virum Ufank vum Schouljoer mam Diagnostic ufänken a sinn am beschte Fall scho fir d'Rentrée prett, wougéint bei Kanner, deenen hiert Ëmfeld manner gutt informéiert ass, duerch e Manktum un Informatiounen wäertvoll Zäit verluer geet.

Heiansdo gëtt e Manktum un Transparenz beklot, well et net ëmmer nozevollzéien ass, wou verschidde Stonnen agesat ginn. Déi Diskussioun leeft och um Niveau vun de multidisziplinären Ekippe mat zum Beispill dem educative Personal, de Psychologen a Psychologinnen, den Assistants sociaux an Assistante-socialen. Wou affektéiert een déi am beschten? Direkt an de Schoulen oder solle se bei der Schoul-direktioun bleiwen?

Jee nodeem, wien een do freet, kritt een ënnerschiddlech Äntwerten. Déi zweet Variant bei enger Direktioun gëtt enger ganzer Regioun vläicht eng gewësse Flexibilitéit, déi soss net gi wär, wann d'Personal un engem bestëmmte Gebai affektéiert wär, an deem d'Spezialisatioun vun deem Personal a vläicht zu deem Moment net gebraucht gëtt.

Wéi steet et mat de Centres socio-thérapeutiques? Ass dësen zum Deel leschten Auswee erfollegräich, och wann e per se net inklusiv méi ka sinn? Ass do eng Evaluatioun geplangt?

Zwëschen 2017 an 2021 si jiddefalls grouss Beméiungen ënnerholl ginn, fir zousätzlecht Personal anzustellen: Iwwer 700 Poste sinn op sämtlechen Niveaue geschafte ginn. Mee dat geet awer leider nach ëmmer net duer, well gläichzäitig d'Unzuel vun den Dossieren, déi an d'CNi, d'Commissioun nationale d'inclusion, kommen, sech am selwechten Zäitraum méi wéi verduebelt huet. Och d'Zuel vun den ambulanten Interventiounen ass geklommen, während d'Zuel vun de Kanner, déi an de Kompetenzzenter geschéckt ginn, réckleefeg ass.

Op alle Fall wär et wichteg, wa sämtlech Beruffer, déi mam Kand zesummeschaffen, iwwert déi Haaptléierpersounen an dem I-EBS eraus, eng verstärkten Anerkennung géife kréien. Et mussen och méi Leit mat deene gebrauchte Profiler ausgebild ginn. Eng gutt Formatioun vun allen Actricen an Acteuren ass hei primordial fir d'Wuel vun Kand. Also ee Grond méi, fir d'Ausbildung an de Rekrutement vun héich qualifizéiertem Personal prioritär unzegoen. Et gëtt Leit, déi stelle sech d'Fro, ob eis Sproochekrittäre vläicht bei der Auswiel vum Personal heiansdo ze streng sinn. D'Géigefro ass dann: Wär eng Oplockerung nach am Sënn vum Kand?

Allgemeng muss ee bei der Orientéierung soen, dass et wichteg wär, dass d'Leit, spréich d'Elteren an d'Kanner, genee iwwert d'Entwécklung vun hirem Kand opgekläert ginn. Sou wéi d'Bilane momentan opgebaut sinn, gëtt dacks d'Gefill vermëttelt – op d'mannst kënn et esou bei deene Betreffenen eriwwe –, wéi

wann alles an der Rei wär an dass nëmme positiv Entwécklung festzestellen wären. A wann dann zum Schluss vum Cycle oder engem oder méi Schouljoren de Verdikt kënn, da falen der vill aus de Wolleken, wat jo och verständlech ass. Dofir wär et net falsch, wann am neie Plan d'études och un dese Sujet geduecht géif ginn.

Wann ee mat de Leit um Terrain schwätzt, spiert een dach eng gewësse Middegkeet a Saturatioun ënnert dem Personal. D'Ofwiesslung, déi den Job eigentlech interessant mécht, kann een awer och gläichzäitig immens schlauen. Sou kënn et dann och emol vir, dass eng Persoun sech reegelrecht e Joer Auszäit freet, fir sech kënnen ze ressourcieren.

Och d'Eltere kommen un hir Limiten. Et ass net ëmmer evident, fir den Intérêt supérieur vu sengem eegene Kand ze verstoen. Eng gutt Kommunikatioun ass hei primordial, mee déi ass dacks verluer gaangen an d'Diskussioun gëtt dann immens emotional gefouert. D'Elteren, an d'Léierpersonal natierlech och, wëllen ëmmer dat Beschit fir e Kand. Ass dat elo d'Reegelschoul oder ass dat de Kompetenzzenter? All Fall muss wéi en Eenzelfall gekuckt ginn an dat mécht d'Verstoe vun enger Decisioun heiansdo grad méi schwéier.

Bei de Kanner mat Bedierfnesser gëtt et der och ëmmer méi mat Verhalensopfällegeeten. Déi aner Kanner an der Klass dierfen net de Präis derfir bezuelen, dass et zum Beispill Erziehungsmängel gëtt. Leider gëtt et awer och Elteren, déi mol guer net bei de Bilanzgesprécher optauchen. Da gëtt et natierlech och schwéier, fir Verbesserungsverschléi mat op de Wee ze ginn. D'Fro dierf gestallt ginn, wéi eng Roll d'Elteren iwwerhaupt nach an der Erziehung sollen, kënnen respektiv misse spillen. Do gëtt et bei verschidde Fäll eng Verlagerung vun der Verantwortung, vläicht ganz einfach och aus Iwwerforderung. De Regierungsprogramm gesäit spezifesch Moossname fir Kanner aus vulnerabele Familjesituatiounen vir. Hei stellt sech d'Fro, wéi séier déi ëmsetzbar sinn.

D'Inklusioun riskéiert bei problematesche Fäll leider, an e schlecht Liicht ze geroden. D'Konzept vun der Inklusioun dierf op kee Fall a Fro gestallt ginn, well der e puer aus der Rei danzen.

Eng richteg Inklusioun kann nëmme geléngen, wann all Kand déi adequat Betreierung kritt, déi senge Bedierfnesser entsprécht. D'Inklusioun kann awer hir Limiten errechen, wann déi aner Schülerinnen a Schüler, an doduerch d'Elteren dann och indirekt mat, an d'Léierpersonal ufänken, drënner ze leiden. Jidderem, dat heescht souwuel d'Kanner ouni an d'Kanner mat Bedierfnesser, verdéngen d'Chance op eng Bildung, wou se adequat geféiert ginn a keen dierf weinst deem aneren op der Streck bleiwen. Dofir ass et eis Pflicht, derfir ze suergen, dass de Bien-être an domat virun allem dat mentaalt Wuelbefanne fir jiddereem garantéiert ass.

Am Regierungsprogramm steet och kloer dran, dass d'Ëmsetzung iwwert d'Wuelbefanne vun de Schoulkanner an der inklusiver Bildung evaluéiert a gegebenefalls ugepasst gëtt. De Minister kann eis hei vläicht seng Zäitschinn dozou verroden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci Iech och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi et geheescht huet, ech misst elo meng éischt Ried an dësem Mandat

preparéieren, hunn ech mech gefrot, ob ech dann och en *Enfant à besoins spécifiques* war. An d'Äntwert ass: Jo. An den 90er-Jore goufen d'Kanner, déi anescht waren oder net esou wäit waren an der sproochlecher Entwécklung, freides mëttes virun d'Télee gesat, a wärenddeems déi aner Kanner do-bausse konnte spillen, hu mir missen d'„Sendung mit der Maus“ kucken.

Wat sinn ech frou, dass villes geschitt ass säitdem an d'Kanner net just virun d'„Sendung mit der Maus“ gesat ginn, fir eng Sprooch ze léieren a fir sech Grondwëssen unzëeegenen.

Inklusioun bedeit, dass all Mënsch, egal wéi en ausgesäit, wéi eng Sprooch e schwätzt oder mat wéi enger Behënnerung e leeft, un all Aspekter vun eise Gesellschaftleche Liewe gläichermoossen deelhuele kann an an de Genoss vun de selwechte Rechter kënn. De System passt sech also un de Mënsch un an net d'Mënsche sech un de System.

Fir d'DP huet d'Inklusioun vun Ufank un zu enger absolutter politescher Prioritéit gehéiert. An dat hu mir an deene leschten zwou Legislaturperioden och ënner Beweis gestallt. Ënnert der Féierung vun der DP gouf d'Bestietnes fir Homosexueller erlaabt, déi däitsch Gebäerdesprooch gouf unerkannt an de Gebrauch vu Leichter Sprache ausgebaut. Net ze vergiessen och d'Accessibilitéitsgesetz, dat ënnert der deemoleger DP-Ministesche Corinne Cahen ausgeschafft an hei an der Chamber gestëmmt gouf.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Dëst Gesetz wäert zur gréisstméiglecher Barrierefräiheet am öffentleche Raum hei am Land bäidroen an esou d'Inklusioun vu Mënsche mat Behënnerunge virundreiwen: méi breet Dieren, Rampen, automatesch Dierëffner, Markéierung fir blann Mënschen an nach villes méi. An Zukunft wäerten nei Gebaier nom Prinzipp „Design for all“ gebaut ginn. Ma och bestoend Gebaier wäerten, esoulaang et net ze exigent a machbar ass, adaptéiert ginn.

D'Accessibilitéitsgesetz ass selbstverständlech och fir Schoulgebaier applikabel. An domadder kommen ech och op de Sujet vum haitegen Debat ze schwätzen: d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen an eise Schoulsystem. Ënnert dem Minister Claude Meisch gëtt d'Inklusioun an der Schoul zanter Jore kontinuéierlech a konsequent matgeduecht. An dat ass keen einfacht Ënnerfaangen, well eng ganz Bandbreet vu spezifesch Besoinen existéieren, déi de schouleschen Alldag vun de Kanner ganz ënnerschiddlech beaflossen. Dës kënnen motorescher, sproochlecher, visueller, auditiver, intellektueller oder och sozioemotionaler Natur sinn. An och Schüler mat besonnescher Begabung hu spezifesch Besoinen, déi erfëllt musse ginn, fir hiert ganz Potenzial auszuschöpfen.

Kanner mat Handicap krute mam Gesetz vun 1973 d'Recht, a spezifesch fir si konzipéierte Schoule scolariséiert ze ginn. Eréischt 1994 gouf hinnen och d'Recht zougesprach, a sougenannte „reguläre“ Schouלקlassen ageschoult ze ginn. E wichtige Schratt, mee et geet net aleng duer, an enger regulärer Klass ze setzen. Et muss ee gläichzäitig derfir suergen, dass hir spezifesch Besoine beim Léiere berécksiichtegt ginn an un de Bildungssystem ugepasst ginn. 2017 an 2018 gouf eng fundamental Reform vun der schoulescher Inklusioun ëmgesat, déi dorobber ausgerichtet war, d'Kanner derbäi ze ënnerstëtzen, hir Fäegkeeten optimal ze nutzen an ze entwéckelen. En Encadrement duerch d'Experten an dësem Domän ass dofir onëmgängelech.

D'Inklusioun an de reguläre Schoulsystem ass do-bäi ni eng Obligatioun, mee et gëtt proposéiert,

wann et fir déi individuell Situatioun vum Kand am Beräich vum Méigleche läit an och dem Wonsch vun de Kanner an hiren Elteren entsprécht. D'Kanner hunn d'Méiglechkeet, Vollzäit an eng regulär Schoul ze goen oder an eng spezialiséiert Klass oder en alternance souwuel an eng regulär Schoul wéi an eng spezialiséiert Klass ze goen.

Här President, op nationalem Niveau goufe mat der Reform vun der Inklusioun an der Schoul aacht Kompetenzzentere geschaf. Fënnf dovunner baséieren op scho virdu bestoende Strukturen, wéi zum Beispill de Centre pour le développement intellectuel, déi déi viiregt Centres d'éducation différenciée integréiert hunn. Dräi Kompetenzzentere goufe komplett nei geschaf: de Centre pour le développement socio-émotionnel, de Centre pour le développement des apprentissages an de Centre du suivi des enfants et jeunes intellectuellement précoces.

Mat der Schafung vun dësen dräi leschtgenannte Kompetenzzentere huet Lëtzebuerg eng Lacune bei der Prise en charge vu Kanner mat spezifische Besoine behuewen. D'Kanner goufe virdrun oft an d'Ausland geschéckt, wou et déi néideg Strukture scho gouf. Dat huet de Kontakt mat de Kanner an och d'Reintegration an d'Schoul zu Lëtzebuerg, wa si zréckkommen, natierlech erschwéiert. Elo kënnen déi Offere besser openeen ofgestëmmt ginn.

D'Kompetenzzentere bidden ënner anerem e spezialiséierten Diagnostic, fir déi spezifesch Besoine vun engem Kand ze identifizéieren an doropshin adaptéiert Mesüeren unzebidden. Si beroden a begleeden d'Schüler, d'Elteren an d'Schoulpersonal a kompletéieren dee reguläre Schoulunterricht mat spezifische Léieratelieren.

Nieft dëse Kompetenzzentere goufe mat der Reform vun 2017/2018 och eng Agence de transition à la vie active an d'Commission nationale d'inclusion gegrënnt. D'Agence ënnerstëtzt op méi eng individualiséiert Manéier Jonker mat spezifische Besoine fir d'Zäit no der Schoul, während d'Commission nationale d'inclusion responsabel ass, fir d'Demanden no engem Diagnostic un déi kompetent Kompetenzzentere weiderzeleeden, déi dësen dann duerchféieren. An d'Kommissioun suergt derfir, datt all Kand eng spezialiséiert Prise en charge erhält an datt déi schoulesch Partner d'Prozedure respektéieren.

Här President, d'Kompetenzzentere, d'Agence de transition à la vie active an d'Commission nationale d'inclusion agéieren op nationalem Niveau. Ma och op regionalem an op lokalem Niveau gëtt et Dispositiffen, déi d'Inklusioun vu Kanner mat spezifische Besoine begleeden. Op regionalem Niveau agéiere sougenannt „équipes de soutien“, déi aus multidisziplinären Experte bestinn. Dës Ekippe reagéieren a Krisesituatiounen a féieren e generellen Diagnostic bei engem Kand duerch. Doropshi proposéiere si den Elteren an deem zoustänneg Schoulpersonal, wéi eng Mesüre fir den Encadrement émgasat solle ginn, ob si selwer d'Prise en charge vum Kand iwwerhuelen oder ob eng spezialiséiert Institutioun implizéiert soll ginn.

Zousätzlech huet all Direktioun am Fondamental eng Commission d'inclusion. Dës Kommissiounen definéieren e Plang op Demande vun den Elteren, vum Schoulpersonal oder engem Representant vun enger Maison relais fir eng individualiséiert Prise en charge vun engem Kand mat spezifische Besoinen. Dëse Plang gëtt all Joer evaluéiert a wann néideg adaptéiert.

Zanter engem neie Gesetz vun 2023 gëtt och fir all Kand eng Referenzpersoun designéiert, déi d'Kollaboratioun tëschent de concernéierten Acteure bei

der Prise en charge am A behält. Ech komme spéider nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Am Kader vum individuelle Plang ka virgesi ginn, datt d'Ënnerriichten an der Klass ugepasst gëtt, datt e Member an enger Équipe de soutien während enger gewëssener Period an der Klass assistéiert oder datt de Schüler fir bestëmmte Matière temporaire an enger anerer Klass ënnerriicht gëtt. Dëst just, fir e puer Beispiller ze nennen.

Op lokalem Niveau ginn d'Schoulmeeschteren an d'Joffere vun Instituteurs spécialisés oder I-EBSen ënnerstëtzt, wa fir e Kand en adaptéiert Schoulprogramm émgasat muss ginn. Dat ass zum Beispill de Fall, wann e Schüler déi an engem Schouljoer virgesinne Kompetenzen no zwee Joer nach ëmmer net erreicht huet.

D'Prise en charge vu Kanner am Fondamental a Jonken am Secondaire baséiert zum gréissten Deel op de selwechte Mesüeren. Ervirhiewe léisst sech fir de Secondaire nach den Appui scolaire, wou individuell oder a klenge Gruppen d'Schoulmatière verdéift ka ginn, oder nach déi partiell oder komplett Reorientatioun vun engem Schüler op en anerem Ausbildungswee oder op spezialiséiert Klassen, wou sech de Bildungsinhalt an de Léierhythmus besser op d'Besoin vum Schüler upasse loosse.

Här President, et existéiert nach eng ganz Panoplie u weideren Dispositiffen, déi d'Kanner mat spezifische Besoine souwéi hir Elteren an d'Schoulpersonal bei der Inklusioun an de reguläre Schoulsystem ënnerstëtzen. Do wier zum engem d'Commission des aménagements raisonnables. Ech war virdu kuerz op d'Accessibilitégesetz agaangen, dat an der leschter Legislatuur gestëmmt gouf, an op d'Barriärfreiheet am ëffentleche Raum. An dozou gehéieren och d'Schoulen. Och an dësem Gesetz ass vun Aménagements raisonnables rieds, mee domadder ass gemengt, datt eng Persoun mat besonnesch schwéierem oder spezifischem Handicap eng Demande stelle kann, fir Upassungen un engem Gebai virhuelen ze loosse, fir den Accès ze erméiglechen, sous condition natierlech, datt den Aménagement net ze exigent ass, machbar ass, sief et finanziell oder wat d'Ëmsetzung ugeet.

Mat „Aménagements raisonnables“ am Schoulkontext mengen ech e bëssen eppes anescht. Hei geet et virop drëms, de Kanner am Secondaire oder am Fondamental, déi am Fong dem reguläre Schoulprogramm nokommen, mee wéinst enger Deficiéncie oder Krankheet mat besonneschen Hindernisser während Prüfung konfrontéiert sinn, esou entgéintzekommen, datt si all hir Kompetenzen ënner Beweis stelle kënnen.

Méiglech Hëllefstellung kënnen zum Beispill sinn, engem Jonke méi Zäit fir eng Prüfung ze ginn, d'Presentatioun vun de Questionnairen ze adaptéieren oder och eng Lupp zur Hëllef dierfen ze huelen. Wéi eng Hëllef bereetgestallt ginn, gëtt no individueller Aschätzung vum Schüler decidéiert.

Zum anere besteet d'Méiglechkeet vun der Begleedung am Schoultransport am Fall, wou e Kand ënner enger Krankheet leit, déi eng séier medezinesch Hëllefstellung kann néideg maachen, oder wann e Kand en eeschthafte Risiko duerstellt, sech selwer oder anerer ze blesséieren. De Schoulwee gouf bei der Inklusiounsstrategie vun der Regierung net vergiess.

Net ze vergiessen ass och d'Alphabetisierung op Franséisch. D'Méisproochegkeet an eisem Land ass fir de Gros vun de Kanner eng Erausforderung an der Schoul. Am Fondamental ass aktuell Däitsch d'Ausgangssprooch, während Franséisch spéider derbäikënn. Mee munch Kanner hu vill méi grouss

Schwierigkeeten am Däitschen an doduerjer och Verständnisproblemer an anere Fächer – bei mir och. Aus dësem Grond huet den Educatiounsminister Claude Meisch 2022 e Pilotprojet lancéiert, deen a véier verschidde Schoulen d'Alphabetisierung op Franséisch test an esou d'Diversifikatioun vun der Schoul offer ausbaut.

D'Alphabetisierung op Franséisch ass keng Obligatioun, mee e Choix a soll virop derzou bäidroen, Inegalitéiten ze bekämpfen an de Schüler besser Chancen ze ginn, d'Schoul mat all hire Moyenen ze packen. De Pilotprojet gëtt vun der Uni Lëtzebuerg wëssenschaftlech begleet an 2024, also dëst Joer, sollen éischt Resultater verëffentlecht ginn, mat engem verdéifte Bilan 2026. Ofhängeg dovunner, wéi den Tëschebilan ausfale wäert, ass geplangt, d'Alphabetisierung op Franséisch ab der Rentrée 2026/2027 ze generaliséieren.

Innerhalb vun de Lycéeë kënnen d'Schüler zousätzlech op d'Hëllef vum SePAS a vum Service socio-éducatif zréckgräifen. Während de SePAS éischer fir déi psychologisch Betreuer vun de Schüler zoustänneg ass, begleet den SSE déi Jonk bei hirem schoulesche Parcours a schafft an deem Kader och mat den Elteren, den Enseignanten, den Équipes de soutien an dem SePAS zesummen. D'Évitéiere vum Décrochage scolaire gehéiert zum Beispill och zu den Aufgaben vun SSE a betrëfft och Kanner mat spezifische Besoinen.

Här President, 2022 gouf eng Evaluatioun vun der Reform vun der Inklusioun am Schoulsystem vun 2017 an 2018 duerchgefouert, dat souwuel fir de Fondamental wéi och fir de Secondaire. D'Dispositiffen, déi zum Zäitpunkt vun der Evaluatioun en place waren, goufen ënner d'Lupp geholl a méiglech Verbesserungsverschléi analyséiert. Zanter der Reform huet den Educatiounsministère 700 nei Poste fir d'Prise en charge vu Kanner mat spezifische Besoine geschaf an esou seng Personalressourcë verduebelt. Och déi ambulante Prise en charge konnt an d'Luucht gesat ginn, während d'Aschoulungen an de Kompetenzzentere erofgaange sinn.

Grondsätzlech kënn d'Evaluatioun zum Schluss, datt déi nei Dispositiffen vun der inklusiver Prise en charge gutt um Terrain opgehoill goufen. Mee näischt ass perfekt an aus Erfahrungswärter kann een ëmmer bäiléieren. Dowéinst ginn am Rapport sechs Verbesserungsachsen ervirgehuewen, mat de jeeeweige Mesüeren, déi den Educatiounsministère konsequent ergraff huet.

Ech wäert net op all d'Punkten agoen, déi am Rapport opgeléicht goufen, mee mech just op e puer besonnesch pertinent Beispiller beschränken. De Rapport geet dorobber an, datt de Prinzip vun der inklusiver Bildung nach méi bekannt misst ginn. Ënner anerem sollen d'Enseignanten iwwert dës Thematik besser forméiert ginn. Doropshi gouf en neie Master fir inklusiv Bildung ausgeschafft, deen ab der Rentrée 2025 op der Uni zougänglech wäert sinn. Ausserdeem wäerten och den IFEN an d'Kompetenzzentere Weiterbildung fir d'Schoulpersonal ubidden.

Bei de Prozeduren an den Delaien ass gewéinlech ëmmer Sputt no uewen. Och hei geet et virop drëms, déi administrativ Prozeduren ze vereinfachen, besonnesch wann et ëm d'Prise en charge duerch e Kompetenzzentere geet. An deem Kontext misst och den Delai fir de spezialiséierten Diagnostic reduzéiert ginn. Während der Period vun Ufank 2019 bis Enn 2020 huet et an der Moyenne 203 Deeg gebraucht, fir d'Decisioun vun enger Prise en charge duerch e Kompetenzzentere ze huelen. De spezialiséierten Diagnostic huet während de Schoulzäiten 115 Deeg an Usproch geholl a

während de Vakanze 50 Deeg. 2023 gouf en neit Gesetz gestëmmt, dat ënner anerem als Zil hat, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze harmoniséieren. Ech wäert op dëst Gesetz geschwënn nach agoen an dowéinst spéider op de Punkt vun de Prozeduren nees ze schwätze kommen.

Kolleeginnen a Kollegeen, d'Zesummenaarbecht an d'Koordinatioun tëschent de Kompetenzzentere gouf am Rapport ernimmt, zum Beispill wat de Choix vun engem oder méi Kompetenzzentere betrëfft, wann e Kand ënner e puer verschiddene Stéierung leit. De Ministère ass dowéinst op de Wee gaangen, Austauschplattformen ze schafen an thematesch Aarbechtsgruppe souwéi Synergien tëschent de Centres de compétences ze entwëckelen. Ma net nëmmen d'Kompetenzzentere, mee all d'Acteure vun der Schoulbildung mussen besser mateneen am Austausch stoen. Hei sinn interaktiv Plattformen en Deel vun der Léisung souwéi Echanges op nationalem Niveau, fir all déi verschidden Acteure méi enk zesummenzibréngen.

D'Evaluatioun identifizéiert och e puer Hürden, deene Kanner mat spezifesch Besoinen am Schoulalldag begéine kënnen. Op d'Méisproochegkeet an de Schoultransport war ech a menger Ried schonn agaangen an datt d'Alphabetiséierung op Franséisch an eng Begleedung während dem Schoultransport als Léisung ëmgesat goufen. Weider Hürden, déi identifizéiert goufen, sinn zum Beispill verfälscht Testresultater, wa Kanner sech net an hirer Mammesprooch ausdrécke kënnen, den Décrochage scolaire oder d'Onméiglechkeet fir d'Kanner, weider um Unterrecht deelzehuelen, wa se fir eng länger Zäit am Spidol mussen sinn.

Dowéinst gouf d'Offer un internationale Schoulen am Land ausgebaut, d'Schoupflicht bis 18 Joer agefouert an d'Schouloffer am Spidol entwëckelt. Zanter 2021 gëtt et eng richteg Schoulstruktur, déi iwwer en Ap-pui scolaire erausgeet, an der Jugendpsychiatrie um Kierchbierg, wou bis zu 50 Schüler gläichzäitig empfaange kënnen. Dat bréngt dës Kanner net nëmmen eng gréisser Normalitéit an Ofwiesslung an hire Spidolalldag, mee suert go och fir eng Kontinuitéit vun hirer Schoulausbildung.

Zu gudder Lescht proposéiert de Rapport nach Verbesserungen beim Accès zur nonformaler Bildung souwéi zum Musekunterrecht. Als Mesüeren huet de Ministère eng Formatioun an Inklusioun fir d'Personal an nonformale Bildungsstrukturen en place gesat souwéi kollaborativ Projeten tëschent Museksschoulen an de Kompetenzzentere.

Här President, ech hat et schonn erwänt, datt d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt gouf, dat de Konklusioun vum der Evaluatioun vun der schoulescher Inklusioun Rechnung dréit. D'Gesetz gouf an Zesummenaarbecht mat de Kompetenzzentere, de Gewerkschafte CGFP an OGBL an der nationaler Elterevertriedung ausgeschafft. Dëst neit Gesetz zum Wuelbefannen an zur Inklusioun féiert eng Rei Neierungen an.

Déi wichtegst dorënner ass d'Definitioun vun engem maximalen Delai fir d'Erstelle vun engem Diagnostic. Bei der Evaluatioun vun der schoulescher Inklusioun gouf jo dorobber higewisen, datt en Diagnostic ze laang dauert. Vun der Demande bis zur Prise en charge vun engem Kand mat spezifesch Besoinen vergi gären zéng Méint. D'Gesetz leet en Delai vu véier Woche fir en éischten Diagnostic am Fondamental an am Secondaire fest an en Delai vun dräi Méint fir en Diagnostic an engem Kompetenzzentere. Soubal dësen éischten Diagnostic erstallt ass, kann d'Kand dann en charge geholl ginn. E méi detailléierten

Diagnostic kann nodréiglech ëmmer nach erstallt ginn. Wichtig ass, datt d'Kanner mat spezifesch Besoinen esou séier wéi méiglech déi Ennerstëtzung kréien, déi si dann och brauchen.

Och d'Eltere kréie méi Ennerstëtzung duerch d'Aféiere vun enger Referenzpersoun, déi Deel vun der Équipe de soutien ass. Dës Referenzpersoun informéiert d'Elteren iwwer déi verschidde Mesüeren, déi bei der Prise en charge vun hirem Kand ëmgesat ginn, a fungéiert als Interlocuteur tëschent dem Kand, den Elteren an de Leit, déi den individuellen Encadrement vum Kand iwwerhuelen.

Zousätzlech gouf en neien Assistant pour enfants à besoins spécifiques, kuerz A-EBS, geschaf, deen nieft dem I-EBS an de Schoulen intervenéiert, fir dës bei der Ëmsetzung vun den inklusive Mesüeren ze begleeden. D'Zil ass et, datt an Zukunft all Schoul en A-EBS kritt.

Zu gudder Lescht hu mir mat deem neie Gesetz d'lescht Joer de Service national de l'éducation inclusive geschaf. Zu senger Missiounen ziele virop d'Koordinatioun an den Austausch tëscht all de concernéierten Acteure souwéi d'Fërderung vun der inklusiver Bildung an d'Verbesserung vun der Qualitéit. Den SNEI wäert verstärkt iwwer de Sujet vun der inklusiver Bildung sensibiliséieren, Fuerschungsan Evaluatiounsprojete realiséieren souwéi d'Statistiken erhiewen a Recommandatiounen ausschaffen. Esou garantéiere mir eng kontinuéierlech héich Qualitéit vun der schoulescher Inklusioun hei am Land.

Här President, an de leschte Joren huet d'Inklusioun hei am Land grouss Fortschrëtt gemaach. Net nëmme goufen d'Personalressourcë massiv an d'Luucht gesat, mee d'Prise en charge vun de Kanner mat spezifesch Besoinen gouf erweidert an hir Qualitéit mierklech verbessert. Ma eng inklusiv Gesellschaft erreicht een net vun haut op muer. Se entsteet an engem laange Prozess. An natierlech si mir nach net um Enn vun enger inklusiver Schoulbildung ukomm, mee mir hu wichteg Fundamente geluecht an aus éischten Erfarungen geléiert. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser oder Recommandatiounen vum Terrain wäerten och an Zukunft an d'Inklusiounsstrategie mat afléissen an derzo wäidroen, datt jiddereen sech vollwäerteg an eis Gesellschaft abréngen kann.

Ma all Strategie kann nach esou gutt duerchducht sinn, funktionéiere ka se just, wa mir och genuch Leit hunn, déi se ëmsetzen. Dofir wëll ech zum Schluss vu menger Ried all de Leit Merci soen, déi sech dagdeeglech – an do denken ech u meng al Aarbechtskollegen – fir d'Inklusioun hei am Land setzen. Ouni Ären Engagement wier eng inklusiv Gesellschaft net méiglech.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Agostino. An nächst Riednerin ass d'Madamm Francine Cloener. Madamm Cloener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Cloener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kollegeen, all Kand huet e Recht op Bildung. Dat steet an der Kannerrechtskonventioun. An datt all Kand och wierklech zu sengem Recht kënn, dat ass d'Flicht vun der Bildungspolitik. D'LSAP engagéiert sech, zanter datt et se gëtt, fir de Schutz vun de Kannerrechter, fir eng inklusiv Gesellschaft, fir eng chancégerecht Bildung. All Kand huet d'Recht, fir a senger Schoul an och a senger Betreierungsstruktur seng Plaz ze fannen. Fir datt all Kand sech no sengem eegene Rhythmus a sengen

individuelle Besoinen entwëckele kann, brauche mer eng inklusiv Schoul a Betreierung, déi d'Kanner esou ennerstëtzt a férdert, wéi si et brauchen. Dat ass fir eis Sozialisten evident.

Dofir hu mer eis laang, laang Joren derfir agesat, datt Kanner mat spezifesch Besoinen dierfen an d'Ree-geschoul goen. Se sollen esou wäit an esou dacks wéi méiglech mat Gläichaltregen am selwechte Klasesall sinn. Wann Inklusioun gelongen ass, dann ass dat och eng Beräicherung fir all Kand an der Klass.

Gläichzäitig wësse mer awer, datt d'Erausforderungen an dësem Beräich enorm sinn. Fir d'Enseignant- en a fir d'Personal, dat mat Kanner mat spezifesch Besoinen schafft, ass et keng einfach Aufgab, fir op déi verschidde Besoinen anzegoen. Hei an do schéngt et souguer quasi onméiglech. E System, deen alle Besoinen gerecht gëtt, ass schwierig ze schafen, dat ass eis bewosst. An awer ass dat eisen Usproch, et muss eisen Usproch sinn. Dat heescht natierlech dann och, datt deene Leit, op deenen hire Schëlleren dës System baséiert, muss nogelasschert ginn. Gutt Aarbechtskonditiounen fir si sinn net just en Nice-to-have, mee eng essentiell Bedéngung. Mat deene Leit steet a fällt eise ganzen Educationssystem, dat heescht, ouni si fällt en zesummen. Ech hoffen, dat ass eis alle-guerter heibanne bewosst.

Här President, 2018 gouf ee groussen a ganz wichtige Schratt gemaach mam Schafe vun de Kompetenzzentere, dee mir als LSAP natierlech ennerstëtzt hunn. Deemools sinn um lokalen Niveau ronn 150 Instituteurs spécialisés, déi sougenannten I-EB-Sen, ageallt ginn an zanterhier sinn iwwer 700 Leit rekrutiert ginn, fir mat deene Kanner ze schaffen. Dat si souwuel I-EBSen wéi och Leit, déi an den ESEB-Ekippen am Fondamental an am Secondaire schaffen, oder eeben nach Leit, déi an de Kompetenzzentere selwer ageallt sinn.

Zanter 2015 sinn och d'Ausgabe vum Staat an deem Beräich ëm bal 58 % an d'Luucht gaangen. Et sinn also massiv Ressourcen an d'Inklusioun gestach ginn, an dat fanne mir och gutt a richteg. Fir datt d'Inklusioun an der Praxis funktionéiere kann, brauche mer nun eeben déi néideg Ressourcen a Mëttelen. Nach mussen d'Ressourcen awer och richteg an effikass agesat ginn um Terrain bei de Kanner, fir datt se do ukommen.

De Rapport d'évaluation, deen zejoert public gemaach gouf, weist eng Rei Chifferen an Donnéeën, déi hëllefen, fir sech e Bild vun der Situatioun ze maachen. A leider ass et net nëmmen e positivt Bild. De Rapport mécht keen Heel draus, datt eng ganz Rei Problemer bestinn, a léisst keen Zweifel drun, datt muss gehandelt ginn. Sechs Achsen, wou Verbesserung mussen kommen, sechs Theemefelder, gi genannt.

Deen éischten Achs ass d'Formatioun an d'Sensibiliséierung vun den Enseignanten a vum sozioedukative Personal. Ronn 75 % vun den Enseignanten am Fondamental fannen, datt si an der Ausbildung net genuch drop virbereet goufen, fir eebe mat Kanner mat spezifesch Besoinen ëmzegoen. Am Secondaire sinn et esouguer 81 %. 81 % vun den Enseignantë fannen, dass se net genuch ausgebild sinn, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. A beim sozioedukative Personal ass et ongeféier d'Hallschent – och dat nach vill ze vill.

Den Enseignant, dat wësse mer, ass déi wichtegst Bezugspersoun. Duerfir besteet hei ganz akuten Handlungsbedarf an der Formatioun initiale an der Formatioun continue. Den Enseignant muss wëssen, wat op en zoukënn, wann hien Inklusioun am Klasesall soll ëmsetzen, am Interessi vun all de Kanner a

senger Klass, ouni dass en iwwerfuert an hëlleflos ass an ouni dass en an de Burnout rutscht.

Den zweeten Achs ass d'Dauer vun de Prozedure fir den Diagnostic. Dat ass jo schonn eng ganz Rei Kéieren elo hei ugeschwat ginn. An der Moyenne waart e Kand 203 Deeg, bis seng Demande traitéiert ass. Dat ass bal e ganz Schouljoer! Evident, dass dat net tragbar ass, weeder fir d'Kand nach fir seng Elteren an och net fir d'Léierpersonal. Mir begrëssen natierlech, dass den Educatiounsministère do schonn déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir déi Waardezäit do an déi Prozeduren ze acceleréieren.

E weidere Kritikpunkt aus dem Rapport, deen een och um Terrain ëmmer nees héiert, ass de Manktem u Koordination a Kooperatioun tëscht de Kompetenzzentren an och tëscht deene verschiddenen Acteuren. Iwwer en Drëttel vum Personal aus de Kompetenzzentren selwer seet, d'Zesummenaarbecht tëscht hinnen all wier ineffikass.

Ausserdeem funktionéiert och d'Prise en charge alles anescht wéi optimal, wann e Kand mat méi wéi engem spezifesche Besoin kënnst – dat ass eeben dacks de Fall – oder wann den Diagnostic onkloer ass. A wann ee mat Famillje schwätzt, déi an esou enger Situatioun sinn, déi vun engem bei deen anere geschéckt ginn, well kee sech zoustänneg fillt, dann ass dat zimmlech schlëmm an, ech mengen, wierklech ganz dramatesch fir déi eenzel Familien. Dee Parcours du combattant ass inakzeptabel a suert fir grouss Verdrësslechkeet an Hëlleflosegkeet. An den Här Sehovic, deem ech iwwregens Merci soe fir dës Interpellatioun, deen huet jo och nach eng ganz Rei aner Beispiller genannt.

Dann natierlech d'Sproocheproblematik: Déi betrëfft zwar eisen Educatiounssystem als e Ganz, mee bei Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen ass d'Sprooch dacks verstärkt en Hindernis. Dat ass jo evident.

An da schlussendlech dee ganze Volet nonformale Bildung a periscolaire Aktivitéiten. D'Inklusioun ass ee vu véier grouse Prinzippe vum der nonformale Bildung. Si soll e Kader bidde fir eng individuell Fërdereung, wou den Educateur an d'Éducatrice op d'Kand agee kënnen a seng individuell Entwécklung geziilt fërderen. Mee dat setzt viraus, dass d'Raimlechkeeten accessibel sinn, dass d'Personal gutt ausgebilt ass, dass d'Personal genuch Zäit huet, fir op déi eenzel Besoinen anzegoen, an dass de Personalschlëssel ugepasst ass.

Vill, ganz vill Viraussetzungen also, fir eng qualitativ héichwärtig Kannerbetreieung ënnert dem Leitmotiv vun der Inklusioun unzobidden. An och hei läit de Schlëssel nees bei de Ressourcen. Et brauch ee vill Leit, et brauch ee gutt ausgebildete Leit an et brauch ee se op där richteger Plaz, mat de richteger Prioritéiten.

Eng anstänneg Ausbildung fir all Kategorie vu sozioedukativem Personal, e Cadre commun fir déi verschidde Beruffer an eng breet Offer vu Weiterbildung sinn den A an O vu gelongener Inklusioun a Maison-relais a Crèches, gradewéi eng méi enk Verflechtung tëscht dem Personal vun der formaler an der nonformaler Bildung, awer och den Aménagement vun de Gebailechkeeten, sief dat d'Maison relais, sief dat d'Schoul, am Interêt vun der Inklusioun sinn. Hei brauchen d'Gemenge méi Ënnerstëtzung, méi Incentiven, fir d'Strukturen accessibel ze amenagéieren an och d'Schoulen an d'Maison-relais méi no uneneen erunzebréngen.

Zréck awer bei d'Schoul: Här President, de Rapport weist, dass manner wéi 1 % vun de Lëtzebuerger Schülerinnen an Schüler an engem Kompetenzzentrum hei am Land oder am Ausland scolariséiert sinn. Déi

ambulatoire Prise en charge ass parallel an d'Luucht gaang. Selbstverständlech ass et op deen éischte Bléck ganz positiv, wa méiglechst vill Kanner, wéinstens deelweis, un der Reegelschoul kënnen deelhuelen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Manner wéi 1 %, dass kléngt ganz gutt, léisst sech gutt verkafen, kléngt no gelongener Inklusioun, mee wann een dann awer mat de Leit vum Terrain schwätzt, héiert ee ganz kloer eraus, dass dat net de Fall ass, nach net jiddefalls.

Inklusioun heescht net ëmmer nëmme, all Kand an deem selwechte Klassenall ënnerzebréngen, coûte que coûte. Inklusioun heescht net forcement, dass all Kand an där selwechter Klass ënnerriicht gëtt. Inklusioun heescht och, dass all Kand esou gefuert gëtt, wéi et dat brauch. A fir verschidde Kanner bedeit dat eeben och eng Prise en charge ausserhalb vun der Reegelschoul, jiddefalls soulaang d'Reegelschoul esou funktionéiert, wéi dat haut de Fall ass. Mee dat ass en Thema, wat eis haut, mengen ech, géif ze wäit féieren. Jiddefalls gëtt et och aner Beispiller. Ech nenne just d'École Jean Jaurès, wou dat eigentlech schonn alles zimmlech gutt funktionéiert.

Här President, am Juni zejoert huet d'Chamber e weidert Gesetz gestëmmt, dass an déi richteg Richtung geet, fir dës Prise en charge vun de Kanner ze verbesseren. D'Missioune vum SePAS a senger Servicer sinn adaptéiert ginn, d'ESEBen an de Lycéeën agefuert ginn – fir nëmme e puer Mesuren ze nennen. D'Erausfuereunge sinn domadder awer nach laang net aus dem Wee geraumt.

Mat deem neie Gesetz ass och eng nei Administratioun geschaf ginn, de Service national de l'éducation inclusive, kuerz SNEI. Elo sinn nach méi Acteuren an d'Prise en charge involvéiert, also e weideren Challenge fir eng effikass Zesummenaarbecht tëscht allen Acteuren: Enseignanten, Educateuren, Direktiounen, Commission nationale d'inclusion, Commission nationale des aménagements raisonnables, Elteren a Kanner selwer.

Mat deem neie Gesetz ass zwar och e Comité de liaison agefuert ginn, deen um Niveau vun der Regioun soll de Lien maachen tëscht dem Personal vun der ESEB, der Regionaldirektioun an dem Responsabele fir d'Koordinatioun vun der Aarbecht vun der ESEB. Nach bleift ze gesinn, ob dat gutt funktionéiert. Et ass fir eis ganz kloer, dass hei ganz regelméisseg Evaluatiounen ze maache sinn. An do dierf kengem eng Zack aus der Kroun falen, wa sech erausstellt, dass dat net esou klappt wéi erhofft.

Här President, am September zejoert, et gouf scho gesot, huet den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de qualité scolaire en éischte Rapport zu der Inklusioun am Lëtzebuerger Schoulsystem publizéiert, also leider, leider eréischt nom Vott vum Gesetz. An och den Observatoire weist op eng Rei Problematiken hin a mécht Verbesserungsvorschläi.

En ënnersträicht ganz däitlech, dass mir hei zu Lëtzebuerg net genuch Donnéeën hunn, fir d'Situatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen ze verstoen an empiresch fundéiert Verbesserungse kënne virzehuelen. Den Observatoire freet, dass déi Donnéeën, déi disponibel sinn, sollen effentlech gemaach ginn an dass an Zukunft och systematesch méi Donnéeën gesammelt ginn, Stéchwuert Datebank.

Den Observatoire seet zum Beispill, dass net genuch Donnéeën do sinn, fir wierklech kënnen ze bewäerten, ob et gutt ass, dass manner wéi 1 % vun de Kanner an engem Kompetenzzentrum scolariséiert

sinn. Dass ënnersträicht nach eng Kéier, dass mer déi Situatioun eigentlech net genuch kennen, fir wierklech positiv Aussoen iwwert d'Inklusioun an eisem Educatiounssystem kënnen ze maachen.

E weidert Beispill: 700 Poste sinn an de leschte Jore geschaf ginn. Ech sot et, och hei seet den Observatoire, dass d'Donnéeën feelen, fir kënnen ze soen, ob déi Ressourcë wierklech do ukommen, wou se gebraucht ginn. Well gläichzäitig bleift jo awer de Besoin u Personal immens héich. Et geet do iergendwies net op. Et bräicht ee jiddefalls eng ganz cibléiert Analys vun der Verdeelung vun de Ressourcen.

Duerfir meng Fro: Wéi steet den Här Minister dann derzou, fir an Zukunft méi Donnéeën iwwert d'Situatioun vun de Kanner mat spezifesche Besoinen ze erhiewen, och ze publizéieren? Wat ass do d'Strategie? Gëtt et e Projet vun enger Datebank? Ech wëll ganz kloer soen, dass et hei net an op kee Fall drëms geet, fir déi Kanner ze stigmatiséieren, ganz am Géigendeel. Mee mir mussen Informatiounen hunn, fir hir Inklusioun an eis Gesellschaft kënnen ze verbesseren.

Fir d'LSAP ass eng weider Viraussetzung e seriösen a konstruktiven Dialog tëscht dem Ministère an all den Acteuren, virun allem den Enseignanten, den Educateuren, den Experten, déi mat de Kanner schaffen, awer och mat den Elteren, de Gemengen, den Direktiounen. Nëmme da kënne mer virukommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi professionell Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi mat de Kanner mat spezifesche Besoinen schaffen, sinn d'Experten. Si sinn d'Experten an hiren Domänen. Si sinn d'Haaptacteuren an der inklusiver Betreieung. Ouni si geet et net. An duerfir si mir och der Meenung, dass mir all d'Intervenante musse mat an d'Boot huelen, fir konstruktiv kënnen ze schaffen.

Mir maachen eis awer an deem Kontext Suergen iwwert den Dialog, besonnesch wa mer eis ukucken, ënner wéi enge Konditiounen de Projet de loi 8163 ausgeschafft ginn ass. Dobäi geet et bekanntlech ëm d'Tächë vum Personal, dass mat de Kanner mat spezifesche Besoinen schafft. D'Personal an deem Secteur brauch, dass stëmmt, e kloer Statut mat engem gudde legale Kader, deen d'Tächen an d'Aarbechtskonditiounen definéiert.

Et ass e ganz wichtige Gesetzesprojet, well mer et an deem Beräich haut scho mat engem Personalmanktem ze dinn hunn an, ech widerhuelen et, well d'Qualitéit vun der Educatioun vun de Kanner mam Personal steet a fält. Ouni gutt ausgebildete Personal geet et sécher net. A wa mer géint dee Personalmangel wëllen ukommen, dann ass et jo evident, dass déi Leit gutt an attraktiv Aarbechtskonditiounen mussen ugebuede kréien.

Duerfir géif ech den Här Minister gär froen, wat d'Strategie vun der Regierung ass, fir grad am Beräich vun der Inklusioun géint déi Penurie vun héich qualifiziertem Personal unzekommen.

De sougenannte A-EBS gëtt jo elo agefuert, fir de Kanner beim Essen, bei der Hygiène an esou ze hëllef. Dass Personal soll op DAP-Niveau rekrutéiert ginn. Jo, et ka sënnvoll sinn, fir eng Zort Assistenz ze hunn, mee dat geet jo awer ganz sécher net duer, dass rett eis net. Domadder ass de Manktem um héich qualifiziertem Personal jo nach ëmmer dee selwechten. Hei brauche mer e seriösem gemengten Dialog mat de Leit, déi Erfahrung am Secteur hunn, déi haut schonn do sinn, déi jorelaang do schaffen. An de Ministère muss alles drusetzen, dass déi Leit eis och erhale bleiwen, an an engem zweete Schrëtt natierlech weider Leit fir déi Beruffer begeeschteren. Dass misst am Fond déi éischt Etapp sinn, fir wierklech eng cibléiert Rekrutierungscampagne ze lancéieren, fir méi héich qualifiziert Leit um Terrain – um Terrain! – ze hunn.

Här President, de Wäert vun enger Gesellschaft weist sech dorunner, wéi déi Gesellschaft mat deene Schwaachen, deene Vulnerabelen, ëmgeet. Fir eis, d'LSAP, ass all Mënsch d'selwecht vill wäert. Jidderee muss déi Chance an déi Hëllef kréien, déi e brauch, fir e Liewen an Dignitéit ze féieren. Do gëtt et keng Ausnam.

Eng schoulesch Inklusioun ass net einfach. Vill Enseignantë kloen, se fille sech am Stach gelooss, froen iwwerhaupt emol keng Hëllef méi un, well se net dru gleewen, datt de System fonctionéiert. Se gleewen net méi un de System. D'Waardezäiten tëscht dem Mellen an der éischter Form vun Hëllef sinn enorm. Mir hunn driwwer geschwat. D'I-EBSe si gutt, kënnen effikass sinn, mee et geet just net duer. Et gëtt immens vill Ressourcen a Kompetenzen an de Centres de compétences, an awer besteet nach ëmmer den Androck, datt d'Experten ze sporadesch kommen, datt se gutt Rotschléi ginn, awer am Alldag bei der Ëmsetzung net genuch oderguer net present sinn an och datt beim Passage vum Fondamental an de Secondaire ze vill op der Streck bleift.

Inklusioun brauch Akzeptanz. An déi kënn, wann all d'Acteure sech gehéiert spieren, wa se un de System gleewen. Soss ass d'Inklusioun a Gefor. Däers mussen mer eis bewusst sinn!

D'Politick ass amgaangen, dee richtege Kader ze schafen, awer et bleift wierklech nach vill ze maachen. Reegelméisseg Evaluatioune sinn néideg, se bréngen allerdéngs nëmmen eppes, wann ee sech dann och déi Verbesserungsvirschléi richteg zu Häerz hält. An deem Sënn appelléiere mir un de Minister, sech net mam Istzoustand zefridden ze ginn. Et brauch nach ganz vill Efforten, fir vun enger gelongener schoulescher Inklusioun kënnen ze schwätzen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Francine Closerer villmoos Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et besteet jo hei Eenegkeet driwwer, datt d'Inklusioun besonnesch och an eise Schoule gefërdert muss ginn an datt mir, net zulescht well mer och d'Behënnertrechtskonventioun vun der UNO ratifizéiert hunn, eng grousse Verpflichtung hunn an deem Beräich. Ob d'Politick där Verpflichtung awer zu 100 % nokënn, steet op engem anere Blat.

Ass et iwwerhaupt méiglech, d'Realitéit dem Ideal unzepassen, ouni permanent u Grenzen ze stoussen? Mir müssen och unerkennen, datt et Grenze gëtt, och fir d'Schoul. Gläicheit gëtt et net an der Gesellschaft an deemno kann d'Schoul hei och nëmme begrenzt wierken. Nach ëmmer ass et och esou, dass d'Famill eng wäitass méi grousse Roll spillt fir d'Entwécklung vum Kand wéi d'Schoul. D'Schoul muss awer den Usproch hunn, gerecht ze sinn an deemno keng Schüler ze privilegiéieren oder ze benodeelegen. An d'Schoul muss all d'Schüler, esou wéi se sinn, gutt fërdere.

Et gëtt net déi ideal Schoul, déi zu 100 % inklusiv ass. Tëscht Inklusioun an Exklusioun gëtt et e breede Spektrum. Et gëtt vill Länner op der Welt, wou Exklusioun vu Mënsche mat Behënnereung nach ëmmer un der Dagesuerdnung ass. Da gëtt et Länner, déi un Wee zur Integratioun vu Mënsche mat spezifische Besoinen sinn. Aner Länner si méi wäit a sinn un Wee zur Inklusioun. Dozou gehéiert sécherlech och Lëtzebuerg. Wärend bei der Integratioun d'Mënsche mat spezifische Bedierfnesser nach an engem Krees

liewen, deen an e gréisseren Krees mat all de Schüler integréiert ass, gëtt et bei der Inklusioun keng zwee Kreeser méi, mee just nach ee Krees. Dat ass den Idealzoustand, dee mer am Moment nach net ganz erreicht hunn. Wouru läit dat?

D'Diskrepanz tëscht dem Stellwäert, deen d'Regierung säit Joren der schoulescher Inklusioun zoumoosst – et kann een dee jo begrëssen –, an de Ressourcen, déi si tatsächlech bereet ass, fir eng effikass Inklusioun zur Verfügung ze stellen, ass evident, soss géifen net esou vill Léierpersounen op dës Diskrepanz hiweisen.

Mee Lëtzebuerg steet och do net eleng. An ech ginn Iech e Beispill hei aus Däitschland. De Bayerische Lehrerverband hat am Mee 2022 e Sondage publizéiert, bei deem 97 % vum Léierpersonal der Meenung waren, datt Inklusioun ënnert den aktuellen Ëmstänn – d'Leit hunn do d'Polykrise genannt, wat och ëmmer se genee domadder mengen, mee och Lehrermangel, dat kenne mer jo och hei, och Problemer mat staarker Immigratioun, dat kenne mer och hei – ganz schwéier realisierbar wier. Wann ee bedenkt, datt Bayern awer e ganz performante Bildungssystem huet, weist dës Zuel drop hin, datt gudde Wëllen eleng net duergeet, fir Inklusioun ze errechen.

Wat muss gemaach ginn, fir dem Idealzoustand Inklusioun nach e Stéckche méi no ze kommen, ouni awer d'Léierpersonal virun oniwuerbréckbar Hürden ze stellen?

Éischtens, géif ech soen, d'Ofschafe vun deene laange Prozeduren, dat ass och schonn hei gesot ginn, déi müssen duerchlaf ginn, bis e Kand déi néideg Hëllef kritt. Hei steet oft d'Prozedur am Méttelpunkt. Ech wëll och net onbedéngt der Regierung dofir elo d'Schuld ginn oder där Regierung virdrun, mee et ass eeben esou an et misst een awer méi d'Kand an de Méttelpunkt stellen.

Dann, zweetens: All zukünftigen Enseignant misst op engem héijem Niveau ausgebild sinn. An dofir si mer och, sou wäit, wéi et méiglech ass, géint eng Crashausbildung, wéi se elo an der Lescht vun de Regierunge favoriséiert ginn ass.

Drëttens: Mir si ganz allgemeng der Meenung, datt all Erzéier, all Schoulmeeschter, all Léierin, all Proff eng iwwerschaubar Zuel vu Kanner a Jugendlechen uvertraut kritt, fir datt hie beschtméiglech op déi spezifesch Bedierfnesser vun de Kanner agoe kann. Vill Persounen aus dem Léierberuff kloen eis hiert Leed, datt si vun hirem Beruff iwwerfuert sinn, och oder grad am Kontext vun der Inklusioun. An och an de Kompetenzzentere kämpfe vill Erzéier géint eng iwwerméisseg grousse Belaaschtung un. Mir wëllen, datt déi Leit, déi déi nobel Beruffer Erzéier, Schoulmeeschter, Léierin maachen, erëm Spaass hunn un hirem Beruff.

Véiertens: Vläch ass et am Zesummenhang mat der Inklusioun net falsch, drop hinzeweisen, datt mer déi Problemer fréier an där Form vläch net esou haten. Mee mir hunn haut – an de Ministère huet dat och schonn oft a Publikatioune esou geschriwwen – e rasante Bevölkerungswuesstem am Land, deen zum Deel zéngmol iwwert deem vu vergläichbaren europäesche Länner läit, a mir kréien iergendwann eis Problemer an der Schoul doduerch net méi an de Grëff. D'Zuel vun de Léierpersoune kann net méi mathale mat der demografescher Entwécklung vum Land. Mir müssen hei kloer soen: D'Bevölkerungsexplosioun stellt eis Schoul virun eng Zerrässprouf.

Fënneftens: Am Regierungssaccord steet, datt de Réseau vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentere soll ausgebaut ginn. Dat wier ze begrëssen,

mee wichteg ass och an deem Zesummenhang, dass genau analyséiert gëtt, wéi een an Zukunft d'Ressourcen aus de Kompetenzzentere esou ansetze kann, dass si och beim Kand ukommen an net an engem kafkaeske Verwaltungsapparat ënnerginn.

Sechstens: Ech wëll och drop hiweisen, datt et net duergeet, datt verschidde Kompetenzzentere sech drop limitéieren, d'Léierpersounen ze coachen an ze beroden, wéi mer dat och oft vu Leit um Terrain bericht kréien, déi einfach Hëllef ufroen an da gi se ge-coacht. Mee et ass net dat, wat se froen! Mee si hätte gär, dass d'Kompetenzzentere och an der Schoul agesat ginn, op dem Terrain, besonnesch do, wou et eebe grad u Spezialiste feelt.

An da siwintens: Wéi et och d'Gewerkschaft, den SNE, seet, begrësse mer, dass déi lokal Ekippen an de Schoulen opgestockt solle ginn. Mir froen eis awer, wat genau domat gemengt ass. Kréien d'Schoulen elo eng Aart Taskforce? Oder heescht dat, dass déi multidisziplinär Ekippen an de Schoulen opgestockt ginn? Wa jo, ginn dës Ekippen elo an d'Schoulen affektéiert, fir dass dës Personal direkt an ouni Prozedure beim Kand mat spezifische Besoinen intervenéiere kann, oder net?

An eng weider Fuerderung vum SNE kënne mer och just ënnerstëtzen, fir eng funktionéierend Réserve de remplaçants op d'Been ze stellen. Well am Moment ass et jo esou, dass d'Personal, dat an de Klassen intervenéiert, am Fall vun enger Krankmeldung oder soss enger Absence, och wa se méi laang dauert, net ersat gëtt. Dat Kand, dat no zum Deel laange Prozeduren eng gewëssen Zuel u Stonnen Hëllef pro Woch accordéiert kritt huet, kritt dee Moment jo da keng Hëllef.

Här President, ech wëll awer hei och op e ganz interessanten Interview agoen, deen och zu dëser Thematik passt, dee virun zwee Deeg um Radio 100,7 war. An d'Fro, déi do am Raum stoung, war: Ginn d'Kanner haut iwwerdiagnostizéiert? Jo, mengt den Dokter Fernand Pauly, deen op déi kierperlech a geeschteg Entwécklung vu Kanner spezialiséiert ass. Hie seet dat am Interview. Et géifen och Problemer erfionnt ginn, wou keng wieren, esou de Kannerdokter och. An och d'Elteren hätten do eng Responsabilitéit.

An den Dokter Pauly ass zum Beispill och der Meenung, datt eng Rei Stempelen erfionnt gi si fir ze stigmatiséieren, mee rarement genau zoutreffen. An der haiteger Zäit géif alles verdéift, problematiséiert an iwwerdramatiséiert ginn, mengt de Kannerdokter. An ech wëll dat nach weider hei zitéieren, well et ass wierklech ganz interessant, wat do gesot ginn ass.

Suerge mécht him dann och virun allem e Mangel u Kommunikatioun tëscht den Elteren an hire Kanner. An ech kommen dorobber zrëck, wat virdrun och an der Question élargie Thema war. Hien, den Dokter, gesäit d'Kanner mam Tablet a sengem Wartesall setzen an niewendrun d'Elteren um Handy. Et géif net méi genuch matenee geschwat ginn. A weekends sinn d'Elteren och dacks just Taxi fir d'Kanner. An den Dokter Fernand Pauly stéiert sech drun, datt d'Kanner dacks just vun enger Plaz op déi nächst deposéiert ginn: moies an d'Schoul, duerno an d'Maison relais a wann d'Kand da bis owes doheem ass, da solle wa méiglech all d'Problemer geléist sinn. Och wann dës System vun der Ganzdagsbetreiung als sozial Mesür ka gesi ginn – an dat streit den Dokter Pauly och net of –, geet wäertvoll Zäit mam Kand verluer.

(Brouhaha)

Mee et ass och d'Kommunikatioun tëscht den eenzelne Strukturen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Et wär gutt, wann Der e wéineg méi roueg wäert, fir dem Här Keup nuzelauschteren. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat wier ganz gutt.

... déi sech ëm d'Kand bekëmmere, falls wierklech Problemer do sinn, déi ausbaufäeg ass, mengt de Kannerdokter. D'Kanner ginn an der Grondschoul well en charge geholl. Duerno gëtt et regional an national Strukturen, déi sech ëm verschidde Fäll bekëmmere kënnen. Et gëtt also vill verschidde Leit, déi verschidde Bilanen zu de Kanner maachen, déi den Elteren awer beispillsweis net gutt genuch erkläert ginn, mengt den Dokter Fernand Pauly.

Ënnert dem Stréch ass de Message kloer: D'Eltere sollen net ze séier panikéieren. Natierlech gëtt et Problemer, déi d'Kand kann hunn. Hie seet dat, ech zitéieren dat einfach, well et interessant ass. Mee et soll nees méi op d'Veutraue gesat ginn: der Bomi vertrauen, den Nopere vertrauen, der Léierin, dem Schoulmeeschter a virun allem dem gesonde Mënscheverstand.

Zum Schluss, Här President, Léif Leit, nach eng méi allgemeng Bemierkung: Wa mer vun Inklusioun schwätzen, dann ass d'Iddi jo dohannert, dass all d'Schüler zesumme sinn, zesummen an eng Klass ginn, egal wéi hir Viraussetzung sinn. En nobelt Zil, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach ass, an d'Realitéit ëmzesetzen.

An deem Kontext vum Zesummen-an-der-Klass-Sinn, vum Zesumme-vunenee-Léieren, Zesummen-Erfahrung-Sammelen, Zesummen-de-Wee-Goen, Zesummen-hale stellen ech mir d'Fro, wéi dëst kompatibel ass mat der Educatiounspolitik vun de leschte Joren, wou d'Kanner éischter getrennt ginn: déi eng an traditionell Schoulen, déi aner an europäesch Schoulen, déi eng an déi traditionell lëtzebuergesch-däitsch Alphabetisierung, déi aner an eng franséisch Alphabetisierung. Dat ass eng Politik vun der Trennung. D'Schüler sinn net zesummen, si gi getrennt, am Endeffekt no Nationalitéit. Si maache keng gemeinsam Erfahrungen. Si léieren net zesummen. Si wuesse getrennt op. An dat ass eigentlech de Contraire vum Geescht, deen och hannert der Inklusioun an hannert der Integratioun steet.

Dat ass geféierlech fir den Zesummenhalt, fir d'Co-hésion sociale, an eiser Gesellschaft. An dat gefält eis – an net nëmme eis – guer net, well et den erfollegräichen Integratiounsmodell Lëtzebuerg aus de leschte Joerzénge ofschaaft, am plaz en ze erhalen.

Mir setzen eis och an als ADR fir Inklusioun. Mir setzen eis och a fir Integratioun. A mir setzen eis derfir an, dass d'Kanner alleguerten esou wäit wéi méiglech zesummen d'Schoulbänk drécken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Keup villmools Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol merci dem Här Sehovic fir des wichteg Interpellatioun. Ganz dacks gouf hei an dësem héijen Haus schonn iwwert d'Kanner mat spezifesch Besoine geschwat. An dat ass en Thema, wat mir heibanne wuel nach ëmmer mussen diskutéieren, well et nach ëmmer Problemer gëtt, dat aus verschiddene Grënn.

Am Moment gëtt an der Educatiounskommissioun un engem Gesetzestext geschafft, dee virun allem d'Personal betrëfft, dat mat Kanner mat spezifesch Besoine schafft. An hei gëtt et eng ganz Rei kontrovers

Punkten. D'Madamm Closener huet der schonn e puer ugeschwat. Ee weidere Virwurf ass, dass de Minister en Accord ënnerschriwwen huet, ouni alleguerten d'Partner mat un den Dësch geholl ze hunn. Deemno géif den Accord d'Aarbechtskonditiounen, déi souwisou dacks schonn net terribel gutt sinn, nach weider verschlechteren. Mee méi dozou, wa mir iwwert den entsprechehenden Text hei an der Plenièr schwätzen.

Wann een iwwer Kanner mat spezifesch Besoine schwätzt, geet et net duer, fir just iwwer Gesetzestexte a Paragraphen ze schwätzen, well um Terrain ass d'Realitéit eng ganz aner. E Kand mat spezifesch Besoine ka ganz vill verschidde Profiller hunn an et léisst sech net einfach an iergendeen Tirang stiechen. Et kann dobäi ëm vill ënnerschiddlech Problemer goen. Och kierperlech Gewalt kann dozou gehéieren, Gewalt, déi sech géint aner Kanner ka riichten, oder och Gewalt vis-à-vis vum Léierpersonal. An dat si keng rar Eenzelfäll.

Dowéinst stelle Kanner mat spezifesch Besoinen eng ganz grouss Erausforderung duer. Mee och dës Kanner hunn et verdéngt, fir beschtméiglech encadréiert ze ginn. Dat ass am Moment an de Schoulen dacks net de Fall. An dat kann an engem Land, dat am internationale Verglach mat déi meeschter Sue pro Schoulkand ausgëtt, eigentlech net sinn.

An ech wëll sécher net dem Léierpersonal e Virwurf maachen, well dat gëtt sech déi gréisste Méi a probéiert all Dag säi Bescht, fir och dës Kanner esou wäit wéi méiglech gerecht ze ginn. An dobäi hu si net just dat eent Kand do setzen, mee eng ganz Klass voll mat Kanner, déi all ënnerschiddlech Besoinen hunn. An all déi aner Kanner mussen zäitgläich encadréiert ginn, an dat ass keng einfach Aufgab.

An et ass bekannt, dass mir nach ëmmer eng grouss Penurie beim Léierpersonal hunn, well Dir de Beruff net attraktiv genuch gestalt hutt. Doriwir eraus gëtt de Personalmangel erschwieert doduerch, dass d'Personal duerch déi andauernd grouss Belaaschtung zum Deel an de Burnout geréit. Bei der Organisatioun vum Léierpersonal misst et dréngend zu enger déifgräifender Verbesserung kommen, wou-vunner bis elo awer näischt ze gesinn ass.

Vill Leit aus dem Léierpersonal bekloe sech – an dat ass kee Geheimnis –, dass si vill ze dacks während Wochen a Méint vun hirer Verwaltung am Ree stoe gelooss ginn. Vill Enseignantë bekloe sech, dass si zwar Hëllef ufroen, dann awer just mat risegen administrative Paperassen zugeschofft ginn, déi on top vun hire aneren Aufgaben nach eng Kéier eng weider grouss Méibelaaschtung bedeuten.

Dowéinst verwonnert eis Piraten am Rapport vum OEJQS dann och net, dass et an der Moyenne zéng Méint dauert, bis déi noutwenneg Prise en charge ugeet. Zéng Méint, dat ass e ganz Schouljoer! An ech kann dowéinst deenen Enseignantë kee Virwurf dorraus maachen, dass si zögeren, fir iwwerhaupt Hëllef unzefroen, wëssend, dass d'Schouljoer warscheinlech schonn eriwir ass, wa si d'Hëllef sollte kréien.

Nom Ausfëlle vu ville Paperassen ass et fir d'Enseignant an d'Kanner, ëm déi et geet, meeschtens net gedoen. Nëmme well den Enseignant Hëllef ufreet, bedeit dat net automatesch, dass d'Kanner déi Hëllef kréien, déi se brauchen. Am Géigendeel: Vill Enseignantë beschreiwen eis eng Situatioun, déi een erschrecke léisst, wéi schlecht et ëm d'Ressourcë beim Educatiounsministère steet. Well grad beim spezialiséierte Personal hu mir hei zu Lëtzebuerg bei Wäitem net genuch Leit.

Mir mussen der Réalitéit an d'Ae kucken: Mir hunn eng grouss Penurie an en Enn vun dëser Situatioun

ass bis elo net ofzegesinn. An esou muss dëst Personal sech zäitgläich ëm ganz vill verschidde Kanner këmmere, soudass fir si vill onfräiwëlleg Iwwerstonnen éischter d'Reegel wéi d'Ausnam sinn. Dacks huet d'Personal d'Gefill, scho laang ausgebrannt ze sinn an net méi ze kënnen an trotzdem iergendwéi esou gutt et geet weiderzemaachen, well si wëssen, wéi wichteg hir Aufgab ass, och wann d'Ënnerstützung vum Educatiounsministère feelt.

Well déi feelt an eisen Ae ganz daitlech. Et brauch ee sech just d'Virwërf vun deem uganks vu mir erwäante Gesetzesprojet unzekucken. Dat kann an den Ae vun de Piraten net sinn!

Kanner mat spezifesch Besoine brauche Personal, dat sech ganz op si ka konzentréieren an net ausgebrannt an iwweruedert probéiert, hinnen iergendwéi gerecht ze ginn, an dobäi hir eege Gesondheet riskéiert. An och d'Enseignantë brauchen dat Personal, well si kënnen op Dauer net zwee Jobs an engem maachen.

Grad am Fall vu Kanner mat spezifesch Besoine sinn de Facteur Zäit an e séiert an effektivt Handele vun enorm grousser Wichtigkeet. Dat ass zanter Joren awer leider net de Fall, an dëst zum Leed vun alle Betroffenen. Dowéinst ass et absolut noutwenneg, dass mir sou séier wéi méiglech no Léisunge sichen, fir méi Personal auszebilden an domat och rekrutéieren ze kënnen.

Mir brauchen dann och nei Weeër bei de Centres de compétences. Si kënnen net wéi eng Wonnerléisung fir alles ugesi ginn. Mir brauchen e Wee, deen et de Kanner méiglech mécht, sech op eng fir si optimal Aart a Weis an der Schoul ze entfalten, an deen net zu Frustratioun bei alle Bedeelegte féiert.

Dofir muss kloer sinn: Mir brauchen dat spezialiséiert Personal elo an net eréischt a fënnen oder zéng Joer! Mir sollten all Pisten dofir an Usproch huelen, dass mer d'Leit esou séier wéi méiglech rekrutéiert kréien.

Kanner mat spezifesch Besoine brauchen Enseignantë mat spezifesch Fäegkeeten. Et geet hei schliisslech grad ëm déi vulnerabelst Kanner, déi op eng gutt an individuell Prise en charge ugewise sinn, well et ass hir Zukunft, déi a ganz groussen Deeler vun dësem Encadrement ofhänkt.

E weidere wichtegen Usaz, dee mir Piraten an eisem Walprogramm gefuerdert haten, wier et, fir eng speziell Cellule an de Schoulen anzeriichten, wou spezialiséiert Personal zu all Moment an enger Klass kann intervenéieren. All Schoul misst dowéinst och iwwert déi néideg Infrastrukturen a Raimlechkeete verfügen, fir d'Kanner direkt, séier, temporaire a getrennt vun hire Klassekomeroden encadréieren ze kënnen.

Wéi Der a mengen Explikatiounen héieren hutt, ass och no iwwer zéng Joer bloe Minister nach vill ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Polidori Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass eng Evidenz, ze soen, datt d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen an der Schoul eng positiv Saach ass. Et ass positiv fir d'Kanner selwer, mee awer och fir d'Gesellschaft am Ganzen, well se derfir suergt, datt Kanner ouni spezifesch Besoinen eng Sensibilitéit entwéckele wäerten am Kontakt mat hire Schoullkolleegen.

Dat gesot, mussen souwuel d'Gesellschaft wéi och d'effentlech Hand derfir suergen, datt och alles gemaach gëtt, fir deem Rechnung ze droen. An do si mer scho bei der éischer Kritik: Et gouf nach net genuch gemaach, fir den Enseignant selwer, déi mat de Kanner d'ganz Joer am Klassenzëmmer schaffen, déi néideg Kenntnisser, Reflexer ze ginn, fir mat Differenze kënnen ëmzegoen. Dat kann een och – dat huet d'Madamm Closener virdrun och gesot – am Bildungsrapport vun 2022 noliesen. 75 % vun den Enseignanten am Fondamental an 81 % vun den Enseignanten am Secondaire hunn uginn, datt hir Ausbildung si net genuch virbereet huet, fir d'Enfants à besoins spécifiques ze encadréieren.

Dobäi weist de Bildungsrapport vun 2021 awer kloer, datt no enger spezifischer Formatioun d'Enseignanten engersäits e méi positiv Bild vun der Inklusioun hunn an anerersäits sech och méi kompetent fillen, fir den Enfants à besoins spécifiques dat ze ginn, wat si och brauchen. Do stellt sech dann d'Fro: Firwat net esou eng Formatioun zur Flicht maachen an domadder och traditionell Gedankemuster lues a lues ophiewen? Dat kéim nämlech och den Enseignanten zegutt, déi dann d'Ausenanersetzung mat Kanner mat spezifische Besoinen net méi als eng gréisser Bürd géife verspieren.

Et si letztendlech d'Enseignanten, déi d'Kanner an hirer intellektueller Entwécklung begleeten an déi d'Gruppendynamiken an der Klass am beschte kennen. Gewëss kënnen si Saachen errechen oder verhënnere, wat extern Leit net kënnen. Dat géif et dann och erlaben, datt d'Enseignanten net ëmmer gezwonge wieren, d'Kanner bei spezialiséiert Leit ze schécken. Si mussen sech traue kënnen, dank enger richteger Ausbildung gewësse Saache selwer interpretéieren ze kënnen.

Schlussendlech ass et d'Schoul, an d'Klassenzëmmer selwer, wou d'Inklusioun stattfënnt, stattfanne kann an d'Kand sech entfale kann. Dat steet och esou am Bildungsrapport: „Plus l'inclusion sera perçue comme un facteur favorisant la participation active dans des cadres scolaires ordinaires et permettant de surmonter les différences dans les relations sociales, plus les enseignant(e)s seront susceptibles d'adapter leur comportement en faveur de la création d'environnements d'apprentissage inclusifs.“

Fir datt d'Inklusiounspolitick geléngt, ass et tatsächlech kruzial, dat spezialiséiert Personal um richtigen Uert ze hunn. Mee d'Personal brauch awer och déi richteg Aarbechtsbedéngungen, déi et him erlaaben, sech a Rou de Kanner ze widmen. Et ass och wichteg, de bürokrateschen Opwand esou vill wéi méiglech erofzeschrauwen.

An hei muss een och schonn déi zweet Kritik äusseren. All d'Evaluatiounen an d'Artikelen iwwert dee Sujet ginn an déi selwecht Richtung: Den Devouement vum Personal ass ouni Zweifel do. D'Leidenschaft vun de Leit, déi an enger Careearbecht ënnerwee sinn, enger Aarbecht, déi vill vun hinne verlaangt, souwuel um emotionale wéi och um sozialen Niveau, soll awer net méissbraucht ginn. An dat ass awer leider haut de Fall.

D'Stonnen an hirer offizieller Tâche ginn hirer wierklecher Aarbecht guer net gerecht. Wa si hir Aarbecht richteg maache wëllen, mussen si also benevoll schaffen. Administrativ Flichten, wéi d'Ausschaffe vun engem Plan de développement individuel, kréien de Virrang iwwert déi tatsächlech Aarbecht mam Schüler. Et kënn dowéinst scho séier zum Épuisement professionnel. D'Leit fille sech veruecht, well d'Efforten, déi si maache mussen, net offiziell unerkannt ginn, oder si sinn einfach erschöpft a wëllen ophalen.

A wat mécht d'Regierung dogéint? Wéinst der Penurie introduzéiert si Assistants pour enfants à besoins spécifiques, déi net qualifizéiert sinn, fir Diagnosen ze ginn oder en profonduer mat de Kanner ze schaffen, wéi wann dat d'Saach géif verbesseren.

D'administrativ Verantwortlechkeete si schwammeg definéiert a féieren zu engem Mangel u Kommunikatioun tëscht den Zenteren, wat d'Madamm Martine Hansen selwer d'lescht Joer mat Recht kritiséiert hat. All Zenter ass verantwortlech fir säin eegene Besoin spécifique. A wann d'Kand méi wéi ee Besoin huet, gëtt et ganz schwier, ze definéieren, wat fir en Zenter letztendlech responsabel ass. D'Leit schécke sech den Dossier dann hin an hier, wat schonn zu engem kafkaesken Alldram gëtt fir d'Elteren. Dowéinst fuerdert och d'Gewerkschaft SNE pluridisziplinär Ekkippen, amplaz datt alles getrennt passéiert, wat der Komplexitéit vun de Situatiounen bei de Kanner dacks einfach net gerecht gëtt.

Am Fondamental hunn d'Ënnerscheeder am Statutt vun den normalen Enseignanten an den Instituteurs pour enfants à besoins spécifiques derzou bägedroen, datt de Statutt vun de sougenannten „normalen“ Enseignanten am Fondamental manner attraktiv ginn ass, wat zu enger Verschärfung vun der Penurie am Fondamental gefouert huet.

International Schoulen hu keng Beziéung mat de Centres de compétences. Firwat? Hunn d'Enfants à besoins spécifiques do vläicht manner Bedierfnesser?

D'Regierung wëllt och den Delai vun zéng Méint, déi en moyenne tëscht der Ufro vum Diagnostic an dem Diagnostic selwer verlafen, mam Projet de loi 8163 verkierzen. Dat ass gutt. Leider huet de Projet och eng Partie, fënnf, Oppositions formelles vum Staatsrot kritt, déi all op de Flou artistique, mat deem d'Aarbechtskonditiounen fir d'Personal bestëmmt ginn, weisen: arbiträr definéiert Stonnepläng a Congéen, arbiträr Ënnerscheeder am Statutt, keng Prezisiounen zum Statutt vun den Assistants pour enfants à besoins spécifiques.

D'Léisung sinn hei kloer: dem Personal déi Aarbechtskonditiounen ginn, déi et brauch; arbiträr Ënnerscheeder am Statutt ophiewen; derfir suergen, datt d'Personal méi Zäit huet, fir mat Elteren an Enseignanten effikass ze kommunizéieren; an administrativ Chargen, déi näischt bréngen, ophiewen. Da kéinten d'Leit méi Zäit mat de Kanner a Schüler selwer verbréngen, amplaz an engem Dokument erklären ze mussen, wéi si genee hir Zäit mat de Kanner verbréngen oder wäerte verbréngen.

An déi drëtt Kritik betrëfft méi fundamental Saachen. Virun e puer Wochen hate mir hei eng Debatt iwwer Kannerarmut. Haut schwätze mer iwwer Enfants à besoins spécifiques. An déi zwee Sujete sinn enk matenee verbonnen. Et gëtt nämlech strukturell ekonomesch Verhältnissen an eiser Gesellschaft, déi derzou féieren, datt gewësse Kanner e Retard cognitif hunn oder Schwiergekeeten an der Regulatioun vun hirem Emotiounen oder hirem Verhalen.

Et ass jo net esou, wa Kanner, déi zum Beispill Konzentrationsproblemer hunn, einfach mat engem Trouble du déficit de l'attention, TDAH, diagnostizéiert ginn, wéi wann dat op eng mysteriéis oder souguer geneetesche Aart a Weis entstanen wier, ouni déi ekonomesch/familiär Ëmstänn an Uecht ze huelen, zum Beispill wa béid Eltere wéineg Zäit iwwreg hunn, well se 40 Stonnen, plus Iwwerstonnen, plus Transport, schaffe mussen, fir knapps iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'ailleurs: Amplaz d'Fraen erëm wëllen hannert d'Kachdëppen ze stiechen – wéi verschidde Leit dat heiansdo mengen –, géif et méi Sënn maachen,

d'Aarbechtszäitverkierzung fir jiddereen ze generaliséieren an ze garantéieren.

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | An dat kéim och de Kanner zegutt. Ech zweifelen awer dorunner, datt dës Regierung dat wëllt maachen. Dofir ass se warscheinlech nach ze vill retrograd.

De Patrick Theisen, Pédiateur zu Esch, sot och ganz kloer an engem Interview, datt psychologisch oder physesch Problemer vu klengen Kanner, déi hien a senger Praxis traitéiert, dacks sozial Ongläichheeten als Originn hunn, datt hannert engem TDAH-Diagnostic sech zum Beispill och eng Depressioun ka verstoppen an datt hie Kanner gesäit, déi mat sechs oder siwe Joer scho keng Loscht méi op d'Liewen hunn. Dat ass d'ailleurs eng international Tendenz. De Leeschtungsdruck, de Konkurrenzgeescht, dat alles mécht d'Séile futti. An dofir huet een och gesinn, datt u sech den Duerchschnittsalter vun de Suiciden a Versich vu Suiciden erofgaangen ass an zurzäit bei 12, 13 Joer läit.

D'Realitéit ass déi, datt vill Elteren aus méi aarmen, méi staark ausgebeute Klassen einfach d'Moyenen net hunn, fir hire Kanner d'Essen, d'Opmierksamekheet, de Spaass an d'emotional Sécherheet ze ginn, déi se brauchen, well d'Elteren dacks selwer an änleche Konditiounen grouss gi sinn.

Jo, gewëss, och a Famillje mat materielle Privileegie kënnen Kanner mat spezifische Besoinen grouss ginn, awer d'potenziell Komplexitéit vun Ursaachen, déi sech hannert engem Besoin spécifique verstoppt, erfuerdert onbedéngt eng komplex, nuancéiert Approche. A mir sinn der Meenung, datt eng reng medikalisiert Approche vun de Besoinen, sief et an de Schoulen oder an den Zenteren, problematesch ass an datt et normal sollt si fir d'Personal, dat mat de Kanner schafft, sech och mat Sozialaarbechter ze treffen an zesummeschaffen, wann dat néideg a sënnvoll ass.

Eng méi déif Approche wier natierlech, eng Gesellschaft ze gestalten, wou deen ee sech ëm deen anere këmmert, suergt, sief et Kanner, Jugendlecher oder Erwuessener, datt dat e wierkleche Pilier vun der Gesellschaft géif ginn amplaz vum onbegrenzte Wuesstem an onnëtze Profit.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Wagner Merci. Domat ass d'Lescht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Wuert: d'Regierung, den Här Unterrichtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un den Interpellant, de Meris Schovic, fir d'Initiativ geholl ze hunn. An ech denken, datt ee reegelméisseg sollt iwwert dës Thematik schwätzen, well et ass e permanenten Effort.

Jo, mir hunn e grouse Reformpak 2017/2018 decidéiert, mee mat enger Decisioun hei an der Chamber, mat engem neie Gesetz, dat publizéiert gëtt, huet een eigentlech nach net alles gemaach. De groussen Deel vun der Aarbecht, dee läit an der aldeeglecher Ëmsetzung dovunner an och doran, permanent den Effort weider ze maachen a permanent Ustrengungen ze maachen, fir an den Effort vun der Inklusioun, der schoulescher Inklusioun, net nozeginn.

Mir hunn duerfir och am Laf vun der leschter Legislaturperiod, um Enn vun der leschter Legislaturperiod,

déi Evaluatioun iwwert de gesamte Gesetzespak vun 2017/2018 op de Wee bruecht. An ech mengen, all Riedner ass haut – den Interpellant, mee awer och all déi aner Fraktiounssprecher – drop agaangen. A mir sinn eis eigentlech eens an deene Konklusiounen, wat net wonnert.

Mir hunn do zum Deel de Bléck vu baussen drop gehat, mir hunn de Bléck awer och vu bannen gehat. Mir hu ganz vill Enseignantë gefrot, mir hunn Eltere gefrot, an alles dat ass zesummegebroe ginn a mir sinn zu deene Konklusiounen komm, déi de Mëtten hei scho méi wéi eng Kéier zitiiert goufen a wou mer zum Deel iwwer Gesetzer jo och schonn nei Decisiounen, nei Dispositiffe geholl hunn. Anerer bleiwen nach ze huelen a mussen mer nach ëmsetzen.

Jo, ee Punkt, wou mer onzefridde waren an och nach ëmmer sinn, dat ass den Delai, bis eng Hëllef dann och wierklech kënnt. An dat huet eeben domadder ze dinn, datt en Diagnostic vun engem Kand mat spezifische Besoinen och net esou einfach ass. A mir hu gesot, mir setzen en Delai an d'Gesetz, wou en Diagnostic eng éischte Kéier muss ofgeschloss sinn. A wann en aus fachlechen, gutt begrënnten Ursachen nach weider muss gefouert ginn, da kann en och nach weidergefouert ginn, mee no deem Delai muss awer eng éischt Decisioun getraff ginn, wéini eeben eng Hëllef kënnt. Et soll eeben en Agangsdagnostic och gemaach ginn, fir datt schnell eng Hëllef kënnt. An dat si mer amgaangen, am Esprit vun deem geännerte Gesetz kënnen ëmzesetzen.

Mir hunn och gesot, datt mer och déi doten Demarche, fir wierklech vun engem Diagnostic zu enger Hëllef ze kommen, elo nach eng Kéier wëllen evaluéiere loossen, a mer hunn der Uni.lu den Optrag ginn, fir déi Evaluatioun ze maachen. D'Resultater sollen Enn d'est Joer, uganks d'nächst Joer do sinn. Erfahrungsgemäss géif ech emol éischter denken, uganks d'nächst Joer kéinte mer warscheinlech dann doriwier hei diskutéieren.

Jo, mir brauche méi eng iwwergräifend Prise en charge, well och schonn am Diagnostic ganz dacks festgestallt gëtt: Et ass net ganz kloer. Mir hunn esou vill verschidde Kompetenzzentren, an et ass vläicht zum Deel deen een, zum Deel deen aneren, deen och do gefuерт gëtt. An déi Vernetzung, déi Zesummenaarbecht, déi muss besser ginn. An do schaffe mer drun, souwuel an der Koordinatioun tëschent de Kompetenzzentren, mee awer och an der Integratioun um eenzelne Fall, datt jidderee mat senger Kompetenz do hëllef, well mer festgestallt hunn, datt der eebe ganz vill eigentlech tëschent d'Rastere gefallt sinn a kee sech wierklech zoustänneg gespuert huet. An dat dierf et effektiv net sinn.

Jo, an där Evaluatioun hu mer och festgestallt, datt et e Mangel un Informatiounen gëtt, datt souwuel déi Professionell, d'Enseignanten aus de Grondschoulen, aus de Lycéeën, souwuel heiansdo déi, déi an de Kompetenzzentren, an enger ESEB schaffen, mee awer virun allem och de breede Public, virun allem och d'Elteren, dacks iwwerfuert si mat där Komplexitéit vun de Prozesser, de Strukturen, de Prozeduren.

An duerfir hu mer jo och aus deem Grond an aus anere Grënn gesot: Mir brauchen en nationale Service, dee souwuel d'Koordinatioun mécht vun allen Aktivitéite wéi awer no baussen d'Kommunikatioun iwwerhëlt vun deem Dispositif do, datt net all Kompetenzzenter fir sech kommunikiert, datt net all Acteur seng eege Versioun herno huet a seng eege Kommunikatioun do mécht, mee datt mer kucken, datt mer dat vun enger nationaler Plaz aus maachen. An eng éischt Campagne ass jo och schonn an deem Sënn

gefouert ginn. En éischten Internetsite ass an deem Sënn och schonn online, inclusion-scolaire.lu, wou een eng ganz Rei vun Informatiounen fënnt, wat den Inklusiounsdispositif ubelaangt.

Jo, wann d'Prozesser schwéierfällg sinn – an et ass zu Recht gesot ginn, do gëtt nach vill mat Pabeier geschafft –, da mussen mer weider digitaliséieren, well ech der Meenung sinn, datt mer scho Prozesser a Prozeduren brauchen, fir sécherstellen, datt d'Hëllef bei deem richtege Kand ukënnt an datt mer net einfach d'Hëllef breet iwwert d'Land verdeelen. An duerfir mussen mer en Diagnostic hunn, duerfir mussen mer Kommissiounen hunn, déi decidéieren. Mee duerfir, mengen ech, sollte mer wierklech kucken, dat sou wäit, wéi et geet, dach awer ze digitaliséieren, och fir datt deen, deen zu engem gewëssene Moment déi Informatiounen brauch, Accès dorobber kritt, fir schnell kënnen op deem, wat mer haut schonn hunn, wat mer scho festgestallt hunn, deem, wat schon existéiert, kënnen opzebauen a sech seng Meenung ze maachen. Mir brauchen also hei den digitalen Dossier vun engem Kand mat spezifische Besoinen. Dorunner schaffe mer momentan.

Iwwert dat eraus, wat an der Evaluatioun recommandéiert gouf a wat mer zum Deel jo och schonn hei a Gesetzer gestëmmt hunn, huet déi nei Regierung sech awer an hirem Programm nei Ambitiounen gesat. Mir brauchen ënner anerem och méi regional Antenne vun deene Kompetenzzentren. Jo, et ass nach ëmmer e Problem, datt vill Elteren, jee nodeem wou se wunnen am Land, wann de Kompetenzzenter awer nëmmen op enger Plaz relativ zentral da seng Dieren opmëcht, da soen: „Dat doten, dat kréie mer net organiséiert. Dat doten, dat di mer eis net un. Da bleift d'Kand eeben hei a ka vun där vläicht besserer Hëllef am Kompetenzzenter, där besserer Ënnerstützung, där besserer Beschoulung am Kompetenzzenter net profitéieren.“ Dat dierf et net sinn!

Mir sinn och an engem Zenario, wou mer duerch d'demografesch Entwécklung, mee awer och duerch Phenomeener, déi mer net richtig kënnen erklären, einfach méi Kanner mat spezifische Besoinen hunn, déi och vun de Kompetenzzentren sollen encadréiert sinn, an duerfir brauche mer eng ganz Rei vu regionalen Antennen. A wa mer do d'Zesummenaarbecht, wéi ech virdu gesot hunn, vun de Kompetenzzentren wëllen assuréieren, da sollen déi Antenne wa méiglech natierlech och lokal zesumme sinn, regional zesumme sinn, fir eigentlech do d'Fachpersonal op enger Plaz ze hunn an de Kanner do et esou einfach wéi méiglech ze maachen, de Kanner, hiren Elteren an hiren Enseignanten et esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Et ass vum Meris Sehovic hei duergestallt ginn, datt déi eenzel Kompetenzzentren ganz ënnerschiddlech funktionéieren. Dat ass wouer, mee dat ass och zum Deel hir Missioun. Et war e bewusste Choix 2018, fir ze soen: Mir brauche Kompetenzzentren, déi zum Beispill eng zentral Beschoulung offéieren, awer mir wëllen och Kompetenzzentren hunn, déi dat net maachen, well mer do gären 100 % an der Inklusioun schaffen, well mer soen: Mir wëllen zum Beispill fir Kanner, déi besonnesch héicht Potenzial hunn, intellektuell Potenzial hunn, net eng spezialiséiert Schoul maachen, wou mer déi alleguerten herno beieneen hunn, mee mer denken, datt mer se scho mussen besonnesch stimuléieren, besonnesch erausfuert, fir se an der Entwécklung och kënnen ze ënnerstëtzen, mee dat awer dezentral bei hinnen an der Schoul, sief dat am Fondamental, sief dat am Secondaire.

D'selwecht eeben och fir Kanner mat Léierschwierigkeiten, wou mer soen: Mir wëllen ënnerstëtzen,

datt d'Schoul op der Plaz déi Kanner esou ophëlt an esou ënnerstëtzt an esou och hinnen hëllef, fir eeben hir Léierschwierigkeiten kënnen ze iwwerwannen an trotz Léierschwierigkeiten awer de Maximum u schoulescher Performance kënnen ze erreechen, am-plaz datt mer och déi erëm iergendzwoosch op enger Plaz oder op e puer Plaze géifen alleguerten zesummenhuelen. Am Sënn vun der Inklusioun hu mer dat ganz bewusst gemaach.

Awer mir hunn och Kompetenzzentren, déi eng zentral Beschoulung a sougenannten – am däitsche Fachjargon géife se soen – „Sonderschulen“ eeben hei assuréieren. Déi hate mer zum Deel, mee bei all deene neien, déi mer bäigemaach hunn, do hu mer dorobber verzicht. Ech denken och, datt mer déi nach weider brauchen, déi, déi mer haten, an datt mer dorobber net kënnen verzichten. Dat war och e bewusste Choix dee Moment.

Hei ass e puermol vun de Riednerinnen an de Riedner de Mëtteg gesot ginn: „Inklusioun kann och iwwerfuert werden a mer packen et net an et gëtt eng Rei vu Kanner mat spezifische Besoinen, wou et sécherlech net méiglech ass, dat gutt an der Schoul hinzekréien.“ An duerfir fannen ech deen doten Equiliber gutt. Mee dat erkläert eigentlech, firwat och d'Kompetenzzentren ënnerschiddlech da funktionéieren. An déi Chiffere, déi hei genannt gi sinn, déi sinn eigentlech dann och ganz normal.

Ech wëll och, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer d'Ressourcen effizient an effikass dohinner bréngen, wou se gebraucht ginn. Mir hunn enorm vill rekrutéiert iwwert déi lescht Joren, an d'Chiffere sinn hei genannt ginn: 700 ETPe méi. An dat sinn der lauter um universitären Niveau, muss ech soen, well et sinn der alleguerten an der Bachelor- an der Masterkarriär, déi mer hei geschafen hunn. A mir wëssen, wéi schwierig et ass am Lëtzebuurger Kontext, mat deene Sproochepfiller, déi mer hei definéieren, dann och déi Fachkräften ze fannen, mee mir hunn all Efforte gemaach, fir dat kënnen ze realiséieren.

Da wëlle mer natierlech, datt déi och esou gutt ewéi méiglech bei deene Kanner, déi dee Besoin hunn, kënnen ukommen. An duerfir brauche mer awer och iergendzwoosch Prozesser a Prozeduren. Duerfir mussen mer ausgoe vun engem kompetenten, fachlechen Diagnostic a mer mussen kucken: Wat fir eng Hëllef braucht dat dote Kand a wie kann déi dann och a wéi engem Mooss am beschten assuréieren? An dat ass en opwändege Prozess. Hei ze maachen an enger Duerstellung, wéi wann een dat einfach kéint ewechwëschen an déi Leit einfach sou an d'Schoule ginn an da wär d'Welt an der Rei, dat fannen ech dach awer – Här President, entschëllegt dee Begrëff – e Stéck wäit naiv a laanscht d'Realitéit vun dem Besoin vun deene Kanner, déi spezifesch Besoinen hei hunn.

Duerfir wëlle mer och, datt mer do, wou et geet, d'Ressourcen esou wäit wéi méiglech an d'Schoul ginn. A mir hunn an eisem Regierungsprogramm ganz besonnesch fir déi lokal Strukturen sief et den Instituteur spécialiséé pour enfants à besoins spécifiques, sief et sän Assistent, eng nei Fonctioun, déi jo geschafe ginn ass, wou nach keen existéiert am Land, mee wou mer elo ufänken ze rekrutéieren. Déi wëlle mer an d'Schoulen affektéieren, fir datt d'Schoul selwer kann eeben och decidéieren, wien a wéini agesat gëtt, a wat fir engem Kontext dat se do schaffen, an datt se ganz schnell och present sinn do, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Mir hu gesot: Mir hätt gären een I-EBS pro Schoul. Jo, d'Poste si scho laang do, d'Volonté politique ass scho laang do, mee och do brauche mer awer Institutricen an Instituteuren ënnert deene

Voraussetzungen, wéi mer se hei setzen, déi bereet sinn, och dat doten ze maachen an déi Fonctiounen ze iwwerhuelen. An ech hoffen, mir kréien der och weiderhin iwwerzeegt, dee Schratt ze goen.

Mir hunn och gesot: Wa mer um Punkt sinn, datt all Schoul en I-EBS huet, da solle mer ufänken, och Schoulen en zweeten ze ginn, nämlech do, wou mer méi grouss Schoulen hunn, do, wou de Besoin ganz besonnesch grouss ass, fir och dee Prozess do weiderzedreiwen. Also, d'Stärkung vun de lokalen Ekippen ass eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren – an ech hunn et schonn déi eng oder déi aner Kéier och hei op der Plaz gesot –: D'Équipe de soutien pour enfants à besoins, och wann déi enger regionaler Direktioun ënnersteet, déi gëtt natierlech net esou organiséiert, datt déi méiglechst vill mam Auto op der Strooss sinn. Déi gëtt natierlech esou organiséiert, datt déi méiglechst vill, kohärent an hannereen an enger Schoul kënnen intervenéieren.

An dat geet ouni Problem an enger Schoul – an där hu mer der – mat 800, 900 Schülerinnen a Schüler. An dat ass natierlech e Stéckwäit méi schwéier an enger Schoul mat 80, 90 Schülerinnen oder Schüler, well do kann een natierlech net soen: „Du hues en Job fir e ganzen Dag an du bleifs elo mol einfach an där doter Schoul.“ Also, et geet. Wa mer grad hei vun Effektivitéit schwätzen a vun Effizienz vum System schwätzen, da mussen mer och kucken, datt mer eng kloer Opdeelung vun deene Ressourcen maachen. An dat ass eis Ambitioun.

Ech wëll Iech alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, Merci soe fir déi Ënnerstützung. Jiddereen huet eigentlech gesot: „Mir brauchen nach méi Ressourcen.“ Jo, ech sinn och der Meenung, mir brauchen nach méi Ressourcen. Mir müssen dann awer och kucken, wann Diskussiounen iwwert den Numerus clausus kommen, wann Diskussiounen iwwert de Staatsbudget kommen, datt mer dann och dat do erëmliesen an datt net gesot gëtt: „D'Regierung stellt erëm eng Kéier hei esou vill Honnerte vu Leit méi an.“ Well e gudden Deel, wëll ech Iech soen, vun deem, wat mer hei diskutéiert hunn de Mëtteg, dat ass an den Numerus-clausus vun de leschte Jore gewiescht an ass och dacks aus deem anere Bléckwénkel op eemol dach awer kritiséiert ginn.

(Interruption)

Wann ech eleng déi lescht fënnf Joer kucken, d'Legislaturperiod 2018 bis 2023, dann hate mer e Plus vu 65 % vu spezialisiertem Personal beim Asaz vu Kanner mat extrae Besoinen. Dat ass dach awer e groussen Effort gewiescht, och wa mer eis alleguerten eens sinn: Et ass kee Grond, fir stoer ze bleiwen. Deen Effort muss weidergoen.

Här President, ech hunn d'Impressioun, den Här Sehovc wëilt mer eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Dir huelt se dann och on?

M. Meris Sehovc (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech lauschtere mol.

M. Meris Sehovc (déi gréng), interpellateur | ... ech géif de Minister awer ganz gären och ausschwätze loosser a meng Fro dann zum Schluss stellen.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ok, da maache mer et esou. Ech loosser Iech dann och nach e bëssen Zäit a mir och nach e bëssen, fir dorobber ze äntweren.

Wann ech soen: „Déi Efforten, déi mussen weidergoen“, da mussen mer natierlech kucken: Wou kréien mer spezialiséiert Leit hier, fir weiderhin déi doten Aufgab ..., wat eng komplex Aufgab ass, wat eng Aufgab ass, déi net nëmmen eng héich fachlech Kompetenz erfuerdert, mee och eng grouss Mënschlechkeet erfuerdert an erfuerdert, datt een d'Häer op der richteger Plaz huet, an dat all Dag an all Moien nees, wann een op d'Aarbecht geet?

Ech si frou, datt d'Uni.lu weider en Effort mécht an zum Beispill ab der nächster Rentrée och e Masterprogramm fir spezialiséiert Enseignantinnen ubitt an der Sonderpädagogik, eppes, wa mer dréngend brauchen hei zu Lëtzebuerg. Wa mer soen: „Mir brauchen méi Instituteurs spécialisés pour enfants à besoins spécifiques“, dann ass eng Voraussetzung, datt mer der an den nächste Jore a vläicht Joerzénge iwwerhaapt genuch rekrutéiert kréien.

Mir brauchen och méi eng staark Vernetzung vun deene Ressourcen tëscht der formaler Bildung an der nonformaler Bildung. Jo, et gëtt och bei mir e gewëssene Malaise, wann ech feststellen: Mir hunn e System, dee sech vläicht nach ze staark op déi formal Bildung konzentréiert, a Ressourcen, déi mer an deem Mooss eigentlech an der nonformaler Bildung net erëmfannen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier den Ënnerschied maachen tëscht der formaler an der nonformaler Bildung vu Kanner mat extrae Besoinen. Schoul ass héichgradeg organiséiert, reglementéiert. A fir Kanner mat spezifesch Besoinen ass dat eng aner Erausforderung, wéi wa se zum Beispill niewendrun an eng Maison relais ginn, wou dach de Grad vun deem Kader, an deem ech mech do beweegen als jonke Mënsch, dach awer en aneren ass.

Ech wëll och hei d'Analys, déi de Meris Sehovc gemaach huet, zu engem gudden Deel deelen, datt a ville Beräicher den Dispositif, dee mer hu fir d'Inklusioun, fonctionéiert, datt mer do déi richteg Äntwert drop ginn an de System do och reaktiv ass: Kanner, déi schlecht spinn, Kanner, déi net gutt héieren, Kanner mat Sprochentwicklungsschwierigkeiten, Kanner mat Léierschwierigkeiten an, an, an.

Mir dinn eis nach vill méi schwéier an et ass ganz konkret am Klasesall och vill méi eng grouss Erausforderung fir Kanner mat vläicht Problemer an der sozioemotionaler Entwécklung, wat zu Verhalensopfällegkeeten, Verhalensschwierigkeete féiert. A mir müssen eis och vläicht d'Fro stellen, wou dat hierkënn, datt mer ëmmer méi Kanner hunn, déi deem dote Profil entsprechen. Ech hu keng Äntwert dorobber. Ech warnen awer och virun einfachen Äntwerten, well mer ganz schnell bei där doter Fro an e kulturpessimisteschen Debat ofrëtschen, wou ech géif mengen, datt mer do d'Äntwerte warscheinlech net fannen. An et gëtt warscheinlech och net nëmmen eng Äntwert drop. Et ass warscheinlech, wéi ganz dacks, e Pësel vun einzelne Stécker vun Äntwerten, déi der Realitéit do entsprechen.

Dat ass eng Erausforderung, déi nach eng Kéier eng ganz aner Qualitéit huet, och fir den Enseignant an der Klass, och fir deen, dee vu bausse, vun enger ESEB, vun engem Kompetenzzenter, derbäikënn. An duerfir si mer jo och virun e puer Joer higaangen ... A jo, et ass net onbedéngt am Sënn vun der Inklusioun, fir ze soen: „Mir brauchen och vläicht op d'mannst eng temporaire Beschoulung ausserhalb vum Klasesall vun enger Rei vu Jonken, wou hire Malaise esou grouss ass, datt eigentlech fir si eng normal Beschoulung an der Klass net denkbar ass während där Phas, a wou eigentlech och d'Aarbecht vun der Enseignante,

vum Enseignant an och d'Leiere vun all deenen aneren an der Klass quasi onméiglech gemaach gëtt.“

Dofir hu mer d'Centres socio-thérapeutiques geschaffen a maachen eigentlech gutt Erfarungen domadder. Mir hunn am Regierungsprogramm och stoen, datt mer d'Centres socio-thérapeutiques fir d'Populatioun vun de Lycéee wëllen ausbauen, well mer mierken, datt der gehollef kruten och do am Alter vum Fondamental. A wa mer deementspreechend keng Offer am Lycée hunn, hu mer eigentlech do keng Äntwert och op déi dote Problematik.

Ech denken awer och, Här President – an domadder wëll ech ofschléissen –, datt mer och ausserhalb vum Perimeeter vun der Schoul müssen denken, datt grad bei Kanner, wou d'zioemotional Entwécklung net esou harmonesch verleeft, a Kanner, déi sech net esou integréiert kréien, och an e Klasseverband, an eng Schoul eran integréiert kréien, dat jo e Phenomeen ass, dee sech net nëmmen innerhalb vum Perimeeter vun der Schoul oder vun de Mauere vun der Schoul oder vum Klasesall ofspilt, mee dat ass doheem.

Dee Malaise existéiert och an der Veräinswelt, an der nonformaler Bildung. A mir müssen duerfir, denken ech, och kucken, wéi mer d'Famill an aner Acteuren och matagebonne kréien. Och Acteuren, déi éischter am Beräich vun der Santé ugesidelt sinn, an der Pedopsychiatrie. Och do gëtt et Kanner, deenen et net gutt geet an déi do méi staark Hëllef brauchen. An ech mengen – d'Barbara Agostino ass drop agaan –, och déi Efforten, déi gemaach goufen an deem Beräich, an der Pedopsychiatrie, fir och do d'Beschoulung an e Santésencadrement kënnen parallel ze assuréieren, datt dat e wichtege Wee ass.

Mir brauchen awer och eng Stärkung vun de Familljen, de Familljen, déi ganz dacks mat deene Kanner ..., ech wëll net soen „iwwerfuert“ sinn, mee awer och staark un hir Limitte kommen an heiansdo doriwwer eraus och geroden. An do soll den Dispositif vum Office national de l'enfance, vun der Aide à l'enfance och méi staark nach vernetzt ginn.

Duerfir si mer jo och amgaange fir ze kucken ... Ech hu viru vun de regionalen Antenne vun de Kompetenzzentere geschwat. Mee wa mer eise regionalen Direktiounen an der Grondschoul och raimlech nei Entwécklungsméiglechkeete ginn, ganz dacks eeben och regional Antenne vun de Kompetenzzentere derbäi hunn an awer och eng regional Antenn vum Office national de l'enfance derbäi hunn, fir datt déi Hëllef an der Schoul an déi Hëllef doheem an der Famill – d'Stärkung vun der Famill eigentlech –, datt dat aneneegräift an datt dat Hand an Hand geet. Well ech verspreche mer dovunner awer nach eng Kéier eng aner Qualitéit vun der Prise en charge a wierklech eng Verbesserung fir d'Situatioun vum Kand.

Iech, wéi gesot, haut de Mëtteg villmools merci. Ech géif gäre reegelméisseg eigentlech iwwert déi dote Thematik hei kënnen eng Kéier de Point maachen, well egal wat mer decidéieren, mer wäerten ni um Enn ukomm sinn an et wäerte sech ëmmer nees nei Erausforderunge stellen. An eemol d'Joer, denken ech, wär net ze dacks, fir ze kucken, wéi mer an der Inklusiounspolitik hei weiderkomm si respektiv awer och wat nei Erausforderunge kënnen sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da wollt den Här Sehovc nach eng Fro stellen. Dann huet den Här Sehovc d'Wuert.

M. Meris Sehovc (déi gréng), interpellateur | Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt gesot, dass Der u sech feststellt, dass d'Zuelen eropginn an dass Der och net all d'Erklärungen hutt, wisou mer eigentlech eng Zounam gesi bei de Kanner mat spezifesch

Besoinen. Ech berouegen Iech: Kulturpessimismus, doru sinn ech och net wierklech interesséiert. Ech hat a menger Ried d'Perspektiv opgemaach, dass et duerch aus e Lien kann och hu mat sozioekonomesche Kritteren. Gesitt Der dat och? Ass dat e méiglechen Erklärungsusatz?

M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, et wär elo onvirsichteg, do eng kloer Jo- oder Nee-Äntwert ze ginn. Ech denken awer, datt een déi Analys soll kënnen maachen, awer och soll kënnen kucken, wat d'Interpretatioun herno do ass. A wa mer eis vernünfteg doriwuer kënnen ennerhalen an een iwwerhaapt dat dote kann esou erausfannen ... Well dat sinn op jidde Fall Informatiounen, wou mir als Schoulsystem keng Informatiounen hunn. Mir wëssen, wou déi Kanner wunnen, mir hunn awer keng Hannergrondinformatiounen iwwert de sozioekonomesche Profil vun hirer Famil. Dat wäert sécherlech Analysen, déi méi wäit musse gefouert ginn. An da musse mer awer och kucken, wéi mer herno domadder émginn.

Ech denken – an dat ass déi Remark, déi ech ofschléissend gemaach hunn –, datt eleng ëmmer méi Personal fir d'Ennerstëtzung net déi eenzeg Äntwert ka sinn. Wa mer dat dote feststellen, da musse mer och eng Kéier eng Analys maachen, firwat dee Phenomeen haut méi staark ass, an da probéieren, och op aneren Niveauen déi richteg Äntwerten ze fannen. Jo, an dat kann och an der Sozialpolitik sinn oder op anere Gebidder.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun hei leie vum Här Sehovic. Här Sehovic, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Jo, Här President, well mer am Verlaf vun der Interpellatioun Gespréicher haten enner quasi alle Fraktiounen an ech gemengt hunn, en Accord ze fannen, wa mer liicht Modifikatiounen géife maachen an der Motioun. Wann Der erlaabt, géif ech den Text esou virlesen, wéi mer e géifen zum Vott stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif da jiddweree bidden nozelauschten, wann Der dat elo liest, fir ze kucken, ob mer en Accord fannen.

M. Meris Sehovic (déi gréng), interpellateur | Dat ass ganz léif, Här President. An de Considerante géife mer näischt änneren a mir géifen dann d'Motioun ofstëmme wéi folgt: „invite le Gouvernement“, éischten Tiret, „à mettre en place une base de données centralisée pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion“. Zweeten Tiret: „à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences“. A finallement en drëtten Tiret: „à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques“. Ech hat gemengt ze verstoen, op där Versioun den Accord vu wäiten Deeler vum Haus kënnen ze kréien. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Gëtt et dozou Stellungnamen? Wie freet d'Wuert? Ech gesinn, datt keen d'Wuert dozou freet.

Da géif ech proposéieren, datt mer zum Vott kommen. Ass e Vote électronique heiriwwer gefrot? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kënnen mer dës Motioun mat Handpiewen ofstëmmen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

– les nombreuses réformes législatives ayant trait à l'inclusion des enfants à besoins spécifiques effectuées depuis 2018 ;

– l'augmentation des ressources humaines et financières qui est allée de pair avec lesdites réformes ;

– l'importance du bon fonctionnement du dispositif d'inclusion pour son efficacité et son acceptation par tou.te.s les membres de la communauté scolaire ;

– les conclusions des deux évaluations du dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques, à savoir celle coordonnée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et celle réalisée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) ;

– le « caractère interpellant » des disparités entre le nombre de scolarités spécialisées, interventions spécialisées et autres mesures d'inclusion fournies par les différents Centres de compétences, telles que relevées par

l'OEJQS (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– l'absence d'une base de données centralisée et complète permettant « une répartition transparente des ressources en accord avec les besoins du terrain » (cf. rapport thématique: « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– que la mise en place d'une telle base de données « ne vise pas à stigmatiser [les enfants à besoins spécifiques], mais bien au contraire à aiguiller et à renforcer les mesures et les stratégies qui leur sont destinées » (cf. rapport thématique : « La situation des élèves à besoins spécifiques en inclusion au Luxembourg » par l'OEJQS) ;

– la complexité du dispositif d'inclusion ainsi que le manque d'information sur son fonctionnement auprès d'une partie de la communauté scolaire, tels que relevés dans lesdites évaluations,

invite le Gouvernement

– à mettre en place une base de données centralisée pour assurer une répartition transparente et efficace des ressources disponibles dans le cadre du dispositif d'inclusion ;

– à élaborer un concept pour l'amélioration de la prise en charge d'enfants dont les besoins spécifiques peuvent concerner différents Centres de compétences ;

– à informer et à sensibiliser davantage tou.te.s les membres de la communauté scolaire sur le dispositif de prise en charge des enfants à besoins spécifiques.

(s.) Meris Sehovic, Francine Closener, Ben Polidori, David Wagner.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wie fir dës Motioun stëmmt, deen hieft d'Hand an d'Luucht. Merci.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl. Ech soen Iech villmools Merci.

Domat si mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Mäerz vun dësem Joer.

D'Sëtzung ass domadder opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.14 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Suite du projet pilote visant à mettre en place une couverture universelle des soins de santé (CUSS)	0051	Marc Baum	68	Attaques par phishing	0184	André Bauler	81
Distribution de comprimés d'iode	0078	Marc Goergen	68	Service central d'assistance sociale	0185	Dan Biancalana	82
Plan de maintien dans l'emploi	0129	Corinne Cahen, Carole Hartmann	69	Travaux d'élargissement de l'autoroute A31	0186	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82
Expansion du réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques	0142	Marc Goergen	69	Technologie de rechargement « Plug&Charge »	0187	Marc Goergen	83
Agence pour le développement de l'emploi	0143	André Bauler	69	Annulation des cours pour cause d'intempéries le 17 janvier 2024	0188	Ben Polidori	83
Avances sur l'impôt	0144	Marc Goergen	70	Subside qualité+ pour clubs sportifs	0190	Sven Clement	84
Mendicité organisée	0145	Marc Goergen	70	Renforcement des effectifs de police assignés à la commune de Luxembourg	0191	Marc Goergen	84
Chasses battues	0147	Marc Goergen	71	Forfait d'éducation (Mammerent)	0192	Mars Di Bartolomeo	84
Subsides pour les asiles d'animaux	0148	Marc Goergen	71	Médiation du Premier ministre dans le conflit opposant la Hongrie à l'Union européenne	0195	Franz Fayot, Yves Cruchten	85
Service « Protection Mail » de POST Luxembourg	0151	Fred Keup	71	Acquisition de projets de logements en VEFA	0196	David Wagner	85
Directive européenne sur les travailleurs de plateforme	0152	Marc Baum	72	Site « Lorraine Aéroport »	0197	Yves Cruchten, Francine Closener	85
Non-participation aux élections législatives	0153	Georges Engel, Dan Biancalana	72	Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA)	0198	Francine Closener	86
Devise Beki	0154	Franz Fayot, Claude Haagen	73	Prix du tabac	0199	Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert	86
Effectifs de la douane à l'Aéroport de Luxembourg	0156	Sven Clement	73	Réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos	0200	Dan Biancalana, Franz Fayot	87
Construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes reliant la zone industrielle de Hamm à la gare ferroviaire de Cents-Hamm	0157	Corinne Cahen	73	Accidents de la route liés aux conditions météorologiques	0201	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	87
Langues parlées par le personnel de POST	0159	Tom Weidig	74	Ventes d'appartements en construction	0202	Liz Braz	87
Réseau transeuropéen de transport	0160	Meris Sehovic	74	Logements vacants de la Société nationale des habitations à bon marché	0205	Marc Goergen	88
Protection contre les loyers excessifs	0161	Marc Goergen	75	Accueil des demandeurs d'une protection internationale au Luxembourg	0207	Paul Galles	88
Commissariat Gare/Hollerich	0162	Corinne Cahen	75	Procédure de remboursement de la CNS	0208	Sven Clement	90
Avenir du Ciné Sura	0163	Alexandra Schoos	75	Adaptation des contrats RGTR	0209	David Wagner	90
Centre de primo-accueil à Luxembourg-Kirchberg	0164	Claire Delcourt, Yves Cruchten	76	Licences d'entraîneur INAPS	0210	Joëlle Welfring	90
Personnel des CFL	0165	Marc Goergen	76	Signal sonore déclenché lors de l'enregistrement par les « bodycams »	0211	Marc Goergen	91
Collecte séparée dans les supermarchés	0166	Joëlle Welfring	77	Double vote dans le cadre des élections européennes	0212	Fred Keup	91
Droits des délégués du personnel dans la fonction publique	0167	Alexandra Schoos	77	Liste d'attente du Fonds du logement	0213	Fred Keup	91
Contournement de Bascharage	0168	Fernand Kartheiser	77	Étiquetage des bouteilles de vin	0214	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	92
Allocation de vie chère et prime énergie pour l'année 2023	0169	Marc Baum	78	Dépenses de la défense	0215	Mars Di Bartolomeo	92
Mendicité organisée	0170	Georges Engel	78	Études externes dans le cadre de projets d'infrastructure et immobiliers de l'État	0216	Jeff Engelen	92
Opioïde Fentanyl	0171	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	78	Déploiement de la fibre optique	0217	Jeff Engelen	93
Digitalisation et simplification administrative auprès des administrations fiscales	0172	Sam Tanson	79	Tiers payant social dans le cadre de la psychothérapie	0218	Sven Clement	93
Chantiers de travaux publics aux alentours de la ville de Luxembourg	0173	Marc Lies	79	Soutien du Gouvernement au recours autrichien du 7 octobre 2022 contre le règlement délégué « taxonomie »	0221	David Wagner	93
Recrutement dans la fonction publique	0175	André Bauler	80	Utilisation de l'avion de transport A400M	0222	Marc Baum	93
Ouverture de nouvelles ambassades	0177	Laurent Mosar	80	Augmentation des cas de coqueluche	0223	Alexandra Schoos	94
Instructeurs de natation	0178	Sven Clement, Ben Polidori	80	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le droit d'asile	0224	Liz Braz	94
Ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES)	0179	Dan Biancalana, Franz Fayot	81	Justice restaurative	0225	Dan Biancalana	95
Gaz hilarant	0182	Mars Di Bartolomeo	81	Autorisation d'exercer des médecins	0228	Alexandra Schoos	96

Alliance pour le médicament initiée par la Commission européenne	0229	Mars Di Bartolomeo	96	Cadeau de fin d'année pour les collaborateurs du CGDIS	0235	Marc Goergen	98
Protection des consommateurs d'électricité	0231	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	97	Agréments des structures pour personnes âgées	0389	Stéphanie Weydert	98
Prêts immobiliers	0232	Franz Fayot, Georges Engel	97	Directive sur la chaîne d'approvisionnement urgente	0437	Sven Clement	99
Vols de véhicule	0233	André Bauler	98	Directive sur la chaîne d'approvisionnement urgente	0438	Franz Fayot	99
Droit à la retraite des personnes en situation de handicap	0234	Marc Baum	98				

Suite du projet pilote visant à mettre en place une couverture universelle des soins de santé (CUSS) | Question 0051 (28/11/2023) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans son accord de coalition le nouveau Gouvernement se prononce pour une couverture universelle des soins de santé. Selon les termes de l'accord, le Gouvernement « élaborera les critères précis après une évaluation détaillée du projet pilote existant. Or, le projet pilote de couverture universelle de soins de santé a d'ores et déjà été évalué. En effet, le 10 juillet 2023 les cinq associations mandatées par l'État en avril 2022 pour porter ce projet pilote, en ont dressé le bilan en réunion avec des représentants du Gouvernement.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 8114 de l'honorable Député Paul Galles, l'ancienne Ministre de la Santé indique qu'entre avril 2022 et juillet 2023, 223 demandes pour la CUSS ont été traitées, dont 215 ont été acceptées. 166 demandes d'affiliation sont alors en cours de suivi. L'ex-Ministre de la Santé, Madame Paulette Lenert, affirme également qu'une liste d'attente a été mise en place, les associations n'ayant pas les moyens de traiter de nouvelles demandes.

Madame Lenert a constaté une évaluation positive du projet pilote par les associations concernées. En revanche, comme le rapporte un article paru dans la presse le 18/07/2023 : « (M)algré une évaluation positive, faute de ressources, certaines associations ont dû mettre en suspens les affiliations CUSS, créant ainsi de profondes injustices en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, regrettent-elles. » Les associations concernées revendiquent notamment :

- la création d'une base légale à la CUSS
- une simplification administrative des procédures d'accès et de suivi
- un renforcement de la communication nationale auprès des prestataires de soins afin qu'ils acceptent systématiquement les patient.e.s affilié.e.s à la CUSS
- l'accès d'autres associations et des services sociaux des hôpitaux dans le programme d'affiliation de la CUSS
- le renforcement des ressources données aux associations engagées dans la CUSS
- un planning de réunions régulières avec les responsables du Gouvernement.

Dans le souci de connaître les suites que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale souhaite donner au projet d'instauration d'une couverture médicale universelle de soins de santé au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-il prévu de simplifier les démarches administratives d'accès et de suivi afin de garantir un accès universel à la CUSS ?
- 2) Madame la Ministre souhaite-t-elle accorder plus de moyens et de ressources aux associations engagées dans la CUSS ?

3) Madame la Ministre a-t-elle l'intention de donner une base légale à la CUSS ?

4) Madame la Ministre s'engage-t-elle à renforcer la communication nationale auprès des prestataires de soins afin qu'ils acceptent systématiquement les patient.e.s affilié.e.s à la CUSS ?

5) Madame la Ministre se prononce-t-elle en faveur d'une collaboration et d'un échange réguliers avec les associations venant en aide aux plus démunis, les représentant.e.s des patient.e.s et les professionnel.le.s de la santé dans l'objectif de mettre durablement en place la CUSS ?

En réponse à la question de Monsieur le Député Paul Galles, l'ancienne Ministre de la Santé, Madame Paulette Lenert, a évoqué des bilans semestriels qui lui ont été envoyés par les associations impliquées dans le projet, mais qui ne semblent pas avoir été rendus publics. Partant :

6) Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale peut-elle me faire parvenir ces bilans semestriels ?

Réponse (20/12/2023) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Compte tenu que la population cible du projet CUSS est particulièrement vulnérable et que par conséquent, il a été opté de travailler étroitement avec les associations qui accompagnent les personnes visées par cette mesure, des procédures simplifiées avaient déjà été mises en place. Cependant certaines informations et données demeurent requises, y compris pour le suivi du bénéficiaire.

En effet, les procédures de demande et de suivi actuelles sont déjà ancrées dans un cadre dit « bas-seuil » et simplifiées au maximum. Néanmoins, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale s'affaire à la mise en place d'une plateforme digitale sécurisée (type Sharepoint), afin de simplifier l'envoi et le traitement des demandes pour l'obtention de la CUSS, autant pour les associations mandatées que pour le ministère. En outre, certains points procéduraux seront revus lors de la prochaine réunion de concertation avec les associations, notamment en ce qui concerne le suivi du bénéficiaire.

ad 2) Il est prévu d'accorder les moyens nécessaires dans la limite de marge de manœuvre budgétaire disponible. De plus, une volonté d'ouvrir le projet pilote à d'autres associations est envisagée à l'heure actuelle. Ces associations seront contactées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale le moment venu.

ad 3) Comme déjà précisé par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Le Gouvernement se prononce pour une couverture universelle des soins de santé (CUSS). Il élaborera les critères précis après une évaluation détaillée du projet pilote existant. » Ainsi, il est prévu de donner une base légale dédiée pour la

CUSS qui permettra d'assoir les bénéfices de la mesure lancée en tant que projet pilote, qui lui est basé sur les mécanismes conventionnels et légaux actuellement en place. Le projet pilote sera maintenu en attendant la création de la base légale dédiée.

ad 4) Une communication plus poussée via les différents prestataires de soins, dont l'AMMD et le collègue médical, concernant la CUSS est essentielle afin de sensibiliser les prestataires à ce projet. Sur base des travaux déjà réalisés, une documentation a été élaborée et sera discutée avec les associations partenaires du projet lors de la prochaine réunion de concertation en vue d'une divulgation large au niveau des prestataires.

ad 5) Durant la phase de développement du projet CUSS, ainsi que depuis le lancement du projet pilote en avril 2022, des réunions avec les associations, institutions de sécurité sociale et administrations concernées, ainsi que d'autres acteurs sociaux ont lieu régulièrement. Dans un esprit de coconstruction du projet pilote, des adaptations seront proposées et discutées ensemble avec les associations, institutions et administrations concernées. Il en sera de même pour l'élaboration du futur cadre légal dédié.

ad 6) Concernant les bilans semestriels évoqués, ceux-ci concernent l'évolution individuelle de la situation de chaque bénéficiaire CUSS tant au niveau de la santé, qu'au niveau social dans le cadre du suivi social. Il s'agit donc d'informations individuelles qui ne peuvent être divulguées. Ci-après les données du 1^{er} janvier 2023 au 12 décembre 2023 sur les demandes et bénéficiaires de la CUSS.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

Distribution de comprimés d'iode | Question 0078 (01/12/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Oktober 2014 gouf eng éischt Distributiounscampagne vu Kaliumiodidtablette gestart. Laut Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2618 huet de Lëtzebuerger Staat deemools 2,5 Milliounen Pëlle kaaft gehat. An der Äntwert op d'Fro N° 4031 hunn de Premier, d'Gesondheets- an d'Inneministesch erkläert:

„D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditiounen quasi onendlech haltbar ass. 2008 huet den deemolege Gesondheetsminister den Acteure vum Jodprogramm d'Autorisatioun ginn, d'Stocke vun de Jodpëllen nëmmen am Fall vun enger ‚degradation avérée‘ vun der Effikassitéit vum Produit ze ersetzen. Aus deem Grund hunn d'Kaliumiodidpëllen, déi 2014 un d'Bevëlkerung ausgedeelet gi sinn, just ee Produktiounsdatum (2011) a kee Verfallsdatum. D'Kaliumiodidpëlle ginn a reegelméisseg Ofstänn op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet am Laboratoire national

de santé (LNS) iwwerpréift. Déi nächst Kontroll ass fir 2021 virgesinn.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéini war déi lescht Kontroll vum LNS? Fir wéini ass déi nächst virgesinn?
2. A wéi engen Ofstänn kontrolléiert den LNS de Bestand?

Réponse (22/12/2023) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi lescht Kontroll vun de Kaliumiodidpëllen ass am Mee 2022 gemaach ginn; et goufe keng Opfällgekeete bei der Analys festgestallt. Déi nächst Kontroll ass fir 2025 virgesinn.

ad 2. D'Kaliumiodidpëlle bestinn aus engem Salz, dat ënnert normale Stockagekonditiounen quasi onendlech haltbar ass. Bis elo si bei de Kontrolle keng Unzeeche vun Degradatioun festgestallt ginn. Opgrond vun der Stabilitéit vun de Pëllen, gi Kontrollen am 3-Jores-Rhythmus duerchgefouert.

.....

Plan de maintien dans l'emploi | Question **0129** (20/12/2023) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Les entreprises luxembourgeoises qui rencontrent des difficultés économiques, et qui risquent de devoir licencier du personnel, ont la possibilité de mettre en œuvre un plan de maintien dans l'emploi afin d'éviter le recours à un plan social.

Un plan de maintien dans l'emploi peut être mis en place soit à l'initiative des partenaires sociaux, soit par le Comité de conjoncture si celui-ci enregistre cinq licenciements non inhérents à la personne sur une période de trois mois ou huit licenciements sur une période de six mois.

Il s'agit d'une mesure à caractère anticipatif qui vise à éviter un plan social et donc des licenciements et à proposer des solutions alternatives, comme la préretraite-ajustement.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- 1) Combien de plans sociaux y a-t-il eus au cours des dix dernières années ?
- 2) Combien de ces plans sociaux ont été lancés pendant la durée d'un plan de maintien dans l'emploi ?
- 3) Combien de ces plans sociaux ont été lancés après l'échec d'un plan de maintien dans l'emploi ?
- 4) Combien de plans de maintien dans l'emploi ont été mis en œuvre au cours des dix dernières années ?
- 5) Combien de salariés ont bénéficié de la préretraite-ajustement au cours des dix dernières années ?

Réponse (06/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le principe d'un plan de maintien dans l'emploi est, comme son nom l'indique, de maintenir l'emploi. C'est la raison pour laquelle les plans sociaux qui visent une réduction de l'effectif d'une entreprise, ne sont généralement pas négociés lorsqu'un plan de maintien dans l'emploi est en vigueur.

ad 3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'impact économique de la pandémie du Covid 19, ce qui se répercute également au niveau du volume des plans de maintien dans l'emploi ou plans de redressement.

L'accès au chômage partiel structurel avait en effet été ouvert aux entreprises touchées par la crise pandémique. Dans ce contexte, les entreprises, selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise, devaient cependant présenter un plan de redressement, voire un plan de maintien dans l'emploi, et un plan de maintien dans l'emploi sectoriel permettait également dans certaines conditions l'accès au chômage partiel des entreprises des secteurs concernés. Cela se répercute sur les chiffres des tableaux ci-dessous.

Plans de maintien dans l'emploi :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Plans de maintien dans l'emploi sectoriels :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Plans de redressement :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....

Expansion du réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques | Question **0142** (02/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi heite Regierung huet am Koalitionsaccord ugekënnegt, fir de Bau vun ëffentleche Luedstatiounen „de manière ciblée“ auszubauen. Genee Zuele sinn awer am Koalitionsaccord keng genannt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill ëffentlech Luedstatiounen gëtt et, Stand Dezember 2023, zu Lëtzebuerg?
2. Wéi vill Luedstatiounen goufen insgesamt zu Lëtzebuerg installéiert?
3. Wéi vill Schnellluedstatiounen (opgelëscht no Leeschtung) existéieren zu Lëtzebuerg, Stand Dezember 2023?
4. Wéi een Zil huet d'Regierung sech fir de Bau vun neie Luedstatiounen gesat? Wéi vill ëffentlech Luedstatiounen solle bis 2028 gebaut ginn? Wéi vill Schnellluedstatiounen (opgelëscht no Leeschtung) solle bis 2028 gebaut ginn?

Réponse (09/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op den 31. Dezember 2023 sinn et zu Lëtzebuerg ongeféier 2.200 ëffentlech zougänglech Luedpunkte fir Elektrogefierer ginn. Ee Luedpunkt entsprécht enger Parkplaz, déi ekipéiert ass, fir en Elektroauto ze lueden. D'Iwwersiicht vun der ëffentlech zougänglecher Luedinfrastruktur féint ee beim Observatoire digital de la mobilité (www.odm.lu) an um Geoportail (<http://www.g-o.lu/emobility>).

ad 2. D'Zuel vun net ëffentleche Luedstatiounen ass der Regierung net am Detail bekannt. Iwwert de Subventionsregimm fir Borne bei Betriber, deen duerch

d'Gesetz vum 26. Juli 2022 agefouert ginn ass, si 691 Luedstatiounen, déi net ëffentlech zougänglech sinn, subventionéiert ginn (an 238, déi ëffentlech zougänglech sinn). Iwwert de Subventionsregimm fir Privatleit goufe bis den 31. Dezember 2023 Aidé fir 4.456 Luedstatiounen accordéiert.

ad 3. Op den 31. Dezember 2023 waren insgesamt 216 ëffentlech zougänglech Luedpunkte mat enger Leeschtung vu méi wéi 22 Kilowatt (kW) zu Lëtzebuerg installéiert. Dësen Tableau weist eng Opdeelung no maximaler Luedleeschtung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Der Regierung hiert Zil ass et, eng adequat Unzuel vun ëffentlech zougängleche Luedinfrastrukturen ze garantéieren, déi der Entwécklung vun der Elektromobilitéit entsprécht. D'Zuel vu Luedpunkten ass heibäi nëmmen ee Kritär, well jee no Bedarf gi verschidden Typen vu Borne mat ënnerschiddleche Luedleeschtungen gebraucht. Eng Schnellluedstatioun mat 350 kW kann zum Beispill iwwert den Dag weesentlech méi Autoe luede wéi eng 22 kW Borne. Esou wéi an der Parkraumstrategie¹ am Kapitel iwwert d'Luedinfrastruktur ernimmt, brauch een esouwuel Luedpunkte mat bis 22 kW Luedleeschtung, op Plaze wou d'Parkdauer méttel bis laang ass, wéi och Schnelllueder laanscht d'Haaptverkéiersachsen.

Dat neit europäescht Reglement 2023/1804 vum 13. September 2023 iwwert den Opbau vun Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffler leet a punkto ëffentlech zougänglech Luedinfrastruktur Mindestziler fir allegeruerten d'Memberstaate fest. Et handelt et sech heibäi awer net ëm eng Unzuel u Luedpunkten, mee ëm ee Minimum vun der kombinierter Luedleeschtung vun all den ëffentlech zougängleche Luedpunkten. Dëse Minimum u Luedleeschtung gëtt fir all Land unhand vun der Elektrifizéierung vu sengem Fuerpark berechent. Duerch dës Ziler gëtt sécher gestallt, datt all Land eng adequat Luedinfrastruktur virgesäit. Um Site vun europäeschen Observatoire fir alternativ Kraaftstoffler gesäit een, datt Lëtzebuerg säin Zil daitlech erfëllt². Am Kader vun genannten EU-Reglement wäert all Memberstaat bis Enn 2025 e Strategieprogramm virstellen, fir sécherzestellen, dass iwwerall genuch Luedstatiounen entstinn.

.....

Agence pour le développement de l'emploi | Question **0143** (02/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Virun iwwer zéng Joer ass d'ADEM via Gesetz reforméiert ginn. Aus der „Administration de l'emploi“ ass deemools eng Agence ginn, d'„Agence pour le développement de l'emploi“.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister folgend Froe stellen:

1. Ass schonn eng Evaluatioun vun dëser Reform duerchgefouert ginn? Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen aus dëser Analys? Wann nee, wéini kéint esou eng Evaluatioun an d'Weeër geleet ginn?
2. Wéi huet sech d'Zuel vun den Agenten, déi bei der ADEM schaffen, zanter der Reform entwéckelt? Wéi eng verschidde Beruufsprofiler gëtt et bei der Agence? Wéi vill sinn der am Statut vun Staatsbeamten an dem „employé public“ engagéiert?
3. Wéi vill „demandeurs d'emploi“ sinn aktuell an de Weiterbildung vum der ADEM ageschriwwen – speziell am Programm „Fit 4 Digital“?

¹ www.parken.lu
² <https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/luxembourg/target-tracker>

Réponse (07/02/2024) de **M. Georges Mischo**,
Ministre du Travail

ad 1. D'Gesetz vum 18. Januar 2012 war d'Grundlag, déi et der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) erlaabt huet, sech konstant weiderzuentwéckelen, fir sech den Eerausfuerderunge vun engem Aarbechtsmaart ze stellen, deen sech stänneg ännert a wéinst technologeschem, ökologeschem a gesellschaftlechem Wandel ëmmer méi komplex gëtt.

Zanter 2012 huet d'ADEM esou eng ganz Rei strukturell an inhaltlech Reformen duerchgefouert. E puer Haaptelementer sinn:

– D'Aféiere vun engem Service Employeur: An deem Service, deen 2013 en place gesat ginn ass, schaffen an der Tëschenzäit 90 Agenten, vun deenen déi meescht laangjäreg Berufserfahrung an der Privatwirtschaft hunn. Si kennen also d'Besoine vun de Patronen a sinn e weesentleche Facteur, dass d'Qualitéit vun de Vermëttlungen eropgaangen ass, dass nei Offere sur mesure an der Weiterbildung entstan sinn an dass eng ganz Rëtsch Jobdays zu Lëtzebuerg an am Ausland organiséiert ginn. Eng Ëmfro iwwert d'Zefriddenheet beim Patronat am Joer 2018 huet dës verbessert Relatioun tëschent der ADEM an dem lëtzebuergesche Patronat confirméiert.

– D'Aféiere vun engem „parcours personnalisé du demandeur d'emploi“ (PPDE): Zanter 2014 huet d'ADEM mam PPDE eng nei Method agefouert, fir d'Demandeurs d'emploi ze begleeden. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg ass e System entwéckelt ginn, fir d'Clientsen ze segmentéieren (Profiling) an domat eng Betreuung duerch spezialiséiert Beroder unzëbidden, déi den individuelle Besoinen ugepasst ass. Zäitgläich ass mam Aféiere vun der PPDE erreicht ginn, dass d'Clientsunzuel pro Beroder erofgaangen ass.

– Partenariater mat Representante vum Patronat a mat Weiderbildungsinstituter: Zanter 2015 huet d'ADEM mat der Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) e Partenariat pour l'emploi ofgeschloss mam Zil, d'Servicer vun der ADEM nach méi genee un d'Besoine vun de Betriber unzepassen a gläichzäitig d'Betriber fir eng nach méi enk Zesummenaarbecht mat der ADEM ze sensibiliséieren. D'ADEM schafft och Hand an Hand mat de wichtegsten ëffentlechen a private Weiderbildungsacturen hei am Land a kann doduerch seng Up- a Reskilling Offer konstant erweideren an de Besoine vum Aarbechtsmaart upassen.

– D'Reorganisatioun vun de Finanzdéngschtleeschungen: D'ADEM gëtt den Demandeur, den Auszubildenden an den Entrepreneuren eng ganz Rei vu finanziellen Hëllef. Fir méi effizient a séier ze schaffen a fir d'Kontroll vun de Finanzhëllef ze verbesseren, ass de ganze Beräich Finanzhëllef reorganiséiert an no Clientgruppen opgestallt ginn.

– D'Aféiere vun digitale Servicer: Zanter Jore bitt d'ADEM eng Rëtsch vun hire Servicer och digital un. Esou ass zanter Ufank vun der Pandemie de ganze Prozess vum Chômage partiel digital gi fir d'Betriber. D'Demandeurs d'emploi kënnen sech online bei der ADEM aschreiwen (iwwer MyGuichet) a verschidde finanziell Hëllef, wéi d'Aide à la formation professionnelle, online ufroen. Mam Programm eADEM, deen d'ADEM aktuell zesumme mam CTIE duerchféiert, gëtt déi néideg Infrastruktur geschaaft, fir an Zukunft aner wichteg Beräicher wéi Finanzhëllef, PPDE oder Matching ze digitaliséieren an de Bierger a Betriber Servicer online iwwert den neie Portail „MyADEM“ unzëbidden.

– Strategie ADEM 2025: Mat der Strategie ADEM 2025, déi 2021 ausgeschafft ginn ass, huet d'ADEM sech e Kader ginn, fir sech och an Zukunft cibléiert weiderzuentwéckelen. Niewent eng klorer Visioun

an der Definitioun vu senge Wäerter goufen néng strateegesch Ziler definéiert, déi et der ADEM erlaben, d'Clientservicer an déi intern Organisatioun och fir d'Zukunft ze rëschten.

Als Member am europäesche PES Network, dat 2014 op Decisioun vum Europäesche Parlament a vum Europarat gegrënnt ginn ass, fir d'Zesummenaarbecht tëschent den ëffentlechen Aarbechtsverwaltungen an Europa ze stäerken, hält d'ADEM reegelméisseg un Assessmenter deel. Dës gi vun der Europäescher Kommissioun an Zesummenaarbecht mat externe Beroderfirmen a Peers nom Common Assessment Framework (CAF), ofgeleet vum EFQM (European Foundation of Quality Management) Excellence Modell, duerchgefouert. Bei de Benchlearning Assessmenter ginn engersäits quantitativ Donnéeë gekuckt an andersäits sur place de Fonctionnement vun der Aarbechtsverwaltung evaluéiert. Bei de viregten Assessmenter, déi 2016, 2018 an 2022 (online) duerchgefouert gi sinn, ass d'ADEM zertifizéiert ginn als Verwaltung, déi sech konstant weiderentwéckelt an déi néideg Schrëtt ënnerholl huet, fir sech den zukünftigen Eerausfuerderungen ze stellen.

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Betreffend déi verschidde „Berufsprofiler“, si bei der ADEM 63 „fonctions“ definéiert. Duerch d'Weiderentwécklung an déi kontinuierlech Verbesserung vun hire Servicer an och duerch d'Transformation digitale kommen nach déi eng oder aner nei Funktiounen, nei Berufsbiller, an Zukunft dobäi.

ad 3. Aktuell (31. Dezember 2023) si 430 Demandeurs d'emploi an enger Weiterbildung ageschriwwen, déi vun der ADEM organiséiert gëtt. Iwwert d'ganz Joer 2023, hu 5.100 (verschidden) Demandeurs d'emploi u mindestens enger Formatioun deelgeholl. Dat waren insgesamt iwwer 6.000 Aschreiwungen a Formatiounen, dovun 4.900 Formatioune vun der ADEM (a Kollaboratioun mat hire Formatiounspartner), 600 Formatioune bei de Chambres professionnelles (Chambre de Commerce, Chambre des Salariés, Chambre des Métiers) déi iwwert e „contingent“ fir Demandeurs d'emploi erméiglecht goufen, a 560 extern Formatioune mat enger Aide financière vun der ADEM. Zousätzlech huet d'ADEM 2023 nach 11.000 GICEA-Bonge verginn (déi eng Formatioun zu engem reduzéierte Präis vun 10 € a Gemengen, Schoulen an Associatiounen erméiglechen), wouvun der 6.800 ageléist goufen.

De Programm Fit 4 Digital ass kee Programm vun der ADEM, mee e Programm vu Luxinnovation fir Entrepreneuren. D'ADEM organiséiert awer ganz vill Formatiounen am digitale Beräich, vu fundamentalen Digital Skills bis zu avancéierten/spezialiséierten IT-Kenntnisser (Coding, Data Analytics etc.). Am Joer 2023 hu 630 Demandeurs d'emploi un esou Formatiounen deelgeholl.

.....
Avances sur l'impôt | Question **0144** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Séance publique N° 8 vum 20. Dezember 2023 ass de Gesetzesprojet 8343 gestëmmt ginn. Duerch dësse Vote vun der Chamber gëtt de Steuerbarème am Januar 2024 ëm 4 Indexranchen ugepasst. Duerch dës Upassung sinn d'Berechnung vun de Steueravancé fir d'Joer 2024, déi nach op de Jore virdrun opbauen, net adaptéiert. Konkreet bezuelen déi betraffe Leit ze héich Avancen, obwuel hinne bewosst ass, dass se duerch dës Adaptéierung manner bezuele missten. E proaktiiv adaptéiert Zréckbezuere géif Strofzëse mat sech bréngen an ass domat och net

wierklech eng envisagéierbar Optioun. Et stellt sech also d'Fro, wéi een déi betraffe Bierger kann ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, d'Steueravancé vun de betraffene Leit nei ze berechnen an hinnen nach am éischten Trimester 2024 eng passend Kommunikatioun ze schécken?

2. Falls nee: Gëtt et Iwwerleeunge säitens dem Ministère, d'Strofzësen an engem Fall vu proaktivem adaptéierten Zréckbezuelen ze annulléieren?

3. Falls nee: Net adaptéiert Steueravancé féieren héchstwahrscheinlech zu méi héije Réckbezuelungen un déi betraffe Stéit. Wéi ee Montant ass fir dës konkrete Kontext am Budget virgesinn?

Réponse (19/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Wéi et am Artikel 135 vum Akommessteiergesetz (L.I.R.) virgesinn ass, gi Steueravancé prinzipiell op Basis vun der leschter Besteuerung festgesat. Des Weidere kann d'Steierverwaltung d'Avancen upassen, wann Elementer bekannt sinn, déi eng Reduktioun oder eng Erhéijung rechtfäerdeg. Eng allgemeng automatesch Upassung vun den Avancé wéinst ë. a. enger Adaptatioun vum Barème oder dem Entfale vun enger Indexranchen ass net virgesinn.

Net adaptéiert Steueravancé féieren net onbedéngt zu méi héije Réckbezuelungen un déi betraffe Stéit, virun allem, wann ee berücksichtegt, datt op der enger Säit d'Avancen op Basis vun der leschter Besteuerung festgesat goufen (z. B. d'Steierjoer 2022 oder 2021), wou déi professionell Revenue fir d'Steierjoer 2024, bedéngt duerch d'Indexéierung, gegebenefalls méi héich ausfale wäerten, an datt op der anerer Säit de Steuerbarème fir d'Steierjoer 2024 ëm 4 Indexranchen ugepasst gouf.

Esou soll de Steuerzueler sech un de leschten Tableau vun den Avancen halen, deen hie vun der Steierverwaltung geschéckt kritt huet. Zënse gi gerechent, wann de Steuerzueler d'Echeance vun de festgesaten Avancen net respektéiert. Den uewe genannten Akommessteierartikel gëtt awer dem Steuerzueler d'Méiglechkeet, iwwert de Wee vun enger motivéierter Ufro seng Avancen upassen ze loossen, falls seng steierlech Situatioun sech weesentlech verännert.

Am Fall wou et bei engem „proaktiv adaptéierten Zréckbezuere“ vun den Avancé säitens dem Steuerzueler zur Fixatioun vun Zënse kënn, a sech effektiv sollt erausstellen, datt déi initial fixéiert Avancen ze héich waren, gesäit den Artikel 155 (4) L.I.R. vir, datt bei all Reduktioun vun der Steuer e Recalcul vun den Zënse stattfënt.

Am groussherzogleche Reglement vum 22. Dezember 1981 zum Artikel 155 (4) L.I.R. gëtt weider präziséiert wat d'Avancé betrëfft, datt bei esou engem Recalcul vun den Zënse d'Imputatioun vun der Reduktioun vun der Steuer op all eenzel Echeance vun den Avancé gläichméisseg verdeelt gëtt, fir de Remboursement ze rechnen.

Et ass och keng Fro vu Budget, dee misst virgesi ginn, vu datt d'Reckbezuere iwwert dee selwechten Article budgétaire leeft, iwwert deen d'Steieren och erauskommen.

.....
Mendicité organisée | Question **0145** (03/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Heescherei an hire verschidde Formen ass am Dezember 2023 e grousst politesch a sozialt

Theema an eiser Gesellschaft gewiescht. Et ass vun der Regierung an och eenzele Gemengepäpp dorops higewise ginn, dass virun allem déi organiséiert Heescherei am Zentrum vun de Suergen an den neie Reglementatioune steet. Konkreet soll d'Police an deem Kontext zum Beispill ab Januar an der Stad Lëtzebuerg géint déi organiséiert Heescherei virgoen. An anere Gemengen, wéi zu Dikrech, stinn änlech Iwwerleeunge schonns länger am Gemengereglement. D'Argumenter säitens der Regierung bauen op villen Temoignagen op, déi an deem Kontext der Stad Lëtzebuerg zougedroen an zougeschéckt gi sinn. Et stellt sech awer d'Fro vun enger statistescher Tragabilitéit vun dese Fäll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi vill Fäll vun organisierter Heescherei sinn an de leschte 5 Joer pro Gemeng vun der Police notéiert ginn?
2. Wéi vill vun dësen notéierte Fäll konnte final opgeléit gi pro Gemeng?

Réponse (27/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. Den Tableau heidrënner enthält fir d'Joren 2019–2023 déi gesamt Unzuel vu Fäiten, déi viséiert si vun den Artikelen 342 bis 347 vum Code pénal, wou d'Police Protokoll erriicht huet, ventiléiert no Gemeng.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'Police schreift Protokoller, wa se eppes feststellt an de Parquet decidéiert, wéi eng Suite et gëtt.

Laut dem informatesche System vun de Justizautoritéite sinn an deem uewe genannten Zäitraum 3 Dossieren am Stater Arrondissement judiciaire an 3 Dossieren am Dikrecher Arrondissement judiciaire wéinst „mendicité aggravée“ opgemaach ginn. Dobäi ass ze präziséieren, dass 1 Dossier eng ganz Rei vu Rapporten a Protokoller ka beinhalten, sou dass ee vun der Zuel vun de Protokoller net op d'Zuel vun den Dossiere beim Parquet ka schléissen. Des Weidere sinn déi Fäll, wou Mannerjäreger concernéiert sinn, net mat abegraff.

Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0170 erkläert ginn ass, gouf eng substanzuell Enquête vun der Police judiciaire an de Joren 2020, 2021 an 2022 gefouert fir Fäll vun Heescherei am Grupp, falschen Dokumenter, Déifstall, Bedroungen a Bedruch, déi duerch Mannerjäreger begaange goufen.

Dës Enquête huet awer d'Limite vun den Enquêteméiglechkeeten an deem Ëmfeld gewisen, well se et net erlaabt huet, d'Hannermänner ze identifizéieren, trotz de sëllegen Demarchen, déi ënnerholl goufen, an enger Ufro, fir eng europäesch Enquête opzemaachen, déi un déi auslännesch Justizautoritéite geriicht gouf.

Chasses battues | Question 0147 (03/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Alljoers, vun ongeféier Mëtt Oktober bis Mëtt Dezember, si während enger Rei Wochen iwwerall am Land vill Klappjuegten. Während dëser Zäit gouf an de Medien, souwuel an den digitale Medie wéi och an de Printmedie respektiv um Radio, eng grouss ugeluechte Sensibiliséierungscampagne vum Mobilitéitsministère lancéiert, fir d'Leit drop hinzuweisen, dass d'Saison fir d'Klappjuegten ugefaangen huet a Persounen hir Vitess op de betrouffene Stroosse sollen upassen.

Do dernieft stellen och d'Jeeër selwer nach Schëlde op, fir de Public drop opmierksam ze maachen, dass zu engem gewëssenen Zäitpunkt op enger Plaz eng Juegd ass. Op dese Schëlde laanscht d'Stroosse sinn dacks och Schëlde gemoolt, déi eng maximal Vitess vun 30 km/h virschreiwene.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau, Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi vill huet dës Campagne insgesamt kascht, opgeléit no der Aart vun de verschiddene Medien?
2. Sinn d'Vitesslimitatioun oder aner Stroossebeschränkung souwéi Spärung vu Parkingen oder anere Plazen, déi net vu P&CH oder der Gemeng opgestallt oder virgeholl gi sinn (wéi zum Beispill d'Schëlde vun de Jeeër, déi uweisen, dass eng Klappjuegd stattfënnt an op de betrouffene Stroosse soll mat 30 km/h gefuere ginn) rechtlech bindend? Wa jo, wat ass déi entspreche Base légale dofir?

Réponse (05/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Käschtepunkt vun der Campagne, déi an Ofsprooch mat der „Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg ASBL“ gemaach ginn ass, fir d'Leit op d'Organisatioun vun de Juegten opmierksam ze maachen an do, wou d'Juegte sinn, dann och besonnesch op Mënsch an Déier opzepasst an hire Fuerstil deementspreechend unzepassen, huet sech op insgesamt 26.445 Euro chiffriert, dovunner 12.770 Euro fir d'Kreatioun, 11.675 Euro fir d'Diffusioun vum Radiospot op RTL Radio an 2.000 Euro fir d'Diffusioun op de soziale Medien (all Montant HTVA).

ad 2. All Organisatioun oder Privatpersoun, déi Pannoe laanscht d'Staatsstroosse wëll opstellen, muss eng begrënnten Ufro stellen, dat ënner der Form vun enger „Demande de permission de voirie“ nom Gesetz vum 21. Dezember 2009. De Minister, deen d'ëffentlech Aarbechten a sengen Attributiounen huet, stellt d'Autorisatioun un de Demandeur aus, deen d'Pannoen da konform zur Autorisatioun dierf opstellen.

All verbindlech Verkéiersreglementatioun muss duerch den zoustännege Gestionnaire vun der ëffentlecher Strooss (Staat oder Gemeng) eng rechtlech Basis kréien, dat duerch ee groussherzoglecht oder ministeriellt Reglement, oder ee Gemengereglement. Dës Schëlde mussen dann och dem Code de la route entsprechen. Rechtlech verbindlech Verkéiersschëlde si Verbuete-, Restriktioun- an Obligatiounschëlde.

Et muss also kloer een Ënnerscheid gemaach ginn tëschent Pannoen a verbindleche Verkéiersschëlde, wouzou och Vitesslimitatioune gehéieren. D'Pannoe, déi d'Jeeër am Kader vu Klappjuegten opstellen, si Pannoe mat Sensibiliséierungscharakter, a si rechtlech net bannent.

Dës Pannoe maachen d'Automobilisten*innen op d'Gefor vun enger Klappjuegd opmierksam, déi dann hir gefuere Vitessen der Gefor sollen upassen, dat, fir de Risiko vun Accidenter ze minimiséieren.

Subsides pour les asiles d'animaux | Question 0148 (03/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Traditionell heescht et an den Déierenasyler no de Chrëschtdeeg oder an den Zäite vun der Summervakanz: „Alle Jahre wieder“. Zu dësen Zäite ginn d'Zuele vun den Déieren, déi an den Asyler landen, däitlech

erop. Déierenasyler leeschten ee wichtege Bäitrag am Schutz vun den Déieren, well se den Déieren, déi net méi dierfen oder kënnen an hirem Doheem bleiven, eng Méiglechkeet ginn, gutt ënnerzekommen an een neit Doheem ze fannen. Et gëtt vill Fäll, wou Persoune mat verschiddenste Grënn sech net méi selwer kënnen ëm hiert Hausdéier këmmere an et mussen an engem Asyl ofginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

– Wéi vill Subside goufe vum Lëtzebuerg Staat an de leschte 5 Joer un Déierenasyler (opgeléit pro Standuert) respektiv un d'ASBLen, déi entspreche Struktur bedreiwen, ausbezuel?

Réponse (06/02/2024) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Serge Wilmes, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De follgenden Tablo renseignéiert opgedeelt no Déierestatioun a Joer iwwert déi vum Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau bezuelte Subsiden.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Doriwwer eraus huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit spezifesch d'Wëlldéierestatioun Diddeleng och iwwert déi lescht Joren ënnerstëtzt. Heibäi handelt et sech ëm Subventiounen, déi am Kontext vu Konventiounen ausbezuel ginn. D'Wëlldéierestatioun als Opfänkstatioun fir all Déieren, déi net Hausdéiere sinn, huet domat d'Missioun, z. B. Vullen (déi ëmmer ee Schutzstatus hunn) ze pfliegen. Des Weideren ass et wichteg, dës Déieren duerno op eng Réckféierung an d'Natur virzebereeden. Well d'Wëlldéierestatioun eenzegaarteg zu Lëtzebuerg ass, bedarf se dowéinst och der néideger Ënnerstëtzung am infrastrukturelle Beräich.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Service « Protection Mail » de POST Luxembourg | Question 0151 (08/01/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Enn Dezember d'lescht Joer krute Cliente vu POST-Telecom e Mail, datt si mat „Protection Mail“ während den nächste sechs Méint gratis en zousätzleche Sécherheitsservice zur Verfügung gestallt kréien. Dobäi soll et sech zum engen ëm e Spamfilter an op där anerer Säit ëm en Antivirus handelen. Falls si sech während där Zäit net aktiv bei POST mellen, hunn si de Service duerno automatesch fir zwee Euro de Mount abonéiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomiesminister gär dës Fro stellen:

1. D'Cliente goufen den 20. Dezember iwwer „Protection Mail“ informéiert, obwuel dës dem selwechte Mail no schonn am Oktober aktivéiert gouf. Wéi wierkt sech dës Verzögerung op d'Asprochsméiglechkeete vun engem dauerhaften Abonnement vu „Protection Mail“ aus? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang präziséieren, ob a wéi et rechtlech mam Konsumenteschutz vereinbar wier, de Leit sechs Méint Zäit ze ginn, fir ze widdersprechen, awer se réischt zwee Méint nom Start vun deem Delai ze informéieren?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi eng zousätzleche Service „Protection Mail“ vis-à-vis vu standardiséierte Sécherheitsmoosname bitt, déi all E-Mail-Ubidder gratis zur Verfügung stellt, fir déi entspreche Zousazkäschte fir d'Clienten ze begrënnen?

Réponse (01/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Cyberugréff ginn ëmmer méi komplex a méi raffinéiert. E klasseschen Antivirusprogramm ass eng minimal Léisung, mee protegéiert net komplett an et ass domat och net méiglech, déi sëllege Spam-Mailen erauszefilteren.

POST Lëtzebuerg erkläert op Nofro hin, dass d'Aktivatioun vun der Basisversioun vum Service „Protection Mail“ an e puer Welle vun Oktober 2023 un néideg war, fir op dat massiivt Benotze vun „@pt.lu“ Mailadresse fir Cyberugréff ze reagéieren, gréissere Schued duerch Phishing Campagnen ofzewenden an ze verhënneren, dass dës Mailadresse vun aneren Operateuren a Servicebidder géifen op schwaarz Lëschte gesat ginn.

POST Lëtzebuerg huet decidéiert, dës Basisversioun gratis unzebidden, och iwwert déi sechs Méint eraus, ouni dass de Client dofir eppes maache muss.

Fir Clienten, déi déi beschtméiglech Protektioun wëllen hunn, virun allem fir d'Erkenne vu Phishing, proposéiert POST Lëtzebuerg déi avancéiert Versioun vu „Protection Mail“ fir 2 Euro de Mount. Fir dës Optioun gëtt de Client explizitt vu POST Lëtzebuerg ëm seng Zoustëmmung gefrot.

POST Lëtzebuerg proposéiert eng Léisung, déi wäit iwwert de Minimum, dee gratis ugebuede gëtt, erausgeet an d'Clienten nom neiste Stand vun der Technik virun all Zorte vu Phishing a Spam-Maile schützt. Dat setzt den Asaz vun zousätzleche Servicer a Software viraus, déi duerch déi néideg Softwarelizenzen a Personalkäschten e Käschtpunkt duerstellen.

.....

Directive européenne sur les travailleurs de plateforme | Question **0152** (08/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Un projet de directive européenne visant la réglementation du travail de plateforme fait actuellement l'objet d'une négociation dite « trilogue » au niveau européen. Les États membres n'ont jusqu'à présent pas réussi à trouver un accord commun sur ce texte suite à leurs positions divergentes en la matière. Ainsi le 22 décembre 2023 lors d'une réunion des représentants permanents des États membres (COREPER) les États membres n'ont pas pu réunir la majorité requise pour adopter un texte.

Un accord fort et ambitieux sur cette directive européenne assurant aux travailleurs de plateforme les garanties, droits et protections nécessaires tel que mentionné dans l'accord de coalition 2023-2028 semble donc peu probable.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelle position le Gouvernement a-t-il défendue lors de ces négociations du 22 décembre 2023 ? A-t-il voté pour l'accord conclu entre la Commission européenne, la présidence du Conseil et le Parlement européen ?

2) Monsieur le Ministre peut-il élaborer ce qu'il entend par « garanties, droits et protections nécessaires » à prévoir dans la directive en question ?

3) Monsieur le Ministre envisagera-t-il de légiférer en matière de travail de plateforme en l'absence d'une directive européenne ou si une telle directive ne répond pas aux attentes formulées dans l'accord de coalition ?

Réponse (08/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Le Luxembourg plaide dès le début des négociations pour une directive forte qui établit un cadre

légal protecteur pour les personnes exerçant un travail par le biais d'une plateforme numérique. Le Luxembourg a donc soutenu la position qu'il est important de réglementer cette forme de travail atypique et précaire le plus rapidement possible en trouvant un bon équilibre en ce qui concerne les droits et obligations des parties contractantes sans toutefois sanctionner les vrais indépendants.

Pour ce qui est des différents indicateurs de la présomption légale, le Luxembourg a estimé que la version de l'accord provisoire a atteint un bon curseur, étant donné que le travailleur de plateforme peut être considéré comme la partie la plus faible de la relation contractuelle en question.

Enfin, le Luxembourg a aussi salué l'introduction de la disposition visant à ce qu'une décision de suspendre ou de terminer la relation de travail ou le compte d'utilisateur d'un travailleur de plateforme devrait toujours être prise par un être humain et ne peut plus être prise par un algorithme.

Vu ce qui précède, le Luxembourg a donc voté pour l'accord conclu entre la Commission européenne, la présidence du Conseil et le Parlement européen.

ad 2) Les plateformes de travail numérique ont introduit de nouvelles formes d'organisation du travail qui remettent en question les droits et obligations existants dans les relations de travail classiques et les droits sociaux. Souvent les plateformes ne se voient pas comme un employeur, mais se considèrent comme un intermédiaire assurant des services par le biais d'une plateforme numérique. De manière générale, elles considèrent que les personnes exécutant un travail par l'intermédiaire d'une plateforme sont des travailleurs indépendants alors qu'ils se trouvent en fait dans une relation de subordination manifeste. Ces personnes sont particulièrement susceptibles d'être confrontées à des conditions de travail désavantageuses et à un accès insuffisant à la protection sociale. Une qualification trompeuse en tant qu'indépendant ou commerçant prive ces personnes des droits et protections auxquels elles ont droit en tant que salariés.

Il est donc indispensable que la plateforme numérique, personne physique ou personne morale, qui sert d'intermédiaire en organisant des prestations de services au moyen d'un dispositif technique, puisse, dans certains cas, être qualifiée d'employeur afin d'assurer une protection sociale efficace aux salariés concernés (sécurité sociale, salaire social minimum, etc.).

ad 3) Oui, en cas d'absence d'une directive européenne ou si une telle directive ne répond pas aux attentes formulées dans l'accord de coalition, le Gouvernement déposera un projet de loi à la Chambre des Députés.

.....

Non-participation aux élections législatives | Question **0153** (08/01/2024) de **M. Georges Engel** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En vertu de la loi électorale, le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales. Le dimanche 8 octobre 2023, les électeurs luxembourgeois ont été appelés aux urnes et ont élu leurs représentants qui siégeront en tant que députés à la Chambre des Députés durant la prochaine législature. Cependant, un nombre important d'électeurs inscrits n'a pas participé à ces élections. Ce phénomène s'est déjà manifesté lors des élections communales en 2023.

D'après l'article 90 de la loi électorale, le procureur d'État dresse, commune par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le parquet a effectivement dressé de tels relevés à la suite des dernières élections nationales ? Quelles sont les conclusions que le parquet a tirées de ces relevés ?

2) Est-ce que des amendes, telles que prévues par la loi électorale en cas de non-participation au vote, ont effectivement été prononcées ? Si oui, dans combien de cas ?

3) Est-ce que le nombre de personnes n'ayant pas participé au vote a été impacté par l'assouplissement des conditions du vote par correspondance ?

4) Afin de faciliter la tâche au parquet, est-ce qu'une modification législative de la loi électorale serait une piste à suivre ?

5) D'après Madame la Ministre, l'introduction du vote électronique pourrait-il contribuer à réduire le chiffre de non-participation aux élections législatives ?

Réponse (05/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Le parquet a conformément à l'article 149 de la loi électorale réceptionné les répertoires des électeurs qui n'ont pas pris part à l'élection figurant sur les relevés électoraux dressés par les bureaux de vote.

Ces répertoires contiennent toutefois l'ensemble des électeurs qui n'ont pas remis de bulletin y compris les électeurs excusés de droit conformément à l'article 89 de la loi électorale, c'est-à-dire les électeurs qui au moment de l'élection habitent une autre commune que celle où ils sont appelés à voter, les électeurs âgés de plus de 75 ans et les électeurs en tutelle, ainsi que les électeurs qui ont voté par correspondance mais dont le bulletin n'est pas parvenu aux bureaux de vote.

Il incomberait donc dans un premier temps aux parquets d'identifier tous les électeurs susceptibles d'avoir contrevenu à la disposition légale, puis aux autorités compétentes (police) de les auditionner individuellement étant donné que le ministère public ne peut pas apprécier l'opportunité des poursuites sans audition de l'auteur de l'infraction.

Vu l'envergure des mesures d'enquête à accomplir le parquet n'établit donc plus de relevé par commune, conformément à la politique de poursuite existant en la matière depuis des décennies.

ad 2) Non.

ad 3) Tout d'abord, il y a lieu de rappeler que l'assouplissement des conditions du vote par correspondance est une mesure spécialement dédiée à encourager la participation au vote, certes obligatoire, en offrant aux électeurs le choix de se rendre aux urnes sinon d'y participer à distance.

Tel qu'il a été expliqué sub 1, pas tous les électeurs qui sont recensés comme des non-votants sont des électeurs non excusés. Or, vu l'absence de chiffres par rapport aux différentes hypothèses explicitées ci-dessus, il n'est actuellement pas possible d'évaluer si l'assouplissement des conditions de vote par correspondance a eu un impact ou non sur la participation électorale.

ad 4) En théorie, la digitalisation du processus des élections pourrait faciliter l'identification des non-votants tombant sous l'obligation de vote. Néanmoins, la question de la politique de poursuite en la matière ne s'en trouverait pas nécessairement affectée.

D'une part, le fait de poursuivre pénalement les non-votants mettrait le parquet dans une situation délicate au vu du volume des affaires potentielles : les tribunaux se trouveraient submergés par d'innombrables affaires ne présentant guère une énergie criminelle élevée dans le chef des auteurs. Les autres affaires pénales, méritant un traitement au niveau de la poursuite, s'en trouveraient lourdement affectées. Le parquet se trouverait en fait amené à poursuivre sans distinction tous les non-votants soumis au vote obligatoire, en ce qu'il est difficilement concevable, dans le cadre d'une politique de poursuite cohérente, de poursuivre tel non-votant et non par tel autre.

ad 5) Comme on a pu constater que malgré l'assouplissement des conditions pour demander le vote par correspondance, le taux des absentéistes a augmenté, l'introduction d'une nouvelle facilité pour encourager la participation au vote, tel que le vote électronique, ne doit donc pas non plus forcément impliquer une baisse de ce taux.

Devise Beki | Question 0154 (09/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

À la fin de la semaine passée, le syndicat intercommunal du canton de Redange a annoncé mettre fin à son soutien au Beki, devise locale créée en 2012 et acceptée depuis sa création par quelque 123 commerces et entreprises locaux. D'après les responsables de l'initiative regroupés au sein de l'ASBL « De Kär », cette décision, prise majoritairement au sein du syndicat intercommunal, serait le résultat de changements politiques intervenus après les dernières élections communales de juin 2023.

Malgré le succès de la devise Beki, mesuré à l'aune d'autres devises locales et régionales européennes, un Beki passant en moyenne 5 fois dans les commerces de la région avant d'être échangé en euro, il aurait été décidé de mettre fin au soutien à cette initiative, sans discussion préalable avec les responsables gérant le Beki. Le Beki est également un succès au vu du nombre de commerces et entreprises participant à l'initiative.

– Au vu de l'importance de ce projet pour l'économie locale et régionale du canton de Redange, mais aussi au regard du caractère précurseur de cette monnaie locale pour favoriser le développement de circuits et d'interactions locales et régionales, nous aimerions savoir si le Gouvernement compte intervenir pour soutenir, sous une forme ou une autre, le Beki afin d'en garantir la pérennité.

Réponse (08/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Le Gouvernement prend note de la décision du syndicat intercommunal et n'envisage pas d'intervenir, ceci dans le respect de l'autonomie communale.

À noter que le projet de devise locale a bénéficié de fonds LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale, une initiative de l'Union européenne visant à établir des liens entre projets et acteurs de l'économie en milieu rural).

Effectifs de la douane à l'Aéroport de Luxembourg | Question 0156 (09/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0049 huet d'Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte Follgende geäntwert: „D'Ekippe bei der Douane um Flughafe sinn op déi potentiell Méibelaaschtungen duerch déi direkt Vollen aus China preparéiert. Wéi bei all nei Drëttlandsvollen üblech, sinn d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert. An enger zweeter Phas, baséierend op deenen éischten Erfahrungswärter, ginn d'Ekippe gegebenefalls ugepasst. Dëst natierlech am Aklang mat de weideren Attributione vun der Douanesverwaltung.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi vill Ekippen huet d'Douane aktuell op der Arrivée fir Passagéier um lux-Airport?
2. Aus wéi ville Persoune bestinn déi eenzel Ekippen, opgedeelt no vereedegte Staatsbeamten a Stagiären?
3. Eis gouf zougedroen, dass a méi Ekippe scho länger Leit feelen a si ënnerbesat sinn. Zënter wéini feele Leit an deenen eenzelnen Ekippen?
4. An der Äntwert op meng drëtt Fro aus der parlamentarescher Fro N° 0049 steet, dass bei der Douane d'Ekippen an dëser éischter Phas, an där de Flux nach nei ass, renforcéiert gi wieren. Wéi vill Leit goufen zousätzlech bei der Douane zënter der Annonce vun den Direktvollen tëscht Lëtzebuerg a China als Renforcement op d'Arrivée gesat?
5. Kann de Minister bestätegen, dass d'Renforcement, vun deenen d'Ministesch schreift, aus Leit aus aneren Ekippen op der Arrivée bestinn, déi hire Schichtplang géinnert kruten, wat am Géienzuch awer fir e grouesse Personalmangel an den ursprénglechen Ekippe suergt?
6. Wat ass geplangt, fir de Personalmangel laangfristeg an de verschidde Ekippen ze behiewen?

Réponse (02/02/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Kontrollen am Douanesberäich um Flughafe gi vun der „Unité contrôles sécuritaires – contrôles aéroportuaires“ assuréiert. An dëser Unitéit besteet aktuell fir de Beräich vun der „Arrivée passagers“ een dediéierte Pool vun 18 Beamten, déi vereedegt sinn. Doriwwer eraus gëtt et 4 Beamten, déi de Stage fäerdeg hunn an op hir Vereedegung waarden a 4 Stagiären, déi viraussichtlech Ufank 2025 wäerte mam Stage fäerdeg ginn.

Den Dispositif op de jeeweilege Schichte ka jee no Prioritéiten, Flugpläng a Méibelaaschtung opgedeelt an ugepasst ginn, dëst jeeweils mat engem Maximum vun 2 Stagiäir pro Schicht.

Op der Arrivée konnten an der Vergaangenheet d'Schichten ëmmer assuréiert ginn. Dëst verhënnert net, dass d'„Unité contrôles sécuritaires – contrôles aéroportuaires“ am éischten Trimester 2024 duerch nei vereedegt Beamte verstärkt wäert ginn. Dës Rekrutement sinn 2022 ugaangen a wäerten och am Pool „Arrivée passagers“ eng quantitativ zousätzlech Opstockung vum Personal um Findel duerstellen.

Den Dispositif op de jeeweilege Schichte vum Pool „Arrivée passagers“ ass flexibel a kann och kuerzfristeg, wann de Besoin besteet, mat Beamten aus anere Servicer operationell verstärkt ginn.

Ufanks, a wéi bei all neiem Drëttlandsvoll üblech, goufe méi Leit op d'Schichten „arrivée/départ“ vun den Drëttlandsvollen aus China gesat. Aktuell ass

festzehalen, dass et wéinst dem Drëttlandsvoll aus China kee Besoin gëtt, fir Beamten aus anere Servicer ofzeseien, fir se op de Flughafen ze affektéieren.

Fir den noutwennige Renforcement beim Effectif maachen ze kënnen, huet d'Douane, dem „Accord relatif au temps de travail et de repos dans l'Administration des douanes et accises“ aus dem Joer 2022 entspreichend, d'Zouso bis 2030, niewent den Ofgäng an d'Pensioun, netto all Joer 10 nei Rekrutement virhuelen ze kënnen. Dëst, fir d'Missiounen, déi ëmmer méi breetgefächert ginn, och an Zukunft kënnen an de beschtméigleche Konditiounen ze erfëllen an ee Service 24/7 ze garantéieren.

Construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes reliant la zone industrielle de Hamm à la gare ferroviaire de Cents-Hamm | Question 0157 (10/01/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Au vu des nombreuses entreprises, administrations et d'un établissement scolaire implantés dans la zone industrielle de Hamm, et dans le but d'encourager le recours à des moyens de transports alternatifs, une connexion optimale aux transports en commun est indispensable.

Or, comme la zone industrielle est séparée de la gare ferroviaire de Cents-Hamm par la N2, route très fréquentée et dangereuse à croiser, en particulier aux heures de pointe, ceci pourrait avoir un effet dissuasif à l'utilisation du train, notamment en ce qui concerne les élèves de l'école susmentionnée.

Ainsi, la construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes, d'ailleurs revendiquée par les syndicats des intérêts locaux de Cents et de Hamm, permettrait de relier la zone industrielle à la gare ferroviaire de manière sécurisée et augmenter l'attractivité des transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Est-il prévu de construire une telle passerelle afin d'améliorer la sécurité routière et de promouvoir les transports en commun à cet endroit ?

– Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des détails y relatifs, notamment quant aux coûts, au début et à la durée des travaux estimés ?

– Y a-t-il déjà eu des contacts entre la Ville de Luxembourg et les services de Madame la Ministre à ce propos ?

– Dans ce cadre, Madame la Ministre peut-elle préciser la répartition des compétences pour la réalisation du projet en question ?

– Dans la négative, un tel projet serait-il envisageable ? Quelles seraient les raisons éventuelles pour renoncer à un tel projet ?

Réponse (13/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

– Un projet de construction d'une passerelle dédiée aux piétons et cyclistes permettant le franchissement de la route nationale N2 et ce, afin de relier la gare ferroviaire Cents-Hamm à la zone d'activités, n'est pas envisagé à ce stade.

Néanmoins, des aménagements à ces endroits ont été réalisés par l'Administration des ponts et chaussées afin d'assurer la sécurité des piétons et cyclistes traversant la route nationale N2. Le passage piéton à hauteur de l'intersection avec la rue des Peupliers a été réaménagé et équipé de feux tricolores et d'un îlot refuge. À l'instar de ce passage piéton, le

passage combiné à hauteur de l'ouvrage, aménagé dans le cadre de sa construction et reliant la rue des Alouettes à la route nationale N2, a également été équipé de feux tricolores et d'un îlot refuge.

Par ailleurs, la vitesse maximale autorisée sur cette portion de la route nationale a été réduite de 70 km/h à 50 km/h.

– Aucun contact n'a encore été établi entre la Ville de Luxembourg et les services de l'Administration des ponts et chaussées à ce sujet.

– L'Administration des ponts et chaussées pourrait envisager la construction d'un tel ouvrage s'il constituait un maillon essentiel d'une liaison cyclable faisant partie du réseau national des itinéraires cyclables déterminé par la loi modifiée du 28 avril 2015. Quant au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des CFL, il envisagerait un tel ouvrage uniquement si ce dernier était la seule possibilité pour permettre l'accès sécurisé aux deux quais ferroviaires, ce qui n'est pas le cas, puisque cet arrêt a été reconstruit lors de la mise à double voie du tronçon de ligne Luxembourg-Sandweiler/Contern avec un passage supérieur routier qui est également muni de trottoirs avec des escaliers et ascenseurs menant directement aux deux quais.

Si un acteur tiers envisageait la réalisation d'un tel projet, celui-ci serait à autoriser par une permission de voirie conformément à la loi modifiée du 21 décembre 2009.

Langues parlées par le personnel de POST | Question 0159 (10/01/2024) de M. Tom Weidig (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, si vill Cliente vu POST mëttlerweil gezwongen, an de Guichete vum Établissement public op déi franséisch Sprooch zeréckze-gräifen, well hire „conseiller commercial“ op der Plaz just nach eng vun eisen dräi administrative Sprooch beherrscht.

An deem Zusammenhang géif ech dem Här Economieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Virgäng bestätegen?
2. Falls jo, kann den Här Minister dann erklären, firwat vum Personal an engem Établissement public mëttlerweil keng Kenntnis méi vun eisen dräi administrative Sprooch verlaangt gëtt?
3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Leit an de Joren 2013 bis 2023 bei POST agestellt goufen, déi zum Ablack vun hirem Déngschtuntritt op d'mannst eng vun eisen dräi administrativen Amtssprooch net beherrscht hunn, wéi dës Zuel sech op déi eenzel Sprooch verdeelt, wéi vill entspreichend Coursé sätdeem vun Personal vu POST absolvéiert goufen a wéi ee Käschtepunkt dem Betrib doduerch entstanen ass?
4. Goufen déi entspreichend Coursé mat engem Examen ofgeschloss, fir d'Kenntnisser an där Sprooch ze testen?
5. Falls jo, wéi ass d'Erfollegsquot ausgefall?
6. Gëtt et Kontrollmechanisme fir sécherzestellen, datt d'Personal, dat Coursen an engem vun eisen administrativen Sprooch iwwert de Betrib bezuelt kritt, dës Sprooch och am Émgang mam Client konsequent benotzt?

Réponse (23/01/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De Minister kann esou Virfäll am Ausmooss wéi se vum Deputéierte beschriwwen ginn net bestätegen.

Jiddereen, dee bei POST Lëtzebuerg als Telekom-Beroder agestellt gëtt, muss déi véier Sproochen, Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch kënnen an d'Astellungsgespréich gëtt och an deene véier Sprooch gefouert.

Doriwwer eraus schwätzt am Verkafsreseau vu POST Lëtzebuerg an och am Contact Center, also op alle Plazen, déi mam Client ze dinn hunn, quasi jiddereen véier, wann net fënnf Sprooch.

POST Lëtzebuerg bitt och all net lëtzebuergesch-sproocheg Mataarbechter an anere Beräicher Coursen un, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

Réseau transeuropéen de transport | Question 0160 (11/01/2024) de M. Meris Sehic (déi gréng)

Lors des négociations de « trilogie » en date du 18 décembre 2023, le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont trouvé un accord politique sur une proposition de règlement de la Commission européenne qui vise à intensifier significativement les efforts pour construire un réseau transeuropéen de transport (RTE-T) durable, résilient et de haute qualité à travers toute l'Union européenne. Actuellement, la réglementation européenne sur le RTE-T comprend deux niveaux de planification : un « réseau global », comprenant les principaux couloirs d'interconnexion devant être achevés d'ici 2050 et un « réseau central » prioritaire, qui regroupe les connexions de plus haute importance stratégique du réseau global, devant être achevé en 2030.

La nouvelle proposition de règlement prémentionnée y ajoutera désormais comme étape intermédiaire un « réseau central étendu » avec comme échéance l'horizon 2040.

L'accord politique marque un pas significatif vers la construction d'un RTE-T plus durable et résilient et contribuera à créer un système de transport uniforme intégré pour faciliter les déplacements des personnes et des marchandises par rail, route et voies navigables à travers l'Europe. Le règlement, s'inscrivant dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, prévoit par ailleurs des incitations pour promouvoir l'utilisation de modes de transport plus durables et l'amélioration de la multimodalité au sein du système de transport européen, tout comme de nouveaux objectifs tels que l'augmentation de la vitesse des lignes ferroviaires, la mise en œuvre du système de gestion du trafic ferroviaire européen.

En ce qui concerne le transport ferroviaire, le Luxembourg est actuellement concerné par le RTE-T sur le corridor de transport entre la Mer du Nord et la Méditerranée (Amsterdam–Rotterdam–Anvers–Bruxelles–Luxembourg–Metz vers Marseille ou Bâle).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles implications Madame la Ministre prévoit-elle pour le Luxembourg, notamment en matière d'infrastructures de transport, sur base de l'accord politique du 18 décembre 2023 sur la mise en œuvre du RTE-T ? Quelles nouvelles obligations vont en découler pour le Luxembourg dès que cet accord sera formellement adopté ?

2) Est-ce que d'autres axes transfrontalières luxembourgeoises sont concernées par le nouveau texte RTE-T, c'est-à-dire les axes Luxembourg–Cologne, Luxembourg–Francfort et Luxembourg–Liège ? Dans la négative, comment le Gouvernement prévoit-il d'améliorer ces connexions ferroviaires à l'avenir,

notamment en ce qui concerne le transport des passagers ? Quelles initiatives sont envisagées à cette fin ?

3) Est-ce que le Gouvernement va poursuivre les efforts pour améliorer la connexion entre Luxembourg et Cologne en réservant des « slots » sur la « Eifelstrecke » dès que la reconstruction et l'électrification de cette ligne entre Trèves et Cologne seront terminées ?

Réponse (19/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le nouveau règlement TEN-T (Trans-European Network – Transport ou RTE-T en français) prévoit, d'une part, un alignement entre le réseau identifié par des cartes annexées audit règlement et les corridors européens de transport et définit, d'autre part, des critères minima à respecter sur le réseau TEN-T.

En ce qui concerne les corridors fret, le règlement prévoit une fusion des deux corridors Rhin–Alpin et Mer du Nord–Méditerranée, ce qui concerne directement le Luxembourg. En effet, sur le territoire luxembourgeois, la ligne menant vers Wasserbillig deviendra une ligne européenne stratégique et fera partie du futur corridor fusionné Rhin–Alpin–Méditerranée.

La majorité du réseau national est conforme aux critères définis par le nouveau règlement, notamment au niveau de la navigation fluviale et du rail. Cependant, quelques adaptations doivent être réalisées jusqu'en 2030. À titre d'exemple et afin de garantir le transport de conteneurs et de semi-remorques d'une hauteur de quatre mètres sur l'axe Rodange–Bettembourg, un pont sera reconstruit dans les environs d'Oberkorn. Ces travaux débuteront au courant de cette année.

Afin de pouvoir accepter des trains d'une longueur de 740 mètres, également pendant les heures de pointe, des adaptations sont nécessaires, surtout sur l'axe Bettembourg–Wasserbillig, l'axe qui recevra le caractère de corridor avec l'entrée en vigueur du nouveau règlement. Des études restent encore à réaliser pour cet axe, afin de définir les adaptations à réaliser avant 2030.

En 2021, le Luxembourg, en collaboration avec d'autres pays européens et la Commission européenne, a signé une lettre d'intention pour favoriser les transports internationaux de voyageurs par rail, notamment par des liaisons à grande vitesse et nocturnes entre les capitales. À la suite de cette lettre d'intention, une plateforme de discussion a été mise en place, intégrant différents acteurs européens concernés par la matière. Cette plateforme s'est encore réunie récemment pour un échange à Luxembourg le 16 janvier dernier.

Quant au développement de la ligne ferroviaire de Trèves à Cologne via Gerolstein, dite « Eifelstrecke », cette dernière est en train d'être rétablie suite aux importantes inondations survenues dans cette région, il y a deux années. Après la finalisation de ces travaux, l'Allemagne prévoit d'électrifier cette ligne. Ces travaux prendront du temps, de sorte que la priorité est actuellement de développer les connexions ferroviaires par la ligne de la Moselle via Cochem et Coblenz, tout en prévoyant une augmentation du nombre de trains qui seront prolongés sans rupture de charge au-delà de Coblenz jusqu'à Cologne et Düsseldorf.

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics reste en contact avec les entités organisatrices des transports de la Rhénanie-Palatinat (Zweckverband Schienenpersonennahverkehr, SPNV Nord) afin d'identifier les potentiels que proposera la



« Eifelstrecke » le moment venu. À noter que le Luxembourg ne peut pas réserver des sillons (slots) à l'étranger.

La relation Luxembourg-Liège ne fait partie que du réseau global du TEN-T et ne fait pas partie d'un corridor européen de transport. Il est prévu de maintenir la cadence actuelle, à savoir un train par heure entre ces deux villes.

Protection contre les loyers excessifs | Question 0161 (11/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Mietgesetz vun 2006 ass d'Reegel festgehalen, dass ee Proprietaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % vum investéierte Kapital als Loyer dierf froen. Een Appartement, dat ee viru Joerzénge fir 200.000 € kaf huet (ouni weider Renovatiounen), kéint een haut also maximal fir 10.000 €/Joer verlounen, also ronn 800 €/Mount.

2014 hat den honorabelen Deputéierte Guy Arendt an der Fro N° 0425 opgeworf, ob et Statistiken oder Zuele géif gi fir ze gesinn, wéi oft exzessiv Loyeren um Wunnmarché gefrot ginn. „Nee“ war d'Antwort vun der deemoleger DP-Ministesch Nagel, mee et géif een am Logementsministère kucken, fir d'Locataires iwwert hir Rechter ze informéieren (Stand 2014).

De Gesetzesprojet zum neie Mietgesetz, dee vun der viiregter Koalitioun ausgeschafft gouf, läit zënter 2020 an der Chamber. Dëse Projet sollt fir méi Transparenz suergen, well de Capital investéiert vun der Immobilie soll an de Mietkontrakt drastoe kommen. Dëst géif et de Locataires erlabe fir ze kontrolléieren, ob hir Loyere legal sinn oder ob et sech ëm een exzessive Loyer handelt. Den aktuelle Logementsminister hat ugekënnegt, nach weider un dësem Gesetz wëllen ze schaffen, fir d'Interesse vu Locataires a Proprietairen an d'Gläichgewicht ze bréngen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Wéi sinn d'Locataires ënnert der aktueller Gesetzgebung virun exzessive Loyere geschützt?
2. U wie kënne Locataires sech wenden, wann si Affer vun exzessive Loyere sinn?
3. Wéi soll de Locataire handelen, wann e weess, dass en Affer vun engem exzessive Loyer ass?
4. Ass de Minister der Meenung, dass dës Schutzmechanisme wierksam sinn?
5. Wéi steet de Minister zum Plafond vu 5 %, wéi en aktuell am Gesetz steet: Wëll d'Regierung dësen esou bäibehale wéi en ass? Falls nee, wat sinn dem Minister seng Pläng?

Réponse (09/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Wéi den Deputéierte schonn a senger Ufro erwänt huet, ass am Loyersgesetz vun 2006 festgehalen, dass e Proprietär vun enger Wunneng net méi wéi 5 % vum investéierte Kapital als Loyer pro Joer froen dierf. Dëse Plafond muss vum Vermierter zu all Moment respektéiert ginn. D'Loyersgesetz gesäit ënner anerem vir, dass de Loyer nëmme all 2 Joer adaptéiert ka ginn, och wann de Loyerskontrakt eppes anescht virgesäit.

ad 2. De Locataire kann an esou enger Situatioun eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun respektiv beim Friddensrichter maachen, fir de Loyer fixéieren – also iwwerpräieren – ze loossen, ob de gefrote Loyer ënnert dem Plafond vum Loyersgesetz läit oder net.

ad 3. De Locataire muss fir d'éischt de Proprietär informéieren, dass hien den exzessive Loyer net (méi) akzeptéiert, a probéieren, mat him en Arrangement à l'amiabel (also eng Reduktioun vum exzessive Loyer) ze fannen. Wann esou en Arrangement net innerhalb vun engem Mount fonnt ka ginn, kann – a soll – de Locataire eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun maachen, fir de Loyer reduzéiert ze kréien. Dës Demande soll beim Schäfferot vun der Gemeng agereecht ginn, an där déi betreffend Wunneng steet. De Schäfferot leet dann d'Demande un déi zoustänneg Loyerskommissioun weider.

Fir de Fonctionnement vun de Loyerskommissiounen ze verbesseren, muss am Virfeld eng ausféierlech Etude gemaach ginn iwwert d'Stärkten an d'Schwächte vum aktuelle System.

ad 4. Esouwuel déi aktuell Loyerskommissiounen, wéi och dat aktuell Loyersgesetz bidde Schutz fir d'Locataires.

ad 5. Am Regierungsprogramm 2023-2028 steet: „Le Gouvernement entend revoir le projet de loi relatif au bail à loyer. Cette réforme devra tenir compte de la situation économique actuelle du marché du logement et veiller à maintenir un rapport équilibré entre locataires et bailleurs. Des règles claires et transparentes seront élaborées afin de garantir une grande protection aux bailleurs et d'inciter en parallèle les investisseurs privés à investir dans la création de logements supplémentaires. Les dispositions légales spécifiques à la colocation seront scindées et reprises dans un nouveau projet de loi afin de le soumettre au vote de la Chambre des Députés dans les plus brefs délais.“

De betreffend Gesetzesprojet N° 7642 iwwert d'Loyersgesetz wäert an deem Sënn an an Zesammenaarbecht mat all de concernéierten Acteuren iwwerschaaft ginn. E genaue Plafond steet nach net fest.

Commissariat Gare/Hollerich | Question 0162 (11/01/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Les quartiers de la gare et Hollerich à Luxembourgville sont souvent cités lorsqu'il est question de vente de produits illicites et de criminalité. Les habitants réclament une plus grande présence policière dans leurs quartiers. De plus, les bureaux du commissariat de police situés au coin de la rue Glesener et de la rue Adolphe Fischer ne sont que provisoires. En effet, le bâtiment en question sera démolé dès que les contrats de bail des places de parking viendront à échéance, d'ici fin 2024.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes : Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-ce qu'un nouvel emplacement pour ces bureaux a déjà été trouvé ?
- 2) Dans l'affirmative, vers où déménagera le commissariat de la rue Glesener ?
- 3) Dans la négative, est-ce que les recherches pour une localité sont déjà en cours ?
- 4) Sachant qu'il s'agit d'un quartier en grand besoin de présence policière, est-il prévu d'augmenter le nombre d'agents présents dans ce commissariat et dans le quartier Gare/Hollerich ?
- 5) Sachant que les heures d'ouverture au public de ce commissariat sont actuellement de 09.00 heures à 15.00 heures et que le commissariat est fermé le samedi et le dimanche, est-il prévu d'étendre les heures d'ouverture dans le futur ?

Réponse (31/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Non, cependant la recherche d'un nouvel emplacement est traitée de façon prioritaire avec le soutien des autorités communales de la Ville de Luxembourg.

ad 3) Jusqu'à présent, les résultats des recherches se sont avérés infructueux respectivement inadaptés en termes de taille, de localisation ou de visibilité des locaux. La police a contacté la Ville de Luxembourg en vue de trouver une alternative et se montre ouverte à toute proposition provenant des autorités communales. Avec le Ministère des Finances, les deux acteurs précités sont actuellement en train de sonder les options pour un/des nouveau(x) site(s).

ad 4) En ce qui concerne la présence en général dans le quartier de la gare, toutes les unités de la police travaillent de manière complémentaire. Il convient de préciser que le poste de police au sein de la gare même est toujours occupé 24/7 et il est desservi par plusieurs patrouilles du commissariat à trois roulements de Luxembourg/Verlorenkost. De même, le dispositif renforcé de présence policière est mis en place dans ce quartier depuis le début février 2024.

Concernant le commissariat à deux roulements de Gare/Hollerich, c'est un des commissariats qui fonctionnent de 06.00 à 22.00 heures, alors que la majorité des commissariats à deux roulements fonctionnent de 07.00 à 21.00 heures. Aussi, une présence tôt jusqu'à plus tard dans la soirée est assurée.

De façon générale, aussi bien le poste au niveau de la gare, que le commissariat à deux roulements de Gare/Hollerich, seront renforcés de manière conséquente en termes de ressources humaines, dans la limite des capacités d'accueil des infrastructures. La poursuite du recrutement renforcé dans les années à venir est essentielle dans ce contexte.

ad 5) Les heures d'ouverture au public ne sont pas à confondre avec les horaires de travail du commissariat qui s'étendent actuellement de 06.00 heures du matin à 22.00 heures du soir comme décrit ci-dessus.

Il n'est actuellement pas prévu d'étendre les heures d'ouverture au public, alors qu'elles sont déjà triplées par rapport à la majorité des commissariats au niveau national, qui offrent des heures d'ouverture au public de 13.00 à 15.00 heures. Il existe évidemment toujours la possibilité de prise de rendez-vous en dehors de ces heures d'accueil.

Une présence les samedis fait partie des réflexions en cours.

Finalement, nous rappelons la possibilité d'enregistrer une plainte via le e-commissariat, outil utilisé par un nombre croissant d'utilisateurs pour des infractions données.

De plus, le poste au niveau de la gare, situé à quelques centaines de mètres du commissariat du quartier Gare/Hollerich, offre un accueil 24/7.

Avenir du Ciné Sura | Question 0163 (11/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den Iechternacher Ciné Sura, dee fir de Kaf vun engem neie Filmprojekter 60.000 Euro fanne muss (en zweeten Devis, deen d'Installatioun vun esou engem Filmprojekter mat kalkuléiert, beleeft sech souguer op 90.000 Euro), huet zu dësem Zweck eng Crowdfunding-Campagne lancéiert, déi de 15. Januar ofleeft. Bis elo sinn 48.000 Euro zesummekomm (Quell: „Le Quotidien“ vum 11. Januar 2024, Artikel „Derniers jours pour sauver le Sura“, S. 21), wat

fäerte léisst, datt déi genannt Zomm net erreecht gëtt an dëse wichtege Regionalokino, deen zu den eelsten am Land gehéiert, net weider bedriwwen ka ginn.

Wéi een am genannten Artikel noliese kann, huet sech d'ASBL Ciné Sura un de Kulturministère adresséiert, fir Hëllef ze kréien, gouf awer un de Grupp „Cinextdoor“ verwisen, un deen d'Subside vum Staat fléisse géifen. Allerdéngs wier, sou den Artikel, dëse Verbond, deen aacht regional, onofhängeg Lëtzebuerger Kinnoe vertritt, selwer an enger finanzieller Noutlag a kéint dofir dem Ciné Sura keng finanziell Hëllef an Aussicht stellen. Wat drop schléisse léisst, datt net nëmmen de Ciné Sura, mee all déi aacht regional Kinoen, déi an deemem Grupp zesummegegloss sinn, enger ongewässer Zukunft entgéintkucken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

- Gëtt et am Kulturministère Iwwerleeungen, déi drop ofzilen, de Ciné Sura, fir de Fall, datt déi mentionéiert Zomm net erreecht géif ginn, ze retten, an domat e Piliër vum Iechternacher Kulturliewen? Wann net, aus wéi enge Grënn gesäit d'Regierung d'Iwwerliewe vum deemem Kino, an domat verbonne vum deenen aneren aacht Kinoen, déi am Grupp Cinextdoor zesummegeschloss sinn, net als Prioritéit?
- Geet d'Regierung net dervun aus, datt si eng besonnesch Verpflichtung géintiwuer dëse Kinoen huet, nodeems déi extreem restriktiv Mesuren am Kader vun der Coronakris ouni Zweifel zur momentaner Kris, an där sech dës Kinnoe befannen, bäigedroen hunn?
- De Ciné Sura gouf bei den Iwwerschwemmunge vum 2021 uerg beschiedegt, wat e weidere Grond fir déi aktuell schwierig Situatioun ass, an där sech dëse Kino befënnt. Gëtt et an deem Zesummenhang nach kee Plan d'urgence vun der Regierung, wéi een an Zukunft déi regional Kinoen am Fall vu Brand, Iwwerschwemmung asw. schützen kann?
- Déi regional Kinnoe ginn zum groussen Deel vu Bevoller geréiert, wat mat enger grousser Ongewësseheet verbonnen ass, wat d'Zukunftsaussichte vum dëse Kinoen ugeet. Wéi eng Efforte wäert de Staat ënnerhuelen, fir d'Kinoen an Zukunft beim Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ze ënnerstëtzen?

Réponse (21/02/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Regional Kinoen, wéi de Ciné Sura, sinn ee wichtege Piliër vun der regionaler Kulturoffer an droen a villen Hisiichten zur kultureller Wilfalt an zum Erhale vun der Filmkultur an de Regione bäi.

Aus deemem Grond ginn déi regional Kinoen och vum Kulturministère iwwert zwou Konventiounen ënnerstëtzt, engersäits mam Centre de diffusion et d'animation cinématographiques (CDAC/Cinextdoor), anerersäits mat Images animées. Iwwert dës Konventiounen, déi d'Administratioun, d'Programmation an d'Manifestatiounen ronderëm de Kino féerden, ginn am Ganze 15 Kinossäll uechter d'Land ënnerstëtzt.

Doriwwer eraus kann de Kulturministère, ënner gewësse Konditiounen, iwwert säin Dispositif Aides financières étatiques pour infrastructures culturelles au sein des communes och kommunal kulturell Infrastrukturprojeten ënnerstëtzen. D'Bedreier vum Ciné Sura sinn op dës Méiglechkeet higewise ginn. Eng offiziell Ufro fir Hëllef ass awer bis dato net am Kulturministère erakomm.

Esou wéi am Regierungsprogramm virgesinn, wäert de Kulturministère seng Efforte weiderféieren, fir déi kulturell Offer an de Regione weider ze stäerken. An

deem Kader ginn och Iwwerleeunge gefouert, wéi ee regional Kulturhaiser, wéi de Ciné Sura, weider valoriséieren an nach besser ënnerstëtzt kann.

D'Coronakris hat ouni Zweifel ee groussen Impakt op de Kultursektor. Nieft de finanziellen Hëllefsmesuren, déi d'Regierung während der Pandemie agefouert huet (ë. a. de Fonds de relance et de solidarité an de Chômage partiel Covid-19), wëll ech op dëser Plaz nach emol drun erënneren, datt Lëtzebuerg – zu enger Zäit, an där uechter ganz Europa de facto quasi all Rassemblement verbuede waren – eng Virreiderroll gespilt huet, wat d'Reouverture vum kulturelle Sektore ugeet.

Wat de Schutz géint Naturkatastrophe betrëfft, gëtt vum Kulturministère e Plan de gestion de crise fir déi staatlech Kulturinstituter, an enker Zesummenaarbecht mat der Direction de la sécurité civile vum Innenministère a mam CGDIS, ausgeschafft. E spezifesch „plan d'urgence“ fir regional Kinoen ass momentan net virgesinn. Et ass den eenzelen Acteuren hir Responsabilitéit, déi néideg Mesuren ze ergräifen an Assurancen ofzeschléissen, fir sech op esou Zenarie virzebereeden.

Centre de primo-accueil à Luxembourg-Kirchberg | Question **0164** (11/01/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Wéinst dem Manktem u Capacitéiten, fir Asyldeemandeuren opzehuelen, ass zanter November 2023 d'Hal 7 vun der Luxexpo um Kierchberg mat Zelter fir Flüchtlingen amenagéiert ginn. Eisen Informatiounen no, gëtt et hei zanter e puer Deeg Probleemer mam Sanitär a mat der Heizung. Als Tëscheleesung sollten e puer elektresch Heizkierperen an den Zelter opgestallt gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Minister fir Famill, fir Solidaritéit, dem Zesummeliewen an dem Accueil follgend Froen stellen:

- Kéint Dir dës Informatiounen confirméieren? Wa jo, wat sinn déi konkret Probleemer an dëser Struktur a wéi sollen dës geléist ginn?
- Wéi steet et ëm d'Sécherheet mat esou Heizkierperen? Goufen dofir Experten oder de CGDIS ëm hiren Avis gefrot?
- Bis wéini soll dës Struktur fir den Accueil benotzt ginn?

Réponse (19/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

– Et bestoung keng Probleemer mat der Heizung an der Noutfall-Ënnerkonftsstruktur „Hall 7“ an der Luxexpo. D'Temperature loungen ëmmer an de proposéierten Normberäicher: 21 Grad am Dag an 18 Grad an der Nuecht.

Bezüglech dem Sanitär war zu engem Zäitpunkt ee Container fir Männer net operationell an dëst ass och direkt behuewe ginn.

Et sief allerdéngs unzemierken, dass am Ganzen an der Hal 7 ëmmer genuch Sanitär operationell war: 27 Toiletté fir Fraen, 33 Toiletté fir Männer, 25 Dusche fir Fraen an 18 Dusche fir Männer.

– Aus Konformitéit- a Sécherheetsgrënn gëtt et an der Hal 7 keng elektresch Heizkierperen.

– Esou wéi am Regierungsrot vum 25. September 2023 decidéiert, gouf d'Hal 7 dem ONA als Noutfall-Ënnerkonftsstruktur bis den 31. Januar 2024 zur Verfügung gestallt.

Personnel des CFL | Question **0165** (12/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ville Passagéier, déi vill mam Zuch fueren, ass opgefoll, dass an de leschte Wochen eng Rëtsch Zuchverbindunge wéinst „raisons opérationnelles“ ausgefall sinn. Wéi am „L'essentiel“ ze liesen ass, ass d'Streck tëschent Esch/Uelzecht an Audun-le-Tiche a béide Richtungen zou, datt wéinst ze ville Krankeschäiner bei den Zuchbegleeder.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froen stellen:

- Wéi vill Zich sinn, opgeschlësselt pro Mount, am Joer 2023 gefuer?
- Wéi vill Zich sinn 2023, opgeléicht no Mount, ausgefall? Wéi vill dovunner si bedéngt duerch d'Absence vum Lokféierer oder Zuchbegleeder ausgefall?
- An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1639 vum 2019 krut ech verschidden Zuelen zur Personalsituatioun bei de Lokféierer, dorënner de Personalbestand, d'Zuel vun den Neiestellungen, d'Zuel vu Kënnegungen, d'Unzuel un Iwwerstonnen an d'Zuel u gestrachene Roudeeg. Kann d'Ministesch dës Tableaue mat den Zuele fir d'Joren 2020 bis 2023 ergänzen, mat enger Opdeeling tëschent Zuchbegleeder a Lokféierer?
- Wéi huet sech d'Unzuel u Krankeschäiner vun de Joren 2018 bis 2023 entwéckelt bei de Lokführer a bei den Zuchbegleeder?
- Ass d'Ministesch der Meenung, dass déi aktuell Personaldecken duergeet, fir déi aktuell an déi zukünfteg Unzuel u Prestatiounen vum Passagéiertransport ze garantéieren?

Réponse (09/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Unzuel un Zich, opgeschlësselt pro Mount, déi am Joer 2023 gefuer sinn, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel un Zich, opgeschlësselt pro Mount, déi am Joer 2023 partiell oder ganz ausgefall sinn, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

2,6 % vun den Zich, déi ausgefall sinn, waren op d'Absence vum Lokféierer oder Zuchbegleeder zeréckzuführen.

De Personalbestand u Lokféierer an Zuchbegleeder an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, huet sech beim Grupp CFL wéi follgend entwéckelt:

D'Unzuel u Lokféierer an Zuchbegleeder, déi an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL nei agestallt ginn, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel u Lokféierer an Zuchbegleeder, déi an de leschte 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, beim Grupp CFL hir Plaz opginn hunn, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vun den Iwwerstonnen bei de Lokféierer, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësselt pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vum den Iwwerstonne bei de Zuchbegleeder, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësset pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vum de gestrachene Roudeeg bei de Lokféierer, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësset pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Evolution vum de gestrachene Roudeeg bei den Zuchbegleeder, iwwert déi lescht 4 Joer, opgeschlësset pro Joer, ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel u Krankeschäiner bei de Lokféierer a bei den Zuchbegleeder huet sech tëschent de Joren 2018 an 2023 wéi follgend entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Iwwert déi nächst Jore wäert sech eis Offer mat Hibleck op de „Plan national de la mobilité 2035“ erweideren, soudatt sech de Personalbestand bei eise Lokféierer an Zuchbegleeder och kontinuëierlech wäert erhéijen, fir dëser Croissance un Offer gerecht kënnen ze ginn.

An deem Sënn gouf den Astellungsprozess bei den CFL och scho lancéiert.

Collecte séparée dans les supermarchés | Question **0166** (12/01/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La loi du 9 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, les supermarchés ayant une surface de vente de plus de 1.500 m² doivent être dotés des infrastructures nécessaires permettant la collecte séparée des déchets municipaux ménagers de papier, de carton, de verre, de plastique, des piles et accumulateurs portables, des emballages métalliques, des emballages composites et des déchets d'équipements électriques et électroniques de très petite dimension.

Afin de préparer l'entrée en vigueur de la disposition précitée, un projet pilote a été lancé au cours de 2023 par la Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) en collaboration avec les autorités publiques au sein de trois enseignes différentes. Afin de tirer des enseignements de la phase pilote et d'optimiser la mise en œuvre de la disposition, le projet pilote a été évalué et a fait l'objet d'une étude de suivi réalisée par Valorlux et l'Administration de l'environnement.

Selon nos informations, tous les supermarchés concernés n'auraient pas encore mis en œuvre la précitée disposition de la loi relative aux déchets.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la collecte séparée dans les supermarchés :

1) Quels ont été les résultats de l'évaluation du projet pilote et les enseignements de l'étude de suivi ?

2) Dans ce contexte, la phase pilote a-t-elle permis de déduire des modèles pragmatiques permettant à mettre en conformité les supermarchés visés à la disposition précitée ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus de détails sur les

différents modèles de collecte séparée qui peuvent être mis en œuvre ?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tous les supermarchés avec une surface de vente de plus de 1.500 m² ne sont pas encore conformes à la disposition précitée? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quelles démarches Monsieur le Ministre a-t-il effectuées afin de garantir qu'une collecte séparée soit disponible pour la clientèle des grandes surfaces dans les meilleurs délais ?

Réponse (19/02/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les résultats de l'étude ont été présentés en date du 24 novembre 2023 aux ressortissants de la Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution (FLAD) et ont également été communiqués aux représentants des communes et aux chambres professionnelles. Le projet a permis de dégager une vue d'ensemble sur les volumes et qualités des déchets collectés et de fournir un aperçu sur l'agencement et le fonctionnement des infrastructures de collecte.

Il s'est avéré que les volumes et qualités varient en fonction de la typologie des supermarchés analysés. L'étude révèle également que l'information du consommateur est un élément important pour garantir une certaine qualité de tri. Aussi, l'étude suggère différentes pistes d'amélioration – telle l'adaptation du seuil de déclenchement de l'obligation de collecte – qui pourront être examinées de plus près.

L'étude informe enfin sur la quantité de déchets collectés dans l'infrastructure exploitée jusqu'à fin 2023 par l'État dans le cadre de l'« Aktioun SuperDrécksKëscht » dans un supermarché à Howald.

ad 2) L'étude dresse un état des lieux et donne un aperçu de la complexité de la mise en œuvre de l'article 13 (7) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. Une des recommandations de l'étude consiste en la recherche de synergies avec d'autres acteurs, notamment les autorités communales. De telles synergies pourraient permettre l'intégration des infrastructures de collecte au niveau des supermarchés dans un futur réseau communal de centres de ressources.

Je tiens dans ce contexte à rappeler les objectifs de l'article 13 (7) de la loi précitée qui visent à augmenter les taux de recyclage des déchets et à renforcer les synergies entre les systèmes existants c.-à-d. essentiellement la collecte de porte à porte et le centre de ressources.

À cet effet, il est prévu d'organiser un échange avec tous les acteurs impliqués pour établir, sur base des études disponibles en la matière, un modèle de mise en œuvre qui tient compte des responsabilités individuelles de chaque acteur et d'offrir aussi un système fonctionnel tenant compte de la complémentarité des systèmes existants.

ad 3) Comme évoqué ci-dessus, des échanges sont en cours pour garantir la mise en œuvre de l'obligation de collecte au niveau national et pour identifier de manière transparente les responsabilités en la matière de chacun des acteurs.

Cet exercice n'a pas encore été finalisé. Pour ce qui est des enseignes qui ont participé au projet pilote, il y a lieu de relever que celles-ci ont pris l'engagement que les infrastructures pilotes restent en place.

Droits des délégués du personnel dans la fonction publique | Question **0167** (16/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Et ass evident, datt e Personaldelegéierten, esouwuel am öffentlechen ewéi och am private Secteur, fir senger Aarbecht korrekter nozogen an domat déi professionnell Interête vum Personal kënnen ze verrieden, onofhängeg muss kënnen operéieren an duerch dat allgemengt Aarbechtsrecht muss geschützt sinn. Dëst ass iwwerdeems och duerch d'Konventioun N° 151 vum der OIT (Organisation internationale du travail), déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, festgehalen. Hei heescht et ë. a.: „Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.“ Des Weideren ass an der besoter Konventioun festgehalen: „[...] l'exercice des droits syndicaux peut parfois impliquer que l'on critique les autorités des institutions publiques en tant qu'employeurs [...].“

Iwwerdeems dës fundamental Dispositiounen am private Secteur respektéiert ginn, ass dat am öffentleche Secteur zu Lëtzebuerg net de Fall.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister vum der Fonction publique:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi selwecht aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten, déi am private Secteur géilt, och am öffentleche Secteur misst gëllen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg, doduerch datt déi aarbechtsrechtlech Protektioun vum Personaldelegéierten an der öffentlecher Fonction net respektéiert gëtt, géint d'Konventioun N° 151 vum der OIT verstéisst, déi eist Land jo awer ratifizéiert huet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister elo konkret virzegoen, fir dëser Situatioun méiglechst séier Rechnung ze droen, esou datt de Personaldelegéierten am öffentlechen Déngscht de selwechte Schutz garantéiert gëtt ewéi am private Secteur?

4. Wäert d'Regierung elo och am Recht vum öffentlechen Déngscht déi néideg gesetzlech Bestëmmunge schafen, déi e besonnesche Schutz fir Personaldelegéierter virgesinn, sou wéi dat am Aarbechtsgesetz de Fall ass?

Réponse (12/02/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

An hirer Fro schreift déi honorabel Deputéiert, dass fundamental Dispositiounen, déi gewerkschaftlech Fräiheete betreffen, am öffentleche Secteur net géinge respektéiert ginn. Déi Ausso kann ech net confirméieren.

Contournement de Bascharage | Question **0168** (12/01/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Informatiounen aus der Press no soll et am Dossier Käerjenger Contournement nees zu neie Retarde kommen. Den Ëmweltministère hätt weider Detailer gefrot.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Delaie si realistesch, fir den Dossier am Ëmweltministère ofzeschlëssen?

2. Wéi een Delai ass realistesch fir d'Gesprécher iwwer d'Verleë vum Standuert vum enger Firma, där hiren Terrain fir de Bau géif gebraucht ginn?

3. Wéi een Delai gesäit d'Regierung elo vir am Hibleck op den Ufank vum de Bauaarbechten um Käerjenger Contournement?



Réponse (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Stroossebauverwaltung huet den Autorisatiounsdoossier am September eragereecht, deen den deemolege Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten uschlëssend am Kader vun der Prozedur nom Gesetz vum 29. Mee 2009 betreffend d'Ëmweltverdréiglecheetspräiwung un den Ëmweltministère weidergereecht huet.

Den Ëmweltministère ass also aktuell befaasst mam Avant-projet détaillé (APD) vum Contournement Bascharage, fir, op Basis vum Gesetz „loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires“ an den Iwwergangsbestëmmunge vum Gesetz „loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement“, en Arrêté ze preparéieren iwwert d'Kompensatiounsmoossnamen an d'Exploitatiouns- an d'Amenagementskonditiounen fir de Bau vum Projet.

Opgrond vum APD-Dossier mussen eng Rei Punkte kompletéiert ginn, fir kënnen den Arrêté fäerdeg ze stellen. Dëst betrëfft ënnert anerem d'Chantiersplanung, d'Emprise vum Projet, de Kaméidi, den Émgang mam Buedem an den Altlasten an och den Ekobilan. Dëst gouf dem Bauhär Enn November 2023 matgedeelt. Am Januar 2024 huet de Bauhär éischt Präzisatiounen zu verschiddene Punkten nogereecht, déi am Autorisatiounsdoossier net komplett waren.

Wann déi elo nach oppe Punkte bis nogereecht sinn an den APD domadder komplett ass, kann den Arrêté relativ kuerzfristeg duerch den Ëmweltministère fäerdeg gestallt ginn.

ad 2. D'Gesprécher mat der Firma sinn aktuell angaangen, et kann awer nach keng Ausso gemaach ginn, wéini dës ofgeschloss sinn.

ad 3. Déi éischt Ausschreibungsdossiere missten nach kënnen dëst Joer fäerdeg ausgeschafft ginn, sou datt et denkbar wier, datt 2025 déi éischt Bauaarbechten am Kader vun der Ëmgeungsstrooss Käerjeng kéinten ufänken, woubäi de Phasage vun den Aarbechte vun der Disponibilitéit vun den Terrainen ofhänkt.

Allocation de vie chère et prime énergie pour l'année 2023 | Question 0169 (12/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Fonds national de solidarité (FNS) a accordé pour l'année 2023 aux personnes qui en ont fait la demande une allocation de vie chère et une prime énergie sous forme d'un complément à l'allocation en question. La date limite pour introduire une demande d'obtention de l'allocation et de son complément était fixée au 31 octobre 2023.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Combien de personnes ont fait une demande d'obtention d'une allocation de vie chère pour l'année 2023 ?
- 2) Combien de demandes ont été accordées par le FNS ?
- 3) Comment le nombre de demandes respectivement de demandes accordées pour l'allocation de vie chère a-t-il évolué par rapport aux années précédentes ?

4) Combien de personnes ont fait une demande d'obtention d'une prime énergie ?

5) Combien de demandes ont été accordées par le FNS ?

6) Comment le nombre de demandes respectivement de demandes accordées pour une prime énergie a-t-il évolué par rapport à l'année précédente ?

7) Quel est le taux de non-recours aux deux prestations estimé par vos services ?

Réponse (31/01/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Il y a tout d'abord lieu de souligner qu'il n'existe pas de formulaire indépendant visant l'introduction d'une demande pour une prime énergie alors que celle-ci est considérée comme un complément à l'allocation de vie chère. Bien que les barèmes en vigueur prévoient qu'un demandeur puisse uniquement bénéficier de la prime énergie lorsqu'il dépasse le plafond des revenus maxima pour bénéficiaire de l'allocation de vie chère, le Fonds national de solidarité traite toutes les demandes en vérifiant l'éligibilité des demandeurs aux deux volets de la prestation.

Les réponses aux questions suivantes sont fournies sous toutes réserves, dans la mesure où le rapport d'activité pour l'exercice 2023 est en voie d'élaboration au moment de la rédaction des réponses à la présente question parlementaire.

ad 1) Pour l'exercice 2023, le Fonds national de solidarité (FNS) a compté 34.507 demandes qui lui sont parvenues dans les délais (date limite fixée au 31 octobre 2023).

ad 2) Le FNS a accordé le bénéfice de l'allocation de vie chère (incluant la prime énergie) à 28.912 ménages pour l'exercice 2023.

ad 3) Pour les exercices précédents le FNS a compté les nombres suivants de demandes parvenues dans les délais :

- 2022 : 37.802 (année d'introduction de la prime énergie)
- 2021 : 28.390
- 2020 : 29.659
- 2019 : 25.436
- 2018 : 25.525.

De plus amples informations et détails sont disponibles dans le rapport d'activité du FNS.

ad 4) Comme mentionné précédemment, il n'existe pas de formulaire indépendant visant l'introduction d'une demande pour une prime énergie. Le total des demandes parvenues dans les délais au FNS s'élève à 34.507 pour l'exercice 2023.

ad 5) Le FNS a accordé le bénéfice de la prime énergie (sans allocation de vie chère) à 4.580 ménages pour l'exercice 2023.

ad 6) Le FNS a accordé le bénéfice de la prime énergie (sans allocation de vie chère) à 4.614 ménages pour l'exercice 2022.

ad 7) Ni le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ni le FNS ne disposent des données nécessaires pour estimer avec une exactitude tant soit peu fiable le taux de non-recours.

Ceci étant, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ensemble avec le FNS, a mis en œuvre toute une série de mesures proactives pour pallier le non-recours (informations via Internet, vidéos explicatives sur les démarches à suivre pour faire une demande, mise en place d'un calculateur permettant une estimation du montant

des prestations auxquelles les bénéficiaires auraient droit).

Mendicité organisée | Question 0170 (15/01/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Um Radio 100,7 huet de Minister Léon Gloden den 13. Dezember 2023 op d'Froe vun der Journalistin Carole Schimmer am Kontext vum Heescheverbuert a vun de Leit, déi heesche ginn, geäntwert, dass et Preuvë gëtt, déi beleeeën, dass déck däitsch Limousinne mat belsche Placke Leit erausloosse fir heeschen ze goen.

Ech hunn dofir folgend Froen un den Här Innenminister:

1. Wéi eng Preuven huet den Här Inneminister fir kënnen ze behaupten, dass Leit mat däitsche Limousinne mat belsche Placken op Lëtzebuerg bruecht ginn, fir hei ze heeschen?
2. Ween huet déi Preuvë constatéiert?
3. Wann et Preuvë gëtt, wat sinn d'Aktiounen, déi doropshin erfollegt sinn? Gouf et dowéinst juristesesch Pursuitten?

4. Wann net, firwat gouf et keng juristesesch Pursuitten? An deem Kontext gouf et jo scho juristesesch Dispositiounen (Art. 342 am Code pénal an den Artikel 41 am Stater Policereglement), fir géint des Form vun Heescherei (Mendicité „aggravée, intrusive ou agressive“) virzegoen an dat laang virun der Decisioun vum Stater Schäfferot, och nach all aner Forme vun Heeschen zu verschiddenen Auerzäiten op verschiddene Plazen an der Stad ze verbidden.

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Den Inneminister huet Kenntnis dovun, dass an der Gemeng Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Reklamatiounen vu Bierger, vu Geschäftsleit a vu Passante virleien, déi sech iwwert eng aggressiv Mendicité beschwéieren.

ad 3. a 4. Am Moment hunn d'Justizautoritéite keng Kenntnis iwwer Deklaratiounen, Denonciatiounen, oder Policeberichte, déi präzis a konkret Fakten iwwert d'Transportmëttel vun den Heescherte beinhalten, an déi et erlaabt hätten, eng virleefeg Enquête oder eng Information judiciaire op Basis vun den Artikelen 342 a weider, oder 382-1 an 382-3 vum Code pénal opzemaachen.

Eng substanzuell Enquête gouf vun der Police judiciaire an de Joren 2020, 2021 an 2022 gefouert fir Fäll vun Heescherei am Grupp, falschen Dokumenter, Déifstall, Bedroungen a Bedruch, déi duerch Mannerjäreger begaange goufen.

Dës Enquête huet awer d'Limite vun den Enquêteméiglechteeten an deem Ëmfeld gewisen, well se et net erlaabt huet, d'Hannermänner ze identifizéieren, trotz de sëllegen Demarchen, déi ënnerrholl goufen, an enger Ufro, fir eng europäesch Enquête opzemaachen, déi un déi auslännesch Justizautoritéite geriicht gouf.

Opioïde Fentanyl | Question 0171 (15/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon un article paru dans le « Handelsblatt » le 9 janvier, l'opioïde Fentanyl est devenue la cause principale de mortalité aux États-Unis d'Amérique pour les personnes dans la tranche d'âge des 18 à 49 ans.

Pour les narcotrafiquants, le fentanyl coûte moins cher à la production que d'autres opioïdes tout en étant très puissant. Quelques grains peuvent suffire pour causer la mort du consommateur. Dans le même article de presse, des experts internationaux craignent que cette drogue ne soit également introduite en grande quantité sur le marché noir en Europe dans un avenir plus ou moins proche.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Des cas de morts dues à une ingestion de Fentanyl ont-ils été relevés au Luxembourg dans le passé ?

– Dans quelle mesure cette drogue circule-t-elle aujourd'hui déjà au Luxembourg ?

– Est-ce que les autorités sanitaires partagent la crainte d'une forte importation de Fentanyl en Europe dans les années à venir ? Le cas échéant, comment le Luxembourg se prépare-t-il face à une telle situation ?

Réponse (05/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Selon les informations actualisées disponibles à mes services, il n'y a eu à ce jour ni de cas de décès dus à une ingestion de fentanyl ni de détection de fentanyl au niveau des drogues de rue en circulation au Luxembourg.

Une tendance vers une disponibilité accrue de fentanyl en Europe, en premier lieu mélangés à des drogues de rue, est par contre effectivement jugée probable par les experts en la matière.

Les monitorings national et européen, effectués notamment par l'Agence européenne des drogues, permettent d'être informé et de réagir rapidement face à l'apparition et la propagation de nouvelles substances psychoactives aux échelles nationale et de l'Union européenne.

La sensibilisation ainsi que les mesures préventives en la matière sont principalement assurées par les associations spécialisées en matière d'usage récréatif, d'addictions, de réduction des risques et de prévention, qui participent par ailleurs activement au dispositif de monitoring national mentionné plus haut, étant donné qu'elles sont en contact direct avec les usagers et les consommateurs potentiels de produits psychoactifs sur le plan national.

L'offre proposée aux usagers de drogues leur permettant de faire analyser leurs produits de consommation par certains services spécialisés ainsi que l'existence de salles de consommation supervisées, contribuent à réduire les risques associés à l'usage de drogues, tous types confondus. Par ailleurs, l'extension continue des offres de traitements de substitution à l'échelle nationale vise à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des offres de prise en charge pour personnes dépendantes aux opioïdes concernées en premier lieu par l'émergence de fentanyl et d'autres « nouveaux » opioïdes sur les marchés illicites.

Digitalisation et simplification administrative auprès des administrations fiscales | Question 0172 (15/01/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon mes informations, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) dispose d'un système de guichet unique, à l'aide duquel les contribuables peuvent consulter à tout moment leurs comptes auprès de l'administration ainsi que des informations comme p. ex. les déclarations de TVA enregistrées ou encore les paiements effectués.

En revanche, l'Administration des contributions directes (ACD) ne dispose pas d'un tel système. Il semble que l'ACD émet uniquement des extraits de compte tous les trois mois renseignant les avances fixées pas d'informations supplémentaires. De même, lors d'un transfert de dossier, notamment en raison d'un mariage d'un.e contribuable, cela n'est pas renseigné, ni p. ex. à une fiduciaire, ni au contribuable lui-même. Par ailleurs, il semble que l'ACD ne permet pas de fournir des informations supplémentaires concernant la situation de compte auprès de l'ACD aux contribuables en question.

Notons que le Gouvernement prévoit dans son accord de coalition que « Pour garantir l'efficacité des processus, la législation fiscale et les procédures administratives seront simplifiées. Le Gouvernement poursuivra ses efforts de digitalisation des administrations fiscales. De même, les échanges numériques avec les administrations fiscales seront encouragés et les procédures administratives seront numérisées, en recourant également à l'intelligence artificielle. »

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Sachant qu'un guichet unique numérique permettant un accès facile et rapide à des informations existe auprès de l'AED, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un tel guichet devrait aussi être institué auprès de l'ACD ? Dans l'affirmative, endéans quel délai envisage-t-il mettre en œuvre un tel système ?

2) Pourquoi l'ACD ne permet-elle pas à ses agent.e.s de fournir des informations supplémentaires concernant la situation de compte auprès de l'ACD aux contribuables qui en adressent une demande à l'administration ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de changer cette pratique et si oui, endéans quel délai ?

Réponse (09/02/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

En ce qui concerne la digitalisation et la simplification administrative auprès des administrations fiscales ainsi que la disponibilité et l'accès rapide aux informations, il convient de rappeler qu'au niveau de l'Administration des contributions directes l'extrait de compte trimestriel indique les créances qui restent à payer par le contribuable ainsi que les excédents éventuels comptabilisés sur les différents types d'impôt. À tout moment le contribuable a la possibilité de demander l'envoi d'un extrait de compte actualisé à son adresse par voie postale.

Sur demande du contribuable, le bureau de recette lui communique les informations relatives à ses comptes fiscaux comme par exemple la comptabilisation de paiements spécifiques et donne des explications relatives à des points particuliers pouvant avoir trait par exemple au calcul des intérêts.

Lors de l'immatriculation d'un nouveau dossier, par exemple lors d'un mariage au niveau des personnes résidentes, un courrier est envoyé au contribuable concerné, reprenant entre autres les coordonnées des bureaux d'imposition et de recette compétents. L'invitation de remise de déclaration et la fixation des avances comporte également les coordonnées du bureau d'imposition compétent.

La mise en place d'une gestion électronique des extraits de compte est actuellement planifiée. Ce projet prévoit la possibilité de demander un extrait de compte avec ou sans identification du demandeur avec comme résultat l'envoi automatique de l'extrait de compte soit au format papier à l'adresse du contribuable, soit au format électronique par eDelivery.

Finalement il est rappelé que l'ensemble des bureaux de l'Administration des contributions directes sont

ouverts au public de passage de 07.45 à 12.15 heures et sur rendez-vous de 13.15 à 17.00 heures.

Chantiers de travaux publics aux alentours de la ville de Luxembourg | Question 0173 (15/01/2024) de M. Marc Lies (CSV)

D'Verkéiersopkommess am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg huet iwwert déi lescht Jore massiv zougeholl. Dofir mussen nei Verkéiersinfrastrukturen a geplangte Projeten an dësem Raum absolutt prioritär ëmgesat ginn.

Mat de Bauaarbechte ronderëm déi nei Beetebuenger Zuchstreck, dem Ausbau vun der A3, dem Bau vum Tram a Richtung Stade de Luxembourg an der respektiver neier N3, ginn déi richteg Akzenter gesat. Och wann de Module Nord a Central am Laf vun dësem Joer ofgeschloss solle ginn, sou ass de Module Süd, deen de Contournement d'Alzingen ëmfaasst, leider nach net an der Ëmsetzung.

An dësem Kontext wëllt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch mir soen, wéi wäit d'Aarbechten um APD (Avant-projet définitif) vum Module Sud an dem Contournement d'Alzingen fortgeschritt sinn?

– Wéini ass domat ze rechnen, datt d'Finanzéierungsgesetz ronderëm dës Strooss an der Chamber ka gestëmmt ginn?

Am Raum Houwald/Gaasperech sinn awer nach weider Infrastrukturearbechten ëmzesetzen.

2. Wéini soll de Rond-point Gluck ëmgebaut ginn?

3. Wéini sollen déi zweek Tunnellen tëscht dem Rond-point Gluck an dem Houwald a Betrib geholl ginn?

4. Wéini soll d'Verbindung tëscht dem Houwald an dem neie Gaasperecher Park gebaut ginn?

D'Verbindung tëscht dem Houwald an dem Ban de Gasperich iwwert de Boulevard Raiffeisen ass net optimal.

5. Wéi gesäit et mat der Ëmsetzung vum Echangeur de Hesperange aus?

Réponse (15/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den detailléierte Virprojet (Avant-projet détaillé – APD) fir de Projet „Contournement de Hesperange/d'Alzingen“ gëtt am Moment ausgeschafft. Trotz der héijer Komplexitéit vum Projet, ass d'Zil, den APD Enn des Joers fäerdeg ze stellen.

D'Stroossebauverwaltung huet d'Uweisung, datt de Projet zu de Prioritéite gehéiert a schafft deementsprechend drun.

Sollt dëst zäitlecht Zil da wéi geplangt erreecht ginn, kéint am Laf vum Joer 2025 d'Finanzéierungsgesetz an der Chamber gestëmmt ginn.

ad 2. Am Kader vun all de Bauaarbechte ronderëm déi nei Nationalstrooss N3, gouf d'Prioritéit op d'Ubannung vum Tram bis op d'Cloche d'Or geluecht an et war deemno wichteg, als éischt de Stroosseprojet vun der neier N3 ofzeschléissen.

Den Ëmbau vum Rondel Gluck wäert deemno déi nächst Etapp vun dësem Aarbechte sinn.

D'Ausschreibungsdossiere ginn am Moment ausgeschafft, sou datt d'Aarbechte viraussichtlech d'nächst Joer ufänke kéinten.

ad 3. D'Kräizung tëscht den 2 Tunnellen, der Rue Rangwee an der Rue des Scillas, ass en neervalgesche

Punkt op deem ganzen Tracé. De Phasage vun den Aarbechte bedéngt, datt déi Kräizung eréischt kann an hirer definitiver Form, dat heescht mat deenen 2 Tunnelen, a Betrib geholl ginn, wann och d'Rue des Scillas fäerdeg ausgebaut ass. Enn dëst Joer dierften dës Aarbechte viraussiichtlech ofgeschloss sinn. Aktuell lafen nach Renovatiounsaarbechten am alen Tunnel Rangwee.

ad 4. D'Aarbechte ronderëm déi nei Vëlos- a Foussgängerpasserell iwwert de Rondel Gluck (respektiv déi zukünftig Kräizung) sollen esou getakt ginn, datt se mam Ëmbau vum Rondel kënnen ofgeschloss ginn. De Phasage vun den Aarbechten ënnert lafendem Verkéier op enger vun den Haaptzoufaartsstroosse vun der Stad, erméiglecht et net, fir déi zwee Chantiers gläichzäiteg unzefänken, duerfir brauch de Stroosseprojet e gewëssene Virlaf.

ad 5. Den Ëmbau vum Echangeur Hesper ass schonn an den éischte Pläng vun dem Entwécklungsprojet „Ban de Gasperich“, déi ëm d'Joer 2005 ausgeschafft goufen, virgesi gewiescht.

Zanterhier huet d'Konzeptioun e puermol geännert opgrond vun enger Evoluitioun vun de Mobilitéits- an Entwécklungskonzepter an der direkter Ëmgegend (Rue des Scillas, Midfield, Pôle d'échanges Howald asw.).

Eng éischt Phas ass awer scho realiséiert, well am Kader vum Bau vum Pôle d'échanges Howald verschidde Brëtelle vum Echangeur ëmgeännert hu misse ginn, dat nämmlecht géllt och fir d'Zoufaart vum P&R Sud vum CR231 aus.

An der jëtzege Planungsphas gëtt de rechtlechen Ëmbau vum Echangeur koordinéiert mat der Entwécklung vun der Zone „Midfield“, den Entwécklungsprojete vun der Gemeng Hesper laanscht den CR231 an dem Wiessel vum Standuert vum Centre douanier Luxembourg-Howald, deen an der Emprise vum neien Echangeur läit.

Recrutement dans la fonction publique | Question 0175 (15/01/2024) de M. André Bauler (DP)

Während de kommende Jore wäert d'Generatioun vun de „Babyboomer“ lues a lues an d'Pensioun goen. Dës Entwécklung wäert een Impakt op de Rekrutement vum Personal beim Staat hunn, well et heescht jo gebuertestaark Joergäng ze ersetzen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister fir den effentlechen Déngscht follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Staatsbeamten an -employéë sinn an de leschten dräi Joer an d'Pensioun gaangen a wéi vill wäerten der nach bis 2030 an d'Pensioun goen?
2. Wéi héich ass den Duerchschnittsalter vun dese Beamte beim Antrieden an d'Pensioun?
3. Wat fir Carrière si besonnesch betraff?
4. A wat fir engem Mooss konnten dës Beamten ersat ginn?
5. Wéi gesäit de Moment de Personalbedarf beim Lëtzebuurger Staat aus? A wat fir enge Beräicher ginn am meeschte Leit gesicht? Wat fir Carrière si spezi-fesch betraff?
6. Wat fir Ministère sichen déi meeschte Leit?
7. Wat fir Berufsprofiler gi besonnesch an der klas-sescher Staatsverwaltung gesicht?
8. Wéi huet sech d'Zuel vun den Handwierker, déi am Staatsapparat agefallt ginn, entwéckelt?

Réponse (19/02/2024) de **M. Serge Wilmes**,
Ministre de la Fonction publique

An de leschten dräi Joer sinn an der Moyenne 657 Persounen an d'Pensioun gaangen (674 am Joer

2021, 599 Persounen am Joer 2022 a 699 am Joer 2023). Op den 31. Dezember 2023 waren am Ganzen 3.118 Beamten am Staatsdéngscht méi al wéi 56 Joer, 514 dovunner méi wéi 60 Joer. Dës Zuele ginn e gutt Bild, wéi vill Beamten an deenen nächste Jore wäerten an d'Pensioun goen.

Vun deenen 3.118 Persoune si ronn 1.000 Beamten aus dem Gehältergrupp A1, ronn 600 aus dem Gehältergrupp A2, a ronn 650 aus dem Gehältergrupp B1. Ronn d'Hallschent vun deser Populatioun schafft am Domaine vun der Educatioun.

Den Duerchschnittsalter vun dese Beamten ass ronn 59 Joer an 8 Méint. Dozou muss ee soen, datt dorënn-er och Beamte sinn, déi eng Invaliderent zougestan-kruten, an déi Beamte vun der Police an Arméi, déi – am transitoiresche Pensiounsregimm – 5 Joer éischter Urecht op eng Pensioun hunn.

An de leschte Jore konnten dës Beamten am Prinzip ersat ginn, well d'Personal beim Staat generell vill ge-wuess ass, mat enger Augmentatioun vum Personal vu méi wéi 1.500 Persoune pro Joer. An deem Sënn goufen déi Beamten net nëmmen ersat, mee et gouf och eng signifikant Verstärkung u Personal.

Generell gëtt et e grouse Personalbedarf beim Staat. An deem Kader kann een un éischter Stell den Do-maine vun der Educatioun nennen, deen notamment duerch d'Wuesse vun der Populatioun e grouse Be-darf huet.

D'Police huet an deene leschte Joren hire Personalbe-stand weesentlech eropgesat a wäert och nach wei-der musse rekrutéieren. Aner Domainer, wou vill Leit gesicht ginn, sinn z. B. d'Informatik an d'Finanzen.

D'Zuel vun den Handwierker, déi am Staatsapparat an deser Funktioun schaffen, ass an deene leschte Jore stabel bliwwen.

Ouverture de nouvelles ambassades | Question 0177 (16/01/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a annoncé l'ou-verture de nouvelles ambassades à San José au Costa Rica et à Porto-Novo au Bénin.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions sui-vantes : Monsieur le Ministre des Affaires étran-gères :

- 1) Est-ce que la décision d'ouvrir une ambassade à San José et à Porto-Novo est définitive ?
- 2) Quelles sont les considérations qui ont influencé cette décision ?
- 3) Quels intérêts le Gouvernement poursuit-il avec l'ouverture de deux nouvelles ambassades ?
- 4) Quand les deux nouvelles ambassades doivent-elles être ouvertes ?
- 5) Le Gouvernement envisage-t-il d'ouvrir d'autres ambassades ?
– Dans l'affirmative, quels sont les pays où le Gouver-nement envisage d'ouvrir une nouvelle ambassade ?

Réponse (16/02/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Oui, les ambassades à San José (Costa Rica) et à Cotonou (où les représentations diplomatiques sont localisées au Bénin) sont opérationnelles depuis sep-tembre 2023.

ad 2) L'ouverture de l'ambassade à Cotonou se place dans le contexte de la diversification des partenariats de coopération au développement du Luxembourg, ainsi que de la diversification des partenariats avec les pays africains en général, dans le cadre de la poli-tique étrangère et de la sécurité commune de l'Union européenne au sein de laquelle le Luxembourg joue un rôle actif. La décision d'ouvrir une ambassade a été prise suite à la signature d'une lettre d'entente fixant les futurs domaines de coopération en février 2022 et d'un accord général de coopération en dé-cembre 2022.

Les développements suite à la crise sociopolitique de 2018 au Nicaragua, ancien pays partenaire, ont conduit à la fermeture des bureaux de l'ambassade à Managua et une réorientation stratégique de la co-opération luxembourgeoise en Amérique centrale. À l'instar d'autres pays tels que la France, qui ont égale-ment fait de San José leur hub régional en matière de coopération au développement, le Luxembourg a re-tenu le Costa Rica comme meilleure option pour le nouvel emplacement géographique de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale, notamment à cause de sa stabilité institutionnelle, son statut de hub de transport régional et la présence d'un réseau international, y inclus les bureaux en charge de la coopération régionale de l'UE. Le focus de la coopéra-tion au développement mise en œuvre à partir de San José est surtout régional.

ad 3) Les ambassades poursuivront l'approfondisse-ment des relations politiques, économiques et de coopération entre le Luxembourg et le Bénin et le Costa Rica respectivement. En outre, les ambassades veilleront à une mise en œuvre efficace de nos pro-grammes de coopération, en ligne avec les priorités du Gouvernement luxembourgeois et les gouverne-ments locaux. Finalement, l'ambassade à San José assure le suivi des interventions régionales et bilaté-rales de la coopération luxembourgeoise en Amérique centrale, y inclus au Salvador. L'ambassade à Cotonou est également coaccréditée depuis janvier 2024 à Lomé, Togo.

ad 4) Voir notre réponse à la première question.

ad 5) Le Gouvernement évalue régulièrement la per-tinence d'ouvrir de nouvelles ambassades en prenant en compte l'ensemble des intérêts potentiels (poli-tiques, économiques, consulaires, coopération, etc.) qui se présentent pour le Luxembourg. En ce sens, le Gouvernement a ouvert une nouvelle ambassade à Séoul en Corée du Sud fin 2023 et a prévu l'ouverture de nouvelles missions diplomatiques à Ottawa au Canada et à Kigali au Rwanda en automne 2024.

Instructeurs de natation | Question 0178 (16/01/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Schwammen ass eng fest verankert Sport- a Fräi-zäitaktivitéit zu Lëtzebuerg. Et ass awer gläichzäiteg och eng Aktivitéit, déi muss erléiert ginn, well et zu schlëmme Accidenter am Waasser ka kommen, wéi déi rezent Vergaangenheet et leider och oft genuch gewisen huet. Dofir gëtt et queesch duerch d'Land immens vill populär Schwammcoursen, Schoulen oder och privat Initiativen, fir Persoune vun all Gene-ratioun d'Schwamme bäizebréngen. Opgrond vun de Geforen am Waasser kënn de Formateuren hei eng immens Responsabilitéit zou.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi eng Brevete sinn néideg, fir vun der FLNS als offiziellen Instrukter unerkannt ze ginn?

2. Kann een zu Lëtzebuerg och ouni dës Brevet en kommerzielle Wee Schwammkursen ubidden?

3. Falls jo, gött et e Suivi an eng Kontroll vun der FLNS oder dem Ministère, ob dës Krittären a Viraussetzungen esou och an ëffentlechen Infrastrukturen agehale ginn?

Réponse (29/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Wat den organiséierte Sport ugeet, ass et esou, dass all Trainer respektiv Surveillant, dee Sportler*innen encadréiert, iwwer d'FLNS ee Rettungsschwëmmerbrevet brauch.

ad 2. Am Kader vum Kommodo, bei geneemungspflichtege Schwämmen, dorënner falen ëffentlech Schwämmen, Schwämmen an Hoteller oder „établissements similaires“, verlaangt den Aarbechtsministère, fir d'Autorisatioun ausstellen, dass d'Surveillance vun der Schwämm muss duerch eng Persoun „ayant au moins le ‚brevet élémentaire de sauvetage de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS)‘ (ancien 1^{er} degré)“ respektiv „le brevet de nageur-sauveteur FLNS (ancien 2^e degré)“ oder „CATP ou d'un brevet de maîtrise dans le métier d'instructeur de natation ou être titulaire d'un brevet reconnu comme équivalent par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle“ gehale ginn.

Deemno kann een a geneemungspflichtege Schwämme keng Schwammkursen ouni Brevet ubidden.

ad 3. Nees.

Ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES) | Question **0179** (16/01/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 21 décembre de l'année passée, le Parlement italien a rejeté la ratification de la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES). La révision de l'instrument sur laquelle les États de la zone euro se sont déjà accordés en janvier 2021 doit notamment instaurer des prérogatives supplémentaires permettant l'utilisation du fonds pour le sauvetage de banques en difficulté.

Il en résulte que l'Italie demeure le seul État de la zone euro à bloquer l'extension du périmètre d'action de ce fonds de sauvetage lancé en 2012, privant tous les États des moyens financiers en cas de faillites d'établissements de crédit.

Le rejet de la ratification de la réforme revêt une importance particulière pour M. Salvini, à l'aube de la campagne pour les élections européennes de juin 2024. Le vice-président du Conseil des ministres se veut le garant de l'eurosepticisme originel, cherchant un espace à droite de Mme Meloni.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la décision du Gouvernement italien de ne pas ratifier la révision du Mécanisme européen de stabilité ?

– Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la mise en œuvre lente et parcellaire par l'Italie du plan pour la reprise et la résilience (PRR) doté d'une enveloppe de 194 milliards d'euros ?

Réponse (29/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement soutient la réforme du Mécanisme européen de stabilité (MES) et considère que

l'extension du rôle du MES contribuerait à renforcer la stabilité financière et la résilience économique au sein la zone euro. Le Luxembourg a été l'un des premiers États membres à ratifier le traité révisé du MES en juillet 2021.

De manière similaire, et conformément à ses engagements européens, le Gouvernement souscrit aux objectifs de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), l'instrument temporaire destiné à stimuler la reprise en Europe. Cette initiative européenne devra contribuer à préparer nos économies aux défis de demain, à accélérer les transitions verte et numérique, et à créer des opportunités et des emplois au Luxembourg et dans toute l'Union européenne.

Gaz hilarant | Question **0182** (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement belge entend interdire la vente, l'importation et l'achat de protoxyde d'azote (gaz hilarant) à des fins autres que médicales, techniques ou en tant qu'additif alimentaire.

Le texte est porté par plusieurs ministres dont la Ministre de l'Intérieur ainsi que par le Ministre de la Santé. Cette substance, plus connue sous le nom de gaz hilarant, est dans le collimateur des autorités depuis plusieurs années, car son usage en tant que drogue a connu un essor important chez les jeunes en Belgique. Elle a un effet très rapide après inhalation qui, dans la circulation, peut être comparé à celui de l'alcool sur un conducteur. L'effet est de courte durée mais l'accoutumance se produit plus rapidement de sorte que le consommateur aura tendance à augmenter la dose et mettre sa santé en danger.

– Même si ce phénomène semble être moindre dans notre pays, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, à titre préventif, une mesure comparable à celle décidée en Belgique ?

Réponse (13/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 7659 du 23 février 2023 de l'honorable Député, le protoxyde d'azote est un produit à usage multiple. Il est utilisé en anesthésie, chirurgie et odontologie pour ses propriétés anesthésiques et antalgiques. Certains adolescents et jeunes adultes le consomment à titre récréatif pour ses propriétés psychodysléptiques et euphorisantes, d'où la dénomination « gaz hilarant ». Quant à son usage « alimentaire », il est vendu sous forme de cartouches d'acier de forme ovale, notamment pour les siphons à chantilly.

Afin de garantir la sécurité des patients et de minimiser le risque d'un abus potentiel, les médicaments autorisés au Luxembourg contenant du protoxyde d'azote sont disponibles sous ordonnance non renouvelable uniquement et catégorisés avec le statut « H » selon l'article 31 du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments. Par conséquent, ils sont donc réservés à des traitements qui ne peuvent être effectués qu'en milieu hospitalier : la prescription, la délivrance et l'administration sont faites en milieu hospitalier.

Selon les informations fournies par les services spécialisés en matière d'usage récréatif de drogues et en contact avec la population jeune, il ne semble pas que la prévalence de l'usage détourné de protoxyde d'azote ait significativement augmenté au cours de l'année écoulée à l'échelle nationale.

Par ailleurs, les pays de l'UE qui ont réglementé l'usage de protoxyde d'azote pour les mineurs, tels que la France, la Belgique et les Pays-Bas, l'ont fait récemment et l'impact sur la vente, le développement du trafic clandestin et l'envergue de l'usage récréatif de ce dernier n'a pas été évalué selon les renseignements à disposition.

Il n'existe pas encore de données probantes quant à l'impact des réglementations dans les quelques pays qui ont choisi cette voie; sachant que l'acquisition de protoxyde d'azote, pouvant s'effectuer à partir de sources diverses et par des moyens variés, dont Internet, s'avère en tout état de cause être difficilement contrôlable par une quelconque législation exclusivement nationale.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ensemble avec les services spécialisés concernés, suivra de très près la situation pour pouvoir réagir rapidement en cas d'augmentation éventuelle de l'usage détourné du protoxyde d'azote.

Attaques par phishing | Question **0184** (17/01/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Rezent gouf an enger parlamentarescher Fro matgedeelt, datt d'Zuel vun de Phishing-Attacken an der leschter Zäit zu Lëtzebuerg explodéiert wier. Et ass mer souguer zougedroe ginn, datt dës Ugrëff sou wäit kënnen goen, datt d'Arnaquë Versteesdemech ausdrécken, wann d'Leit hinnen um Telefon matdeelen, dass si net bereet sinn, perséinlech Date präiszeginn. Si soen dann, datt se bei d'Leit heem géife kommen. Dat ass dann och geschitt an etlech Leit sinn op dësen Trick eragefall.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. A wéi ville Fäll, an deene Plaintë gemaach goufen, hunn Arnaquen zënter 2020 Leit doheem opgesicht?

2. Wat sinn déi geleeftegst Methoden, fir d'Leit ze bedriënen?

3. Wat fir eng Leit goufen an deene meeschte Fäll Affer vun engem Phishing? Sinn do spezifesch Alterskategorii betraff?

Réponse (07/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police féiert am Kader vun deposéierte Plaintë keng détailléiert Statistiken iwwer spezifesch Arnaquen oder „modus operandi“.

ad 2. Phishing-Attache gi benotzt, fir u perséinlech Informatiounen vun de Victimmen ze kommen.

Déi geleeftegst Method si gefälschte Websites a falsch Telefonsuriff. Gefälschte Websites gesinn oft wéi den Original aus a verleeden d'Victime, hir Donnéeën unzeginn. Bei Telefonsuriff gött sech de Kriminellen als Mataarbechter vun enger bekannter Firma oder Bank aus, fir esou un der Victime hir Donnéeën ze kommen. Bei E-Maile gött versicht, d'Victime dozou ze bréngen, op e Link ze klicken an hir perséinlech Informatiounen erauszeginn.

Et gött verschidde Bedruchsmaschen am Internet, déi sech stänneg weiderentwéckelen, well déi Kriminell ëmmer nei Weeër sichen, fir d'Leit ze täuschen. Déi heefegst Bedruchsmasche sinn: Phishing, Identitéitsdëfstall, Ransomware, Fake-Shops, Love Scam, Fake-Gewënnspiller, Investitiounsbedruch, Social Engineering.

ad 3. D'Police féiert keng Statistik iwwer d'Alterskategorii vun den Affer.

Service central d'assistance sociale | Question **0185** (17/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le rapport d'activité 2022 du Ministre de la Justice, paru en 2023, contient une section spécifique dédiée au Service central d'assistance sociale (SCAS). Sa direction relève que des entités du SCAS font face à une surcharge de travail due à un manque considérable au niveau de l'effectif du personnel. Il en ressort que le service de la protection de la jeunesse avec sa section des enquêtes sociales est confronté à un nombre croissant de départs vers l'ONE tandis que les demandes à traiter conduisent à un nombre élevé de dossiers en attente de distribution. Les départs seraient causés en précipitation des changements attendus en lien avec les projets de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs. En même temps, le Service des assistances éducatives aurait été touché par des départs suite à la future introduction d'un droit pénal pour mineurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement est-il au courant de cette situation problématique ? Dans l'affirmative, quelle stratégie le Gouvernement poursuit-il pour renforcer le personnel du SCAS dans les différents services et sections touchés ?

2) La situation du SCAS se présente-t-elle plus favorablement en 2023, voire 2024 ? Si oui, quels sont les changements à la base de cette amélioration ?

3) Le manque de personnel est aussi causé par des difficultés de recrutement. Quelles pistes le Gouvernement poursuit-il afin de remédier à cette insuffisance ?

4) Le rapport du Ministre de la Justice relève que la sécurité des agents du SCAS n'est plus garantie, particulièrement à cause d'une limitation du dispositif de surveillance dans le parking mis à la disposition du SCAS. Par quels moyens la ministre compte-t-elle remédier à cette situation d'insécurité ?

Réponse (23/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Le Ministère de la Justice a été mis au courant d'un nombre croissant de départs de collaborateurs du Service central d'assistance sociale (ci-après « SCAS ») depuis que la réforme de la protection de la jeunesse a été entamée. Comme cette problématique est principalement due aux incertitudes relatives aux changements futurs, la priorité du Gouvernement est de finaliser les travaux sur la réforme dans les meilleurs délais.

L'adoption du projet de loi portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs et du projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles aura en effet pour conséquence qu'une partie des missions actuelles de la section de la protection de la jeunesse du SCAS seront transférées à l'Office national de l'enfance (ONE). À l'avenir, la section de la protection de la jeunesse du SCAS ne prendra en charge que les mineurs étant poursuivis pour avoir commis une infraction pénale. À cette fin, dans le cadre de la réforme du système actuel de la protection de la jeunesse, un nouveau « Service du droit pénal pour mineurs », divisé en plusieurs sections, sera créé.

ad 2) La situation du SCAS se présente de manière plus favorable depuis 2023. La charge de travail moyenne par agent du SCAS a diminué progressivement notamment grâce à la création conséquente de nouveaux postes. Ainsi, alors que le contingent du

volet Protection de la jeunesse (services Enquêtes et assistances éducatives) était de 65,3 ETP en juin 2022, il a pu être augmenté à 77,3 ETP en 2023.

ad 3) Le SCAS entreprend régulièrement des démarches pour trouver des candidats, notamment à travers des campagnes d'information auprès des jeunes (p. ex. dans les lycées). Les efforts de recrutement de personnel qualifié seront évidemment poursuivis.

Par ailleurs, comme indiqué, la réforme de la protection de la jeunesse procédera à une restructuration des acteurs chargés de cette mission.

ad 4) Il convient de noter que l'État n'est pas propriétaire du bâtiment dans lequel se situent les locaux du SCAS et n'est pas responsable de la gestion. Selon les informations à la disposition du Ministère de la Justice, la copropriété du bâtiment avait établi un contrat de surveillance fixe et mobile avec une entreprise de gardiennage qui était entré en vigueur le 1^{er} juillet 2022. Cette mesure avait contribué à une amélioration de la situation d'insécurité. Conformément audit contrat, la présence d'une surveillance fixe pendant la nuit a cependant pris fin le 31 décembre 2023. La possibilité d'une réintroduction d'une telle présence de surveillance sera un des moyens à discuter.

Travaux d'élargissement de l'autoroute A31 | Question **0186** (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Nous souhaitons attirer l'attention sur une annonce récente du Ministre français des Transports, Clément Beaune, faite lors de sa visite à Metz en décembre 2023. Il a confirmé que les travaux d'élargissement de l'autoroute A31 ainsi que le projet de contournement A31bis seront effectivement mis en œuvre. Cette décision soulève plusieurs questions importantes pour le Luxembourg, notamment en ce qui concerne la mobilité transfrontalière et les impacts environnementaux.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les prévisions concernant l'impact du projet des travaux d'élargissement prévus de l'autoroute A31 et le contournement A31bis sur la mobilité et la circulation au Luxembourg ?

2) Du côté luxembourgeois, l'agrandissement à trois voies du tronçon de l'A3 étant en cours, Madame la Ministre pourrait-elle nous informer de l'avancement des travaux et si les délais initialement prévus pour sa réalisation peuvent être maintenus ?

3) Compte tenu de l'introduction prévue d'un péage sur l'axe routier A31bis, le Gouvernement luxembourgeois a-t-il évalué l'impact potentiel de cette mesure sur le flux de travailleurs frontaliers français ? Cette question du péage a-t-elle été abordée dans les discussions entre les gouvernements luxembourgeois et français ?

4) Quels sont les projets de mobilité transfrontaliers avec la France actuellement envisagés par le Gouvernement luxembourgeois en tant que priorités, et quelle est la stratégie envisagée pour optimiser les flux de circulation transfrontaliers ?

Réponse (19/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le Luxembourg salue l'annonce récente confirmant que les travaux d'élargissement de l'autoroute A31 ainsi que le projet de contournement A31bis seront mis en œuvre du côté français.

Du côté luxembourgeois, les travaux d'élargissement de l'autoroute A3 ont commencé en janvier 2022 afin de mettre en place une priorisation du bus et du covoiturage. En effet, une telle priorisation augmente de façon significative la capacité en termes de personnes transportées.

Vu que le gain de temps potentiel conféré par une voie réservée au bus respectivement au covoiturage est encore plus grand sur l'A31, à cause de la longueur du tronçon et de l'espacement des échangeurs, il serait bénéfique pour la mobilité transfrontalière si une telle priorisation était également intégrée dans le projet de l'A31.

ad 2) Les travaux d'élargissement du lot A entre la croix de Gasperich et l'aire de Berchem, ainsi que les travaux de la reconstruction de l'OA1022 sur l'A3 à Berchem (lot A2), sont prévus pour être terminés en automne 2024.

En ce qui concerne l'élargissement et la réhabilitation simultanés du viaduc de Livange (lot B1), il est prévu que ces travaux soient achevés avant le congé collectif d'été 2025.

Les travaux pour la construction d'un passage à faune (lot E1) à la frontière française se termineront en été 2024 et les aménagements écologiques y seront réalisés jusqu'à l'automne 2024.

La procédure pour la passation du marché pour le projet de construction d'un bassin de rétention à Bettembourg (lot C3) et le projet de la reconstruction de la passerelle pour cyclistes et piétons près du Parc merveilleux à Bettembourg (lot C2) est encore en cours mais sera finalisée dans les prochaines semaines, de sorte que ces travaux pourront démarrer en été cette année.

En ce qui concerne les autres lots et projets pour l'élargissement de 2 à 3 voies de l'autoroute A3, les dossiers de soumission sont en cours d'élaboration.

L'achèvement complet du projet d'élargissement de l'autoroute A3 est programmé pour la fin de l'année 2030.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas intervenu dans la décision d'introduction d'un péage sur l'axe routier A31bis du côté français et n'a pas évalué l'impact de cette mesure sur le flux des travailleurs.

ad 4) Le Gouvernement luxembourgeois et, du côté de la France, l'État et les collectivités territoriales, portent une stratégie ambitieuse d'amélioration de la mobilité transfrontalière.

L'accord intergouvernemental de 2018 et son avenant de 2021 entre les deux pays doit permettre d'augmenter significativement la capacité de la ligne ferroviaire Metz-Thionville-Luxembourg-ville d'ici 2030 et de promouvoir une mobilité plus durable sur la route.

L'enveloppe actuellement prévue à cet effet dans l'accord pour des projets en France, est de 440 millions d'euros pour le ferroviaire et de 20 millions d'euros pour les projets d'infrastructure du transport public routier. Ces projets français sont cofinancés à hauteur de 50 % par le Luxembourg.

Sur le territoire français et dans le cadre de l'accord de 2018 et de son avenant de 2021, un ensemble de projets a été étudié dans le cadre du groupe de travail GT ferroviaire franco-luxembourgeois afin de pouvoir offrir un niveau de service élevé entre la frontière et Thionville, respectivement Metz :

Les projets en cours de réalisation sont :

- P&R d'env. 700 places à la gare de Longwy ;
- P&R d'env. 700 places à la gare de Thionville ;

- Atelier de maintenance à Metz ;
- Allongement des quais sur l'axe Metz–Hettange-Grande.

Les projets, dont les études sont en cours, sont :

- Renforcement de l'électrification sur le sillon lorrain ;
- 3^e voie de fret à la frontière franco-luxembourgeoise ;
- Plan des voies de la gare de Thionville ;
- Optimisation des blocs sur le sillon lorrain.

En complément des projets en France, le Grand-Duché de Luxembourg met en œuvre un programme volontariste très important d'investissements dans l'infrastructure ferroviaire (2,3 milliards d'EUR entre 2019 et 2026) afin d'augmenter la capacité du réseau ferroviaire luxembourgeois. Ces investissements concernent tout particulièrement des éléments du réseau qui sont importants pour le trafic transfrontalier franco-luxembourgeois. Il s'agit notamment des projets suivants :

- Réaménagement complet de la gare de Luxembourg et de son plan de voies, y compris toutes les pénétantes ;
- Nouvelle gare de Howald avec 4 quais ;
- Dédoublage de la ligne existante entre Luxembourg et Bettembourg ;
- Réaménagement complet de la gare de Bettembourg et du plan de voies ;
- Nouveau P&R à Rodange (1.600 places) mis en service en avril 2023.

Ces mesures permettent de dénouer les différents axes pénétrants vers Luxembourg-ville et de mettre en place un couloir dédié pour le trafic ferroviaire transfrontalier entre Luxembourg-ville et la frontière française en direction de Thionville.

Cet ensemble de projets concerté entre le versant français et luxembourgeois, permettra d'augmenter progressivement l'offre de service ferroviaire et de faire circuler in fine sur le sillon Luxembourg–Thionville 10 trains par heure et par direction, dont un TGV, un train fret et huit trains TER en triple composition, offrant ainsi dans les huit TER, 8.000 places assises par heure et direction et multipliant ainsi l'offre par 2,5 par rapport à l'état initial.

Outre les projets ferroviaires, le Luxembourg cofinance également à raison de 50 % des projets permettant d'améliorer les transports en commun routiers (la contribution du Luxembourg, prévue dans le premier accord, est de 10 millions d'euros). Un premier projet réalisé dans ce contexte est le P&R de Thionville-Metzange, mis en service en février 2021.

Une offre de transport en commun bus vient compléter l'offre ferroviaire esquissée ci-avant. Ainsi le Grand-Duché de Luxembourg exploite et finance seul une multitude de lignes de bus transfrontalières permettant principalement aux frontaliers français de rejoindre leurs emplois au Luxembourg. Ces lignes de bus transfrontalières sont adaptées selon les besoins afin de répondre au mieux à la demande de mobilité transfrontalière.

Sur l'axe transfrontalier Esch/Alzette–Audun-le-Tiche, il est prévu de remplacer la navette ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Esch/Alzette par un corridor de priorisations pour bus (CHNS transfrontalier) et une piste cyclable, permettant ainsi de garantir un haut niveau de service entre Esch-sur-Alzette d'une part, et l'actuelle gare ferroviaire d'Audun-le-Tiche d'autre part. Ceci permettra ainsi d'augmenter l'attractivité de cet axe.

Dans ce contexte, une étude a été lancée par le MMTP et les autorités françaises sous le lead du GECT Alzette-Belval qui a comme objet d'étudier l'opportunité et les détails techniques d'un éventuel prolongement de ce « CHNS transfrontalier » côté français.

.....
Technologie de rechargement « Plug&Charge » | Question 0187 (17/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Vill Etuden op europäeschem Niveau weisen, dass besonnesch 2 Sujete beim Choix fir en Elektroauto eng kruzial Roll spillen: d'Reechwäit an d'Luedinfrastruktur (sief et privat oder de Reseau an der Proximitéit vum Notzer). D'Prioritéit muss op der Luedinfrastruktur leien, well ee bei der Reechwäit als politesch Autoritéite kee wierklechen Handlungsspillraum huet. Och an dem Regierungssaccord steet, dass den öffentliche Reseau u Luedstatiounen op cibléiert Manéier promovéiert an ausgebaut soll ginn. Des Weidere steet am Accord, dass een sech oppe vis-à-vis vun der technologescher Entwécklung an dësem Beräich weist a weider Innovatiounen ennerstëtzt. Och wa mir dës geplangten Efforten ennerstëtzen, stelle mir eis Froe bei der praktescher Ëmsetzung vun dëser Pläng. Aktuell gëtt et schonnes Technologien, déi de Choix fir en Elektroauto verstärken an d'Lueden un enger Statioun als Experienz vereinfachen. Konkreet denke mir hei un de Plug&Charge. Als Plug&Charge bezechent een d'Méiglechkeet, säin Elektroauto ouni RFID-Kaart ze lueden. Konkreet kann ee bei eng Statioun bäifueren, de Kabel an- an ausstiechen an ouni weider Interventioun direkt weiderfueren. Dat, wat bei verschiddenen Operateure Standard ass an an aneren europäesche Länner schonns am Verglach méi verbreet ass, ass hei zu Lëtzebuerg nach éischter eng Raritéit. Proportional gesinn, schwätze mir hei vun enger klenger Minoritéit vun der existenter Luedinfrastruktur, an, eise Wëssens no, quasi exklusiv vu privaten Ubidder.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère vis-à-vis vun dësem Constat?
2. Sinn et Echangé mam nationalen Operateur zu dësem Sujet ginn a wat waren d'Konklusiounen vun dësen Diskussiounen? Falls nee, sinn esou Echangé kuerzfristig geplangt?
3. Gëtt et eng technesch Méiglechkeet, déi bestoend effentlech Luedstatiounen mat engem däraartege System ze equipéieren oder brauch et komplett nei Statiounen?
4. Wéi vill effentlech Luedstatiounen bidden aktuell zu Lëtzebuerg eng Plug&Charge Optioun un?
5. Gëtt et Pläng, dëse Standard a passend (weider) Luedstatiounen an déi effentlech Infrastruktur ze integréieren? Falls jo, wéi vill weider effentlech Plug&Charge Statiounen si bis 2025 geplangt?
6. Ass de Plug&Charge Standard Deel vun de Krittären, déi ee muss erfëllen, wann een als Acteur Subside fir d'Opriichte vun enger effentlech zougänglecher Born ufreet? A falls net, ass et kuerzfristig geplangt, dëse Standard als Krittär hei mat ze integréieren?

Réponse (16/02/2024) de M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

„Plug&Charge“ wäert d'Luede vun Elektroautoen op effentlech zougängleche Luedstatiounen vereinfachen, dohier ass dës Funktionalitéit sécherlech ze begréisen.

De Standard „Plug&Charge“ erlaabt duerch d'Astieche vum Kabel eng automatiséiert Kommunikatioun an Ofrechnung tëschent dem Elektrogefier an der Luedstatioun, ouni datt een sech muss separat

authentifizéieren. Fir dass de Luedvirgang beim Astieche vum Kabel automatesch gestart gëtt, mussen esouwuel den Auto, wéi och d'Luedstatioun, „Plug&Charge“ ennerstëtzen, an déi néideg Authentifizéierungs- an Ofrechnungsinformatiounen mussen digital am Gefier hannerluecht sinn. Verschidde Bornen- an Autoshersteller bidden dës Funktionalitéit haut schonn un, et ass awer aktuell nach kee Standard, deen sech am ganzen Automobillsektor duerchgesat huet. Fir Lëtzebuerg ass et besonnesch wichteg, datt um europäesche Plang gekläert gëtt, wéini a wéi dës Funktionalitéit zum Asaz kënn, esou dass ee Standard flächendeckend an effizient kann ugewant ginn.

Fir d'Entwécklung vun dëser Technologie ze vereinfachen, gouf d'ISO-Norm 15118 agefouert a gëtt kontinuéierlech weiterentwéckelt. Dat neit Deeldokument 20 vun der ISO-Norm 15118 (ISO15118:20) bréngt enner anerem Verbesserung bei „Plug&Charge“ mat sech: Et kënnen zum Beispill méi Luedkontrakter hannerluecht ginn, fir dass automatesch ëmmer de beschte Kontrakt fir déi jeeweileg Luedstatioun ausgewielt gëtt. Fir d'Entwécklung an der EU virunzebréngen, gëtt momentan ee „Public key infrastructure“ (PKI) Konzept fir eng verschlüsselt Kommunikatioun tëschent der Luedinfrastruktur, de Luedkontrakter an den Elektroautoen ausgeschafft. Dëst, zesumme mat enger zukünftiger Obligatioun, fir nei oder ersate Luedborne kompatibel zu ISO15118:20 ze maachen, soll sécherstellen, datt d'Benotze vu „Plug&Charge“ sech verbreet.

Et si bis elo keng spezifesch Echangingen zum Thema mat Operateure vu Bornen, déi hei am Land aktiv sinn, ginn. De Wirtschaftsministère verfollegt weiderhi souwuel d'Evolution vum legale Kader um europäeschen Niveau, wéi och déi technesch Entwécklungen um Marché vun de Bornen.

Et gëtt net erfaasst, wéi vill Luedstatiounen aktuell „Plug&Charge“ ubidden. D'Stroumnetzbedreier, déi den Chargy-System bedreien, hunn op Nofro hi matgedeelt, dass d'Chargy-Bornen héchstwahrscheinlech net ëmrüstbar sinn, mee d'SuperChargy-Bornë warscheinlech kéinten op „Plug&Charge“ ëmgerüst ginn. Wat d'Bornë vun anere Bedreier vun effentlech accessibeler Luedinfrastruktur ubelaangt, hunn d'Ministère keng Informatiounen dozou.

Plug&Charge ass och de Moment kee Krittär, fir effentlech Subventiounen ze kréien. Am Kader vu méiglechen zukünftigen Upassunge vum Subventionsregime wäert analyséiert ginn, ob nei Krittären, zum Beispill och eng „Plug&Charge“ Fäegkeet, oder d'Méiglechkeet, zukünftig op „Plug&Charge“ ëmzerüsten, solle festgeluecht ginn.

.....
Annulation des cours pour cause d'intempéries le 17 janvier 2024 | Question 0188 (17/01/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

Fir de 17. Januar gouf eng Alerte rouge fir ganz Lëtzebuerg ausgeruff, well mat vill Glëtz a Schnéi gerechent gouf. Doropshi goufe vun der Cellule de crise eng ganz Rei Mesurë festgeluecht. Et gouf recomandéiert, dass all onnéideg Trajete sollen evitéiert ginn. Leit, déi d'Méiglechkeet hätten, fir iwwert den Teletravail ze schaffen, sollten dëst maachen. Zudeem sollten d'Coursen an de Schoulen am ganze Land ausfalen an an de Schoule just een Accueil mat deem dofir absolut noutwennege Minimum u Personal assuréiert ginn. An engem Social Media Post vum SEW gëtt sech awer doriwuer beschwéiert, dass verschidden Direktiounen sech net un dës Consigne gehalen hätten. Si hätten: „net kommunizéiert a

sech stuer un d'circulaire Intempéries gehalen, déi eng „obligation de moyen de se rendre à l'école“ fir all Léierpersoun dekreteiert“. Domat hätten sech vill Persoune vum Léierpersonal onnéidegerweis missen deplacéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kanner de Minister bestätegen, dass sech eng Rei vun den Direktiounen net un d'Consigne gehalen hunn, den Accueil an de Schoule mat deem absolut noutwennge Minimum u Personal ze assuréieren?

2. Gëtt et eng uniforme Applikatioun vum Educatiounsministère, mat där d'Direktiounen/d'Léierpersonal mat den Elteren a Schüler:inne kënnen kommunizéieren a wéi leeft dat am Allgemengen of?

3. Firwat gouf fir de 17. Januar net decidéiert, op de Cours à distance – wéi et e jo zu Zäite vun der Covid-19-Pandemie gouf – ëmzeklappen, fir esou net e ganzen Dag Schoul ze verléieren?

Réponse (29/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Um Moie vum Mëttwoch 17. Januar 2024 konnten all d'Schüler, déi trotz de schwierige Wiederkonditiounen an d'Grondschoul gaang sinn, encadréiert ginn an et ass mir wichteg, den Acteuren aus de lokale Schoulcommunitéite Merci ze soe fir hiren Engagement, ouni deen den Accueil vun de Kanner an de Schoulen net méiglech gewiescht wier.

All Hierscht gëtt vum concernéierte Service aus mengem Ministère eng Instruction ministérielle verschéckt, déi déi generell Richtlinne festhält, wéi am Fall vun engem Ausfall vun de Coursen duerch meteorologesch Konditiounen oder ee Cas de force majeure ze reagéieren ass. D'Instruktioun gesäit fir d'Enseignanten eng „obligation de moyen“ vir, fir op d'Aarbechtsplaz ze goen. Dës Instruktioun steet awer am Widdersprouch zu de Recommandatiounen, déi vu Meteolux am Fall vun enger Alerte rouge ausgeschwat ginn, a vun der Cellule de crise iwwerholl goufen, fir all Deplacementer ze evitéieren, déi net dréngend noutwenneg sinn. Op der Basis vun dëse Recommandatiounen huet de Ministère um Owend vum 16. Januar un d'Direktioun kommunizéiert.

De Ministère wäert zesumme mat de Schoulpartner déi entsprecheend Circulaire upassen un dësen Zenario.

D'Kommunikatioun am Fall vun esou Cas-de-force-majeurë geschitt iwwert déi dofir virgesinnen Outilen a Kommunikatiounsweeër: GovAlert an d'Kommunikatioun vun der Cellule de crise. Den Educatiounsministère huet dës Informatiounen opgegraff an um Owend vum 16. Januar nach per Newsletter un allequerten d'Elteren an d'Enseignanten diffuséiert.

D'Decisioun vun der Cellule de crise respektiv der Regierung ass am fréien Owend vum 16. Januar getraff ginn. Dee Moment war et ze spéit, fir en Enseignement à distance ënner materiell gudder Viraussetzung ze organiséieren.

Subside qualité+ pour clubs sportifs | Question 0190 (17/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Iwwert de Subside qualité+ gi Sportsveräiner, déi Sport fir Kanner ënner 16 Joer ubidden, finanziell vum Staat ënnerstëtzt. Duerch d'Subside kënnen déi lokal Veräiner de Sport zu engem méi gerénge Präis fir eng breet Bevëlkerung ubidden. Leider gëtt et momentan awer Problemer beim Ausbezuere vun de Subside vun der Saison 2022–2023.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. An der Vergaangenheet goufen dës Subside spéitsens ufanks des Joers ausbezuert. Kann de Sportminister confirméieren, dass dat och elo ufanks 2024 de Fall wäert sinn oder ob et eventuell Problemer gëtt beim Ausbezuere vun dëse Subside fir d'Saison 2022–2023?

2. An der Vergaangenheet ass et oft zu Depassementer vum ageplangte Budget fir de Qualité+ komm. – Wéi vill vum ageplangte Budget gouf schonn ausginn? – Wäert et och fir d'Joer 2023 nees zu engem Depassement kommen? Falls jo: Vu wat fir engem Montant geet de Sportminister do aus?

3. Bis wéini kënnen d'Veräiner domat rechnen, dass de Subside qualité+ an de Subside ordinaire fir 2023 ausbezuert wäerte ginn?

Réponse (06/02/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Wéi aus menger Äntwert op déi dréngend parlamentaresch Fro N° 0174 erausgaangen ass, gëtt et keng Problemer respektiv Retarde beim Ausbezuere vun de Subsiden. Déi agerechten Demandë si vu menge Leit mat der néideger Suergfalt traitéiert ginn an d'Paieementer vun de Subsiden um Instanzewee.

ad 2. – De genannte Budget ass komplett engagéiert ginn a wäert an den nächsten Deeg ausbezuert ginn. – Fir d'Joer 2023 ass en Depassement vun 1.640.000 EUR ugefrot ginn. D'Prozedur leeft.

ad 3. Wéi erwäant, ass d'Ausbezuere vun de genannte Subsiden um Instanzewee. Deemno wäerten d'Paieementer an den nächsten Deeg saiséiert ginn.

Renforcement des effectifs de police assignés à la commune de Luxembourg | Question 0191 (17/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Méindeg 15. Januar huet d'Police ugefaangen, an der Stad dat an der Seance vum 14. Dezember an der Chamber diskutéierten Heescheverbuet ëmzesetzen an éischt Persounen ze protokolléieren. An der Press war dann an dësem Kontext ze liesen, dass generell solle Polizist:innen aus anere Regiounen temporär ofgezu ginn an d'Equipe an der Stad ënnerstëtzen. Mir stellen eis hei konkret Froen, wat dës Entscheedung ugeet a wëllen eventuell Mësstänn verhënnere. Aus dësem Grond hu mir dem Här Minister konkret Froen heizu an der Froestonn vum 16. Januar gestallt. Den Här Minister wollt heizu keng Stellung bezéien an huet op déi nächst Kommissiounssetzung verwisen. Dës ass opgrond vun der allgemenger Alerte rouge de 17. Januar annulléiert ginn. An deem Zesummenhang stelle mir dës an eisen Aen urgent Froen elo iwwert dës Wee.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

– Aus wat fir Servicer sinn dës genannte Polizisten aus anere Gemengen ofgezu ginn?

– Aus wat fir Gemenge goufen d'Beamten:innen ofgezunn a wat waren hefir d'Krittären?

– Wat fir een Impakt huet dës nei Verdeelung vu Beamten:innen op d'Sécherheetssituatioun an de betraffene Gemengen an allgemeng op de Personalschlüssel?

– Den Här Minister huet dës Decisiounen laut sengen eegenen Aussoen an der Froestonn ënnert anerem

zesumme mat der Stad Lëtzebuerg geholl. Sinn och déi Betraffen aus den anere Gemengen an d'Gesprécher an an d'Entscheidung mat agebonne ginn?

Réponse (31/01/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Ech hunn zesumme mat engem Vertrieeder vun der Police an der Chamberskommissioun vum 23. Januar den Deputéierten all d'Informatiounen iwwert dee geplangte Dispositif vun der Police ginn. Well dës Informatiounen strateegesch an operationell Elementer beinhalten, déi confidentiel musse bleiwen, huet d'Chamberskommissioun fir dee Volet am huis clos siegéiert, an ech bezéie mech op meng Aussoen an der Kommissioun, fir op d'Froen ze äntweren.

Et gi keng Polizisten aus Gemengen ofgezunn, mee vu Kommissariater. Och net permanent, mee à tour de rôle. Dat huet keen Impakt op d'Sécherheetssituatioun an de Gemengen.

Forfait d'éducation (Mammerent) | Question 0192 (17/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

1. Ech géif gär vun der Madamm Ministesch vun der Gesondheet an der sozialer Sécherheet wëssen, wéi d'Zuel vun den ausbezuerte Mammerenten evoluéiert.

2. Wéi héich wäert d'Mammerent nom 1. Januar am Verglach vu virrunner sinn?

3. Wéi vill Mammerente gi fir 1, 2 oder méi Kanner ausbezuert?

4. Wéi sinn d'Perspektive vun der Evolutioun vun der Zuel a vun de Budgetskredditer vun der Mammerent?

Réponse (07/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Fir Dezember 2022 sinn 23.721 Mammerenten (Forfaits d'éducation) ausbezuert ginn, dovun 7.322 direkt vum Fonds national de solidarité (FNS). Déi aner 16.399 Beneficiarië kréien och eng eege Pensioun an hir Mammerent gëtt iwwert déi jeeweileg Pensiounskeess ausbezuert. D'Unzuel vun de Mammerenten ass réckleefeg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Méi Detailler zu de Mammerente stinn um Site „Informatiounssystem iwwer sozial Ofsécherung a Gesondheet“ vun der IGSS <https://igss.gouvernement.lu/fr/statistiques.html>.

Wat d'Zesummesetzung vum individuelle Montant ubelaangt, géife mir op d'Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 0130 verweisen.

ad 2. De Montant vun enger Mammerent ass am Gesetz³ op 86,54 EUR pro Mount a pro Kand fixéiert, onofhängeg dovun, ob dës direkt vum FNS oder, bei Pensionairen, vun der jeeweileger Pensiounskeess ausbezuert gëtt. Bei Pensionéierten, déi e Complément pension minimum kréien, gëtt de Forfait d'éducation gegebenefalls no den Dispositiounen vum Gesetz gekierzt.

Als Ausnam zum fixe Montant gëtt de Betrag vun der Mammerent bei Persounen, déi bei der Aféierung (1.2.2002) schonn eng Pensioun kruten, an déi deemools net réckwierkend konnte sougenannte Baby Years fir hir Pensioun geltend maachen, am selwechte Rhythmus wéi eng Pensioun och un d'Präsentwécklung (Index) an d'Lounentwécklung

³ Loi modifiée du 28 juin 2002 [...] 2. Portant création d'un forfait d'éducation [...]

(Reajustement) ugepassst. Ab Januar 2024 läit dëse Betrag bei 146,11 EUR pro Mount a pro Kand (virdrun 144,52 EUR).

ad 3. Vun den am Dezember 2022 ausbezuelt Mammerente ginn 33,2 % u Beneficiairë mat engem Kand, 41,4 % u Beneficiairë mat 2 Kanner a 25,4 % u Beneficiairë mat méi wéi 2 Kanner.

ad 4. A sengem Budget fir d'Joer 2024 rechent den FNS domat, dass d'Unzuel vu Mammerente vu ronn 22.500 am Joer 2024 op 20.900 am Joer 2027 erofgeet. De Käschtepunkt géing esou vu 45,2 Milliounen EUR 2024 op 43,4 Milliounen EUR am Joer 2027 zeréckgoen. Dëse Montant entsprécht dem Käschtepunkt fir d'Prestations brutes an d'Part patronale vun de Cotisatioun fir d'Krankeversicherung ouni eventuell Recouvrement.

.....

Médiation du Premier ministre dans le conflit opposant la Hongrie à l'Union européenne | Question **0195** (18/01/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

D'après un article paru sur le site Politico le 16 janvier (« Luxembourg's new PM wants to be the EU's Orbán whisperer »), Monsieur le Premier ministre est cité comme ayant indiqué vouloir agir comme médiateur dans le conflit opposant, depuis des années, la Hongrie à l'Union européenne, et aurait déclaré son intention de vouloir se rendre dans les prochains mois à Budapest pour rencontrer Monsieur Orbán, afin de mieux comprendre ses positions.

Monsieur le Premier ministre est également cité avec une critique de l'UE :

« "Hungary is more pro-European than we sometimes think and I think we should try to support different views so that we can achieve a common goal", Frieden said. »

et, à un autre endroit « According to Frieden, the EU is also partly to blame for Orbán's isolation. "I'm sometimes shocked by seeing how little effort there is being put into understanding what the other side thinks [in relations] between European countries", Frieden said. »

Ces déclarations interviennent alors que Monsieur Orbán est critiqué de manière constante et depuis des années pour ses réformes autoritaires et contraires aux valeurs et aux libertés fondamentales européennes, qui expliquent d'ailleurs le gel de subventions européennes destinées à la Hongrie, mais aussi de ne pas hésiter à bloquer des décisions vitales pour l'Union européenne, comme dernièrement les discussions autour du paquet d'aide pour l'Ukraine ou encore la procédure d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. En outre, la proximité de Monsieur Orbán avec Monsieur Putin n'est un secret pour personne.

Dans sa résolution n° 2460 de 2022, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « conclut que les effets cumulés des mesures préjudiciables à l'indépendance du pouvoir judiciaire, à la situation des médias, à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes des institutions de l'État compromettent globalement le fonctionnement des institutions démocratiques. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont d'avis que l'Union européenne a une part de responsabilité dans le conflit

avec la Hongrie de Monsieur Orbán sur un certain nombre de dossiers européens, comme le budget de l'UE, les aides à l'Ukraine ou encore les discussions d'adhésion de l'Ukraine ? Dans l'affirmative, en quoi consiste cette part de responsabilité ?

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sont d'avis que les réformes menées en Hongrie sous le Gouvernement de Monsieur Orbán en matière de justice et de liberté de la presse, et pointées du doigt par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sont conformes aux valeurs et à l'État de droit européen ?

– Comment les déclarations reprises ci-dessus sont-elles conciliables avec la motion n° 3176 sur la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et le suivi de la situation en Hongrie adoptée le 18 avril 2020 par la Chambre des Députés ?

Réponse (02/02/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

En tant que membre fondateur de l'Union européenne, le Luxembourg souscrit entièrement aux valeurs de l'Union européenne, notamment celles de démocratie, d'État de droit et de respect mutuel des peuples.

La position du Gouvernement à l'encontre de la Hongrie reflète plusieurs aspects :

Le Gouvernement considère que le peuple hongrois est pro-européen, alors que nous avons pu voir lors de visites officielles dans ce pays qu'il partage les objectifs de l'Union européenne.

Par ailleurs, nous estimons que l'Union européenne à 27 États membres doit, pour avancer dans la réalisation de ses ambitions, tenir compte de la grande diversité de culture, d'histoire, de niveau de vie et de géographie. Il faut donc tenir compte de réalités et de perceptions qui peuvent différer d'un pays à l'autre, tout en partageant les mêmes objectifs et valeurs. Cela vaut pour l'ensemble des États membres.

Enfin, le désaccord avec un Gouvernement d'un pays nécessite le dialogue et la discussion, plutôt que l'isolement. Ceci est d'autant plus vrai pour la Hongrie qui présidera le Conseil de l'Union européenne lors du deuxième semestre 2024.

.....

Acquisition de projets de logements en VEFA | Question **0196** (18/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Gouvernement a annoncé en été 2023 l'acquisition de projets de logements en VEFA freinés par le manque d'acquéreurs potentiels afin d'assurer la continuité de l'activité de la construction, de maintenir des emplois de ce secteur et, par la même occasion, d'augmenter le nombre de logements abordables en propriété publique.

La finalisation des cinq premiers contrats de réservation portant sur 114 logements et pour une enveloppe budgétaire de 69 millions d'euros à charge du Fonds spécial du soutien au développement du logement a été communiquée le 1^{er} septembre 2023. Depuis cette annonce des discussions portant sur l'acquisition de 70 logements en VEFA supplémentaires auraient été entamées.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Les contrats de réservation portant sur 114 logements mentionnés ci-dessus ont-ils entre-temps été signés ?

– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus d'informations sur les cinq projets en question ? Quel est le prix d'acquisition par mètre carré pour chacun des cinq projets ?

– Quelle entité sera le bailleur des logements ?

– Dans quels délais les logements seront-ils habitables ?

2) Qu'en est-il des 70 logements en VEFA supplémentaires dont l'acquisition a été envisagée par votre prédécesseur au Ministère du Logement ? Avez-vous poursuivi ou abandonné les discussions portant sur cette acquisition éventuelle ?

3) Vos services analysent-ils d'autres offres de projets immobiliers en vue d'une acquisition future éventuelle ? Dans l'affirmative, de combien d'offres de projets et de logements s'agit-il ?

4) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre l'acquisition de projets de logements en VEFA ? Dans l'affirmative, quelle est la stratégie d'acquisition de Monsieur le Ministre ? Dans la négative, quelles sont les raisons de Monsieur le Ministre pour l'abandon de l'acquisition de logements en VEFA ?

Réponse (20/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Actuellement, 6 contrats de réservations sont signés pour un total de 170 unités de logements pour +/-110 millions d'euros.

– En moyenne, le prix d'acquisition, y inclus un parking par unité de logement, est de +/-7.320 €/m² au m² de surface habitable.

– Les promoteurs publics FDL et SNHBM seront bailleur social chacun pour 85 unités de logement.

– Prévisionnellement, 2 unités de logement seraient disponibles au 2^e semestre 2024, 7 unités de logement seraient disponibles au 2^e semestre 2025, 76 unités de logement seraient disponibles courant de l'année 2027 et les autres 85 unités logement seraient disponibles 1^{er} semestre de l'année 2028.

ad 2) À ce stade, 8 projets portant sur 284 unités de logement supplémentaires ont été soumis au Ministre des Finances pour validation.

ad 3) Actuellement, 7 projets supplémentaires pour 88 unités de logement sont en préparation pour la commission interne CAL29.

ad 4) Dans le cadre du premier paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 31 janvier 2024, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire informe les promoteurs, développeurs et constructeurs de logements de l'intérêt de l'État à acquérir des projets de logements en vente en l'état futur d'achèvement.

Un budget de 480 millions d'euros vient d'être attribué aux acquisitions VEFA, représentant +/-800 unités de logements. Le ministère analysera chaque projet soumis quant à sa conformité aux typologies des logements et au prix selon le cahier de charges du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire par la commission interne CAL29.

.....

Site « Lorraine Aéroport » | Question **0197** (18/01/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Suite à un article publié par France Bleu Lorraine le 30 mai 2023, évoquant les ambitions de Luxair et de son directeur général, Gilles Feith, d'initier des opérations de vol depuis le site « Lorraine Aéroport »,

plusieurs questions se posent concernant cette potentielle expansion transfrontalière. M. Feith a mentionné des liaisons envisagées vers la Tunisie et le Sénégal. Il a également fait état de demandes d'autorisations de trafic soumises aux autorités françaises, qui restent en attente de réponse.

Alors que « Lorraine Aéroport » fait actuellement face à des préoccupations quant à sa pérennité, cette initiative pourrait contribuer à l'attractivité et à l'intégration transfrontalière de la Grande-Région, en renforçant les coopérations entre le Luxembourg et la Lorraine.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Le Gouvernement luxembourgeois est-il informé d'une coopération potentielle entre Luxair et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ? À quelle phase se situe actuellement l'initiative d'expansion des opérations de Luxair à l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Est-il envisagé de créer une liaison routière ou ferroviaire directe entre le Luxembourg et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Quelles sont les implications potentielles pour le secteur du transport aérien luxembourgeois si Luxair commence à opérer des vols depuis l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine ?

– Comment le Gouvernement luxembourgeois évalue-t-il l'impact de cette initiative sur l'Aéroport de Luxembourg, notamment en termes de trafic et d'activité économique ?

– Quelles seront les répercussions sur les liaisons aériennes existantes entre le Luxembourg et les destinations évoquées telles que la Tunisie et le Sénégal, et comment cela s'inscrit-il dans la stratégie globale de développement de Luxair ?

Réponse (19/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'ouverture de nouvelles liaisons ainsi que la collaboration avec un autre aéroport que celui du Luxembourg sont des décisions opérationnelles prises par la direction de Luxair. Luxair opère ainsi en toute liberté commerciale dans un environnement fortement concurrentiel, souvent face à des compagnies aériennes ayant des modèles sociaux nettement moins protecteurs.

Pour répondre aux demandes de ses clients, Luxair dessert depuis des années des aéroports européens sans liaisons directes avec le Luxembourg, comme Saarbrücken et Anvers. Aucune liaison routière ou ferroviaire directe entre le Luxembourg et l'Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine n'est à l'étude.

Par le passé, d'autres compagnies ont proposé des destinations commercialement viables au départ de l'Aéroport de Lorraine, et Luxair examine actuellement comment elle pourrait potentiellement bénéficier de ces itinéraires.

Aujourd'hui, la majorité des clients de Luxair provient de la Grande Région, et notamment de la France. Offrir des vols depuis l'Aéroport de Lorraine pourrait être commercialement intéressant, surtout si la majorité des clients de certaines destinations vient de cette région.

Actuellement, Luxair est en discussion pour obtenir un accès aux créneaux pour des destinations hors Europe, notamment en France. La compagnie, à partir de 2026 ou 2027, augmentera sa capacité de vol avec l'arrivée de nouveaux avions ce qui permettrait d'élargir son offre sur d'autres marchés, en particulier la France.

Pour l'instant, aucun impact substantiel sur les départs du Luxembourg ni sur les activités de l'aéroport n'est à prévoir. Si les discussions aboutissent et que de tels vols voient le jour, ils seraient a priori complémentaires à ceux déjà opérés depuis le Luxembourg.

Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) | Question 0198 (18/01/2024) de Mme Francine Closerer (LSAP)

L'accord de coalition stipule que « les capacités d'accueil dans les SEA seront augmentées afin de garantir l'accès pour chaque enfant à l'horizon 2030 ». De plus, le communiqué de presse datant du 29/11/2023 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse prévoit ce qui suit : « En collaboration avec les communes, le Gouvernement veillera à ce que chaque enfant ait droit à une offre éducative à temps plein à partir de 2030. »

Selon une intervention de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil lors du débat public de la pétition n° 6201, la demande et l'offre des places dans les SEA seraient relativement équilibrées au niveau national, bien qu'il y ait des listes d'attente dans certaines communes. Évidemment, uniquement une offre locale présente une opportunité réelle pour les familles. Ainsi, les communes jouent un rôle essentiel pour assurer la garde d'enfants. Sachant que les SEA impactent considérablement les budgets communaux à la fois à travers les frais liés aux infrastructures et à travers les frais de personnel, l'accord de coalition prévoit une discussion avec les communes sur une « adaptation des subventions ». En outre, la pénurie de personnel éducatif présente également un défi pour l'augmentation des capacités des SEA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelle est la trajectoire de la réalisation de la garantie à l'accès à l'accueil dans une SEA à l'horizon 2030 ?

2) Monsieur le Ministre pourrait-il clarifier le concept de l'offre éducative à temps plein ? Quels acteurs seront impliqués dans la réalisation de cette offre ? Quel serait l'impact de cette offre pour les communes ?

3) Dans quelles communes la demande pour une place dans une SEA n'a-t-elle pas pu être satisfaite les deux dernières années ? Quel est le taux d'occupation des SEA agréées au niveau national et communal, respectivement pour les maisons relais, les crèches et les autres types de structures ?

4) Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entamer les discussions au sujet des adaptations des subventions avec les communes ? De quels types de subventions s'agit-il ? Quand est-ce que les communes peuvent s'attendre à la réalisation des adaptations ?

Réponse (26/02/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) En vue de l'augmentation des capacités d'accueil, la situation dans les différentes communes du pays sera analysée afin de déterminer le développement local des structures éducatives qui sera conceptualisé en fonction des besoins et en collaboration avec la commune. Sur base des résultats obtenus, des consultations seront menées afin de déterminer le rythme et la procédure à suivre.

À cet effet, un échange régulier aura lieu avec le syndicat communal Syvicol pour aborder les adaptations

possibles et répertorier les aides existantes. Les discussions porteront également sur le développement de la diversité de l'accueil au sein de la commune et sur l'utilisation des subventions.

ad 2) Comme précisé dans l'accord de coalition, le financement des structures d'éducation et d'accueil (SEA) sera adapté afin de permettre des contrats à plein temps au personnel de l'éducation non formelle ; ceci aussi dans l'optique de renforcer la coopération entre l'enseignement fondamental public et la SEA. En cas de collaboration renforcée, il s'agira de clarifier la gestion des différents statuts et des différents domaines de responsabilité.

L'impact de cette offre sur les communes fera l'objet d'une analyse et de discussions avec le Syvicol.

ad 3) À ce jour, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas d'informations relatives aux listes d'attentes. Ces informations ne sont disponibles qu'auprès des gestionnaires des SEA. Un formulaire permettant de recenser les listes d'attente et les critères d'accès aux SEA gérés par des communes est en cours d'élaboration.

ad 4) En juillet 2023, le soutien financier pour la construction d'un SEA pour enfants scolarisés par place d'accueil est passé de 10.000 €/place (ou de 12.500 € pour les projets où l'école fondamentale et la maison relais partagent des locaux dans un même bâtiment) à 15.000 € chacun.

Comme précisé ci-dessus, la question des subventions sera discutée avec le Syvicol.

Prix du tabac | Question 0199 (18/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Paulette Lenert (LSAP)

Depuis le 1^{er} janvier, le prix du paquet de cigarettes coûte plus de 11 € en France alors qu'au Luxembourg le même paquet est nettement plus avantageux. La Belgique à son tour a annoncé des augmentations substantielles des prix.

– Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement, quels sont leurs projets en matière d'évolution du prix du tabac, sachant que le prix est la meilleure arme contre le tabagisme.

– Quelle est l'attitude du Gouvernement et des autorités compétentes par rapport à la contrebande systématique de produits du tabac vers nos pays voisins ?

Réponse (29/01/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

– Comme dans le passé, la politique du Gouvernement consiste à revoir à des intervalles réguliers à la hausse la taxation des produits de tabac. Des réflexions en ce sens sont actuellement en cours.

– Depuis l'instauration du marché unique au 1^{er} janvier 1993, mettant en place un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée et la mise en place de la directive 2020/262 établissant le régime général d'accise visant à réglementer la libre circulation des marchandises soumises aux accises, il n'y a plus de contrôles douaniers aux frontières intra-UE.

L'Administration des douanes et accises (ADA) effectue ses contrôles douaniers de manière intégrée, c'est-à-dire de façon multidisciplinaire, sur tout le territoire du Grand-Duché.

Un contrôle systématique aux frontières des pays avoisinants comme jadis, engendrerait non seulement un chaos de la circulation, mais serait surtout contraire aux quatre libertés fondamentales.

Afin de réduire au maximum le trafic transfrontalier de grandes quantités de produits du tabac respectivement le trafic illégal, le Luxembourg augmente de manière régulière les taxes sur ces produits tout en entretenant une collaboration active avec les douanes des pays voisins et britanniques.

.....

Réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos | Question 0200 (18/01/2024) de M. Dan Biancalana | M. Franz Fayot (LSAP)

En date du mardi 16 janvier 2024, le Premier ministre s'est rendu à la 54^e réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, lors duquel dirigeants politiques et grands patrons s'échangent sur la marche du monde, avec en toile de fond la multiplication des risques géopolitiques, technologiques et climatiques. À cette occasion, pas moins de 260 milliardaires et millionnaires se sont adressés le 17 janvier aux responsables politiques réunis sur place avec un plaidoyer en faveur d'un impôt sur les plus fortunés en vue d'améliorer la qualité des services publics dans le monde.

Dans la lettre remise aux responsables politiques, les membres du collectif de milliardaires et millionnaires soulignent notamment que « l'inégalité a atteint un point de bascule et son coût pour notre stabilité économique, sociétale et écologique est grave – et s'accroît chaque jour. En bref, nous devons agir maintenant. »

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Messieurs les Ministres soutiennent-ils les conclusions et les revendications formulées par le collectif dans ladite lettre ?

– Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le Luxembourg a une responsabilité spéciale à appuyer des mesures de taxation uniforme des grandes fortunes en tant que pays hôte d'une importante industrie financière abritant de nombreux millionnaires, voire milliardaires potentiellement concernés par une telle réforme ?

Réponse (29/01/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

En premier lieu, il échet de constater que la lettre en question n'a pas été adressée au Gouvernement luxembourgeois. Le Gouvernement estime que les revendications en question ne visent pas le Luxembourg en particulier. Il semble d'ailleurs que le collectif aurait déjà formulé les mêmes revendications par le passé à l'occasion du Forum économique mondial à Davos.

La fiscalité luxembourgeoise est progressive, de sorte que les personnes à revenu élevé paient substantiellement plus d'impôts que ceux qui ont des revenus plus faibles.

L'accord de coalition du nouveau Gouvernement ne prévoit pas d'impôt particulier sur les grandes fortunes, alors que cet impôt a conduit à la fuite de capitaux dans les pays qui l'ont introduit par le passé.

.....

Accidents de la route liés aux conditions météorologiques | Question 0201 (18/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Suite aux conditions météorologiques hivernales de la semaine du 15 janvier 2024, et en particulier des mercredi 17 et jeudi 18 janvier, qui ont rendu les conditions de circulation particulièrement difficiles et

ont conduit à de multiples perturbations sur le réseau routier, nous souhaitons obtenir des éclaircissements sur les incidents survenus ainsi que sur les mesures prises pour garantir la sécurité routière.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien d'accidents de la route liés aux conditions météorologiques ont été recensés durant cette période ?

2) Parmi ces incidents, pouvez-vous indiquer le nombre d'accidents attribués à des véhicules non conformes au Code de la route, et plus particulièrement, à des pneus non conformes aux conditions hivernales, ainsi que le nombre de conducteurs ayant été sanctionnés pour cette non-conformité ?

3) Les services des ponts et chaussées luxembourgeois ont-ils engagé des actions conjointes avec les autorités compétentes du côté français pour le déneigement et le salage de l'autoroute A31 et de la route nationale D616 française, ainsi que sur les axes routiers interconnectés tels que l'A3 et l'A4 ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer ses initiatives visant à sensibiliser et à responsabiliser les conducteurs quant à l'importance d'adopter une conduite adaptée aux conditions météorologiques hivernales ?

Réponse (23/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Sur le réseau autoroutier, 25 accidents au total ont été enregistrés par le Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) au cours de la semaine du 15 janvier 2024, sans pour autant montrer les causes de ces accidents routiers :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les bases de données de la police ne permettent pas de décliner combien d'accidents survenus sur la période donnée ont été causés par les conditions météorologiques. Les causes des accidents ne sont pas prises en compte dans ce recensement des accidents.

ad 2) Les bases de données de la police indiquent que, dans la semaine du 15 janvier 2024 au 19 janvier 2024 inclus, 27 conducteurs ont été sanctionnés en raison de l'utilisation de pneus non conformes aux conditions hivernales (article 160 du Code de la route, règlement grand-ducal du 10 septembre 2012).

Ces infractions relevées ne sont pas nécessairement liées à des accidents de la route dus aux conditions météorologiques, mais indiquent uniquement le nombre de sanctions relevées.

ad 3) Depuis plus d'une décennie, des visioconférences transfrontalières entre les gestionnaires des routes (France, Belgique et Luxembourg) ont lieu hebdomadairement en période hivernale, voire plus fréquemment selon les prévisions météorologiques. Les conférences en question portent sur les conditions météorologiques (Météo France) et, si nécessaire, un tour de table est organisé par les différents gestionnaires des routes afin de se concerter sur les opérations de déneigement et de salage.

En outre, les circuits de salage sont définis à l'avance et coordonnés avec les autorités des pays limitrophes. Ceci est notamment le cas pour le tronçon sur l'autoroute A31 entre l'échangeur de Kanfen et la frontière franco-luxembourgeoise. En ce qui concerne la route nationale D616, un plan de circuit de salage a

été élaboré en collaboration avec les autorités françaises pour la gestion du déneigement et du salage. Par conséquent, le tronçon entre le rond-point Belval-Gare et le rond-point Russange est pris en charge par l'Administration des ponts et chaussées.

ad 4) Des messages de sensibilisation sont affichés sur les panneaux électroniques des autoroutes pour, entre autres, encourager les usagers de la route à adapter leur conduite aux conditions météorologiques hivernales. En cas d'intempéries, une réduction de la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes est également appliquée afin de réduire le risque d'accident.

Par ailleurs, les usagers de la route sont également informés et sensibilisés par plusieurs autres campagnes, notamment dans la presse (radios, ACL, etc.) sur les prévisions météorologiques et les conditions de conduite actuelles, de sorte qu'ils puissent, le cas échéant, s'y adapter ou vérifier la conformité de leur véhicule, comme par exemple le montage de pneus d'hiver.

.....

Ventes d'appartements en construction | Question 0202 (19/01/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Depuis la réforme de la TVA Logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, il est possible de décomposer les ventes d'appartements en construction selon le taux de TVA appliqué.

Les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % et ceci dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €, tandis que les « investisseurs », déjà propriétaires d'une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis, sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me communiquer un tableau contenant le nombre de ventes d'appartements en l'état futur d'achèvement (VEFA), le nombre total des ventes d'appartements « VEFA pour propriétaires occupants » (TVA de 3 %) ainsi que le nombre total des ventes d'appartements « VEFA pour investissement » (TVA ordinaire) pour les années 2021, 2022 et 2023 ?

2) Est-ce qu'une répartition territoriale pour les « VEFA pour investissements » peut être établie pour ces années, afin d'avoir une vue géographique sur ces investissements ?

Réponse (09/02/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Depuis la réforme de la TVA logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, l'application du taux super-réduit de 3 % en relation avec des travaux de création est réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Les logements mis à la disposition de tiers ne bénéficient plus de la faveur fiscale, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements. De ce fait, plus aucune demande d'application directe du taux super-réduit n'est prise en compte en relation avec la création de logements à des fins locatives. Par conséquent, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ne dispose plus de données relatives aux logements mis à la disposition de tiers en ce qui concerne le volet « Création ».

La base de données relative aux droits d'enregistrement permet de faire une distinction entre actes avec ou sans droit au crédit d'impôt, mais elle ne permet pas de faire la distinction entre « VEFA pour propriétaires occupants » et « VEFA pour investissement ». Une isolation du nombre d'appartements concernant des VEFA n'est pas possible.

Le nombre d'appartements à des fins d'habitation principale pour lesquels des agréments relatifs à la création ont été demandés se trouve dans le tableau en dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le nombre d'actes de ventes des appartements en construction est publié chaque trimestre par l'Observatoire de l'habitat et est accessible sous data.public.lu : « Nombre de ventes d'appartements et volumes financiers correspondant à ces ventes (statistiques issues des actes notariés) ».

Réponse complémentaire (16/02/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

En complément aux informations contenues dans la réponse commune du 9 février 2024 et issues de la seule base de données de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, nous aimerions fournir les informations suivantes à l'honorable Députée Liz Braz.

ad 1) Les statistiques ci-dessous s'appuient sur les données de la publicité foncière, système informatique qui relie les notaires à l'Administration de l'enregistrement et des domaines ainsi qu'à l'Administration du cadastre et de la topographie. Il s'agit donc de statistiques basées sur les actes notariés, qui permettent de distinguer clairement les ventes d'appartements existants et les ventes d'appartements en construction (VEFA – Ventes en l'état futur d'achèvement).

Depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, il est également possible de décomposer les ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué : en règle générale, les « propriétaires-occupants » sont soumis au taux de TVA super-réduit de 3 % (dans la limite d'une faveur fiscale totale de 50.000 €), alors que les « investisseurs » (ayant déjà une résidence principale et envisageant la mise en location du bien nouvellement acquis) sont quant à eux soumis au taux de TVA ordinaire de 17 % (16 % en 2023).

Le tableau 1 ci-dessous décompose le nombre total d'appartements vendus pour les années 2017 à 2023. Il faut toutefois souligner que les statistiques pour l'année 2023 sont incomplètes pour l'instant : elles ne tiennent compte que des trois premiers trimestres de l'année. Notons également que ces statistiques reflètent les volumes de transactions après sélection, traitements et rejets des extrêmes, tel qu'expliqué dans le document méthodologique conjoint du Statec et de l'Observatoire de l'habitat :

<https://logement.public.lu/dam-assets/documents/observatoire-habitat/Methodologie-PrixVente-Appartements-2013-12.pdf>.

Le phénomène le plus notable sur la période 2021-2023 est la réduction de la part des appartements en construction (VEFA) dans le total des transactions, jusqu'à atteindre seulement 13,7 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2023. La répartition entre propriétaires-occupants et investisseurs parmi les acheteurs d'appartements en construction a moins évolué, mais les fluctuations trimestrielles sont fortes et le nombre d'observations limité.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il est possible de réaliser une telle décomposition des ventes d'appartements en construction (VEFA) selon le taux de TVA appliqué depuis la réforme de la TVA-logement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Le tableau 2 reporte ces statistiques sur la période 2017-2023, en utilisant le découpage du territoire retenu par le Statec et l'Observatoire de l'habitat dans leur publication conjointe « Le logement en chiffres ». Il présente cinq zones géographiques correspondant à des cantons ou à des regroupements de cantons.

Ici, la tendance marquante est le recentrage des investissements locatifs dans le canton de Luxembourg en 2023 : alors que ce canton regroupait en moyenne 42,6 % des achats d'appartements en construction réalisés par des investisseurs entre 2017 et 2022, cette part est montée à 62,9 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Logements vacants de la Société nationale des habitations à bon marché | Question 0205 (19/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 0134 hu mir de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung ënnert anerem gefrot, wéi vill Leerstand et beim Fonds du logement zu ënnerschiedlechen Zäitpunkte ginn ass. Aus der Äntwert geet ervir, dass et aktuell kee Leerstand vu bewunbare Wunnenge gëtt. Niefert dem Fonds du logement, gëtt et zu Lëtzebuerg och nach en zweeten ëffentleche Promoteur, d'Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM). Och fir dësen Acteur stellen sech an eisen Aen déi schonns fir de Fonds du logement traitéiert Froen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wéi vill Leerstand gouf et bei der SNHBM um Datum vum 1.1.2023, dem 1.3.2023, dem 1.6.2023, dem 1.9.2023, dem 1.12.2023 an dem 1.1.2024? Ëm wéi eng Aart vun Objet handelt et sech dobäi jee weils (Locatiounsobjekt, Objekt mat Bail emphytéotique, Verkaufobjekt)?

Mir wiere frou, wann den Här Minister a senger Äntwert déi ënnerschiedleche Zäitpunkte kéint separat traitéieren. Aus der leschter Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0134 geet dëst net ervir.

Réponse (20/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

D'SNHBM huet kee Leerstand vu bewunbare Mietwunnengen. Déi Wunnengen, déi aktuell net besat sinn, sinn amgaange renovéiert ze ginn, respektiv wäerten deemnächst nei Locatairen ophuelen.

D'SNHBM huet fir déi gefrotten Datumer keng Statistiken. 2023 waren all Logementer entweder besat oder an der Renovatioun.

Wat d'Donnée vum de Wunnenge betrëfft, déi fir de Verkauf geduecht sinn, waren Enn Januar 2024 125 Logementer nach net verkaaft. 115 vun deene Logementer waren entweder nach am Bau oder haten nach kee Keefer fonnt, déi aner 10 Wunnengen huet d'SNHBM zrëckkaaf an ass amgaangen, en neie Keefer dofir ze sichen.

Accueil des demandeurs d'une protection internationale au Luxembourg | Question 0207 (19/01/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Le programme gouvernemental 2023-2028 stipule que « Les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI. » L'hébergement des personnes demandant une protection internationale constitue un défi tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Néanmoins, la période de séjour dans les centres d'accueil constitue un premier pas vers l'intégration des personnes. En ce sens, les cours de langue obligatoires prévus par le programme gouvernemental constituent une étape à la fois intéressante et complexe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Le Gouvernement lancera-t-il un nouvel appel aux communes concernant la création des structures d'hébergement pour les DPI ? Y aura-t-il une sorte d'obligation de participation pour les communes ?

– À partir de quand les cours de langues seront-ils organisés ?

- Quelles langues seront proposées ?
- Les cours s'appliqueront-ils également aux bénéficiaires d'une protection temporaire ?
- Dans le contexte du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR), quels sont les objectifs visés par ces cours ?

Les résidents des foyers, qui sont souvent persécutés et poursuivis dans leur pays d'origine, sont censés apprendre à connaître la démocratie du Luxembourg non seulement par une information adéquate, mais aussi par l'expérience pratique. En conséquence, la loi prévoit la création d'un comité consultatif des résidents dans chaque foyer.

– Puisque la loi stipule que l'initiative doit venir des résidents, quels moyens ont été ou seront mis en place pour en informer ces derniers ?

– Combien de comités consultatifs existe-t-il à ce jour ? Et où ?

Le contact et l'échange avec les voisins des structures d'hébergement peuvent contribuer de manière importante à l'acceptation par la population et à l'implication des volontaires du quartier. C'est dans cet esprit, que la création des comités de suivi a été lancée.

– Combien de comités de suivi fonctionnent à ce jour ?

- Qui sont les membres d'un tel comité? Le voisinage en fait-il partie ?

L'UNHCR a réalisé une étude relative à certains aspects du processus d'intégration des personnes bénéficiaires de la protection internationale (BPI) au Luxembourg.

– Quelles conclusions le Gouvernement en tire-t-il en matière d'accès à un emploi ?

– Quelles conclusions le Gouvernement en tire-t-il en ce qui concerne le logement ?

Les entreprises de sécurité et l'assistance sociale sont omniprésentes dans les structures d'hébergement.

- Combien d'agents de sécurité chaque structure compte-t-elle ?
- Quelles formations ont été proposées au personnel de sécurité en 2023 ?
- Par qui ces formations sont-elles dispensées ?

– Combien d'agents sont chargés de l'encadrement social dans chaque structure ?

• Une augmentation du personnel social est-elle prévue, entre autres, au vu des développements décrits ci-dessus ?

Réponse (27/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ainsi que prévu dans le programme gouvernemental, le Gouvernement a une attitude proactive envers les communes et il réitérera son action d'informer les communes sur les modalités d'accueil de personnes DPI, sur les démarches à effectuer en amont de l'accueil et sur les aides apportées par le Gouvernement aux communes qui accueillent une structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI).

Pour ce qui est des cours de langues proposés aux personnes DPI et aux personnes BPT, l'ONA attribue des bons permettant à ces personnes de s'inscrire aux cours de langues (proposés par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse). Le choix des cours est effectué par les personnes concernées, en fonction de leur projet professionnel individuel. Les langues proposées sont l'allemand, le français et l'anglais. L'initiation à la langue luxembourgeoise s'effectue à partir du moment où des progrès significatifs sont constatés dans les langues citées auparavant. Les cours de l'intégration linguistique visent un niveau linguistique de A1.2 du CECR. Deux parcours sont proposés aux personnes selon leurs besoins afin d'atteindre l'objectif suivant : un parcours d'alphabetisation en langue française et un parcours de « français langue d'intégration » (FLI).

Concernant la mise en place de comités consultatifs dans les structures d'hébergement, il y a lieu de préciser que les encadrants sociaux organisent régulièrement, et en fonction des besoins et de la demande des résidents, des réunions entre résidents et encadrants. Ce type de réunion peut soit concerner l'ensemble des personnes hébergées, soit des groupes de personnes. Lors de ces réunions, des sujets divers du vivre-ensemble en communauté sont thématiques, en fonction des besoins constatés par les résidents et les encadrants sociaux. Actuellement, l'ONA explore avec ses partenaires sociaux chargés de l'encadrement socio-éducatif dans certaines structures d'hébergement des formes supplémentaires de participation et de consultation des occupants des structures, tels que des sondages ou des boîtes à suggestions, les résidents étant ainsi impliqués dans la prise de décision.

Quant aux comités de suivi instaurés dans les communes concernées par une structure d'hébergement, il en existe, à l'heure actuelle, huit qui sont formalisés. Dans plusieurs autres communes des réunions régulières ont lieu entre les autorités compétentes sans qu'un comité de suivi ne soit officiellement constitué.

Les comités de suivi sont composés de représentants communaux, des représentants de l'ONA ainsi que, le cas échéant, des représentants de l'organisme chargé de l'encadrement socio-éducatif de la structure ou de représentants d'autres ministères. Suivant les souhaits de l'administration communale et les thèmes à traiter, certains comités de suivi incluent aussi des membres des services ou commissions communaux, comme la commission de l'intégration ou l'office social. À la demande de la commune, des séances d'information ou des portes ouvertes sont organisées

lors de l'ouverture officielle d'une nouvelle structure d'hébergement afin de permettre au voisinage et aux habitants de la commune de s'informer. Ceux-ci peuvent également s'adresser à chaque instant au personnel encadrant pour toute question ou remarque, ou se porter volontaire en tant qu'agent bénévole pour participer activement à la vie des DPI.

Par ailleurs, le personnel encadrant est en charge de faire le lien avec d'éventuels bénévoles et d'organiser des activités dans la commune d'ancrage de la structure, permettant ainsi aux personnes hébergées de s'intégrer dans la vie de la commune.

Le Gouvernement est parfaitement conscient des difficultés d'insertion sur le marché du travail luxembourgeois rencontrées par de nombreux bénéficiaires de protection internationale (BPI), de même que par de nombreux bénéficiaires de protection temporaire (BPT) en provenance de l'Ukraine arrivés au Luxembourg depuis février 2022.

Les problèmes soulevés par l'étude de l'UNHCR sont connus par les instances publiques et les acteurs de terrain : difficultés de reconnaissance des diplômes, des qualifications et des expériences professionnelles antérieures des BPI (et BPT) ; exigences linguistiques spécifiques au marché du travail luxembourgeois ; exigences linguistiques requises pour pouvoir suivre des cours de formation professionnelle (continue) ; écart entre les attentes et aspirations des administrés, d'une part, et leurs possibilités réelles d'intégrer le marché du travail à court terme, d'autre part ; situation administrative et sociale fragile (garde des enfants non assurée ; logement ; etc.).

Cependant, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) s'est adaptée à ces demandes nouvelles en proposant une vaste panoplie de mesures de formation et d'aides à l'insertion professionnelle aux BPI et BPT. Ces mesures et aides comprennent notamment : accès à des cours de langue intensifs à l'INLL, octroi de bons pour s'inscrire dans d'autres cours de langue ; la participation à des cycles de formation dédiés spécifiquement aux BPI et BPT et organisés en étroite collaboration avec des partenaires externes ; l'assignation vers des initiatives sociales en faveur de l'emploi ; toutes autres mesures, formations et aides appropriées que l'ADEM peut proposer à tout demandeur d'emploi inscrit, indépendamment de son statut de séjour. Par ailleurs, l'ADEM, ensemble avec les organismes partenaires, évalue en permanence la pertinence de ses offres afin de les adapter régulièrement aux besoins des demandeurs d'emploi inscrits.

Rappelons dans ce contexte qu'une cellule spécialisée dans l'accueil des demandeurs d'emploi disposant du statut de BPT a été créée au printemps 2022, au sein de l'agence de l'ADEM à Luxembourg-ville.

En ce qui concerne l'accès des DPI au marché de l'emploi, l'accord de coalition du Gouvernement issu des élections législatives du 8 octobre 2023 stipule que « quatre mois après l'introduction de leur demande de protection internationale, les DPI pourront conclure un contrat de travail dans les domaines à forte pénurie de main d'œuvre. Le Gouvernement évaluera cette mesure régulièrement. »

Enfin, il y a lieu de rappeler que la loi du 23 août 2023 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; 3° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, a apporté un certain nombre d'ouvertures et de simplifications administratives visant à faciliter l'accès au marché de l'emploi des ressortissants de pays tiers sous certaines conditions.

Pour les personnes qui ont obtenu le statut de bénéficiaire de protection internationale, quitter la structure d'hébergement de l'ONA pour accéder à un logement indépendant reste compliqué en raison de la situation tendue sur le marché du logement au Luxembourg. Si, tous les mois en moyenne 50-80 personnes avec le statut de BPI réussissent à quitter les structures de l'ONA, quelque 2.100 personnes bénéficiaires du statut logent actuellement toujours dans les structures de l'ONA, faute de trouver un logement alternatif.

Dans son étude, le UNHCR conclut aussi que la question du logement est un sujet extrêmement complexe.

Pour ce qui est de la recommandation relative à la mise en place d'un soutien financier au profit d'initiatives ou de programmes proposant un accompagnement pour la recherche d'un logement, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil soutient des projets en la matière via le fonds AMIF.

Quant à la recommandation visant l'étude des discriminations dans l'accès au logement, celle-ci est reprise dans le plan d'action national de lutte contre le racisme, qui est en cours d'élaboration, et qui consacre une partie à l'accès au logement du point de vue de la discrimination raciale.

Pour ce qui est de la sécurité dans les structures d'hébergement, le nombre de postes de gardiennage dépend des capacités d'accueil de la structure d'hébergement. Notons tout d'abord qu'une douzaine de structures ne disposent pas de gardiennage ; il s'agit principalement d'auberges et de petites structures avec une capacité d'accueil inférieure à 30 personnes. Pour les structures avec un dispositif de gardiennage, un poste de gardiennage est prévu à partir d'une capacité d'accueil de 30 lits, ensuite, avec la capacité d'accueil augmentant, le ratio est d'un poste de gardiennage pour 50 lits.

Les formations ci-dessous sont obligatoires pour les agents de gardiennage :

- Formation « Gestion de conflits et de l'agressivité » visant à mieux gérer la violence pouvant apparaître dans une structure accueillant des demandeurs de protection internationale provenant de cultures diverses ;
- Formations « Premiers secours », « Lutte incendie et évacuation de bâtiments » ;
- Formation « Hygiène » visant à garantir une distribution des repas respectueuse des règles d'hygiène actuellement en vigueur ;
- Formation « Poste d'inspection filtrage rayons X ».

L'organisation et la prise en charge financière des formations incombent à l'entreprise de gardiennage.

Par ailleurs, les agents de sécurité affectés à l'ONA suivent également une formation de sensibilisation à la vulnérabilité et à la « bien-traitance ». Cette formation est dispensée par l'ONA.

Enfin, concernant le nombre d'agents chargés de l'encadrement social dans chaque structure d'hébergement, celui-ci dépend du nombre de personnes hébergées et de leur profil. Pour les structures dont l'encadrement est assuré par un partenaire social sur base d'une convention avec l'État, le ratio est au minimum d'un agent socio-éducatif pour 50 personnes hébergées. Il existe néanmoins des structures sans encadrement social permanent sur place, notamment lorsqu'il s'agit de très petites structures. Dans ce cas, le suivi social est assuré par l'ONA lors de visites régulières.

Procédure de remboursement de la CNS | Question 0208 (19/01/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Wann een eng Rei Ofrechnunge vum Dokter an enger Kéier bei d'CNS schéckt, ginn dës net onbedéngt gemeinsam traitéiert. Dëst ass och esou um Site vun der CNS annoncéiert. Ville Leit ass de Prozess hantert dem Enregistréiere vu Rechnungen an dem Ausbezuele vun de Gelder net bekannt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat ginn d'Rechnungen esou gehandhaabt?
2. Och wann de System vum Tiers payant ugelaf ass, huet d'Ministesch selwer an der Chamber ze verstoe ginn, dass et nach wäert daueren, bis all Dokter dësen och wäert notzen. Wäert bis dohi weiderhin an enger Verbesserung vum traditionelle Remboursementssystem geschafft ginn?
– Wa jo, wat ass nach envisagéiert, fir d'Liewe vun de Mataarbechter:inne vun der CNS ze vereinfachen an d'Delaien ze verkierzen?

Réponse (16/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den éischte Grond, firwat d'Dokteschrechnungen, déi zesammen an enger Enveloppe verschéckt gi sinn, net onbedéngt zesumme veraarbecht ginn, hänkt mat der Tatsaach zesammen, dass se innerhalb vun de Servicer vun der Gesondheetskeess (CNS) no Prestataire an no den applikabele Konventionen am Aklang mam Artikel 61 Alinea 1 vum Code vun der sozialer Sécherheet, verdeelt ginn. D'Villfalt an d'Komplexitéit vun de verschidde Dossieren hu mat sech bruecht, dass d'Personal vun de verschidde kompetente Servicer vun der CNS huet missen deemstspriechend spezialiséiert a forméiert ginn.

Den zweete Grond, firwat d'Rechnungen, déi zesammen an enger Enveloppe verschéckt gi sinn, net onbedéngt zesumme veraarbecht ginn, ass duerch d'Technik ze erklären. D'Rechnungen, déi eng optesch Lecture erméiglechen, gi vun de Rechnunge getrennt, déi handgeschriwwen Annotatiounen enthalten oder nach zousätzlech Dokumenter, déi eng manuell Veraarbechtung an Usproch huelen. Ma d'Veaarbechtung duerch déi optesch Lecture, wann se da méiglech ass, hélt manner Zäit an Usproch wéi déi manuell Veraarbechtung. Bei de Rechnungen, déi vu weideren Dokumenter begleet sinn, mussen déi zoustänneg Servicer op déi manuell Veraarbechtung zeréckgräifen.

Mëttlerweil kënnen bis zu 75 % vun de Rechnungen duerch déi optesch Lecture traitéiert an innerhalb vun e puer Deeg rembourséiert ginn.

ad 2. E Projet, fir de Remboursement op nationalem Terrain ze beschleunegen, ass vun der CNS initiéiert ginn a wäert an noer Zukunft émgesat ginn. Aus deem Grond wäert en Informatiounsblat mat Piktogrammer bei den Detail vum Remboursement dobäi geluecht gi fir ze weisen, wéi een d'Demanden am beschten eraschécke soll. Dat soll mat sech bréngen, dass nach méi kann op déi optesch Lecture zeréckgegraff ginn a sou méi e schnelle Remboursement ka garantéiert ginn.

Adaptation des contrats RGTR | Question 0209 (19/01/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

En été 2023, les syndicats OGB-L et LCGB sont parvenus à un accord de principe avec la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars

(FLEAA) concernant les modalités d'une nouvelle convention collective. Cet accord de principe prévoit des améliorations pour les salarié.e.s et aura donc un impact budgétaire sur les exploitants d'autobus, lequel devrait également se répercuter sur les contrats RGTR entre l'État et les exploitants.

Selon mes informations, le prédécesseur de Madame la Ministre n'avait jamais vu d'inconvénient pour adapter les budgets des contrats RGTR aux modalités de la nouvelle convention collective, mais désormais, cette adaptation se fait attendre de manière inhabituelle. Il semblerait que Madame la Ministre ne se soit pas encore prononcée sur la question, raison pour laquelle la nouvelle convention n'a pas encore pu être signée formellement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Comptez-vous adapter les budgets des contrats RGTR avec les exploitants de manière à compenser les surcoûts engendrés par la signature de la nouvelle convention collective ?
- 2) Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me préciser l'échéancier et les étapes de la mise en œuvre ?

Réponse (12/02/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert de l'application des nouveaux tarifs suite à l'accord de principe négocié entre l'OGB-L, le LCGB et la FLEAA pour une nouvelle convention collective de travail dans le secteur des transports publics.

Lors de sa réunion du 7 février 2024, le Conseil de Gouvernement a pris la décision de se prononcer en faveur de l'application de cette révision des prix horaires à honorer à partir du 1^{er} janvier 2024 dans le cadre des contrats avec l'État pour le personnel des exploitants de services de transports publics par route.

Licences d'entraîneur INAPS | Question 0210 (22/01/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 mai 2021, des licences INAPS ont été instaurées. Une licence INAPS est émise parallèlement à l'établissement d'un brevet ou d'un brevet d'État. La durée de validité de la première licence INAPS est de trois ans et commence le jour de son établissement. Le renouvellement de la validité de chaque licence INAPS subséquente se fait par cycles de 3 ans suivant l'accomplissement d'un cycle de formation continue.

Or, les acteurs du monde sportif soulèvent certains problèmes de fonctionnement et de communication dans ce contexte. Ainsi les informations relatives aux formations et formations continues accomplies ou en cours ne seraient toujours pas consultables ni pour les personnes concernées, ni pour les clubs et fédérations au nom desquels elles sont actives. De plus des questions relatives aux obligations de documentation des cours suivis et des cours reconnus dans le cadre de la formation continue resteraient ouvertes.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Sports :

- 1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les informations concernant les heures de formation accomplies ne sont accessibles ni pour les entraîneurs eux-mêmes ni pour les clubs et/ou fédérations ?

2) Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il proposer une solution à ce problème ?

3) Sous quelles conditions des formations suivies à l'étranger ou organisées par d'autres acteurs que l'INAPS peuvent-elles être comptabilisées ?

4) Comment les entraîneurs peuvent-ils vérifier si des activités de formation auxquelles ils ont participé sont effectivement prises en compte ? Quelles sont les obligations de documentation le cas échéant ?

Réponse (27/02/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) L'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 mai 2021 relatif à la détermination et à l'organisation des formations des cadres techniques et administratifs pour les différentes formes d'activités sportives marquait une étape importante dans le développement de la qualité de ces formations. Au-delà de nouveaux éléments en matière de contenus et d'organisation, ceci implique également une nouvelle hiérarchisation des brevets et brevets d'État, partant du brevet LUXQF1 avec 12 unités de formation de 50 minutes, jusqu'au brevet d'État LUXQF6, qui équivaut à 1.300 unités de formation cumulées pour le candidat.

Par ailleurs, la coopération entre l'INAPS et les fédérations, comme déjà prévue par la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, est formalisée à travers les commissions des programmes. Les 36 commissions des programmes actuellement en place démontrent l'envergure du règlement grand-ducal précité.

En parallèle à la réforme de la formation initiale, le nouveau règlement grand-ducal a également créé un cadre pour les formations continues, en introduisant une licence ayant une validité de 3 ans, renouvelable sous condition de l'accomplissement de 24 unités de formations continues par le candidat endéans ce cycle de 3 ans. Il faut préciser que cette licence est un élément complémentaire aux brevets ou brevets d'État, qui servent de certification de base et qui restent toujours valides.

Pour donner une impression de la voluminosité de cadres sportifs actifs au Luxembourg, on peut soulever qu'en 2023, 2.108 entraîneurs encadrant des enfants et adolescents de moins de 16 ans sont répertoriés dans le système du subside qualité+ du Ministère des Sports. S'y ajoutent plusieurs centaines d'entraîneurs des différentes disciplines sportives, préparateurs en motricité, entraîneurs en préparation physique, moniteurs sportifs et cadres administratifs tels que définis dans le règlement grand-ducal précité qui sont actifs dans le secteur du sport et dont les données ne figurent pas audit système du subside qualité+ – ceci au vu de leurs domaines d'intervention qui diffèrent de ceux éligibles dans le contexte du subside qualité+.

Une solution informatique pour permettre à chaque cadre sportif de consulter à tout moment via MyGuichet le statut de ses formations initiales et continues, est en cours d'évolution, en étroite collaboration avec le CTIE.

En tant que ministre, il me tient particulièrement à cœur que cet outil nécessaire, servant à une information transparente, efficace et cohérente soit disponible dans les meilleurs délais.

Mes collaborateurs de l'INAPS travaillent avec le CTIE pour faire évoluer cet outil, et ce avec une priorité maximale.

Il est tout aussi important, que les énormes efforts des fédérations sportives et de l'INAPS pour mettre

en place une offre de formation hautement qualitative soient poursuivis, sans qu'une pression trop grande ou une insatisfaction se développent dans le secteur ou auprès des candidats.

Rappelons au passage, que depuis le 1^{er} janvier 2024, les candidats sont éligibles pour 5 jours de congé sportif pour participer aux formations INAPS.

ad 2) Comme annoncé, les équipes de l'INAPS et du CTIE travaillent avec une priorité maximale à l'évolution, dans les meilleurs délais, de la solution informatique existante pour assurer que les entraîneurs et leurs fédérations puissent consulter à tout moment le statut de leurs formations via MyGuichet. Cependant, je ne suis actuellement pas en mesure d'indiquer un délai précis pour la mise en place définitive de l'évolution de cet outil informatique.

Afin d'éviter que les délais existants engendrent une pression trop importante sur les candidats, leurs clubs et fédérations ainsi que sur mes collaborateurs de l'INAPS, des possibilités de report du délai d'expiration des licences valides sont en cours d'analyse, tout en préservant les objectifs politiques en termes de développement de qualité du secteur.

ad 3) Dans le contexte de la reconnaissance de formations suivies à l'étranger ou auprès d'autres instituts de formations, le règlement grand-ducal du 20 mai 2021, précité, fait une distinction entre formation initiale et formation continue.

Pour la reconnaissance et l'homologation d'une formation initiale, qui découle sur un brevet ou un brevet d'État, il existe auprès de l'INAPS une commission des homologations et des dispenses instaurée par le règlement grand-ducal précité.

Le règlement grand-ducal précité instaure également un cadre pour la reconnaissance de formations continues suivies à l'étranger ou organisées par d'autres acteurs que l'INAPS et visant à prolonger la licence. Une demande de reconnaissance préalable de la formation est à adresser au directeur de l'INAPS, qui peut solliciter l'avis de la commission des programmes concernée avant de valider la formation continue en question.

ad 4) Sur base des validations des activités de formation telles que relevées à la réponse à la question 3) et sur présentation des certifications de présence et de réussite requises, les activités de formation seront inscrites et consultables dans la solution MyGuichet susmentionnée.

Signal sonore déclenché lors de l'enregistrement par les « bodycams » | Question 0211 (22/01/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Police soll an Zukunft mat Bodycams equipéiert ginn. Wéi am Gesetz vum 29. Juli 2023 festgeschriwwen gouf, léist d'Bodycam beim Aschalten een haarden a schrillen Toun aus, fir d'Personen an der Ëmgéigend doriwwer ze informéieren, dass d'Kamera ugeschalt gouf („Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'un signal sonore.“). Dëse Mechanismus huet fir Kritik an de Reie vun der Police gesuergt, well en a verschiddene Situatiounen d'Polizist(inn)en oder den Erfolg vun engem Asaz kéint a Gefor bréngen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert de Minister dëse Punkt vum aktuelle Gesetz evaluéiere loossen, fir ze ermëttelen awéifern d'Tounsignal vun der Bodycam d'Policearbecht beaflosst a Beamt(innen)en an hir Aarbecht a Gefor bréngt?

2. Gëtt et Pläng, dat aktuellt Gesetz esou ze änneren, dass d'Umschalte vun der Kamera keen Toun méi ausléise muss?

Réponse (22/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Wéi am Exposé des motifs vum Gesetzprojet zu de Bodycams virgesinn, wäert eng Etude gemaach ginn iwwert de prakteschen, techneschen a juristesche Kader vun de Bodycams, wann dës Kameraen 2 Joer am Asaz waren.

Zu dësem Zäitpunkt ka keng genee Indikatioun iwwer technesch Komponenten, wéi zum Beispill den Toun, gemaach ginn. Eng Ausschreibung am Dossier Bodycam wäert am Abrëll gemaach ginn.

D'akustescht Signal déngt an éischer Linn dem Beamten, fir dass dësen d'Informatioun kritt, dass d'Kamera ophëlt. Fir d'Person, déi gefilmt gëtt, ass d'akustescht Signal en zousätzlecht Element, niewent der mëndlecher Informatioun, dass opgeholl gëtt.

De gesetzleche Kader gëtt keng Präzisioun iwwer d'Lautstäerkt, d'Tonalitéit respektiv d'Frequenz vun deem Signal.

De Gesetzgeber gesäit vir, dass de Polizist de Moment wéi hien d'Kamera en fonction vun den Ëmstänn aktivéiert („la police peut procéder à un enregistrement audiovisuel, lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées“).

Zum Beispill: Am Fall vun engem gemellten Abroch an engem Haus kéinten d'Beamten hir Kamera aktivéieren, éiert si aus dem Auto klammen, laut dem legale Kader.

ad 2. Et ass net virgesinn, dat aktuellt Gesetz ofzeännere, soulaang d'Bodycams net am Asaz sinn an ee Bilan no 2 Joer gezu ginn ass.

Double vote dans le cadre des élections européennes | Question 0212 (22/01/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Bei den EU-Parlamentswalen den 9. Juni kënnen EU-Ausländer decidéieren, ob si am Walbüro vun hirer Wunnngemeng iwwert déi Lëtzebuurger Verriedung an der héijer Kierperschaft ofstëmmen, oder ob si iwwert d'Ambassade vun hirem Hierkonftsland déi entspreichend national Lëschte wëlle stëmmen. Falls si fir déi éischt Decisioun optéieren, mussen si eng Déclaration sur l'honneur ënnerschreiwen, keng zweete Kéier iwwert eng weider Verriedung matzestëmmen, fir en Zweeklassewalrecht ze vermeiden.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Baussen an EU-Minister gär dës Froe stellen:

– Wéi gëtt de Respekt vun där entspreichender Déclaration sur l'honneur kontrolléiert? Gëtt en automateschen Datenaustausch mat den zoustännegen Ambassade virgeholl an dobäi och séchergestallt, datt keen a sengem Hierkonftsland d'Bréifwal ugefrot huet? Wéi eng Strofe ginn am Fall vun engem Verstouss geschwat?

Réponse (20/02/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Am Kader vum automateschen Datenaustausch, deen op der Basis vun der Direktiv 93/109/CE tëscht den EU-Memberstaate stattfënn, kommunizéiert den Ausseministère, gemäß dem Artikel 9 vum Walgesetz, d'Date vun den ageschriwwenen EU-Ausländer un

déi concernéiert Memberstaaten. Wéi déi aner Memberstaaten dës Informatiounen un hir Ambassade weiderginn, läit an der nationaler Kompetenz vun all Memberstaat.

Den Artikel 113 vum Walgesetz gesäit eng Geldstrof vun 251 bis 2.000 Euro an eng Gefängnisstrof vun 8 bis 15 Deeg vir, wann eng Person vun enger multipler Inscriptioun profitéiert, fir méi wéi eng Kéier ze wíelen.

Liste d'attente du Fonds du logement | Question 0213 (22/01/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Vill Einzelpersonen an och Stéit stinn aktuell beim Fonds du logement op enger Waardelëscht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Einzelpersonen insgesamt op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn a wéi dës sech no Alter, Geschlecht an Nationalitéit opdeelen? Kann den Här Minister déi nämmelech Informatiounen och fir d'Zusammensetzung vun de Stéit matdeelen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, no wéi enge Krittären d'Leit an der aktueller Situatioun prioriséiert ginn a preziséieren, wéi den Ëmstand bewäert gëtt, wa Leit scho Joren oder Joerzëngten hei am Land wunnen an hei schaffen?

Réponse (21/02/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'Waardelëscht vum Fonds du logement fir Leit, déi eng bezuelbar Mietwunneng sichen, kann opgeschlësst ginn no der Zusammensetzung vun de Stéit an dem Alter vun de Kandidaten.

Dozou follgend zwou Tabellen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Follgend Tabell illustréiert den Alter vun de Kandidaten op der Waardelëscht

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir weider Detailer iwwert d'Waardelëscht vum Fonds du logement wëll ech op d'Note 33⁴ vum Observatoire de l'habitat verweisen.

ad 2. D'Attributioun vun de Wunnengen „tous publics“ gëtt bestëmmt duerch d'Gesetz⁵. Wann eng Wunneng attribuéiert gëtt, mécht d'Commission consultative vum Fonds du logement en Avis dozou.

Am Kader vun der Attributioun vun de Wunnengen gëtt den Alter consideréiert, esouwäit e relevant ass fir d'Evaluatioun vun de Krittären.

D'Geschlecht esouwéi och d'Nationalitéit si keng Krittäre bei der Attributioun vun de Wunnengen, dat aus Schutz vun de perséinlechen Donnéeën vun de Leit an, fir Diskriminatioun ze verhënneren. Aus deem Grond dierf de Fonds du Logement och keng Statistik iwwert dës Krittäre féieren.

D'Dauer, déi d'Kandidate schonn am Land wunnen oder schaffen, ass kee Krittär fir d'Attributioun vun enger Wunneng.

⁴ Note 33 : Qui sont les candidats à un logement en location abordable au Luxembourg ?, Observatoire de l'habitat (2023), Sait 2
⁵ Loi du 7 août 2023 relative au logement abordable, insbesonnesch d'Article 57 bis 59

.....
Étiquetage des bouteilles de vin | Question **0214**
(22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Une réglementation européenne modifiant l'étiquetage des bouteilles de vin dans les pays membres de l'Union européenne vient d'entrer en vigueur le 8 décembre 2023. Le secteur viticole devra notifier les ingrédients et la valeur nutritionnelle de ses produits.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelles informations devront être notifiées, à partir de quand et par quelle voie ?

2) La nouvelle réglementation vaut-elle également pour les vins en provenance de pays tiers ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant les projets de la Commission européenne tendant à doter l'étiquetage des produits alcooliques d'avertissements sur les risques pour la santé ?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Le règlement (UE) 2021/2117 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) n° 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) n° 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union (nommé règlement (UE) 2021/2117 ci-dessous) exige qu'à côté des informations obligatoires déjà définies, la liste des ingrédients, le tableau nutritionnel et la valeur énergétique du vin doivent figurer sur l'étiquette des vins et crémants/vins mousseux de qualité produits après le 8 décembre 2023.

C'est à dire, les vins tranquilles issus des vendanges 2024 ainsi que les crémants/vins mousseux de qualité élaborés à base de vins des vendanges 2023 doivent être conformes aux nouvelles règles d'étiquetage.

Les producteurs peuvent notifier ces informations soit sur leurs étiquettes, soit sur une page web dédiée à laquelle le consommateur peut accéder via le scan d'un code QR imprimé sur l'étiquette. Or, l'énergie du vin, en kilojoule et en kilocalorie, doit obligatoirement figurer sur l'étiquette.

ad 2) Oui, la réglementation vaut pour tous les vins commercialisés sur le territoire de l'UE.

ad 3) Actuellement il n'existe qu'un seul pictogramme d'avertissement sur les bouteilles de boissons alcoolisées ; le symbole de la femme enceinte barrée, obligatoire en France depuis 2007. Or, l'usage de ce symbole n'est cependant pas réglé au niveau européen.

Le règlement (UE) 2021/2117 prévoit que la Commission européenne est habilitée à adopter des actes délégués pour compléter l'annexe II du règlement afin de tenir compte « des progrès techniques et scientifiques, des évolutions du marché, de la santé des consommateurs ou des besoins des consommateurs en matière d'information ».

Malgré cette possibilité, la Commission européenne n'a pas proposé de mesure concrète et donc le

Gouvernement luxembourgeois n'a pas encore été en mesure d'analyser la proposition.

.....
Dépenses de la défense | Question **0215**
(22/01/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, Monsieur le Premier ministre, lors d'une visite début décembre 2023 à Bruxelles, a promis l'élaboration d'un plan pour atteindre l'objectif des 2 % du RNB (revenu national brut) en matière de dépenses pour la défense, ce d'ici le sommet de l'OTAN prévu en juillet 2024.

– Étant donné que nos dépenses atteignent actuellement 0,7 % du PIB une telle hausse exigerait une augmentation des plus substantielles de nos dépenses pour la défense. J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement comment et endéans quels délais il entend donner suite aux engagements de Monsieur le Premier ministre.

– Quel est en chiffres absolus le delta à couvrir entre les dépenses actuelles et les 2 % annoncés ?

– Quelles sont les étapes prévues pour suffire à cet engagement et quelles sont les priorités en la matière ?

Réponse (21/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il y a lieu de rappeler que l'objectif auquel il est fait référence a été fixé par le Gouvernement précédent en vue du sommet de l'OTAN à Vilnius les 11 et 12 juillet 2023. Cette décision a été confirmée dans le cadre de l'accord de coalition 2023-2028.

L'effort de défense sera porté à un pourcent du produit intérieur brut (PIB) jusqu'en 2028. Il évoluera à moyen terme à la hauteur de deux pourcents du revenu national brut (RNB). La défense, en étroite collaboration avec les autres départements ministériels concernés, est en train d'élaborer une feuille de route à ce sujet qui sera présentée en amont du sommet OTAN de juillet 2024 à Washington.

La mise en place du bataillon binational belgo-luxembourgeois sera au cœur de l'effort de défense des années à venir. En ligne avec les lignes directrices établies à l'horizon 2035, la Défense luxembourgeoise continuera également à développer ses capacités militaires dans les domaines air, cyber et espace.

.....
Études externes dans le cadre de projets d'infrastructure et immobiliers de l'État | Question **0216**
(22/01/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vun den öffentliche Aarbechten, déi hei am Land duerchgefouert ginn, gëtt ëmmer erëm op extern Etüdebüroen zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir öffentliche Aarbechten:

1. Wéi vill Etüdebüroe goufen an de leschten dräi Joer – an opgeschlüsselt no de Joren 2021, 2022, 2023 – vum Ministère fir öffentliche Aarbechte beoptraagt, fir am Kader vun öffentliche Bau- an Infrastrukturprojeten déi betreffend Analysen a Studien duerchzuführen?

2. Wéi héich waren am Kader vun öffentliche Bau- an Infrastrukturaarbechten – opgeschlüsselt no de Joren 2021, 2022, 2023 – insgesamt d'Käschten, déi un extern Etüdebüroen ausbezuellet goufen?

3. No wéi enge Krittäre gëtt am Ministère fir öffentliche Aarbechten decidéiert, ob ee fir dee jeeeweilige Bau- oder Infrastrukturprojet en externen Etüdebüro beoptraagt, oder déi betreffend Analysen a Studien intern duerchzuführen léisst?

Réponse (26/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. De folgenden Tablo liwwert d'Iwwersiicht iwwert d'Unzuel un Etüdebüroen, déi tëscht 2021 an 2023 vum Ministère fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte mat Etüden an Analyse beoptraagt goufen. Am Tablo ass och déi insgesamt ausbezuelten Zomm, opgeschlüsselt pro Joer, déi un déi extern Etüdebüroen ausbezuellet gouf, hannerluecht. Dës Ausgabe bezéien sech op déi öffentliche Projekte vun der Stroossebauverwaltung (PCH) an der Verwaltung fir öffentliche Bauten (ABP).

Verschidden Etüdebüroe sinn deelweis méi wéi eng Kéier engagéiert ginn, well et sech entweder ëm verschidden Opdrag oder verschidde Projekte gehandelt huet. Deemno ass d'Unzuel vun den Etüde pro Joer méi héich wéi d'Unzuel un Etüdebüroen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Well all Projet ganz individuell ass, an den eventuelle Besoin un engem Etüdebüro sech eréischt no an no erauskristalliséiert, sinn d'Krittäre vu Projet zu Projet ënnerschiddlech. Eng grouss Roll spillt do awer virun allem den Émfang an d'Zort vum Projet, awer och d'Erfahrung an d'fachlech Ofdeckung duerch d'Büroen.

Wann de Bau- oder den Infrastrukturprojet et vun der Envergure a Komplexitéit zouléisst, wéi et oft bei Projekte vun der Stroossebauverwaltung (zum Beispill dem Amenagement oder Reamenagement vu Stroossen, dem Bau vu Rondelen, Vélospisten oder Kräizungen asw.) de Fall ass, versicht d'Verwaltung d'Etüden intern auszuféieren, also ouni Etüdebüro.

Wann d'Envergure vun de Projeten, an déi doduerch och méi grouss technesch Erausforderung, wéi zum Beispill de Bau vu Brécken, awer ze grouss gëtt, respektiv wa speziell Etüde gemaach musse ginn ewéi d'Statik vu Brécken, Émweltanalysen, geotechnesch Etüden asw., gëtt op spezialiséiert Etüdebüroen zeréckgegraff. Do kommen dann nach gesetzlech Oplagen dobäi, wou just agreéiert Büroen dierfe verschidden Etüde maachen, fir iwwerhaupt déi néideg Autorisatiounen kënnen ze kréien.

Ganz allgemeng ass och ze soen, datt mat der Zäit ëmmer méi Fachberäicher opkomm sinn, déi ee gewëssent Fachwësse voraussetzen, wéi zum Beispill bei archeologeschen Ausgruewungen, Demingearbechten, Sécherheet um Chantier, architektonesche Leeschtungen, Direktioun vun den Aarbechten asw., wou net all spezifesch Beräich vun de Verwaltungen kann ofgedeckt ginn.

Och wann extern Büroen de Verwaltungen bei diversen Etüden zouschaffen, bleiwen d'Verwaltungen ëmmer zoustänneg fir d'Gestioun an de Suivi vun allen Etüde bei engem Projet. Sou ginn dës Etüden och ëmmer intern am Detail kontrolléiert a gegebenefalls nach Adaptatiounen virgeholl. Och suergen d'Verwaltungen dofir, datt all déi noutwenneg Prozeduren, fir de Projet korrekt auszuféieren, agehale ginn. Dorënner falen zum Beispill d'Ofstëmmung mat allen Acteuren, d'Anhuele vun den Autorisatiounen, den Opkaf vun den néidegen Terrainen zesumme mat den anere staatlechen Acteuren oder och d'Gestioun vun Budget. Wat awer d'Komplexitéit an d'Ausmooss vun de Projekte méi zouhëlt, wat och den zäitlechen Opwand bei de Verwaltungen méi grouss gëtt, fir dës Etüden ze encadréieren an ze koordinéieren.

Déploiement de la fibre optique | Question **0217** (22/01/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Regierungsrot ass virgesinn, Lëtzebuerg flächen-deckend mat Glasfaseruschlëss ze couvréieren. Dacks ass et awer esou, ë. a. och a menger Heemechts-gemeng Wëntger, datt wa Stroossebauaarbechte virge-holl ginn, net ëmmer och automatesch – do wou se nach feelen – Glasfaseruschlëss verluecht ginn. POST ass zwar mat agebonne bei esou Aarbechten, mee si bedeelegen sech net ëmmer, fir déi betreffend Uschlëss ze verleeë respektiv déi betreffend Glasfaseruschlëss ginn eréischt méi spéit verluecht.

Dëst bréngt evidentereis eng Rei Nodeeler mat sech: Déi betreffend Stroosse mussen dann zweemol operappt ginn, wat net nëmmen eng Behënnerung vum Verkéier duerstellt, mee och nach zousätzlech Käschte mat sech bréngt.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze erklären, datt, wa Stroossebauaarbechte virgeholl ginn, POST sech net systematesch dru bedeelegt, fir op de betreffende Plaze Glasfaseruschlëss ze verleeën, fir esou zousätzlech Käschten an eng weider Behënnerung vum Verkéier ze evitéieren?

2. Wat gedenkt d'Regierung elo konkreet ze ënnerhuelen, fir dës Mëssstänn ze behiewen?

Réponse (20/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bei Aarbechten um staatleche Stroosereseau vun der Stroossebauverwaltung gi systematesch bei all Projet déi verschidde Concessionnaires (esou och d'Post), déi nei ënnerierdesch Leitunge verleeë respektiv erneiere missten/wéilten, am Virfeld ugeschriwwen, fir gegebenefalls och hir Aarbechten am Kader vum Chantier vun der Verwaltung auszuféieren.

Dës Prozedur soll verhënnern, datt d'Strooss e puermol operappt a gespaart muss ginn.

Am Fall, wou d'Concessionnaire matmaache wëllen, ginn déi jeeweileg Ausschreibungsënnerlagen an deene vun der Verwaltung integréiert, esou datt d'Aarbechte vum jeeweilege Concessionnaire dann och direkt mat ausgeschriwwen an zäitgläich realiséiert kënnen ginn.

Et gëtt awer och Fäll, an deenen onofhängeg vu Stroossebauaarbechte vun der Verwaltung, ënnerierdesch Leitungen a Stroossen oder Trottoire verluecht musse ginn. An esou Fäll gëtt fir déi jeeweileg Aarbechten eng „permission de voirie“ ausgestellt. D'Aarbechte ginn dann op Basis vun dëser Permission vun enger Gemeng oder engem Concessionnaire ausgefouert.

ad 2. Et sief ze betounen, datt eng gutt Kommunikatioun tëscht der Stroossebauverwaltung a POST respektiv den anere Concessionnaire besteet an een ëmmer an enkem Kontakt ass, fir déi vun de verschidde-nten Entitéite geplangten Aarbechte sou gutt et geet ze koordinéieren an ofzestëmmen. Sou soll dann och verhënnert ginn, datt d'Stroossen e puermol operappt musse ginn an et sou zu onnéidege Käschten a Behënnerungen am Trafic mat eventuellen Deviatioune kënn.

Et sief och ugemerkt, datt d'Stroossebauverwaltung natierlech och kee Concessionnaire dozou ka forcéieren, sech mat sengen Aarbechten un engem Chantier ze bedeelegen.

Bei der Realisatioun vu gréisseren Projeten huet d'Verwaltung, wat den Zäitraum vun der Ausféierung ugeet, kee grouse Spillraum.

Dogéint gëtt et awer och Aarbechten, wéi zum Beispill bei der Erneuerung vum Asphalt, wou de Planning méi flexibel ass an et sou de betreffende Concessionnaire erméiglecht, sech mat hiren Aarbechten ze bedeelegen, ier den Asphalt erneiert gëtt.

Tiers payant social dans le cadre de la psychothérapie | Question **0218** (22/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Background vum 20. Januar 2024 huet eng Assistante sociale erkläert, dass d'Sessioun beim Psychotherapeut net kënnen iwwert den Tiers payant social bezuelt ginn. An der Äntwert op d'Fro 7746 huet de Sozialversicherungsminister erkläert:

„Op de Joren 2018 bis 2022 hu pro Joer ongeféier 0,6 % vun alle Krankeversécherter op den TPS zéréckgegraff. D'Majoritéit vun de Leeschtungen, déi iwwert den TPS bezuelt gi sinn, betrëfft Behandlungen vu Generalisten a Spezialisten.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversicherung dës Fro stellen:

1. Stëmmt et, dass ee Patient bei de Sessioun beim Psychotherapeut, déi elo vun der CNS rembourséiert ginn, net ka vum Tiers payant social Gebrauch maachen?

2. Falls jo, firwat ass dat esou a plangt d'Ministesch, hei séier ze intervenéieren fir nozebesseren?

3. Falls nee, mengt d'Ministesch net, dass et wichteg wier, hei eng Circulaire un déi betraffe Psychotherapeuten ze schécken, fir si iwwert den Tiers payant social opzeklären?

Réponse (23/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Am Moment kënnen d'Sessioun vum Psychotherapeut net iwwert den Tiers payant social iwwerholl ginn. Den Tiers payant social applizéiert sech aktuell just op d'Rechnunge vun den Dokter, den Zänn-dokter an op verschidde Blutanalysen, esou wéi et an der Konventioun vum 28. Dezember 2012⁶ virgesinn ass.

Et wäert awer analyséiert ginn, ob et méiglech ass, d'Akte vun der Psychotherapie an déi besteeënd Konventioun iwwert den Tiers payant social ze integréieren. Dofir mussen awer Verhandlungen gefouert ginn tëschent dem Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil, dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, der CNS an der FAPSY-LUX.

De Paiement immédiat direct, deen elo scho bei de Generalisten agefouert gouf, gëtt no a no och bei deenen anere Spezialisten a Gesondheetsberuffer en place gesat, esou datt den Assuré da just nach seng Part muss direkt bezuelen.

Soutien du Gouvernement au recours autrichien du 7 octobre 2022 contre le règlement délégué « taxonomie » | Question **0221** (23/01/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Gouvernement précédent avait annoncé en octobre 2022 son soutien au recours de la République

d'Autriche devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) contre le règlement délégué « taxonomie ». Le règlement en question (voté en juillet 2022) a acté l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie dite « verte » de l'Union européenne parmi les technologies à favoriser.

Le Gouvernement précédent s'y étant opposé, avait choisi d'intervenir officiellement aux côtés de l'Autriche dans cette procédure juridique conformément à l'article 40 (protocole n° 3) sur le statut de la CJUE afin d'obtenir l'annulation du règlement.

Partant, je voudrais interroger Monsieur le Ministre de l'Énergie et Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité à propos du positionnement du Gouvernement dans cette procédure :

1) Le Gouvernement soutient-il le recours de la République d'Autriche contre le règlement délégué « taxonomie » ?

2) Dans l'affirmative, compte-t-il toujours intervenir officiellement aux côtés de l'Autriche dans la procédure devant la CJUE ?

3) Messieurs les Ministres considèrent-ils le nucléaire comme une énergie de transition ?

Réponse (27/02/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le Gouvernement attend actuellement une décision du tribunal de l'Union européenne sur le recours de l'Autriche contre le règlement délégué « taxonomie » suite à l'introduction du gaz et du nucléaire, auquel le Luxembourg avait décidé de se joindre.

En matière de transition énergétique, le Luxembourg concentre ses efforts sur l'efficacité énergétique et sur le développement des énergies renouvelables : ainsi l'accord de coalition prévoit de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables par un développement ambitieux de l'énergie éolienne et solaire. Le Luxembourg considère que les coûts de déploiement et la durée de construction de nouveaux réacteurs mettent en question la capacité de l'énergie nucléaire à contribuer aux objectifs climatiques dans la décennie à venir. Considérant également la question de la gestion des déchets nucléaires, ainsi que leur impact sur la santé humaine, le Gouvernement réitère son engagement exprimé dans le programme gouvernemental d'intervenir auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

Utilisation de l'avion de transport A400M | Question **0222** (23/01/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

À travers la loi modifiée du 21 mars 2005, le Gouvernement luxembourgeois a acquis un avion de transport stratégique militaire A400M qui fut finalement livré en automne 2020 et mis en service au début de 2021. L'exploitation de l'aéronef se fait en commun avec la Belgique au sein d'une unité binationale et cette coopération est régie par le Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Défense :

⁶ Convention du 28 décembre 2012 conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution du tiers payant social

1) Pouvez-vous me faire parvenir une liste des missions (hors missions d'entraînement) que l'avion de transport luxembourgeois a effectué depuis sa mise en service en spécifiant la nature des missions et le cadre dans lequel ces missions se sont déroulées (cadre national, multilatéral, ou en appui à une organisation internationale ou régionale, telles que l'OTAN, l'UE ou l'Organisation des Nations Unies) ?

Selon l'article 4 (5) du traité susmentionné, chaque partie peut émettre des réserves ou restrictions nationales quant à l'utilisation de son/ses aéronef(s) et/ou de son personnel national pour des missions ou opérations spécifiques, p. ex. dans le cas de missions de transport politiquement sensibles.

Ainsi, je voudrais encore poser la question suivante :

2) Est-ce que le Luxembourg a déjà émis des réserves ou restrictions nationales quant à l'utilisation de son aéronef et si oui, pouvez-vous m'en donner les détails ?

Réponse (06/02/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1) Le « Traité A400M » stipule que les aéronefs A400M ainsi que les équipages belges et luxembourgeois au sein de l'unité binationale peuvent être engagés dans le cadre de missions de transport aérien militaire sans distinction d'appartenance ou de nationalité, la défense luxembourgeoise considère donc les aéronefs A400 belges et luxembourgeois comme une flotte commune.

Les aéronefs de la flotte binationale volent sous autorité opérationnelle de l'EATC (Commandement européen du transport aérien) dont la mission est de mettre à disposition commune les moyens aériens (transport, ravitaillement en air et évacuation médicale) des pays membres (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). Pour des raisons de sécurité militaire, la liste détaillée des vols effectués par les avions de l'unité binationale est classifiée.

La flotte binationale a effectué environ 6.400 heures de vol depuis l'arrivée du premier avion en octobre 2020, dont approximativement un cinquième a été effectué par l'avion CT-01 arborant la cocarde luxembourgeoise. En dehors des missions d'entraînement, l'avion CT-01 de la flotte binationale a été utilisé pour exécuter une trentaine de missions opérationnelles d'une durée de 1 à 7 jours. Outre les missions de transport de routine, il s'agissait de missions de transport de passagers et de cargaisons dans le cadre de l'aide humanitaire, de soutien à des opérations de maintien de la paix et de gestion de crise, ainsi que de missions d'évacuation de ressortissants.

ad 2) Non.

Augmentation des cas de coqueluche | Question **0223** (23/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Moment triede geheeft Fäll vu Keuchhusten (Bordetella pertussis) hei zu Lëtzebuerg op. Dëst ass eng héich ustiechend Krankheet, déi virun allem bei Puppelcher liewensgefäerlech ka ginn a bei eelere Leit zu engem Klinicksopenthalt féiere kann. Et gëtt e Kombiimpfstoff, dee géint dës Bakterien, an och nach géint Diphtherie, Tetanus, Polio, Hepatitis B an Haemophilus influenzae, schützt. Well de Schutz awer net liewenslaang ass, sollen dono reegelméisseg Opfrëschunge gemaach ginn (bei Erwuessenen all 10 Joer).

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill diagnostizéiert Fäll sinn der Santé momentan hei zu Lëtzebuerg bekannt? Wéi ass d'Verdeelung an deene verschiddenen Altersklassen?

2. Huet d'Santédirektioun en Aktiounsplang, wann et zu engem gréisseren Ausbroch z. B. an enger Schoul oder engem Altersheem sollt kommen? Wann net, ass d'Festleë vu sou engem Plang am Fall vun héich ustiechende Krankheeten an engem zukünftege Gesetzesprojet virgesinn?

3. Wéi ass momentan zu Lëtzebuerg d'Impfquot a Besuch op dës Impfung bei Kanner a Jugendlechen?

4. Ginn automatesch Rappeller vun der Santé oder vun den Dokterinnen un d'Leit geschéckt, datt eng Opfrëschung fällig ass?

5. Falls et keng Rappeller gëtt, gesäit d'Regierung am Kader vun der Digitaliséierung an Zukunft eppes an deem Sënn vir?

6. Si Sensibiliséierungscampagnë virgesinn, fir op déi uewe genannte Krankheeten an hir Impfung reegelméisseg opmierksam ze maachen?

Réponse (20/02/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Momentan sinn dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet (tëschent Oktober 2023 an Enn Januar 2024), 46 Fäll vu Keuchhusten (och nach Coqueluche oder Bloen Houscht genannt) bekannt.

De follgenden Tableau weist d'Verdeelung op déi verschidden Altersklasse vun Oktober 2023 bis Enn Januar 2024 am Detail:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. D'Inspection sanitaire ass, laut ofgeännertem Gesetz vun der Gesondheitsdirektioun aus dem Joer 1980, fir d'Gestioun vun Epidemien zoustänneg. Konkreet heescht dat, dass iwwert ee sougenannte Contacttracing, a bestëmmte Situatiounen, Kontaktpersonne prophylaktesch Antibiotikë respektiv eng Impfung ugebuede kréien, jee no Alter, Impfstatus oder Vulnerabilitéit.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Donnéeën iwwer d'Impfquote vu Kanner géint de Bloen Houscht kommen aus der Ëmfro zur Impfungsofdeckung vun de Kanner vu 25 bis 30 Méint. Dës Ëmfro fënnt all 5 bis 6 Joer statt. D'Miessung vun der Impfquot bei Kanner vu 25 bis 30 Méint ass am Zesammenhang mam nationalen Impfprogramm, dee vum CSMI recommandéiert ass, an an deem Impfung bis 24 Méint virgesi ginn.

– Am Joer 2018 louch d'Impfquot bei Kanner vu 25–30 Méint géint de Bloen Houscht am Alter vun 13 Méint bei 99 % (3 Dose vum komplette 4-Dosen-Impfschema). Lëtzebuerg läit wäit iwwer deem vun der WHO recommandéierten Impftaux, deen 90 % entsprécht, an dëser Alterskategorie.

Am Joer 2023 gouf eng nei Ëmfro gemaach. Déi provisoiresch Resultater weisen op eng Impfquot vun 99 % am selwechten Alter.

– D'Ofdeckung fällt lichter erof ëm den Alter vu 25–30 Méint (komplette 4-Dosen-Impfschema), fir 90 % am Joer 2018 ze erreechen. D'provisoiresch Donnéeën fir 2023 bréngen dës Taux op 93 %. Dës Zuele falen an d'Herdenimmunitéitsfenster fir de Bloen Houscht, déi tëscht 90 % a 94 % läit.

ad 4. a 5. Am Kader vun der schoulmedezinnescher Ënnersichung, déi all 2 Joer stattfënnt, gëtt d'Impfkaart kontrolléiert. Falls e Rappell néideg ass, ginn déi legal Virgesetz duerch e Brëif informéiert, a

kënnen esou d'Opfrëschung vun der Impfung vun hirem Dokter maache loossen.

ad 6. All Joer ass Enn Abrëll déi europäesch Woch vun der Vaccinatioun, eng Initiativ vun der OMS⁷, déi och zu Lëtzebuerg stattfënnt. An deem Kader ginn d'Leit sensibiliséiert op d'Impfungen an hir Wichtigkeet, fir d'Veebreue vu verschiddenen Infektiounen ze vermeiden. Reegelméisseg ginn och punktuell Campagnen erallt mat engem Fokus op geziilt Krankheeten an hir respektiv Impfung^{8 9}.

Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le droit d'asile | Question **0224** (24/01/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Selon un article publié sur la plateforme Reporter, la Cour administrative a confirmé le 10 janvier 2024 une décision du tribunal administratif qui avait rejeté le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire d'une jeune femme. Cette dernière avait introduit sa demande de protection internationale en juillet 2019, suite à une fuite de Guinée où elle a subi une excision, un mariage d'enfant forcé et de la violence domestique.

Le 16 janvier 2024, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a jugé que la directive 2011/95/UE doit être interprétée dans le respect de la Convention d'Istanbul, ratifiée par le Luxembourg en 2018. L'article 60 de la Convention d'Istanbul est libellé comme suit : « 1° Les Parties prennent les mesures législatives ou autres nécessaires pour que la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre puisse être reconnue comme une forme de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, point 2, de la [Convention de Genève] et comme une forme de préjudice grave donnant lieu à une protection complémentaire/subsidiare. » Dans son arrêt C-621/21, la CJUE relève également que « les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un groupe social au sens de la directive. Par conséquent, elles peuvent bénéficier du statut de réfugié lorsque, dans leur pays d'origine, elles sont exposées, en raison de leur sexe, à des violences physiques ou mentales, y compris des violences sexuelles et domestiques. »

En revanche, la lecture des arrêts récents de la Cour administrative et du tribunal administratif luxembourgeois révèle que le fait d'être une femme qui a été « victime d'un mariage forcé et de violences domestiques » dans un pays où l'excision est pratiquée systématiquement, « ne s'analysent pas à proprement parler en des persécutions en raison de son appartenance à un groupe social au sens de l'article 43, paragraphe (1), point d), de la loi du 18 décembre 2015 ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre concernant la nécessité d'adapter la législation luxembourgeoise pour qu'elle soit conforme à nos engagements internationaux ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle d'entreprendre des initiatives législatives concrètes à cet égard ? Si oui, lesquelles ?

⁷ <https://www.who.int/europe/fr/campaigns/european-immunization-week>

⁸ Campagne „Luttez contre les infections respiratoires“ am Hierscht 2023

⁹ <https://sante.public.lu/fr/campagnes/2023/infections-respiratoires-covid-grippe-pneumo-bronchiolite.html>

Réponse (23/02/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le ministre ne voit actuellement pas de nécessité d'adapter la législation nationale en la matière.

En effet, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire définit les critères sur base desquels une protection internationale doit être accordée à un ressortissant de pays tiers ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. La Convention d'Istanbul demande aux États signataires de tout mettre en œuvre pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à la violence domestique. Les deux textes ont des finalités distinctes, l'une a pour but d'accorder une protection à des personnes ne pouvant pas retourner dans leur pays d'origine, l'autre demande aux États signataires de protéger les femmes contre toutes les formes de violence, et de prévenir, poursuivre et éliminer la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; de contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, y compris par l'autonomisation des femmes ; de concevoir un cadre global, des politiques et des mesures de protection et d'assistance pour toutes les victimes de violence à l'égard des femmes et de violence domestique.

La loi précitée de 2015 dispose que le ministre fait en sorte que les décisions sur les demandes de protection internationale soient prises à l'issue d'un examen approprié. Chaque demande de protection internationale introduite au Luxembourg par un ressortissant de pays tiers fait l'objet d'une analyse individuelle sur base d'une appréciation objective et impartiale des motifs invoqués par le demandeur de protection internationale.

L'analyse d'une demande de protection internationale a pour objet de déterminer si le demandeur est éligible pour bénéficier du statut de réfugié respectivement du statut conféré par la protection subsidiaire car il serait à risque dans son pays d'origine.

D'abord, on entend par réfugié toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner.

Ensuite, on entend par bénéficiaire de la protection subsidiaire le ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves et qui ne peut compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays.

L'analyse d'une demande de protection internationale se fait dès lors en deux étapes en analysant en premier lieu si la personne doit se voir octroyer le statut de réfugié ou non. Si tel n'est pas le cas le ministre procède dans une seconde étape à l'analyse des craintes évoquées par le demandeur afin de déterminer s'il doit se voir octroyer une protection subsidiaire. Cette analyse inclut à chaque fois également la

vérification si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

La première étape consiste à déterminer si la personne est à risque de subir des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine. Pourront être qualifiés d'actes de persécutions les actes suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme lorsqu'ils sont liés à l'un des motifs énumérés dans la prédite loi à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques du demandeur ou son appartenance à un groupe social déterminé.

On compte parmi les actes de persécution les violences physiques ou mentales, y compris les violences sexuelles respectivement les actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe ou contre des enfants. Parmi les atteintes graves on compte la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine.

Les violences domestiques et autres types de violences liées au genre sont donc pris en compte dans le cadre d'une analyse d'une demande de protection internationale.

Dans ce contexte, la Cour de justice de l'Union européenne a, dans un arrêt du 16 janvier 2024, retenu qu'« en fonction des conditions prévalant dans le pays d'origine, peuvent être considérés comme appartenant à "un certain groupe social", en tant que "motif de la persécution" susceptible de conduire à la reconnaissance du statut de réfugié, tant les femmes de ce pays dans leur ensemble que des groupes plus restreints de femmes partageant une caractéristique commune supplémentaire ».

La Cour précise dans cet arrêt que les femmes peuvent en fonction de caractéristiques communes ou en raison du seul fait d'être des femmes être considérées comme faisant partie d'un groupe social. Il est néanmoins important de souligner que la Cour précise que cette analyse reste une analyse individuelle en fonction des conditions prévalant dans le pays d'origine. La Cour n'a aucunement conclu que toute femme dans toute circonstance doit être considérée comme faisant partie d'un groupe social déterminé et serait éligible à l'octroi d'une protection internationale.

Il convient également de souligner que même si les services compétents concluent qu'un certain groupe de femmes partageant une caractéristique commune originaires d'un même pays d'origine ou toutes les femmes provenant d'un pays d'origine déterminé font partie d'un groupe social, il n'en demeure pas moins que la condition cumulative supplémentaire, à savoir la possibilité d'obtenir une protection dans le pays d'origine, doit encore être vérifiée.

En effet, l'existence seule de ces motifs même s'ils sont avérés n'est pas suffisante pour octroyer une protection internationale, car lors de l'analyse, il convient de déterminer si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

Lorsque les services compétents arrivent à la conclusion qu'une personne ne remplit pas les conditions pour se voir octroyer le statut de réfugié, une analyse est conduite pour établir si cette personne risque d'être victime d'atteintes graves dans son pays d'origine à savoir si elle y risque la peine de mort ou d'y subir des traitements inhumains et dégradants. Si tel est le cas, il convient également de déterminer si la personne peut obtenir une protection dans son pays d'origine ou non.

L'analyse d'une demande de protection internationale consiste donc à évaluer si les conditions cumulatives sont remplies dans le chef de la personne concernée. Si les conditions sont remplies, une protection internationale est accordée. Si une des conditions n'est en revanche pas remplie, la demande est déclarée non fondée et il est ordonné à la personne de quitter le territoire.

Finalement, toute personne qui remplit ces conditions cumulatives se verra octroyer une protection internationale au Luxembourg.

ad 2) Au vu de ce qui précède, il n'y a pas lieu de légiférer en la matière alors que la Convention d'Istanbul est appliquée au Luxembourg.

.....

Justice restaurative | Question **0225** (24/01/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a introduit dans le Code de procédure pénale des dispositions relatives à la justice restaurative. La justice restauratrice vise, à la suite d'une infraction pénale, à prendre en considération les besoins et les intérêts de la victime et de l'auteur de l'infraction. Les personnes concernées se concertent en vue de comprendre et de gérer les répercussions émotionnelles et les conséquences directes et indirectes liées à l'infraction. Ainsi, à travers l'écoute et un échange entre parties, un dialogue s'établit en vue de la réparation des préjudices causés.

Durant ce processus de réparation, un facilitateur en justice restaurative accompagne la victime et l'auteur. Son rôle, en tant que tiers indépendant, consiste à intervenir de manière impartiale en offrant un cadre neutre et équilibré.

La justice restaurative peut être proposée à tous les stades de la procédure pénale y compris dans le cadre de l'exécution des peines.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de facilitateurs de justice restaurative y a-t-il actuellement au Luxembourg ? En quoi consiste leur formation ?
- 2) Combien de processus de justice restaurative ont été demandés depuis son instauration ?
- 3) Quels sont les stades dans lesquels la justice restaurative fut proposée ? Qui en était à l'initiative ?
- 4) Combien de demandes de processus furent refusées ab initio ? Par quelle partie ?
- 5) Combien de processus se sont soldés par un succès, combien par un échec ? Quelles furent les raisons de la non-poursuite du processus ? Quelle partie en était majoritairement à l'initiative ?
- 6) De quelle manière la justice restaurative a-t-elle pu avoir concrètement une répercussion au niveau du procès pénal respectivement au niveau de l'exécution des peines ?

Réponse (23/02/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Actuellement, neuf facilitateurs agréés en justice restaurative au Luxembourg sont affiliés au Service de justice restaurative (ci-après : SEJURE), dont six sont vacataires et trois permanents au Centre de médiation ASBL. Le SEJURE a été établi le 1^{er} décembre 2020 par un accord entre le Ministère de la Justice et le Centre de médiation ASBL.

La formation initiale des facilitateurs en justice restaurative a débuté le 13 novembre 2018 et s'est

clôturée en juin 2019. Le cursus englobait à la fois une approche théorique et pratique, comprenant un stage au sein du service belge agréé « Médiante ». Les conditions d'accès exigeaient la possession des accréditations de médiateur au Luxembourg et la justification d'une formation initiale universitaire en criminologie, sciences sociales, psychologie, ou toute autre discipline préparant à la compréhension des relations interpersonnelles complexes.

Depuis 2021, l'équipe des facilitateurs participe régulièrement à des actions de formation continue, axées notamment sur la thématique de la justice restaurative ou des domaines connexes. En outre, ils bénéficient de supervisions ponctuelles dispensées par le service « Médiante ».

ad 2) Depuis la mise en service du SEJURE le 1^{er} juillet 2021, un total de treize demandes d'intervention en justice restaurative ont été recensées. Ces demandes sont réparties comme suit : deux en 2021, quatre en 2022, six en 2023, et une jusqu'à présent en 2024 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les données fournies par le SEJURE mettent en lumière une tendance marquée concernant les types d'infractions incluses dans ces demandes, révélant une prévalence significative des crimes sexuels et des homicides. Il convient de noter que, conformément aux règles du concours d'infractions, seules les statistiques liées à l'infraction ayant entraîné la peine la plus sévère ont été prises en compte.

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Le tableau présente une répartition des treize justiciables initiateurs en fonction du stade de la procédure pénale. La majorité des demandes proviennent de la phase post-sentencielle, avec neuf demandes, dont huit pendant l'exécution de la peine. Les auteurs sont principalement les initiateurs, indiquant un accès accru à l'information plutôt qu'un engagement plus fort de leur part, surtout après le jugement. Cela peut être attribué en partie aux ateliers de sensibilisation du SEJURE organisés dans les centres pénitentiaires de Givenich et de Luxembourg.

ad 4) Deux demandes furent concernées par le refus ou l'absence de réponse de l'autre partie ab initio. Ces deux abstentions furent à l'initiative de la victime.

ad 5) En ce qui concerne la justice restaurative, l'évaluation du succès et de l'échec diffère significativement par rapport aux approches classiques du système judiciaire. Au lieu de considérer l'échec comme une issue négative, la justice restaurative se concentre sur les attentes des parties impliquées, reconnaissant que ce que certains pourraient percevoir comme un « échec » peut parfois être perçu positivement par elles. Ce tableau indique l'issue de la communication :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Parmi les treize demandes de processus examinées, trois furent jugées non recevables en raison de critères spécifiques ou des conditions non remplies pour leur traitement initial.

Deux autres demandes furent considérées comme irrecevables par le SEJURE lui-même, l'une impliquant une tierce personne qui sollicitait une mesure de justice restaurative pour des proches et l'autre sans reconnaissance des faits de la part de l'auteur. La reconnaissance des faits dans le cadre de la justice restaurative n'implique pas nécessairement l'acceptation de la qualification juridique de l'acte.

De ces treize demandes, deux ont abouti à une communication établie entre les parties, une lors d'une rencontre physique préparée pendant dix mois et l'autre de manière indirecte par l'intermédiaire des facilitateurs.

Une demande a été interrompue en cours, deux ont été impactées par le refus ou l'absence de réponse de l'autre partie, et quatre processus sont toujours en cours. Une demande a été entravée en raison de l'impossibilité matérielle de contacter l'autre partie, soulignant des contraintes pratiques dans le processus de communication, car le SEJURE n'a pas accès aux coordonnées des personnes concernées.

ad 6) Le SEJURE a été mis en service et est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2021. Il est à ce stade prématuré d'analyser les répercussions de son fonctionnement au niveau du procès pénal ou l'exécution des peines.

Il convient toutefois de rappeler qu'une intervention en justice restaurative est autonome de la procédure pénale et se déroule en complémentarité à celle-ci. Elle s'éloigne ainsi de la dimension classique et répressive du droit pénal en considérant que les délits ne sont pas uniquement des transgressions de la loi faisant l'objet de sanctions légales imposées par l'autorité publique, mais qu'ils consistent également et avant tout en des conflits dont les répercussions personnelles doivent être réparées en prenant en considération les besoins et les intérêts des personnes concernées.

Le dialogue des acteurs concernés mis en place dans le cadre d'une mesure de justice restaurative offre une opportunité de concertation et de négociation pouvant conduire à des accords contraignants. L'impact de ces accords dépend de leur prise en compte par l'autorité judiciaire et de leur exécution, laissant cela à l'appréciation des autorités compétentes.

.....

Autorisation d'exercer des médecins | Question 0228 (24/01/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Nom Gynekolog vun 2020 (<https://www.rtl.lu/news/national/a/1891579.html>) hu mir elo den onéierlechen Zännokter (<https://www.rtl.lu/news/national/a/2161011.html>), dee säin Onwiesen zu Lëtzebuerg gedriwwen huet. Béid Medezinner kruten a Frankräich hir Zouloossung entzunn. Am Kader vun dëser Thematik hat déi deemoleg Gesondheetsministesch Paulette Lenert de 24. März 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 5793 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement geäntwert:

„De Gesondheetsministère huet effektiv déi, an der Äntwert op d'Fro N° 2979 ugedeiten, Analys ofgeschloss. D'Konklusioun dovun ass, dass dat ofgeännert Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer den Exercice vun de Medezinner, Zännokteren a Veterinären ugepasst muss ginn, fir eng nei gesetzlech Reegel anzeféieren. Dës Reegel gouf virgesinn, dass am Fall wou eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg eng Zouloossung an engem vun deenen dräi Beruffer huet, an an engem anere Land eng Strof géint dës gesprach ginn ass, am Kader vun där hir Zouloossung suspendéiert ginn ass, verléiert si hiert Recht, zu Lëtzebuerg ze exercéieren fir déi selwecht Period. Am Kader vun engem nächster Upassung vum uewe genannte Gesetz vum 1983 géif eng Bestëmmung an deem Sënn mat afléissen.“

Momentan läit de Gesetzesprojet 8013, deen eng Ännerung vum betreffende Gesetz vum 29. Abrëll 1983 virgesäit, an der Kommissioun.

An dësem Kontext géif ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Dem RTL-Artikel no hat den Zännokter am selwechten Zäitraum eng Zouloossung a Lëtzebuerg an an der Schwäiz ugefrot. Dës soll him am Juli 2014 vun der Schwäiz verweigert gi sinn, well deen Ament schonn a Frankräich eng Prozedur géint hie gelaf ass. Zu Lëtzebuerg konnt hien awer zënter Juli 2014 eng Praxis bedreiwen.

Hat de Ministère d'Méiglechkeet, fir d'Virgeschicht vun deem Zännokter ze kontrolléieren?

– Wa jo, hat den zoustännege Ministère dat gemaach a firwat gouf dann awer eng Zouloossung erdeelt?

– Wann nee, kann d'Madamm Minister Zougang erklären, wéi et méiglech ass, dass d'Schwäiz Zougang zu dësen Informatiounen hat a Lëtzebuerg net?

2. Dem RTL-Artikel no soll d'Affär, déi zum Entzéie vun deem Zännokter senger Zouloossung hei am Land gefouert huet, schonn 2017 un d'Rulle komm sinn. Hie gouf allerdéngs eréischt elo suspendéiert.

Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat dës Prozedur mat hiren Ermittlungen esou laang gedauert huet? Ass eng Vereinfachung vun deene Prozeduren virgesinn, fir méi séier an esou Fäll vu méiglecher Kierperverletzung an/oder Bedruch reagéieren ze kënnen? Wat gesäit de rechtliche Kader hei vir?

Réponse (05/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Nee, de Gesondheetsministère hat deemools déi Méiglechkeet net. De concernéierten Dokter huet den 29. Abrëll 2013 effektiv eng Zouloossung kritt, fir als Zännokter zu Lëtzebuerg ze schaffen. Zu deem Zäitpunkt louch dem Ministère keng Informatioun vir, dass am Ausland eng Prozedur géint den Interesséierte géif lafen. Eng zäitlech begrenzte Suspensioun vum Zouloossungsrecht gouf de 15. Januar 2016 géint dësen Zännokter verhaangen, an zwar fir den Zäitraum vum 15. Februar bis de 14. Mee 2016 mam Motiv, dass den Zännokter zum Ament, wou hien seng Zouloossung zu Lëtzebuerg ugefrot huet, verschwigen huet, dass deemools schonn ee Verfahren a Frankräich géint hie gelaf ass.

ad 2. D'Disziplinarverfahre vum Collège médical géint Dokteren ass am ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwer de Collège médical gereegelt. An dësem Fall waren et 2 Instanzen: emol virum Conseil de discipline an duerno virum Conseil supérieur de discipline vum Collège médical, wou dann den Arrêt vum 23. Dezember 2023 vun dësem Conseil supérieur en definitiven a liewenslängleche Beruffsverbuert géint de concernéierten Zännokter gesprach huet.

Op Basis vun enger Viraarbecht vum Collège médical ass en éischten Entwurf vun enger Upassung vum virgenannte Gesetz vum 8. Juni 1999 entstanen. An dësem Entwurf ass virgesinn, fir d'Disziplinarverfahren ze vereinfachen. Et ass och an deem Kader, wou eng Reegel geplangt ass, derno en Dokter, deen am Ausland zäitweilig oder ganz gespaart ginn ass, net därerf zu Lëtzebuerg exercéieren.

.....

Alliance pour le médicament initiée par la Commission européenne | Question 0229 (24/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

L'Union européenne est confrontée depuis plusieurs années à un problème structurel de pénurie de médicaments critiques – notamment les antibiotiques. Les raisons pour ces pénuries sont multiples : problèmes de fabrication, quotas industriels, hausse inattendue



de la demande, pénurie de matières premières causée par la dépendance de l'UE vis-à-vis de pays tiers comme la Chine et l'Inde.

Afin de se prémunir de ces pénuries ou de les réduire, la Commission européenne vient de lancer un appel aux États membres, à l'industrie, aux professionnels de santé et à la société civile de se joindre à une nouvelle « alliance pour le médicament ».

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si et comment le Luxembourg entend participer à cette alliance.

2) Quels seront les moyens dont disposera cette initiative ?

Réponse (16/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg suivra les travaux consultatifs de cette alliance au travers de sa représentation au sein du Board de la DG HERA¹⁰.

Dans le cadre de l'implémentation du mandat étendu de l'Agence européenne des médicaments (EMA)¹¹, le Luxembourg participe au « groupe de pilotage exécutif sur les pénuries des médicaments »¹² créé au sein de l'EMA afin d'assurer une réaction rapide en cas d'événement majeur et de coordonner les actions urgentes mises en œuvre dans l'Union européenne (UE) en ce qui concerne la gestion des problèmes liés à l'approvisionnement en médicaments. Le Luxembourg participe également activement au Groupe de travail point de contact unique (SPOC) sur les pénuries de médicaments qui est chargé de surveiller et de signaler les événements susceptibles d'affecter l'approvisionnement en médicaments dans l'UE.

ad 2) La Commission européenne identifiera les défis industriels, les priorités d'action et les solutions politiques possibles au problème des pénuries de médicaments critiques dans l'UE.

L'Alliance est un mécanisme consultatif qui servira également de réseau pour accélérer la mise en œuvre de l'action de l'UE dans ce domaine. S'appuyant sur la liste de l'Union des médicaments critiques publiée par l'Agence européenne des médicaments en décembre 2023, elle se concentrera sur les médicaments présentant le risque de pénurie le plus élevé et l'impact le plus important sur les systèmes de soins de santé et les patients.

Les membres de l'Alliance collaboreront au sein de groupes de travail thématiques pour élaborer des recommandations autour de sujets prioritaires qui pourraient inclure le renforcement des capacités de fabrication dans l'UE, le stockage stratégique, les achats et autres outils, la diversification de l'approvisionnement, les partenariats internationaux et la coopération, ainsi que le partage des données et la transparence.

Il est prévu que l'Alliance publie, sur la base de ces travaux, un rapport stratégique pour la fin de l'année 2024.

Protection des consommateurs d'électricité | Question 0231 (24/01/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Les législateurs européens viennent de parvenir à un accord politique provisoire sur la réforme de

l'organisation du marché de l'électricité afin de limiter l'explosion des prix de l'électricité et de permettre une meilleure protection des consommateurs, notamment la protection contre les interruptions de fourniture pour les clients vulnérables. Il est également prévu d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme quelles seront les conséquences de cet accord pour notre pays.

– Au cours des 5 dernières années, combien de ménages vulnérables ont dû subir une coupure d'électricité ?

Réponse (15/02/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La future législation européenne que mentionnent les honorables Députés est la proposition de directive qui modifie entre autres la directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité. Elle prévoit en effet l'introduction d'un nouvel article relatif à la protection contre les déconnexions d'électricité. Cet article dispose que les États membres sont tenus de veiller à ce que les clients vulnérables et en situation de précarité énergétique soient pleinement protégés contre les déconnexions d'électricité. La directive prévoit également que les États membres prennent des mesures appropriées pour permettre aux clients d'éviter les déconnexions, par exemple grâce à des aides concernant la gestion de la consommation et les coûts énergétiques.

Au Luxembourg, un client en défaut de paiement qui est pris en charge par l'office social ne peut pas être déconnecté. En effet, la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit d'ores et déjà des procédures pour les clients résidentiels en défaut de paiement : en cas de non-paiement dans un délai de quinze jours à partir de la date d'envoi d'un premier rappel, le fournisseur doit informer par écrit le client en défaut de paiement de son intention de le faire déconnecter après trente jours. Il lui fournit à cette occasion toute information utile dont, au moins, les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence, auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide sociale prévue. Une copie de cette information est également communiquée à l'office social compétent en fonction de la résidence du client concerné. En cas de prise en charge du client en défaut de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

En principe, aucun client vulnérable, donc éligible à l'aide sociale, n'est donc déconnecté, puisqu'un client vulnérable, qui est pris en charge par l'office social en cas de défaut de paiement, ne peut pas être déconnecté du réseau. Un client n'étant pas pris en charge par l'office social parce qu'il ne remplit pas les critères d'éligibilité à l'aide sociale, n'est pas considéré comme un client vulnérable par les fournisseurs et peut dès lors être déconnecté à défaut de régler ses factures. Il revient au client d'activement se présenter à l'office social compétent de sa commune pour demander une prise en charge par celui-ci. Les fournisseurs d'électricité n'ayant pas d'information quant à la situation familiale et financière de leurs clients, ignorent si ceux-ci sont en principe éligibles à une aide sociale.

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) effectue annuellement une enquête auprès des fournisseurs d'électricité (et de gaz naturel) quant au nombre d'informations à destination des offices sociaux, de demandes de déconnexion et de déconnexions effectuées. Il publie ces chiffres sur son site Internet. Ces

chiffres sur les déconnexions peuvent inclure des clients vulnérables uniquement si ceux-ci ne se sont pas mis en contact avec leur office social.

Afin d'éviter des déconnexions de clients en défaut de paiement, les fournisseurs sont également tenus d'informer les clients résidentiels sur les mesures alternatives à l'interruption de fourniture et qui n'induisent pas de coût supplémentaire pour les clients confrontés au risque d'une interruption de fourniture : services de conseil énergétique, plans de paiement alternatifs, conseil en gestion de dette, moratoires concernant l'interruption de fourniture, et ceci suffisamment longtemps avant l'interruption prévue.

La Klima-Agence a mis en place un programme de conseil énergétique spécifique pour les clients vulnérables, qui peuvent, à l'issue de ce conseil, bénéficier d'aides pour remplacer des équipements énergivores. En outre, la Klima-Agence a élaboré des gestes pratiques qui permettent aux consommateurs d'économiser de l'énergie au quotidien.

Le programme de subventions « Klimabonus » est un élément important dans ce contexte : les bénéficiaires peuvent demander un « Topup social 100 % » pouvant doubler l'aide Klimabonus, ceci en fonction du revenu du ménage. Dans ce contexte, l'accent est mis sur le volet de l'accompagnement plus ciblé des ménages en situation de précarité énergétique, en collaboration notamment avec les offices sociaux.

Prêts immobiliers | Question 0232 (24/01/2024) de M. Franz Fayot | M. Georges Engel (LSAP)

Le 22 septembre de l'année passée, lors d'une conférence de presse, Monsieur le Premier ministre, alors tête de liste de sa formation politique pour les élections législatives, a exigé la convocation d'une réunion urgente avec les banques au sujet des prêts immobiliers.

À l'occasion de la déclaration gouvernementale prononcée le 22 novembre 2023, Monsieur le Premier ministre a annoncé vouloir « mener des discussions avec les ministres responsables, les institutions bancaires et les organismes de régulation financière pour explorer les options disponibles au niveau étatique » en vue d'aider les particuliers à obtenir un prêt immobilier et de relancer le secteur de l'immobilier en général.

Sachant que le Gouvernement belge a entamé des négociations allant dans ce sens avec les banques établies en Belgique, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Étant donné le recul des prêts hypothécaires alloués et les discussions annoncées par Monsieur le Premier ministre et vu que le secteur de la construction vient d'être officiellement déclaré en crise, dans quel laps de temps les discussions annoncées par le Gouvernement sont-elles censées avoir lieu ?

– À quels instruments le Gouvernement est-il disposé à recourir afin de faciliter l'octroi de prêts immobiliers au bénéfice des particuliers et ainsi faciliter l'accès au logement et relancer l'activité dans le secteur du bâtiment ?

Réponse (01/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Les discussions entre le Ministre des Finances et les représentants du secteur bancaire sur les conditions d'octroi de prêts immobiliers ont été entamées il y a quelques semaines.

Le sujet a également été évoqué lors de la réunion nationale logement en date du 22 février 2024.

¹⁰ Health Emergency Preparedness and Response Authority
¹¹ Règlement (UE) 2022/123 du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2022 relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux
¹² « Medicine Shortages Steering Group » ou MSSG en anglais

Ces discussions ont révélé des pistes à discuter avec les autorités concernées. Il s'agira notamment de clarifier leur faisabilité dans le cadre du droit européen.

Parmi ces pistes figurent notamment une révision des exigences relatives aux fonds propres lors de l'octroi de crédits hypothécaires, ainsi qu'une éventuelle mise en place d'un mécanisme permettant de réduire le différentiel entre le seuil de prévente requis par les banques (actuellement 80 %) et les logements vendus, de manière à accélérer la construction.

Par ailleurs, le Gouvernement a pris des mesures conséquentes pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages, notamment au travers de l'adaptation du barème d'imposition à hauteur de 4 tranches indiciaires. Dans un même sens, le Gouvernement a significativement augmenté le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » pour l'année 2024 et le montant des intérêts fiscalement déductibles. Toutes ces mesures ont un effet direct sur la capacité de remboursement des ménages et donc facilitent l'octroi des prêts.

Vols de véhicule | Question 0233 (25/01/2024) de M. André Bauler (DP)

Ces derniers temps, le nombre de vols de voitures automobiles et d'autres véhicules semble aller croissant.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quelles sont les marques de voitures les plus visées par les vols en question ?
- 2) Quelles régions du pays connaissent les chiffres d'incidents de vol les plus intenses ?
- 3) Combien de voitures automobiles sont actuellement portées disparues au Grand-Duché ? Quelles marques et modèles sont les plus visés ?
- 4) Outre les voitures automobiles, est-ce que des véhicules destinés à des travaux de construction ou d'agriculture sont également volés ?

Réponse (23/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le tableau suivant reprend les marques de voitures les plus volées au Luxembourg pour la période de 2019 à 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le tableau suivant renseigne les communes les plus impactées par des vols de voitures entre 2019 et 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de tentatives de vols et de vols consommés qui ont été commis au cours de la période 2019 à 2023. Il n'est toutefois pas possible d'indiquer combien, parmi ces voitures, sont actuellement encore disparues.

En ce qui concerne les marques exactes, nous renvoyons à la réponse à la première question. Par rapport aux modèles, la granularité est tellement fine qu'une énumération détaillée ne serait pas représentative.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de ces vols pour la période de 2019 à 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Droit à la retraite des personnes en situation de handicap | Question 0234 (25/01/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Il est généralement reconnu que la loi du 12 septembre 2003 ayant octroyé aux personnes handicapées un statut de travailleur handicapé a représenté un changement positif dans le statut de ces personnes. En effet, ces personnes étaient auparavant souvent rémunérées pour leur travail, pendant des périodes plus ou moins longues, via le régime RMG. La cotisation pour la pension n'avait donc pas lieu d'office, et pas toutes les personnes handicapées en étaient bien informées ou avaient des employeurs suffisamment prévoyants.

Cette disposition passée fait qu'à l'heure actuelle, il existe un certain nombre de travailleurs handicapés qui ont atteint l'âge de la retraite ou de la préretraite, qui souhaiteraient la prendre après 40 années de travail ininterrompu, et qui n'ont pas le droit de la prendre : des périodes de cotisations leur manquent en raison de leur ancien statut.

Eu égard au fait que c'est seulement en 2003 que les salariés handicapés ont eu droit au statut de salariés à part entière ; eu égard également au fait que le Luxembourg a signé, le 30 mars 2007, la Convention des Nations Unies relative aux droits de personnes handicapées du 13 décembre 2006 et l'a approuvée par la loi du 28 juillet 2011, où il est écrit que « afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les États Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés » et que « les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente Convention », je souhaiterais une réponse aux questions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, de Monsieur le Ministre de la Famille, et de Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de personnes handicapées travaillent au Luxembourg depuis 40 ans ou plus (si l'on prend en compte leurs années sous le régime RMG) sans avoir le droit de prendre ni leur retraite ni leur préretraite ? Et combien se retrouveront dans la même situation dans les années à venir ?

2) Les ministres reconnaissent-ils que cette situation des personnes handicapées ayant travaillé depuis plus de 40 ans sans pouvoir prendre leur retraite est une injustice, due à une ancienne situation abolie à juste titre en 2003 ?

3) Vont-ils se concerter et chercher à y remédier ?

Réponse (26/02/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Les données enregistrées dans le cadre de l'affiliation à la sécurité sociale ne permettent pas de déterminer le nombre de personnes handicapées travaillant au Luxembourg. En effet leur statut de « travailleur » au sein d'un atelier protégé a seulement été créé par la loi du 12 septembre 2003. Pour les années 2003 à 2024 les services du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale sont en train d'analyser si les enregistrements permettent de distinguer les travailleurs ayant le statut « handicapé » de ceux qui ne bénéficient pas de ce statut.

ad 2) et 3) Les périodes travaillées sous un statut autre que celui mis en place par la loi précitée, sont comptées comme périodes au sens de l'article 172 du Code de la sécurité sociale et permettent donc de

parfaire le stage pour pouvoir bénéficier d'une pension anticipée à partir de l'âge de 60 ans. L'extrait y relatif est libellé comme suit : « les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1^{er}, sous 17) pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie ».

L'accord de coalition prévoit que « Le Gouvernement analysera la possibilité de parfaire les périodes de stage pour la pension vieillesse des personnes handicapées occupées dans un atelier protégé avant l'âge de 18 ans avant la mise en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées » de sorte que les ministres concernés se concerteront sous peu pour transposer la volonté exprimée dans l'accord de coalition.

Cadeau de fin d'année pour les collaborateurs du CGDIS | Question 0235 (25/01/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass de CGDIS senge Mataarbechter fir d'Feierdeeg ee kleng Kaddo gemaach huet. Souwuel déi technesch Mataarbechter wéi och d'Beruffspompjeeë kruten esou ee Kaddo. Mee déi fräiwëlleg Pompjeeë goufen hei scheinbar vergiess.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kruten déi fräiwëlleg Pompjeeë ee Kaddo um Enn vum leschte Joer geschenkt? Falls jo, wat war dat? Falls nee, firwat net?
2. Wéi vill Kaddoe goufen insgesamt bei dem CGDIS verdeelt?

Réponse (26/02/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Als Inneminister steet et mir net zou, mech an d'Modalitéite vun der Personalpolitik vum CGDIS anzemëschen.

Agréments des structures pour personnes âgées | Question urgente 0389 (23/02/2024) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

Ewéi aus engem Bréif vum Familljeministère un déi verschidde Gestionnaire a Chargés de direction des services pour personnes âgées vum 15. Februar 2024 ervirgeet, mussen déi verschidde Strukturen, Centren a Servicer hir Agremente mat deem neie Qualitéitsgesetz, dat den 1. Mäerz 2024 a Kraaft trëtt (Loi du 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées) renouveléieren, dës wieren awer just nëmmen 1 Joer gëlteg:

„La mise en vigueur des nouvelles dispositions de la loi entraînera la nécessité de renouveler les agréments actuellement en vigueur, via de nouveaux arrêtés ministériels prenant effet au 1^{er} mars 2024. Ces agréments seront ainsi conditionnés pour une durée limitée d'une année jusqu'au 1^{er} mars 2025.“

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil stellen:

– Aus wéi engem Grond mussen déi bestoend Agremente vun den diverse Gestionnaire elo erneiert ginn?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

– Firwat ass den Agreement vun deene jeeeweilege Strukturen, Centren a Servicer, mat deem neie Qualitéitsgesetz, nëmmen ee Joer gëlteg?

– Géif et net Sënn maachen, wann d'Agremente méi laang gëlteg wieren?

– Am Bréif ass des Weideren erauszulesen:

„À l'issue des contrôles d'agrément et selon les conclusions du rapport d'agrément et si toutes les dispositions de la loi sont respectées, l'agrément conditionné et limité d'une année pourra faire l'objet d'une modification.“

- Kann d'Regierung confirméieren, dass dëst sech op d'Verlängere vum Agreement bezitt?
- Wa jo, wéi laang gëtt en an deem Fall verlängert?

Réponse (26/02/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Am Kader vum neie Qualitéitsgesetz fir Servicer fir eeler Leit, dat den 1. März 2024 a Kraaft trëtt, ginn effektiv d'Agremente vun de concernéierte besteende Servicer fir eeler Leit erneiert.

Dëst net nëmmen, well dat neit Qualitéitsgesetz d'Denominatioune vu verschiddene Servicer ëmännert, mee och, well den Agreementsdossier neie Critère muss entsprechen. Am deem vun Iech ernimmt Courier vum 15. Februar 2024 ginn d'Gestionnaires dofir gebieden, hiren Agreementsdossier ze aktualiséieren no de Bestëmmunge vum neie Gesetz.

Déi erneiert Agremente vun de besteende Servicer, déi en vigueur wäerte sinn ab dem 1. März 2024, ginn all konditionéiert a si limitéiert an der Zäit op 1 Joer. Erëischt nodeems de Ministère déi jeeeweileg Agreementsdossiere receptionéiert huet, d'Analysen dovun stattfonnt hunn, an den Agreementsdossier fir komplett deklaréiert ginn ass, gëtt ee Contrôle sur place vun de Beamte vum Ministère realiséiert.

Wann no dësem Contrôle sur place eng Bestëmmung net sollt erfëllt sinn, kann den Agreement nach eng Kéier op bestëmmten Zäit verlängert gi mat enger

Opfuerderung, sech ze conforméieren zum neie Gesetz. Wann no dësem Contrôle sur place all Bestëmmunge vum neie Qualitéitsgesetz erfëllt sinn, ka fir dee jeeeweilege Service fir eeler Leit den Agreement verlängert ginn an op onbestëmmten Zäit ausgestallt ginn. Esou kënnen mir als Ministère sécherstellen, datt all déi nei Bestëmmunge vum neie Gesetz och an der Realitéit bei den eelere Leit ukommen a fir eng Qualitéit fir d'Servicer fir eeler Leit suergen.

Directive sur la chaîne d'approvisionnement | Question urgente **0437** (07/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi den däitsche „Spiegel“ mell, sollen Ännerungen un der Liwwerketten-Direktiv proposéiert gi sinn. Déi nei Proposition, déi de „Spiegel“ kritt huet, enthält däitlech Verännerungen. D'Direktiv soll net méi fir Firme mat méi wéi 500 Mataarbechter an engem Émsaz vun 150 Milliounen Euro gëllen, mee nëmme fir Firme mat 1.000 Mataarbechter an engem Émsaz vun 300 Milliounen Euro. D'Proposition huet och d'Fro vun der Zivilverantwortung opgeweecht an d'Risikosectoren als Kategorie geläscht. Och sollen d'Liwwerkette just nach kontrolléiert ginn, wann et sech ëm Fournisseuren handelt, déi direkt oder am Optrag vun der Entreprise handelen.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Kann de Minister dës Ännerungsvirschléi confirméieren?
2. Wann e Freiden nach eng Kéier sollt am COREPER oder Niveau vun de Wirtschaftministere gefrot ginn, wéi Lëtzebuerg wëllt ofstëmme, wat wäert Lëtzebuerg da soen?

Réponse (11/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

D'Regierung deelt d'Ziler vun der geplangter Liwwerketten-Direktiv an hält aktiv un de lafende

Verhandlungen deel, fir e konsensfäegen Text auszuschaffen. Den 8. März huet heizou keng Ofstëmmung am COREPER stattfonnt.

Directive sur la chaîne d'approvisionnement | Question urgente **0438** (07/03/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon les dernières évolutions du projet de directive relative à la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD), un nouveau texte de compromis figure à l'ordre du jour de la réunion du COREPER I le 8 mars 2024. Avec le nouveau texte proposé le champ d'application serait réduit aux entreprises avec au moins 1.000 employés et un chiffre d'affaires annuel d'au moins 300 millions euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Justice :

– Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur le nouveau texte de la CSDDD et quels sont les éléments déterminants de la position gouvernementale ?

– Comment le Gouvernement prévoit-il de voter au COREPER I du 8 mars 2024 sur la CSDDD ?

Réponse (12/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le Gouvernement partage les objectifs de la proposition de directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et contribue activement aux négociations en cours.

Ce point n'a pas figuré à l'ordre du jour du COREPER en date du 8 mars 2024.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799